

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

HISTOIRE DE LA COMMUNAUTÉ JAPONAISE DU QUÉBEC, 1942 – 1988

THÈSE  
PRÉSENTÉE  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DU DOCTORAT EN HISTOIRE

PAR  
CHRISTIAN ROY

JANVIER 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»



## REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont tout d'abord à mes deux directeurs, Paul-André Linteau et Greg Robinson. Ma dette à leur égard est considérable et va au-delà de cette thèse. Ils m'ont accompagné tout au long de ce cheminement. Je les remercie pour leur patience et leur dévouement qui m'ont permis de compléter ma thèse. Aussi, j'ai beaucoup appris à leur contact sur l'histoire des Japonais, mais surtout sur l'histoire en général et sur la façon de l'écrire et de l'apprécier. Merci également aux membres du jury, Stephanie Bangarth, Robert Gagnon et Bruno Ramirez pour leurs commentaires et leurs suggestions qui ont bonifié cette thèse.

Merci également au service d'archives de l'Université McGill, et plus particulièrement à madame Mary Ellen Worgan Houde et monsieur Gordon Burr. Je me dois également de souligner l'aide de Sœur Véronique, responsable des archives à la maison-mère des Sœurs du Christ-Roi à Laval, qui a fait preuve d'une grande générosité lors de mon court séjour. Merci également à monsieur Gilles Lafontaine des archives municipales de la Ville de Montréal, ainsi qu'à madame Céline Arsenault, bibliothécaire au Jardin Botanique de Montréal.

Ma recherche d'archives, ainsi que la rédaction de la thèse, ont été facilitées par des bourses qui sont toujours arrivées à point nommé. J'aimerais donc remercier le programme de bourses d'excellence des cycles supérieurs de l'UQAM, le Fonds du Département d'histoire, la fondation Danielle-Dagenais-Pérusse, ainsi que le Laboratoire d'histoire et de patrimoine de l'UQAM.

Je ne peux pas passer sous silence le rôle de ma conjointe Lucie Verreault, qui m'a supporté tout au long de ce parcours. Sans son appui, sa compréhension et ses

encouragements, je n'aurais pas conduit ce projet à terme. Merci également à Véronique, Simon et Alain d'être là tout simplement. Je veux également remercier le « clan » Verreault (dont les membres sont trop nombreux pour être nommés) qui m'ont toujours permis de décrocher au moment opportun. Finalement, merci à Claude et Claire (parrain et marraine) pour les encouragements, le soutien, l'hébergement, et ce, tout au long de mes études.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES .....	X
LISTE DES TABLEAUX.....	X
LISTE DES ACRONYMES .....	XIII
RÉSUMÉ .....	XV
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I	
LES MIGRATIONS ET L'INTÉGRATION : BILAN HISTORIOGRAPHIQUE .....	8
1.1 Historiographie des migrations.....	8
1.1.1 Nouveaux concepts dans l'historiographie des migrations.....	16
1.1.2 Les grands courants migratoires en Amérique du Nord .....	21
1.1.3 Historiographie canadienne.....	24
1.2 Historiographie des communautés ethnoculturelles .....	32
1.2.1 Le cas du multiculturalisme .....	33
1.2.2 L'influence de l'historiographie du travail .....	35
1.2.3 L'historiographie de la famille.....	36
1.3 Historiographie de l'intégration .....	42
1.3.1 L'historiographie canadienne.....	43
1.3.2 L'historiographie québécoise .....	48
1.3.3 Les facteurs d'exclusion.....	55
CHAPITRE II	
L'ÉTUDE DE LA COMMUNAUTÉ JAPONAISE DU CANADA ET DU QUÉBEC .....	58
2.1 L'historiographie des migrations asiatiques .....	59

2.1.1 L'historiographie sur les gens d'origine japonaise .....	61
2.2 La recherche canadienne .....	67
2.2.1 Le fait religieux.....	74
2.2.2 Les écrits des gens d'origine japonaise.....	76
2.3 La recherche au Québec .....	77
2.3.1 Les textes publiés en dehors du cadre universitaire.....	84
2.4 Problématique.....	85
2.5 Sources et méthodologie.....	89

### CHAPITRE III

#### ASPECTS GÉNÉRAUX DE L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION JAPONAISE EN AMÉRIQUE DU NORD .....

3.1 Histoire des Japonais en Amérique du Nord .....	100
3.1.1 La présence japonaise au Canada au tournant du 20 <sup>e</sup> siècle .....	103
3.1.2 L'émeute de 1907 et ses conséquences.....	107
3.1.3 De 1908 à 1941 .....	109
3.1.4 L'attaque de Pearl Harbor et ses conséquences .....	111
3.1.5 Des années 1950 au mouvement de reconnaissance.....	116
3.2 Les statistiques sur la population d'origine japonaise au Canada et au Québec ...	118
3.2.1 La population d'origine japonaise au Québec.....	123
3.2.3 Les immigrants japonais .....	132

### PARTIE 1 : DE 1942 À 1949

### CHAPITRE IV

#### LA FORMATION DE LA COMMUNAUTÉ JAPONAISE DU QUÉBEC.....

4.1 La période pré communautaire : 1900 - 1942 .....	138
4.2 La formation de la communauté japonaise à Montréal .....	145
4.2.1 Facteurs de la naissance de la communauté japonaise de Montréal .....	147
4.3 Une véritable communauté? .....	162
4.4 Les premiers pas : de 1946 à 1949 .....	170
4.4.1 Le <i>Montreal Bulletin</i> .....	174

4.5	La fin de la première phase : 1949 .....	179
-----	--	-----

## CHAPITRE V

LES INSTITUTIONS RELIGIEUSES DE LA COMMUNAUTÉ JAPONAISE DE MONTRÉAL .....	183
---	-----

5.1	Le rôle des Églises dans la communauté japonaise au Canada .....	184
-----	--	-----

5.1.1	L'appartenance religieuse des Japonais canadiens .....	185
-------	--	-----

5.1.2	Le rôle des Églises durant la dispersion.....	187
-------	---	-----

5.2	L'Église catholique et la communauté japonaise du Québec .....	191
-----	--	-----

5.2.1	Les Sœurs du Christ-Roi .....	196
-------	-------------------------------	-----

5.2.2	Les Sœurs missionnaires de l'Immaculée-Conception .....	201
-------	---	-----

5.2.3	Impact de l'Église catholique sur la communauté japonaise .....	203
-------	---	-----

5.2.4	La maison Saint-Raphaël .....	205
-------	-------------------------------	-----

5.3	L'Église Unie ( <i>United Church</i> ) .....	208
-----	--	-----

5.3.1	Le rôle de la famille Powles.....	209
-------	-----------------------------------	-----

5.3.2	Une congrégation distincte.....	213
-------	---------------------------------	-----

5.4	Le cas particulier de l'Église bouddhiste.....	217
-----	--	-----

5.4.1	Introduction du bouddhisme japonais au Canada .....	221
-------	---	-----

5.4.2	L'établissement d'une communauté bouddhiste japonaise au Québec..	224
-------	---	-----

5.4.3	La lutte pour la reconnaissance de l'Église bouddhiste au Québec .....	228
-------	--	-----

## CHAPITRE VI

LA VIE POLITIQUE DE LA COMMUNAUTÉ JAPONAISE DE MONTRÉAL .	233
---	-----

6.1	Les organismes centraux .....	234
-----	-------------------------------	-----

6.1.1	Les premières tentatives.....	234
-------	-------------------------------	-----

6.2	La <i>NJCCA</i> et son chapitre provincial .....	239
-----	--	-----

6.2.1	Initiatives locales de la <i>JCCA</i> .....	248
-------	---	-----

6.2.2	Les enjeux nationaux et la position de la communauté japonaise du Québec .....	252
-------	--	-----

## PARTIE II : DE 1950 À 1970

## CHAPITRE VII

PORTRAIT DE LA COMMUNAUTÉ JAPONAISE DE MONTRÉAL : 1950 – 1970 .....	274
---	-----

7.1	Portrait statistique de la communauté (1950 – 1970) .....	275
7.2	Évolution du <i>Montreal Bulletin</i> .....	284
7.2.1	Les réussites académiques .....	291
7.3	L'évolution de la <i>JCCA</i> .....	296
CHAPITRE VIII		
INSTITUTIONS DE LA COMMUNAUTÉ JAPONAISE, 1950 – 1970 .....		314
8.1	L'ouverture au Québec .....	315
8.1.1	La politique municipale et provinciale.....	319
8.1.2	Début des relations avec le Québec .....	326
8.1.3	Le cas du docteur Hori .....	330
8.2	L'Église catholique.....	343
8.2.1	La chronique catholique du <i>Montreal Bulletin</i> .....	349
8.2.2	Le centre culturel .....	354
8.3	L'Église bouddhiste.....	358
8.3.1	L'enjeu de la reconnaissance .....	362
8.3.2	Les jeunes bouddhistes.....	369
8.3.3	Les autres organisations bouddhistes.....	374
8.4	La Kensington Presbyterian Church et la First United Church.....	377
PARTIE 3 : DE 1970 À 1989		
CHAPITRE IX		
ÉVOLUTION DE LA COMMUNAUTÉ JAPONAISE DU QUÉBEC, 1970 – 1989 .....		385
9.1	Portrait des immigrants japonais au Québec .....	386
9.1.1	Les données québécoises .....	389
9.1.2	Une étude sur les immigrants japonais .....	393
9.2	Les changements à l'intérieur de la communauté japonaise .....	400
9.2.1	La place des nouveaux immigrants .....	401
9.2.2	Les <i>Sansei</i> .....	406
9.2.3	La question des mariages exogames .....	416

CHAPITRE X	
LES ENJEUX DE LA COMMUNAUTÉ JAPONAISE DU QUÉBEC .....	430
10.1 Les activités de la communauté japonaise.....	432
10.1.1 Les célébrations .....	433
10.1.2 Le centre culturel .....	443
10.2 La communauté japonaise et le Québec .....	451
10.2.1 Le Jardin botanique.....	451
10.2.2 Le référendum de 1980 .....	463
10.2.3 Reconnaissance des Japonais du Québec.....	470
10.3 Le mouvement de reconnaissance et de compensation financière .....	474
10.3.1 Le rôle du <i>Montreal Redress Committee</i> .....	476
10.3.2 La communauté japonaise de Montréal et le mouvement de reconnaissance .....	485
10.4 Le Japon et le Québec.....	489
10.4.1 L'établissement d'un consulat-général du Japon à Montréal .....	490
10.4.2 L'Expo 1967 et l'Exposition Universelle d'Osaka (1970).....	492
CONCLUSION.....	502
BIBLIOGRAPHIE.....	523

## LISTE DES FIGURES

Figure	Page
Figure 4.1 Répartition résidentielle des Canadiens d'origine japonaise à Montréal, 1944 .....	166
Figure 4.2 Répartition résidentielle des Canadiens d'origine japonaise à Montréal, 1947 .....	167
Figure 6.1 Campagne de financement pour JCCA, 1947.....	247
Figure 6.2 Fiche d'inscription au bottin téléphonique .....	249
Figure 8.1 Spectacle d'arrangement floral, 1951 .....	327
Figure 8.2 Photographie du docteur Hori avec des connaissances .....	335

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
Tableau 3.1 Population d'origine japonaise au Canada, 1901 - 1941 .....	119
Tableau 3.2 Répartition des gens d'origine japonaise par province, 1901 - 1951 .....	120
Tableau 3.3 Population d'origine japonaise au Canada, 1951 - 1981 .....	121
Tableau 3.4 Population d'origine japonaise au Canada, 1986 - 2011 .....	122
Tableau 3.5 Population d'origine japonaise au Québec, 1901 - 1941 .....	123
Tableau 3.6 Population d'origine japonaise au Québec, 1951 - 1981 .....	124



Tableau 3.7	Population d'origine japonaise au Québec, 1986 - 2011 .....	125
Tableau 3.8	Population d'origine japonaise, région métropolitaine de recensement de Montréal, 1951 - 2011 .....	126
Tableau 3.9	Population d'origine ethnique japonaise et dont la langue maternelle est le japonais au Canada, 1941 - 2011 .....	128
Tableau 3.10	Population d'origine japonais et dont la langue maternelle est le japonais au Canada, 1986 - 2011 .....	129
Tableau 3.11	Population d'origine japonaise et dont la langue maternelle est le japonais au Québec, 1941 - 2011 .....	130
Tableau 3.12	Population d'origine japonaise et dont la langue maternelle est le japonais au Québec, 1986 - 2011 .....	131
Tableau 3.13	Immigrants japonais au Québec et au Canada, 1941 - 1991 .....	133
Tableau 4.1	Citoyenneté de la population québécoise née au Japon, selon la période d'arrivée au Canada, 1900 - 1921 .....	140
Tableau 7.1	Tranches d'âge de la population d'origine japonaise au Québec, 1951 ... ..	277
Tableau 7.2	Célibataires et personnes mariées d'origine japonaise au Québec, 1951. ....	279
Tableau 7.3	Veufs et divorcés d'origine japonaise au Québec, 1951 .....	280
Tableau 7.4	Personnes nées au Japon et résidant au Québec, selon la période d'immigration, 1951 .....	280
Tableau 7.5	Population du Québec ayant le japonais comme langue maternelle, 1951 .....	281
Tableau 7.6	Population d'origine japonaise pour la région métropolitaine de recensement de Montréal, 1951 - 1971 .....	282
Tableau 7.7	Population du Québec née au Japon, 1951 - 1971 .....	283
Tableau 7.8	Population du Québec dont la langue maternelle est le japonais, 1951 - 1971 .....	283
Tableau 7.9	Champs de spécialisations des diplômés d'origine japonaise et leur établissement universitaire, 1950 .....	292

Tableau 7.10 Niveau d'études complété des jeunes d'origine japonaise et leur établissement scolaire, 1950.....	294
Tableau 7.11 Dépenses de la division québécoise de la JCCA, 1950.....	299
Tableau 7.12 Dernier bilan financier de la division québécoise de la JCCA, 1967.....	311
Tableau 9.1 Nombre d'immigrants japonais et de gens d'origine japonaise au Québec, 1941 - 1991 .....	387
Tableau 9.2 Population d'origine japonaise du Québec, 1981 - 1991 .....	389
Tableau 9.3 Répartition des immigrants nés au Japon ou de citoyenneté japonaise admis au Québec, 1973 - 1992 .....	390
Tableau 9.4 Auto-évaluation de 184 immigrants japonais établis au Québec de leur maîtrise des deux langues officielles.....	395
Tableau 9.5 Employeurs des immigrants japonais classés selon l'origine ethnique....	398
Tableau 10.1 Organismes subventionnés par les surplus des fêtes du centenaire....	441
Tableau 10.2 Associations et regroupements de la communauté japonaise de Montréal, <i>circa</i> 1979 .....	447

## LISTE DES ACRONYMES

<i>BCC</i>	<i>Buddhist Churches of Canada</i>
<i>CCF</i>	<i>Cooperative Commonwealth Federation</i>
<i>CCJC</i>	<i>Co-operative Committee on Japanese Canadians</i>
<i>ECSDL</i>	<i>Eastern Canada Sangha/Dana League</i>
<i>ECYBL</i>	<i>Eastern Canada Young Buddhist League</i>
<i>JCCC</i>	<i>Japanese Canadian Cultural Centre</i>
<i>JCCD</i>	<i>Japanese Canadian Committee for Democracy</i>
<i>JCCS</i>	<i>Japanese Canadian Centennial Society</i>
<i>JCCY</i>	<i>Japanese Canadian Catholic Youth</i>
<i>JCWF</i>	<i>Japanese Canadian Welfare Federation</i>
<i>JSC</i>	<i>Japan Society of Canada</i>
<i>MB</i>	<i>Montreal Bulletin</i>
<i>MCCC</i>	<i>Montreal Committee on Canadian Citizenship</i>
<i>MCJC</i>	<i>Montreal Committee for Japanese Canadians</i>
<i>MCP</i>	<i>Montreal Capital Project</i>
<i>MGNCC</i>	<i>McGill Nisei Campus Club</i>
<i>MJCCC</i>	<i>Montreal Japanese Canadian Centennial Committee</i>
<i>MJCP</i>	<i>Montreal Japanese Centennial Project</i>

<i>MJUC</i>	<i>Montreal Japanese United Church</i>
<i>MJWF</i>	<i>Montreal Japanese Welfare Federation</i>
<i>MNAC</i>	<i>Montreal Nisei Athletic Club</i>
<i>MRC</i>	<i>Montreal Redress Committee</i>
<i>MSS</i>	<i>Montreal Sangha Society</i>
<i>MYBS</i>	<i>Montreal Young Buddhist Society</i>
<i>NAJC</i>	<i>National Association of Japanese Canadians</i>
<i>NFG</i>	<i>Nisei Fellowship Group</i>
<i>NJCCA</i>	<i>National Japanese Canadian Citizens Association</i>
<i>QJCCA</i>	<i>Quebec Japanese Canadian Citizens Association</i>
<i>SC</i>	<i>Standing Committee</i>

## RÉSUMÉ

Cette thèse porte sur l'histoire encore peu connue de la communauté japonaise du Québec, implantée essentiellement à Montréal. Sa fondation même est particulière, puisqu'elle est le fait d'un déplacement forcé. En 1942, le gouvernement fédéral met en place une politique visant la dispersion des gens d'origine japonaise à l'est du Canada. Vivant majoritairement en Colombie-Britannique, ils migreront principalement vers l'Alberta, l'Ontario et le Québec, où la population d'origine japonaise passe de 48 à 1130 individus entre 1941 et 1951. Cette croissance se maintiendra tout au long de la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle, à l'exception du recensement de 1981. La période étudiée se termine en 1988, au moment où le gouvernement fédéral présente des excuses officielles à la communauté et verse une compensation financière pour les torts subis durant la Deuxième Guerre mondiale.

La question d'intégration de ces immigrants forcés est fondamentale et permet de mieux comprendre ce processus chez les autres communautés ethnoculturelles. La grande majorité des Japonais qui arrivent au Québec à partir de 1942 sont des gens de la deuxième génération. Anglophones et pour la plupart protestants, ils arrivent dans un milieu majoritairement francophone et catholique. Qu'est-ce qui détermine leur choix de cette destination? Sur quelles bases ont-ils construit leur communauté? Les Japonais du Québec ont-ils tenté de passer inaperçus ou ont-ils mis en valeur leurs caractéristiques? Il faut également déterminer si le contexte linguistique et religieux du Québec a pu influencer l'évolution de ce groupe et constater si elle est différente des autres communautés japonaises du Canada.

La notion d'identité est aussi au cœur de l'histoire des Japonais du Québec. Les premiers migrants forment un ensemble disparate : à l'exception de leur origine ethnique, de leur expérience de la détention et de leur statut de réfugié involontaire, ils ont peu en commun. Certains proviennent de Vancouver, tandis que d'autres ont passé leur vie dans des petits villages de pêcheurs ou d'agriculteurs. Quelques-uns ont une formation universitaire, tandis que d'autres ont peu étudié. Les divisions existent également sur le plan religieux : la majorité est protestante, mais il y a aussi des catholiques et des bouddhistes. En outre, la composition de la communauté change et plus particulièrement au cours des années 1970, avec la montée de la troisième génération et l'arrivée de nouveaux immigrants japonais. L'un des objectifs de la thèse est donc de comprendre comment ces éléments ont réussi à former une communauté unie et durable.

Les principales associations japonaises, surtout politiques et culturelles sont étudiées. Le rôle des trois grandes religions présentes à l'intérieur de la communauté (bouddhiste, protestante et catholique) est également analysée. L'objectif est de voir en quoi elles ont pu aider ou nuire à l'intégration des Japonais à Montréal. Les réactions des Québécois à l'égard de cette petite communauté sont abordées, depuis la fondation de la communauté jusqu'aux années 1980. La thèse comprend également les traces de cette présence à Montréal, que ce soit par les initiatives de la communauté pour se faire connaître ou encore par des Japonais qui se sont illustrés sur la scène municipale ou provinciale.

La section anglaise du *Montreal Bulletin*, le journal communautaire qui paraît en 1946 et qui est encore publié de nos jours, a été dépouillée systématiquement jusqu'en 1988. Il offre des informations précieuses sur l'évolution de la communauté japonaise de Montréal et ce, sur des sujets aussi divers que la vie associative, les perceptions à l'égard du Québec ou encore le mouvement de reconnaissance des années 1980. Pour leur part, les archives de la communauté japonaise offrent des renseignements sur le fonctionnement de plusieurs associations et des gens impliqués dans la communauté, qu'ils soient d'origine japonaise ou non. Les principaux journaux montréalais, ainsi que le journal nippo-canadien *The New Canadian*, offrent un bon aperçu de la place des Japonais du Québec dans leur société d'accueil ainsi que dans la communauté japonaise à l'échelle nationale.

Mots clés : *Japonais du Québec ; mouvement de reconnaissance ; Église catholique ; Église bouddhiste ; intégration.*

## INTRODUCTION

L'histoire des Japonais m'a toujours intéressé. Ayant à choisir un programme à l'université, je suis allé naturellement vers un programme en études est-asiatiques. J'y ai appris la langue japonaise, que je maîtrise encore en partie, ainsi que l'écriture, beaucoup plus complexe et oubliée trop rapidement. Le programme contenait des cours d'histoire sur ce pays, ainsi que sur la Chine et la Corée. L'histoire étant une autre de mes passions, j'ai complété avec un baccalauréat bidisciplinaire.

J'ai poursuivi à la maîtrise, avec un mémoire portant sur l'histoire du « miracle » économique japonais. Mon analyse portait sur les perceptions occidentales des performances économiques de ce pays qui devait, croyait-on, devenir la première puissance économique mondiale au début du 21<sup>e</sup> siècle. Au cours de mes recherches, je suis tombé sur un article portant sur l'histoire des travailleurs canadiens d'origine japonaise. Un certain nombre d'entre eux avaient dû travailler dans les champs de betteraves à sucre de l'Alberta durant la Deuxième Guerre mondiale. Le texte a piqué ma curiosité, car je connaissais peu l'histoire des Japonais au Canada.

À la suite du dépôt de mon mémoire, j'ai lu quelques ouvrages consacrés à ce sujet. Ces derniers contenaient peu ou pas d'informations sur la communauté japonaise du Québec. Plutôt que de faire une thèse sur cette histoire, j'ai tout d'abord pensé à travailler sur le rôle des politiciens québécois lors de l'emprisonnement et la dispersion des Japonais à l'est du Canada lors de la Deuxième Guerre mondiale. Heureusement, mes deux directeurs, Paul-André Linteau et Greg Robinson m'ont aiguillé vers l'histoire de la communauté japonaise du Québec, qui n'avait pas fait

l'objet ni d'un mémoire de maîtrise et encore moins d'une thèse de doctorat en histoire.

Or, l'histoire de la communauté japonaise du Québec mérite d'être analysée. Tout d'abord, elle se distingue par sa formation. En principe, la migration se fait lorsque le migrant choisit de quitter son pays ou sa province pour une nouvelle destination, généralement afin d'améliorer son sort. Ce n'est pas le cas de la plupart des Japonais qui se sont établis à Montréal. À la suite de l'attaque japonaise de Pearl Harbor, une base navale états-unienne, le gouvernement du Canada décide en 1942 de chasser les gens d'origine japonaise de la Colombie-Britannique, où ils résidaient en quasi-totalité. Cette décision venait couronner plusieurs décennies de racisme et de méfiance à l'égard de cette communauté d'origine asiatique.

Bien qu'étant pour la plupart des citoyens canadiens, les Japonais de la Colombie-Britannique sont forcés de quitter la côte ouest et de s'établir dans l'une des provinces canadiennes situées « à l'est » des Rocheuses. Un certain nombre d'entre eux choisiront le Québec et plus précisément la Ville de Montréal. La politique de dispersion du gouvernement fédéral constitue donc le moment fondateur de la communauté japonaise du Québec. Jusqu'à ce moment, seuls quelques Nippons y vivaient. Ils étaient dispersés dans la métropole et n'avaient pas de vie communautaire.

Ce déplacement forcé soulève par le fait même de nombreuses questions. La première touche au choix même de ces migrants de venir au Québec. Pourquoi ont-ils choisi précisément cette destination, alors qu'ils sont majoritairement anglophones et protestants ? Et, puisqu'ils n'avaient pas de communauté sur laquelle s'appuyer, comment les premiers arrivants ont-ils fait pour se débrouiller dans une ville et un environnement qu'ils ne connaissaient pas ? De façon générale, est-ce que ces migrants forcés ont développé des mécanismes différents de ceux des migrants au Québec qui choisissent de quitter librement leur lieu de naissance ? Les migrants



japonais arrivent également dans un contexte social et linguistique très particulier. Le premier ministre Maurice Duplessis se prononce contre leur arrivée au Québec dès son retour au pouvoir en 1944. Quant à l'Église catholique, elle se souciait peu des migrants anglophones. Et, dans le pire des cas, la présence de ces nouveaux arrivants était dénoncée. Finalement, la majorité des Japonais n'était pas catholique.

La formation de la communauté elle-même est également intéressante. Les Japonais qui arrivent au Québec forment un ensemble disparate : certains proviennent de Vancouver, d'autres de petites villes de pêcheurs. Quelques-uns sont des professionnels, avec un diplôme universitaire, tandis que d'autres sont agriculteurs ou bûcherons. La religion représente également un facteur de division. La majorité est protestante, mais certains catholiques sont attirés par le Québec et même des bouddhistes vont y migrer. À l'exception de leur origine ethnique, les nouveaux arrivants ont donc peu en commun. Comment ces différents éléments réussissent-ils à s'assembler et à former une communauté fonctionnelle et surtout unie ?

De même pour la question d'intégration et d'identité. Les Japonais sont arrivés au Québec dans un contexte où ils étaient la cible du gouvernement fédéral et considérés comme étant des ennemis de l'État. Les réactions qu'ils ont suscitées au moment de leur arrivée à Montréal doivent être analysées. L'impact de ce déplacement doit aussi être abordé à partir du point de vue des migrants japonais. Ont-ils tenté de passer inaperçus, afin de ne pas susciter l'hostilité des Québécois ? Se sont-ils définis en tant que Canadiens ou ont-ils malgré tout mis de l'avant la culture de leurs ancêtres ? Et comment cette identité a-t-elle évolué dans le temps ? Ma thèse va proposer des réponses à ces différentes questions.

Le bilan historiographique est divisé en deux chapitres. Le premier aborde la question des migrations et surtout de la question d'intégration des communautés ethnoculturelles au Canada et au Québec. Le deuxième chapitre est consacré à l'étude des Japonais au Canada et plus particulièrement au Québec. Quant au chapitre III, il

porte sur l'histoire générale des Japonais en Amérique du Nord. Du côté canadien, cette présence débute en 1877. Les grands événements de la communauté japonaise sont également mentionnés : l'émeute de Vancouver en 1907, l'emprisonnement et la dispersion des années 1940, ainsi que le mouvement de reconnaissance des années 1970 et 1980. Le chapitre II comprend également la problématique de la thèse ainsi que les sources utilisées.

Le cœur de cette thèse est divisé en trois grandes parties. La première couvre la période de 1942 à 1949. La date initiale correspond à la période où les premiers migrants japonais de la Colombie-Britannique arrivent à Montréal et fondent la communauté. Quant à celle de 1949, elle concorde avec le moment où le gouvernement canadien lève les dernières restrictions contre ses citoyens d'origine japonaise. Ces derniers ont alors la possibilité de retourner en Colombie-Britannique. Ceux qui sont intégrés au Québec ou qui n'ont pas les ressources pour quitter la province décident donc d'y rester et forment le cœur de la nouvelle communauté.

Le chapitre IV analyse la communauté qui est en formation. Il retrace tout d'abord l'histoire des quelques Japonais qui vivaient au Québec avant la dispersion. Les facteurs ayant contribué à l'arrivée des migrants japonais au Québec sont analysés par la suite. De même pour les stratégies mises en place par ces derniers afin d'assurer leur survie à Montréal. La présence d'une communauté japonaise dans la ville de Farham est également abordée. Le chapitre V est consacré aux trois grands courants religieux qui existent au sein de la communauté japonaise, soit le protestantisme, le catholicisme et le bouddhisme. L'objectif de ce chapitre est de voir en quoi la religion a pu jouer ou non un rôle quant à l'intégration des Japonais au Québec. Le chapitre VI porte sur la vie politique de la communauté. Malgré leur dispersion, les communautés japonaises du pays désirent se rassembler. Pour ce faire, elles fondent une association, la *National Japanese Canadian Citizens Association* (NJCCA), ainsi que des divisions provinciales. La NJCCA défend les droits des Japonais, qui sont

encore discriminés malgré la fin de la guerre. Le chapitre VI aborde surtout l'implication des Japonais de Montréal et leur adhésion ou non à ce mouvement national.

La deuxième partie de la thèse porte sur la période de 1950 à 1970. Les Japonais qui demeurent au Québec y sont plus par choix. La plupart d'entre eux sont en âge de se marier et ont des enfants. Les plus jeunes ont passé la majeure partie de leur vie à Montréal. Les Japonais s'interrogent davantage sur leur intégration dans leur ville d'accueil et semblent moins se soucier d'établir des liens avec les autres communautés japonaises du pays.

Le chapitre VII trace un portrait global de la communauté japonaise au cours de cette période. En plus de la question démographique, il aborde l'évolution de ses deux principales institutions, le journal communautaire et le volet québécois de la *NJCCA*. Le chapitre VIII analyse plusieurs aspects. Le premier touche aux relations qu'établissent les Japonais avec les Québécois de souche. Sur quelles bases débutent-elles et quels sont les centres d'intérêts de la communauté à l'égard du Québec? Suit alors l'évolution des trois grandes Églises au cours des années 1950 et 1960 et de leur rôle au cours de cette période.

La troisième partie débute en 1970 et se termine en 1988. Cette période représente une phase déterminante pour la communauté, qui doit faire face à l'arrivée d'immigrants japonais et aussi à la montée de la troisième génération. Des événements significatifs ont également lieu sur la scène nationale. Le plus important est le mouvement de reconnaissance, qui remonte aux années 1970 et qui se règle finalement en 1988, ce qui clôt un chapitre important dans l'histoire de la communauté japonaise du Canada.

Le chapitre IX est consacré aux changements internes au sein de la communauté japonaise du Québec. Cette dernière fait face à l'arrivée de migrants japonais au

début des années 1970. L'analyse de ce courant migratoire portera surtout sur son ampleur et de ses impacts sur la communauté japonaise en place. L'autre partie du chapitre est consacrée à la troisième génération. Les aînés déplorent le fait que les jeunes ont peu de contacts avec la culture de leurs ancêtres et s'alarment du haut taux d'exogamie. En résumé, la communauté craint pour son avenir à court terme. Mon analyse se concentrera surtout sur la perception de cette nouvelle génération à l'égard de la culture et de la communauté japonaise.

Le chapitre X débute avec la célébration des fêtes du centenaire de la présence japonaise au Canada. Il cherche à en mesurer les impacts sur les Japonais du Québec. La deuxième partie du chapitre porte sur les relations entre ces derniers et les Québécois de souche lors des années 1970 et 1980. Cette période est particulièrement mouvementée avec l'élection du Parti Québécois et la tenue d'un premier référendum sur la souveraineté du Québec. De quelle façon la communauté a vécu ces événements et quelle a été sa lecture du contexte politique de la province ? Les Japonais sont également impliqués dans le mouvement de reconnaissance, afin d'obtenir des excuses officielles et une compensation financière pour les torts subis durant la Deuxième Guerre mondiale. Ce mouvement divise les Japonais et le Québec n'échappe pas à ce phénomène. L'objectif de cette section est de déterminer l'impact du mouvement de reconnaissance sur la communauté et de voir si certains Québécois ont pu jouer un rôle quelconque à l'intérieur du mouvement de compensation. Le chapitre se conclut sur les relations entre le Japon et le Québec. Les deux territoires se sont rapprochés grâce à l'Exposition universelle de 1967 et à celle d'Osaka qui la suit immédiatement en 1970.

L'histoire de la communauté ne se termine pas avec l'entente signée avec le gouvernement fédéral. Grâce à ce règlement, les Japonais du Canada obtiennent à la fois des excuses officielles et une compensation financière. Le montant accordé va financer plusieurs projets, dont certains à Montréal. Malgré cela, les Japonais sont

toujours divisés sur le mouvement de reconnaissance, dont les impacts n'ont pas été que positifs. Et, jusqu'en 1988, c'est la deuxième génération qui a déterminé l'évolution de la communauté japonaise. Avec la fin du mouvement de reconnaissance et la disparition graduelle de la deuxième génération, ce sont les jeunes Japonais qui prennent la relève. Ces derniers ont grandi au Québec et n'ont pas vécu la dispersion ni la discrimination légale qui a marqué la génération de leurs parents. Ce changement de garde, ainsi que ses conséquences sur l'évolution de la communauté japonaise mériterait donc une analyse à part entière.

## CHAPITRE I

### LES MIGRATIONS ET L'INTÉGRATION : BILAN HISTORIOGRAPHIQUE

Depuis près d'un siècle, les chercheurs états-uniens et canadiens s'interrogent sur les vagues migratoires qui aboutissent en Amérique du Nord. La recherche s'est d'abord intéressée aux facteurs macro-économiques ou macrohistoriques qui pouvaient influencer l'immigrant quant aux raisons de son départ ou encore le choix de sa destination. Par la suite, l'analyse s'est raffinée et les historiens se sont concentrés sur les stratégies mises en place par les nouveaux arrivants dans la société d'accueil, ainsi que les liens qu'ils entretiennent avec leur pays d'origine.

La question d'intégration est intimement liée à l'historiographie des migrations. On s'attendait que l'immigrant intègre totalement sa société d'accueil. À partir des années 1960, cette idée a laissé la place au multiculturalisme, qui permet à tous les nouveaux arrivants de maintenir leur culture d'origine. Quant à la recherche québécoise, elle propose l'interculturalisme, qui mise à la fois sur la diversité culturelle et sur l'utilisation du français comme langue de communication pour les nouveaux arrivants.

#### 1.1 Historiographie des migrations

L'historiographie des migrations s'est articulée autour de deux pôles fondamentaux. Le premier est consacré au point d'arrivée du migrant, c'est-à-dire à la société

d'accueil<sup>1</sup>. Il consiste à mesurer l'intégration de l'immigrant dans son nouveau pays, généralement considérée comme étant un choc pour lui. Ce type d'analyse est caractéristique d'un courant historiographique qui fut dominant jusqu'au début des années 1970 et qui existe encore de nos jours. Le deuxième pôle de recherche est lié au point de départ du migrant. Les tenants de cette approche s'intéressent davantage aux raisons qui influencent l'émigrant dans le choix d'une destination ou encore des liens existants entre le migrant et sa communauté d'origine. Et, depuis les années 1990, certains chercheurs tentent de concilier ces deux pôles afin de tracer un portrait plus fidèle et plus complexe du processus migratoire.

Élaborée par les sociologues de l'École de Chicago durant les années 1920, la théorie du « *push and pull* » eut une influence majeure sur la recherche historique. Le but principal de cette école de pensée était de comprendre les facteurs conduisant l'immigrant à quitter son pays (le *push*), ainsi que l'attrait exercé par les États-Unis, qui venaient de clore une vague d'immigration sans précédent (le *pull*)<sup>2</sup>. À l'instar des sociologues de l'École de Chicago, les historiens se concentrèrent sur l'analyse macrohistorique (macro) des courants migratoires. En somme, l'immigrant était considéré comme un pion dont la trajectoire était influencée par de grands facteurs (crise économique, chômage, attrait des États-Unis, etc.).

Cette approche, qui s'est maintenue jusque dans les années 1970, comportait de nombreux désavantages. En se concentrant sur les facteurs macros, les historiens ont abordé le processus migratoire comme étant la conséquence de crises. C'est le cas d'Oscar Handlin qui mentionne dans son introduction :

---

<sup>1</sup> Cette approche se rapproche souvent de la formation d'une communauté ethnique et donc s'éloigne du processus migratoire en tant que tel. Cette confusion sera traitée plus loin.

<sup>2</sup> Les sociologues de l'école de Chicago se sont aussi intéressés à la question d'intégration des immigrants, en développant l'idée des cycles d'assimilation. Ce sujet sera abordé dans une autre section.

« My theme is emigration as the central experience of a great many human beings. I shall touch upon broken homes, interruptions of a familiar life, separation from known surroundings, the becoming a foreigner and ceasing to belong »<sup>3</sup>.

Les émigrants d'Handlin étaient des paysans quittant un monde en transformation et étaient « déracinés » de leur milieu naturel<sup>4</sup>. L'originalité historiographique de *The Uprooted* réside davantage dans le fait que l'auteur s'intéresse aux émigrants avant qu'ils arrivent aux États-Unis et à l'impact de la migration sur l'individu.

Cette approche influença considérablement l'historiographie au moment de la parution de l'ouvrage. Toutefois, son travail fut contesté au cours des dix années suivantes. Frank Thistlethwaite, un auteur incontournable de cette époque, considérait que les migrations constituaient un phénomène naturel dans l'histoire des hommes. Il s'oppose donc à cette notion de crise défendue par Handlin<sup>5</sup>. Quant à Rudolph Vecoli, il écrit en 1964 un article intitulé « *Contadini in Chicago : A Critique of The Uprooted* » dans lequel il mentionne :

« For the peasants in *The Uprooted* emigration was a desperate flight from disaster, but the south Italians [les *Contadini*] viewed a sojourn in America as a means to acquire capital with which to purchase land, provide dowries for their daughters, and assist their sons to enter business or the professions »<sup>6</sup>.

Selon l'approche de Vecoli, le choix d'émigrer constitue donc une stratégie d'enrichissement ou d'ascension sociale et il utilise même le terme de « chains of

---

<sup>3</sup> Oscar Handlin, *The Uprooted*, Boston, Little, Brown and Company, 1951, p.4.

<sup>4</sup> D'où le terme « *uprooted* ».

<sup>5</sup> Frank Thistlethwaite, *The Great Experiment : an Introduction to the History of the American People*, Cambridge, Cambridge University Press, 1961, 335 pages.

<sup>6</sup> Rudolph Vecoli, « *Contadini in Chicago : A Critique of The Uprooted* », *The Journal of American History*, vol. 51, no. 3 (1964), p. 407.



emigration »<sup>7</sup>. Cette approche évacue la notion de crise comme étant au cœur des migrations.

Les travaux de Vecoli, Thistlethwaite et quelques autres chercheurs auront un impact considérable sur l'étude des migrations. À la suite de ces travaux, les historiens s'intéressèrent davantage au phénomène d'émigration et aux stratégies mises de l'avant par le migrant. Les facteurs macros sont quelque peu laissés de côté au profit d'analyses de type mésohistorique (méso), prenant en considération l'influence de changements à l'échelle d'une région ou même d'une ville. L'approche méso permet d'expliquer pourquoi certaines agglomérations fournissaient davantage d'émigrants que d'autres. À ce titre, l'ouvrage de John Bodnar est particulièrement intéressant<sup>8</sup>. Il concentre son analyse sur les grandes régions européennes qui constituaient la base de l'émigration massive vers les États-Unis, du 19<sup>e</sup> siècle jusqu'aux années 1920.

Cependant, l'originalité de Bodnar ne se limite pas à ce cadre d'analyse. D'une part, il démontre que les immigrants ne constituent pas un bloc monolithique de travailleurs non qualifiés. Parmi les différents groupes migratoires se retrouvent des professionnels, des travailleurs semi-qualifiés, des artisans, des étudiants, etc. D'autre part, l'auteur veut faire une histoire des migrations moins cloisonnée :

« In its reach for the general, it does not seek to render unimportant ethnic or even class analysis but only to suggest that a meaningful level of analysis exists beyond the older view that immigrants were members of a particular ethnic group or that they were only humble workers »<sup>9</sup>.

Bodnar veut donc faire une analyse globale de l'immigration aux États-Unis. *The Transplanted* fait également la démonstration que les immigrants ont contribué

---

<sup>7</sup> *Ibidem*, p. 408.

<sup>8</sup> John Bodnar, *The Transplanted : A History of Immigrants in Urban America*, Bloomington, Indiana University Press, 1985, 295 pages.

<sup>9</sup> *Ibidem*, p. vii. La notion d'ethnicité sera traitée dans une autre section.

largement à l'avancement économique et technologique des États-Unis et que le capitalisme constitua une force de changement socio-économique autant en Amérique du Nord qu'en Europe.

Par la suite, les historiens des années 1980 et surtout des années 1990 ont cherché à recentrer leur analyse sur le rôle de l'immigrant dans le processus migratoire. À ce titre, le concept de chaîne migratoire est fondamental. Plutôt que d'être poussé par des facteurs macros, le migrant choisit où émigrer à partir d'informations en provenance de compatriotes qui sont sur place. Et, une fois arrivé dans son pays d'accueil, il garde contact avec sa famille et ses proches demeurés au pays. Ce réseau de contacts n'est pas temporaire : il existe tout au long de la vie du migrant.

L'idée des chaînes migratoires est intimement liée à l'étude des nouveaux courants migratoires post-1960. Toutefois, de nombreux chercheurs ont démontré que les migrants au début du 20<sup>e</sup> siècle avaient le même type de réseau d'information à leur portée<sup>10</sup>. Donc, le migrant fait un choix éclairé quant à sa destination. Les chaînes migratoires s'insèrent dans une analyse microhistorique (micro) qui s'intéresse davantage aux choix individuels du migrant, plutôt qu'à des facteurs méso ou macros.

Le concept même d'immigration fut remplacé au cours des années 1980 par celui de migration. Ce changement permet d'inclure des déplacements qui ne se font pas forcément sur de grandes distances. Ainsi, les déplacements d'une région à une autre ou d'une province à une autre sont considérés en tant qu'une migration. La redéfinition de l'aspect définitif du phénomène migratoire est aussi prometteuse. Certains émigrants peuvent quitter leur pays de façon temporaire ou encore choisir le

---

<sup>10</sup> Par exemple : Sucheng Chan, « Asian American Historiography », *The Pacific Historical Review*, vol. 65, no. 3 (août 1996), pp. 363-399.

Canada puis se rendre aux États-Unis, etc<sup>11</sup>. Un auteur tel que Bruno Ramirez va d'ailleurs utiliser cette approche afin de démontrer que le Canada n'est pas uniquement une terre d'accueil pour les immigrants, mais aussi une plaque tournante des grands courants migratoires en Amérique du Nord<sup>12</sup>. La redéfinition du terme « migration » permet donc d'étudier certains déplacements qui étaient auparavant exclus par les historiens et les autres chercheurs des sciences sociales et constitue une approche plus dynamique du phénomène.

Un autre aspect fondamental de l'historiographie des années 1990 est le retour à la mode des facteurs macros. Toutefois, les historiens ne leur accordent plus un rôle aussi fondamental que précédemment. En reprenant l'exemple de *The Transplanted*, John Bodnar accorde au développement du capitalisme une place importante, sans renier pour autant une approche plus régionale des migrations. D'ailleurs, cette imbrication de différents niveaux d'analyses est l'une des constantes des travaux de Dirk Hoerder. Dans un article publié en 1999, il explique le concept d'*agency* :

« Agency is best analyzed on three levels: a macro-level of global economies and whole societies, a meso-level of regional economies and cultures, and a micro-level of neighborhoods and families »<sup>13</sup>.

En plus de décrire le phénomène migratoire de façon plus systématique et complexe, l'approche d'Hoerder permet aussi une analyse dynamique des communautés migrantes. Auparavant, l'arrivée des émigrants dans un autre pays constituait le point

---

<sup>11</sup> Souvent, les auteurs vont faire référence au concept de *Sojourner*, pour désigner ces immigrants qui ne restent pas nécessairement au pays pour une longue période. Par exemple : Ewa Morawska, *op. cit.*, p. 195.

<sup>12</sup> Bruno Ramirez, *Par monts et par vaux : Migrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique 1860-1914*, Montréal, Éditions du Boréal, 1991, 204 pages.

<sup>13</sup> Dirk Hoerder, « From Immigration to Migration Systems: New Concepts in Migration History », *OAH Magazine of History*, vol. 14, no. 1 (printemps 1999), p.6.

final du phénomène migratoire<sup>14</sup>. Maintenant, la formation d'une communauté dans un nouveau pays ne constitue qu'une étape parmi d'autres dans la vie du migrant. Finalement, la nouvelle popularité des facteurs macros, combinée à une analyse plus systématique du phénomène migratoire, permet également de mesurer l'impact des migrations non seulement sur le pays d'accueil, mais aussi sur le pays d'origine<sup>15</sup>.

L'aspect globalisant de l'*agency* ne constitue pas la seule évolution historiographique des vingt-cinq dernières années. De nouvelles approches méthodologiques cherchent à mieux comprendre l'adaptation des migrants dans leur nouveau pays. Ainsi, les historiens s'intéressent à l'aspect culturel des courants migratoires. D'une part, les chercheurs étudient les liens entre le migrant et son pays d'origine. Cette approche, qualifiée de transnationale, est présentée par Donna Gabaccia :

« Historians' skepticism about assimilation as the end product of all immigration has been heightened recently by the discovery of the strength and persistence of ties between international migrants and the countries of their origin. Today, these bonds are sometimes called transnational (connecting life in two countries) or translocal (connecting life in a village or region of one country and a particular city or town in another) »<sup>16</sup>.

Ces liens sont maintenus par de la correspondance, par l'envoi d'argent ou même par des retours fréquents du migrant dans son pays d'origine. Dans un premier temps, l'approche transnationale était appliquée aux courants migratoires récents, c'est-à-dire à partir des années 1960. En réponse aux développements des moyens de

---

<sup>14</sup> Aussi, à l'idée de la formation d'une communauté d'immigrants s'imbriquait généralement l'idée d'intégration des immigrants, que ce soit par le *melting pot*, l'assimilation ou encore le multiculturalisme. Ces distinctions vont être abordées dans une autre section.

<sup>15</sup> Par exemple, Bruno Ramirez démontre bien que l'émigration italienne permet à des régions telles que la Molise de bénéficier monétairement des migrations temporaires. En envoyant de l'argent à leur famille, ces émigrants bouleversent la vie de leur village au plan économique et social.

<sup>16</sup> Donna Gabaccia et Vicki L. Ruiz (dir.), *American Dreaming, Global Realities. Rethinking U.S. Immigration History*, Chicago, University of Illinois Press, 2006, p. 4. Cette définition de Ruiz et Gabaccia s'apparente aussi au concept de diaspora qui est mentionné plus loin.

transports et de communication au cours de cette période, les chercheurs croyaient donc que les liens transnationaux n'existaient pas avant cette période. Toutefois, des articles récents démontrent bien que l'approche transnationale s'applique également aux courants migratoires compris entre 1880 et 1920<sup>17</sup>.

L'approche transculturelle qui s'intéresse, comme son nom l'indique, à l'aspect culturel des migrations représente également une nouvelle approche. Plutôt que de considérer l'assimilation comme étant le point final du processus migratoire, le transculturalisme s'attarde à l'évolution culturelle des communautés migratoires et des individus qui les composent. L'immigrant qui arrive a déjà sa propre culture, mais va être influencé également par celle de son pays d'accueil<sup>18</sup>. Ce processus d'acculturation va se poursuivre tout au long de la vie du migrant. D'autre part, il y a l'influence du pays d'origine qui se fait aussi sentir. Au moment de son départ, l'émigrant emporte une culture qui restera ancrée chez lui et qui n'évoluera pas. Après de nombreuses années, cette dernière ne reflète plus les changements économiques, politiques et culturels qui se sont produits dans le pays d'origine. Bref, l'émigrant possède une vision statique de la culture de son pays, tandis que celle-ci continue d'évoluer après son départ.

La microhistoire s'est aussi enrichie de nouvelles approches analytiques. La plus importante est sans aucun doute l'idée de projet migratoire. L'individu émigre en fonction de facteurs macros ou mésos. Toutefois, le choix d'une destination, les raisons qui mènent au départ, le réseau social et familial de l'émigrant sont autant de facteurs qui ne peuvent pas être mesurés à l'intérieur d'un cadre régional ou national.

---

<sup>17</sup> Par exemple : Nancy Foner « From Ellis Island to JFK : Transnational Ties », dans Gabaccia et Ruiz, *op. cit.*, pp. 530 – 548.

<sup>18</sup> Dans son article, Dirk Hoerder démontre que l'approche transculturelle peut être désignée sous de nombreuses appellations. Dans son cas, il fait référence à l'idée d'acculturation. Quant à Leslie Page Moch, elle fait appel au concept d'adaptation culturelle. Il demeure que ces différentes approches visent à mieux comprendre l'interaction entre deux pôles culturels. Hoerder, *op. cit.*, page 6.

À ce titre, la migration peut être un moyen d'améliorer les conditions de vie de l'individu ou de sa famille<sup>19</sup>. En outre, le projet migratoire met l'accent sur le décalage entre le moment où l'individu choisit de partir et le moment où il quitte son pays. Plutôt que d'être déraciné ou transplanté, l'émigrant fait des choix personnels qui sont influencés autant par sa situation économique et professionnelle que par les grands facteurs socio-économiques.

#### 1.1.1 Nouveaux concepts dans l'historiographie des migrations

La catégorisation des migrants s'est aussi raffinée dans l'historiographie. Tout d'abord perçus en tant que simples « immigrants » qui quittent leur pays pour des raisons strictement économiques, les nouveaux arrivants finirent par être classés selon de nouveaux facteurs, essentiellement politiques. En effet, l'État cherche à redéfinir les migrants en fonction du climat d'après-guerre et surtout en fonction de la Guerre froide. Par exemple, la catégorie de réfugiés politiques apparaît, ce qui permet au Canada et surtout aux États-Unis d'accueillir des migrants quittant le bloc communiste<sup>20</sup>. Cette classification avait aussi le mérite de court-circuiter le système des quotas qui limitait l'arrivée de migrants de certains pays. Les *guest workers* représentent aussi une catégorie intéressante : la durée de leur séjour en Amérique du Nord est encadrée, afin qu'ils ne s'installent pas de façon permanente. Leur présence s'explique exclusivement par le travail qu'ils doivent accomplir.

---

<sup>19</sup> Voir : Donna Gabaccia, *op. cit.* ; Bruno Ramirez, *Par monts et par vaux* ; Dirk Hoerder, *Creating Societies*.

<sup>20</sup> Voir Catherine Collomp et Mario Menéndez (dir.), *Exilés et réfugiés politiques aux États-Unis, 1789-2000*, Paris, CNRS Éditions, 2003, pages 5 à 15.

La catégorie de réfugiés politiques a aussi amené le débat autour des migrations libres ou forcées<sup>21</sup>. Depuis la prédominance de l'approche micro, les historiens s'intéressent particulièrement à cette question et cherchent à savoir si les migrants ont été forcés de quitter leur pays, comme ce fut le cas pour les Africains amenés en Amérique en tant qu'esclaves. Toutefois, Lucassen et Lucassen mentionnent que cette approche peut conduire à une certaine forme de relativisme. Par exemple, certains auteurs mentionnent que presque toutes les migrations sont libres, du fait que les individus avaient le choix de rester dans leur pays. D'autres chercheurs vont défendre l'exact contraire. La décision d'émigrer se base sur des facteurs contraignants pour le migrant qui prend une décision qui lui semble inévitable<sup>22</sup>. Quoi qu'il en soit, ce débat historiographique est beaucoup plus présent en Europe et aux États-Unis. Au Canada, ce questionnement est moins présent, car les migrations en elles-mêmes sont peu étudiées<sup>23</sup>.

Le vocabulaire servant à désigner les individus et les déplacements a aussi évolué. La perception du nouvel arrivant, d'abord désigné comme un *alien*, s'est améliorée, mais surtout complexifiée. Les termes « immigration » et « immigrant » traduisaient l'importance accordée à l'arrivée de l'individu dans le pays d'accueil. Quant à l'apparition du terme « émigration », il témoigne de l'intérêt porté aux conditions de vie et aux facteurs conduisant au départ des individus. Finalement, il y a les termes « migrant » et « migration » qui sont maintenant les plus employés, ils font référence au caractère non définitif des déplacements, qu'ils soient internationaux, interprovinciaux et même interrégionaux.

---

<sup>21</sup> Leo Lucassen et Jan Lucassen (dir.), *Migration, Migration History, History. Old Paradigms and New Perspectives*, Berne, Peter Lang, 1999, page 15.

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> Le cas des Japonais au Canada est probablement le plus éloquent. Leur arrivée à Montréal est due à une politique gouvernementale fédérale qui les avaient expulsés de leur province d'origine, la Colombie-Britannique.

Il y a aussi le développement des différents courants de *studies* qui a permis à la discipline historique d'évoluer. D'abord perçu comme un homme blanc, l'immigrant typique a rapidement changé. L'étude des femmes immigrantes a joué pour beaucoup dans ce changement de perception. De nombreux auteurs se sont intéressés spécifiquement à ce groupe migratoire et ces recherches démontrent bien que les femmes, que ce soit au début ou à la fin du 20<sup>e</sup> siècle, ont des stratégies et des parcours migratoires qui les distinguent des hommes<sup>24</sup>. À cause des contraintes sociales et familiales, ces femmes vont occuper des secteurs d'emplois spécifiques et vont émigrer dans certains secteurs très précis des villes nord-américaines. D'ailleurs, certaines organisations religieuses s'occupaient essentiellement de l'intégration des jeunes femmes qui arrivaient au Canada ou aux États-Unis. De même, l'apparition des *Black Studies*, des *Asian American Studies* et autres champs d'études ont permis d'intégrer des groupes qui, de prime abord, étaient délaissés par l'historiographie classique

#### 1.1.1.1 Les *Diaspora Studies*

Alors que la plupart des concepts liés à l'étude des migrations se consacrent généralement à une communauté ethnique dans un pays donné, les *diaspora studies* quant à elles se consacrent plutôt à l'étude d'une communauté ethnique établie dans plusieurs pays. De même, le concept de diaspora implique aussi des liens ténus de ces communautés avec le pays d'origine ou même avec le pays des ancêtres et l'impact de cette diaspora sur la métropole.

Dans son article publié en 1995, Donald Akenson démontre l'évolution historiographique du concept de la diaspora. Ce terme qui était tout d'abord réservé

---

<sup>24</sup> Donna Gabaccia, « Women of the Mass Migrations: From Minority to Majority, 1820-1930 », dans Dirk Hoerder et Leslie Page Moch (dir.), *European Migrants : Global and Local Perspectives*, Boston, Northeastern University Press, 1996, pp. 90 – 111.



uniquement au dispersement du peuple juif lors de l'Antiquité changea rapidement de sens au cours des années 1960<sup>25</sup>. Selon Akenson, le concept de la diaspora fut repris par les *Black studies* dans l'esprit du panafricanisme, afin de décrire l'expérience de la dispersion et de la discrimination vécue par les esclaves et leurs descendants. Citant une communication de George Shepperson en 1965, Akenson mentionne la principale limite du concept de la diaspora :

« The limitation was this: 'it must be emphasized that not all migration from Africa comes within the bounds of the concept of the African diaspora which is the study of a series of reactions to coercion, to the imposition of the economic and political rule of alien peoples in Africa, to slavery and imperialism »<sup>26</sup>.

Donc, l'utilisation du terme diaspora à cette époque s'appliquait strictement à des migrations forcées.

Au cours des années 1980, ce paradigme a laissé la place à une vision beaucoup moins étroite du concept de diaspora. Par le fait même, les historiens se sont intéressés aux diasporas chinoise, sikhe et coréenne, car ces groupes se sont dispersés à travers le globe sans y être pour autant contraints<sup>27</sup>. Toutefois, dans son bilan historiographique, Akenson mentionne que, rapidement, l'idée de diaspora est devenue un fourre-tout conceptuel puisqu'on pourrait y intégrer pratiquement tous les groupes migratoires ayant quitté leur pays et s'étant dispersés à travers le globe<sup>28</sup>.

---

<sup>25</sup> D'ailleurs, c'est l'étude de l'histoire des Juifs qui joua un rôle essentiel dans le développement des *diaspora studies*.

<sup>26</sup> George Shepperson, « The African Abroad, or the African Diaspora », cité par Donald Akenson, « The Historiography of the English-Speaking Canada and the Concept of Diaspora: a Sceptical Appreciation », *The Canadian Historical Review*, vol. 76, no. 3 (sept. 1995), page 377.

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> Akenson poursuit et termine son article sur les possibilités qu'offrent les *diaspora studies* à l'historiographie du « *English-speaking Canada* ». Selon lui, en considérant les migrants d'origine anglo-celtique du 18<sup>ème</sup> et du 19<sup>ème</sup> siècle comme étant une diaspora, il devient plus facile de comprendre la société canadienne de cette époque, en étudiant les liens entre cette communauté, la

En ayant conscience de cette limite fondamentale du concept, quel peut-être l'apport des *diaspora studies* à l'étude des courants migratoires? Tout d'abord, Akenson mentionne bien le changement qui s'est fait au milieu des années 1990. Le concept de la diaspora permet d'étudier les relations de pouvoir qui existent entre une communauté ethnoculturelle, son pays d'accueil et son pays d'origine. En raison de ces liens, la diaspora est influencée par la situation politique et économique de ces deux pôles géographiques. En situation de conflit, elle va tenter de sensibiliser l'opinion publique du pays d'accueil à la cause de son ancien pays. Comme Akenson le mentionne, cet angle donne un rôle beaucoup plus actif aux communautés ethniques. Généralement considérées comme étant passives par l'historiographie classique, dans la mesure où elles étaient condamnées à être assimilées ou à subir le racisme du pays-hôte, les communautés culturelles jouent maintenant un rôle beaucoup moins effacé. Les études s'intéressent aux stratégies mises en place à l'intérieur de la communauté, aux liens inter et intracommunautaires, etc. En résumé, elle réagit et met de l'avant des stratégies plutôt que de subir les réactions de la majorité.

L'autre point intéressant des *diaspora studies* réside dans le désenclavement du parcours migratoire d'un peuple. Par exemple, plutôt que de traiter uniquement de la migration des Chinois vers les États-Unis, le concept de diaspora englobe plusieurs destinations privilégiées par le peuple chinois. Ainsi, le chercheur peut voir les traits communs à toutes les communautés chinoises et surtout les variables qui influencent l'intégration et l'évolution de chacune de ces communautés dans leur nouveau pays. Toutefois, au plan académique, le concept de diaspora a une limite importante. En effet, elle implique pour l'historien soit la connaissance approfondie de plusieurs historiographies nationales, soit un travail de collaboration avec d'autres chercheurs. En bref, il s'agit d'un champ d'études qui est très prometteur d'un point de vue

---

société canadienne et la Grande-Bretagne. Ainsi, on peut retracer l'évolution de la diaspora britannique, avant qu'elle devienne majoritaire et qu'elle s'impose au Canada.

méthodologique et qui est très vaste du point de vue des connaissances impliquées dans un tel projet.

### 1.1.2 Les grands courants migratoires en Amérique du Nord

Le flot des immigrants au cours de la période comprise entre 1880 et 1925, composé surtout de migrants de l'Europe du sud et de l'est eut un impact considérable sur l'historiographie nord-américaine et fut désigné par les intellectuels de l'époque sous le terme de « nouvelle immigration ». Ce terme s'oppose à l'ancienne migration, issue du nord et de l'ouest de l'Europe et qui était constituée d'immigrants qui, par leur arrivée, venaient renforcer l'héritage anglo-saxon des États-Unis. Par le fait même, cette immigration était jugée désirable et même souhaitable. Ce courant comprenait aussi des Irlandais et des Allemands. Discriminés au début, ils furent davantage acceptés par la suite. Quant à la nouvelle migration, originaire de l'Europe de l'est et du sud, elle était perçue comme une menace pour les États-Unis, que ce soit d'un point de vue linguistique, religieux et surtout racial. Il y avait aussi le problème de l'immigration asiatique que certains tentent d'endiguer dès le début des années 1880.

Les premiers historiens qui étudièrent la question de l'immigration, dès les années 1920, se concentrèrent donc sur cette immigration massive qui fut déterminante pour l'historiographie et qui est encore étudiée de nos jours. En effet, les historiens du 21<sup>e</sup> siècle continuent de développer de nouvelles approches théoriques afin de bien comprendre ces courants migratoires.

Le milieu des années 1960 est une période charnière sur le plan des courants migratoires. À ce moment précis, les gouvernements canadiens et états-uniens supprimèrent les dernières mesures juridiques discriminatoires liées à certains groupes migratoires, dont les quotas qui limitaient l'entrée au pays de certains

groupes ethniques jugés indésirables et qui ne pouvaient entrer aux États-Unis qu'en très petit nombre. Au contraire, certains groupes considérés sous un œil favorable possédaient un quota beaucoup trop grand pour le nombre d'immigrants potentiel<sup>29</sup>.

Comme le mentionne l'historienne Donna Gabaccia, alors que l'Amérique du Nord s'attend à une reprise des anciens courants migratoires, on assiste plutôt à un nouveau flot d'immigration : « On the contrary, the past forty years instead have brought into the United States millions of new immigrants from Latin America, Asia, the Caribbean, and Africa »<sup>30</sup>. L'arrivée massive de ces migrants qui étaient généralement ignorés par l'historiographie classique va donc apporter de grands changements dans l'étude des courants migratoires.

Le premier impact est géographique. Alors que les historiens se sont concentrés sur les déplacements en provenance de l'Europe, l'étude de ces migrations post-1960 touche de nouveaux pays<sup>31</sup>. Les migrations internationales ont donc pris un véritable essor à partir de cette période. Plutôt que de se concentrer sur les deux pôles classiques des migrations, soit l'Europe et les États-Unis, la recherche historique intègre maintenant des déplacements à travers le monde. Le meilleur exemple de cette approche multinationale des migrations est *Cultures in Contact*, de Dirk Hoerder<sup>32</sup>. L'auteur démontre que les migrations font partie de l'histoire mondiale et que les

---

<sup>29</sup> Voir par exemple : Roger Daniels, *Guarding the Golden Door : Immigration Policy and Immigrants Since 1882*, New York, Hill and Wang, 2004, 328 pages ; Desmond S. King, *Making Americans : Immigration, Race, and the Origins of the Diverse Democracy*, Cambridge, Harvard University Press, 2000, 388 pages.

<sup>30</sup> Donna Gabaccia, « The Immigration History Research Center : Out of the Past, a Promising Future », *Journal of American Ethnic History*, vol. 25, no. 4 (été 2006), p. 62.

<sup>31</sup> Les auteurs, lorsqu'ils décrivent ce champ d'intérêt, vont parler d'eurocentrisme ou encore d'« atlantocentrisme ». De façon générale, ces termes font référence aux études uniquement consacrées aux déplacements intraeuropéens ou encore transatlantiques. Voir : Lucassen et Lucassen, *op. cit.* pp. 31-33.

<sup>32</sup> Dirk Hoerder, *Cultures in Contact: World Migrations in the Second Millennium*, Durham, Duke University Press, 2002, 779 pages.

déplacements entre l'Europe et les États-Unis ne sont qu'un des nombreux systèmes migratoires ayant existé.

L'autre changement majeur lié aux migrations post-1960 est l'arrivée de nouveaux chercheurs provenant généralement de groupes migratoires ignorés par l'historiographie classique. Donna Gabaccia décrit ce changement :

« That same year, 1965, was the beginning of what have become long-term and sharp changes in the scholarly world, too, as first the children and grandchildren of the restricted and excluded of the nineteenth century European and Asian migrations and then the newest immigrants and their children entered universities determined to re-write American history. They saw themselves not as celebrants of a welcoming "nation of immigrants" but as critics of the country's long, and equally important history of racially based discrimination in immigration policy and American life »<sup>33</sup>.

L'apparition de ces chercheurs plus critiques de l'histoire des migrations a donc favorisé l'essor de nombreuses études consacrées à ces communautés culturelles. En se basant sur des sources généralement écrites dans la langue maternelle de l'immigrant, ces auteurs ont pu tracer un portrait plus centré sur la vie de l'immigrant que sur la question d'intégration à la société états-unienne. Les témoignages écrits, la correspondance personnelle et des journaux issus de ces différentes communautés culturelles deviennent ainsi des sources incontournables pour l'historien. Intégrés à la *Social History*, ces travaux eurent le mérite de mettre en lumière l'histoire de ces groupes discriminés à travers la recherche historique.

Toutefois, l'émergence de ces auteurs a amené son lot de problèmes méthodologiques. Le premier est l'herméticité de ces études :

« However, too often their social history monographs tended to focus only on one group or one coast and few conversations developed across subfields. For example, historians of Mexican immigration would more likely identify

---

<sup>33</sup> Donna Gabaccia, *op. cit.*, p. 62.

themselves (and still do) as Chicana/o historians or U.S. Western historians rather than as immigration scholars »<sup>34</sup>.

Donc, ces travaux ont tendance à isoler leur objet d'étude et à mettre l'accent sur l'expérience de discrimination vécue par ces groupes migratoires. Les stratégies mises de l'avant par le migrant, les liens interculturels et autres sont pratiquement laissés de côté par ces spécialistes.

La fragmentation de l'étude des migrations est aussi liée à ce nouveau type de monographies. Plutôt que d'étudier l'aspect global des courants migratoires, les chercheurs ont tendance à isoler les migrations d'un groupe particulier. Et, lorsque les auteurs visent une étude plus globale des courants migratoires d'un pays tel que le Canada, la recherche va porter généralement sur les politiques migratoires. La rédaction d'un ouvrage sur les migrations suppose la connaissance de ces différents courants, de leur provenance, du moment de leur arrivée et de leurs déplacements à l'intérieur du pays ou du continent, tandis que l'étude des politiques migratoires est beaucoup plus centrée sur un objet d'étude précis<sup>35</sup>.

### 1.1.3 Historiographie canadienne

L'historiographie canadienne-anglaise des migrations s'est particulièrement attardée sur la notion de *nation-building*. Comme cela a été mentionné plus haut, l'Amérique du Nord connaît une vague d'immigration sans précédent qui se poursuivra jusqu'aux années 1920. Au cours de cette période, le Canada met en place diverses mesures, autant politiques que publicitaires, afin d'attirer certaines catégories d'immigrants. Ceux-ci devaient constituer une base sur laquelle le nouveau pays devait se

---

<sup>34</sup> Donna Gabaccia et Vicki Ruiz (dir.), *op. cit.*, p. 2.

<sup>35</sup> Cette caractéristique est présentée dans la section sur l'historiographie canadienne.

construire. Le *nation-building* intègre donc ces politiques migratoires en tant qu'outils pour construire le Canada.

À partir de cette vision particulière de l'immigration, les historiens canadiens-anglais se sont intéressés à la dimension législative de l'immigration. Ainsi, les diverses politiques gouvernementales visant à encourager ou à restreindre certaines catégories de migrants furent largement analysées. Plutôt que de se concentrer sur les grands courants migratoires ayant pour destination le Canada, les historiens se sont attardés sur les politiques du gouvernement fédéral. Ces mesures législatives servaient autant à encourager la venue d'immigrants devant renforcer le caractère anglo-saxon ou français du pays, qu'à décourager l'entrée de certains peuples jugés inassimilables et donc dangereux pour l'avenir du pays. L'important était donc de maintenir l'équilibre ethnique entre les deux grands groupes. Mais, certains milieux, dont celui des affaires, pouvaient s'opposer à certaines lois trop restrictives qui privaient les compagnies d'une main-d'œuvre immigrante bon marché<sup>36</sup>. En résumé, l'historiographie canadienne des migrations s'intéresse essentiellement aux filtres mis en place par le gouvernement fédéral au cours de cette période primordiale dans l'histoire des migrations.

La publication de l'ouvrage *Dangerous Foreigners* illustre bien le développement de l'historiographie canadienne de la fin des années 1970<sup>37</sup>. Donald Avery tente de faire une histoire générale des migrations, sans se concentrer sur un groupe ethnique particulier. Il démontre également que la mobilité des migrants européens ne se limite pas à leur arrivée au Canada : « Geographical mobility and occupational pluralism typified the European immigrant experience in this period »<sup>38</sup>. Une autre

---

<sup>36</sup> Tels les Italiens, les Chinois, les Japonais, etc.

<sup>37</sup> Donald Avery, *Dangerous Foreigners European Immigrant Workers and Labour Radicalism in Canada 1896-1932*, Toronto, McClelland and Stewart, 1979, 204 pages.

<sup>38</sup> *Ibidem*, p. 8.

démonstration importante d'Avery consiste à décrire le migrant non pas en tant que victime, mais plutôt que tant qu'agent de changement à l'intérieur de son nouveau pays. Plutôt que d'être soumis aux aléas politiques et économiques, l'immigrant s'organise et tente de défendre ses droits.

De même, Avery traite de l'aspect politique des migrations, en insistant sur les relations conflictuelles entre le monde industriel et le monde politique à ce sujet. Cette importance du rôle politique des migrations qui est abordé dans l'ouvrage d'Avery demeure un élément central de l'historiographie canadienne. Par exemple, dans leur ouvrage traitant des politiques d'immigration du Canada, Ninette Kelley et Michael Trebilcock exposent clairement leur thèse :

« In this book, the story of Canadian immigration policy is told from the perspective of the major participants in the shaping of the different stages in the policy's evolution [...] »<sup>39</sup>.

Donc, les différents groupes migratoires qui arrivent au Canada ne sont traités qu'à travers ces lois et ces politiques évoquées par Kelley et Trebilcock<sup>40</sup>.

Également, l'historiographie canadienne s'intéresse très fortement à la notion d'intégration des communautés migrantes. Tout comme les *ethnic studies*, ce courant historiographique se préoccupe de la formation et surtout de l'évolution dans le temps d'une communauté ethnique précise au Canada et de ses relations avec la société d'accueil. Par le fait même, les courants migratoires sont étudiés de façon fragmentaire, car l'historien cherche surtout à identifier celui qui a un impact sur

---

<sup>39</sup> Ninette Kelley et Michael Trebilcock, *The Making of the Mosaic. A History of Canadian Immigration Policy*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, page 4.

<sup>40</sup> Ce type d'analyse n'est pas limité à Kelley et Trebilcock. Par exemple : Gerald Tulchinsky, *Immigration in Canada. Historical Perspectives*, Toronto, Copp Clark Longman Ltd, 1994, 417 pages ; Valerie Knowles, *Strangers at our Gates : Canadian Immigration and Immigration Policy, 1540-2006*, 2007, 310 pages.



« sa » communauté<sup>41</sup>. De ce point de vue, ce type de travail n'apporte pas de véritable compréhension globale du phénomène migratoire au Canada. Toutefois, l'objet d'étude de cette historiographie n'est pas le courant migratoire en lui-même, mais plutôt l'intégration d'une communauté ethnoculturelle donnée à la société canadienne. L'aspect migratoire devient donc secondaire.

L'exemple le plus probant est celui de la collection *Les groupes ethniques du Canada*. À travers cette série, la Société historique du Canada a publié des brochures sur l'histoire des Antillais, des Japonais ou encore des Juifs au Canada, entre autres. En voulant faire un portrait pluriethnique du Canada, les éditeurs laissent de côté des facteurs de première importance. Par exemple, les particularités historiques de ces groupes ethniques dans une province telle que le Québec sont gommées au profit d'une vision pancanadienne. De même, en négligeant le flot continu de nouveaux arrivants, la collection laisse de côté des tensions fondamentales au sein de ces communautés. Finalement, la teinte multiculturaliste de *Les groupes ethniques du Canada* laisse de côté les tensions interethniques pour mettre l'accent sur la pleine intégration de ces communautés à la vie canadienne.

Cette notion d'intégration est intimement liée à la question du multiculturalisme qui joue un rôle fondamental dans l'historiographie canadienne depuis plus de trente ans. Ce terme qui est parfois appliqué à la politique, parfois à la philosophie et d'autres fois à la réalité démographique, pose de nombreux problèmes qui seront abordés dans la section suivante. Malgré tout, le multiculturalisme est un enjeu fondamental de l'historiographie canadienne et a influencé la vision des historiens quant à la façon d'aborder les courants migratoires, mais surtout les communautés culturelles.

---

<sup>41</sup> Par exemple : Franca Iacovetta, Paula Draper et Robert Ventresca (dir.), *A Nation of Immigrants. Women, Workers and Communities in Canadian History, 1840-1960s*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, 513 pages.

À quelques exceptions près, les historiens canadiens ne se sont pas intéressés directement aux courants migratoires ayant abouti au Canada. En excluant l'ouvrage d'Avery, il reste quelques ouvrages qui tentent d'aller au-delà de l'analyse politique des migrations canadiennes. C'est le cas de Dirk Hoerder dans *Creating Societies*, publié en 1999<sup>42</sup>. L'auteur se concentre sur la vie et sur le parcours migratoire de certains individus après leur arrivée au Canada. Il s'intéresse aussi à l'expérience migratoire de ces gens à travers leur témoignage et grâce à des sources de première main. Cet exercice de microhistoire représente une avancée importante dans l'historiographie canadienne. Toutefois, l'influence d'Hoerder semble limitée dans la mesure où les ouvrages publiés à la suite de *Creating Societies* se concentrent toujours sur l'aspect politique des migrations.

#### 1.1.3.1 Historiographie québécoise

Le texte de Fernand Harvey démontre clairement l'orientation de la recherche historique québécoise quant à la question de l'immigration. L'auteur trace un portrait global de l'immigration au Québec à partir de la question d'intégration de ces immigrants. Dans un premier temps, les élites francophones considèrent l'arrivée d'étrangers en tant qu'outil favorisant ou menaçant la survie des Canadiens-français selon le fait de la langue. Cette réaction de méfiance se serait prolongée jusque dans les années 1970 selon Harvey<sup>43</sup>. Au cours de cette période, les élites francophones ne se préoccupaient pas de la question d'intégration des immigrants, ces derniers étant considérés plutôt comme étant un enjeu politique.

---

<sup>42</sup> Dirk Hoerder, *Creating Societies: immigrant lives in Canada*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999, 375 pages.

<sup>43</sup> Fernand Harvey, « La question de l'immigration au Québec. Genèse historique », dans *Le Québec français et l'école à clientèle pluriethnique : contributions à une réflexion*, Québec, Conseil de la langue française, 1987, pages 15-16.

C'est à partir des années 1970 et surtout de la crise linguistique de Saint-Léonard que la notion d'intégration devient intimement liée à la notion d'immigration. La société québécoise est alors polarisée, selon Harvey, entre le choix de forcer les enfants d'immigrants à intégrer l'école francophone ou encore de laisser le libre arbitre aux immigrants. D'ailleurs l'auteur mentionne :

La crise linguistique des années 70 est certes un élément essentiel pour comprendre l'évolution des rapports entre la société québécoise francophone et les immigrants. Il faudrait cependant se garder de s'en tenir à cela<sup>44</sup>.

À cette notion d'intégration s'ajoute l'aspect politique. La création d'un ministère de l'Immigration en 1968 démontre, toujours selon Harvey, que l'État québécois et le monde politique se préoccupent fortement de la question d'immigration. En bref, l'auteur oriente sa réflexion vers l'enjeu que représente l'intégration des immigrants pour les élites francophones et accorde une place prédominante à l'aspect politique de ces courants migratoires. Par le fait même, il s'intéresse exclusivement aux réactions de la société d'accueil face à ses nouveaux citoyens.

Consacré à la communauté italienne de Montréal, le mémoire de maîtrise de Sylvie Taschereau trace un bilan historiographique de la recherche québécoise sur l'immigration et de la question d'ethnicité<sup>45</sup>. Au moment où le mémoire est déposé, en 1984, le bilan historiographique québécois est très mince :

Alors qu'en Ontario et dans les provinces de l'Ouest amateurs ou universitaires avaient déjà produit quelques travaux dans le domaine des études ethniques, le Québec, jusqu'à la dernière décennie faisait à ce niveau figure de parent pauvre<sup>46</sup>.

---

<sup>44</sup> *Ibidem*, p. 32.

<sup>45</sup> Sylvie Taschereau, *Pays et patries : mariages et lieux d'origine des italiens de Montréal : 1906-1930*, Mémoire de maîtrise en histoire, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1984, 194 pages.

<sup>46</sup> *Ibidem*, p. 48.

Taschereau mentionne plus loin :

L'histoire qui s'est écrite au Québec a longtemps été, il est vrai, une histoire des idéologies ou une histoire politique. Cette dernière a de plus concentré l'essentiel aux énergies aux relations, et aux confrontations, des deux groupes dominants<sup>47</sup>.

Donc, comme le démontrent le bilan de l'auteure et l'article de Fernand Harvey, la recherche québécoise des années 1980 s'intéresse peu aux communautés migrantes en elles-mêmes.

Cet état de la recherche québécoise aide à comprendre l'importance des travaux de l'historien Bruno Ramirez. Dans son ouvrage portant sur la communauté italienne de Montréal, *Les premiers Italiens de Montréal*, Ramirez s'intéresse à plusieurs thèmes qui sont négligés dans l'historiographie québécoise<sup>48</sup>. Le premier aspect essentiel est le fonctionnement interne de cette communauté. Plutôt que d'interpréter les réactions des élites francophones ou encore les politiques d'intégration du Québec, Ramirez analyse sa communauté d'étude. L'autre enjeu historiographique fondamental de cet ouvrage est l'étude de la composition même de la communauté italienne. Plutôt que de décrire un groupe statique, Ramirez démontre qu'il y a des interactions complexes entre les gens qui forment la communauté italienne de Montréal et les nouveaux arrivants d'origine italienne.

*Par monts et par vaux* renouvelle aussi le discours historiographique canadien et surtout québécois. Bruno Ramirez démontre bien que le Canada n'est pas qu'une destination d'émigration : il est au cœur d'un vaste réseau migratoire qui voit un grand nombre de migrants traverser ses frontières. Également, l'ouvrage démontre

---

<sup>47</sup>*Ibid.*

<sup>48</sup> Bruno Ramirez, *Les premiers italiens de Montréal : l'origine de la petite Italie du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1984, 136 pages ; Bruno Ramirez, *Par monts et par vaux : Migrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique 1860-1914*, Montréal, Éditions du Boréal, 1991, 204 pages.

que le choix de certains Canadiens-français d'émigrer aux États-Unis faisait partie d'une stratégie migratoire et que ce choix n'était pas définitif. Les migrants pouvaient traverser la frontière canadienne à de nombreuses reprises avant de s'établir définitivement aux États-Unis. Finalement, *Par monts et par vaux* démontre que les migrants italiens continuent de se déplacer à l'intérieur du Québec et même à l'intérieur du continent. L'arrivée à Montréal ne constitue pas le point final du parcours migratoire. Cet aspect abordé par Ramirez est d'autant plus important que les migrations intra ou interprovinciales sont systématiquement ignorées par la recherche québécoise et canadienne<sup>49</sup>.

Dans un texte plus récent, Paul-André Linteau fait le bilan historiographique de la recherche sur les migrations au Québec :

On sait que les immigrants du XIX<sup>e</sup> siècle se sont implantés dans plusieurs régions du Québec, mais que ceux du XX<sup>e</sup> se sont massivement dirigés vers Montréal. Ce qui est encore mal connu, sauf pour la période récente, c'est l'histoire des mouvements migratoires internationaux vers le Québec, leurs causes, leur ampleur, les formes qu'ils prennent (par exemple le rôle de la migration en chaîne), les trajectoires qu'ils empruntent, le taux de rétention des immigrants, les modalités de leur installation à l'arrivée, etc<sup>50</sup>.

Donc, les travaux issus du Québec semblent être hermétiques à l'évolution de la recherche états-unienne des vingt dernières années. En plus de la barrière linguistique qui explique partiellement cette fermeture, il faut mentionner que la recherche québécoise s'intéresse beaucoup plus aux communautés culturelles qu'aux grands courants migratoires. Par le fait même, des concepts tels que la chaîne migratoire ou encore le projet migratoire sont moins utilisés par la recherche québécoise.

---

<sup>49</sup> A l'exception du projet Balsac, mis de l'avant par Gérard Bouchard, qui a analysé les migrations en provenance de certaines régions du Québec et qui ont abouti au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

<sup>50</sup> Paul-André Linteau, « Les minorités ethnoculturelles dans l'historiographie québécoise », dans Beatrice Bagola (dir.), *Le Québec et ses minorités*, Tübingen, Max Niemayer Verlag, 2000, page 147.

Certains ouvrages portent un intérêt plus spécifique à l'aspect politique de l'immigration au Québec. C'est le cas de Martin Pâquet qui retrace l'évolution de la mentalité des élites politiques face aux étrangers. À travers des normes d'inclusion et d'exclusion, l'étranger était catégorisé en tant qu'immigrant désirable ou indésirable. Donc, l'auteur ne s'intéresse pas véritablement aux courants migratoires. Toutefois, son approche permet de mieux comprendre les raisons sur lesquelles les élites se basaient au moment de discriminer certaines catégories d'immigrants<sup>51</sup>.

## 1.2 Historiographie des communautés ethnoculturelles

Les communautés ethnoculturelles ont fait l'objet d'un très grand nombre d'ouvrages, qu'ils soient à caractère historique ou sociologique. Certaines d'entre elles ont fait l'objet d'un très grand nombre d'études (par exemple les Juifs, les Ukrainiens ou même les Japonais), tandis que d'autres sont relativement ignorées par la recherche canadienne. Le cas le plus probant étant probablement la communauté « noire » (exception faite des travaux de Robin Winks et de rares auteurs)<sup>52</sup>.

Parmi tous ces ouvrages, on peut distinguer trois grands courants historiographiques. Le premier pourrait être désigné comme étant multiculturel. Provenant d'une volonté politique (qui sera abordée dans la section suivante), ces ouvrages veulent démontrer l'impact du multiculturalisme sur les communautés présentes au Canada. Le deuxième grand courant touche à l'histoire du travail. Les chercheurs s'inscrivant dans ce type d'analyse abordent les communautés ethnoculturelles d'une façon beaucoup plus dynamique. Ainsi, les immigrants développent des stratégies pour améliorer leurs conditions de vie et leurs conditions de travail. De même pour

---

<sup>51</sup> Martin Pâquet, *Tracer les marges de la Cité : étranger, immigrant et État au Québec, 1627-1981*, Montréal, Boréal, 2005, 317 pages.

<sup>52</sup> Voir la section 1.2.4.

l'histoire de la famille qui s'attarde à certains mécanismes mis en place par les familles d'immigrants et qui accorde un rôle important aux femmes.

### 1.2.1 Le cas du multiculturalisme

Un article de Roberto Perin soulève des questions intéressantes quant à l'influence du multiculturalisme sur la recherche historique canadienne<sup>53</sup>. Le chercheur y fait une critique du concept d'ethnicité ainsi que de l'influence de la politique du multiculturalisme sur la recherche historique canadienne. À ce sujet, il mentionne l'effort du gouvernement fédéral à faire connaître l'histoire de différentes communautés ethniques :

« The intention was certainly noble, but the government has yet to learn that parthenogenesis is not the best means to stimulate the creation of a new field of study. Many of these works were literally virgin births »<sup>54</sup>.

En résumé, les communautés étudiées ont fait immédiatement l'objet de monographies, ce qui court-circuite l'évolution de l'historiographie<sup>55</sup>.

En se concentrant uniquement sur le fonctionnement des communautés ethnoculturelles au Canada, les auteurs négligent aussi les facteurs macro et micro qui ont poussé les migrants à quitter leur pays. Perin prend pour exemple les

---

<sup>53</sup> Roberto Perin, « Clio as an Ethnic: The Third Force of Canadian Historiography », *Canadian Historical Review*, vol. 64, no. 4 (1983), pp. 441-467.

<sup>54</sup> *Ibidem*, page 446.

<sup>55</sup> Perin mentionne l'absence de l'historiographie états-unienne, beaucoup plus riche et vaste, dans la recherche canadienne. Selon lui, ce type de connaissance aurait permis aux monographies d'éviter des pièges évidents dans l'étude d'une communauté donnée. Parmi les ouvrages qu'il considère comme étant corrects [*can be considered fair*] : Grace Anderson et David Higgs, *A Future to Inherit : Portugese Communities in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1976, 202 pages; Henry Radecki et Benedykt Heydenkorn, *A Member of a Distinguished Family : The Polish Group in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1976, 240 pages; ainsi que l'ouvrage de Ken Adachi, *The Enemy That Never Was* qui sera davantage analysé dans la section sur les gens d'origine japonaise.

changements historiographiques liés à l'histoire sociale (par exemple l'histoire de la famille, l'histoire du travail) qui sont systématiquement ignorés dans les études multiculturelles. Les apports migratoires successifs n'y sont pas mentionnés, de même que les différentes tensions présentes à l'intérieur d'une communauté qui devient ainsi statique dans le temps. Et, dans une moindre mesure, l'article dénonce l'absence du Québec dans ce type de recherches : « It seems obvious that their presence in a French-speaking milieu would give rise to particular, if not interesting, problems; but these are not investigated »<sup>56</sup>. Ce problème soulevé par Perin est encore d'actualité, dans la mesure où les communautés présentes au Québec sont absentes ou très peu abordées dans les ouvrages canadiens<sup>57</sup>.

Cependant, l'auteur est conscient que ce type de recherche ne représente qu'une partie de l'historiographie canadienne. Il cite de nombreux travaux qui tiennent compte des développements les plus récents dans l'histoire de l'immigration, de la famille, du travail, etc. Sa critique vise exclusivement les recherches ayant pour objectif de faire une histoire des communautés ethnoculturelles, hermétique à l'histoire canadienne et aux développements historiographiques les plus récents. De même pour la « célébration » de la diversité canadienne. Selon Perin, les ouvrages issus du courant historiographique multiculturel traitent du plein essor de la culture de ces communautés dites ethniques au Canada. Or, l'article démontre que cette culture est traitée de façon figée et que les auteurs n'intègrent pas les forces de changements dans leur objet d'étude.

L'article de Roberto Perin offre finalement une piste de réflexion quant à l'absence de monographies couvrant l'ensemble des communautés ethnoculturelles à l'intérieur du Canada. Les études multiculturelles analysent une communauté bien définie dans le

---

<sup>56</sup> *Ibidem*, page 447.

<sup>57</sup> Cette critique pourrait s'adresser également aux textes publiés par la *Canadian Historical Association* dans les années 1980.



temps et dans l'espace et par le fait même les apports extérieurs (tels que les nouveaux arrivants, la culture du pays hôte, les contacts interculturels, etc.) sont négligés.

### 1.2.2 L'influence de l'historiographie du travail

Perin aborde donc les limites de l'historiographie du multiculturalisme. Afin d'appuyer sa démonstration, il cite de nombreuses études provenant de l'histoire du travail<sup>58</sup>. Les migrants vinrent tout d'abord en Amérique du Nord afin de se trouver un emploi rémunérateur. Par exemple, l'étude de Ramirez illustre bien l'impact de cette stratégie migratoire pratiquée par les immigrants italiens qui envoyaient systématiquement leurs gains à leur famille<sup>59</sup>.

Ces premiers arrivants ont également pavé la voie aux migrants provenant de leur propre village ou de leur propre famille. L'historiographie du travail s'interroge donc sur le rôle fondamental du travail dans le développement de communautés migratoires en Amérique du Nord. Ainsi, cette approche permet de tracer un portrait beaucoup plus dynamique des communautés ethnoculturelles. L'immigrant n'est pas défini comme étant un être passif, au contraire : il met en place des stratégies afin d'améliorer ses gains, sa qualité de vie ou encore ses conditions de travail. À ce titre, le travail de Donald Avery mérite une fois de plus d'être souligné<sup>60</sup>. En effet, les migrants européens étaient souvent considérés comme étant des radicaux ou encore des anarchistes, menaçant l'ordre établi au Canada. Cette vision des Canadiens

---

<sup>58</sup> Par exemple, il cite de nombreux articles de Robert Harney, dont « The *Padrone* and the Immigrant », *The Canadian Review of American Studies*, vol. 2 (1974), pp. 101-118.

<sup>59</sup> Bruno Ramirez, *Par monts et par vaux*, 204 pages.

<sup>60</sup> Donald Avery, *Dangerous Foreigners*, 204 pages.

s'explique, entre autres, par l'implication de ces immigrants dans les syndicats, les manifestations et les grèves.

En plus de cette stratégie de contestation, les communautés migratoires se dotent de moyens de communication afin de toucher leurs compatriotes et de faire valoir leur point de vue. Le meilleur exemple est l'apparition de journaux dits « ethniques ». Dirk Hoerder et Christiane Harzing démontrent bien toute l'importance de ce média dans le développement des communautés ethnoculturelles<sup>61</sup>. Les auteurs intègrent à leur analyse le concept de chaîne migratoire, dans la mesure où les informations présentes dans les journaux européens sont acheminées en Amérique du Nord. L'inverse est aussi vrai. Dès le moment de leur fondation, ces communautés interagissent avec leur pays d'origine et leur pays hôte<sup>62</sup>.

### 1.2.3 L'historiographie de la famille

Ce courant de recherche eut un impact majeur quant à l'étude des communautés ethnoculturelles. En effet, la souche familiale constitue la base d'intégration de l'immigrant à son nouveau pays. Les historiens qui s'intègrent dans ce courant étudient les stratégies familiales (qu'elles soient économiques, sociales, éducationnelles) mises en place par les nouveaux arrivants.

Cette histoire de la famille accorde une place importante au rôle des femmes. Généralement ignorées par la recherche historique, celles-ci ont joué un rôle

---

<sup>61</sup> Christiane Harzing et Dirk Hoerder (éd.), *The Press of Labor Migrants in Europe and North America, 1800s to 1930s*, Bremen, Universität Bremen, 1985, 602 pages.

<sup>62</sup> Les historiens se sont également intéressés à l'intégration des communautés ethnoculturelles dans la trame urbaine nord-américaine. Voir surtout : John Bodnard, *op. cit.*, 294 pages.

important non seulement dans leur famille, mais aussi sur le marché du travail<sup>63</sup>. Ce type d'information est essentiel dans l'étude d'un groupe ethnoculturel. Les femmes eurent un impact considérable non seulement dans l'implantation de leur communauté, mais également dans la transmission de la culture, de la langue, de l'éducation et aussi sur le marché du travail. Les études consacrées à ce sujet démontrent bien cette facette qui était ignorée systématiquement dans l'historiographie classique, où l'immigrant type était un homme célibataire se cherchant un travail.

Ce constat conduit à l'idée des stratégies familiales qui est également riche en perspectives dans l'analyse des communautés ethnoculturelles du Canada<sup>64</sup>. Ce concept implique une étude à plus long terme. Par exemple, les choix d'avoir des enfants ou non, de les éduquer ou de les envoyer rapidement sur le marché du travail constituent des décisions importantes à cette échelle. De même pour le rôle de la femme qui peut être sur le marché du travail ou demeurer à la maison. Ces décisions ont un impact considérable sur le développement des communautés ethnoculturelles et sur leur intégration dans un nouveau pays.

---

<sup>63</sup> Voir surtout : Franca Iacovetta, Paula Draper et Robert Ventresca, *A Nation of Immigrants : Women, Workers, and Communities in Canada, 1840s – 1960s*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, 513 pages. Le travail de Gabaccia est aussi extrêmement pertinent même si son objet d'étude n'est pas le Canada : Donna Gabaccia, *From the Other Side : Women, Gender, and Immigrant Life in the U.S., 1820-1990*, Bloomington, Indiana University Press, 1994, 192 pages ; Donna Gabaccia, « Women of the Mass Migrations : From Minority to Majority, 1820-1930 », dans Hoerder, Dirk et Leslie Page Moch (dir.), *European Migrants: Global and Local Perspectives*, Boston, Northeastern University Press, 1996, pp. 90 – 111.

<sup>64</sup> Dans une perspective plus nord-américaine, voir les travaux de Leslie Page Moch et plus particulièrement : « Connecting Migration and World History : Demographic Patterns, Family Systems and Gender », *International Review of Social History*, vol. 52, no. 1 (2007), pp. 97-104. De façon plus spécifique : Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal. Âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 1995, 368 pages. Bradbury démontre bien que les changements qui s'opèrent dans le milieu familial (mariage, nouvel emploi, enfants, mort) influencent entre autres le lieu de résidence de ces familles ainsi que les stratégies mises en place sur le marché du travail pour la femme ou même les enfants.

#### 1.2.4 Le cas du Québec

La recherche québécoise s'est concentrée sur quelques communautés en particulier. Celle qui a suscité le plus d'études est sans contredit la communauté juive, comme le mentionne Paul-André Linteau :

La plus abondante production concerne les Juifs. Il ne faut pas s'en surprendre quand on sait que, pendant plus d'un demi-siècle, ils ont formé la minorité allophone la plus nombreuse et qu'ils ont, plus que tout autre, fait leur marque dans la vie politique, économique, sociale et culturelle du Québec<sup>65</sup>.

Les raisons expliquant cette étude systématique de la communauté juive sont nombreuses. Tout d'abord, l'aspect religieux est essentiel. S'inscrivant dans une société qui était très majoritairement catholique et qui avait une certaine appréhension quant à leur religion, les Juifs se sont distingués rapidement. L'antisémitisme chez une partie de l'élite québécoise a été aussi largement abordé par la recherche québécoise et canadienne<sup>66</sup>.

La recherche québécoise portant sur la discrimination religieuse n'existe pas. À ce titre, l'historiographie des Juifs au Québec permet de jeter un éclairage intéressant sur l'étude d'une minorité religieuse telle que la communauté japonaise au Québec. Il n'y a pas eu, dans la société québécoise, de courant discriminatoire touchant l'identité religieuse équivalant à l'antisémitisme envers les gens d'origine japonaise. Toutefois, la communauté japonaise s'inscrit dans un contexte historique particulier. Au moment de leur arrivée au Québec, l'intégration des immigrants passait par la langue

---

<sup>65</sup> Paul-André Linteau, « Les minorités ethnoculturelles dans l'historiographie québécoise », dans Béatrice Bogola (dir.), *Le Québec et ses minorités*, Tübingen, Max Niemayer Verlag, 2000, page 148.

<sup>66</sup> Pierre Anctil, *Le rendez-vous manqué. Les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux guerres*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, 366 pages. Il est à noter que la production historique s'est uniquement intéressée à l'antisémitisme des francophones, en laissant de côté le racisme institutionnalisé, comme dans le cas de l'Université McGill. Voir : Gerard Tulchinsky, *Canada's Jews : a People's Journey*, Toronto, University of Toronto Press, 2008, 630 pages.

et par la religion<sup>67</sup>. Ceux qui n'étaient pas catholiques intégraient le réseau protestant et par le fait même s'anglicisaient. L'historiographie sur les Juifs offre donc des outils intéressants afin d'étudier une minorité religieuse telle que les Japonais. Par ailleurs, ce type d'étude offre des pistes de réflexion intéressantes sur la discrimination officielle menée contre la religion bouddhiste, pratiquée par un certain nombre d'entre eux<sup>68</sup>.

La couleur de la peau distingue également les membres de la communauté japonaise. À ce titre, l'histoire des Noirs au Québec est instructive. Un certain nombre d'ouvrages à caractère historique abordent d'ailleurs ce sujet<sup>69</sup>. La plupart de ces ouvrages sont consacrés à la présence des Noirs avant le 20<sup>e</sup> siècle et n'ont pas établi de lien avec l'historiographie états-unienne, pourtant très riche de ce point de vue. Les mouvements civiques, les *ethnic studies* et des concepts liés à l'intégration des immigrants sont issus de l'étude des Afro-Américains. De même pour l'histoire du racisme qui est aussi fondamental et qui eut un impact très limité dans la recherche québécoise<sup>70</sup>. De rares auteurs se sont intéressés à l'histoire des Noirs au Québec pour la période du 20<sup>e</sup> siècle. Parmi eux, il y a Arnaud Bessièrès et Dorothy W.

---

<sup>67</sup> Cette importance du fait religieux dans l'intégration des communautés sera abordée dans la dernière section.

<sup>68</sup> Voir la section *Le cas particulier de l'Église bouddhiste*, au chapitre V.

<sup>69</sup> Daniel Gay, *Les Noirs au Québec, 1629-1900*, Québec, Éditions Septentrion, 2004, 514 pages; Monique La Grenade- Meunier et Paul Fehmiu-Brown, *La présence des Noirs dans la société québécoise d'hier et d'aujourd'hui*, Québec, Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des communautés culturelles, 1995, 37 pages ; Frank Mackey, *L'esclavage et les Noirs à Montréal*, Montréal, Hurtubise, 2013, 662 pages. Ces deux ouvrages, par leur périodicité, ne couvrent pas le 20<sup>e</sup> siècle qui voit la population noire changer de composition, avec l'immigration africaine et antillaise. Sur l'histoire plus récente des Noirs au Québec, voir : Daniel Austin, « All Roads Led to Montreal : Black Power, The Caribbean, and the Black Radical Tradition in Canada », *Journal of African American History*, vol. 92, no. 4 (2007), pp. 516-539.

<sup>70</sup> L'aspect le plus problématisé dans l'histoire des Noirs au Québec est sans contredit la pendaison de l'esclave Marie-Angélique, sujet qui a fait l'objet d'articles et de chapitres d'ouvrage dans le cadre de l'historiographie québécoise.

Williams<sup>71</sup>. Cette dernière note les difficultés rencontrées lors de la rédaction de son ouvrage :

Il existe une autre difficulté par rapport à l'historiographie des Noirs à Montréal : le désaccord sur les « faits ». Le lecteur se rendra rapidement compte que les sources auxquelles se rapporte cet essai recèlent de nombreuses divergences, inexactitudes et contradictions<sup>72</sup>.

La chercheuse a donc utilisé l'ensemble de ses sources contradictoires, en attendant « la réalisation d'une étude exhaustive sur le sujet »<sup>73</sup>. En plus de faire la distinction entre les différents courants migratoires « noirs », Williams étudie également leur répartition géographique à Montréal. De son côté, Bessière insiste davantage sur la discrimination dont furent victimes les Noirs au cours des quatre siècles de leur présence au Québec, ainsi que sur les transformations de cette communauté à partir de la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle.

Sous le même angle de recherche, les Asiatiques constituent un autre groupe « racialisé » qui se distingue à l'intérieur d'une société blanche et francophone. L'exemple le plus frappant est sans contredit la communauté chinoise. En raison de sa visibilité, de sa taille et en raison de sa concentration géographique, elle constitue l'un des groupes ethnoculturels les plus visibles au Québec. Par le fait même, son histoire a fait l'objet de quelques ouvrages universitaires<sup>74</sup>. La très grande majorité de

---

<sup>71</sup> Arnaud Bessière, *La contribution des Noirs au Québec : quatre siècles d'une histoire partagée*, Québec, Publications du Québec, 2012, 173 pages ; Dorothy W. Williams, *Les Noirs à Montréal, 1628 – 1986*, Montréal, VLB Éditeur, 1998, 212 pages. À noter que cet ouvrage est tout d'abord paru en anglais : Dorothy W. Williams, *Blacks In Montreal : 1628 – 1986 : A Urban Demography*, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais Inc., 1989, 147 pages. La même auteure a publié un nouvel ouvrage sur l'histoire des Noirs à Montréal en 1997 : Dorothy W. Williams, *The Road to Now : a History of Blacks in Montreal*, Montréal, Véhicule Press, 1997, 235 pages.

<sup>72</sup> Williams, *Les Noirs à Montréal*, page 12.

<sup>73</sup> *Ibid.*

<sup>74</sup> Denise Helly, *Les Chinois à Montréal, 1877-1951*, Québec, Institut de recherche sur la culture, 1987 315 pages; Rebecca B. Aiken, *Montreal Chinese Property Ownership and Occupational Change, 1881-1981*, Thèse de Doctorat en Anthropologie, Université McGill, 1984, 347 pages; Peter Aterman,

ces études portent sur l'occupation du territoire par les Chinois. Toutefois, Denise Helly va plus loin en décrivant les stratégies mises en place par les Chinois dans la ville de Montréal qui leur ont permis de s'établir dans des secteurs précis de l'économie, tels que la buanderie et la restauration.

Le travail d'Helly met également en relief la discrimination qui s'est opérée quant au logement. Les Chinois avaient de la difficulté à se loger : quand on ne leur refusait pas l'accès, on exigeait de leur part un dépôt de garantie exorbitant. L'auteure analyse également les politiques discriminatoires du gouvernement fédéral à l'égard de cette communauté. Cette approche est intéressante, mais laisse de côté l'attitude officielle du Québec à l'égard des Chinois, concentrés sur un territoire spécifique et qui étaient catégorisés en fonction de leur apparence physique<sup>75</sup>.

La communauté italienne eut un impact majeur sur la recherche historique québécoise. Ses membres ont suscité une diversité d'études portant sur la langue, leur vie communautaire, leurs liens avec l'Italie, etc. Parmi tous ces sujets, la fondation et le développement de la communauté italienne furent étudiés en détail<sup>76</sup>. Ce champ de la connaissance suit beaucoup plus les grands courants historiographiques américains et européens que les autres études traitant des autres communautés culturelles,

---

*Housing Policy and Immigration : The Case of the Chinese in Montreal*, Montréal, School of Urban Planning [Université McGill], 1993, 81 pages. Sur les tensions raciales : Kwok B. Chan, *Smoke and Fire : The Chinese in Montreal*, Hong Kong, Chinese University Press, 1991, 338 pages.

<sup>75</sup> Sur les immigrants coréens : Seong-Sook Yim, *Immigrants coréens au Québec : la question de la communication interculturelle*, Paris, L'Harmattan, 2000, 271 pages. Sur les Vietnamiens : Caroline Méthot, *Du Viêt-Nam au Québec : la valse des identités*, Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1995, 224 pages; Louis-Jacques Dorais et Éric Richard, *Les Vietnamiens de Montréal*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2007, 235 pages. De façon générale sur les Asiatiques et l'intégration linguistique : Kwok B. Chan et Louis-Jacques Dorais (dir.), *Adaptation linguistique et culturelle : l'expérience des réfugiés d'Asie du Sud-Est au Québec*, Québec, Centre international de recherches sur le bilinguisme, 1987, 221 pages.

<sup>76</sup> Sylvie Taschereau, *Pays et patries : mariages et lieux d'origine des Italiens de Montréal, 1906-1930*, Mémoire de maîtrise en histoire, Université du Québec à Montréal, 1987, 194 pages ; Bruno Ramirez, *Les premiers italiens de Montréal : l'origine de la petite Italie du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1984, 136 pages.

probablement grâce à l'influence de Bruno Ramirez. L'autre domaine de recherche fertile est l'histoire des relations interethniques et linguistiques. Identifiés comme étant intégrés à la communauté anglophone, les Italiens du Québec ont marqué l'opinion publique dans le cadre du débat linguistique des années 1960 et 1970<sup>77</sup>.

De façon générale, l'historiographie des minorités est relativement nouvelle au Québec. Dans son article cité précédemment, Paul-André Linteau cerne les principales limites de ce type de recherche. Le premier touche au lien entre l'histoire des migrations et l'histoire des communautés ethniques. Les théories migratoires les plus récentes démontrent bien qu'il y a des liens entre ces communautés et leur pays d'origine. Or, cette relation n'est pratiquement pas étudiée dans l'historiographie québécoise. Le deuxième point touche à l'évolution de la communauté elle-même :

Avec le temps, et au fur et à mesure que les générations se succèdent, la communauté immigrante se mue en communauté ethnique ou ethnoculturelle. La culture d'origine est rapidement transformée au contact de celle du pays hôte. Or, ce processus d'adaptation, d'intégration ou d'acculturation est encore mal connu<sup>78</sup>.

En plus de cette vision statique des communautés culturelles, la recherche québécoise s'est peu intéressée aux relations interethniques. Les seules connaissances amassées portent sur les réactions suscitées par ces communautés dans la société québécoise. Or, ce type de relation ne représente pas la totalité des interactions entre le Québec et ses communautés ethnoculturelles.

### 1.3 Historiographie de l'intégration

---

<sup>77</sup> Voir surtout : Francine Tardif, Gaétan Beaudet et Micheline Labelle, *Question nationale et ethnicité : le discours de leaders d'origine italienne de la région de Montréal*, Montréal, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, 1993, 104 pages.

<sup>78</sup> Paul-André Linteau, *op. cit.*, page 154.



La notion d'intégration est très vaste puisqu'elle englobe autant les valeurs de la société d'accueil que la place des nouveaux arrivants, les différents groupes ethnoculturels issus de migrations forcées ou non, ainsi que les Premières Nations. De plus, le concept même d'intégration a évolué tout au long du 20<sup>e</sup> siècle. D'abord exclusive, l'idée d'intégration est devenue à partir de la fin des années soixante beaucoup plus inclusive<sup>79</sup>.

L'historiographie canadienne et québécoise a suivi une évolution parallèle. En effet, du point de vue de la philosophie, le multiculturalisme et l'interculturalisme ont beaucoup plus de points en commun que de points divergents. Toutefois, le contexte historique et politique a fait en sorte que ces deux courants de pensée s'opposent sur de nombreux points.

### 1.3.1 L'historiographie canadienne

La recherche canadienne fut dominée, jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, par une vision assimilatrice. Il était attendu de l'immigrant de se fondre totalement dans la population canadienne. Ainsi, l'historien Howard Palmer distingue deux courants qui se rattachent à l'assimilation : l'idée d'*Anglo-Conformity* qui s'est imposée au début de la Confédération et qui a perduré jusqu'aux années 1920; et celle du *melting pot* qui apparaît vers cette période et qui est populaire jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale<sup>80</sup>. L'idée de l'*Anglo-Conformity* défendait l'héritage britannique du Canada et excluait donc tous les immigrants qui ne partageaient pas

---

<sup>79</sup> Les chercheurs passent du concept d'assimilation qui rejetait certaines catégories de migrants, à celui de *melting pot*, de creuset ou même de multiculturalisme.

<sup>80</sup> Howard Palmer, « Reluctant Hosts : Anglo-Canadian Views of Multiculturalism in the Twentieth Century », in Gerald Tulchinsky (éd.), *Immigration in Canada : Historical Perspectives*, Mississauga, Copp Clark Longman, 1994, pp. 143-161.

ces caractéristiques linguistiques, raciales, culturelles, etc. Quant à l'idée de *melting pot*, Palmer la définit de cette façon :

« This view of assimilation, which arose partly as a means of defending immigrants [...] envisioned a biological merging of Anglo-Canadians with immigrants and a blending of their cultures into a new Canadian type »<sup>81</sup>.

Cette vision plus positive de l'intégration des immigrants n'empêchait pas l'exclusion de certains groupes ethniques, principalement les Asiatiques.

Un troisième courant identifié par Palmer va s'imposer graduellement à partir des années 1930, soit l'idée du *cultural pluralism* (pluralisme culturel). Cette approche est originale à l'époque puisqu'elle s'intéressait davantage à la contribution des immigrants à la vie canadienne. L'ouvrage pionnier de ce nouveau courant est écrit par John Gibbon, un écrivain canadien d'origine écossaise<sup>82</sup>. C'est aussi à cette époque qu'apparaît la métaphore de la « mosaïque » qui sera fondamentale pour l'historiographie canadienne :

« Although he [Gibbon] was concerned with the preservation of folk arts and music, he also went out of his way to alleviate fears of unassimilability by discussing individual's assimilation as well as the "cement" of common institutions which bound the Canadian mosaic together »<sup>83</sup>.

Cette idée de mosaïque faisait référence à une diversité de groupes ethniques qui peuvent coexister. Ce courant, qui est tout d'abord marginal, va s'imposer graduellement entre la fin de la Deuxième Guerre mondiale et la fin des années 1960.

---

<sup>81</sup> *Ibidem*, page 153.

<sup>82</sup> John Murray Gibbon, *Canadian Mosaic : the Making of a Northern Nation*, Toronto, McClelland and Stewart, 1938, 458 pages. Fait à noter, un ouvrage offrant une hiérarchie des différentes « races » désirables et indésirables pour le Canada a été publié dès 1909 par le pasteur et futur politicien James S. Woodsworth. Voir : James S. Woodsworth, *Strangers Within Our Gates : Or Coming Canadians*, Toronto, F.C. Stephenson, 1909, 356 pages.

<sup>83</sup> Harold Palmer, *op. cit.*, page 156.

### 1.3.1.1 Le multiculturalisme

Plutôt que d'adopter le concept de biculturalisme tel que défendu par la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau choisit le multiculturalisme à la fin des années 1960. L'auteur Kenneth McRoberts, dans son ouvrage *Un pays à refaire* considère ce choix de Trudeau comme étant le moment décisif des relations entre le Québec et le Canada<sup>84</sup>. Jusque-là, l'élite intellectuelle canadienne-française défendait la théorie du biculturalisme. Selon elle, l'application d'une telle politique pouvait assurer la pérennité de la langue française au Canada. L'adoption de la politique du multiculturalisme fut donc une gifle pour les intellectuels francophones qui voyaient le Canada en tant que pays partagé entre deux peuples fondateurs, plutôt qu'un pays constitué d'une multitude de cultures<sup>85</sup>.

Selon McRoberts, la vision libérale de Trudeau joua un rôle fondamental dans l'adoption du multiculturalisme : « Dans une perspective libérale, seuls les individus peuvent être égaux au sein d'un État donné. Par contre, l'égalité entre des collectivités implique forcément l'existence d'États séparés [...] »<sup>86</sup>. Toutefois, cette vision du premier ministre n'était pas partagée par la plupart des intellectuels anglophones. Ces derniers se rangèrent au multiculturalisme, car il relativisait la place du Québec au Canada et il offrait également un modèle d'intégration qui se distinguait des États-Unis<sup>87</sup>.

---

<sup>84</sup> Kenneth McRoberts, *Un pays à refaire. L'échec des politiques constitutionnelles canadiennes*, Montréal, Éditions Boréal, 1997, 483 pages.

<sup>85</sup> Cette vision sera abordée dans la section suivante.

<sup>86</sup> Kenneth McRoberts, *op. cit.*, page 169.

<sup>87</sup> *Ibidem*, page 182.

L'ouvrage de Kenneth McRoberts est important dans l'historiographie canadienne-anglaise, car il s'agit d'une des premières critiques de l'héritage du multiculturalisme<sup>88</sup>. En effet, *Un pays à refaire* démontre que cette politique d'intégration servait, dans l'esprit du premier ministre Trudeau, à limiter et même à affaiblir le nationalisme québécois. Par le fait même, McRoberts démontre que le multiculturalisme ne peut pas servir de politique d'intégration efficace, car il fut conçu pour relativiser la place du Québec à l'intérieur du Canada. L'auteur ne s'intéresse pas à la politique d'intégration en tant que tel ni à ses effets sur les groupes ethnoculturels présents au Canada. Son objectif est de démontrer que cette politique créa des divisions dès son application, autant chez les Autochtones, que chez les Québécois francophones ou certains groupes ethnoculturels.

Un autre des ouvrages clés de l'historiographie canadienne-anglaise contemporaine est *Multiculturalism and the History of Canadian Diversity*, rédigé par Richard J. F. Day. L'auteur s'intéresse aux limites et aux problèmes apportés par le multiculturalisme, tel qu'il le mentionne dans son livre :

« Thus, while Canadian multiculturalism presents itself as a new solution to an ancient problem of diversity, it is better seen as the most recent mode of reproduction and proliferation of that problem »<sup>89</sup>.

Ce problème est lié, selon lui, à la confusion entourant la définition du concept de multiculturalisme. Day estime qu'il est important de distinguer les différentes facettes de cette philosophie d'intégration :

« Here, one needs to distinguish among three prevalent usages of 'multiculturalism': to *describe* (construct) a *sociological fact* of Canadian

---

<sup>88</sup> D'autres critiques précèdent le livre de McRoberts, qui furent la plupart du temps rédigés sous forme d'essais.

<sup>89</sup> Richard J. F. Day, *Multiculturalism and the History of Canadian Diversity*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, page 3.

diversity ; to *prescribe* a social ideal ; and to *describe and prescribe* a government policy [...] »<sup>90</sup>.

En suivant la logique de l'auteur, ce n'est pas l'aspect philosophique du multiculturalisme qui pose problème, mais plutôt son aspect politique. En insistant sur l'histoire multiculturelle du Canada qui existerait depuis des siècles, le gouvernement s'éloigne de cette réalité sociologique telle que décrite par Day. D'ailleurs, l'argumentation de *Multiculturalism and the History of Canadian Diversity* démontre que l'identité canadienne s'est développée en réaction avec « l'Autre » plutôt qu'en intégrant les nouveaux arrivants<sup>91</sup>.

Comme la plupart des auteurs qui se sont intéressés à l'histoire du multiculturalisme, Richard J. F. Day consacre une bonne partie de son analyse au fait politique. L'originalité historiographique de son ouvrage réside plutôt dans le fait qu'il décrit une identité canadienne qui n'est pas forcément multiculturelle. De même, Day tente de briser l'image modèle du Canada au plan de l'intégration des nouveaux arrivants. À ses yeux, la politique du multiculturalisme est une forme de contrôle de l'élite politique plutôt qu'une tentative réelle de créer un pays véritablement multiculturel<sup>92</sup>.

Une autre approche historiographique consiste à tenter de rapprocher le modèle d'intégration québécois et canadien. Par exemple, Joseph Garcea cherche à démontrer, dans un article traitant des différentes applications du multiculturalisme dans les provinces canadiennes, les similitudes entre le modèle québécois et le modèle canadien. Quant à Amy Nugent, elle tente de briser le mythe de

---

<sup>90</sup> *Ibidem*, page 6.

<sup>91</sup> Donc plutôt que d'être liée à l'inclusion et à l'intégration des autres cultures, l'identité canadienne s'est définie en excluant des groupes ethniques précis (Européens de l'Ouest, Amérindiens, Asiatiques, etc.). Sur cette notion d'identité nationale qui est en réaction avec les autres groupes ethniques, voir aussi : José E. Iguartua, *The Other Quiet Revolution : National Identities in English Canada, 1945-1971*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2006, 277 pages.

<sup>92</sup> Richard J. F. Day, *op. cit.*, chapitre 8.

l'historiographie québécoise voulant que l'interculturalisme soit supérieur au multiculturalisme :

« Multiculturalism comes off as politically correct, culturally relative, ghettoizing, and atomizing, all at the expense of building a common, robust political culture. In contrast, Quebec's interculturalism is presented as more dialogical and integrative, a common social project »<sup>93</sup>.

D'ailleurs, dans sa revue de la littérature académique, l'auteure n'hésite pas à présenter l'ensemble des auteurs québécois comme étant des défenseurs de l'interculturalisme. Malgré cette description monolithique de la recherche québécoise, Nugent veut démontrer que les deux modèles d'intégrations se ressemblent beaucoup plus que ne le laissent croire les journaux d'opinion et les ouvrages universitaires.

Pratiquement tous les ouvrages qui se sont intéressés à la politique du multiculturalisme se sont concentrés sur son aspect politique. Ce choix d'angle d'analyse s'explique en partie par le fait que, dès ses débuts, le multiculturalisme fut politisé. Selon McRoberts, cette politique servait beaucoup plus à endiguer le nationalisme québécois qu'à intégrer véritablement les nouveaux arrivants à la société canadienne. Le conflit qui divisa le Québec et le Canada sépara également le milieu historique : alors que les penseurs anglophones défendaient ce modèle, les historiens francophones critiquèrent le multiculturalisme.

### 1.3.2 L'historiographie québécoise

L'historiographie québécoise de l'intégration évolua de façon distincte. Le facteur le plus important est lié à l'aspect linguistique : les francophones représentent une minorité à l'intérieur d'un pays et même d'un continent majoritairement anglophone.

---

<sup>93</sup> Amy Nugent, « Demography, National Myths, and Political Origins : Perceiving Official Multiculturalism in Quebec », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 38, no. 3 (2006), page 22.

Avant la Deuxième Guerre mondiale, l'*intelligentsia* québécoise ne s'intéressait pas à l'intégration des nouveaux arrivants. On considérait que ces derniers s'intégraient à la communauté anglophone, principalement par le réseau scolaire<sup>94</sup>. Avec la Révolution tranquille et surtout la création d'un ministère de l'Immigration, la recherche québécoise commence à s'intéresser à la problématique de l'intégration des nouveaux arrivants qui fut conçue dès le départ en fonction du facteur linguistique. Il était attendu que l'immigrant devait apprendre le français. Toutefois, cette préoccupation déborda rapidement du cadre migratoire et va toucher les communautés ethnoculturelles déjà présentes sur le territoire québécois<sup>95</sup>.

Le multiculturalisme canadien ne pouvait pas être appliqué au Québec, car il fut rejeté dès le départ. Ce concept est généralement associé à la politique du gouvernement libéral de Pierre Elliott Trudeau, comme le mentionne Paul-André Linteau :

Nous avons donc un mot – multiculturalisme – qui est utilisé pour désigner à la fois une réalité ethnoculturelle et une politique gouvernementale. Ce double emploi a longtemps été source de confusion. Il explique pourquoi, pendant longtemps, beaucoup de Québécois ont voulu éviter l'usage du mot, trop identifié aux politiques antinationalistes de Trudeau et ont plutôt employé des expressions telles que communautés culturelles ou diversité culturelle<sup>96</sup>.

Donc, l'historiographie québécoise se prononce généralement contre l'idée du multiculturalisme. Les chercheurs vont plutôt s'intéresser à l'interculturalisme qui

---

<sup>94</sup> Voir Miguel Simao Andrade, « La Commission des écoles catholiques de Montréal et la l'intégration des minorités ethniques : de la foi à la langue », dans Paul-André Linteau et Jean-Michel Lacroix, *Vers la construction d'une citoyenneté canadienne*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2007, pp. 49-76; Paul-André Linteau, « Les minorités ethnoculturelles dans l'historiographie québécoise », *op. cit.*, pp. 143 – 155.

<sup>95</sup> Fernand Harvey, « La question de l'immigration au Québec », *op. cit.*, pp. 26-51

<sup>96</sup> Paul-André Linteau, « Les transformations de la société multiculturelle au Québec (1945-2000) », in Jean-Michel Lacroix et Paul-André Linteau (dir.), *Vers la construction d'une citoyenneté canadienne*, Paris, Presses Sorbonne nouvelle, 2006, page 18.

s'imposa en tant que modèle québécois d'intégration au cours des années quatre-vingt. L'interculturalisme s'articule autour de l'importance de la langue française. Cette prédominance linguistique n'empêche pas les nouveaux arrivants de suivre des cours dans leur propre langue<sup>97</sup>.

Dans *Les communautés culturelles et le multiculturalisme*, Fernand Harvey fait une étude comparative entre la politique d'intégration du Canada et celle du Québec. Il mentionne que l'intérêt pour l'intégration des nouveaux arrivants débuta à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Toutefois, le ministère de l'Immigration du Québec ne fut créé qu'en 1968<sup>98</sup>. À ce moment, l'intégration ne visait que les immigrants et excluait par le fait même les communautés culturelles déjà présentes au Québec. Fernand Harvey mentionne :

Mais c'est dans le Livre blanc sur le développement culturel du ministre Camille Laurin, rendu public en 1978, qu'il faut situer les véritables fondements de la politique québécoise sur les communautés culturelles<sup>99</sup>.

Le texte de Fernand Harvey a une orientation fortement politique puisque son texte s'attarde aux lois et règles entourant la question d'intégration. Dans le cadre de son analyse sur le Québec, il insiste particulièrement sur le facteur linguistique qui distingue le modèle québécois de celui du Canada. Cet aspect est fondamental pour la recherche québécoise en général depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. L'intégration des nouveaux arrivants d'un point de vue culturel et social est beaucoup

---

<sup>97</sup> Principalement grâce au Programme d'Enseignement des Langues D'origine (PELO).

<sup>98</sup> Fernand Harvey, « Les communautés culturelles et le multiculturalisme : une comparaison des politiques québécoise et canadienne », dans Jean-Michel Lacroix et Fulvio Caccia (dir.), *Métamorphoses d'une utopie*, Paris, Presses de la Sorbonne, 1992, page 162.

<sup>99</sup> *Ibidem*, page 162-163. À noter également la thèse de Junichiro Koji qui porte sur la politique d'intégration du gouvernement québécois : Junichiro Koji, *Les réseaux sociaux d'acteurs et le changement des politiques publiques. Enquête sur la politique québécoise d'intégration des immigrants et des minorités ethnoculturelles, 1976 – 1991*, Thèse de doctorat en Études Politiques, Ottawa, Université d'Ottawa, 2011, 277 pages.



moins importante, sinon inexistante. D'autre part, Fernand Harvey ne défend pas un modèle d'intégration au détriment d'un autre. En mentionnant que le modèle québécois est en retard d'une dizaine d'années sur le multiculturalisme canadien, il ne fait qu'émettre une constatation<sup>100</sup>. Son exercice comparatif démontre que les deux modèles se ressemblent dans une certaine mesure, à l'exception de cette prédominance du facteur linguistique qui est essentielle dans le cas du Québec.

Ariane Cyr fait le même type d'analyse dans un texte plus récent, intitulé « Le discours multiculturel au Canada et au Québec ». Toutefois, son analyse ne se limite pas à l'aspect politique du multiculturalisme :

Les orientations idéologiques ainsi que les mesures concrètes destinées à améliorer l'intégration des nouveaux arrivants sont en effet trop peu laissées à l'appréciation des populations immigrées, pourtant principaux destinataires du discours officiel<sup>101</sup>.

Par le fait même, Cyr veut donner la parole aux communautés culturelles qui sont généralement abordées indirectement dans l'historiographie contemporaine. Dans le cadre de son chapitre, Ariane Cyr a interrogé des membres de la communauté haïtienne de Montréal qui a « [...] ceci de particulier qu'elle représente un phénomène minoritaire au Québec puisqu'elle englobe une population non blanche, et doublement minoritaire au Canada puisque cette population est par ailleurs francophone »<sup>102</sup>. Cyr démontre que cette communauté est aussi critique envers le multiculturalisme qu'envers le modèle québécois d'interculturalisme.

---

<sup>100</sup> *Ibidem*, page 170.

<sup>101</sup> Ariane Cyr, « Le discours multiculturel au Canada et au Québec (1971-2000) : une analyse minoritaire », in Jean-Michel Lacroix et Paul-André Linteau (dir.), *Vers la construction d'une citoyenneté canadienne*, Paris, Presses Sorbonne nouvelle, 2006, p. 153.

<sup>102</sup> *Ibidem*, page 154.

L'historiographie s'est concentrée essentiellement sur l'aspect politique de l'intégration, que ce soit au Canada ou au Québec. En interrogeant les membres d'une communauté culturelle, Ariane Cyr permet de jeter un nouvel éclairage sur l'enjeu véritable de l'intégration, c'est-à-dire l'influence qu'elle exerce sur les communautés culturelles et sur la société d'accueil. En regardant attentivement les Haïtiens de Montréal, il semble que le bilan de cette intégration est mitigé. Ces derniers reprochent au multiculturalisme son manque de clarté face aux valeurs communes canadiennes. Du côté québécois, le reproche est adressé à la politique de francisation. Les membres de la communauté haïtienne associent ce facteur au nationalisme québécois, projet qui ne les rejoint pas forcément. En résumé, l'approche utilisée par l'auteur permet d'aller au-delà de la querelle qui s'est amorcée entre le multiculturalisme et le Québec depuis la fin des années 1960.

### 1.3.2.1 Les concepts liés à la question d'intégration

Du point de vue de l'historiographie québécoise, le changement le plus important demeure l'apparition du concept d'interculturalisme qui vise, tout comme le multiculturalisme canadien, à établir des rapports harmonieux entre la société d'accueil et ses groupes ethnoculturels. La conservation de la culture et même de la langue d'origine du nouvel arrivant est ainsi mise en valeur. La différence majeure est que le modèle québécois privilégie le français, tandis que le multiculturalisme s'intéresse beaucoup moins au facteur linguistique. Également, il y a une différence conceptuelle : alors que le multiculturalisme est bien défini, l'interculturalisme quant à lui n'a pas de définition précise, du moins au plan politique<sup>103</sup>.

---

<sup>103</sup> Voir par exemple Julien Bauer, *Les minorités au Québec*, Montréal, Éditions Boréal, 1994, 125 pages ; Paul-André Linteau, « Les minorités ethnoculturelles dans l'historiographie québécoise », *op. cit.*, pp. 143 – 155 ; finalement voir aussi le rapport Bouchard-Taylor qui décrit ce problème.

Dans un ouvrage paru en 2014, l'historien et sociologue Gérard Bouchard s'est intéressé à cette notion d'interculturalisme au Québec. Selon lui :

En tant que modèle d'intégration, l'interculturalisme se déploie à deux échelles. À l'échelle macro-sociale (ou sociétale), il incarne une conception ou une philosophie générale des rapports ethnoculturels qui s'exprime dans des orientations, des politiques et des programmes dont la responsabilité incombe à l'État et aux grandes institutions d'une société ou d'une nation. À l'échelle microsociale qui est celle de l'interculturalité, il s'agit de mettre en œuvre des façons de vivre la diversité ethnoculturelle dans la vie quotidienne des institutions publiques et privées (éducation, santé, entreprises...) et dans la vie communautaire en général. [...] On a ainsi, d'un côté, un ensemble de principes directeurs et de programmes qui sont définis à l'échelle sociétale ou nationale, et de l'autre, la dynamique concrète des relations entre personnes ou groupes de cultures différentes<sup>104</sup>.

En plus de cette définition, Bouchard présente les principales caractéristiques de l'interculturalisme. Ce dernier se base sur une variable qui doit être commune à tous les Québécois, soit la langue française. Le chercheur explique également les raisons pour lesquelles cette doctrine a fait son apparition au Québec et en quoi elle s'oppose au multiculturalisme canadien :

L'idée de l'interculturalisme est née du rejet du multiculturalisme et de la volonté d'élaborer un modèle plus conforme aux besoins de la société québécoise, notamment la nécessité de mieux protéger les caractéristiques du Québec francophone. En conséquence, les membres de la majorité culturelle ont toujours porté une grande attention à la définition de l'interculturalisme, notamment pour s'assurer qu'il ne reproduise pas au Québec le modèle canadien<sup>105</sup>.

---

<sup>104</sup> Gérard Bouchard, *L'interculturalisme : un point de vue québécois*, Montréal, Boréal, 2014, pp. 50 – 51. Il ne s'agit pas du seul texte de Bouchard portant sur la question d'interculturalisme. Entre autres, cette notion est abordée par la commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, co-présidée par Gérard Bouchard. Voir : Gérard Bouchard et Charles Taylor (dir.), *Fonder l'avenir, le temps de la conciliation : rapport*, Québec, Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, 2008, 307 pages.

<sup>105</sup> Gérard Bouchard, *L'interculturalisme*, page 94.

C'est donc cette caractéristique linguistique qui distingue principalement les deux modèles. Bouchard mentionne également l'impact de la politique du multiculturalisme, rejetée par les différents gouvernements du Québec depuis les années 1970<sup>106</sup>.

Les termes entourant les nouveaux arrivants ont également changé. Ainsi : « Au Québec, depuis les années 1980, l'expression communauté culturelle (ou encore communauté ethnoculturelle) est souvent utilisée au lieu de groupe ethnique »<sup>107</sup>. D'autres termes, utilisés au cours des années 1980, sont maintenant contestés. Par exemple, l'idée de minorité visible impliquant une catégorisation en fonction de la couleur de peau de l'individu est maintenant laissée de côté, car elle négligeait les autres types de discrimination<sup>108</sup>. Il en est de même pour les Amérindiens qui, par leur statut politique et juridique particulier, étaient exclus *de facto* de ce concept.

L'importance de l'éducation commence à être abordée dans la littérature scientifique. Pour les enfants d'immigrants, le milieu scolaire représente un lieu de socialisation et de contact avec la culture du pays hôte. Historiquement, il est admis au Québec que les immigrants se sont intégrés davantage à la communauté anglophone. Donat J. Taddeo et de Raymond C. Taras démontrent que cette situation est plus complexe<sup>109</sup>. Ayant comme objet d'étude la communauté italienne, les deux auteurs illustrent comment cette dernière s'est graduellement anglicisée après la Deuxième Guerre mondiale. Taddeo et Taras analysent également le rôle joué par les Italiens dans la crise linguistique qui a secoué le Québec dans les années 1970. Si ce fait est

---

<sup>106</sup> *Ibidem*, page 93.

<sup>107</sup> Paul-André Linteau, « Les minorités ethnoculturelles dans l'historiographie québécoise », *op. cit.*, p. 143.

<sup>108</sup> Voir surtout *Les minorités au Québec* de Julien Bauer.

<sup>109</sup> Donat J. Taddeo et Raymond C. Taras, *Le débat linguistique au Québec : la communauté italienne et la langue d'enseignement*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1987, 246 pages.

relativement bien connu, le rôle joué par les institutions scolaires était relativement peu documenté. Et, depuis peu, la recherche s'intéresse particulièrement au rôle joué par les institutions scolaires dans le processus d'intégration des migrants<sup>110</sup>.

### 1.3.3 Les facteurs d'exclusion

Le multiculturalisme a mis de l'avant une vision positive des relations entre la société d'accueil et les différents groupes ethnoculturels. Par le fait même, cette approche tend à relativiser et même à oublier les facteurs d'exclusion, basés sur la race, la religion ou la langue et qui ont servi à discriminer des individus ou encore des groupes ethnoculturels. Trop souvent, le multiculturalisme semble avoir eu une influence négative sur la recherche portant sur la discrimination et le racisme. En décrivant le Canada comme étant une société multiculturelle, la recherche a laissé de côté certains exemples frappants du racisme. D'ailleurs, les travaux qui s'intéressent à cette question ne l'abordent pas directement, mais plutôt au travers le prisme d'une communauté en particulier<sup>111</sup>.

L'ouvrage de Constance Backhouse démontre cette orientation de la recherche canadienne en se concentrant sur l'histoire judiciaire<sup>112</sup>. L'auteure utilise des sources juridiques et politiques afin de démontrer que le racisme était bien présent dans les

---

<sup>110</sup> Jean-Philippe Croteau, « Les immigrants et la Commission des écoles protestantes du Grand Montréal », in Jean-Michel Lacroix et Paul-André Linteau (dir.), *Vers la construction d'une citoyenneté canadienne*, Paris, Presses Sorbonne, 2006, pp. 31-47. Dans le même livre : Miguel Simao Andrade, « La Commission des écoles catholiques de Montréal et l'intégration des minorités ethniques : de la foi à la langue », pp. 49-75.

<sup>111</sup> Voir la quatrième section, portant sur l'historiographie des Asiatiques.

<sup>112</sup> Constance Backhouse, *Colour-Coded: A Legal History of Racism in Canada, 1900-1950*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, 485 pages.

institutions canadiennes<sup>113</sup>. Backhouse fait tout de même un portrait nuancé de la situation : elle démontre que des groupes de défense se sont organisés autour des victimes de la discrimination. Par le fait même, *Colour-Coded* prouve que les groupes discriminés n'étaient pas passifs, au contraire : ils se sont défendus au point de vue législatif ou ont dénoncé une situation de discrimination.

Ce point de vue législatif du racisme est fondamental dans l'historiographie canadienne. Dans son livre intitulé *Repression and Resistance*, Ross Lambertson démontre que certains groupes minoritaires ont fait avancer la société canadienne par leur combat législatif<sup>114</sup>. L'auteur aborde de nombreux types de discriminations : religieuse dans le cas des Témoins de Jéhovah au Québec durant le règne de Maurice Duplessis; raciale dans le cas des gens d'origine japonaise qui ont vécu l'internement; idéologique dans le cas des communistes qui sont tombés sous la loi du cadenas. Ces différentes causes ont permis à la population d'être sensibilisée à la discrimination. Selon Lambertson, les minorités ont contribué à l'évolution du Canada et à la cause des droits civiques.

D'un point de vue plus général, le racisme a alimenté un très grand nombre de recherches depuis le milieu des années 1970. Avant cette époque, l'effort du gouvernement était surtout mis sur la reconnaissance historique des différentes communautés ethnoculturelles du Canada. Mais, à partir de cette période charnière, le racisme et ses conséquences dans la vie quotidienne ont intéressé davantage la recherche canadienne. Cependant, cette dernière a laissé de côté l'historiographie des États-Unis qui s'est intéressée, elle aussi, à des questions telles que le nativisme ou

---

<sup>113</sup> Ce qui inclut : un combat juridique entre le gouvernement du Québec et celui d'Ottawa concernant le statut des Inuits; le refus d'une salle de cinéma de faire entrer une femme dans une section réservée aux blancs; d'un restaurateur chinois auquel on refuse le droit d'employer des femmes blanches; un procès contre des membres présumés du Ku Klux Klan, etc.

<sup>114</sup> Ross Lambertson, *Repression and Resistance : Canadian Human Rights Activists, 1930-1960*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, 523 pages.

bien sûr le racisme institutionnalisé. Ainsi, les historiens canadiens ont développé leur propre créneau de recherche, imperméable aux théories avancées au sud de la frontière<sup>115</sup>.

---

<sup>115</sup> Pour un point de vue général qui regroupe une très grande variété d'auteurs et de communautés ethnoculturelles, voir : Walker Barrington (dir.), *The History of Immigration and Racism in Canada : Essential Readings*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 2008, 305 pages. Sur le nativisme : John Herd Thompson, *Ethnic Minorities During Two World Wars*, Ottawa, Canadian Historical Association, 1991, 20 pages ; W. Peter Ward, *White Canada Forever: Popular Attitudes and Public Policy Toward Orientals in British Columbia*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1978, 205 pages; Martin Robin, *Shades of Right: Nativists and Fascist Politics in Canada, 1920-1940*, Toronto, University of Toronto Press, 1992, 372 pages.

## CHAPITRE II

### L'ÉTUDE DE LA COMMUNAUTÉ JAPONAISE DU CANADA ET DU QUÉBEC

La migration asiatique qui provenait essentiellement du Japon et surtout de la Chine avant la fin des années 1960 eut un impact majeur sur l'historiographie nord-américaine. Se distinguant par leur couleur de peau, leur langue, leur culture et leur religion, les Asiatiques furent abordés de différentes façons. D'abord considérés comme étant inassimilables ou en tant que « *sojourners* », les Chinois et les Japonais furent par la suite analysés d'une façon plus positive. Malgré l'impact considérable de la migration asiatique sur l'historiographie, le poids numérique de celle-ci est peu important jusqu'aux années 1960.

Bien que le courant migratoire japonais ait touché à la fois le Canada et les États-Unis, chacun des pays a développé sa propre historiographie. Du côté canadien, peu de recherches ont été consacrées à l'histoire des Japonais au Canada avant la parution du livre de Ken Adachi, *The Enemy That Never Was*, en 1976. Le champ historiographique ouvert par cet ouvrage a mis essentiellement l'accent sur l'impact du racisme sur la communauté japonaise du pays. Par la suite, les différents auteurs qui se sont succédés ont laissé de côté les aspects plus positifs de l'histoire de cette communauté.

À la suite de la politique de dispersion, un certain nombre de Japonais se sont installés au Québec. Or, la recherche canadienne ne s'est pratiquement pas intéressée à cette communauté. Le bilan est aussi mince du côté québécois: seuls quelques



travaux universitaires se sont intéressés à la présence japonaise dans la province. Or l'étude d'une telle communauté soulève de nombreuses questions. Ces migrants ont été forcés de quitter la Colombie-Britannique pour se rendre au Québec. Ne pouvant pas s'appuyer sur une communauté déjà existante, ils ont dû développer des liens avec d'autres groupes en mesure de les aider. Et, de prime abord, cette destination peut sembler hostile. Ces migrants majoritairement anglophones et protestants ont dû choisir une destination où la majorité est catholique et francophone. La section problématique du présent chapitre précise les différents enjeux historiques liés à l'étude d'une telle communauté. Finalement, la section source et méthodologie s'attarde aux informations pouvant aider à analyser l'histoire des Japonais du Québec.

## 2.1 L'historiographie des migrations asiatiques

Dans son bilan historiographique des Asiatiques aux États-Unis, l'historien Roger Daniels évoque quatre grandes périodes liées à l'étude des Asiatiques:

« [...] the historiography of Asian America may be divided into four phases or periods: a period of scorn, lasting into the 1920s; a period of benign neglect, lasting into the 1950s; and two contemporary and overlapping phases, one of increasing but limited awareness, and one of Asian American history [...] »<sup>1</sup>.

Cette phase de la « conscience limitée » fut dominée par des travaux portant sur la discrimination envers les gens d'origine asiatique. Comme le mentionne Daniels, ces travaux avaient pour particularité d'étudier davantage les groupes qui discriminaient les Asiatiques, que ce soit les syndicats, le monde politique, les gens d'affaires, etc. Les Japonais ou les Chinois devenaient un objet d'étude indirect. D'autre part, Roger Daniels mentionne que ce courant historiographique était dominé par des chercheurs

---

<sup>1</sup> Roger Daniels, « No Lamps Were Lit for Them: Angel Island and the Historiography of Asian American Immigration », *Journal of American Ethnic History*, vol. 17, no. 1 (automne 1997), page 10.

« *Euro-American* »<sup>2</sup>. Ces derniers ne connaissaient généralement pas la langue d'origine de la communauté étudiée, ce qui les limite à l'étude des générations nées aux États-Unis. Ainsi, des sources telles que la correspondance privée, les journaux « ethniques » et d'autres types de témoignages écrits ou oraux étaient systématiquement ignorées. Seules demeurent les sources écrites en anglais, ce qui explique l'orientation de ce courant historiographique.

Daniels identifie la quatrième période, qui débute dans les années 1960, comme étant celle des « Américains d'origine asiatique ». Ce sont tout d'abord les chercheurs d'origine chinoise qui se distinguent<sup>3</sup>. La particularité de ce courant réside dans le fait que ces auteurs s'intéressent aux sources écrites par les migrants asiatiques. L'exploitation de ce type de source qui était laissée de côté par la majorité des chercheurs permet de jeter un nouvel éclairage sur l'expérience migratoire des Asiatiques. Le racisme, la discrimination et les tensions ethniques furent décrits à partir de leur point de vue. Cette approche crée également un lien avec l'historiographie récente des migrations. En tenant compte des sources primaires écrites en japonais ou en chinois, les chercheurs issus de l'*Asian American history* peuvent analyser les différentes stratégies mises en place par les nouveaux arrivants. Ils ont démontré, entre autres, les liens entre les communautés établies en Amérique du Nord et les pays asiatiques et les moyens juridiques pris par les nouveaux arrivants victimes de discrimination. En résumé, ce nouveau courant historiographique décrit beaucoup plus les gens d'origine asiatique comme étant des acteurs actifs qui

---

<sup>2</sup> *Ibid*, page 12.

<sup>3</sup> Roger Daniels mentionne différents auteurs phares : Rose Hum Lee, *The Chinese in the United States of America*, Hong Kong, Hong Kong University Press, 1960, 465 pages; Betty Lee Sung, *Mountain of Gold : The Story of Chinese in America*, New York, MacMillan, 1967, 341 pages. Cette prédominance existe toujours. De nombreuses recherches sont publiées sur les communautés chinoises, alors que les autres communautés font l'objet d'un nombre beaucoup plus réduit d'ouvrages. Une des raisons avancées par Daniels pour expliquer ce dynamisme de la recherche sur la communauté chinoise tient au fait qu'un grand nombre de Chinois viennent en Amérique du Nord et se concentrent sur ce type de recherche.

réagissaient aux événements plutôt que d'être des victimes passives du racisme ou de la discrimination présente en Amérique du Nord.

Finalement, l'*Asian American history* a permis de tracer un portrait plus réaliste des communautés asiatiques. Dans l'historiographie classique, seuls les Chinois et les Japonais étaient étudiés en tant qu'Asiatiques. Or, cette définition ne tenait pas compte de la nouvelle vague de migrations (post-1965 pour les États-Unis et post-1967 pour le Canada). À partir de ce moment, la population asiatique devient beaucoup diversifiée, avec l'arrivée de Coréens, de Vietnamiens, de Philippins, etc. Alors que la migration chinoise prend un nouvel essor à cette époque, la proportion de gens d'origine japonaise diminua rapidement. En effet, peu d'émigrants japonais quittèrent leur pays pour aller en Amérique du Nord.

Toutefois, ce courant historiographique n'est pas composé uniquement d'éléments positifs. Bien que l'histoire des Américains d'origine asiatique se soit imposée graduellement à partir de cette période, ce champ de recherche est relativement hermétique. Tout comme les *ethnic studies* décrites dans la première partie du bilan historiographique, l'*Asian American History* évolue en vase clos de l'histoire des migrations. L'apport des nouvelles migrations est souvent négligé, ce qui donne un portrait tronqué de la communauté qui est étudiée. De même, certains chercheurs peuvent insister sur certains événements vécus par « leur » communauté et se sentir interpellés par des injustices. Cependant, le courant de l'*Asian American History* a permis de mettre en valeur des sources qui étaient peu ou pas exploitées par les historiens traditionnels.

#### 2.1.1 L'historiographie sur les gens d'origine japonaise

Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, la présence japonaise était concentrée sur la Côte Ouest du continent américain et dans l'archipel d'Hawaii. En plus de cette

particularité géographique, les Japonais présents au Canada et aux États-Unis partagent une certaine histoire commune, basée en partie sur la discrimination et le racisme. Les deux pays freinèrent rapidement l'arrivée de nouveaux arrivants japonais, que ce soit par des mesures coercitives ou encore par des accords avec le gouvernement japonais (les *Gentlemen's agreements*). De même, les Japonais du Canada et des États-Unis furent ciblés par différents groupes nativistes qui les voyaient en tant que menace pour l'avenir de la race blanche<sup>4</sup>. Finalement, les gens d'origine japonaise furent internés des deux côtés de la frontière en 1942, à la suite de l'attaque japonaise de Pearl Harbour.

Malgré ces nombreux points en commun, très peu d'ouvrages ont abordé l'histoire commune des gens d'origine japonaise du Canada et des États-Unis<sup>5</sup>. Et, de façon générale, il n'y a pas de véritable dialogue entre la recherche historique états-unienne et canadienne. De nombreux facteurs peuvent expliquer cette situation. Dans le cas des États-Unis, la recherche portant sur les Japonais s'inscrit dans un courant beaucoup plus vaste des *race relations*. Déjà sensibilisés à la question du racisme et de la discrimination, les historiens états-uniens ont donc inséré les Japonais à l'intérieur de ce vaste mouvement de recherche. De même pour le mouvement des

---

<sup>4</sup> Pour le Canada, voir surtout : W. Peter Ward, *White Canada Forever : Popular Attitudes and Public Policy Toward Orientals in British Columbia (3<sup>rd</sup> edition)*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2002, 207 pages.

<sup>5</sup> Roger Daniels, *Concentration Camps in North America: Japanese in the United States and Canada during World War II*, Malabar, R. E. Krieger Pub, 1981, 226 pages ; Greg Robinson, *A Tragedy of Democracy : Japanese Confinement in North America*, New York, Columbia University Press, 2009, 397 pages. La version française de cet ouvrage comprend une section réservée à la communauté japonaise du Québec : Greg Robinson, *Un drame de la Deuxième Guerre : Le sort de la minorité japonaise aux États-Unis et au Canada*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2011, 317 pages. Sur la défense des droits des gens d'origine japonaise : Stephanie Bangarth, *Voices Raised in Protest: Defending Citizens of Japanese Ancestry in North America, 1942-1949*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2008, 280 pages. Finalement, sur la migration japonaise : Yukari Takai, « These Japanese Continuously Violated the Alien-Contract Labour Laws': The Gendered Paths of Labourers, Farmers and Housewives from Japan Traversing the Canada-U.S. Border in the Early Twentieth Century », *Histoire Sociale/Social History*, vol. 80 (nov. 2007), pp. 297 – 322.

droits civiques qui intégra la question des gens d'origine japonaise qui étaient discriminés en raison de leur origine ethnique. Ce mouvement n'avait pas la même ampleur au Canada et la conscience historique du racisme était presque inexistante. Ce sont d'ailleurs les Canadiens d'origine japonaise qui vont permettre le développement de cette problématique au pays<sup>6</sup>. Également, deux des auteurs phares de l'historiographie canadienne, Ken Adachi et Ann Gomer Sunahara, étaient préoccupés spécifiquement par l'emprisonnement des Canadiens d'origine japonaise<sup>7</sup>. Un exercice d'histoire comparative n'était donc pas forcément pertinent pour ces chercheurs. Par ailleurs, les historiens des États-Unis connaissent peu l'historiographie canadienne, malgré le fait qu'il n'y a pas de barrière linguistique.

Les ouvrages historiques qui s'attèlent à cette tâche sont peu nombreux. Dans sa thèse de doctorat, Stephanie Bangarth explique l'impact de l'emprisonnement des Japonais au Canada et aux États-Unis sur la défense de leurs droits civiques<sup>8</sup>. Tandis que les Américains d'origine japonaise pouvaient se baser sur le *Bill of Rights* pour défendre leurs droits, les Canadiens eux ne pouvaient pas appuyer leur défense sur un document juridique et doivent se réfugier dans une conception plus vague des droits de la personne. Ce n'est qu'après la Deuxième Guerre mondiale et à la suite d'une prise de conscience graduelle des Canadiens qu'un véritable mouvement pour la reconnaissance des droits et libertés fera son apparition. Cette vision contributive de la détention des Japonais au mouvement des droits civiques canadien est aussi

---

<sup>6</sup> Ross Lambertson, *Repression and Resistance: Canadian Human Rights Activists, 1930-1960*, Toronto, University of Toronto Press, 2004, 523 pages. Un chapitre entier est consacré à la cause des Canadiens d'origine japonaise, à la suite de leur emprisonnement et de la dispersion de 1942.

<sup>7</sup> Adachi fut détenu durant la Deuxième Guerre mondiale, tandis que Anne Gomer Sunahara se maria à un Canadien d'origine japonaise victime de l'internement.

<sup>8</sup> Stephanie D. Bangarth, *The Politics of Rights : Canadian and American Advocacy Groups and North America's Citizens of Japanese Ancestry, 1942-1949*, Thèse de doctorat en Histoire, Waterloo, Université Waterloo, 2003, 288 pages. Cette thèse de doctorat fut également remaniée: Stephanie Bangarth, *Voices Raised in Protest: Defending Citizens of Japanese Ancestry in North America, 1942-1949*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2008, 280 pages.

présente dans le livre de Ross Lambertson<sup>9</sup>. Bangarth a également publié un article sur les Canadiens d'origine japonaise qui étaient détenus dans des camps en Ontario<sup>10</sup>. Un certain nombre d'entre eux ont travaillé sur des fermes, sous la supervision de l'*Ontario Farm Service Force*. Ce fait était peu traité par les historiens, qui se sont davantage concentrés sur les camps de travail de la Colombie-Britannique et de l'Alberta. En outre, Bangarth démontre que les *Nisei* qui sont arrivés en Ontario ont fait face à l'hostilité de la population locale<sup>11</sup>.

Plus récemment, Greg Robinson a publié un ouvrage touchant à cette histoire commune des gens d'origine japonaise en Amérique du Nord dans le contexte de la Deuxième Guerre mondiale<sup>12</sup>. Le but de l'auteur est de cerner les facteurs qui ont contribué à la politique de dispersion des deux côtés de la frontière, en plus d'intégrer Hawaii dont la principale minorité ethnique était japonaise<sup>13</sup>. À quelques exceptions près, les gouvernements canadien et états-unien ont suivi la même direction concernant le « problème japonais ». L'approche comparative de Robinson nous renseigne donc sur les différents facteurs raciaux, sociaux, économiques et politiques qui ont contribué à l'emprisonnement et à la dispersion des gens d'origine japonaise en Amérique du Nord et en partance vers l'Amérique centrale et du sud. L'historien note également les différences et les particularités du Canada et des États-Unis sur la

---

<sup>9</sup> Ross Lambertson, *op. cit.*

<sup>10</sup> Stephanie Bangarth, « The Long, Wet Summer of 1942 : The Ontario Farm Service Force, Small-Town Ontario and the Nisei », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 37, no. 1 (2005), pp. 40 – 62.

<sup>11</sup> *Ibidem*, page 41.

<sup>12</sup> Greg Robinson, *op. cit.*, 397 pages.

<sup>13</sup> Puisque cet État avait une très forte proportion de gens d'origine japonaise, la politique du gouvernement américain n'y fut pas appliquée de la même façon et on y appliqua la loi martiale. Cette situation fait en sorte que le cas d'Hawaii est généralement évacué des ouvrages traitant du sort des Américains d'origine japonaise au cours de la guerre.

question des Japonais. Fait à noter, la version française de cet ouvrage comporte un chapitre sur l'histoire de la communauté japonaise du Québec<sup>14</sup>.

Les chercheurs canadiens se sont également intéressés à l'établissement de relations diplomatiques entre le Canada et le Japon, ainsi qu'à la présence missionnaire dans ce pays. John Meehan, un historien jésuite, s'est particulièrement intéressé à ces deux questions dans l'ouvrage *The Dominion and the Rising Sun* qui a marqué l'historiographie canadienne<sup>15</sup>. Meehan démontre les efforts du Canada à se détacher de l'influence britannique, afin d'établir ses propres relations diplomatiques avec le Japon. L'auteur montre également que les missionnaires catholiques et protestants représentent la principale source d'informations des Canadiens quant à ce qui se passe au Japon durant les années 1920 et surtout 1930<sup>16</sup>. De son côté, l'historien Hamish Ion s'est concentré sur la présence missionnaire protestante au Japon<sup>17</sup>.

L'ouvrage de Meehan soulève la question des relations diplomatiques entre l'Asie (principalement la Chine et le Japon) et le Canada. Cette question, qui est primordiale pour les migrants des deux pays, est traitée spécifiquement par l'historien John Price<sup>18</sup>. Ce dernier démontre également que la recherche canadienne a négligé les

---

<sup>14</sup> Greg Robinson, *Un drame de la Deuxième Guerre mondiale : Le sort de la minorité japonaise aux États-Unis et au Canada*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2011, 317 pages.

<sup>15</sup> John D. Meehan, *The Dominion and the Rising Sun : Canada Encounters Japan 1929 – 1941*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2004, 250 pages.

<sup>16</sup> Richard Leclerc s'intéresse aussi à la présence missionnaire au Japon : Richard Leclerc, « God's Envoy : Canadian Catholic Missionaries in Japan, 1898 – 2000 », dans Ada Savin (dir.), *Journey Into Otherness: Essays In North American History, Culture, and Literature*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2005, pp. 29 – 45. Leclerc traite également de cette question, ainsi que de la présence québécoise au Japon de façon générale dans un ouvrage : Richard Leclerc, *Des lys à l'ombre du mont Fuji : histoire de la présence de l'Amérique française au Japon*, Québec, Éditions du Bois-de-Coulange, 1995, 208 pages.

<sup>17</sup> Hamish Ion, *The Cross in the Dark Valley : The Canadian Protestant Missionary Movement in the Japanese Empire, 1931-1945*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1999, 428 pages

<sup>18</sup> John Price, *Orienting Canada : Race, Empire, and the Transpacific*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2011, 445 pages.

relations du Canada avec l'Asie, se concentrant presque exclusivement sur la scène européenne. Price analyse finalement l'impact du racisme sur les relations du Canada avec les deux pays asiatiques. Bien sûr, son influence est visible sur les politiques intérieures du Dominion, qui va limiter l'immigration chinoise avec la *head tax* et l'immigration japonaise avec le *Gentlemen's Agreement*. Mais le racisme va également dicter la politique étrangère du Canada. Par exemple, le premier ministre Borden milite contre la notion d'égalité raciale pour les peuples asiatiques et africains dans les négociations du Traité de Versailles, tout en reconnaissant les conquêtes territoriales du Japon en Chine lors de la Première Guerre mondiale<sup>19</sup>.

Depuis peu, les chercheurs canadiens spécialisés dans l'histoire asiatique s'intéressent à la notion d'élite ethnoculturelle. Cette dernière agit comme intermédiaire entre les membres de leur communauté et la société canadienne en général. Par exemple, Lisa Rose Mar met en lumière le rôle complexe des médiateurs chinois (les *brokers*)<sup>20</sup>. Ces derniers jouent un rôle ingrat, comme elle le souligne :

« Many ordinary Chinese saw the immigrant power brokers as complex figures. Chinese greatly respected individual leaders, regarding them as effective community representatives and as patrons, but they also criticized particular leaders as compromised collaborators with Anglo society, deeming them exploiters »<sup>21</sup>.

En effet, plusieurs de ces courtiers tiraient avantage de leur rôle d'intermédiaire. Connaissant à la fois la langue chinoise et la langue anglaise, les *brokers* réclamaient souvent des pots-de-vin des immigrants, afin de faciliter leur arrivée au Canada. L'ouvrage de Mar se concentre uniquement sur le cas des Chinois. Cependant, son analyse se transpose bien à l'histoire des Japonais au Canada, dont l'élite était

---

<sup>19</sup> *Ibidem*, pp. 27 – 28.

<sup>20</sup> Lisa Rose Mar, *Brokering Belonging : Chinese in Canada's Exclusion Era, 1885 – 1945*, Oxford, Oxford University Press, 2010, 230 pages.

<sup>21</sup> *Ibidem*, page 4.



également tiraillée entre le désir de bien représenter ses membres et de s'intégrer à une société qui les discriminait officiellement.

Aya Fujiwara reprend également ce concept d'élite ethnoculturelle, en faisant l'histoire comparative des Japonais, des Ukrainiens et des Écossais au Canada<sup>22</sup>. Sans surprise, ce sont ces derniers qui s'intègrent le mieux au Canada, tandis que les Japonais auront le plus de difficultés à se faire accepter par leur pays d'accueil. Tout comme Mar, Fujiwara démontre que l'élite issue d'un groupe discriminé se retrouve dans une position délicate, en voulant défendre les spécificités de sa communauté, tout en affirmant son désir de s'assimiler à la vie canadienne. Cette approche, qui n'a pas été utilisée pour la thèse, permettrait de mieux comprendre le rôle de l'élite japonaise du Québec, qui n'a pas été étudiée jusqu'à maintenant.

## 2.2 La recherche canadienne

Quelques chercheurs s'intéressèrent à la question japonaise au Canada avant les années 1960. Ce fut le cas de Charles H. Young et surtout de Forrest E. LaViolette, sociologue et professeur à l'Université McGill<sup>23</sup>. L'ouvrage de LaViolette, écrit peu de temps après la fin de la Deuxième Guerre mondiale vise deux objectifs. Le premier, décrit en préface est le suivant :

« In describing their [les Canadiens d'origine japonaise] fate no attempt is made to pass judgment on the wartime policy of the Canadian government which required the removal from a Defense Zone in British Columbia of all persons of

---

<sup>22</sup> Aya Fujiwara, *Ethnic Elites and Canadian Identity : Japanese, Ukrainians, And Scots, 1919 – 1971*, Winnipeg, University of Manitoba Press, 2012, 256 pages.

<sup>23</sup> Charles H. Young, et Helen R. Y. Reid, *The Japanese Canadians*, Toronto, University of Toronto Press, 1938, 295 pages ; Forrest E. LaViolette, *The Canadian Japanese and World War II*, Toronto, University of Toronto Press, 1948, 332 pages.

Japanese race and in this matter treated Japanese nationals and citizens of Canada alike »<sup>24</sup>.

Le chercheur ne voulait pas porter de jugement sur l'emprisonnement et la dispersion des Japonais du Canada. Cette position de LaViolette fut par la suite dénoncée par les chercheurs qui ont insisté sur l'aspect discriminatoire de la politique de la dispersion. Toutefois, une nuance doit être apportée : LaViolette n'avait pas accès aux documents gouvernementaux qui auraient constitué une source fondamentale pour son ouvrage et qui auraient probablement remis en question cette analyse. L'auteur s'est donc basé sur les explications officielles du gouvernement, à savoir que les Canadiens d'origine japonaise auraient pu servir d'agents pour le Japon et que leur présence en Colombie-Britannique entretenait la crainte de la population blanche à l'égard d'une invasion imminente.

Un des étudiants de LaViolette, Kim Nakashima, fit paraître une thèse de maîtrise portant sur les Japonais au Canada peu de temps après<sup>25</sup>. Par la suite, il faudra attendre jusque dans les années 1970 avant de voir un nouvel ouvrage à caractère historique consacré aux Canadiens d'origine japonaise. En 1976, Ken Adachi publie un livre-synthèse portant sur l'histoire des Canadiens d'origine japonaise<sup>26</sup>. L'auteur, emprisonné au cours de la Deuxième Guerre mondiale, veut contribuer à faire connaître le sort de ses concitoyens. De par son histoire personnelle, Adachi eut une approche beaucoup plus critique que celle de LaViolette concernant la politique du gouvernement fédéral. L'analyse d'Adachi se concentre d'ailleurs sur le racisme dont

---

<sup>24</sup> La Violette, *op. cit.*, page v. La préface fut écrite par le professeur H. F. Angus.

<sup>25</sup> Kimiaki Nakashima, *Economic Aspects of Japanese Evacuation from the Canadian Pacific Coast: a Contribution to the Study of the Economic Consequences of the Relocation of Social Groups and Displaced Persons: a Thesis*, Thèse de maîtrise en Sociologie, Montréal, Université Mc Gill, 1946, 130 pages. À noter que Nakashima jouera un rôle important au sein de sa communauté, en étant entre autres éditeur du journal communautaire, le *Montreal Bulletin*.

<sup>26</sup> Ken Adachi, *The Enemy That Never Was*, Toronto, McClelland and Stewart, 1976, 456 pages.

furent victimes les Japonais dès leur arrivée au Canada. Selon lui, l'emprisonnement et la dispersion de 1942 constituent les points culminants de cette discrimination.

*The Enemy That Never Was* est l'ouvrage phare de l'histoire des Canadiens d'origine japonaise. En plus de se montrer critique envers la politique du gouvernement fédéral, l'auteur se base sur une grande quantité de sources primaires, principalement des témoignages d'époque. Il passe également en revue des journaux d'époques, certains projets de loi, des recensements, etc. Toutefois, certains documents gouvernementaux étaient encore indisponibles au moment de la parution du livre. L'originalité historiographique d'Adachi réside dans ses origines et dans son but premier qui était de dénoncer le racisme canadien envers la communauté japonaise. En introduction, il écrit :

« I had two aims when I began to write this book. First, having been the victim since childhood of a particularly virulent strain of racism, I wished to reveal the demon in all its scaly ugliness and perhaps exorcise it. Secondly, I wished to set down the nearly century-old story of the Japanese in Canada [...] »<sup>27</sup>.

En effet, il est le précurseur d'un grand nombre d'auteurs *Nisei* qui vont écrire sur l'emprisonnement des Japonais, un événement qui devient rapidement le point central de cette historiographie<sup>28</sup>.

Alors que Ken Adachi retraçait l'histoire des Japonais depuis leur arrivée au Canada, Ann Gomer Sunahara se concentre uniquement sur l'emprisonnement des Canadiens japonais durant la Deuxième Guerre mondiale. Son ouvrage, intitulé *The Politics of*

---

<sup>27</sup> Adachi, *op. cit.*, préface.

<sup>28</sup> Ces écrits ne touchent pas uniquement au domaine académique. Des témoignages dans la vie des camps, des poèmes et des romans touchant à cette période précise furent publiés. L'ouvrage le plus connu est probablement celui de Joy Kogawa, intitulé *Obasan*. De nombreux ouvrages s'adressant au grand public ont aussi été publiés. Parmi les plus connus : Janice Patton, *The Exodus of the Japanese*, Toronto, McClelland and Stewart, 1973, 47 pages ; Barry Broadfoot, *Years of Sorrow, Years of Shame: the Story of the Japanese Canadians in World War II*, Toronto, Doubleday Canada, 1977, 370 pages. À noter que l'ouvrage de Patton se base sur des entrevues menées à la télévision par l'auteur et journaliste Pierre Berton.

*Racism*<sup>29</sup> exploite des sources qui n'étaient pas accessibles auparavant : les documents gouvernementaux de la Deuxième Guerre mondiale. Gomer Sunahara réussit à démontrer que la politique de dispersion et de détention du gouvernement Mackenzie King se basait essentiellement sur le racisme et sur des rumeurs plutôt que sur des faits vérifiables. Cette analyse politique est également soutenue par l'historienne Patricia E. Roy, dans son triptyque sur l'histoire des Asiatiques au Canada<sup>30</sup>.

L'historiographie des Japonais au Canada fut aussi influencée par un autre événement politique majeur : le mouvement de reconnaissance. Lancé par des Canadiens d'origine japonaise et par certains de leurs alliés, ce mouvement avait pour but de faire reconnaître au gouvernement canadien les torts subis par la communauté japonaise au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Par exemple, le travail de Ken Adachi, financé en partie par la National Japanese Canadian Citizen Association (NJCCA), visait à faire connaître au public le plus large possible l'histoire des Canadiens d'origine japonaise et a aussi contribué à l'essor de ce mouvement.

Le mouvement de reconnaissance ne faisait pas consensus à l'intérieur de la communauté et deux courants se développèrent : un visant une reconnaissance symbolique des torts causés à la communauté japonaise; l'autre visant une reconnaissance politique et financière. Cette dernière option fut retenue par le gouvernement fédéral en 1988. L'aboutissement de ce mouvement de réparation entraîna un renouveau dans l'historiographie des Canadiens d'origine japonaise en

---

<sup>29</sup> Ann Gomer Sunahara, *The Politics of Racism: The Uprooting of Japanese Canadians During the Second World War*, Toronto, Lorimer, 1981, 222 pages.

<sup>30</sup> Patricia Roy, *A White Man's Province: British Columbia Politicians and Chinese and Japanese Immigrants, 1858-1914*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1989, 327 pages; *The Oriental Question: Consolidating a White Man Province, 1914-1941*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2003, 334 pages; *The Triumph of Citizenship: The Japanese and Chinese in Canada, 1941-1967*, University of British Columbia Press, 2007, 390 pages. L'ouvrage de W. Peter Ward cité plus haut, s'intéresse également aux politiques racistes : W. Peter Ward, *op. cit.*, 210 pages.

recentrant la recherche vers le combat politique des *Nisei* et sur l'impact du mouvement de réparation sur la société canadienne en général. Par exemple, Roy Miki écrivit en 1991 *Justice in Our Time: The Japanese-Canadian Redress Settlement* qui représente l'ouvrage phare de ce courant historiographique<sup>31</sup>. Miki présente le mouvement de reconnaissance comme étant positif et unificateur pour la communauté japonaise du Canada. Les dissensions qui ont existé sur la question de la compensation ont donc été laissées de côté<sup>32</sup>.

Ces différents types d'analyses se concentrent essentiellement sur le racisme et sur la discrimination envers les Canadiens d'origine japonaise. En général, la recherche ne se préoccupe pas des tensions vécues à l'intérieur de la communauté, que ce soit en général ou sur le cas précis du mouvement de reconnaissance. Peter Nunoda tente de remédier à cette situation dans sa thèse de doctorat<sup>33</sup>. En effet, il démontre que la communauté japonaise n'était pas forcément unie à travers les mouvements politiques qui étaient censés les aider au cours des années 1930 et 1940. Également, Nunoda veut briser le mythe de la victimisation dont furent victimes les Canadiens d'origine japonaise. Selon lui, les *Issei* et les *Nisei* mirent en place différentes stratégies afin de contrer la discrimination dont ils furent victimes<sup>34</sup>. L'auteur va donc à contre-courant de l'historiographie traditionnelle des Canadiens d'origine japonaise. Toutefois, cette position n'a pas eu d'impact significatif dans la recherche canadienne.

---

<sup>31</sup> Roy Miki, *Justice in Our Time: The Japanese-Canadian Redress Settlement*, Vancouver, Talonbook, 1991, 160 pages.

<sup>32</sup> Voir la section *Le mouvement de reconnaissance* du chapitre X.

<sup>33</sup> Peter Takaji Nunoda, *A Community in Transition and Conflict: The Japanese Canadians, 1935-1951*, Thèse de doctorat en histoire, Winnipeg, Université du Manitoba, 1991, 413 pages.

<sup>34</sup> Le terme *Issei* fait référence à la première génération, c'est-à-dire les immigrants nés au Japon et qui se sont installés en Amérique du Nord. Quant à lui, le terme *Nisei* fait référence à la deuxième génération.

Un ouvrage paru plus récemment traite des émigrants japonais<sup>35</sup>. L'analyse de Michiko Ayukawa débute dans la région d'Hiroshima qui a produit la grande majorité des émigrants japonais à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Ayukawa présente les facteurs qui ont contribué à cet exode de la population vers l'Amérique du Nord. Du point de vue historiographique, cet ouvrage a donc le mérite de s'intéresser au processus migratoire des Japonais. Également, l'auteure a recours à des sources japonaises, ce qui lui permet d'utiliser des informations qui n'étaient pas accessibles aux chercheurs anglophones. De même, elle évoque l'expérience des premiers arrivants japonais au Canada grâce à des sources, telles que la correspondance privée et l'histoire familiale. L'auteure ne néglige pas pour autant l'apport des *Nisei* dans la culture de leur communauté et du rôle joué par les femmes dans la vie communautaire et familiale<sup>36</sup>.

#### 2.2.0.1 Les nouvelles générations

Les moments forts de l'histoire de la communauté japonaise sont identifiés à la deuxième génération et, dans une moindre mesure, à la première. Qu'en est-il de la recherche touchant aux générations suivantes? Quelques chercheurs se sont intéressés aux *Sansei* (la troisième génération) et aux *Yonsei* (la quatrième), dont Tomoko Makabe <sup>37</sup>. Elle mentionne en introduction le rôle de cette génération dans le développement de la communauté japonaise :

---

<sup>35</sup> Michiko Midge Ayukawa, *Hiroshima Immigrants in Canada, 1891-1941*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2008, 184 pages.

<sup>36</sup> Au sujet de l'histoire des femmes d'origine japonaise, voir entre autres : Pamela Sugiman, « Passing Time, Moving Memories: Interpreting Wartime Narratives of Japanese Canadian Women », *Histoire Sociale/Social History*, vol. 37, no. 73 (2004), pp. 51-79 ; Marilyn Iwama, *When Nikkei Women Write : Transforming Japanese-Canadian Identities, 1887-1987*, Thèse de Doctorat en Études Interdisciplinaires, Vancouver, Université de la Colombie-Britannique, 1998, 383 pages.

<sup>37</sup> Tomoko Makabe, *The Canadian Sansei*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, 218 pages.

« Having examined the two generational groups in my earlier research for a comparison of ethnic identity, the notion that the Sansei are distinctively different from their Nisei parents has remained with me ever since. The gap in terms of their basic perceptions of the ethnic community and the ways in which they view themselves as a racial minority seems so fundamental and ingrained that the Sansei appear to be a totally different social animal from the Nisei »<sup>38</sup>.

Makabe s'intéresse tout particulièrement à la notion d'ethnicité en lien avec cette nouvelle génération. Généralement, les *Sansei* n'ont pas connu le racisme et la discrimination dont furent victimes leurs parents. En plus, cette troisième génération possède une culture dite canadienne et ne s'identifie pas, de prime abord, à la culture japonaise du Canada<sup>39</sup>. Finalement, par leur éducation et leur milieu de vie, les *Sansei* pratiquent en majorité le mariage exogame.

Toutefois, cette notion d'ethnicité ne se limite pas à ces seuls facteurs :

« Since they are a racially defined minority group, the impact of physical distinctiveness that society continues to associate with ethnic identity, and which the Sansei must bear, cannot be underestimated. They cannot get away from definitions imposed by others, regardless of their subjectivity defined identity »<sup>40</sup>.

L'aspect physiologique joue donc un rôle important dans l'ethnicité de cette génération. Bien qu'ils se considèrent comme étant pleinement Canadiens, les *Sansei* sont catégorisés en tant qu'Asiatiques.

Cet aspect soulève l'importance du facteur racial dans le développement de la communauté japonaise. Alors que les *Nisei* ont basé leur identité sur des questions telles que la dispersion ou le mouvement de reconnaissance, les *Sansei* eux ne se définissent pas en fonction d'un tel événement ou de leur « héritage » japonais .

---

<sup>38</sup> *Ibid*, page 4.

<sup>39</sup> Évidemment, cette constatation ne se limite pas aux *Sansei*. De nombreux travaux s'intéressent à la troisième génération et à sa notion d'ethnicité dans les différentes communautés culturelles

<sup>40</sup> Tomoko Makabe, *op. cit.*, page 8.

Toutefois, les deux générations partagent l'expérience commune d'être identifiés en tant qu'Asiatiques, bien qu'ils ne possèdent pas cette culture et qu'ils soient majoritairement unilingues anglophones. Quel est l'impact de cette dualité sur le développement de la communauté japonaise? Quant au rôle joué par les *Sansei* dans cette même communauté qu'en est-il? Ces deux aspects importants n'ont pas encore été abordés de façon systématique.

### 2.2.1 Le fait religieux

L'historiographie des Japonais au Canada accorde également une place importante au fait religieux, sous deux aspects. Le premier est le rôle joué par les Églises dans l'intégration des gens d'origine japonaise à la suite de leur dispersion au cours de la Deuxième Guerre mondiale. David Dowe démontre le rôle joué par l'Église protestante et la *United Church* dans les villes de Toronto et d'Hamilton<sup>41</sup>. En plus d'accueillir et de loger les *Issei* et les *Nisei*, l'Église Unie s'occupait également de leur trouver un emploi afin de les intégrer pleinement à leur nouveau milieu de vie. Avec les nouveaux arrivants qui s'ajoutent, ces lieux de culte deviennent également l'élément central de la vie communautaire des Canadiens d'origine japonaise. Dowe démontre que les gens d'origine japonaise n'étaient pas de simples victimes passives et qu'ils ont profité de ces lieux de rassemblements :

« Indeed, contrary to the suggestion that Japanese Canadians, victimized and demoralized, accepted changes in government policy passively and with only minor resistance, they utilized institutional churches to their political and social advantage in improving their living conditions »<sup>42</sup>.

---

<sup>41</sup> David Dowe, « The Protestant Churches and the Resettlement of Japanese Canadians in Urban Ontario, 1942-1945 », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 39, no. 1-2 (2007), pp. 51 – 77.

<sup>42</sup> *Ibidem*, page 53.



Cependant, les Églises n'ont pas joué qu'un rôle positif. Selon Dowe, l'Église protestante a contribué à la dispersion des Japonais dans la Ville de Toronto. Ainsi, on voulait éviter que les migrants se concentrent dans certains secteurs de la ville, ce qui aurait pu attiser le racisme de la population blanche<sup>43</sup>.

La question religieuse englobe également sa pratique chez les Japonais du Canada. En plus de la religion bouddhiste, pratiquée majoritairement par les *Issei*, les travaux démontrent que les Japonais du Canada pratiquent une variété de religions, qu'elle soit protestante, unitariste, catholique romaine ou même presbytérienne<sup>44</sup>. Étonnamment, ce champ de recherche n'inclut pas la religion *shintô* qui est pratiquée uniquement par les Japonais d'origine.

Ces travaux démontrent également l'importance de ces institutions auprès des communautés japonaises de Toronto ou d'Hamilton. David Dowe traite du révérend Kosaburo Shimizu, membre de l'*United Church*, qui se rendit entre autres à Toronto, à London, à Montréal et à Hamilton, afin de recueillir les conseils des Japonais déjà établis dans ces villes. Son but était de créer un lien entre ces individus et les gens qui devaient quitter la Colombie-Britannique. Une fois arrivés dans leur nouvelle ville, les migrants japonais étaient pris en charge par les communautés religieuses qui les encadraient afin de leur trouver un logement et un emploi, et ce, autant chez les

---

<sup>43</sup> Voir aussi à ce sujet : Stephanie Bangarth, « Religious Organizations and the « Relocation » of Persons of Japanese Ancestry in North America: Evaluating Advocacy », *American Review of Canadian Studies*, vol. 34, no. 3 (2004), pp. 511 – 540. David Dowe poursuit cette réflexion, amorcée par Bangarth concernant l'implication des communautés religieuses quant à la politique de dispersion des Canadiens d'origine japonaise.

<sup>44</sup> Entre autres : Roland Kawano, *A History of the Japanese Congregations of United Church of Canada, 1898-1959*, Scarborough, Japanese Canadian Christian Churches Historical Project, 1998, [nombre de page inconnu]; Mark Mullins, *Religious Minorities in Canada: a Sociological Study of the Japanese Experience*, Lewiston, E. Mellen Press, 1989, volume 4; Terry Watada, *Bukkyo Tozen : A History of Jodo Shinshu Buddhism in Canada, 1905-1995*, Toronto, Toronto Buddhist Church, 1995, pp. 245 – 254.

femmes que chez les hommes. Cette approche est primordiale afin de bien comprendre la fondation de la communauté japonaise de Montréal<sup>45</sup>.

### 2.2.2 Les écrits des gens d'origine japonaise

Après la campagne des droits civiques et surtout du mouvement de reconnaissance, les Canadiens d'origine japonaise publièrent un certain nombre d'ouvrages visant à faire connaître leur histoire au public canadien<sup>46</sup>. En plus de ces publications à caractère historique, les *Nisei* ont publié une somme importante de récits autobiographiques ou de littérature portant sur leur vie dans les camps de prisonniers au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

---

<sup>45</sup> L'article de Dowe touche partiellement à l'histoire urbaine. La politique de dispersion, pratiquée par les églises protestantes, a joué un rôle fondamental dans l'histoire des différentes communautés japonaises à travers le Canada. Voir entre autres : Tomoko Makabe, « Ethnic Identity and Social Mobility: The Case of Second-Generation Japanese in Metropolitan Toronto », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 10, no.1 (1978), pp. 106 – 123; Keiko Oiwa, « The Structure of Dispersal: The Japanese-Canadian Community of Montreal, 1942-52 », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 28, no. 2 (1986), pp. 20 – 37; Keiko Minai, *The Japanese in Montreal : Socio-Economic Integration and Ethnic Identification of an Immigrant Group*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université McGill, 1977, 210 pages ; Stephanie Bangarth, « Religious Organizations and the "Relocation" of Persons of Japanese Ancestry in North America: Evaluating Advocacy », *American Review of Canadian Studies*, vol. 34, no. 3 (2004), pp. 511 – 540. Sur les Canadiens d'origine japonaise et les Mormons : David Iwaasa, « The Mormons and their Japanese Neighbours », *Alberta History*, hiver 2005, pp. 7-21. À noter que Tomoko Makabe a également publié un ouvrage portant sur les *Picture brides*, ces femmes qui venaient du Japon pour se marier en Amérique du Nord avec un homme qui les avaient choisies par catalogue : Tomoko Makabe, *Picture Brides : Japanese Women in Canada*, Toronto ; Multicultural History Society of Ontario, 1995, 180 pages.

<sup>46</sup> Voir entre autres : *A Dream of Riches : the Japanese Canadians, 1877-1977*, Vancouver, Japanese Canadian Centennial Project, 1978, 190 pages; Miki, Roy et al., *Re-Shaping Memory, Owning History : Through the Lens of Japanese Canadian Redress*, Burnaby, Japanese Canadian National Museum, 2002, 84 pages. Également, les organisations de Canadiens japonais ont contribué à la publication des ouvrages de Ken Adachi et de Ann Gomer Sunahara. L'ouvrage de Muriel Kitagawa se distingue également. Son livre est composé principalement de lettres adressées à son frère, demeurant à Toronto, alors que débutent les tensions en Colombie-Britannique à la suite de l'attaque de Pearl Harbor : Muriel Kitagawa, *This is My Own : Letters to Wes & Other Writings on Japanese Canadians, 1941 – 1948*, Vancouver, Talonbooks, 1985, 302 pages.

Du fait de la quantité importante de ces documents, il est impossible de faire une liste exhaustive de ces différents témoignages. Cependant, certains ouvrages ont été marquants dans la littérature populaire. Le premier est l'œuvre de Shizuye Takashima<sup>47</sup>. L'auteure qui fut incarcérée alors qu'elle était enfant raconte son expérience à travers ses écrits et ses peintures. L'importance de ce livre réside dans le fait qu'il constitue l'un des premiers témoignages littéraires d'un *Nisei* au Canada. D'abord réticents à raconter leur expérience au cours de la guerre, cette génération finit par produire des témoignages dans le cadre du mouvement de reconnaissance<sup>48</sup>.

Les *Nisei* ont également produit des romans relatant l'expérience des gens d'origine japonaise au Canada. Dans ce courant littéraire, l'ouvrage le plus connu (et reconnu) est écrit par Joy Kogawa<sup>49</sup>. Ce roman traite des tensions intergénérationnelles et de l'impact psychologique de l'emprisonnement sur la deuxième génération. Ces témoignages illustrent la vie culturelle des Canadiens d'origine et constituent une source d'importance afin de bien comprendre la perspective des *Nisei* quant à la politique de dispersion du gouvernement fédéral et de leur détention.

### 2.3 La recherche au Québec

La grande majorité des ouvrages mentionnés plus haut offrent un portrait pancanadien de la communauté japonaise. Et, à l'exception de la Colombie-Britannique, la recherche ne s'intéresse pas véritablement aux autres provinces canadiennes. Par le

---

<sup>47</sup> Shizuye Takashima, *A Child in Prison Camp*, Montréal, Tundra Books, 1971, 74 pages.

<sup>48</sup> Dans cette catégorie de récits biographiques, voir aussi : Ujô Nakano, *Within the Barbed Wire Fence : a Japanese Man's Account of Internment in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1980, 126 pages; Keibo Oiwa, *Stone Voices: Wartime writings of Japanese Canadian Issei*, Montréal, Véhicule Press, 1991, 205 pages. D'autre part, Roy Miki parle également de son expérience personnelle et de la cause des mouvements de réparations: Roy Miki, *Redress : Inside the Japanese Canadian Call for Justice*, Vancouver, Raincoast Books, 2004, 361 pages.

<sup>49</sup> Joy Kogawa, *Obasan*, Toronto, Lester & Orpen Dennys, 1981, 250 pages.

fait même, la communauté japonaise du Québec est évacuée systématiquement de la recherche<sup>50</sup>. De nombreuses raisons peuvent expliquer ce phénomène : méconnaissance de la langue française, faible poids numérique de la communauté japonaise au Québec ou encore son rôle relativement effacé sur la scène politique.

Trois mémoires de maîtrise furent consacrés spécifiquement à l'histoire la communauté japonaise du Québec<sup>51</sup>. Le premier, déposé en 1965 au département de sociologie de l'Université McGill, porte sur la pratique du mariage exogame (*intermarriage*) chez la communauté japonaise de Montréal<sup>52</sup>. Les deux auteures à l'origine du mémoire ont rencontré quinze couples et les ont interrogés sur les difficultés liées au mariage exogame. Bien que portant sur un sujet intéressant, le mémoire est limité par la faible taille de son échantillon, ainsi que par le fait que les deux auteures semblent avoir un préjugé défavorable à l'égard des femmes francophones et catholiques. Selon les auteures, ces femmes tiennent davantage à leur culture et à leur religion que les autres, ce qui crée plus de tensions au sein de leur couple.

Le deuxième mémoire fut écrit en 1978 par Keiko Minai, également une étudiante du département de sociologie de l'Université McGill<sup>53</sup>. La particularité de cette recherche réside dans le fait qu'elle est consacrée aux immigrants japonais qui

---

<sup>50</sup> À ce sujet, voir : Greg Robinson, « Mona Oikawa, Cartographies of Violence : Japanese Canadian Women, Memory, and the Subjects of the Internment [compte-rendu] », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 22, no. 3 (2014), pp. 347 – 348.

<sup>51</sup> Forrest LaViolette a écrit son livre alors qu'il était professeur à l'Université McGill, mais son sujet de recherche ne touchait pas du tout à la communauté japonaise du Québec. Voir également le travail de Masako Iino : « From B.C. to Montreal—the Resettlement of Japanese Canadians in the East », *The Journal of American and Canadian Studies*, vol. 8 (automne 1991), pp. 53 – 72.

<sup>52</sup> Beatrice Mah et Rosalie Rumanek, *The Interracial Marriage in a Canadian Japanese Community*, Mémoire de maîtrise en travail social, Montréal, Université McGill, 1965, 150 pages.

<sup>53</sup> Keiko Minai, *The Japanese in Montreal : Socio-Economic Integration and Ethnic Identification of an Immigrant Group*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université McGill, 1977, 210 pages.

arrivent au Québec à la fin des 1960. Basé sur des entrevues menées auprès de ces nouveaux arrivants, le mémoire s'intéresse à l'intégration de ces derniers à la société québécoise. Ainsi, le lecteur apprend quelles sont les entreprises qui emploient des Japonais, les organismes fréquentés par ces derniers, etc. De même pour leur lieu de résidence et les gens qu'ils côtoient (anglophones ou francophones). La principale lacune du mémoire réside dans le fait qu'il n'explore pas les relations de ces nouveaux arrivants avec la communauté japonaise qui est déjà en place. Ainsi, on ne sait pas si ces nouveaux arrivants fréquentent les Japonais de Montréal, si ces derniers leur accordent une place, quelles sont les tensions entre les deux groupes, etc.

Il faut attendre les années 2000 avant de voir un premier travail universitaire publié en français. Il s'agit du mémoire de maîtrise en sociologie de Kuniko Kondo, consacré à l'intégration des gens d'origine japonaise au Québec<sup>54</sup>. Elle commence par une révision de différents concepts d'intégration, dont la thèse de l'assimilation de l'École de Chicago, le processus d'acculturation, le *melting pot* états-unien, etc. Mais, selon Kondo, c'est le multiculturalisme qui a permis à la communauté japonaise de s'intégrer pleinement au Canada. Le mouvement de reconnaissance et la compensation financière permirent, selon elle, à la communauté japonaise de retrouver sa fierté : « Cette attitude s'explique par plusieurs facteurs, mais celui qui a exercé la plus grande influence fut la politique du multiculturalisme, qui admet le droit à la différence »<sup>55</sup>. Ainsi, Kondo laisse de côté de nombreuses spécificités de la communauté japonaise. Entre autres, ce type d'analyse néglige le mouvement de reconnaissance qui fut amorcé avant la mise en place de la politique du multiculturalisme et qui a entraîné des divisions profondes au sein de la communauté. Également, elle néglige un élément fondamental : la communauté japonaise de

---

<sup>54</sup> Kuniko Kondo, *Les Canadiens d'origine japonaise à Montréal : leur processus d'intégration dans la vie canadienne*, Mémoire de maîtrise en Sociologie, Montréal, Université de Montréal, 2000, 178 pages.

<sup>55</sup> *Ibidem*, page 159.

Montréal évolue au moins autant dans un contexte multiculturel que dans un contexte interculturel. En se basant uniquement sur les bienfaits du multiculturalisme, le contexte linguistique, social et politique du Québec est pratiquement évacué de la recherche. Finalement, Kondo n'intègre pas l'arrivée des immigrants japonais à la fin des années 1960 à son mémoire. Cependant, son travail met en lumière l'importance du *Montreal Bulletin* dans la vie communautaire japonaise. Cette publication constitue, avec le centre culturel, l'un des seuls points de rassemblements de la communauté montréalaise.

Keibo Oiwa a également publié un article traitant de la dispersion géographique des gens d'origine japonaise à Montréal<sup>56</sup>. Cette situation s'explique, selon l'auteur, par une stratégie mise en place par les *Nisei*. Les cartes utilisées par Oiwa démontrent que cette stratégie de dispersion se met rapidement en place : dès 1947, les gens d'origine japonaise quittent le centre-ville pour s'établir à travers l'île de Montréal. Selon l'auteur, cette absence de concentration ne peut pas s'expliquer uniquement par la réussite des *Nisei* à s'intégrer dans leur nouvelle ville. Oiwa mentionne entre autres facteurs les tensions internes présentes dans la communauté, l'interdiction pour les *Nisei* de se rassembler et la crainte du racisme de la population blanche.

Keibo Oiwa traite également de l'implication des églises protestantes dans le processus d'intégration des gens d'origine japonaise. Aussi, il parle du rôle joué par l'Église bouddhiste. Selon des *Nisei*, cette religion a créé des divisions dans la communauté japonaise. Parlant majoritairement en japonais et pratiquant une religion pratiquement inconnue au Québec, les bouddhistes furent rapidement l'objet de méfiance de la part des Montréalais. De façon générale, Oiwa démontre l'importance de la religion dans les fondements de la communauté japonaise de Montréal. Cependant, il néglige le rôle de l'Église catholique qui a également aidé la

---

<sup>56</sup> Keibo Oiwa, « The Structure of Dispersal : The Japanese-Canadian Community of Montreal, 1942-1952 », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 26, no. 2 (1986), pp. 20 – 37.

communauté à s'établir à Montréal et qui a même administré pendant un certain temps le centre communautaire japonais.

L'apport des travaux de Minai et de Kondo soulève la question de la *voice appropriation*, désignée depuis peu par le terme de *cultural appropriation*<sup>57</sup>. Kelly Cusinato donne une définition de ce concept dans son mémoire de maîtrise :

« Although journals and the mainstream press have defined cultural (voice) appropriation in various ways, it can be described broadly as the practice of authors, painters, filmmakers, and other artists depicting characters, themes, or 'voice' from cultures or races not their own, often with first-person intimacy and the implied authority of someone on the 'inside'. The issue encompasses both fictional and non-fictional works »<sup>58</sup>.

Cette question d'appropriation culturelle a davantage intéressé la recherche anglophone. Et, de façon générale, les historiens ont peu réfléchi à cette question. Toutefois, le point soulevé par Cusinato (*the authority of someone on the 'inside'*) est pertinent lorsqu'on étudie une communauté ethnoculturelle. En somme, est-ce que seuls les Japonais du Canada peuvent faire l'histoire de leur communauté? Cette question, qui a déjà été soulevée par les *ethnic studies*, n'est pas simple. Ce courant a mis en lumière certaines des lacunes de l'historiographie traditionnelle. De nouvelles sources ont été utilisées et ces chercheurs se sont davantage intéressés à l'histoire telle que vécue par leur groupe. Du côté de l'histoire des Japonais au Canada, cette approche a permis, entre autres, aux chercheurs de connaître davantage la vie dans les camps de détention ou encore la « honte » engendrée par la politique de dispersion du gouvernement canadien.

---

<sup>57</sup> Sur la définition de la *voice appropriation* et ses différentes facettes, voir : Kelly Bondy Cusinato, *The Voice Appropriation Controversy in the Context of Canadian Cultural Practices*, Mémoire de maîtrise en Communications, Université de Windsor, 1995, 196 pages.

<sup>58</sup> *Ibidem*, page 3.

Le chercheur, qu'il soit ou non d'origine japonaise, ne peut donc pas faire abstraction des écrits des gens de la première ou de la deuxième génération qui ont vécu la discrimination et le racisme au Canada. D'autre part, le fait d'appartenir à un groupe ethnique ne comporte pas que des avantages lorsque vient le temps d'en écrire l'histoire. Certains sujets sont plus sensibles et peuvent donc être occultés ou simplifiés. Le courant des *ethnic studies* a aussi démontré que, trop souvent, les chercheurs s'intéressent à des questions très spécifiques (par exemple le racisme ou la discrimination) et sont hermétiques à l'apport des « autres » travaux. Et finalement, que l'historien soit issu ou non d'un groupe ethnoculturel, il doit toujours demeurer objectif face à son sujet et faire la critique adéquate de ses sources d'information.

Près d'une décennie après le texte d'Oiwa, Greg Robinson publie un texte traitant de la rencontre entre les *Nisei* et les Canadiens français<sup>59</sup>. Ce choix de sujet s'explique par l'absence de recherches relatives aux réactions des francophones face aux nouveaux arrivants. À l'exception de quelques éditoriaux, les journaux québécois adoptèrent une attitude relativement neutre à l'égard des gens d'origine japonaise. Quant à la population en général, elle ne semble pas avoir eu de véritable ressentiment à l'égard des *Nisei*:

« Many of the newcomers discovered that public opinion was less negative against them than in British Columbia, and some were able to find jobs in areas such as nursing, public schools, and accounting »<sup>60</sup>.

Tout de même, les *Nisei* furent victimes de discrimination sur le marché de l'emploi et certains propriétaires refusèrent de leur louer un appartement. L'indifférence des Canadiens français disparut au moment où le gouvernement libéral fédéral tenta de déporter les *Issei* et les *Nisei* vers le Japon après la fin de la guerre. Robinson cite le

---

<sup>59</sup> Greg Robinson, « Two Other Solitudes : Historical Encounters between Japanese Canadians and French Canadians », dans Ada Savin (dir.), *Journey Into Otherness: Essays In North American History, Culture, and Literature*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2005, pp. 140 – 157.

<sup>60</sup> *Ibidem*, page 149.



cas de nombreux intellectuels et d'organisations francophones qui vont se porter à la défense des gens d'origine japonaise.

Quel est le bilan de ce premier contact entre les deux groupes? Selon Robinson :

« Throughout these decades, the average French Canadian in Quebec remained neither friendly nor malevolent in his attitude towards Japan. That neutrality extended as well to Japanese Canadians »<sup>61</sup>.

Malgré des contacts plus fréquents au cours des années, les deux groupes sont demeurés chacun de leur côté. Cet angle de recherche doit être approfondi, car la société québécoise a, sans aucun doute, joué un rôle important dans le développement de la communauté japonaise de Montréal. Quels sont les éléments qui distinguent cette communauté des autres groupes japonais à travers le Canada? Quels sont les éléments historiques et politiques du Québec qui ont pu avoir une telle influence? Ces questions permettraient de mieux saisir les interactions entre un groupe majoritaire et ses minorités ethnoculturelles.

Robinson a publié en 2011 la version française de son ouvrage *A Tragedy of Democracy*. Comme cela a été mentionné, il consacre un chapitre entier à la communauté japonaise du Québec :

Composée de quelques milliers de personnes seulement, elle reste peu visible et sa présence a souvent été occultée dans les livres ou les médias. Les Québécois d'origine japonaise ont pourtant des parcours biographiques plutôt remarquables et leur contribution à la collectivité n'est pas négligeable<sup>62</sup>.

---

<sup>61</sup> *Ibidem*, page 154.

<sup>62</sup> Greg Robinson, *Une tragédie de la démocratie*, page 283.

Robinson souligne également que l'étude de ce groupe nous en apprend autant sur cette communauté que sur les réactions que peuvent avoir les Québécois francophones à l'égard de communautés culturelles qui les entourent<sup>63</sup>.

### 2.3.1 Les textes publiés en dehors du cadre universitaire

Un premier texte, publié dans la revue *Tribune juive* retrace l'histoire générale de la communauté japonaise de Montréal<sup>64</sup>. Ce document est relativement complet, puisqu'il aborde leur arrivée à Montréal, les difficultés d'adaptation au Québec, l'évolution et les tensions à l'intérieur de la communauté, ainsi que le rôle joué par les femmes dans le processus migratoire.

Un deuxième fut publié sous la supervision du Centre Culturel Canadien Japonais de Montréal (CCCJM) et poursuit sensiblement dans la même veine que le texte *Repartir à zéro*<sup>65</sup>. La préface mentionne d'ailleurs le but de cette publication : « *Ganbari : Un chez-soi retrouvé* a été réalisé dans ce but. Célébrer le dixième anniversaire de l'Entente de redressement, et faire connaître une image actuelle de notre présence au Québec – un portrait de qui nous sommes en tant que communauté »<sup>66</sup>. En plus de l'historique de la campagne de reconnaissance, le texte fournit des renseignements sur la création du CCCJC et sur l'apport des *SengoIijusha* (les immigrants nés au Japon et arrivés après la Deuxième Guerre mondiale). En outre, le document mentionne les dissensions qui existèrent à l'intérieur de la

---

<sup>63</sup> *Ibid.*

<sup>64</sup> -----, « Repartir à zéro: L'expérience des Canadiens d'origine japonaise à Montréal, 1942-1952 », *Tribune Juive*, vol. 5, no. 1 (juillet-août 1987), 42 pages. Ce texte a été publié en parallèle avec une exposition de photos retraçant l'histoire de cette communauté.

<sup>65</sup> -----, *Ganbari: Reclaiming Our Home/Ganbari:un chez-soi retrouvé*, Montréal, Montréal Japanese Canadian History Committee, 1998, .29 pages.

<sup>66</sup> *Ibidem*, page i.

communauté montréalaise quant à la question de la compensation financière. Le montant qui sera accordé aux gens d'origine japonaise permettra à la communauté d'acquérir l'immeuble abritant le CCJC, en plus de favoriser l'art et l'histoire de la communauté japonaise à Montréal<sup>67</sup>.

## 2.4 Problématique

Le fondement même de la communauté japonaise au Québec est particulier. Il s'agit initialement d'une communauté migrante et non pas immigrante, formée à la suite d'une politique fédérale visant à les expulser de la Colombie-Britannique. De plus, la majorité de ces migrants forcés est composée de gens de la deuxième génération, nés au Canada et parlant anglais. Malgré leur statut, ils sont considérés comme des ennemis de l'État et doivent se déplacer à l'Est du Canada.

Les Japonais arrivent donc au Québec dans un contexte qui leur est hostile. La question de leur intégration à un nouveau milieu de vie est donc fondamentale. Plutôt que d'analyser les réactions du gouvernement à leur égard ou encore les politiques qui expliquent leur arrivée au Québec, ma thèse va s'intéresser aux mécanismes mis en place par les Japonais eux-mêmes. Ne pouvant pas s'appuyer sur une communauté déjà établie à Montréal, les migrants forcés ne connaissent rien de leur nouveau milieu de vie. De plus, ils ne se connaissent pas entre eux, puisqu'ils viennent de différents coins de la Colombie-Britannique. Dans ces conditions, à partir de quoi s'est construite la communauté japonaise du Québec et comment les immigrants se sont-ils organisés ? Ses membres ont-ils préféré se disperser dans la Ville de Montréal afin de passer inaperçus en raison du climat d'hostilité à leur égard ? De même, l'historiographie s'est relativement peu intéressée à la perception qu'ont les

---

<sup>67</sup> Le document mentionne entre autres le film *Minoru : Memory of Exile*, du Montréalais Michael Fukushima et fait par l'Office Nationale du Film, l'organisation de symposiums, le parrainage d'athlètes, etc.

migrants de leur nouveau milieu de vie. Dans le contexte de la guerre et surtout de la migration forcée, quels étaient les soucis des Japonais? Se sont-ils interrogés sur la vie qui les attendait à Montréal? Étaient-ils davantage préoccupés par le retour possible en Colombie-Britannique? Y a-t-il d'autres enjeux considérés importants, au moment même où leur communauté s'est formée?

Le rôle des Églises a aussi été peu abordé dans les rares textes consacrés à la communauté japonaise, à l'exception de l'historien David Dowe. Ce dernier démontre même que l'Église protestante a aidé le gouvernement fédéral dans l'application de la politique de la dispersion. Or, cette vision semble quelque peu réductrice et ne s'applique pas complètement à la situation du Québec catholique. De plus, les missionnaires protestants et catholiques (autant des hommes que des femmes) connaissent à la fois la langue et la culture japonaise, en plus de parler au moins une des deux langues officielles du Canada. Ils sont donc en mesure de communiquer avec la première et la deuxième génération. Ont-ils contribué à une chaîne migratoire qui a amené les migrants à Montréal? De prime abord, le Québec n'était pas une destination de choix pour ses migrants anglophones et de confession protestante. L'impact de ces communautés religieuses, qui ont côtoyé les Japonais en Colombie-Britannique, puis dans les camps de détention, se doit d'être analysé.

En général, quelle a été l'influence de la religion dans le développement de la communauté japonaise du Québec, la seule au pays à évoluer dans une société majoritairement catholique? Est-ce que le clergé a un impact à court, à moyen ou à long terme dans la communauté? L'Église catholique a souvent été décrite comme étant soit hostile, soit indifférente à l'égard des nouveaux arrivants anglophones et non catholiques. L'analyse de son attitude par rapport aux Japonais pourrait donc confirmer ou infirmer cette impression. Le rôle joué par les protestants doit être aussi abordé. En somme, l'apport de ces deux religions se doit d'être analysé à plus long terme, alors qu'on s'intéresse généralement à leur rôle au cours de la dispersion.

D'autre part, le bouddhisme représente un cas particulier. Cette religion a été ciblée à la fois par le gouvernement canadien et certains membres de la communauté japonaise. Ses pratiquants étaient accusés de maintenir des liens avec le Japon alors que ce dernier poursuivait une politique expansionniste agressive en Asie. Et, selon bon nombre de Canadiens d'origine japonaise, la pratique du bouddhisme démontrait un refus de s'assimiler à la vie canadienne. Comment s'est déroulée l'arrivée de ses pratiquants dans une province où il n'y avait pas de racines bouddhistes? Ont-ils été discriminés d'une façon ou d'une autre par le gouvernement ou par les Québécois en général ? L'histoire de cette communauté particulière nous démontre les défis que doivent rencontrer les pratiquants d'une nouvelle religion au Québec.

La dimension linguistique est aussi des plus importantes. La deuxième génération s'est intégrée davantage à la communauté anglophone, la grande majorité ayant fréquenté les établissements scolaires anglophones de la Colombie-Britannique. Mais, contrairement à toutes les autres communautés japonaises du Canada, celle du Québec a évolué dans une ville majoritairement francophone. L'influence de ce facteur linguistique n'a pas été mesurée et son impact sur l'évolution de la communauté doit être analysé plus en profondeur. De même pour l'attitude des Japonais à l'égard du fait francophone à Montréal et au Québec. Comment les contacts se sont-ils établis entre les deux communautés? L'objectif principal étant de voir l'évolution du côté des Japonais.

Malgré ses nombreuses caractéristiques, la communauté japonaise du Québec a été systématiquement évacuée de la recherche historique au Canada. Les facteurs religieux, linguistiques et culturels ont-ils fait des Japonais du Québec un groupe distinct à l'échelle nationale? Se sont-ils prononcés sur des questions d'importance, telles que la commission Bird dans les années 1940 ou encore le mouvement de réparation dans les années 1980? Ont-ils contesté certaines décisions nationales ou sont-ils demeurés dans les rangs? Est-ce que les Japonais du Québec avaient un

intérêt quelconque à l'égard du maintien d'une communauté japonaise pancanadienne? Avaient-ils une idée précise de ce que représente leur identité japonaise? En résumé, il s'agit de voir la place des Japonais du Québec sur la scène nationale et surtout s'ils ont exercé une influence quelconque lors des événements qui ont marqué l'ensemble de la communauté japonaise du Canada.

Des changements importants surviennent au cours des décennies 1960 et 1970. Tout d'abord, le gouvernement fédéral assouplit ses règles quant à l'immigration japonaise. Pour une première fois depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, les Japonais peuvent venir s'installer au Canada sans restrictions. Est-ce que ces immigrants se sont intégrés à la communauté japonaise existante? Ont-ils eu un bon accueil de la part de cette dernière? Est-ce que les deux groupes se côtoient? Les deux mémoires de maîtrise consacrés à l'évolution de la communauté japonaise du Québec ne s'intéressent pas à cet aspect et tracent une frontière nette entre ces deux groupes.

Le bilan historiographique est aussi relativement mince en ce qui concerne la place des nouvelles génération. Cette question est analysée sous l'angle de l'identité, à savoir si les *Sansei* se considèrent davantage comme des Japonais ou des Canadiens. Or, il faut s'interroger sur la place que ces jeunes revendiquent au sein de la communauté de leurs parents, ainsi que celle qui leur est accordée. Tout comme les immigrants, est-ce que les *Sansei* représentent une force de changement ou une coupure?

Pour terminer, quelles organisations ou associations ont été mises en place par et pour les Japonais du Québec? Cette question englobe à la fois la notion d'intégration, de religion, de langue et de l'évolution de la communauté. Le meilleur exemple est celui du *Montreal Bulletin*, le journal communautaire. Cette publication, fondée en 1946, a pour objectif d'unir la population japonaise du Québec, éparpillée aux quatre coins de Montréal. Misan sur une équipe dynamique, le *Bulletin* devient rapidement un pilier communautaire et qui est toujours en activité. Son évolution est donc parallèle à celle

de la communauté japonaise du Québec. Le type de nouvelles publiées, ainsi que la place qui leur est accordée témoigne donc des préoccupations des Japonais de Montréal depuis près de soixante-dix ans. De même pour les autres associations qui font leur apparition ou qui disparaissent. Elles démontrent quelles sont les activités pratiquées par les migrants, quelles sont leurs préoccupations politiques, sociales, culturelles et leur évolution dans le temps.

L'historiographie des Canadiens japonais est marquée par les préjugés dont ils furent victimes. Évoquant le climat d'hostilité dès leur arrivée au Canada, l'émeute raciale de 1907 à Vancouver et l'internement, la grande majorité des ouvrages reconnaît le long parcours des Canadiens japonais vers l'acceptation et le respect de la part des Canadiens. Cette approche laisse de côté les spécificités d'une communauté telle que celle présente à Montréal et n'explique pas de façon convaincante les relations qui existent entre les migrants et la société d'accueil. Le but de la présente thèse est aussi de démontrer qu'une communauté ethnoculturelle n'est pas monolithique : plusieurs groupes y cohabitent et influencent à des degrés divers son évolution. Les individus qui la composent ont souvent peu de points en commun, exception faite de leur origine ethnique.

## 2.5 Sources et méthodologie

La principale source de cette thèse est la section anglaise du *Montreal Bulletin* (MB), le journal communautaire des Japonais du Québec. Publié dès 1946 de façon mensuelle et toujours en activité, le MB a toujours accordé une grande place aux différentes associations japonaises, ainsi qu'aux principales confessions religieuses (bouddhiste, catholique et protestante). Quant à elle, la chronique mondaine du journal donne des informations sur les mariages, les baptêmes, les décès, les arrivées et départs, ainsi que sur les faits divers impliquant des gens d'origine japonaise. D'abord publié pour faire connaître les activités d'une organisation politique, le

journal devient rapidement indépendant. Deux équipes éditoriales se forment, une pour la partie japonaise du *Bulletin* (contenant généralement trois pages) et une autre pour la section anglophone, d'environ huit pages. Tous ces gens travaillent bénévolement et l'unique source de revenus du *MB* est le coût d'abonnement, les dons et de rares publicités de petits commerçants japonais. Par exemple, pour l'année 1947, le coût d'abonnement annuel est de 1,50 \$ pour douze numéros. Cinq ans plus tard, le prix passe à 2,00 \$ par année. Le journal communautaire sera publié onze mois par année (avec une relâche au mois d'août) à partir de 1962. Les revenus provenant de la publicité ne sont pas mentionnés. Cette dernière est marginale et ce sont généralement des restaurants qui affichent leur nom dans le journal communautaire. L'édition spéciale du mois de décembre représente l'exception : en plus des restaurants, les médecins, les dentistes et les autres membres en vue de la communauté japonaise publient leurs meilleurs vœux. Le journal souligne également les dons qui proviennent d'individus et quelques fois d'associations japonaises.

Comme son nom l'indique, le *Montreal Bulletin* s'adresse particulièrement à la communauté japonaise de Montréal. Il couvre parfois la ville de Farnham, qui abrite un certain nombre de migrants nippons, mais l'essentiel des nouvelles porte sur ce qui se passe dans la métropole. Exception faite de la chronique mondaine, les articles du *Bulletin* sont rarement signés par un auteur. De même pour les éditoriaux, qui sont pratiquement inexistantes. Seules quelques lettres d'opinions vont être publiées au cours des quarante premières années d'existence du journal. Les auteurs utilisent parfois un surnom et rarement leur véritable nom. Le journal est distribué à travers la province et en 1966, on y annonce que le *MB* est distribué partout à travers le Canada, exception faite des provinces de Terre-Neuve et de l'Île-du-Prince-Édouard<sup>68</sup>.

---

<sup>68</sup> Sur le rôle des journaux ethniques au Canada, voir entre autres : Tomoko Tsuchiya, « The Vancouver Shinpo's Roles as the Main News Media for both Japanese Immigrants and Visitors from Japan », dans Joseph Kess et Helen Lansdowne (dir.), *Why Japan Matters!*, Victoria, Centre for Asia-



En raison de son budget limité, le journal évolue peu du point de vue technologique. La partie anglophone est dactylographiée, alors que la partie japonaise est manuscrite, car cette langue est composée d'idéogrammes difficiles à reproduire sur une machine à écrire traditionnelle. En 1956, l'équipe du *Bulletin* met sur pied une campagne de financement afin de faire l'acquisition d'une machine à polycopier. Deux ans plus tard, le journal publie la première photographie de son histoire, celle de Kiyoshi Suga, un membre de la communauté, qui est engagé par la compagnie d'assurances *Empire Life*. Toutefois, l'utilisation de la photographie est marginale dans le *Bulletin* jusqu'aux années 1990. Les dessins sont davantage utilisés. Par exemple, pour l'année du tigre l'équipe éditoriale utilise l'image de cet animal en page couverture du premier numéro. D'autres fois, le journal illustre une fête en particulier (Pâques, Saint-Jean-Baptiste, etc.) ou encore un paysage de Montréal ou du Québec.

Au cours de son existence, le journal communautaire a changé de nom à quelques reprises. Intitulé *The Montreal News Bulletin* au cours de sa première année d'existence, il change pour le titre *Bulletin* en 1947, nom qu'il conservera environ dix ans. Par la suite, il prendra brièvement le nom de *Montreal Bulletin* puis de *The Montreal Bulletin* avant de revenir à *Montreal Bulletin*. Par souci d'uniformité, c'est ce dernier nom qui sera utilisé pour identifier cette source. Le journal demeure bilingue (anglais et japonais) jusqu'en 1977, année au cours de laquelle il sera publié en deux versions distinctes. Une chronique francophone fait son apparition en janvier 1986. Généralement, elle résume le contenu anglophone du journal. D'autres fois, elle traduit un article en particulier. Cependant, l'utilisation du français dans le journal communautaire des Japonais demeure marginale.

---

Pacific initiatives, 2005, pp. 574 – 584 ; Lawrence Lam, « The Role of Ethnic Media for Immigrants : A Case Study of Chinese Immigrants and Their Media in Toronto », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 12, no. 1 (1980), pp. 74 – 92.

Dès ses débuts, le *MB* est publié en anglais et en japonais. Il constitue donc une source d'information importante afin de bien comprendre les enjeux auxquels font face les *Issei* (la première génération) et les *Nisei* (la deuxième génération). La comparaison entre le contenu des deux parties permettrait donc de mieux saisir la réalité de chacun de ces groupes. Traitent-ils des mêmes informations? Ont-ils des positions éditoriales distinctes? Comment la première génération a-t-elle vécu le déménagement au Québec? L'analyse de la section japonaise amènerait de précieuses informations sur ces immigrants qui doivent s'intégrer une fois de plus à une nouvelle société d'accueil. Cependant, la partie japonaise a été laissée de côté en raison de la barrière linguistique, cette langue étant l'une des plus difficiles à lire et à écrire. Ainsi, toutes les mentions indiquant que le journal communautaire ne traite pas d'une information font uniquement référence au contenu anglophone du *Montreal Bulletin*.

La lacune de la langue est compensée en partie par d'autres sources. Les communautés religieuses, qui ont œuvré au Japon, puis dans les camps de détention et finalement au Québec, ont côtoyé les immigrants tout au long de leur parcours migratoire au Canada. Cependant, ces sources ne sont pas toujours représentatives, car les religieux avaient pour principal objectif de convertir les nouveaux arrivants. La vision des *Issei* sur le Canada, sur leur culture ou encore sur les difficultés qu'ils ont rencontrées sont rarement mentionnées. Le fonds d'archives de la communauté japonaise, désormais sous la responsabilité de l'Université McGill, contient de nombreux témoignages de gens de la première génération, dont certains ont été traduits en anglais. La section anglophone du *Bulletin* a également consacré des articles aux *Isseis* et même aux Japonais qui sont arrivés au Québec avant la Deuxième Guerre mondiale. Finalement, le mémoire de maîtrise de sociologie de

Keiko Minai s'est intéressé aux immigrants japonais arrivés au Québec après les années 1960<sup>69</sup>.

Le *MB* a plusieurs limites. Les débats créant de la division sont peu abordés, du fait que le journal vise d'abord et avant tout à rassembler les membres de la communauté. Les questions politiques qui sont propres au Québec sont également peu abordées, que ce soit l'élection du gouvernement de Jean Lesage en 1960 ou celle du Parti Québécois en 1976. De même pour les grands conflits linguistiques. Les débats qui touchent à la communauté japonaise sur la scène nationale sont davantage abordés, que ce soit sur le plan législatif ou sur d'autres enjeux, tels que la commission Bird ou encore le mouvement de reconnaissance et de compensation.

La question de la représentativité du journal se pose également. Composée exclusivement de bénévoles, l'équipe éditoriale du *Bulletin* n'a pas les ressources pour aller à la recherche de nouvelles. Elle dépend donc des associations qui envoient leurs communiqués ou encore leurs activités au journal communautaire. Ainsi, les plus petits organismes sont peu ou pas du tout représentés. De même pour les immigrants japonais, du moins pour ceux qui arrivent au Québec à partir des années 1970. Le journal traite peu ou pas de ces nouveaux arrivants qui ont pourtant un impact significatif sur la communauté. En somme, le *Montreal Bulletin* représente essentiellement les préoccupations de cette deuxième génération, née en Colombie-Britannique et qui a connu la dispersion de la population japonaise à l'est du Canada au cours de la Deuxième Guerre mondiale. À partir des années 1960 mais surtout des années 1970, le *MB* s'intéresse à la nouvelle génération. Toutefois, les articles qui y sont publiés traduisent davantage des préoccupations des aînés quant au sentiment identitaire des *Sansei*.

---

<sup>69</sup> Keiko Minai, *The Japanese in Montreal : Socio-Economic Integration and Ethnic Identification of an Immigrant Group*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université McGill, 1977, 210 pages.

D'autres journaux nous renseignent également sur les perceptions entretenues à l'égard de la communauté japonaise du Québec. L'un des plus intéressants est certainement *The New Canadian* (NC). Publié dès 1938, ce journal s'adresse à l'ensemble des Japonais du Canada et contient donc des nouvelles portant sur les différentes communautés du pays. Le NC est donc une source primordiale pour bien comprendre la place des Japonais du Québec sur la scène nationale et aussi pour connaître de la façon dont ils étaient perçus. De même, le *New Canadian* vient confirmer des nouvelles présentées dans le *Montreal Bulletin* ou parfois va jeter un nouvel éclairage sur des événements qui concernent directement la communauté montréalaise.

Les différents journaux de Montréal se sont également intéressés aux Japonais du Québec, principalement du côté anglophone. À ce titre, le *Montreal Star* se démarque particulièrement. En plus d'avoir quelques collaborateurs issus de la communauté japonaise, il couvre la plupart de ses activités. Le quotidien anglophone va même publier les résultats académiques des jeunes étudiants, qui seront repris dans le *Montreal Bulletin*. La couverture des journaux francophones de Montréal est plus ponctuelle. Ces derniers s'intéressent davantage à des événements précis, dont la participation des Japonais au défilé de la Saint-Jean-Baptiste au cours des années 1950 ou encore la commission d'enquête portant sur l'hôpital Jean-Talon et son fondateur d'origine japonaise, le docteur George Hori. Quoique sommaire, la façon dont est faite la couverture médiatique de cette petite communauté illustre en partie les perceptions véhiculées par les médias montréalais à l'égard des Japonais du Québec.

En 1976, les Japonais du Canada célèbrent le centième anniversaire de leur présence au pays. Différents projets furent mis sur pied au cours de cette année par les Montréalais d'adoption, dont la création d'un fonds d'archives privé. Cédé en 2007 à

l'Université McGill, il contient des informations détaillées sur l'histoire de la communauté, de 1940 à 2000 :

« The collection consists of 42 boxes of records including personal information related to individuals and/or families, and correspondence, photographs, and a variety of printed material. The collection also contains detailed biographical records, compiled during the 1980s, related to the Issei, Nisei and Sansei as well as other non-Japanese individuals active in the community »<sup>70</sup>.

Le fonds est aussi riche en contenu concernant la vie associative : plusieurs procès-verbaux et autres documents internes y sont disponibles. On peut donc analyser en détail le fonctionnement de plusieurs organismes, qu'ils soient à vocation politique ou encore religieuse.

Cependant, ces informations précieuses ne sont pas toujours accessibles, en raison de la politique protégeant la vie privée. Par exemple, la communauté japonaise a mis sur pied un bottin téléphonique à la fin des années 1940. Le document recensait le nom et l'adresse de tous les Japonais âgés de 15 ans et plus sur le territoire montréalais. Quelques années plus tard, le bottin va intégrer le nom des Japonais de tout âge, en plus des commerces nippons. Or, ce document n'est pas accessible. D'autres sources sont aussi caviardées. C'est le cas entre autres d'une entrevue menée auprès d'un couple d'*Issei* qui est arrivé à Montréal au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Le nom de leur famille, des amis qui les ont accueillis et même des religieux qui les ont aidés ne sont pas disponibles. Cependant, les archives de l'Université McGill sont indispensables si l'on veut comprendre le fonctionnement interne de la communauté japonaise du Québec.

Les archives des communautés religieuses se révèlent également précieuses, particulièrement pour les années 1940. Ces dernières ont aidé les Japonais qui étaient

---

<sup>70</sup> Université McGill, *Japanese Canadian History and Archives Committee of the Japanese Canadian Cultural Centre of Montréal Collection, MG4247*, Montréal, Archives de l'Université McGill [non publié], page 2.

détenus dans les camps de détention, puis ont facilité leur installation au Québec. À ce titre, les archives des Sœurs du Christ-Roi représentent une source d'information pertinente. Particulièrement actives auprès des jeunes femmes *nisei*, les religieuses ont fait l'acquisition d'un immeuble, la maison Saint-Raphaël, qui deviendra une auberge pour ces migrantes. Éventuellement, le bâtiment deviendra un centre communautaire pour l'ensemble des Japonais. Les sources de l'Église catholique sont quant à elles indisponibles à la consultation en raison de la politique de la vie privée de l'archidiocèse de Montréal. Afin d'analyser le rôle joué par le clergé catholique, des sources indirectes doivent être utilisées. Les archives de l'Université McGill contiennent des informations quant à l'implication de certains prêtres à l'intérieur de la communauté, ainsi que sur certaines organisations sociales parrainées par l'Église catholique et protestante.

Les sources gouvernementales ont été peu utilisées pour cette thèse. D'une part, les politiques à l'origine de la dispersion des Japonais ont été abordées et analysées dans plusieurs ouvrages. Et, de par sa taille, la communauté japonaise du Québec n'a jamais fait l'objet d'une politique précise, exception faite du refus de reconnaissance de l'Église bouddhiste dans les années 1950 et 1960. Jusqu'à maintenant, aucune trace de cette discrimination n'a été découverte dans la législation provinciale. Certaines sources qui auraient été pertinentes pour l'étude de la communauté japonaise du Québec ne sont pas disponibles. C'est le cas de la commission Bird, mise sur pied à la fin des années 1940 afin de déterminer des compensations financières pour les Japonais dont les biens ont été vendus durant la guerre. Cette commission a siégé quelques jours à Montréal et des témoins y ont comparu. Or, cette source ne peut être consultée que partiellement. Par ailleurs, les archives de Bibliothèque et Archives Canada abritent plusieurs fonds portant sur l'histoire des Canadiens d'origine japonaise qui ont été dépouillés. C'est le cas entre autre du fonds de la *Japanese Canadian Citizens Association* et du fonds Muriel Kitagawa. De même pour une bonne partie de la commission d'enquête sur l'hôpital Jean-Talon, qui

impliquait des personnages en vue de la communauté japonaise du Québec. Le rapport de la commission peut être consulté. Il contient les recommandations des trois commissaires, résume les preuves accumulées et blâme principalement le docteur Hori. Cependant, la plupart des témoignages et de nombreuses preuves, reposant en partie sur des dossiers médicaux, ne sont pas accessibles.

Les recensements de Statistique Canada représentent une autre source d'information précieuse. Ils permettent de mesurer la croissance démographique de la communauté sur une longue période, tout comme l'évolution de la langue maternelle. D'autres données ponctuelles sont également disponibles, telles que le degré de scolarité, l'état matrimonial ou encore les différentes catégories d'âge. Du côté québécois, le ministère de l'Immigration a compilé ses propres statistiques de 1973 à 1992. Ainsi, on peut rapidement connaître le nombre d'immigrants japonais qui sont arrivés sur le sol québécois au cours de cette période. Des données à long terme sont également disponibles sur leur maîtrise des langues officielles. Le ministère fournit également des données ponctuelles sur le niveau d'éducation, sur la religion ou même sur l'emploi envisagé par l'immigrant japonais.

L'histoire orale a aussi été envisagée dès le début de la thèse. La communauté japonaise étant relativement jeune, il était possible de s'appuyer sur le témoignage de gens qui ont vécu l'expérience de la détention et du déménagement forcé au Québec. En plus de la question de l'intégration au Québec, les relations avec les autres communautés culturelles, les questions linguistiques et politiques ou les tensions intergénérationnelles auraient pu être abordées plus spécifiquement avec les témoins de cette époque. Cette approche aurait également permis de cibler l'étude d'un groupe en particulier de la communauté, que ce soit sur la base de la religion, du genre, de l'âge, etc. Cette approche n'a pas été utilisée systématiquement, mais elle n'a pas été évacuée non plus de la thèse. De nombreux témoignages, issus des mémoires de maîtrise en sociologie, des pages du *Montreal Bulletin*, des fonds d'archives de la

communauté japonaise ou encore d'ouvrages spécialisés portant sur des Japonais du Québec ont été utilisés.

Cependant, l'histoire orale a été mise de côté pour plusieurs raisons, la première étant mon manque d'expérience dans ce type d'approche. La lourdeur de ce type de procédé qui doit être approuvé par un comité éthique et qui doit se faire dans un cadre strict représente un autre élément de difficulté. Finalement, l'échantillonnage requis pour assurer une représentation adéquate des différentes couches de la communauté japonaise aurait nécessité un travail distinct, une thèse à part entière.



### CHAPITRE III

#### ASPECTS GÉNÉRAUX DE L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION JAPONAISE EN AMÉRIQUE DU NORD

L'immigration japonaise en Amérique du Nord débute dans la dernière moitié du 19<sup>ème</sup> siècle. Ce courant timide suscite pourtant de fortes réactions sur la Côte Ouest qui accueille la quasi-totalité de ces immigrants sur le continent. En plus d'exposer les principales caractéristiques de ce courant migratoire, le présent chapitre vise également à comprendre le fonctionnement de cette communauté qui est concentrée en Colombie-Britannique. Le gouvernement canadien limite l'immigration japonaise, à l'exception des femmes des immigrants résidents, à partir de 1907. Grâce à leur apport, la communauté, qui était composée majoritairement d'hommes, va alors s'accroître de façon naturelle. Elle connaîtra également des changements importants du point de vue religieux, linguistique et culturel. L'arrivée d'une deuxième génération entraîne également des tensions au sein d'une communauté partagée entre son héritage japonais et son environnement d'adoption.

Les Japonais du Canada ont également été marqués par l'accueil qui leur a été réservé dans l'ouest. En plus de se distinguer par leur culture, leur langue et surtout leur apparence physique, les migrants japonais sont associés à un pays dont la politique expansionniste est très agressive au cours des années 1930. L'attaque japonaise de la base navale américaine de Pearl Harbor en décembre 1941 devient le prétexte idéal pour les autorités canadiennes de se débarrasser de la communauté nippone de la Colombie-Britannique. Ses membres auront la possibilité de se disperser à l'est du Canada ou d'être envoyés au Japon une fois la guerre terminée. Les conséquences à

court et à long terme de cette politique sur l'ensemble des Japonais du Canada seront également abordés.

La naissance d'une communauté japonaise au Québec fait partie de ces nombreux impacts. Les données tirées des recensements canadiens montrent l'évolution démographique de cette population dans la province ainsi que sur la citoyenneté des gens d'origine japonaise ou encore du statut du japonais en tant que langue maternelle. Il en est de même pour la répartition de la communauté à travers le Québec. Ces chiffres démontrent les grands changements qui ont lieu à l'intérieur de la communauté japonaise au Canada et au Québec.

### 3.1 Histoire des Japonais en Amérique du Nord

Le Japon est isolé du reste du monde durant plus de deux cent cinquante ans, à l'exception de quelques contacts avec des bateaux hollandais et des marchands chinois. En effet, le régime shogunal des Tokugawa fondé au début du 17<sup>ème</sup> siècle interdit tout contact avec les étrangers, qu'ils soient Asiatiques ou Occidentaux, et empêche même le retour des Japonais expatriés. Toute personne qui ne respecte pas cette loi est passible de la peine de mort<sup>1</sup>.

Cette politique d'isolationnisme s'effondre rapidement avec l'arrivée de bateaux états-uniens dans le port d'Edo (future Tokyo) en 1853. Ne pouvant pas faire face à la puissance de feu de cette flotte, le régime shogunal doit ouvrir des ports à cette influence étrangère, ce qui créa des troubles importants à travers le pays. Rapidement, les contestataires du régime des Tokugawa se rallient à l'idée de chasser les étrangers et de remettre à l'avant-scène l'empereur japonais qui a toujours joué un rôle

---

<sup>1</sup> Edwin O. Reischauer, *Histoire du Japon et des Japonais : des origines à 1945*, Paris, Éditions du Seuil, 1997, page 134.

purement symbolique. Les rebelles renversent finalement le shôgun en 1868 au nom du jeune empereur Mutsuhito qui prendra le nom de règne Meiji<sup>2</sup>.

Le nouveau régime politique, une monarchie constitutionnelle, procède à de nombreux changements à l'intérieur du pays. Alors qu'ils ont reproché au shogunat ses contacts avec les étrangers, les nouveaux dirigeants ouvrent leur pays à l'influence occidentale et vont même envoyer des Japonais étudier à l'étranger<sup>3</sup>. Toutefois, cette première vague migratoire a une particularité : ces gens doivent revenir au pays une fois qu'ils ont acquis les connaissances nécessaires. En excluant ces migrants, le courant en provenance du Japon est timide. Le gouvernement hésite à envoyer ses citoyens en Amérique du Nord, car les conditions de vie y sont pénibles pour les travailleurs asiatiques.

Il faut attendre 1882 avant que le Japon autorise l'envoi de ses premiers émigrants. Cette année-là, les États-Unis font voter une loi discriminatoire contre les immigrants chinois<sup>4</sup>. Les grands propriétaires terriens de la Californie et les planteurs de canne à sucre d'Hawaii se mettent donc à la recherche de nouveaux immigrants pouvant remplacer la main-d'œuvre chinoise. Cette fois, les hommes d'affaires s'assurent d'une bonne collaboration avec le gouvernement nippon en garantissant de meilleures conditions pour les ressortissants japonais. La migration vers l'Amérique du Nord décolle très rapidement et les Japonais deviennent le groupe ethnique le plus important d'Hawaii. Greg Robinson retrace le déplacement graduel de ces derniers en Amérique du Nord :

---

<sup>2</sup> *Ibidem*, page 141.

<sup>3</sup> Greg Robinson, *Un drame de la Deuxième Guerre : le sort de la minorité japonaise aux États-Unis et au Canada*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2011, p. 18.

<sup>4</sup> *Ibidem*, page 20.

En 1868, le royaume d'Hawaï, indépendant à l'époque, recruta un premier groupe d'environ 150 artisans japonais pour travailler dans les plantations de canne à sucre d'Oahu. Un an plus tard, un autre groupe arrivait par bateau en Californie et établissait la colonie de Wakamatsu, une exploitation agricole qui s'avéra éphémère. Quelques années après, en 1877, un marin du nom de Manzo Nagano quitta son bateau pour s'installer en Colombie-Britannique : il devint le premier immigrant japonais au Canada<sup>5</sup>.

Une fois arrivés sur le continent, les Japonais vont pratiquer plusieurs métiers. Dans le cas des migrants originaires des villages de pêche, ils travaillent sur les bateaux ou dans les usines de conserves. Pour les autres, il y a plusieurs autres possibilités : aide agricole, domestique, mineur, bûcheron ou encore journalier. Il y a aussi un certain nombre d'étudiants qui vont acquérir leur résidence permanente. Quelques ouvriers agricoles réussissent même à accumuler suffisamment de capitaux pour s'acheter une ferme. Et, grâce à l'accroissement rapide de la communauté, de nouvelles perspectives s'ouvrent dans le domaine du commerce ou encore des affaires<sup>6</sup>.

Malgré ces succès, la migration japonaise du 19<sup>e</sup> siècle ne s'est pas faite sans heurts aux États-Unis. Des groupes se forment afin de dénoncer la présence de ces individus jugés non assimilables et menaçants pour l'avenir de la nation :

Pourtant, dès le début, le monde anglo-américain manifesta une certaine dose d'hostilité xénophobe à l'égard des Japonais immigrés, en raison de leurs différences raciales et culturelles – leur religion supposée barbare, leur mauvais anglais et leur tendance à se rassembler en communautés distinctes (souvent par nécessité)<sup>7</sup>.

Les crises financières ou encore les actions du Japon sur la scène internationale, alors en pleine expansion territoriale, influencent également la virulence et surtout la popularité de ces mouvements le long de la Côte Ouest nord-américaine. De même,

---

<sup>5</sup> *Ibidem*, pp. 19 – 20.

<sup>6</sup> *Ibidem*, page 22.

<sup>7</sup> *Ibidem*, page 23.

les mesures législatives visant à contrôler l'immigration asiatique ou à restreindre les droits civiques des Chinois et des Japonais sont inspirées en partie par ces regroupements anti-asiatiques<sup>8</sup>.

### 3.1.1 La présence japonaise au Canada au tournant du 20<sup>e</sup> siècle

L'immigrant japonais du 19<sup>e</sup> siècle provient généralement de l'une de ces cinq préfectures : Kagoshima, Hiroshima, Yamaguchi, Shiga ou Wakayama. Parmi ses autres caractéristiques :

« The majority of the early immigrants belonged to the lower classes in Japan, those who had lived on the edge of poverty in poor farming and fishing villages in the thickly populated prefectures in the southern end of the main island of Honshu and the south island of Kyushu »<sup>9</sup>.

Autre caractéristique importante, les immigrants japonais transitent généralement par les États-Unis avant d'arriver et de s'installer au Canada. Finalement, la quasi-totalité choisit la Colombie-Britannique.

L'archipel des Ryukyu, un royaume indépendant annexé par le Japon en 1879, fournit également un certain nombre de migrants qui s'établissent au Canada. Principalement originaires de l'île d'Okinawa, ils s'établissent exclusivement dans le sud de l'Alberta<sup>10</sup>. Ostracisés au Japon, ces migrants préfèrent se tenir loin de la population japonaise de la Colombie-Britannique. À ce sujet, Adachi a relevé un paradoxe important :

---

<sup>8</sup> *Ibidem*, page 22.

<sup>9</sup> Ken Adachi, *The Enemy That Never Was*, Toronto, McClelland and Stewart, 1976, page 13.

<sup>10</sup> *Ibidem*, pp. 20 – 21.

« Indeed, prejudice against the Okinawans displayed some of the fears and inconsistencies of Canadian prejudice against the immigrant Japanese [sic]; the social discrimination which was practiced against the Japanese was thus no less severe than that practiced by the Japanese against members of their own group »<sup>11</sup>.

Ainsi, les discriminations qui existent à l'intérieur du Japon sont transposées au Canada<sup>12</sup>.

Peu fortunés et ne maîtrisant pas l'anglais, les premiers migrants japonais ne peuvent pas s'appuyer sur une communauté pour les accueillir. Et, comme la plupart des nouveaux arrivants, ils ne comptent pas rester au Canada de façon permanente<sup>13</sup>. Leur but est de travailler, d'envoyer de l'argent à leur famille et éventuellement de retourner au pays : « From 1885 to 1909, most of the immigrants were unattached males, nearly all of them hoping to make quick fortunes within a few years »<sup>14</sup>. D'ailleurs, la population blanche de la Colombie-Britannique leur reproche de ne pas participer à l'économie du pays et d'accaparer des emplois pouvant être occupés par des travailleurs blancs<sup>15</sup>.

Cette critique est paradoxale puisque les Japonais occupent des emplois délaissés par la main-d'œuvre canadienne. Par exemple, ils travaillent dans les mines et contribuent à la construction du chemin de fer, deux domaines d'emplois qui sont peu rémunérateurs et surtout très dangereux<sup>16</sup>. On les retrouve également dans les scieries

---

<sup>11</sup> *Ibidem*, page 20.

<sup>12</sup> Sur cette question précise de l'exclusion à l'intérieur de la communauté japonaise du Canada, voir : Andrea Geiger, *Subverting Exclusion : Transpacific Encounters with Race, Caste, and Borders, 1885 – 1928*, New Haven, Yale University Press, 2011, 304 pages.

<sup>13</sup> Robinson, *op. cit.*, page 10.

<sup>14</sup> Adachi, *op. cit.*, page 17.

<sup>15</sup> Robinson, *op. cit.*, page 13.

<sup>16</sup> Adachi, *op. cit.*, page 20.

et dans l'industrie forestière de la Colombie-Britannique. Également, une communauté japonaise va se former à Stevenson où la pêche au saumon est florissante, tout comme l'industrie des conserves<sup>17</sup>. D'ailleurs, la concentration de Japonais dans le domaine de la pêche au saumon va se maintenir jusqu'en 1925. Par la suite, le gouvernement de la Colombie-Britannique limite le nombre de permis de pêche qui leur sont accordés afin d'encourager les hommes blancs à se tourner vers ce type d'emploi<sup>18</sup>.

Dans les villes plus peuplées, les Japonais occupent des emplois de domestiques en échange d'un gîte et d'un couvert<sup>19</sup>. Le développement d'une communauté permanente encourage le développement de petits commerces, principalement dans le domaine de la restauration et de l'import – export. Toutefois, ces boutiques s'adressent surtout aux immigrants japonais. Les commerçants ont peu de contacts avec la population blanche et ne maîtrisent pas l'anglais. Ces commerces se concentrent principalement sur la rue Powell à Vancouver, qui devient rapidement le « petit Tokyo » le plus important du Canada<sup>20</sup>.

Bien que peu nombreux, soit 4 597 individus au recensement de 1901 (voir tableau 3.1), les Japonais de la Colombie-Britannique attirent la méfiance de la population blanche. Par exemple, les regroupements de travailleurs blancs dénoncent leur niveau de vie jugé inférieur à celui de la population locale. Les groupes nativistes soulignent que, pour un travail égal, l'homme japonais gagne beaucoup moins d'argent<sup>21</sup>. Finalement, la concentration des nouveaux arrivants dans certains secteurs,

---

<sup>17</sup> *Ibidem*, page 47.

<sup>18</sup> *Ibidem*, pp. 142 – 143.

<sup>19</sup> *Ibidem*, page 30.

<sup>20</sup> *Ibidem*, page 50.

<sup>21</sup> *Ibidem*, page 58.

particulièrement la pêche, suscite la méfiance des travailleurs et des groupes anti-asiatiques.

À la base, la population de la Colombie-Britannique distinguait les Japonais des Chinois en insistant sur le fait que le peuple japonais se rapprochait davantage de l'homme blanc, grâce aux efforts de modernisation de l'État nippon<sup>22</sup>. Cette distinction n'empêchait pas le fait que, selon la grande majorité, les Asiatiques ne pouvaient être assimilés à la vie canadienne. Différents groupes nativistes et même la presse commencent à parler d'un « péril jaune »<sup>23</sup>.

En plus d'être de sérieux rivaux dans le domaine de l'emploi, les Nippons sont associés à un pays qui monte en puissance sur la scène internationale<sup>24</sup>. Ces deux éléments combinés font en sorte qu'ils deviennent la cible de mesures discriminatoires autant au niveau municipal que provincial. Des lois sont promulguées afin d'endiguer leur migration au Canada et les autorités tentent de limiter au maximum les droits des Japonais<sup>25</sup>. Dans le cas des lois touchant l'immigration, elles sont rapidement invalidées par le gouvernement fédéral, car elles touchent à la politique extérieure<sup>26</sup>. En effet, le Japon est un allié de la Grande-Bretagne et le Dominion du Canada ne veut pas nuire à cette relation. Cette opposition entre le gouvernement fédéral et la Colombie-Britannique fait en sorte que

---

<sup>22</sup> *Ibidem*, page 42 -43. Voir également : John Price, *Orienting Canada : Race, Empire, and the Transpacific*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2011, 445 pages.

<sup>23</sup> Ken Adachi, *op. cit.*, page 44. Voir aussi : Patricia Roy, *A White Man's Province : British Columbia Politicians and Chinese and Japanese Immigrants, 1858 – 1914*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1989, 327 pages ; William Peter Ward, *White Canada Forever : Popular Attitudes and Public Policy Toward Orientals in British Columbia (2<sup>nd</sup> Edition)*, Montréal, McGill – Queen's University Press, 1990, 207 pages.

<sup>24</sup> Adachi, *op. cit.*, pages 40 – 44.

<sup>25</sup> Robinson, *op. cit.*, page 23.

<sup>26</sup> *Ibid.*



cette dernière se sent abandonnée par Ottawa. La province en vient à croire que son opposition à la migration asiatique est le seul rempart empêchant le Canada d'être envahi<sup>27</sup>.

Cette crainte se trouve renforcée à la suite de la victoire du Japon dans la guerre russo-japonaise de 1905. En tant qu'allié, le Canada se réjouit de ce triomphe. Toutefois, les gens de la Côte Ouest ne partagent pas cet enthousiasme. Pour eux, il s'agit d'une autre preuve que le pays du Soleil-Levant et ses citoyens constituent une menace pour l'avenir de la Colombie-Britannique et même de la nation. Cette crainte est renforcée par la politique d'émigration beaucoup plus agressive du Japon. Entre 1905 et 1908, près de 12 000 citoyens japonais se rendent au Canada<sup>28</sup>. Bien que la plupart ne demeurera pas au pays, la population de la Colombie-Britannique est convaincue de l'imminence d'une véritable invasion japonaise.

### 3.1.2 L'émeute de 1907 et ses conséquences

Cette crainte de la présence japonaise est amplifiée avec l'arrivée massive d'immigrants japonais en provenance des États-Unis, sur le point de fermer ses portes à ces derniers :

Alors que l'immigration japonaise aux États-Unis diminuait, les immigrants japonais (et surtout les émigrés d'Hawaï) commencèrent à arriver en force au Canada. De 1907 à 1908, environ 5 000 Japonais, soit plus du double de ceux qui y résidaient déjà, arrivèrent en Colombie-Britannique [...] <sup>29</sup>.

Un groupe très virulent, l'*Asiatic Exclusion League* alimente la paranoïa entourant l'arrivée de ces migrants. En septembre 1907, une manifestation organisée par la

---

<sup>27</sup> Adachi, *op. cit.*, page 71.

<sup>28</sup> *Ibidem*, annexe 1.

<sup>29</sup> Robinson, *op. cit.*, page 27.

ligue à Vancouver dérape et se transforme en émeute. La population blanche vandalise les commerces et les résidences de la population asiatique en général<sup>30</sup>. Les Japonais réussissent malgré tout à se défendre en organisant des vigiles et en ripostant aux attaques des vandales.

Le gouvernement fédéral a une réaction en deux temps face à cet événement. Tout d'abord, le Premier ministre Wilfrid Laurier envoie son adjoint W. L. Mackenzie King enquêter sur les réclamations faites par les Japonais à la suite de l'émeute à Vancouver. La commission présidée par King décide rapidement d'accorder une compensation financière, dont la part la plus importante est accordée au consulat japonais, qui n'a été que partiellement endommagé par les émeutiers<sup>31</sup>.

Ensuite, Laurier envoie son ministre Rodolphe Lemieux au Japon afin d'apaiser les craintes de la Colombie-Britannique face à l'immigration japonaise. La mission du ministre est de négocier une entente avec le gouvernement nippon afin de limiter l'émigration vers le Canada. Robinson décrit cette négociation :

[...] pour la première fois, les Canadiens ne passèrent pas par Londres et prirent l'initiative d'une mission diplomatique indépendante à l'étranger. Le gouvernement japonais refusa de déclarer quoi que ce soit qui l'engagerait, mais, de façon officieuse, le premier ministre, le comte Hayashi, prit sur lui de limiter les visas de sortie à 400 travailleurs par an [...] <sup>32</sup>.

Ce pacte nommé le *Gentlemen's Agreement*, semblable à celui négocié du côté des États-Unis, aura un impact majeur sur la communauté japonaise du Canada. Afin de pallier le manque de femmes dans leur communauté, les immigrants auront recours au principe des femmes par catalogue (*picture brides*), dont l'émigration n'est pas limitée par l'entente. Adachi décrit le phénomène qui débutera en 1908 :

---

<sup>30</sup> *Ibidem*, page 26.

<sup>31</sup> Robinson, *op. cit.*, page 27.

<sup>32</sup> *Ibid.*

« But the favourite and most practical scheme was the “picture bride” plan, which began with an exchange of photographs after relatives of the immigrant had sought out a woman whom they regarded as suitable. If the would-be groom liked what he saw in the photograph, he would write to his relatives and the “marriage” would be registered in Japan. Bride and groom would then exchange letters, and the woman would then come to Canada as his wife after the groom had arranged for a passport »<sup>33</sup>.

L’arrivée de ces femmes change rapidement le visage de la communauté japonaise du Canada. Jusqu’alors composée majoritairement d’hommes, elle deviendra beaucoup plus équilibrée. Et, avec le haut taux de fécondité de ces nouvelles familles, un nombre croissant de Japonais naissent au Canada et obtiennent par le fait même la citoyenneté du pays.

### 3.1.3 De 1908 à 1941

Selon Adachi, l’arrivée de femmes japonaises et l’accroissement des familles modifie considérablement la communauté. Celle-ci se stabilise, dans la mesure où une partie des travailleurs se fixe à un endroit précis et y demeure. De même, certains immigrants se lancent dans le commerce puisqu’une demande se crée quant aux produits japonais.

Cette nouvelle phase dans l’histoire de la communauté permet aussi aux églises japonaises de s’implanter sur le sol canadien. L’exemple le plus frappant est celui de l’Église bouddhiste fondée officiellement en 1905 et qui va gagner en popularité jusqu’aux années 1930<sup>34</sup>. Les confessions traditionnelles, soit le catholicisme et le protestantisme, remportent également un bon succès à l’intérieur de la communauté

---

<sup>33</sup> Adachi, *op. cit.*, page 87. Pour d’autres d’informations sur le sujet, voir aussi Tomoko Makabe, *Picture Brides : Japanese Women in Canada*, Toronto, Multicultural History Society of Toronto, 1995, 180 pages.

<sup>34</sup> Voir la section *Le cas particulier de l’Église bouddhiste* au chapitre V.

japonaise. Toutefois, ces religions ne favorisent pas les contacts réguliers entre les Blancs et les Nippons. Ces derniers ne fréquentent que les missions mises à leur disposition ainsi que les religieux qui les dirigent. Ces hommes joueront un rôle déterminant pour la communauté, au moment où les gens d'origine japonaise seront dispersés à « l'Est des Rocheuses ».

La présence de ces grandes religions est une source de tensions à l'intérieur de la communauté. Selon Adachi :

« But the basis of conflict on many issues lay essentially in the struggle by the various churches to win prestige and influence in the community which so often, after the pious moralizings had been spoken and forgotten, was the root of many factional disputes »<sup>35</sup>.

En plus de cette guerre d'influence, l'auteur rapporte également que les catholiques reprochent aux bouddhistes d'être trop liés au Japon et donc, ne pas vouloir s'assimiler. Quant aux bouddhistes, ils accusent les catholiques de ne pas respecter les coutumes ancestrales. Cependant, Adachi révèle que ces conflits se règlent au cours des années 1930<sup>36</sup>.

Toutefois, la religion n'est pas la seule cause de discorde à l'intérieur de la communauté. Au cours des années 1930, les plus vieux *Nisei* ont complété leur scolarité et veulent jouer un plus grand rôle politique. Ces gens, éduqués à la canadienne et maîtrisant beaucoup plus l'anglais que le japonais, ne se sentent pas concernés par la direction des *Issei*. Ces derniers s'expriment presque uniquement en japonais et prônent des valeurs telles que l'obéissance aux parents, la prédominance de leur culture d'origine et surtout insistent fortement sur l'appartenance au groupe.

---

<sup>35</sup> Adachi, *op. cit.*, page 115.

<sup>36</sup> *Ibidem*, page 116.

Afin d'exprimer leurs opinions et surtout de se faire une place, les *Nisei* fondent différents journaux, dont le plus important et le plus durable est *The New Canadian* qui paraît pour la première fois en 1938. Le journal permettra à de futurs leaders de la communauté, tels que Tom Shoyama qui est l'un des premiers éditeurs du journal, de s'exprimer sur les différents aspects de leur génération et surtout sur l'avenir de la communauté nipponne. Également, la langue anglaise utilisée dans le journal permet à un certain nombre de « blancs » de mieux connaître cette culture. Une autre organisation importante pour les *Nisei* est la *Japanese Canadian Citizens League* (JCCL) qui veut donner une voix officielle à cette génération et surtout lui faire accorder le droit de vote. Fondée en 1936, la JCCL veut aussi se distinguer des organisations *issei* généralement plus près du Japon que du Canada<sup>37</sup>.

Du point de vue légal, les gens d'origine japonaise ne connaissent au cours de cette période qu'une victoire partielle. En 1931 le gouvernement fédéral donne le droit de vote aux vétérans japonais de la Première Guerre mondiale. Sinon, les Japonais du Canada n'ont pas ce droit en Colombie-Britannique ou au fédéral. L'avancée est donc limitée aux vétérans et le gouvernement prend bien le soin de préciser que les *Nisei* ne peuvent pas l'obtenir. Donc, malgré leur citoyenneté canadienne, ces derniers voient leurs droits être constamment brimés.

#### 3.1.4 L'attaque de Pearl Harbor et ses conséquences

La date marquante pour la communauté japonaise en Amérique du Nord et du Sud est le 7 décembre 1941, soit le moment où les Japonais attaquent le port américain de Pearl Harbor. Rapidement, la population de la Côte Ouest des États-Unis et du Canada identifie les gens d'origine japonaise comme étant une menace pour la sécurité du continent. Ils sont accusés d'espionnage, de sabotage et même d'être une

---

<sup>37</sup> *Ibidem*, page 160.

cinquième colonne préparant l'invasion japonaise. Malgré le fait que ces accusations ne soient pas fondées, le gouvernement canadien, tout comme celui des États-Unis, prend les moyens nécessaires pour calmer l'opinion publique quant à ce nouveau « péril jaune ». Les deux gouvernements dressent un périmètre de sécurité duquel les gens d'origine japonaise sont exclus. Et, afin de s'assurer que ces derniers ne menacent pas la sécurité du pays, on les envoie dans des camps de détention. Du côté sud de la frontière, c'est l'ordre exécutif 9066 du président Franklin Roosevelt qui scelle le sort des gens d'origine japonaise<sup>38</sup>. Quant au Canada, le Premier ministre Mackenzie King signe l'ordre du conseil 1486 autorisant l'expulsion de l'ensemble des Japonais de la Côte Ouest, peu de temps après avoir chassé les hommes de la communauté en janvier 1942.

Toutefois, le traitement réservé aux gens d'origine japonaise n'est pas le même des deux côtés de la frontière. Généralement, le gouvernement canadien a moins bien traité ses concitoyens, ainsi que les Japonais d'origine. Par exemple, le gouvernement fédéral et surtout la *British Columbia Security Commission* (BCSC), chargée de l'évacuation des Japonais, pratiquent une politique de séparation des familles. Les hommes doivent se séparer de leur femme, de leurs enfants et de leurs parents et aller dans les camps de travail. Quant aux familles qui demeurent en Colombie-Britannique en attendant d'être évacuées de la province, elles sont parquées à Hastings Park, un endroit servant habituellement aux foires agricoles ainsi qu'à l'hébergement des chevaux.

Sur d'autres aspects, les conditions de détention des Japonais des États-Unis sont semblables. Les centres de détention canadiens, tels que Slocan, Tashme ou Lemon Creek, sont tous situés dans un environnement hostile, particulièrement durant la

---

<sup>38</sup> Pour plus de détails sur le rôle du président Franklin Roosevelt, voir Greg Robinson, *By Order of The President : FDR and the Internment of Japanese Americans*, Cambridge, Harvard University Press, 2001, 322 pages.

période hivernale. À cause du manque d'organisation et surtout à cause de l'ampleur de ce mouvement de population, les camps ne sont pas capables d'accueillir convenablement les réfugiés. L'aspect sanitaire est très négligé, il n'y a pas d'intimité pour les familles et les refuges ne sont pas fabriqués pour protéger correctement les occupants durant l'hiver. De plus, les Japonais soupçonnés d'être des espions ou qui ne se sont pas conformés immédiatement aux ordres du gouvernement ou de la BCSC sont envoyés dans les camps d'Angler ou encore de Petawawa comme prisonniers de guerre.

Un autre aspect majeur de l'expérience japonaise au Canada est l'absence de recours juridique de la part des *Nisei*. Bien qu'étant des citoyens canadiens, ces derniers n'ont pas le droit de contester la décision du gouvernement fédéral devant les tribunaux. Deux raisons majeures expliquent cette impuissance : ils se retrouvent sous la Loi des mesures de guerre et ils ne peuvent pas s'appuyer sur une Charte des Droits. De leur côté, les Américains d'origine japonaise ont certains recours juridiques et rapidement, quelques individus vont contester l'ordre exécutif 9066 et certaines mesures, telles que le couvre-feu, devant les tribunaux avec des *test cases*, qui vont toutefois échouer<sup>39</sup>. Les détenus peuvent aussi compter sur l'aide de plusieurs organisations, entre autres l'*American Civil Liberties Union* (ACLU) qui défend leurs droits à l'échelle nationale, parfois timidement. Sur le plan individuel, des avocats appuient les *Nisei* dans leurs *test cases* et même la femme du président Roosevelt déclare sa pleine confiance envers les gens d'origine japonaise<sup>40</sup>. Au Canada, à l'exception du Cooperative Commonwealth Federation (CCF), du *Co-operative Committee on Japanese Canadians* (la CCJC, une organisation de « blancs »), peu d'organisations

---

<sup>39</sup> Sur l'aspect de la tradition civique aux États-Unis et au Canada, ainsi que leurs conséquences sur les communautés japonaises des deux pays : Stephanie Bangarth, *Voices Raised In Protest : Defending Citizens of Japanese Ancestry In North America, 1942 -1949*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2008, 280 pages.

<sup>40</sup> Greg Robinson, *A Tragedy of Democracy : Japanese Confinement in North America*, New York, Columbia University Press, 2009, page 184.

ou d'individus issus de la majorité appuient concrètement la communauté japonaise au cours de la guerre.

À la suite de leur emprisonnement ou de leur dispersion, les Japonais du Canada sont privés de leurs biens, que ce soit une maison, une terre, un bateau de pêche ou encore leurs objets personnels. En effet, les évacués ne peuvent transporter vers les camps de détention que cent-cinquante livres de bagages pour les adultes et la moitié pour les enfants de moins de 12 ans<sup>41</sup>. Bien que le gouvernement ait garanti la protection de ces biens durant l'évacuation, la plupart des familles japonaises perdront beaucoup durant cette période. Par exemple, les pêcheurs verront leur bateau être vendu à l'encan à un prix souvent très inférieur à la valeur réelle. Autre injustice : des fermiers verront leurs terres être vendues à des fermiers blancs ou tout simplement confisquées par le gouvernement. Le peu d'argent qui sera remis aux *Issei* et aux *Nisei* servira à payer leur nourriture ou leur logement durant leur détention. Il faudra attendre l'année 1949 et la commission Bird avant que le gouvernement fédéral ne s'engage à rembourser partiellement les pertes financières des évacués durant la guerre.

La dernière particularité canadienne est l'acharnement des autorités envers la communauté nippone qui va durer jusqu'en 1949. Dès 1942, l'objectif du gouvernement fédéral est de déplacer cette population à travers le Canada. Ceux qui refusent de quitter la Colombie-Britannique se retrouvent dès 1944 devant la menace d'être « déportés » vers le Japon une fois la guerre terminée, bien que la majorité a la citoyenneté canadienne. Plusieurs Japonais craignant d'aller s'installer à l'Est ou encore incertains quant à leur futur au Canada vont signer un document autorisant leur envoi au Japon une fois la guerre terminée. Comme le mentionne Robinson, leur proportion est très importante :

---

<sup>41</sup> Adachi, *op. cit.*, page 253.



Les résultats furent sans surprise : 6 844 adultes (dont 3 921 étaient citoyens canadiens) et 3 503 enfants signèrent le formulaire. Cela représentait environ 81 % des adultes en Colombie-Britannique et quelque 15 % de ceux déjà réinstallés dans les provinces de l'Est<sup>42</sup>.

Une fois la guerre terminée, la très grande majorité de ces gens désirera annuler cette demande signée sous pression. Le gouvernement maintiendra toute demande qui n'a pas été annulée avant la reddition inconditionnelle du Japon en septembre 1945. En tout, près de 4 000 personnes seront envoyées au Japon jusqu'en 1949. Et, malgré la fin du conflit mondial, le gouvernement canadien présentera en octobre le *bill* 45, visant à faire prolonger la loi des mesures de guerre. Ainsi, les autorités fédérales veulent empêcher les gens d'origine japonaise de retourner sur la Côte Ouest. Cette loi sera reconduite en avril 1947<sup>43</sup>.

La politique de déportation est rapidement contestée à l'échelle nationale. En effet, la cause des Japonais d'origine est désormais connue à travers le Canada et de nouveaux groupes de défense contestent la légitimité d'envoyer des citoyens canadiens vers un pays dévasté par la guerre. Le gouvernement, fort de l'appui de la Cour Suprême du Canada et puis du Conseil privé de Londres poursuit malgré tout cette politique. Il faut donc attendre la fin de la décennie avant que les dernières lois discriminatoires soient levées. Le gouvernement fédéral accorde finalement le droit de vote en 1948 et la Colombie-Britannique en mars 1949. Un mois plus tard, les dernières restrictions interdisant aux gens d'origine japonaise de retourner dans cette province seront levées.

De manière générale, la politique de dispersion a atteint son objectif. En effet, de nouvelles communautés japonaises se forment à travers le Canada. La Colombie-Britannique a perdu le tiers de cette population, surtout au profit de l'Ontario. Une

---

<sup>42</sup> Robinson, *Un drame de la Deuxième Guerre*, page 264.

<sup>43</sup> ----, « Extension of Wartime Restrictions », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 4 (avril 1947), page 1.

province telle que le Québec verra le nombre de Japonais exploser littéralement au lendemain de la guerre<sup>44</sup>. Bien qu'ils puissent retourner en Colombie-Britannique à la fin des années 1940, une grande partie des gens dispersés vont demeurer dans leur nouveau milieu de vie.

### 3.1.5 Des années 1950 au mouvement de reconnaissance

Au cours des deux décennies suivantes, les gens d'origine japonaise tenteront pour la plupart d'oublier l'évacuation de la Côte Ouest et leur emprisonnement. Malgré différentes tentatives d'organisation à l'échelle nationale, la plupart d'entre eux désirent s'intégrer à leur nouvelle ville et laisser de côté leur identité japonaise.

La dispersion de la communauté est rapidement oubliée par la population canadienne et il faudra attendre 1964 avant qu'un dirigeant politique ne remette en question l'internement des Japonais d'origine durant la guerre. Le Premier ministre Lester B. Pearson reconnaît que cet événement est une tache dans l'histoire du pays, tout en vantant ses bénéfices pour la communauté japonaise<sup>45</sup>. En effet, certains de ses membres considèrent que la dispersion leur a permis de créer des contacts avec la population blanche et ainsi de s'intégrer à la vie canadienne. Il s'agit en quelque sorte d'un « *blessing in disguise* » pour reprendre le titre du dernier chapitre de Ken Adachi<sup>46</sup>.

La communauté japonaise du Canada souligne le centième anniversaire de la présence japonaise au pays en 1977. Cet événement fait en sorte que les *Issei* et les *Nisei* entreprennent un exercice de mémoire sur leur histoire. D'ailleurs, l'ouvrage de

---

<sup>44</sup> Voir le tableau 3.2.

<sup>45</sup> Robinson, *op. cit.*, page 313.

<sup>46</sup> Ken Adachi, *The Enemy That Never Was*, Toronto, McClelland and Stewart, 1976, pp. 355 – 370.

Ken Adachi fait partie d'un projet de la *National Japanese Canadian Citizens Association* (NJCCA) visant à faire connaître cette histoire non seulement aux Japonais, mais également à l'ensemble de la population du Canada<sup>47</sup>. Également, le déclassé de certaines archives a permis à Ann Gomer Sunahara de démontrer que la politique de dispersion du gouvernement fédéral de l'époque se basait beaucoup plus sur des rumeurs et du racisme latent que sur des preuves concrètes d'une véritable menace japonaise au début des années 1940<sup>48</sup>.

Au cours des années 1970, la communauté japonaise des États-Unis avance l'idée d'une reconnaissance officielle du gouvernement et même d'une compensation financière visant les gens emprisonnés ou dispersés au cours de la Deuxième Guerre mondiale<sup>49</sup>. Cette position se répand rapidement à l'intérieur de la communauté canadienne. Toutefois, ce mouvement de reconnaissance va diviser les Japonais du Canada plutôt que de les rassembler. Des dissensions existent à l'intérieur de la *National Association of Japanese Canadians* (NAJC qui remplace la NJCCA). On y défend deux grandes positions : une compensation financière pour les individus ayant subi l'emprisonnement ou une compensation collective<sup>50</sup>. Par la suite, une troisième position voulant à la fois une compensation collective et individuelle fera son apparition<sup>51</sup>. De même, un certain nombre de *Nisei* croient qu'une telle initiative ne peut pas réparer l'injustice qu'ils ont vécue et par le fait même n'appuient pas quelque idée que ce soit concernant une compensation financière. Cette faction veut

---

<sup>47</sup> L'ouvrage a également bénéficié du support du programme sur le multiculturalisme, ainsi que du Département du secrétaire d'État du Canada.

<sup>48</sup> Ann Gomer Sunahara, *The Politics of Racism*, Toronto, J. Lorimer, 1981, 222 pages.

<sup>49</sup> Robinson, *op. cit.*, page 305.

<sup>50</sup> *Repartir à zéro : L'expérience des Canadiens d'origine japonaise au Québec*, Montréal, Centre culturel japonais canadien de Montréal, 1987, page 20.

<sup>51</sup> Sur cette question, voir la section *Le mouvement de reconnaissance* du chapitre X.

que des excuses officielles soient faites le plus rapidement possible par le gouvernement, avant que les plus vieux *Issei* ne meurent.

Un changement de garde à la tête de la *NAJC* en 1984 permet la relance du mouvement de reconnaissance. Toutefois, le gouvernement Trudeau ne veut pas accorder une compensation financière et il faut attendre l'élection du gouvernement Mulroney avant que les Canadiens d'origine japonaise puissent obtenir une compensation. Les négociations reprendront de façon intensive et en août 1988, la délégation gouvernementale, dirigée par Lucien Bouchard, et la *NAJC* arriveront à une entente qui donnera à la communauté japonaise une compensation financière individuelle et collective, ainsi que des excuses officielles. Une partie de ces montants serviront à la création de centres culturels japonais (comme à Montréal) ou à leur réfection. Des projets portant sur l'histoire de la communauté japonaise du Canada seront également mis sur pied.

### 3.2 Les statistiques sur la population d'origine japonaise au Canada et au Québec

Le recensement de 1901 est le premier à faire mention de la présence japonaise au Canada. Les statistiques fournissent des renseignements sur leur répartition dans chaque province, leur citoyenneté et le sexe, excepté pour le recensement de 1901 (tableau 3.1). Bien que le Canada ait mis en pratique le *Gentlemen's Agreement* dès 1907, la communauté voit ses effectifs doubler entre les recensements de 1901 et 1911. Par la suite, cette croissance va se poursuivre à un rythme important, avant d'atteindre un sommet en 1931. Cette augmentation est en lien avec l'arrivée des *picture brides* dont l'immigration n'est pas limitée par l'entente canado-japonaise avant les années 1920. Une fois arrivées au pays, ces dernières vont rejoindre leur mari et fondent très rapidement une famille. La communauté va donc croître de façon naturelle jusqu'à la nouvelle vague migratoire des années 1960 :

Tableau 3.1 Population d'origine japonaise au Canada, 1901 - 1941

Année de recensement	Hommes	Femmes	Total
<b>1901</b>	<i>N.D</i>	<i>N.D</i>	<b>4 738</b>
<b>1911</b>	7 522	1 499	<b>9 021</b>
<b>1921</b>	10 520	5 348	<b>15 868</b>
<b>1931</b>	13 803	9 539	<b>23 342</b>
<b>1941</b>	13 086	10 063	<b>23 149</b>

*Source : Statistique Canada, division des opérations du recensement, 1901 - 1941*

Le tableau 3.2 démontre les effets de la politique de dispersion du gouvernement fédéral. Jusqu'en 1941, la quasi-totalité de la communauté japonaise du Canada se retrouvait en Colombie-Britannique. Entre 95 et 97 % de cette population se retrouve à cet endroit, concentrée principalement sur l'île de Vancouver. Le recensement de 1951 témoigne du succès de la dispersion de 1942 : la population japonaise de la Colombie-Britannique a chuté des deux tiers. La majorité s'est dirigée vers l'Ontario et plus particulièrement dans les environs de Toronto. La deuxième communauté en importance se trouve désormais en Alberta, dont la population japonaise a presque sextuplé (tableau 3.2).

Deux provinces qui n'abritaient pas de communauté japonaise avant 1941, soit le Manitoba et le Québec, se retrouvent également avec une communauté japonaise en pleine expansion. Finalement, la Saskatchewan voit le nombre de Japonais doubler, passant de 105 à 225 individus. C'est donc dire qu'en dix ans, le Québec va abriter la quatrième communauté japonaise en importance.

Après avoir connu une légère diminution dans la période d'après-guerre, la communauté japonaise du Canada se rattrape rapidement dans les années 1960 (tableau 3.3).

Tableau 3.2 Répartition des gens d'origine japonaise par province, 1901 - 1951

<b>Année de recensement</b>	<b>1901</b>	<b>1911</b>	<b>1921</b>	<b>1931</b>	<b>1941</b>	<b>1951</b>
Alberta	13	247	473	652	578	3 336
Colombie-Britannique	4 597	8 587	15 006	22 205	22 096	7 169
Île-du-Prince-Édouard	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	6
Manitoba	4	5	53	51	42	1 161
Nouveau-Brunswick	0	0	3	0	3	7
Nouvelle-Écosse	1	4	3	4	2	4
Ontario	29	35	161	220	234	8 581
<b>Québec</b>	<b>9</b>	<b>12</b>	<b>32</b>	<b>43</b>	<b>48</b>	<b>1 137</b>
Saskatchewan	1	57	109	114	105	225
Terre-Neuve	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	2
Territoires du Nord-Ouest	0	0	0	1	0	12
Yukon	84	74	28	52	41	23
<b>Total</b>	<b>4 738</b>	<b>9 021</b>	<b>15 868</b>	<b>23 342</b>	<b>23 149</b>	<b>21 663</b>

*Source : Statistique Canada, division des opérations du recensement, 1901 - 1951*

Les effectifs de la communauté diminuent entre 1941 et 1951. Ce phénomène s'explique essentiellement par la politique de déportation du gouvernement fédéral, appliquée jusqu'en 1949. Par la suite, les Japonais du Canada voient leur nombre augmenter rapidement et dès 1961, il a dépassé le sommet historique de 1931. Une fois de plus, cette croissance est naturelle. Toutefois, la situation change dans les années 1960. Le gouvernement fédéral assouplit sa législation en matière d'immigration. Désormais, les immigrants japonais peuvent venir s'établir au Canada sans être parrainés ou limités par un quota<sup>52</sup>.

<sup>52</sup> Voir le chapitre IX.

Tableau 3.3 Population d'origine japonaise au Canada, 1951 - 1981

<b>Année de recensement</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Total</b>
<b>1951</b>	11 597	10 066	<b>21 663</b>
<b>1961</b>	15 059	14 098	<b>29 157</b>
<b>1971</b>	18 935	18 325	<b>37 260</b>
<b>1981</b>	20 595	20 405	<b>40 995</b>

*Sources : Statistique Canada, division des opérations du recensement, 1951 - 1981*

Statistique Canada permet aux répondants de déclarer plus d'une origine ethnique à partir du recensement de 1986 (tableau 3.4.). Cette mesure fait augmenter considérablement la population japonaise du Canada, qui passe de 40 995 personnes en 1981 à plus de 54 505. Les répondants ayant déclaré plus d'une origine ethnique semblent être les principaux responsables de cette augmentation. Dans les deux recensements, le nombre de personnes ayant déclaré uniquement l'origine japonaise est stable, passant de 40 995 à 40 225. Quant aux répondants ayant plus d'une origine ethnique, ils représentent 14 255 individus (tableau 3.4.). Le recensement de 1986 est également le premier où le nombre de femmes dépasse celui des hommes. Cette tendance s'accélère au cours des décennies suivantes. En 2011, les femmes représentent un peu plus de 55% de la communauté japonaise du Canada.

L'influence de l'origine ethnique multiple demeure importante dans les recensements post-1986. Le nombre de répondants unique augmente, mais de façon beaucoup moins importante que celui de répondants multiples. D'ailleurs, la croissance de la communauté japonaise est impressionnante : sur une période de 25 ans, elle a doublé, passant de 54 505 à 109 740 individus (tableau 3.4.). Ces chiffres témoignent du rajeunissement de la communauté, qui est en pleine transformation démographique

avec la montée des troisième et quatrième générations, en plus des immigrants qui s'y ajoutent :

Tableau 3.4 Population d'origine japonaise au Canada, 1986 - 2011

Année de recensement	Origine déclarée	Hommes	Femmes	Total
<b>1986</b>	<i>Unique</i>	19 785	20 450	40 255
	<i>Multiple</i>	7 285	6 975	14 255
	<i>Total</i>	27 080	27 425	<b>54 505</b>
<b>1991</b>	<i>Unique</i>	23 400	25 195	48 595
	<i>Multiple</i>	8 655	8 440	17 090
	<i>Total</i>	32 055	33 640	<b>65 690</b>
<b>1996</b>	<i>Unique</i>	23 600	28 200	51 800
	<i>Multiple</i>	12 460	12 870	25 330
	<i>Total</i>	36 060	41 075	<b>76 756</b>
<b>2001</b>	<i>Unique</i>	23 030	30 150	53 175
	<i>Multiple</i>	16 105	15 945	32 050
	<i>Total</i>	39 135	46 095	<b>85 230</b>
<b>2006</b>	<i>Unique</i>	23 185	33 290	56 470
	<i>Multiple</i>	21 135	21 300	42 435
	<i>Total</i>	44 315	54 585	<b>98 905</b>
<b>2011</b>	<i>Total</i>	49 150	60 585	<b>109 740</b>

Source : Statistique Canada, division des opérations du recensement, 1986 - 2011



Il sera intéressant de voir l'évolution de cette communauté qui est désormais dirigée par des gens n'ayant pas connu la dispersion, considérée comme le moment charnière dans l'histoire des Japonais au pays.

### 3.2.1 La population d'origine japonaise au Québec

Avant la politique de dispersion du gouvernement fédéral, la population japonaise du Québec n'est composée que de quelques individus (tableau 3.5) :

Tableau 3.5 Population d'origine japonaise au Québec, 1901 - 1941

Année	Hommes	Femmes	Total
1901	<i>N.D.</i>	<i>N.D.</i>	9
1911	9	3	12
1921	24	8	32
1931	32	11	43
1941	28	20	48

Sources : Statistique Canada, division des opérations du recensement, 1901 – 1941.

La plupart sont des hommes d'affaires ou des commerçants de passage et il n'y a qu'une seule famille japonaise qui s'est établie au Québec durant cette période<sup>53</sup>. La situation change très rapidement avec la politique de dispersion du gouvernement fédéral. En raison de la présence d'un camp de transfert à Farnham et de la publicité positive faite à l'intérieur de la communauté, le Québec devient une destination intéressante pour les migrants forcés (tableau 3.6). Malgré le fait qu'ils puissent retourner en Colombie-Britannique dès 1949, une majorité de gens décide de rester à

<sup>53</sup> Voir la section *La période précommunautaire* au chapitre IV

Montréal. Plutôt que de diminuer, la communauté japonaise du Québec poursuit sa croissance jusqu'en 1971, avant de connaître une baisse notable en 1981 :

Tableau 3.6 Population d'origine japonaise au Québec, 1951 - 1981

<b>Année de recensement</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Total</b>
<b>1951</b>	580	557	<b>1 137</b>
<b>1961</b>	751	708	<b>1 459</b>
<b>1971</b>	885	860	<b>1 745</b>
<b>1981</b>	700	690	<b>1 395</b>

Sources : Statistique Canada, division des opérations du recensement, 1941 - 1981

En plus du contexte linguistique et politique qui éloigne les anglophones (dont font partie les Japonais du Québec), la province attire beaucoup moins d'immigrants en raison de son climat économique<sup>54</sup>. Tout comme à l'échelle nationale, il y a un léger déséquilibre pour les hommes. Cette situation se maintient jusqu'au recensement de 1981.

La notion d'origine multiple vient également influencer fortement la croissance de la communauté japonaise du Québec en 1986 (tableau 3.7). Suivant la tendance canadienne, l'accroissement de la population japonaise du Québec s'explique en grande partie par l'apparition des gens déclarant plus d'une origine ethnique. Fait à noter : alors que la communauté japonaise double au Canada entre 1986 et 2011, celle du Québec va presque tripler, passant de 1895 à 5555 individus au cours de cette même période :

<sup>54</sup> Voir la section *Portrait des immigrants japonais au Québec* au chapitre IX.

Tableau 3.7 Population d'origine japonaise au Québec, 1986 - 2011

Année de recensement	Origine déclarée	Hommes	Femmes	Total
1986	<i>Unique</i>	660	620	1 285
	<i>Multiple</i>	275	335	610
	<i>Total</i>	935	955	<b>1 895</b>
1991	<i>Unique</i>	920	940	1 860
	<i>Multiple</i>	430	390	820
	<i>Total</i>	1 350	1 330	<b>2 680</b>
1996	<i>Unique</i>	810	1 255	2 060
	<i>Multiple</i>	535	620	1 115
	<i>Total</i>	1 345	1 870	<b>3 215</b>
2001	<i>Unique</i>	675	1 335	2 015
	<i>Multiple</i>	595	600	1 195
	<i>Total</i>	<b>1 275</b>	<b>1 935</b>	<b>3 210</b>
2006	<i>Unique</i>	795	1 555	2 350
	<i>Multiple</i>	930	1 275	2 210
	<i>Total</i>	<b>1 725</b>	<b>2 835</b>	<b>4 560</b>
2011	<i>Unique</i>	765	1 830	<b>2 590</b>
	<i>Multiple</i>	1 500	1 465	<b>2 965</b>
	<i>Total</i>	<b>2 265</b>	<b>3 295</b>	<b>5 555</b>

Sources : Statistique Canada, division des opérations du recensement, 1986 - 2011

D'autre part, un déséquilibre important est observé entre les deux sexes au recensement de 1996. Jusque-là relativement stable, il s'accroît soudainement en faveur des femmes. Ces dernières vont représenter entre 60 et 66% de la population japonaise du Québec entre 1996 et 2011 (tableau 3.8).

La communauté japonaise du Québec est concentrée presque exclusivement dans la région de Montréal tout au long du 20<sup>e</sup> siècle (tableau 3.8) :

Tableau 3.8 Population d'origine japonaise, région métropolitaine de recensement de Montréal, 1951 - 2011

<b>Année de recensement</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Total</b>	<b>% pop. japonaise Qc</b>
<b>1951</b>	516	489	<b>1 005</b>	88,4%
<b>1961</b>	685	650	<b>1 335</b>	91,5%
<b>1971</b>	830	835	<b>1 670</b>	95,7%
<b>1981</b>	670	645	<b>1 315</b>	94,3%
<b>1986</b>	800	860	<b>1 660</b>	87,6%
<b>1991</b>	1 200	1 160	<b>2 360</b>	88,1%
<b>1996</b>	1 145	1 610	<b>2 755</b>	85,7%
<b>2001</b>	1 025	1 550	<b>2 575</b>	80,2%
<b>2006</b>	1 470	2 390	<b>3 860</b>	84,6%
<b>2011</b>	1 670	2 770	<b>4 440</b>	79,9%

*Source : Statistique Canada, division des opérations du recensement, 1951 - 2011*

Par exemple, au recensement de 1961, la deuxième communauté japonaise au Québec en importance était composée de 45 personnes, dans le secteur de Missisquoi<sup>55</sup>. La situation change quelque peu au recensement suivant. La deuxième communauté japonaise en importance est désormais à Chambly, avec 35 hommes et 55 femmes d'origine japonaise<sup>56</sup>. Suit le secteur de Laprairie, avec 20 hommes et 30 femmes. Quant à lui, le secteur de Missisquoi est tombé à seulement 10 personnes d'origine japonaise (cinq hommes et cinq femmes).

Encore de nos jours, la majorité des Japonais du Québec demeure sur l'île de Montréal. Cependant, leur proportion diminue continuellement depuis le recensement de 1986 (voir tableau 3.9). L'influence de cette concentration est visible dans les différentes institutions de la communauté. Le titre du journal communautaire, le *Montreal Bulletin*, qui s'adresse à l'ensemble de la communauté, illustre bien cette situation. De même pour le centre culturel des Japonais situé dans le secteur nord de Montréal ou de la plupart des associations qui sont basées dans la métropole. Par la suite, de nouvelles zones de population se développent. Ainsi, le recensement de 2011 fait état d'une population de près de 300 Japonais dans la région métropolitaine de recensement de Québec.

### 3.2.2 La langue maternelle

Les données concernant le japonais comme langue maternelle existent depuis le recensement de 1941. Il est donc facile de retracer une évolution à long terme (tableau 3.9). D'autres données, concernant la maîtrise d'une ou l'autre des langues officielles ou encore de la langue utilisée à la maison sont utilisées de façon ponctuelle dans les recensements depuis cette époque.

---

<sup>55</sup> Statistique Canada, *division des opérations du recensement*, Ottawa, 1961.

<sup>56</sup> Statistique Canada, *division des opérations du recensement*, Ottawa, 1971.

Tableau 3.9 Population d'origine ethnique japonaise et dont la langue maternelle est le japonais au Canada, 1941 - 2011

Année	Origine japonaise déclarée	Hommes	Femmes	Total locuteurs	Population japonaise du Canada
1941	Unique	12 692	9 667	22 359	23 149
1951	Unique	9 513	8 076	17 589	21 663
1961	Unique	9 207	8 649	17 856	29 157
1971	Unique	8 440	8 455	16 890	37 260
1981	Unique	9 470	10 665	20 135	40 995
1986	Unique et multiple	10 145	11 775	21 925	54 505
1991	Unique et multiple	13 380	16 230	29 615	65 690
1996	Unique et multiple	14 015	19 525	33 545	77 130
2001	Unique et multiple	13 975	22 200	36 175	85 230
2006	Unique et multiple	15 340	26 715	42 060	98 905
2011	Unique et multiple	15 410	27 630	43 040	109 740

Sources : Statistiques Canada, division des opérations du recensement, 1941 - 2011

Il est aussi à noter que le recensement de 1931 présentait cette notion de langue maternelle. Toutefois, le japonais et les autres langues du continent sud-est asiatique étaient amalgamés dans la même catégorie. Les événements liés à la Deuxième

Guerre mondiale eurent un impact significatif sur le japonais, dont l'utilisation a diminué de près de 20 % sur une période de dix ans. Il faudra attendre la vague migratoire de la fin des années 1960 avant que le nombre de locuteurs ne retrouve son niveau d'avant-guerre. Cependant, un pourcentage beaucoup plus faible de Japonais parlent cette langue au Canada, soit à peine 45% en 1971. La disparition des *Issei*, combinée à la montée des nouvelles générations qui ne parlent pas japonais explique cette chute (tableau 3.10) :

Tableau 3.10 Population d'origine japonais et dont la langue maternelle est le japonais au Canada, 1986 – 2011

Année	Origine japonaise	Hommes	Femmes	Total locuteur	Pop. japonaise du Canada
1986	Unique	8 285	9 855	18 140	40 245
	Multiple	1 860	1 920	3 785	14 255
1991	Unique	12 030	14 800	26 835	48 595
	Multiple	1 350	1 430	2 780	17 090
1996	Unique	14 015	19 525	33 545	51 800
	Multiple	755	700	1 455	25 330
2001	Unique	13 365	21 450	34 820	53 175
	Multiple	610	750	1 355	32 050
2006	Unique	14 550	25 650	40 200	56 470
	Multiple	795	1 065	1 855	42 435
2011	Unique	14 030	25 950	39 980	54 900
	Multiple	1 375	1 680	3 050	54 840

Sources : Statistiques Canada, division des opérations du recensement, 1941 - 2011



Le tableau 3.10 démontre d'ailleurs que les gens ayant plus d'une origine ethnique ont majoritairement une langue maternelle autre que le japonais. Le pourcentage de locuteurs japonais est peu élevé pour le recensement de 1986 : ils sont 3 785 sur un total de 14 255 (26,5%).

Du côté québécois, le nombre de locuteurs japonais est demeuré relativement stable entre 1951 et 1986, pour augmenter de près d'un tiers en 1991 (tableau 3.11) :

Tableau 3.11 Population d'origine japonaise et dont la langue maternelle est le japonais au Québec, 1941 - 2011

<b>Année</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Total locuteurs</b>	<b>Population japonaise du Qc</b>
<b>1941</b>	17	1	<b>18</b>	<b>48</b>
<b>1951</b>	474	440	<b>914</b>	<b>1 137</b>
<b>1961</b>	460	415	<b>875</b>	<b>1 459</b>
<b>1971</b>	470	475	<b>945</b>	<b>1 745</b>
<b>1981</b>	400	495	<b>895</b>	<b>1 395</b>
<b>1986</b>	390	475	<b>875</b>	<b>1 895</b>
<b>1991</b>	575	690	<b>1 265</b>	<b>2 680</b>
<b>1996</b>	690	1 040	<b>1 725</b>	<b>3 215</b>
<b>2001</b>	425	1040	<b>1 475</b>	<b>3210</b>
<b>2006</b>	645	1 425	<b>2 075</b>	<b>4560</b>
<b>2011</b>	685	1495	<b>2 180</b>	<b>5555</b>

Sources : Statistique Canada, division des opérations du recensement, 1941 - 2011



Au recensement suivant, cette hausse est moins marquée, mais il demeure que le nombre de locuteurs dont la langue maternelle est le japonais atteint un sommet historique pour le Québec. L'impact de l'immigration sur le japonais en tant que langue maternelle suit donc une tendance semblable à celle observée à l'échelle nationale.

Tableau 3.12 Population d'origine japonaise et dont la langue maternelle est le japonais au Québec, 1986 - 2011

Année	Origine japonaise	H.	F.	Total	Pop. japonaise du Québec
1986	Unique	320	400	725	1 285
	Multiple	70	75	150	610
1991	Unique	505	615	1 125	1 860
	Multiple	70	75	150	820
1996	Unique	630	975	1 605	2 060
	Multiple	60	65	120	1 115
2001	Unique	405	1 010	1 415	2 015
	Multiple	20	30	60	1 195
2006	Unique	595	1330	<b>1930</b>	<b>2350</b>
	Multiple	50	95	<b>145</b>	<b>2210</b>
2011	Unique	680	1495	<b>2175</b>	<b>2 590</b>
	Multiple	120	140	<b>260</b>	<b>2 965</b>

Sources : Statistique Canada, division des opérations du recensement, 1986 – 2011

Le nombre total de locuteurs japonais baisse entre 1951 et 1961, avant de connaître une légère remontée au recensement de 1971, ce qui correspond à la reprise de l'immigration japonaise au Canada (tableau 3.12 ; voir également le tableau 3.13). On constate une nouvelle baisse en 1981, qui est en parallèle avec la diminution de la population d'origine japonaise. La reprise timide de l'immigration japonaise ne suffit pas à freiner la tendance et la baisse se poursuit en 1986. Il faut attendre 1991, alors que 175 nouveaux immigrants arrivent au Québec, pour assister à une hausse du nombre de locuteurs. Cette augmentation nette ne signifie pas pour autant que le poids du japonais augmente au sein de la communauté japonaise, au contraire. À part un sursaut en 1996 (de 47% à 53%), l'utilisation de cette langue décline au Québec. En 2011, il n'y a plus que 39,2% des Japonais de la province qui déclarent avoir cette langue maternelle. En outre, on peut noter que la maîtrise de la langue ancestrale est très faible parmi la population dont l'origine ethnique est multiple (tableau 3.12).

### 3.2.3 Les immigrants japonais

Depuis le début de la présence japonaise au Canada, les immigrants ont occupé une place importante au sein de leur communauté, que ce soit du point de vue numérique, culturel ou évidemment linguistique. Cet état de fait concerne la première génération, arrivée au Canada avant la Deuxième Guerre mondiale. Quant à l'immigration post-1967 et son impact sur la communauté japonaise, elle sera abordée dans le dernier chapitre.

Les différents recensements font ressortir un fait : le Québec attire peu les immigrants japonais (tableau 3.13) au Canada. La faible proportion de 1941 n'est pas significative : à cette époque, la quasi-totalité des gens nés au Japon demeurait en Colombie-Britannique. Le chiffre de 68 immigrants japonais est surprenant, alors qu'il n'y a que 48 personnes d'origine japonaise au Québec (tableau 3.5) :

Tableau 3.13 Immigrants japonais au Québec et au Canada, 1941 - 1991

Année	Québec			Canada			Québec / Canada %
	H.	F.	T.	H.	F.	T.	
<b>1941</b>	38	29	<b>68</b>	5 822	3 640	<b>9 462</b>	<b>0,7%</b>
<b>1951</b>	228	164	<b>392</b>	3 602	2 637	<b>6 239</b>	<b>6,3%</b>
<b>1961</b>	231	201	<b>432</b>	3 427	3 370	<b>6 797</b>	<b>6,4%</b>
<b>1971</b>	380	365	<b>745</b>	4 600	4 885	<b>9 485</b>	<b>7,9%</b>
<b>1981</b>	260	300	<b>560</b>	4 780	6 470	<b>11 250</b>	<b>5%</b>
<b>1986</b>	235	345	<b>585</b>	5 205	6 830	<b>12 035</b>	<b>4,9%</b>
<b>1991</b>	350	410	<b>760</b>	5 140	7 140	<b>12 280</b>	<b>6,2 %</b>

*Sources : Statistique Canada, division des opérations du recensement, 1941 - 1991*

La raison est simple : sur les 68 personnes nées au Japon, 21 ont déclaré avoir la nationalité britannique, 2 sont Irlandais et 11 sont Écossais. Les 23 personnes restantes ont déclaré une origine asiatique autre que chinoise.

À la suite de la dispersion, le nombre d'immigrants augmente très rapidement, comme en témoigne le recensement de 1951. Le Québec abrite alors 6,3 % des immigrants (tableau 3.13). Ce chiffre va être en constante évolution et va atteindre un sommet en 1971 en termes de proportion et de nombre. L'Expo 67 qui s'est tenue à Montréal a sûrement stimulé cette croissance. En effet, de nombreux Japonais sont venus au Québec pour voir le pavillon de leur pays, mais également pour établir des

liens en prévision de l'Expo 70 à Osaka<sup>57</sup>. D'ailleurs, la situation revient à la normale au recensement suivant, avec 560 immigrants japonais qui vivent au Québec en 1981 (tableau 3.13).

L'attrait du Québec, relativement stable de 1941 à 1971, chute de façon nette au recensement de 1981. À ce moment, la province n'abrite plus que 5% des immigrants japonais, alors que ce pourcentage atteignait presque 8% dix ans plus tôt. Plusieurs facteurs, qui ne sont pas vérifiables par les statistiques, peuvent expliquer cette baisse dans la proportion d'immigrants japonais qui choisissent le Québec<sup>58</sup>. Ce phénomène s'inscrit d'ailleurs dans une tendance plus globale : la province attire moins d'immigrants asiatiques que le reste du Canada<sup>59</sup>.

## Conclusion

La politique de dispersion du gouvernement fédéral, à la suite de l'attaque de Pearl Harbor, a créé la communauté japonaise du Québec. Cette dernière s'est développée très rapidement et a généralement suivi les tendances nationales. Cependant, quelques faits distinguent la communauté montréalaise. La proportion de femmes est beaucoup plus forte dans la province qu'à l'échelle canadienne. De même, le Québec attire très peu d'immigrants japonais.

La communauté japonaise du Québec, tout comme celle du Canada, a bénéficié d'un changement dans le recensement de 1986. Des gens qui n'auraient pas déclaré être Japonais peuvent désormais le faire grâce à la notion d'origine multiple. Du point de

---

<sup>57</sup> Voir également les sections *Portrait des immigrants au Québec* du chapitre IX et *Le Japon et le Québec* du chapitre X.

<sup>58</sup> Voir également la section *Portrait des immigrants au Québec* au chapitre IX.

<sup>59</sup> Paul-André Linteau, « Les grandes tendances de l'immigration au Québec », *Migrance*, vol. 34 (2009), page 38.

vue statistique, la communauté explose littéralement et va tripler sur une période de 25 ans. Les chiffres démontrent également que le japonais en tant que langue maternelle perd de son influence au sein de la communauté. Il faut attendre la nouvelle vague migratoire des années 1970 avant que cette langue ne reprenne un certain essor.

Cependant, les statistiques ne démontrent pas précisément comment la communauté s'est formée durant les années 1940. Comment les Japonais en sont venus à choisir le Québec plutôt qu'une autre destination? Sur quelle aide ont-ils pu compter au moment où ils sont arrivés dans la province? Ont-ils vécu le même type de racisme et de discrimination qu'en Colombie-Britannique? Et, en quoi consistait la présence japonaise au Québec avant la Deuxième Guerre mondiale? Le chapitre suivant va s'intéresser à ces questions.

## PARTIE 1 : DE 1942 À 1949

## CHAPITRE IV

### LA FORMATION DE LA COMMUNAUTÉ JAPONAISE DU QUÉBEC

Seulement quelques Japonais vivent au Québec avant les années 1940. Toutefois, cette situation change rapidement avec la politique de dispersion du gouvernement fédéral. La province francophone devient donc une destination pour les migrants forcés qui doivent déménager à l'Est du Canada.

Ceux qui choisissent le Québec ne peuvent pas s'appuyer sur une communauté existante. Où se sont-ils installés ? Se sont-ils concentrés à des endroits précis ? Ont-ils préféré se disperser, afin de passer inaperçus dans un contexte où ils sont identifiés comme étant des ennemis du Canada ? Les réponses à ces questions permettent d'observer la formation d'une communauté ethnoculturelle et surtout ses premiers pas dans sa société d'accueil.

Par ailleurs, quelle a été la réaction des Québécois de souche à la suite de l'arrivée des premiers Japonais ? Ces derniers étaient ostracisés dans leur province d'origine, la Colombie-Britannique. Ont-ils suscité les mêmes réactions au Québec ? De façon générale, quelle était la couverture médiatique des grands journaux face au supposé péril japonais qui existait au pays ? Y a-t-il eu une forme quelconque de discrimination à leur égard ? Il s'agit de déterminer si, à la base, les Québécois avaient des préjugés contre les Japonais qui arrivaient à Montréal dans un contexte où ils sont considérés comme des ennemis de l'État. Et, si des cas de racisme ou de discrimination ont eu lieu, il faut également identifier à quelle échelle ils se sont produits. S'agit-il de cas isolés ou institutionnalisés ?

Une fois établie au Québec, comment s'est organisée la communauté japonaise ? Ses membres ont-ils évité de se regrouper en associations? Ont-ils tenté, au contraire de se rassembler autour d'enjeux précis? Ces questions sont importantes car, à l'exception de leur origine ethnique commune, de leur expérience de détention et de leur statut de réfugié involontaire, les immigrants avaient peu de choses en commun. Certains provenaient de la ville, tandis que d'autres vivaient à la campagne. De même, les universitaires côtoyaient les commerçants et les agriculteurs. Une division existe aussi entre les deux principales générations, les *Issei* (la première génération, originaire du Japon) et les *Nisei* (la deuxième génération, née au Canada). Comment ces deux groupes ont coexisté à l'intérieur du Québec? Ont-ils perpétué les divisions qui existaient déjà en Colombie-Britannique?

La première phase de l'évolution de la communauté se termine en 1949. Cette année-là, les Japonais peuvent finalement retourner en Colombie-Britannique. Est-ce que la communauté japonaise du Québec s'est vidée de ses effectifs à ce moment? Certains de ses membres ont également fait un bilan de cette courte période. Quelles raisons sont avancées par les Japonais de Montréal qui décident de partir à l'extérieur ou de demeurer dans leur nouvelle société d'accueil ?

#### 4.1 La période pré communautaire : 1900 - 1942

Avant 1942, il faut parler d'une présence japonaise plutôt que d'une communauté au Québec. En effet, les Japonais étaient très peu nombreux dans cette province et se concentraient essentiellement en Colombie-Britannique, comme le révèlent les différents recensements<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir le tableau 3.2 du chapitre précédent.



Peu d'informations existent dans le *Montreal Bulletin* quant à la présence japonaise avant 1942. Il faudra attendre la création d'un comité historique en 1985 avant que le journal ne s'intéresse à cette question<sup>2</sup>. À la suite d'un appel à la communauté pour identifier une photo, un lecteur écrit au journal pour donner des informations sur une famille japonaise, les Ogawa, qui vivait à Montréal au moment du recensement de 1901 :

« Joseph (born 1858), listed as a bamboo manufacturer, came to Canada from Japan in 1882; his wife Ellen (born 1871) came from England in 1883. Two children were listed: Augusta (born 1890) and Edward (born 1893). The family is listed as Roman Catholic. If you have any more information about this family, or are interested in doing research, please contact us [...] »<sup>3</sup>.

D'ailleurs, un tableau du recensement de 1921 fait état de 5 Japonais qui étaient établis à Montréal et dont l'arrivée au Canada date d'avant l'année 1900 (voir tableau 4.1.). Sur un nombre total de cinq immigrants japonais, quatre étaient naturalisés. Toutefois, cette statistique ne mentionne pas si ces gens étaient au Québec avant 1900 ou s'ils sont arrivés dans la province entre le début du siècle et 1921.

Dans un chapitre consacré exclusivement à la présence japonaise au Québec, Greg Robinson explique que les rares Japonais qui s'installent au Québec pendant ces années passent inaperçus :

Une poignée de Japonais s'établissait à Montréal au début du siècle sans créer de perturbations particulières. M. Shaw T. Nishimura est arrivé à Montréal en 1900 comme représentant de la Japan Central Tea Association, et la Yokohama Silk Company envoyait quelques agents durant ces années. On vit même un consulat ouvrir ses portes au centre-ville en 1902, avant de déménager à Ottawa deux ans plus tard. Les gens d'affaires japonais, tout comme leurs homologues

<sup>2</sup> ----, « The Oral History Project », *Montreal Bulletin*, vol. 37, no. 5 (15 mai 1985), page 5. Voir aussi le projet de la communauté japonaise de Montréal : *Ganbari – un chez-soi retrouvé*, Montréal, *Montreal Japanese Canadian History Committee*, 1998. Toutefois, cette publication s'intéresse essentiellement à l'histoire de la communauté à partir de 1946.

<sup>3</sup> ----, « Ogawa Family – Montreal, 1901 », *Montreal Bulletin*, décembre 1997, page 4.

de Vancouver, côtoyaient l'élite marchande anglaise de la ville [...]. Par contre, un Japonais eut recours à la presse montréalaise pour défendre son peuple. En 1897 l'écrivain issei K. T. Takahashi, alors en résidence à Montréal, publia aux éditions de la *Montreal Gazette* un pamphlet, « The anti-Japanese Petition », au sujet de l'immigration japonaise en Colombie-Britannique. Dans ce texte, qui est vraisemblablement le premier texte en anglais par un Canadien japonais, Takahashi riposta aux sentiments nativistes en les tournant à son compte [...] »<sup>4</sup>.

Robinson rapporte dans un autre texte l'installation de la famille Hayakawa durant les années 1920<sup>5</sup>. L'un des membres de cette famille, Samuel, deviendra sénateur aux États-Unis<sup>6</sup>. En résumé, les rares Japonais qui vivent à Montréal au début du siècle ne fréquentent pas les francophones.

Tableau 4.1 Citoyenneté de la population québécoise née au Japon, selon la période d'arrivée au Canada, 1900 – 1921

Total (T)	Naturalisés (N)	Par année d'immigration											
		1919- juin 1921		1915- 1918		1911- 1914		1900- 1910		Avant 1900		Date inconnue	
		T	N	T	N	T	N	T	N	T	N	Total	N
25	10	4	0	6	1	5	1	5	4	5	4	0	0

Source : Canada, *Sixième Recensement du Canada*, Bureau fédéral de la Statistique, Ottawa, 1924-1929, vol. 2, tableau 68.

<sup>4</sup> Greg Robinson, *Un drame de la Deuxième Guerre : Le sort de la minorité japonaise aux États-Unis et au Canada*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2011, page 284.

<sup>5</sup> Greg Robinson, « Deux autres solitudes ? Historical Encounters between Japanese Canadians and French Canadians », in Ada Savin, ed. *Journey Into Otherness: Essays In North American History, Culture, and Literature*, Amsterdam: VU University Press, 2005, page 146.

<sup>6</sup> *Ibid.*

Un autre article du *Bulletin* de 2004 donne plus de précisions sur la présence japonaise du début du siècle. Un *Issei* mort en 1991 à l'âge de 93 ans a donné plusieurs photographies du début du siècle qui étaient pour la plupart identifiées :

« Mr. Tomohara [le donateur] indicated that five of the gentlemen, namely Mr. T. Horio, Mr. Yoshida, Mr. Koga, Mr. Yamashita and Mr. I. Higo came to Montreal about 1908-1910. The first known Japanese to come to Montreal arrived about 1900 and opened a store on Peel St. near St.Catherine St. In 1920, the Japanese population in Montreal was about 20-21 persons »<sup>7</sup>.

Si l'on se fie au recensement de 1921, ce chiffre est erroné. En effet, Statistique Canada rapporte qu'il y a 32 personnes d'origine japonaise au Québec en 1921<sup>8</sup>. D'ailleurs, un autre article du *MB* donne des renseignements sur Nisuke Tomahara, le donateur des photographies :

« In July 1921, he moved to Montreal and Mr. S. Hayakawa asked him to join his business as they had worked together at the Victoria and Calgary hotels. They roomed together in a boarding house on Union Avenue. The business failed, however, and he went to work at the Tokyo Art Company [...]. In 1924, Tomahara joined Silks Ltd. as the Montreal salesman for the Toronto-based fabric wholesaler and worked there for 34 years »<sup>9</sup>.

Le même texte reprend une entrevue du photographe dans le *Montreal Gazette* dans laquelle il traite du problème de la discrimination : « For years, he said being Japanese meant he couldn't enter a movie theatre or walk in certain neighbourhoods. And jobs and apartments were always difficult to find »<sup>10</sup>. L'article ne mentionne pas si ce constat s'appliquait à Montréal ou à une autre ville.

---

<sup>7</sup> ----, « September cover photo identified », *Montreal Bulletin*, octobre 2004, page 3.

<sup>8</sup> Voir le tableau 3.2.

<sup>9</sup> Kathlyn Horibe, « Nisuke Tomahara », *Montreal Bulletin*, décembre 2002, page 3.

<sup>10</sup> *Ibid.*

Le *MB* du mois de septembre 2002 consacre sa page titre à une photographie de l'année 1927 ou 1928, montrant sept personnes se tenant en face du magasin *Mikado Co*, au 1027 rue Notre-Dame. À l'intérieur de cette publication, un article fait le portrait de la vie japonaise à Montréal dans les années 1920 et 1930<sup>11</sup>. On y retrace le parcours de Shinsuke « Harry » Kobayashi, né au Japon en 1896 et qui est arrivé au Canada en 1908. Après s'être enrôlé dans l'armée et avoir participé à la Première Guerre mondiale, Harry Kobayashi déménage avec sa femme et ses trois enfants à Montréal au milieu des années 1920.

L'article retrace le parcours de cette famille dans la ville :

« Back in Montreal, the Kobayashi family, with 3 children, first lived in the largely French east-end (DeLorimier St.) but eventually moved to the more English speaking neighbourhood of Notre Dame de Grace »<sup>12</sup>.

À propos de la vie sur la rue DeLorimier, Betty Kobayashi Issenman, la fille d'Harry, écrit que le racisme envers les Japonais y était beaucoup plus important qu'à Notre-Dame-de-Grâce :

« When we came to Montreal, we experienced racism and discrimination and I realized I was "different" [...]. Nevertheless I suffered what all persons with Asian antecedents went through at the time: children grimacing at me and calling out, "Chinky, Chinky Chinaman" and other insults (there where several Chinese laundries in the city). When we first lived in the French-speaking east end of Montreal, some French-Canadian boys stopped me on the street and said they planned to kill me »<sup>13</sup>.

---

<sup>11</sup> ---, « Early life of the Japanese in Montreal of the 1920's/30's », *Montreal Bulletin*, septembre 2002, pages 3 et 16. Voir aussi un autre article qui traite de la même période : Betty Kobayashi Issenman, « Being hapa in the '20s and '30s », *Montreal Bulletin*, juin – juillet 2005, pp. 16-17

<sup>12</sup> ---, *Montreal Bulletin*, vol. 57, no. 8 (septembre 2002), page 16.

<sup>13</sup> Betty Kobayashi Issenman, *op. cit.*, page 16.

Cependant, ce cas précis de racisme ne peut pas être appliqué à l'ensemble des Canadiens-français. Comme Greg Robinson l'a démontré, ces derniers sont en général indifférents quant à la présence des Japonais au Canada :

« At the same time, the mass of French Canadians, concentrated in Quebec, remained largely distant from and indifferent to the specific question of Japanese immigration. Commentary in the French-language press on Japanese immigrants seems to have been scanty and neutral »<sup>14</sup>.

Cette affirmation s'applique particulièrement à la période comprise entre 1907 où les gouvernements canadien et japonais signent une entente limitant la venue de Japonais au Canada, et l'attaque de Pearl Harbor en décembre 1941<sup>15</sup>.

Une fois déménagés à NDG, les Kobayashi font face à un autre type d'accueil :

« The family continued to encounter some discrimination. When Mr. Kobayashi tried to join the church [la *United Church*] in NDG the board held a special meeting to decide whether or not Japanese could become members. The vote was positive [...] »<sup>16</sup>.

Toutefois, il importe de remettre cet événement en perspective. Compte tenu du nombre de Japonais établis à Montréal dans les années 1920, il s'agissait probablement du premier contact des gens de l'église avec un Japonais. De plus, la décision d'inclure Harry Kobayashi à la vie religieuse du quartier prouve davantage une attitude d'ouverture que de fermeture face aux Japonais. D'ailleurs, le texte de Betty Kobayashi Issenman illustre bien l'accueil réservé à sa famille :

« Once we joined, the church became the centre for our activities: services, choir, Sunday School, Canadian Girls in Training, social events [...]. The

---

<sup>14</sup> Greg Robinson, *op. cit.*, pp. 91 – 105.

<sup>15</sup> *Ibidem*, pp. 142 – 143.

<sup>16</sup> Betty Kobayashi Issenman, *op. cit.*, page 16.

people there were most friendly and helpful. Eventually my father became head of the Sunday School and a member of the Board »<sup>17</sup>.

Ainsi, la réaction ambivalente à l'égard des Japonais s'est transformée rapidement en ouverture par rapport aux nouveaux arrivants.

Quant aux années 1930, elles ne sont pas couvertes par le *Montreal Bulletin*. Tout au plus, l'article de Betty Kobayashi décrit l'impact d'une femme japonaise, Reiko Koga, qui lui a fait découvrir la culture japonaise au cours de cette période. Quant au numéro spécial publié en 2002, il énumère les Japonais qui vivaient à Montréal : les frères Hayakawa ; les enfants d'Ichiro Hayakawa ; Tsu Horio ; S. Koga, sa femme et un fils ; la famille Suzuki ; « Taki » ; monsieur Takeshige ; monsieur Nisuke Tomahara (voir plus haut) ; la famille Yoshida et George Yamashita<sup>18</sup>. Cette liste n'est pas exhaustive et l'auteure de l'article voudrait rassembler plus d'informations à ce sujet.

Pour cette période allant de 1900 jusqu'au début des années quarante, le *Montreal Bulletin* permet de dresser un portrait général quant à l'intégration des Japonais à Montréal. Peu nombreux, ces derniers ne pouvaient pas s'appuyer sur une communauté pour les accueillir. Tout au plus, les individus devaient compter sur leurs relations personnelles pour se trouver un emploi ou un logement, comme le montre l'exemple de Nisuke Tomahara ou d'Harry Kobayashi. À ce titre, le magasin d'import – export *Mikado Inc.* a joué un rôle important puisqu'il a employé ces deux individus et qu'il était la propriété des frères Hayakawa.

Le *MB* décrit également la profession des autres Japonais de Montréal : il y a un photographe ; un propriétaire d'une galerie d'art (la *Tokio [sic] Art Co.*) ; un étudiant (Samuel Hayakawa) et finalement une famille de fermiers. Ce portrait démontre que

---

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> *Ibid.*

les migrants japonais établis à Montréal avaient un parcours professionnel diversifié et n'étaient pas limités au travail physique.

Les différents articles du *Bulletin* qui couvrent cette période traitent également du racisme et de la discrimination. Évidemment, cette question n'est pas aussi aigüe que dans le cas de la Colombie-Britannique puisque les Japonais de Montréal passent pratiquement inaperçus au cours de cette période. Malgré tout, le témoignage de Betty Kobayashi Issenman démontre qu'il y a du racisme à cette époque. Ces attaques verbales s'attaquaient à l'aspect asiatique (« *Chinamen* ») des Japonais. Ceux-ci étaient donc associés à des Chinois qui étaient beaucoup plus nombreux et par le fait même mieux connus des Montréalais que pouvaient l'être les gens d'origine japonaise.

#### 4.2 La formation de la communauté japonaise à Montréal

Il faut donc attendre l'année 1942 et surtout la dispersion des gens d'origine japonaise à travers le Canada pour assister véritablement à la naissance de la communauté japonaise du Québec. Des rapports de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) mentionnés dans l'ouvrage de Ken Adachi montrent la progression très rapide de la communauté au cours de cette année. En janvier 1942, la GRC recense 25 personnes d'origine japonaise au Québec. Un an plus tard, cette population passe à 96 individus. Au début de l'année 1944, la communauté est rendue à 334 personnes, puis le chiffre augmentera à 532 un an plus tard. Pour les années 1946 et 1947, la population d'origine japonaise augmentera respectivement à 716 puis à 1 247 personnes. Le dernier chiffre donné par Adachi est celui de mars 1949 alors que la communauté japonaise du Québec est composée de 1 300 personnes. Ce chiffre ne se maintiendra pas très longtemps : au cours de cette année, les gens d'origine japonaise retrouvent leur liberté de mouvement et peuvent donc aller s'établir dans une ville telle que

Toronto ou encore retourner sur la Côte Ouest. La communauté va diminuer quelque peu, passant à 1 137 individus au recensement de 1951.

Le journal de la communauté illustre bien ce changement rapide dans la démographie de la communauté. Une chronique en particulier, intitulée au tout début *Our Town* s'intéresse aux activités mondaines, aux visiteurs importants et surtout aux nouveaux arrivants et à ceux quittant la métropole. Cette chronique occupe une page entière et est divisée en plusieurs sections qui sont liées aux sujets d'actualité dans la communauté : les naissances, les mariages, les décès, les familles qui partent et celles qui arrivent, les personnalités connues (d'origine japonaise ou non), les campagnes de financement, les événements religieux, les remerciements et les voyages faits par les membres de la communauté, etc. Par la suite, la chronique portera le nom de *Monthly-Merry-Go-Round* en 1947 et finalement sera baptisée *Montreal-Merry-Go-Round* au cours de la même année. Malgré le changement de nom, la chronique s'intéresse aux mêmes sujets.

La plupart des migrants sont nommés par leur prénom ou par leur famille (ex. les Kobayashi). Par exemple, au cours du mois de juin 1946, la chronique donne une liste entière des gens d'origine japonaise arrivés à Montréal. Toutefois, on ne mentionne pas leur provenance<sup>19</sup>. D'autres fois, on détaille la provenance des nouveaux arrivants, comme par exemple dans le premier numéro du bulletin. La liste comprend des gens provenant d'Angler en très forte majorité, de Barnwell, de New Denver, de Slocan, de Tashme, de Winnipeg et de Vernon<sup>20</sup>. C'est donc dire que la majorité

---

<sup>19</sup> ---, « Our Town », *Montreal Bulletin* vol. 1, no. 4 (juin 1946), page 5. Voir aussi vol.1 no. 6 (août 1946), page 3.

<sup>20</sup> ---, « Welcome to Montreal », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 1 (avril 1946) page 3. Voir aussi pour le même journal « Monthly-Merry-Go-Round », vol.2, no. 2 (avril 1947), page 4.



provient des camps de détention. Dans la chronique du mois suivant, une nouvelle ville s'ajoutera, celle de Greenwood en Colombie-Britannique<sup>21</sup>.

Toutefois à la fin de cette période, la tendance inverse se dessine. La chronique parle davantage des départs qui se font en direction de Toronto ou encore de la Colombie-Britannique. Un des éditoriaux du *MB* de cette époque tente de comprendre pourquoi les Canadiens d'origine japonaise quittent pour l'Ontario. On y avance que le coût de la vie est moins cher, qu'il y a déjà une communauté nombreuse et surtout que les emplois disponibles y sont plus intéressants. Toutefois, l'article y va d'un plaidoyer pour que les gens de la communauté restent à Montréal :

« Montreal offers plenty of opportunities for ambitious Niseis too, quite as many, we believe, as Toronto. But most of all we like it here because no other city is quite like Montreal in making us lose our self-consciousness, making us feel we're Canadians rather than Japanese Canadians »<sup>22</sup>.

L'auteur n'aborde pas les opportunités qui s'offrent aux *Niseis* qui veulent demeurer au Québec. Le texte semble également démontrer que la communauté s'est assimilée partiellement et qu'une partie désire s'y établir de façon permanente malgré la fin des restrictions quant à la migration interprovinciale des gens d'origine japonaise. L'article laisse aussi entendre que l'expérience de la communauté s'est relativement bien passée au Québec.

#### 4.2.1 Facteurs de la naissance de la communauté japonaise de Montréal

Durant la guerre, les gens d'origine japonaise avaient à faire l'un des deux choix suivants : soit accepter d'être « rapatriés » au Japon à la fin de la guerre, soit d'aller

---

<sup>21</sup> ----, « Our Town », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no.2 (mai 1946), page 5.

<sup>22</sup> ----, « Our Montreal », *Montreal Bulletin* vol. 4, no.7 (16 juillet 1949), page 1.

s'établir dans l'est du Canada. Comme la communauté est composée en majorité de *Nisei*, ceux-ci se considèrent d'abord et avant tout comme étant des citoyens canadiens anglophones. Une ville telle que Montréal, située très loin de la Colombie-Britannique et surtout francophone n'est pas, de prime abord, une destination de choix. En effet, la plupart avait ciblé l'Ontario et plus particulièrement la ville de Toronto comme étant leur premier choix. Cette métropole anglophone avait le mérite d'abriter une communauté japonaise importante. Toutefois, les autorités craignent une invasion et les autorités municipales vont interdire l'établissement des nouveaux venus. Les *Issei* et les *Nisei* devront se tourner vers la métropole francophone. Comme le mentionne Keibo Oiwa :

« Many of the *Nikkei* who came to Montreal were those who had been refused settlement in Toronto. Once more, their attempt to form a concentration was denied by the *Hakujin* [littéralement « personnes blanches»] society, this time the Eastern Canadian city which they had hoped would be less hostile than British Columbia »<sup>23</sup>.

Donc d'un point de vue strictement législatif, la ville de Montréal représente une solution de rechange pour les *Issei* et les *Nisei* à la recherche d'une nouvelle destination à l'est des Rocheuses. Oiwa néglige cependant le rôle des communautés religieuses qui ont fait connaître le Québec aux Japonais détenus<sup>24</sup>.

Le contexte racial est également différent au Québec. Les quelques personnes d'origine japonaise qui vivaient à Montréal avant 1942 n'ont pas été victimes de racisme systématique. Les quelques incidents isolés ne se comparent pas à la situation tendue de la Colombie-Britannique. Et, de façon générale, l'opinion publique est indifférente quant à la question japonaise au cours de la Deuxième Guerre mondiale. En résumé, la ville de Montréal représente un havre de tranquillité raciale pour les

<sup>23</sup> Keibo Oiwa, « The Structure of Dispersal : The Japanese Canadian Community of Montreal », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 18, no. 2, page 22

<sup>24</sup> Voir la section *L'Église catholique* du chapitre V.

gens d'origine japonaise qui ont été victimes de discrimination dans leur province d'origine. De plus, la presse montréalaise ne s'inquiète pas vraiment de ce que l'Ouest canadien appelle le péril jaune (voir plus bas).

La communauté japonaise de la Côte Ouest a aussi accès à des informations positives sur la ville de Montréal. Des membres importants, autant des Nisei que des Blancs mentionnent le climat de tolérance qui existe dans cette ville. Par exemple, Tom Shoyama, éditeur du journal *New Canadian* décrit la métropole francophone comme étant un havre de paix pour les gens d'origine japonaise<sup>25</sup>. L'auteur mentionne qu'il y a beaucoup d'emplois, mais que le coût de la vie y est très élevé. D'autre part, la communauté japonaise est informée par les communautés religieuses catholiques et protestantes dont les représentants sont parmi les rares blancs qui s'intéressent à elle. Les religieux, autant des hommes que des femmes, incitent leurs coreligionnaires à choisir la métropole francophone comme destination une fois que l'évacuation de la Côte Ouest est officialisée<sup>26</sup>. Ces congrégations vont également accueillir les nouveaux arrivants à Montréal. Par exemple, les Sœurs du Christ-Roi vont mettre sur pied une auberge pour accueillir les jeunes filles et même les jeunes familles afin de leur offrir un endroit où se loger et surtout d'être sûres de garder leur moralité. Quant aux protestants, ils vont fournir le logement aux nouveaux arrivants et leur trouver un emploi comme domestiques ou encore dans les petites industries de Montréal<sup>27</sup>.

#### 4.2.1.1 L'établissement de Farnham

---

<sup>25</sup> Tom Shoyama, « City of Million Swallows Evacuees », *The New Canadian*, 31 juillet 1943, pp. 1 et 4.

<sup>26</sup> Voir le chapitre V sur l'implication des organisations religieuses dans la communauté japonaise de Montréal.

<sup>27</sup> -----, *Ganbari: Reclaiming Our Home/Ganbari: un chez-soi retrouvé*, Montréal, Montréal Japanese Canadian History Committee, 1998, page 12.

Montréal abrite la très grande majorité des gens de la communauté japonaise du Québec tout au long de la période étudiée, de 75 à 92% d'entre eux de 1942 à 1989<sup>28</sup>. Au cours des années 1940, la ville de Farnham accueille aussi un certain nombre de migrants nippons qui vont s'y établir. Ce choix de destination s'explique par le fait que le gouvernement fédéral a reconverti en auberge (*hostel*) un bâtiment situé dans un ancien camp de prisonniers allemands. Cette mesure vise à donner de l'emploi aux nouveaux arrivants, à les assimiler à la vie canadienne et surtout à les installer à l'extérieur de Montréal :

« With Farnham's hostel as the focal point of activity, the Security Commission [la BCSC] hopes to place the greater majority on neighboring farms, where farmers have shown a willingness to hire evacuees help. In this way, the Department of National Defence hopes that the evacuees will gradually become absorbed into the life of the surrounding community, and in time, become a necessary and permanent part of the Quebec scene.

Although there will still be a number coming East direct to Montreal, the majority will go immediately to Farnham, and it is from there that individuals will be placed in positions, be they farm work or otherwise, by the Security Commission »<sup>29</sup>.

Une fois sa réfection terminée au milieu du mois de juin 1946, le bâtiment a une capacité d'accueil de deux cents personnes et contient une salle à manger commune ainsi qu'un centre récréatif<sup>30</sup>. Malgré le départ de la plupart des migrants vers Montréal, Farnham sera tout de même la deuxième ville en importance quant à sa population japonaise au recensement de 1951. Elle sera aussi mentionnée de façon épisodique dans le journal de la communauté montréalaise. Quelques activités seront

---

<sup>28</sup> Voir le tableau 3.8.

<sup>29</sup> ----, « Federal Government's Hostel Plan », *Montreal Bulletin*, vol. 1, numéro 1 (juin 1946), page 1. Sur le rôle des camps de détention, voir également : Stephanie Bangarth, « The Long, Wet Summer of 1942 : The Ontario Farm Service Force, Small-Town Ontario and the Nisei », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 37, no. 1 (2005), pp. 40 – 62 ; Patricia E. Roy, « A Tale of Two Cities: The Reception of Japanese Evacuees in Kelowna and Kaslo, B.C. », *BC Studies*, no. 87 (automne 1990), pp. 23 – 47.

<sup>30</sup> « Federal Government's Hostel Plan », *op. cit.*, page 1.

organisées afin de garder un contact entre ces deux communautés au cours des décennies suivantes<sup>31</sup>. Quelques Japonais vont également s'établir à Québec.

#### 4.2.1.2 La couverture médiatique à Montréal<sup>32</sup>

La couverture médiatique montréalaise du « problème japonais » explique en partie cette absence d'hostilité envers les nouveaux arrivants japonais. En effet, la plupart des quotidiens francophones traitent de la question de façon relativement objective, se contentant de rapporter les faits présentés par le gouvernement. Par exemple, le 10 décembre 1941, le *Montréal-Matin* informe ses lecteurs que les Japonais d'origine doivent se rapporter à la GRC afin de s'y faire enregistrer :

Toute personne de descendance japonaise et résidant au Canada est requise par les règlements du Canada de se rapporter dans le plus bref délai au registraire du bureau de district des aubains ennemis, annonce-t-on ce soir aux quartiers-généraux de la Gendarmerie Royale.

Pour Montréal, ce bureau est installé dans l'édifice du Bureau des Postes, Place d'Armes, aux quartiers-généraux de la Gendarmerie Royale.

---

<sup>31</sup> Dans le *Montreal Bulletin*, voir : « George Yamashita Accepts New Post at Farnham », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 5 (août 1946), page 1 ; « United Church and Fellowship Picnic », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 6 (juin 1953), page 1 ; « Montreal Merry-go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 9, no. 3 (mars 1954), page 4 ; « Farnham Scouts Win Award », vol. 9, no. 7 (juillet 1954), page [?] ; « Montreal Merry-go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 10, no. 1 (janv. 1955), page 2 ; « Farnham Japanese Variety Show », *Montreal Bulletin*, vol. 10, no. 2 (fév. 1955), page 3 ; « Farnham Japanese Variety Show », *Montreal Bulletin*, vol. 10, no. 3 (mars 1955), page 5 ; « Japanese Canadian Centennial », *Montreal Bulletin*, vol. 31, no. 4 (avril 1976), pages 1-2 ; « Profile : Masato Hayami », *Montreal Bulletin*, vol. 46, no. 11 (déc. 1991).

<sup>32</sup> Cette section reprend la structure et l'approche du texte de Greg Robinson, qui s'est intéressé aux relations entre les deux groupes ethnoculturels. De même, les articles de journaux utilisés pour cette section sont aussi tirés de ce texte : « Deux autres solitudes? Historical Encounters Between Japanese Canadians and French Canadian », *op. cit.* Robinson traite également de ce sujet dans le chapitre VII de son ouvrage portant sur l'histoire de la communauté japonaise aux États-Unis et au Canada : Greg Robinson, *Un drame de la Deuxième Guerre*, *op. cit.*, pp. 283 – 295.

On doit faire exception toutefois pour les Japonais nés aux États-Unis et les Japonais nés au Canada. Toute personne de descendance japonaise naturalisée sujet britannique depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1922 doit aussi se rapporter<sup>33</sup>.

Sur la même page, on annonce également que les Américains commencent à retirer leurs vêtements des buanderies japonaises et que les Nippons retirent leur argent des banques aux États-Unis en réponse à une annonce du gouvernement qui interdit toute transaction avec une personne d'origine japonaise sans avoir obtenu de permission préalable<sup>34</sup>.

Un autre article qui paraît la même journée dans *La Patrie* traite spécifiquement de la situation des Japonais établis au Québec :

La Gendarmerie royale n'a opéré aucune arrestation dans la minuscule colonie japonaise de Montréal, laquelle ne compte que 17 nippons [sic], dont 10 sont nés au Canada. Il semble qu'il en sera pour eux comme pour les Roumains, les Hongrois et les Finlandais. Tous ces Japonais sont pro-britanniques. Il y a 20,000 Japonais au Canada; presque tous demeurent à Vancouver.

À Montréal, trois de ces Japonais, MM. Manzo Yoshida, 745 avenue Stuart, Outremont, T. Horio 5940, ouest Sherbrooke et H. S. Kobayashi, 5175 ouest, Sherbrooke se déclarent en faveur de l'Angleterre. M. Kobayashi est actuellement au Japon et sa famille entretient des craintes à son sujet. On l'attendait pour Noël et sa famille se demande avec anxiété s'il n'est pas en mer.

Il n'y a pas de consulat japonais à Montréal, mais une légation nipponne existe à Ottawa. Le ministre du Japon y est l'hon. Seijiro Yoshizawa. Quant à M. Kobayashi, il servit durant la dernière Grande Guerre comme membre de l'armée canadienne<sup>35</sup>.

---

<sup>33</sup> « Les Japonais doivent se rapporter à la Gendarmerie Royale », *Montréal-Matin*, 10 décembre 1941, page 1.

<sup>34</sup> « Les Américains se hâtent de retirer leurs effets des buanderies nippones », *Montréal-Matin*, 10 décembre 1941, page 1.

<sup>35</sup> « Aucun Nippon n'a été arrêté dans le Québec », *La Patrie*, 10 décembre 1941, page 6.

Le chiffre avancé quant à la population japonaise de Montréal ne correspond ni au nombre total de Nippons qui est de 35, ni au nombre de citoyens japonais naturalisés qui est 68 au recensement de 1941<sup>36</sup>. Malgré ces omissions, l'article décrit la « colonie japonaise » sous trois aspects favorables auprès des lecteurs. Dans un premier temps, son poids numérique est pratiquement nul dans la métropole, ce qui n'en fait pas une menace. Deuxièmement, ces quelques individus dont la plupart sont Canadiens déclarent être fidèles à la Couronne britannique. Finalement, l'article parle même de H.S. Kobayashi qui a servi sous les drapeaux durant la Première Guerre mondiale. Ce court portrait démontre donc que les quelques Japonais de Montréal sont du bon côté.

Quant à la couverture nationale de la question japonaise faite par la presse montréalaise, elle reprend au mieux la position officielle du gouvernement, au pire elle accorde une certaine place aux commentaires d'hommes politiques hostiles à la présence japonaise au Canada<sup>37</sup>. Par exemple, on mentionne que seuls les Japonais soupçonnés sont internés, tout comme c'est le cas pour les Italiens et les Allemands<sup>38</sup>. Quelques jours plus tard, un journal concurrent mentionne que le cabinet fédéral s'est réuni pour parler de la menace japonaise qui plane sur le pays<sup>39</sup>. Toutefois, on rassure les lecteurs sur trois points essentiels : 1) Les Japonais auront la chance de prouver leur loyauté au Canada ; 2) ces gens auront l'opportunité de gagner leur vie, car un bon nombre ont perdu leur permis de pêche qui constituait leur gagne-pain ; 3) les Japonais doivent être retirés de la Côte Ouest par crainte d'activités de cinquième colonne. Pour leur assurer un emploi, l'article mentionne que le gouvernement pense

---

<sup>36</sup> Voir les tableaux 3.4 et 3.7.

<sup>37</sup> Greg Robinson, *Un drame de la Deuxième Guerre*, page 289.

<sup>38</sup> « 38 Japonais internés », *La Patrie*, 9 janvier 1942, page 1.

<sup>39</sup> « Une politique tempérée à l'endroit des Nippons au Canada serait adoptée », *Montréal-Matin*, 14 janvier 1942, page 1.

à les engager pour construire des routes. Toutefois, on n'envisage pas un « transfert en masse des Japonais habitant la Colombie-Britannique pour les envoyer à l'intérieur du Canada [...] »<sup>40</sup>. Cependant, l'article omet certains points essentiels. Tout d'abord, les Japonais ont perdu leur permis de pêche bien avant le début de la guerre et c'est plutôt la confiscation des bateaux de pêcheurs japonais qui a lieu à ce moment. Les faits et les rapports vont également démontrer rapidement que l'idée d'une cinquième colonne, que ce soit au Canada ou aux États-Unis, ne se base pas sur des informations valables. Finalement, l'idée d'une déportation massive est déjà dans l'air au moment où l'article paraît, et ce, malgré le fait que des rapports de la GRC démontrent que les Japonais menaçant la sécurité du pays sont déjà emprisonnés<sup>41</sup>.

De façon générale, la couverture de la presse est relativement neutre et informe les lecteurs sans prendre de véritable parti pris pour ou contre les Japonais du Canada<sup>42</sup>. Par le fait même, les rares articles carrément hostiles à la présence japonaise ressortent davantage. Un premier donne la parole à Ian Mackenzie, un homme politique de la Colombie-Britannique, ancien ministre de la Défense nationale, ministre des Pensions et de la Santé nationale de 1939 à 1944 et par la suite ministre des Affaires des anciens combattants de 1944 à 1948. Mackenzie était déjà impliqué dans les mouvements antijaponais bien avant d'être ministre dans le gouvernement de Mackenzie King. Une fois au pouvoir il s'est fait le représentant de la Colombie-

---

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> Ken Adachi, *op. cit.*, page 203.

<sup>42</sup> Pour d'autres articles sur le fait japonais à la fin de l'année 1941 et au début de l'année 1942 : « Japonais et "étrangers ennemis" bannis », *Le Devoir*, 14 janvier 1942 ; « Vendra-t-on ces bateaux japonais? », *La Presse*, 14 janvier 1942 ; « Les Japonais du Canada et le droit de vote », *La Presse*, 15 janvier 1942 ; « Les Japonais ont commencé l'exode des zones de défense du Pacifique », *Montréal-Matin*, 24 février 1942 ; « Cinquante Nippons partiront demain », *La Presse*, 27 février 1942 ; « Les Orientaux au Canada », *Le Devoir*, 7 mars 1942 ; « Camps japonais en Ontario », *La Patrie*, 19 mars 1942. Toutes ces références sont tirées de l'article de Greg Robinson.



Britannique quant à la question japonaise. Dans l'article du *Montréal-Matin*, il expose ainsi l'évacuation :

Les Japonais seront éloignés de la Colombie britannique et ils n'auront pas de permission d'obtenir des terres dans cette province et sur la côte du Pacifique, mais cette question sera traitée avec humanité et fermeté.

[...] Actuellement, nous éloignons les Japonais de la côte à raison de cent tous les deux jours. Nous aimerions accélérer ce rythme, mais il nous faut nous occuper de loger ces Nippons, ce qui n'est pas facile en hiver. Nous déplaçons les hommes les premiers. Plus tard, nous nous occuperons des familles.

Nous devons agir sainement et humainement sans oublier le sort de vingtaines de milliers de sujets britanniques, dont plusieurs milliers de nos soldats, actuellement prisonniers des Japonais<sup>43</sup>.

Dans le même article, Mackenzie mentionne qu'en tant que « ministre de la Colombie, je me suis occupé constamment et sérieusement du problème japonais dans ma province »<sup>44</sup>. L'idéal pour lui est de déménager les Japonais à l'extérieur de la Colombie-Britannique, mais il dit lui-même que cette solution est difficile à appliquer, car les autres provinces ne veulent pas accueillir les Japonais. L'article démontre également que le principal souci pour le ministre n'est pas le bien-être de la population canadienne d'origine japonaise, mais plutôt la sécurité des prisonniers détenus par le Japon.

Un autre article, également cité par Robinson, va beaucoup plus loin quant à son contenu antijaponais. Le texte est écrit par Henry Herbert Stevens, une figure importante du Parti conservateur fédéral dans la première moitié des années 1930 et un raciste notoire. L'article occupe une demi-page et reprend de nombreuses idées préconçues sur la présence japonaise au Canada. L'introduction donne d'ailleurs une bonne idée du ton général de l'argumentaire de Stevens :

---

<sup>43</sup> « L'évacuation des Japonais », *La Patrie*, 25 février 1942, page 1.

<sup>44</sup> *Ibid.*

La situation japonaise inquiète fort – et avec raison la population de la Colombie-Britannique, particulièrement celle qui habite la région côtière.

Il y a un nombre considérable de Japonais en Colombie-Britannique, un nombre beaucoup plus grand que ne l'indique le dernier recensement et il n'y a aucune exagération d'estimer qu'il est d'environ 40,000 âmes [le recensement de 1941 indique 23 149 personnes]. Ces Japonais demeurent surtout dans la région côtière et ils sont placés – de la façon la plus stratégique possible – dans toutes les anses et les baies de la côte qui va de l'Alaska à Vancouver. Ils ont même le contrôle absolu de plusieurs îles. C'est en tout cas la situation dans l'archipel des îles de la Reine-Charlotte où la population japonaise prédomine. Entre autres, les Jaunes ont exploré chaque pied d'eau le long de la côte du Pacifique et ils possèdent d'aussi bonnes cartes de navigation que les autorités canadiennes – y compris à la Marine de Guerre – sinon de meilleures<sup>45</sup>.

Ce texte est un parfait condensé des opinions défavorables qui existent quant à la présence japonaise au Canada. Stevens traite d'un nombre de Japonais beaucoup plus élevé qu'on le croit, de concentrations japonaises importantes dans certaines zones stratégiques et d'activités de cinquième colonne. L'auteur appuie d'ailleurs cette idée de menaces puisqu'il mentionne que 7 000 hommes jurent fidélité à l'empereur du Japon et que la plupart sont d'anciens soldats de l'armée de terre ou de la marine. Il laisse aussi planer la menace d'une guérilla, tout en invoquant ne pas pouvoir donner de détails stratégiques. Stevens revient également sur l'insouciance de l'Est du pays qui s'occupe des Allemands et des Italiens, mais pas des Japonais. Finalement, il dit que tous les Japonais, qu'ils soient naturalisés ou nés au Canada, devraient être emprisonnés et gardés sous surveillance<sup>46</sup>.

En résumé, les sources d'informations disponibles pour les lecteurs francophones indiquent une certaine neutralité quant à la situation des Japonais au Canada. On se contente de rapporter les informations données essentiellement par le gouvernement

---

<sup>45</sup> H.-H. Stevens, « Le problème japonais en Colombie-Britannique », *Montréal-Matin*, 3 mars 1942, pp. 1 – 2.

<sup>46</sup> *Ibid.*

fédéral ou par certains ministres influents, sauf dans le cas des articles concernant Mackenzie et Stevens. Et les articles qui mentionnent la présence japonaise à Montréal indiquent que cette communauté est très peu nombreuse et fidèle à l'Empire britannique. Les informations véhiculées dans les quotidiens de la métropole ne fournissaient pas de véritables prétextes pour inquiéter les lecteurs quant à la présence japonaise ou à l'arrivée imminente de migrants nippons au cours de l'année 1942.

#### 4.2.1.3 Les réactions officielles quant à la présence japonaise au Québec

Les articles de journaux, ainsi que les textes de Robinson, démontrent que les francophones du Québec ont fait preuve d'une certaine indifférence quant à la venue des Japonais. Malgré cela, les nouveaux arrivants ont été visés par deux réactions officielles. Le premier ministre Duplessis s'est prononcé contre leur présence dans la province. Cependant, cette opposition n'est pas allée plus loin que des déclarations publiques. Dans le cas de l'Université McGill, la discrimination est allée plus loin. En effet, l'établissement a interdit aux Japonais de s'inscrire dans ses différents programmes.

La seule réaction politique du Québec quant à l'arrivée de Japonais sur son territoire vient du premier ministre Maurice Duplessis<sup>47</sup>. Ce dernier n'est pas allé très loin dans son opposition. Selon Robinson :

« However, approximately one-tenth of the migrants resettled in Montreal, despite the vocal opposition of Premier Maurice Duplessis, the right-wing French-Canadian nationalist who had returned to power shortly before »<sup>48</sup>.

---

<sup>47</sup> L'État québécois a également refusé de reconnaître l'Église bouddhiste. Toutefois, cette situation n'est pas le fait uniquement du premier ministre Duplessis et s'est échelonnée sur deux décennies. Voir la section *L'Église bouddhiste* du chapitre VIII.

Cette prise de position du politicien est confirmée par le journal de bord des Soeurs du Christ-Roi :

Qu'il y a des choses tristes dans le monde ! ... C'est bien l'expression qui vient à nos lèvres en apprenant par le Devoir la conduite inhumaine du gouvernement à l'égard des Japonais du Canada. L'Honorable Duplessis aurait dit-on, lancé une loi leur interdisant l'entrée dans notre Province... Comme si ce n'était pas assez qu'on ait confisqué leurs biens et qu'on les ait relégués dans les sombres camps de concentration de l'Ouest...<sup>49</sup>.

Cette affirmation semble être une rumeur : aucune loi n'a été votée et la migration des Japonais au Québec s'est poursuivie.

Les Japonais du Québec ont aussi connu un cas de racisme institutionnel. L'Université McGill a décidé de leur fermer ses portes, ce qui constitue une première canadienne :

« In October 1944, McGill College, which was notorious for its longstanding discriminatory policies against Jews and other ethnic minorities, became the first Canadian University officially to close its doors to Japanese-Canadian students »<sup>50</sup>.

Selon le document *Ganbari – un chez-soi retrouvé*, la raison de cette discrimination est simple : « Le Sénat [de McGill] soutenait que puisque les Canadiens d'origine japonaise n'étaient pas éligibles à des postes exigeant une formation universitaire dans les forces armées et les usines de guerre, une telle formation devenait inutile »<sup>51</sup>.

---

<sup>48</sup> Greg Robinson, « Deux autres solitudes ? Historical Encounters between Japanese Canadians and French Canadians », in Ada Savin, ed. *Journey Into Otherness: Essays In North American History, Culture, and Literature*, Amsterdam: VU University Press, 2005, page 150.

<sup>49</sup> Québec, Laval, Archives des Sœurs du Christ-Roi, Fonds 90-72 (Canada-Est), dossier 1945, « Journal de la Maison de Montréal », 21 mars 1945.

<sup>50</sup> Greg Robinson, *op.cit.*, page 150.

<sup>51</sup> Montreal Japanese Canadian History Committee, *Ganbari – un chez-soi retrouvé*, Montréal, Montreal Japanese Canadian History Committee, 1998, page 16.

Le même document mentionne que l'Université de Montréal et le collège Sir George Williams n'ont pas appliqué ces mesures.

Les archives de la communauté japonaise détiennent des informations supplémentaires quant à la politique d'exclusion de l'université. Le Sénat de McGill discute de l'exclusion des étudiants d'origine japonaise dès septembre 1943. Cette mesure est justifiée par de nombreuses raisons. Le comité croit qu'il serait injuste d'accorder des privilèges qui ne sont même pas donnés aux étudiants de l'Empire britannique<sup>52</sup>. On croit également que les hommes de retour au pays pourraient être fâchés de voir que des Japonais occupent des postes qui leur étaient destinés. Le Sénat avance également une raison particulièrement étonnante : les étudiants japonais pourraient contribuer à l'effort de guerre en allant du côté de l'agriculture, mais ils ne veulent pas<sup>53</sup>. Autre raison évoquée : l'opinion publique est contre leur admission. En leur accordant ce privilège, l'Université McGill pourrait perdre l'appui de la population. Dernier argument : comme les Japonais ne peuvent pas contribuer à l'effort de guerre, rien ne sert de les former et de leur accorder l'accès aux études universitaires<sup>54</sup>. En résumé, aucune des raisons évoquées ne se base sur des faits concrets. Le racisme semble être la principale explication de cette motivation d'exclure les étudiants d'origine japonaise. Cependant, le vote conduisant à l'adoption d'une telle résolution a été serré : 11 voix se sont prononcées pour et 10 voix contre<sup>55</sup>. Cette question était donc loin de faire l'unanimité.

---

<sup>52</sup> Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c. 35, Dossier 39 (McGill University – Admissions Policy, 1943 – 1945), « Summary of Senate Discussions Re Japanese Students », non daté.

<sup>53</sup> *Ibid.*

<sup>54</sup> *Ibid.*

<sup>55</sup> *Ibid.*

Le vice-chancelier Cyril James semble avoir demandé l'appui du recteur de l'Université de Montréal, Olivier Maurault, concernant l'accès des étudiants d'origine japonaise aux universités québécoises. Ce dernier écrit une lettre datée du 22 décembre 1944 dans laquelle il dit :

Cher Mr James,

J'ai réuni mes Doyens de Faculté et je leur ai posé votre question.

Ils sont unanimement d'avis que rien n'empêche d'accepter, à l'Université de Montréal, des Japonais nés au pays (Canadian born Japanese). Ils refuseraient les autres, du moins pendant la guerre<sup>56</sup>.

Cette réponse du recteur vient donc invalider implicitement deux des raisons évoquées par le Sénat de McGill, à savoir qu'il existe une opinion publique négative à l'égard de l'admission de Japonais et que les universités du Canada n'ont pas à former des citoyens qui ne peuvent pas contribuer à l'effort de guerre. D'ailleurs, l'Université Laval va dans le même sens. Le recteur Cyrille Gagnon explique au vice-chancelier de McGill sa position : « J'ai causé de la chose avec mes aviseurs, et nous croyons que ces citoyens canadiens pourraient être admis dans nos Universités »<sup>57</sup>. L'établissement anglophone est donc allé de l'avant malgré l'absence d'appuis de la part de deux des principales universités de la province.

Une lettre d'Arthur B. Wood, membre du conseil des gouverneurs de McGill, expose les principales raisons de la politique d'exclusion de son établissement<sup>58</sup>. S'adressant à Cyril James, il explique que plusieurs candidatures sont plus importantes que celles des étudiants japonais. Les candidatures des gens ayant servi dans les forces armées,

---

<sup>56</sup> Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c. 35, Dossier 39 (McGill University – Admissions Policy, 1943 – 1945), « Monsieur F. Cyril James », 22 décembre 1944.

<sup>57</sup> Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c. 35, Dossier 39 (McGill University – Admissions Policy, 1943 – 1945), « Docteur F. Cyril James, Principal », 21 déc. 1944.

<sup>58</sup> Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c. 35, Dossier 39 (McGill University – Admissions Policy, 1943 – 1945), « Dr. F. Cyril James », 8 juin 1945.

celles des étudiants provenant des autres parties de l'Empire britannique ou de pays alliés devraient être privilégiées. Wood défend également la politique d'exclusion en disant que :

« [...] I think it should be made clear that any special conditions applicable to them are being imposed by the University solely because of the action of the Dominion Government in having deprived these people of certain rights of citizenship, and that all such restrictions will be removed after the conclusions of hostilities, or after these persons shall have been restored to full rights of citizenship »<sup>59</sup>.

En somme, l'établissement appliquerait une règle juste, dans la mesure où ces personnes ont déjà été dépouillées de leurs droits par le gouvernement fédéral.

Wood précise, dans un mémorandum, la position du Sénat sur la question des Japonais. Il réitère que certaines catégories d'étudiants devraient être privilégiées. Par ailleurs, l'institution est prête à ouvrir ses portes à certains étudiants d'origine japonaise, mais sous de nombreuses conditions : 1) leur dossier doit être garanti par la GRC ; 2) le candidat doit avoir de bons prérequis universitaires ; 3) l'université doit être certaine que le choix de programme d'étude du candidat n'entre pas en contradiction avec les lois émises par le gouvernement du Dominion; 4) leur candidature ne doit pas nuire ou interférer avec celle d'une personne qualifiée ou jugée comme prioritaire par le Sénat<sup>60</sup>.

La politique d'exclusion totale de McGill dure un an, même si dans les faits certaines limitations perdurent. Cependant, la contestation est importante et de nombreuses personnes ont défendu les droits des *Nisei*. Le révérend Cyril Powles a créé le *Montreal Committee on Japanese Canadians* pour ce faire<sup>61</sup>. L'association étudiante

---

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> Québec, Montréal, Archives de l'Université McGill, Fonds MG4247, c. 35, Dossier 39 (McGill University – Admissions Policy, 1943 – 1945), « Dr. F. Cyril James », 7 juin 1945.

<sup>61</sup> Greg Robinson, *op. cit.*, pp. 150 – 151.

de McGill a aussi organisé une manifestation afin que l'université retire sa politique de discrimination<sup>62</sup>. D'ailleurs, un compte rendu d'une réunion du Sénat fait état des pressions de l'association étudiante, qui a demandé à ce que la résolution concernant l'exclusion des Japonais soit revue<sup>63</sup>. Le Sénat reçoit également une lettre du *Fellowship for a Christian Social Order*, dont font partie plusieurs anciens de McGill, lui demandant de revoir sa position concernant les étudiants d'origine japonaise.

#### 4.3 Une véritable communauté?

La communauté japonaise du Québec s'est intéressée elle-même à sa formation et à son développement au cours des années quarante et au début des années cinquante. Le *Social Welfare Committee* remanie en 1953 un travail rédigé par deux étudiantes au baccalauréat, Rei Nishio et Kuni Uchida écrit en 1947<sup>64</sup>. Les modifications apportées par le comité touchent surtout à la suppression de certaines statistiques trop lourdes et à l'ajout de certaines informations afin que le texte soit à jour<sup>65</sup>.

L'étude est divisée en deux grandes parties. La première qui est sociologique et rédigée par Rei Nishio (future femme de l'éditeur Kim Nakashima) divise la première décennie d'existence de la communauté en trois sous-périodes. La première va de 1942 à 1945 et est qualifiée de coopération passive. Les *Nikkei* vivant des temps troublés, ils préfèrent passer inaperçus et entrent en contact uniquement avec les

---

<sup>62</sup> *Ibidem*, page 151.

<sup>63</sup> Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c. 35, Dossier 39 (McGill University – Admissions Policy, 1943 – 1945), « Summary of Senate Discussions Re Japanese Students », non daté, page 2.

<sup>64</sup> Kuni Uchida et Rei Nishio, *The Japanese in Montreal : An Ecological and Sociological Survey*, Montréal, Social Welfare Committee of the Quebec Chapter JCCA, mars 1953 [non publié].

<sup>65</sup> Voir la préface, rédigée par Jesse Nishihata, le président du Social Welfare Committee.



membres du clergé, en évitant la population blanche. La deuxième sous-période débute en 1946 et se termine en 1949. Selon l'auteure, la population japonaise de Montréal a accumulé beaucoup de frustration qui est détournée vers les leaders de la communauté. Cette période conflictuelle cause l'apparition d'un nombre important d'organismes à l'intérieur de la communauté. Finalement la troisième période, débutant en 1949 et se terminant en 1952, voit la stabilisation de la communauté japonaise toujours selon l'auteure.

Dès le début, le rapport apporte une nuance intéressante quant à la formation de la communauté qui est le fruit d'une politique fédérale et non pas d'une migration naturelle. Cette situation va perdurer après la guerre puisque le gouvernement canadien forcera les gens d'origine japonaise soit à s'établir dans l'est du pays, soit à être « rapatriés » au Japon. Nishio mentionne également le choc culturel de ces migrants qui vivaient pour la plupart dans des communautés autonomes (*self-supporting*) en Colombie-Britannique et qui se retrouvent soudainement en pleine ville.

La deuxième partie du rapport, rédigée par Uchida, se concentre sur la répartition des migrants dans la ville de Montréal. Elle avance l'idée d'une progression « écologique », c'est-à-dire d'un mouvement de la population du centre-ville vers la banlieue. La première phase de peuplement se fait tout près du centre-ville :

« These “first-area settlements” were located near the centre of the city, in commercial and industrial areas where low rental flats, tenements and rooming houses predominate – the usual starting mark before the subsequent march to outer residential areas. The densest area centered on three wards: St. Andrew, St. Lawrence, and St. George, respectively. These three adjacent [sic] wards constituted the “first-area” holding 202 individuals and 15 families out of a total of 441 individuals and 33 families in 1944, not including children »<sup>66</sup>.

---

<sup>66</sup> Uchida et Nishio, *op. cit.*, page 5.

Deux autres secteurs de moindre importance se retrouvent également dans cette liste. Le premier, Westmount, abrite quelques familles de professionnels (médecins ou dentistes), ainsi que des domestiques d'origine japonaise qui logent chez leur employeur. Dans l'autre secteur, Verdun, il s'agit davantage de familles qui sont à la recherche d'un loyer à prix modique.

Pour la deuxième phase de l'étude (1947), l'auteure remarque un mouvement timide de la population japonaise vers le nord de la ville. L'hypothèse avancée pour ce phénomène est qu'on y met de l'avant des projets de logements à coût modique. Finalement pour l'année 1952 qui est la dernière période étudiée par les deux auteures, le mouvement vers le nord s'accroît beaucoup plus, et ce au détriment des quatre quartiers mentionnés plus haut. Les nouveaux secteurs qui abritent le plus de Japonais sont Villieray, Montcalm et Rosemont<sup>67</sup>. On explique également la relative absence des Japonais dans les secteurs de Westmount, de Ville Mont-Royal et de Hampstead par les coûts très élevés des logements dans ces secteurs. L'auteure fait également le lien entre l'emploi occupé et le lieu de résidence : au moment de leur arrivée, les *Issei* et les *Nisei* occupent des emplois peu rémunérés, situés au cœur de la ville. Au moment où ils se fixent de façon permanente et se trouvent un meilleur emploi, ils quittent le centre pour se disperser à travers la ville et même se rendre en banlieue.

Cette étude préliminaire quant au déplacement de la population japonaise est remise en question en 1986 par le chercheur Keibo Oiwa, qui conteste cette thèse écologique. Selon lui :

---

<sup>67</sup> *Ibidem*, page 7.

« Since this dispersal was done not at random but selectively, it is not difficult to imagine how many Nikkei facing this selective policy became quickly convinced that their future lay in dispersion »<sup>68</sup>.

Oiwa croit que les gens d'origine japonaise auraient intériorisé en quelque sorte la politique de dispersion, ce qui fait en sorte qu'ils ne veulent pas se regrouper et former une véritable communauté. Il défend également l'idée que les religieux qui ont aidé les migrants à s'installer à Montréal ont également contribué à cette dispersion<sup>69</sup>.

Par ailleurs, il croit que la communauté japonaise est dispersée dès le moment de sa formation :

« Emphasizing concentration of the population, Uchida seems to underestimate the already present tendency of dispersion. [...] While concentrations in three wards, St.André, St-Laurent and St-Georges was indeed heavy, if we pay attention separately to the geographical distribution of families, it becomes clear that a tendency to dispersion was already established within the population »<sup>70</sup>.

Pour illustrer son propos, il reprend une carte du travail d'Uchida et de Nishio qu'il remanie (voir figure 4.1). Ses données démontrent effectivement que la population japonaise ne se cantonne pas dans un seul secteur de Montréal en 1944. L'importance qu'il accorde à la dispersion est intéressante dans la mesure où les migrants japonais arrivent à Montréal dans un climat de suspicion et de racisme à leur égard. Il est donc logique que ces derniers n'aient pas voulu se rassembler dans un seul secteur de la ville, afin de ne pas être ciblés comme ils le furent en Colombie-Britannique. Toutefois, cette thèse d'Oiwa, tout comme la thèse écologiste ne satisfont pas entièrement, car elles laissent de côté la diversité professionnelle qui existait à l'intérieur de la communauté japonaise. Les pêcheurs et les travailleurs manuels y

---

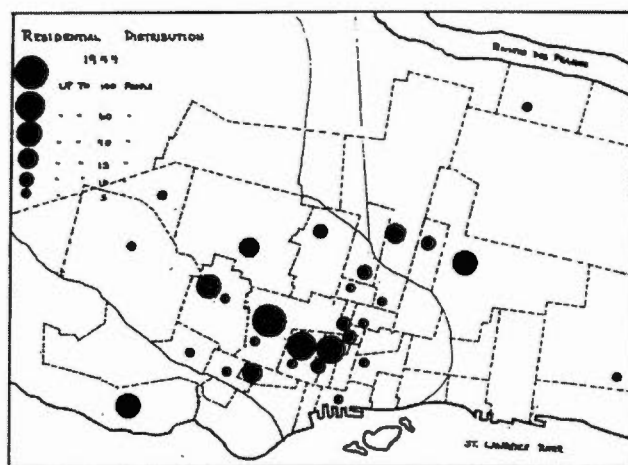
<sup>68</sup> Keibo Oiwa, *op. cit.*, page 22

<sup>69</sup> *Ibidem*, page 23.

<sup>70</sup> *Ibidem*, page 25

côtoyaient des médecins, des dentistes et des universitaires. Une bonne partie de ces migrants ont également travaillé comme domestiques et vivaient dans la maison de leur employeur. Naturellement, certains vont s'installer dans des quartiers plus aisés, tandis que d'autres doivent se résigner à habiter dans des secteurs plus modestes :

Figure 4.1 Répartition résidentielle des Canadiens d'origine japonaise à Montréal, 1944

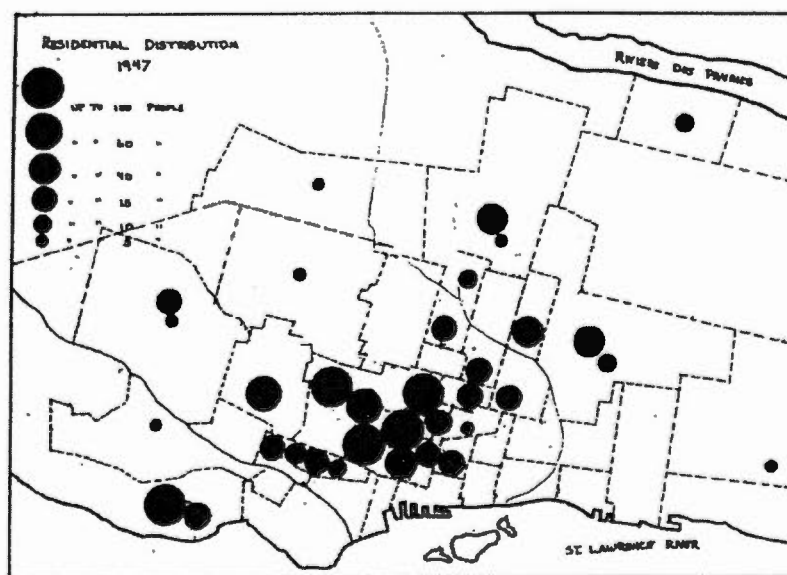


Tiré de : Keibo Oiwa, *The Structure of Dispersal : The Japanese Canadian Community of Montreal, 1942-1952*, page 24

La première vague migratoire étant diversifiée, il est normal qu'il y ait une dispersion de nature socio-économique. Celle-ci peut être indépendante ou non de cette dispersion intériorisée avancée par Oiwa. La deuxième carte qu'il utilise démontre d'ailleurs qu'il n'y a pas eu de bouleversements majeurs quant à la répartition des Japonais à Montréal entre 1944 et 1947 (figure 4.2.). En effet, la majorité des zones ayant accueilli des gens d'origine japonaise au cours de 1944 se retrouvent sur la carte de 1947. De même, ces îlots augmentent durant cette courte période. Plutôt que de voir dans ce phénomène une dispersion de la communauté japonaise, il faut y voir davantage le fait que les nouveaux arrivants de la période d'après-guerre peuvent s'appuyer sur une communauté qui possède des institutions politiques, culturelles et

mêmes religieuses. En plus de la dispersion géographique des Japonais à Montréal, l'article d'Oiwa et le travail de Nishio défendent l'idée que la communauté japonaise est divisée sur de nombreux points :

Figure 4.2 Répartition résidentielle des Canadiens d'origine japonaise à Montréal, 1947



Tiré de : Keibo Oiwa, *The Structure of Dispersal : The Japanese Canadian Community of Montreal, 1942-1952*, page 24

Dans ce qu'elle identifie comme étant la deuxième période de la communauté, soit de 1946 à 1949 Nishio indique ce qui est selon elle la source des tensions à l'intérieur de la communauté :

« As a result of their experiences in the hostile and crowded ghost towns, the Japanese transfer suspicion previously held towards government workers, to members and leaders of the Japanese community. A few Nisei and Issei rally together so they may effectively regain lost civil rights »<sup>71</sup>.

<sup>71</sup> Uchida et Nishio, *op. cit.*, page 2.

Toujours selon elle, la diversité des organisations politiques, des activités religieuses et le foisonnement de différents clubs illustrent parfaitement cette division profonde qui existe à l'intérieur de la communauté. Pour la période de 1942 à 1949, elle en dénombre pas moins de 33. Bien que certains éléments de ses catégories puissent être contestés, il demeure que les données fournies par Nishio donnent un portrait intéressant de la dynamique interne de la communauté japonaise (voir plus bas pour les différentes organisations)<sup>72</sup>.

Nishio expose aussi la division qui existe entre les deux générations, les *Issei* et les *Nisei*. À l'exception du *Standing Committee*, le premier organisme central fondé en 1944 et du *Bulletin*, les deux générations ne coopèrent pas. Oiwa reprend aussi cette idée, en se basant sur des articles du *MB* décrivant le désir des *Nisei* de s'émanciper de l'autorité des *Issei* ou mentionnant le fait que ces derniers n'ont pas les mêmes préoccupations que leurs cadets<sup>73</sup>.

Toutefois, cette division exposée par les auteurs existait bien avant les événements liés à la Deuxième Guerre mondiale. Dans son ouvrage, Ken Adachi mentionne que cette division intergénérationnelle existait depuis les années 1930 :

« Within the Japanese community, the second generation *Nisei* were “coming of age,” and a challenge to the old patterns of leadership and authority was beginning to erode the rubric of daily behaviour and attitudes which the parental generation had painstakingly established over the years »<sup>74</sup>.

---

<sup>72</sup> Par exemple, elle intègre une ligue de quilles dans la catégorie des organisations religieuses, car elle est commanditée par l'Église bouddhiste. Elle intègre également les cours de français dans cette même catégorie, car ils étaient offerts gratuitement par l'Église catholique. Par ailleurs, la revue *Sangha* est classée comme étant un bulletin d'information, bien qu'elle était rattachée directement à l'Église bouddhiste, etc.

<sup>73</sup> Oiwa, *op. cit.*, page 29.

<sup>74</sup> Ken Adachi, *op. cit.*, page 157. Voir le chapitre VII, intitulé justement « Generations » afin de voir les divisions existantes entre les deux générations.

L'analyse sommaire d'Oiwa démontre qu'il y a non seulement une indifférence, mais même à la limite une certaine hostilité des *Nisei* face à leurs aînés.

Cette interprétation doit être nuancée. Le tout premier article du *Bulletin* est consacré au *Standing Committee* (SC) et explique sa naissance en 1944 :

« The Committee was formed nearly two years ago by a group of interested people when it became increasingly evident that such a group was vitally necessary to tackle emergency questions affecting the whole of the Japanese people in Canada. In January of the current year, with the expiration of the term of office of the first year's members, a second election was undertaken when twenty Nisei were elected and seven Isseis were subsequently chosen for the Co-operative Board »<sup>75</sup>.

Oiwa insiste sur la dissolution de l'organisme au mois de septembre 1946 pour illustrer la division qui existe à l'intérieur de la communauté, plutôt que de se concentrer sur les deux ans d'existence du SC. En plus de favoriser la collaboration entre les deux générations, le *Standing Committee* s'est également consacré à l'amélioration du niveau de vie des Japonais à Montréal. Le groupe s'est intéressé à des questions telles que le prix du riz, l'augmentation drastique du prix des logements dans la ville et aux politiques du gouvernement fédéral quant à la question japonaise. D'autre part, le *Montreal Bulletin* est écrit dans les deux langues afin de rejoindre tous les membres de la communauté. Sans affirmer que le journal représente l'ensemble des opinions de tous ses membres, son contenu éditorial démontre davantage l'alliance entre les *Issei* et les *Nisei*, plutôt que le contraire. Finalement, la disparition du *Standing Committee* est due à sa fusion avec une autre organisation, la *Welfare Federation*<sup>76</sup>. La nouvelle entité qui est créée, la *Montreal Japanese*

---

<sup>75</sup> ---, « Restatement of Purpose of Standing Committee », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 1 (avril 1946), page 1.

<sup>76</sup> ----, « Proposed Federation of Standing Committee and Welfare Federation », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 4 (août 1946), page 1.

*Canadian Welfare Federation* vise aussi l'union de tous les membres de la communauté<sup>77</sup>.

Malgré tout, les tensions qui sont soulignées par Oiwa et dans une moindre mesure par Uchida et Nishio existent. Dans le premier numéro du *Bulletin*, un Nisei écrit :

« Remarks have been made of the Niseis that we are uncooperative, that we are lackadaisical and possess a “don't-care” attitude toward those things that should be paramount and of vital interest in our daily lives. To what extent, this statement may, or may not be true, time will tell.

[...] The Niseis, particularly those from the West Coast, which comprise most of us, have had and are having, novel experiences and responsibilities put involuntarily upon us, caused by the exigencies of war. Removed from familiar surroundings and from parental influences, we found ourselves living a life and making a living totally unlike those to which we were accustomed »<sup>78</sup>.

L'article reprend donc les principaux reproches adressés aux *Niseis* par leurs parents. Toutefois, ce type de tension intergénérationnelle existe chez la plupart des communautés ethnoculturelles. Ce type de témoignage ne prouve donc pas qu'il existe une division profonde et irréparable entre les deux générations. La ligne éditoriale du *Bulletin* et la volonté politique démontrent plutôt qu'un véritable désir de collaboration existe et donc les quelques lettres d'opinion qui appuient l'argumentaire d'Oiwa ne rivalisent pas en terme d'importance avec l'état d'esprit qui existe dans la communauté à cette époque.

#### 4.4 Les premiers pas : de 1946 à 1949

---

<sup>77</sup> Voir la section *Les organismes centraux* du chapitre VI.

<sup>78</sup> ----, « Co-operation », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no.1 (mai 1946) page 2. L'article est signé « Contribution by a Nisei ».



La période de 1946 à 1949 correspond à une phase importante de l'histoire de la communauté. En effet, une nouvelle vague de Canadiens d'origine japonaise arrive à Montréal au cours de cette période. La fermeture des derniers camps de détention et de travail, ainsi que la menace d'une déportation vers le Japon incitent un grand nombre de ces gens à choisir le Québec comme nouvelle terre d'accueil.

Cependant, ces nouveaux arrivants ne se retrouvent pas dans la même situation que la première vague de migrants japonais qui ne pouvaient que compter sur l'aide de la population dite blanche. Ceux qui arrivent après 1945 peuvent s'appuyer sur l'aide de gens qui ont vécu la même expérience qu'eux. De même, de nombreuses organisations, qu'elles soient religieuses ou autres, facilitent leur intégration dans leur nouvelle ville. Les cartes des figures 4.1 et 4.2 démontrent d'ailleurs que les nouveaux arrivants choisissent de s'installer dans les secteurs déjà prisés par les membres de leur communauté.

Au cours de cette même période, les Issei et les Nisei se dotent de nouvelles institutions qui touchent plusieurs domaines. Dans leur travail, Uchida et Nishio ne dénombrent pas moins de 33 organisations créées au cours de cette période. Ce chiffre demeurera stable jusqu'en 1953. Deux types d'organisations seront analysés plus loin : celles à caractère religieux le seront dans le chapitre suivant, tandis que les organismes à vocation politique seront abordés dans le chapitre VI.

Le premier organisme de la communauté est le *Nisei Sponsoring Committee*, le seul créé au cours de l'année 1942. Selon Nishio, sa vocation est la suivante :

« The Nisei Sponsoring Committee, composed of Church missionaries with Issei financial backing, acted as an organized medium to help the Nisei adjust themselves »<sup>79</sup>.

Ce comité survivra jusqu'en 1944.

---

<sup>79</sup> Uchida et Nishio, *op. cit.*, page 11.

La deuxième organisation, créée en 1943 est également d'inspiration religieuse : il s'agit du *Christian Nisei Fellowship* (CNF) qui sera rebaptisé le *Nisei Fellowship Group* (NFG). Chapeauté par l'Église Unie, ce regroupement sera particulièrement actif au cours des années 1940 et 1950<sup>80</sup>. Il organisera de nombreuses activités-bénéfices et des causeries touchant autant à la politique canadienne qu'à la culture japonaise ou encore à la vie des jeunes adultes. Le groupe est également très présent à l'intérieur du *Bulletin*, où il a sa propre section chaque mois pour annoncer les activités à venir.

L'année 1944 voit l'apparition de cinq nouvelles organisations d'importance : le *Japanese Canadian Standing Committee* (mentionné plus haut); l'auberge catholique (*Roman Catholic Hostel*) qui accueille les jeunes Nisei à Montréal ; un lieu de culte pour les membres de la *United Church* ; le *Montreal Nisei Athletic Club* et le *Montreal Nisei Bowling League*. Il y a également un club anglican de lecture de la Bible qui est fondé au cours de cette année.

Les organisations religieuses sont très importantes. Bien sûr, l'Église Unie, dont les cérémonies rejoignent principalement les *Issei* joue un rôle important pour ses membres<sup>81</sup>. Quant à l'auberge catholique, elle occupe une place centrale dans la vie communautaire. Tenue par les Sœurs du Christ-Roi, elle sert tout d'abord de refuge pour les jeunes femmes Nisei en provenance de l'Ouest<sup>82</sup>. En plus d'accueillir les jeunes femmes et d'organiser des événements à vocation religieuse, l'établissement sert de lieu de rassemblement pour l'ensemble de la communauté. On y organise par exemple une réunion afin de discuter de l'avenir du *Montreal Bulletin* ou encore de

---

<sup>80</sup> Voir également la section *L'Église unie* du chapitre V.

<sup>81</sup> *Ibid.*

<sup>82</sup> Voir la section *Les Soeurs du Christ-Roi* du chapitre V.

l'importance de la *Welfare Federation*<sup>83</sup>. D'ailleurs, la maison Saint-Raphaël accueillera régulièrement au cours de ces années les différentes organisations centrales, dont le chapitre québécois de la *Japanese Canadian Citizens' Association*<sup>84</sup>.

En 1945, seulement trois nouvelles organisations sont créées : la *Japanese Catholic Mission*, la ligue de badminton et finalement le *Quebec Committee for Relief*. De ces trois groupes, la plus importante est la mission catholique qui rapidement va offrir différents services à la communauté japonaise, dont des cours de langue française et plus tard des cours de langue japonaise. La mission sera également active sur le plan de la communauté en général, en organisant de nombreuses activités.

L'année 1946 est fertile : huit organisations s'ajoutent aux dix déjà existantes. Parmi les plus marquantes, il y a le *Montreal News Bulletin* qui deviendra le *Montreal Bulletin*, puis le *MJCWF*, produit de la fusion entre le *Standing Committee* et la *Welfare Federation*<sup>85</sup>. Un an plus tard, cinq nouvelles organisations font leur apparition, dont l'Église bouddhiste qui va également entraîner l'apparition de la *Montreal Young Buddhist Society* (voir chapitre V). L'année 1947 voit aussi la fondation d'une nouvelle organisation centrale nationale, la *National Japanese Canadian Citizens Association* [NJCCA] qui va se doter rapidement d'un chapitre québécois, la *QJCCA* qui va survivre jusqu'au milieu des années cinquante. Les chapitres national et provincial interviendront sur différents sujets touchant aux membres de leur communauté.

---

<sup>83</sup> ----, « Montreal Japanese Welfare Federation », *Montreal News Bulletin*, vol. 1, no. 4 (juin 1946) page 3.

<sup>84</sup> ----, « JCCA News », *Montreal News Bulletin*, vol. 3, no. 3 (mars 1948), page 2.

<sup>85</sup> Voir le chapitre VI.

Finalement, les deux dernières années de la période 1942 – 1949 voient surtout l'apparition de groupes socioculturels, tels que le *Nisei Book Club*, le *Nisei Drama Club*, la *Nisei Youth Organization* ou les *Pre-Teens*. Les *Nisei* sont également actifs dans le domaine sportif avec la création de la *Montreal Nisei Baseball* en 1948 et du club de golf un an plus tard.

En résumé, les *Issei*, mais surtout les *Nisei* sont très actifs sur le plan des organisations communautaires. Que ce soit à travers la religion ou encore le domaine politique, la communauté se dote graduellement d'un très grand nombre d'organismes entre 1942 et 1949. Certaines auront un impact plus important à l'intérieur de la communauté, tel que le bulletin ou encore le *Standing Committee*, tandis que d'autres sont limités à des groupes plus restreints, comme le club de lecture de la Bible ou encore le regroupement des préadolescents. Toutefois, les organisations ne sont pas limitées à un seul créneau puisqu'elles touchent autant au domaine sportif que culturel ou religieux. Et, plutôt que de voir cette abondance de clubs ou d'organismes comme étant un facteur de division, il faut y voir davantage le dynamisme des *Nisei* qui tentent de s'établir dans une nouvelle ville et qui veulent se regrouper autour d'intérêts spécifiques, sans pour autant négliger les aspects qui touchent à l'ensemble de la communauté.

#### 4.4.1 Le *Montreal Bulletin*

Parmi les huit nouvelles organisations créées en 1946, le *Montreal News Bulletin* est sans contredit l'institution la plus importante et la plus durable du lot. Au cours de sa première année d'existence, le journal est publié à partir de l'arrière-boutique du Katherine's Dress Shop, situé au 966 rue Sainte-Catherine Ouest et propriété d'un

certain Y. Uchida qui est également impliqué dans le comité éditorial de la publication<sup>86</sup>.

À partir de 1947, le MB change d'adresse et s'établit au 4628 rue Melrose qui est le lieu de résidence de monsieur Uchida<sup>87</sup>. Outre ce dernier, les membres du comité éditorial sont Cossy Asada, Eiko Henmi, Yaeko Henmi, Michael Hoshiko, Miyo Ishiwata, Nobby Ogura, Hajime Suzuki et Irene Tamura<sup>88</sup>. Dès son premier numéro, le mensuel est publié dans les deux langues de la communauté, soit l'anglais et le japonais. La section anglophone, qui contient au moins deux fois plus de pages est dactylographiée, tandis que la partie japonaise est écrite à la main.

À la base, le MB sert la cause du *Standing Committee*. D'ailleurs, le sous-titre de la page-titre le mentionne clairement : « Monthly Publication of the Standing Committee »<sup>89</sup>. Le premier article explique le fonctionnement du SC et tente de faire adhérer l'ensemble de ses lecteurs, autant les *Issei* que les *Nisei*, à l'organisme central.

En plus de cette mission, l'équipe éditoriale veut faire connaître à ses lecteurs différents problèmes qui touchent la communauté. Chaque nouvelle parution doit faire l'objet d'une thématique particulière. Pour le deuxième numéro, on parle du

---

<sup>86</sup> Kuniko Kondo, *op. cit.*, page 122. L'adresse du bulletin est indiquée sur la première page de la première publication en mai 1946.

<sup>87</sup> *Ibid.* Toutefois, Kondo fait une erreur en mentionnant que « De 1947 à aujourd'hui, le journal a toujours été édité à la maison résidentielle de son rédacteur en chef [...] ». En effet, le *Bulletin* est publié à partir d'une nouvelle adresse au mois de juillet 1950, au 7495 rue Papineau.

<sup>88</sup> ----, « Editorial Staff », *Montreal News Bulletin*, vol. 1, no. 4 (juin 1946), page 3. À noter qu'Eiko Henmi a déjà écrit dans le *New Canadian*. Voir par exemple : Eiko Henmi, « The Years Are So Long », *The New Canadian*, vol. 3, no. 2 (12 janvier 1940), page 6.

<sup>89</sup> *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 1 (mai 1946), page 1.

problème d'approvisionnement de riz qui touche Montréal<sup>90</sup>. L'article explique que bientôt les commerçants auront accès à beaucoup plus de riz et que les familles n'auront plus à souffrir de ce manque. Le quatrième numéro s'intéresse davantage à la politique canadienne et parle de l'ouverture d'une auberge à Farnham pour accueillir les migrants japonais au Québec, ainsi que de la question de la déportation qui se retrouve devant le Conseil Privé de Londres<sup>91</sup>. En résumé, le *MB* s'intéresse à tous les problèmes qui touchent directement la communauté japonaise, que ce soit à l'échelle municipale ou nationale. Et, jusqu'au début des années 1950, le mensuel consacre aussi certains articles à ce qui se passe au Japon<sup>92</sup>. Par exemple, une figure importante de la communauté, le révérend Powles, quitte Montréal pour aller dans le pays dévasté, en mentionnant que la reconstruction du Japon est primordiale<sup>93</sup>. D'ailleurs, le révérend va entretenir une correspondance avec le journal afin de tenir le lectorat au courant de ce qui se passe au pays.

Malgré son désir d'assurer la cohésion de la nouvelle communauté, le mensuel ne connaît pas un succès immédiat. Entre autres choses, le comité éditorial déplore le manque d'implication des gens et l'on veut que les lecteurs soient davantage représentés dans le journal communautaire. Un article intitulé *What Is Wrong With the Bulletin? It's You* interpelle directement les lecteurs sur le rôle qu'ils peuvent jouer :

---

<sup>90</sup> ----, « Good News Regarding the Rice Problem », *Montreal Bulletin*, vol.1, no.2 (avril 1946), page 1.

<sup>91</sup> ----, « Federal Government's Hostel Plan », *Montreal Bulletin*, vol.1, no.4 (juin 1946), page 1. La nouvelle concernant la déportation, intitulé *Deportation Case* est dans le même numéro, sur la même page.

<sup>92</sup> Voir les articles suivants : « Atomic Bomb and World Government », vol. 1, no. 1 (mars 1946), page 1 ; « Letter Home », vol. 1, no. 4 (juin 1946), page 2 ; « Japan Relief Committee Dissolves », vol. 2, no. 6 (juin 1947), page 1.

<sup>93</sup> ----, « Farewell », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 2 (février 1947), page 2.

« Does the bystander in a chess game see more “moves” than the two players? Does a fella know what he’s doing when he’s in love? If we were to go by the maxim that the individual is the measure of all things, then YOU could give your definite opinion, but taking things in general, we believe that the answer would be a challenging “yes” or a doubtful “no”.

[...] YOU as the reader can help. In the gossip column, we may write about people we know. If this situation should arise, the Bulletin would be tabbed as one for a select group [...].

We do not ask for your support. We merely ask you to support yourself. The Bulletin is not only for you, but it is YOU. It is You [sic], a Nisei in Montreal personified through the Bulletin. If the Bulletin is filled with delightful, witty, and strong articles, it shows that we are alive and aware of the trend of things [...] »<sup>94</sup>.

Un mois auparavant, les éditeurs avaient lancé un appel semblable qui touchait davantage à la survie financière du mensuel<sup>95</sup>. Alors que les trois premiers numéros se sont basés sur des contributions volontaires, le comité éditorial veut s’assurer que les prochains numéros aient un meilleur avenir financier. L’article mentionne les organismes qui donnent déjà leur appui pour les six prochains mois : le *Nisei Fellowship* ; le *Montreal Japanese Welfare Federation* et le *Montreal Nisei Athletic Club*. En novembre 1946, le journal sera vendu 10 cents l’exemplaire ou il est possible de s’y abonner au coût d’un dollar par année<sup>96</sup>.

Le numéro du mois de décembre 1946 revêt un caractère particulier. En plus d’avoir une couverture en couleur, il contient beaucoup plus de pages. C’est également l’occasion pour les organisations d’afficher leur bilan ou encore de remercier leurs membres. Les commerçants remercient aussi leurs clients et les éditeurs laissent des pages libres pour des contes de Noël ou encore des poèmes écrits par les membres de

<sup>94</sup> ----, « What Is Wrong With The Bulletin? It’s YOU », *Montreal Bulletin* vol. 1, no. 5 (juillet 1946), page 1.

<sup>95</sup> ----, « Bulletin on Trial », *Montreal News Bulletin*, vol. 1, no. 4 (juin 1946), page 3.

<sup>96</sup> Kuniko Kondo, *op. cit.*, page 122.

la communauté. Le contenu est donc beaucoup plus léger et festif qu'en temps normal. Ces numéros spéciaux reviendront à chaque période des fêtes, entre 1946 et 1949.

Du point de vue éditorial, le *Bulletin* change peu au cours de ses trois premières années d'existence. Avec les mouvements de population à l'intérieur de la communauté, le comité éditorial est modifié, alors que certains quittent Montréal pour l'Ontario ou encore retournent en Colombie-Britannique. Un article de 1948 fait d'ailleurs état de ces changements à la tête du journal :

« The editors who started those issues rolling were Eiko Henmi, Roy Nose who shortly left for Boston and Jimmy Suzuki who moved out to Vancouver the following year »<sup>97</sup>.

Cependant, ce roulement de personnel n'affecte pas véritablement le *Bulletin*, dont la publication se poursuit à longueur d'année.

Dans ses deux premières années d'existence, le *MB* fonctionne sans publicité. Il faudra attendre le mois de mars 1948 avant qu'une première publicité pleine page fasse son apparition<sup>98</sup>. Il s'agit du restaurant chinois *The Orient*. Par la suite, ces publicités vont prendre de l'importance et les membres de la communauté vont s'y afficher. Par exemple, dans le numéro de Noël 1948, les docteurs Shimotakahara, Watanabe et Hori vont y afficher leur publicité avec l'adresse de leur bureau<sup>99</sup>. Le mois suivant, le studio Ito, situé au 6871 rue Saint-Hubert, annonce son ouverture officielle<sup>100</sup>. Avec l'arrivée de nouveaux professionnels, les publicités vont se

<sup>97</sup> ----, « Turning Back to 1946 », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 7 (juillet 1948), page 4.

<sup>98</sup> *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 3 (mars 1948), page 6.

<sup>99</sup> *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 12 (décembre 1948). Les pages ne sont pas identifiées dans ce numéro spécial.

<sup>100</sup> *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 1, (janvier 1949), page 1.



diversifier et l'on verra l'apparition d'annonces de dentistes et d'un agent d'assurances. Même un ancien agent gouvernemental du BCSC fera de la publicité dans le *MB*. En effet, Oscar Beaudet, qui vend des caméras et appareils-photo, souligne qu'il a aidé les Japonais à déménager dans la ville de Montréal<sup>101</sup>.

#### 4.5 La fin de la première phase : 1949

L'année 1949 marque la fin de la première phase de l'histoire de la communauté japonaise du Québec. Au cours du mois de mai de cette année, le gouvernement fédéral lève les dernières restrictions qui empêchent les gens d'origine japonaise de s'établir en Colombie-Britannique. Malgré cette possibilité, la plupart des Montréalais d'adoption vont décider de demeurer au Québec. Après un sommet historique de 1392 personnes d'origine japonaise en 1949, la population va se stabiliser à 1 137 au recensement de 1951. Les raisons qui incitent les membres de la communauté à demeurer au Québec sont nombreuses :

« The *New Canadian* observed that “the average Japanese Canadian in Eastern Canada still remembers the mild B.C. climate and the picturesque scenery. But ask him if he is thinking of returning to B.C. and he is likely to reply: ‘What for? What will I do there?’ And then after a light thought, he may ask: ‘I don’t want my children to grow up in an atmosphere of unfriendliness that I grew up in, and where opportunities are so limited’”. It later suggested that apprehension about anti-Japanese elements was less a factor than economic considerations, namely that most Japanese Canadians were “happily resettled” »<sup>102</sup>.

En plus de l'absence d'hostilité envers la population japonaise, les villes de l'Est du Canada ont intégré ces personnes à la vie économique. Toutefois, il est important de nuancer cette intégration, car de nombreux *Nisei* diplômés ont dû occuper des

<sup>101</sup> *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 12 (décembre 1949) pages 7 et 20.

<sup>102</sup> Patricia E. Roy, *The Triumph of Citizenship. The Japanese and Chinese in Canada, 1941-67*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2007, page 233.

emplois d'ouvriers au moment de leur arrivée à Montréal. Graduellement, la deuxième génération pourra améliorer son sort à travers le temps. Même chose pour la troisième génération, les *Sansei* qui seront éduqués à Montréal et qui ne seront pas élevés dans le même contexte racial que leurs parents.

De façon générale, le ton du journal communautaire démontre que les gens d'origine japonaise s'habituent graduellement à leur nouvelle ville d'accueil. Un éditorial de 1949 déplore d'ailleurs le départ de certains membres vers l'Ouest canadien, mais surtout vers Toronto. Intitulé de façon équivoque *Our Montreal*, l'éditorial avance deux principales raisons pour lesquelles les Issei et les Nisei sont tentés de quitter la métropole francophone : la communauté japonaise de Toronto est beaucoup plus importante ; le coût de la vie est beaucoup moins élevé à cet endroit et les emplois sont beaucoup plus intéressants et nombreux<sup>103</sup>. Étrangement, l'article ne mentionne pas la question linguistique qui doit certainement jouer en faveur de cette décision. Mais, bien que l'auteur comprenne cette décision d'aller vers Toronto, il défend également la vie à Montréal. De façon générale, les Montréalais et les Québécois en général ont accepté les gens d'origine japonaise sans trop avoir de réactions négatives à leur égard. Graduellement, des contacts se feront entre les deux communautés à travers les défilés de la Saint-Jean-Baptiste, des cours de langue française ainsi que des pique-niques organisés par différentes organisations japonaises à l'Ile-des-Sœurs.

Ce développement d'un sentiment d'appartenance envers la province de Québec ne signifie pas pour autant que les Canadiens d'origine japonaise coupent tout contact avec les autres communautés canadiennes. Avec la politique de dispersion, de nouvelles communautés se sont formées à travers le pays. Selon le recensement de 1951, l'Ontario se retrouve avec le plus grand nombre de gens d'origine japonaise soit 8 581 personnes, suivie par la Colombie-Britannique avec 7 169 personnes et

---

<sup>103</sup> « Our Montreal », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 7 (juillet 1949), page 1.

l'Alberta avec une population de 3 336 individus<sup>104</sup>. Bien qu'isolées géographiquement ces nouvelles communautés, ainsi que celle du Québec, se retrouvent à l'intérieur de certains organismes, dont le *New Canadian* ainsi que la *National Japanese Canadian Citizens' (NJCCA)*. Créée en août 1947, cette organisation et son chapitre québécois renseignent la communauté montréalaise à travers le bulletin et certains événements sur les enjeux nationaux touchant les gens d'origine japonaise. Par exemple, la *QJCCA* informe les lecteurs du MB qu'ils peuvent remplir un formulaire afin d'être dédommagés à la suite de la confiscation et de la vente de leurs biens<sup>105</sup>. L'organisation pousse les *Nisei* à remplir ce formulaire, car il y a seulement une cinquantaine de demandes remplies au moment de la publication de l'article. Au cours de leur existence, la *QJCCA* et la *NJCCA* vont se prononcer sur différents sujets touchant à leurs membres<sup>106</sup>.

Malgré cela, la section provinciale deviendra rapidement une voix discordante à l'intérieur de l'organisation nationale. Les membres québécois remettront en question la pertinence d'adhérer à une organisation nationale. On avance le fait que la *NJCCA* est chère à soutenir financièrement et on remet tout simplement en question la pertinence de maintenir une organisation nationale en 1953<sup>107</sup>. Avec la fin des mesures discriminatoires et une communauté maintenant stable, les Québécois d'origine japonaise s'intéressent maintenant à leur propre ville.

## Conclusion

---

<sup>104</sup> Voir le tableau 3.2

<sup>105</sup> ----, « Property Lost Claims », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 11 (décembre 1947).

<sup>106</sup> Voir le chapitre suivant.

<sup>107</sup> ----, « An Era Pass », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 4 (avril 1953), page 4.

La politique de dispersion du gouvernement fédéral est à l'origine de la communauté japonaise du Québec. Seulement quelques individus vivaient dans la province avant 1942. Certains d'entre eux travaillaient pour des commerces, d'autres étaient dans le domaine de l'agriculture. Un immigrant est même étudiant à l'Université Mc Gill.

Les migrants se concentrent surtout à Montréal au moment de leur arrivée. Toutefois, les auteurs qui se sont intéressés à la question croyaient que les Japonais étaient dispersés dans plusieurs secteurs de la ville, que ce soit au centre-ville ou à Westmount. Ces derniers auraient craint d'être vus ensemble, dans un contexte où ils sont considérés comme étant suspects aux yeux du gouvernement fédéral. Toutefois, les auteurs ont négligé la diversité professionnelle à l'intérieur de la communauté. Des dentistes et des médecins côtoyaient des commerçants et des agriculteurs. Ces derniers ne pouvaient donc pas s'installer dans les quartiers cossus de Montréal.

Par ailleurs, les Québécois ont été plutôt indifférents quant à l'arrivée des Japonais dans la province. Les grands quotidiens montréalais ont généralement fourni des informations objectives à leurs lecteurs, à quelques exceptions près. Également, les Japonais du Québec n'ont pas connu la discrimination institutionnalisée qu'ils avaient vécue en Colombie-Britannique, excepté de la part du premier ministre Maurice Duplessis et de l'Université McGill qui a refusé l'accès à ces étudiants.

Les rares études consacrées à la naissance de la communauté japonaise en 1942 ont aussi insisté sur la division qui y existait. En effet, il y avait des conflits générationnels et de nombreuses organisations y cohabitaient. Cependant, l'affrontement entre les *Issei* et les *Nisei* existait bien avant l'arrivée des Japonais au Québec. L'existence de 33 associations à l'intérieur d'une si petite communauté témoigne davantage du dynamisme de ses membres plutôt que de conflits majeurs.

## CHAPITRE V

### LES INSTITUTIONS RELIGIEUSES DE LA COMMUNAUTÉ JAPONAISE DE MONTRÉAL

Les Japonais qui arrivent au Québec en 1942 ne peuvent pas se baser sur une communauté pour les accueillir. De plus, les nouveaux arrivants doivent se trouver rapidement un travail et un logement. Les congrégations religieuses missionnaires, qu'elles soient de confession catholique ou protestante, semblent toutes désignées pour s'occuper des migrants. En plus du français et parfois de l'anglais, leurs membres connaissent la langue et la culture japonaise. Chassés du Japon au moment où ce pays entre en guerre contre les puissances occidentales, les missionnaires retournent au Canada, au moment où la détention des Japonais débute. Ils vont donc œuvrer dans les camps de détention, où ils peuvent s'adresser à la fois à la première et à la deuxième génération.

Est-ce que le contact avec ces missionnaires a influencé la décision de certains Japonais de se rendre au Québec plutôt que dans une autre province ? L'historiographie s'est surtout concentrée sur le support que les religieux ont accordé à la politique de dispersion. Or, il est probable que les missionnaires ont fait connaître leur province d'origine. Par ailleurs, le rôle de l'Église catholique se doit d'être précisé. Cette confession religieuse n'est pas présente à l'intérieur de la communauté, qui est davantage protestante ou bouddhiste. Est-ce que le contact établi dans les camps de détention s'est transformé en prosélytisme ? Puis, une fois arrivés au Québec, est-ce que les Japonais ont bénéficié d'une aide quelconque de la part de l'Église catholique ? Ce point mérite également d'être éclairci, puisque cette dernière

est souvent considérée hostile ou au mieux, indifférente, face aux migrants anglophones et d'une autre confession religieuse.

Les autres confessions religieuses présentes à l'intérieur de la communauté japonaise seront également abordées. Le rôle de l'Église Unie durant la dispersion est mieux connu. Cependant, on ne connaît pas véritablement ce qui s'est passé du côté québécois. En quoi cette Église a-t-elle aidé les migrants japonais à s'installer au Québec? Par ailleurs, le bouddhisme représente un cas particulier. Cette confession n'est pas présente sur le sol québécois, au moment où la politique de la dispersion amène la première vague de Japonais à Montréal. Ceux qui sont bouddhistes sont doublement isolés : ils ne peuvent pas s'appuyer sur une communauté japonaise en place, ni sur une organisation religieuse qui puisse les aider. Ils doivent donc fonder leur propre Église et mettre en place cette structure. La dernière partie du chapitre vise donc à mettre en contexte l'implantation du bouddhisme japonais au Québec et à déterminer les difficultés rencontrées par cette confession religieuse dans une société catholique et dirigée par le premier ministre Maurice Duplessis.

### 5.1 Le rôle des Églises dans la communauté japonaise au Canada

Trois grandes religions sont présentes dans la communauté japonaise du Canada : le bouddhisme, le protestantisme et le catholicisme. Ces deux dernières, bien établies à Montréal vont contribuer davantage à accueillir les nouveaux arrivants, à faciliter leur recherche d'emploi et de logement. De plus, les églises protestantes et catholiques permettent aux gens d'origine japonaise de se rassembler entre eux, à une époque où le gouvernement fédéral vise leur dispersion.

À la base, les immigrants japonais pratiquent le shintoïsme et le bouddhisme. Dans le cas du shintô, uniquement pratiqué au Japon, il devient la religion officielle du pays à la suite de la restauration Meiji. Cependant, il n'y a pas d'étude qui s'est consacrée

spécifiquement à l'implantation de cette religion au Canada. Le cas du bouddhisme est mieux étudié et fera l'objet d'une section. Rapidement, les missionnaires canadiens s'intéressent aux migrants japonais et vont tenter de les convertir aux religions occidentales. Puisque la plupart d'entre eux sont en Colombie-Britannique, c'est le protestantisme qui va s'implanter le plus rapidement au sein de la communauté japonaise naissante.

#### 5.1.1 L'appartenance religieuse des Japonais canadiens

Selon Ken Adachi, la conversion des Japonais du Canada vers les religions dites occidentales aurait débuté vers 1892, lorsque la *Japanese Christian Endeavour Society* de Seattle a envoyé un missionnaire œuvrer en Colombie-Britannique auprès des pêcheurs japonais. L'auteur écrit :

« Four years later, under his guidance, a mission was established in Victoria and a Sunday school in Vancouver. A Methodist church was built in 1906 at the corner of Jackson and Powell. [...] A year after the union of the Methodists with the Congregationalists and the Presbyterians to form the United Church in 1924, Reverend Kosaburo Shimizu was called to head the Powell Street United Church which quickly became one of the focal points of activity for the Vancouver Community »<sup>1</sup>.

Le taux de conversion des Japonais vers l'Église Unie est important : en 1931, il y a 4789 personnes d'origine japonaise qui pratiquent cette religion, sur un total de 23 342 (soit un peu plus de 20 % de la communauté)<sup>2</sup>.

L'Église méthodiste (puis Unie) offre des cours de langue anglaise dès 1912, afin d'améliorer la maîtrise de cette langue chez les nouveaux arrivants. Les méthodistes en profitent également pour faire connaître leur doctrine auprès des étudiants :

---

<sup>1</sup> Ken Adachi, *The Enemy that Never Was*, Toronto, McClelland & Stewart, 1976, page 111.

<sup>2</sup> *Ibid.*

« It attracted, during its 22 years of operation, an average monthly attendance of 40 students. [...] The studies were punctuated each night by “an earnest exhortation along moral and religious lines”, delivered by the current principal, usually a former pupil »<sup>3</sup>.

Malgré l'apprentissage d'une nouvelle langue et la conversion à une religion occidentale, les Japonais demeurent isolés de la communauté blanche et leurs rituels sont exclusivement célébrés en japonais<sup>4</sup>. Stephanie Bangarth traite également de ces premiers contacts entre les Japonais et les protestants :

« While Buddhism was practised by the majority of Japanese immigrants, Christianity made considerable inroads in the population throughout the early twentieth century, particularly through the Anglican and United churches in Canada and the Protestant churches in the United States. Missionaries were also sent overseas to minister and convert the Japanese »<sup>5</sup>.

L'absence relative de contacts avec la communauté blanche n'empêche pas les Japonais d'origine, particulièrement la deuxième génération, de critiquer ceux qui ont décidé de garder la foi bouddhiste. Cette religion est associée à un refus de s'intégrer à la société canadienne :

« Some antagonism, indeed, did exist between members of the two faiths : Christian Japanese claimed that Buddhist were “too conservative, too nationalistic and superstitious,” and the latter charged that Christians were « too superficial and shallow in their ideas »<sup>6</sup>.

L'association des bouddhistes avec des valeurs traditionnellement japonaises, dont la profonde révérence envers l'empereur, pose de plus en plus de problèmes dans un

---

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> *Ibidem*, page 112.

<sup>5</sup> Stephanie Bangarth, « Religious Organizations and the “Relocation” of Persons of Japanese Ancestry in North America: evaluating Advocacy », *American Review of Canadian Studies*, vol. 34, no. 3 (2004), page 513.

<sup>6</sup> R. Sumida, *The Japanese in British Columbia*, Mémoire de maîtrise en économie, Université de la Colombie-Britannique, 1935, page 58. Cité par Adachi, *op. cit.*, pp. 113 – 114.



contexte où le Japon s'isole sur la scène internationale en raison de son attitude agressive en Asie au cours des années 1930<sup>7</sup>.

Avec le début de la guerre, de nombreux missionnaires, autant catholiques que protestants, quittent le Japon pour retourner en Amérique du Nord et aider les Japonais pendant la dispersion. Par exemple, le révérend Powles qui va guider les pratiquants de la *United Church* à Montréal s'est établi dans la ville de Nagano en 1916 et va quitter le Japon au début des années 1940<sup>8</sup>. La même situation s'applique pour le père Henri Langlois qui a passé 17 ans au Japon et également pour la mère Saint-Pierre, issue d'une communauté religieuse qui avait pour but d'évangéliser le Japon<sup>9</sup>. Le rôle de ces religieux sera abordé en détails plus loin.

### 5.1.2 Le rôle des Églises durant la dispersion

Au moment de la dispersion en 1942, peu d'organisations « blanches », à l'exception des Églises mentionnées plus haut, appuient les gens d'origine japonaise. Dans son article intitulé « The Protestant Churches and the Resettlement of Japanese Canadians in Urban Ontario », David Dowe indique que l'implication de l'Église protestante au moment de la dispersion de la communauté japonaise est négligée par l'historiographie récente<sup>10</sup>. Stephanie Bangarth a également écrit sur cette question<sup>11</sup>. Selon elle, les Églises catholique et protestante ont adopté une position ambiguë

---

<sup>7</sup> Edwin O. Reischauer, *Histoire du Japon et des Japonais : Des origines à 1945* (tome 1), Éditions du Seuil, Paris, 1997, chapitre 10.

<sup>8</sup> « Personalities in Review », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 2 (mai 1946), page 4.

<sup>9</sup> « St.Raphael House », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 12 (décembre 1948), page 5.

<sup>10</sup> David Dowe, « The Protestant Churches and the Resettlement of Japanese Canadians in Urban Ontario, 1942 – 1955 », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 39, no. 1 – 2 (2007), page 51.

<sup>11</sup> Stephanie Bangarth, *op. cit.*, pp. 511 – 540

quant à la dispersion des Japonais<sup>12</sup>. D'une part, le clergé critique l'aspect raciste de la mesure gouvernementale qui vise spécifiquement la communauté japonaise. D'autre part, les religieux reconnaissent que la dispersion pourrait briser l'isolement de ces gens qui ont eu jusqu'alors peu de contacts avec les autres communautés<sup>13</sup>.

Selon Bangarth, l'Église Unie proteste tièdement contre la décision gouvernementale de confiner la population d'origine japonaise dans des camps de détention :

« Whatever their private thoughts, not one of the Canadian religious denominations publicly spoke out against the government. The Vancouver Presbytery of the United Church, for example, declared its belief in the loyalty of the Japanese Canadians and expressed its "regret" that the "exigencies of war" involved such disruption of their lives »<sup>14</sup>.

Toutefois, après la guerre, les Églises protestantes vont être parmi les rares organisations à prendre position en faveur des gens d'origine japonaise, en s'impliquant dans différents mouvements de défense de leurs droits <sup>15</sup>.

Bangarth explique également le lien qui se crée entre les différentes dénominations religieuses du Canada grâce à la situation des gens d'origine japonaise :

« Perhaps the best example of broad-based religious support for dispersal in Canada was the National Interchurch Advisory Committee on Resettlement of Japanese Canadians. The mandate of this interdenominational group, composed of representatives of the Roman Catholic Church, the United Church of Canada, and the Anglican Church of Canada, among others, was the promotion of resettlement, as its name aptly suggests. It cooperated with the British Columbia Security Commission (BCSC) on matters relating to dispersal. This group firmly believed that resettlement was the only solution, not only to preclude "colonies," but also to enable the Japanese Canadians to be

---

<sup>12</sup> *Ibidem*, page 513.

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> *Ibidem*, page 515.

<sup>15</sup> *Ibid.*

“reabsorbed into productive life, living as normal Canadians in normal Canadian communities” »<sup>16</sup>.

Cet appui des grandes Églises canadiennes envers la politique du gouvernement fédéral s’effrite à partir de 1944, alors que le Canada met de l’avant l’idée de déporter des gens vers le Japon à la fin de la guerre<sup>17</sup>. Si la politique de dispersion est moralement acceptable pour les Églises, la déportation de citoyens canadiens ne l’est pas. D’ailleurs, Bangarth lie cette opinion ecclésiastique avec une prise de conscience du peuple canadien quant à l’importance des droits de la personne<sup>18</sup>.

L’article de David Dowe s’attarde davantage à l’implication des Églises protestantes envers les nouveaux arrivants japonais. Bien que le texte porte sur l’établissement des Canadiens-japonais en Ontario, il est possible d’en dégager des pistes pertinentes qui s’appliquent également au Québec :

« However, once they [les gens d’origine japonaise] arrived in cities like Toronto and Hamilton, church attendance assumed a special importance : many Protestant and non-Protestant Japanese Canadians were able to draw upon the resources of local parishes [...] »<sup>19</sup>.

Dowe appuie son argumentation entre autres sur des sources paroissiales pour démontrer l’importance des églises dans le processus d’installation de ces migrants involontaires<sup>20</sup>.

Il souligne également l’implication du révérend Shimizu de l’Église Unie. Le religieux s’est rendu dans les grandes villes de l’Est canadien, dont Toronto, Montréal

---

<sup>16</sup> *Ibidem*, page 518.

<sup>17</sup> *Ibidem*, page 519.

<sup>18</sup> *Ibid.*

<sup>19</sup> David Dowe, *op. cit.*, page 52.

<sup>20</sup> *Ibidem*, page 53.

et Hamilton. Lors de ses visites, il a créé des contacts avec des gens d'origine japonaise déjà sur place, afin de prendre contact avec eux et les aider à s'installer<sup>21</sup>. L'Église les soutient également dans leur recherche d'emploi et de logement. Dowe rapporte que les nouveaux arrivants font face à de la discrimination quand vient le moment de louer un appartement<sup>22</sup>. Certains propriétaires augmentent considérablement le prix du loyer ou vont même carrément refuser de louer à des gens d'origine japonaise. Le document *Ganbari : un chez-soi retrouvé* décrit ce problème :

Montréal vécut en temps de guerre une incroyable pénurie de logements. Les propriétaires exigeaient un « pas-de-porte, » ce qui était en fait un somme d'argent (pouvant aller jusqu'à parfois 1000 \$) à déboursier en plus du loyer. [...] Certains Canadiens-japonais disent avoir été empêchés de louer dans certaines parties de la ville par des propriétaires prétendant qu'il n'y avait pas de logement libre. Il apparaissait plutôt que ces propriétaires ne tenaient pas à voir ces nouveaux arrivants comme locataires. La plupart des Canadiens-japonais se fixèrent dans les quartiers les plus pauvres du centre-ville, où les maisons de chambres abondent, et où les propriétaires ne voyaient qu'une couleur, celle de leur argent<sup>23</sup>.

À cette époque, les Japonais ne peuvent s'acheter ou louer une maison, une ferme ou un commerce, puisqu'un décret du gouvernement canadien leur interdit ce type d'acquisition<sup>24</sup>. Ainsi, ils n'ont d'autre choix que de louer une chambre ou un appartement.

Dans certains cas, les migrants vont être pris en charge temporairement par une organisation religieuse :

---

<sup>21</sup> *Ibidem*, page 56.

<sup>22</sup> *Ibidem*, pp. 57 – 58.

<sup>23</sup> Montreal Japanese Canadian History Committee, *Ganbari : un chez-soi retrouvé*, Montréal, Montreal Japanese Canadian History Committee, 1998, page 15.

<sup>24</sup> David Dowe, *op. cit.*, page 57.

Les jeunes Canadiens japonais étaient souvent accueillis à la gare par un membre de la famille Powles [de l'Église Unie] et amenés à leur domicile. Tous les dimanches, la maison des Powles était un endroit où les Canadiens japonais pouvaient socialiser et, à l'occasion, partager leur expérience. Ils ont aussi aidé les jeunes Canadiens japonais dans leur recherche d'emploi et de logement<sup>25</sup>.

Du côté catholique, les Sœurs du Christ-Roi offrent également le gîte aux jeunes femmes Nisei qui arrivent dans la métropole<sup>26</sup>.

## 5.2 L'Église catholique et la communauté japonaise du Québec

La religion protestante est la plus fréquente des religions occidentales au sein de la communauté japonaise. La religion catholique quant à elle est très peu pratiquée, sauf à Montréal :

« The instance of the Roman Catholic Church provides a similar example; in British Columbia and Ontario the involvement of Japanese Canadians in the Roman Catholic Church was relatively minor compared to that in the Anglican and United Churches. It was in the province of Quebec and in the city of Montreal that the Roman Catholic Church's role was particularly strong »<sup>27</sup>.

En effet, la religion catholique est celle de la majorité du Québec. Par le fait même, les contacts vont être plus nombreux. Également, le clergé va jouer un rôle particulièrement actif dans la première phase de la communauté.

Le témoignage du père Grégoire Léger, membre des Franciscains, jette un éclairage intéressant sur le travail des missionnaires québécois dans les camps de détention entre 1942 et 1944. Dans un ouvrage qui traite de son expérience dans le camp de

---

<sup>25</sup> Montreal Japanese Candian History Committee, *op. cit.*, page 11.

<sup>26</sup> Voir la section *Les Sœurs missionnaires du Christ-Roi* plus loin.

<sup>27</sup> David Dowe, *op. cit.*, page 54.

Slocan, il explique comment des religieux québécois se retrouvent à œuvrer auprès des gens d'origine japonaise :

Ce rapport coïncide avec une demande, par lettre, faite par son excellence Mgr Johnson, évêque de Nelson [un diocèse de Colombie-Britannique] à Son Excellence le Délégué Apostolique, de missionnaires sachant l'anglais et le japonais, qui accepteraient de venir s'installer dans les *ghost-towns* de la vallée de Slocan et de Kaslo, au milieu des Japonais, pour les aider dans leur exil, et tâcher de spiritualiser leur but, plus ou moins matériel de la vie<sup>28</sup>.

Peu de temps après cette demande, deux responsables des Franciscains, le très révérend père Damase Laberge et le révérend père Gabriel Duchesnay, un ancien missionnaire au Japon, rendent visite à l'évêque Johnson afin d'en savoir davantage sur les futures missions<sup>29</sup>. D'ailleurs, l'implication d'anciens missionnaires ayant œuvré au Japon est soulignée à quelques reprises dans l'ouvrage du père Léger<sup>30</sup>.

Le 22 décembre 1942, trois franciscains sont convoqués à Montréal, où on leur annonce qu'ils se rendront dans les missions japonaises en Colombie-Britannique. Les trois pères arrivent à Nelson au début de 1943 et on les assigne à leur nouvelle mission :

Il est décidé que le Père Léonce ira à Kaslo où il y a 950 Japonais. Les Pères Alexandre et Grégoire se rendront à la moins belle, mais plus populeuse colonie japonaise, celle de Slocan. Elle comprend, pour le moment, Slocan City, Bay

---

<sup>28</sup> R.P. Grégoire Léger, *En mission dans les camps d'internement japonais en Colombie-Britannique*, Québec, Missions franciscaines, 1944, page 5-6

<sup>29</sup> *Ibidem*, page 5.

<sup>30</sup> Voir par exemple pp.29 -30. Pour savoir de façon plus détaillée l'implication des missionnaires québécois en Asie, voir : Serge Granger, *Le lys et le lotus : les relations du Québec avec la Chine de 1650 à 1950*, Montréal, VLB Éditions, 2005, 187 pages ; Richard Leclerc, *Des lys à l'ombre du mont Fuji : histoire de la présence de l'Amérique française au Japon*, Québec, Éditions du Bois-de-Coulange, 1995, 197 pages. Sur la présence missionnaire canadienne au Japon, voir surtout : John D. Meehan, *The Dominion and the Rising Sun: Canada Encounters Japan, 1929 – 1941*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2004, 272 pages.

Farm, Popoff, Lemon Creek, New Denver et Sandon, avec une population d'environ sept mille Japonais<sup>31</sup>.

Les Pères tentent rapidement de faire appel à des communautés de Sœurs missionnaires, mais les quelques congrégations contactées ne veulent pas envoyer à ce moment des religieuses<sup>32</sup>. Les premières sœurs, appartenant à la congrégation de l'Assomption, vont arriver à la fin du mois de février<sup>33</sup>.

Les Pères québécois arrivent au camp de détention de Slocan durant la soirée du 14 janvier 1943. Dès le lendemain, ils se mettent à la recherche de Japonais catholiques et réussissent à en trouver une quinzaine qui va assister à la première messe, célébrée le dimanche 17 janvier 1943<sup>34</sup>. Le père Grégoire Léger indique qui sont les fidèles :

Quinze Japonais viennent assister à la messe. Ils sont tous catholiques sauf une protestante et une payenne [sic] âgée. Celle-ci dépose sur l'autel une enveloppe contenant deux dollars, sur laquelle est inscrit : « offrande à Bouddha ». [...] Cette personne est maintenant à Montréal. Elle sera bientôt catholique, ainsi que son mari. Leur fils, le docteur Hori, médecin à Montréal, est catholique convaincu et militant <sup>35</sup>.

Toutefois, le père Léger n'indique pas si la décision de la famille Hori de se rendre à Montréal est due à la présence des missionnaires québécois ou si cette décision avait été prise auparavant.

---

<sup>31</sup> R.P. Grégoire Léger, *op.cit.*, page 7.

<sup>32</sup> *Ibidem*, page 8.

<sup>33</sup> *Ibidem*, page 14.

<sup>34</sup> *Ibidem*, page 11.

<sup>35</sup> *Ibidem*, page 12.

Dès leur arrivée au mois de février, les Sœurs de l'Assomption organisent un *high school* qui va accueillir rapidement une cinquantaine d'élèves<sup>36</sup>. Toutefois, le local utilisé pour les classes est beaucoup trop petit. Le père Léger explique :

Des chefs japonais de Slocan, Bay-Farm et Popoff viennent au mois de mai voir le Père Alexandre. Ils demandent un local plus spacieux et plus de professeurs, car, disent-ils, « *nous aurions 150 élèves pour vous, si vous pouviez les prendre* ». Sur ces entrefaites, une délégation de Japonais de Lemon-Creek vient aussi voir le Père, et lui demande un *High School* et des religieuses en nombre suffisant pour environ cent élèves...<sup>37</sup>.

Le projet est rapidement accepté par « le Provincial des Franciscains », mais la demande bloque pendant un certain temps à la *British Columbia Construction Advisory Committee* avant d'être refusée<sup>38</sup>. La communauté japonaise et les religieux vont donc se débrouiller par eux-mêmes afin d'agrandir l'école. Les travaux seront faits durant l'été afin de ne pas nuire aux élèves. Toutefois, l'agrandissement n'est pas suffisant pour accueillir tous les élèves et les sœurs de l'Assomption devront envoyer certains élèves catholiques du côté des protestants<sup>39</sup>.

Au cours de l'année 1943, de nouveaux ordres religieux viennent appuyer le travail des Franciscains et des sœurs de l'Assomption. Les Sœurs de Notre-Dame des Anges, et surtout les Sœurs du Christ-Roi qui vont jouer un rôle fondamental dans l'établissement de gens d'origine japonaise à Montréal, arrivent en renfort. Le père Léger décrit leur arrivée :

---

<sup>36</sup> *Ibidem*, page 16.

<sup>37</sup> *Ibidem*, page 17.

<sup>38</sup> *Ibidem*, page 17 – 18.

<sup>39</sup> *Ibidem*, page 18.



Les Sœurs du Christ-Roi, au nombre de quatre, incluse leur Mère Générale, qui passera environ un mois avec ses religieuses, arrivent le 9 avril [1943], et sont assignées à Kaslo, le poste du Père Léonce<sup>40</sup>.

Toutefois, l'arrivée des sœurs crée une certaine tension avec l'Église Unie, déjà présente dans les camps : « Kaslo est le château-fort des missionnaires de la « United Church » qui voient d'un mauvais œil l'arrivée des bures blanches brodées d'un cœur rouge. À Kaslo, les protestants ont tout »<sup>41</sup>. Toutefois, le père ne va pas plus loin quant aux relations avec la communauté protestante, à l'exception du fait que les parents accueillent de plus en plus favorablement cette présence catholique.

Les religieux doivent aussi répondre à la demande de Sandon. Le père Léger explique que cette communauté isolée est considérée comme étant bouddhiste et qu'il n'y a aucune présence missionnaire<sup>42</sup>. Après avoir lancé un appel à de nouvelles congrégations qui répondent négativement, on décide de transférer les sœurs du Christ-Roi à Sandon<sup>43</sup>. Quelques jours après leur arrivée, les sœurs démarrent un *high school* qui est très populaire auprès de la population selon le témoignage du père Léger. En résumé, l'ouvrage du missionnaire démontre l'implication dans les différents camps de détention auprès de la population japonaise, essentiellement dans le domaine scolaire et religieux.

Le missionnaire trace aussi un portrait de l'émigration des gens d'origine japonaise vers l'Est du Canada :

De plus en plus, les Japonais, les jeunes surtout, sont mis dans l'obligation d'émigrer dans l'Est du Canada. Beaucoup de nos Japonais sont déjà rendus dans l'Ontario. Bon nombre, 300 peut-être ou davantage sont à Montréal même.

---

<sup>40</sup> *Ibidem*, page 19.

<sup>41</sup> *Ibid.*

<sup>42</sup> *Ibidem*, page 20.

<sup>43</sup> *Ibidem*, page 21.

Qui sait, si l'apostolat au milieu de ces Japonais dépayés, qui plus que jamais ont besoin d'aide, de conseil et de sympathie, loin de l'influence payenne [sic] et anti-catholique, au milieu des prêtres, des églises et d'une population catholique, n'aura pas plus de succès que dans la Colombie protestante! Un bel apostolat missionnaire n'est-il pas ouvert à Montréal et ailleurs dans l'Est, au dévouement des prêtres, et entre autres des Franciscains<sup>44</sup>?

Le témoignage du Père Léger laisse donc supposer que, de prime abord, les religieux ont facilité l'arrivée de gens d'origine japonaise au Québec et ce, grâce aux missions établies dans les camps de détention.

#### 5.2.1 Les Sœurs du Christ-Roi

Les Sœurs du Christ-Roi jouent un rôle important dans les camps de détention, comme en témoigne le père Leduc. Elle vont également faciliter l'intégration des Japonais au Québec :

Les sœurs avaient été actives dans certains camps d'internement. Plusieurs jeunes femmes qui arrivaient à Montréal connaissaient déjà l'adresse de l'auberge et s'y rendaient directement depuis la gare. Pour ces jeunes femmes, qui arrivaient seules dans une ville nouvelle après avoir vécu plusieurs années dans les camps, l'atmosphère de soutien qui régnait à Saint-Raphaël leur procurait du réconfort.

Les religieuses vivaient dans un immeuble adjacent et elles se relayaient pour préparer les repas pour les résidentes, qui ne payaient qu'un petit montant chaque semaine. Certaines jeunes femmes sont restées à l'auberge quelques mois, d'autres plusieurs années<sup>45</sup>.

Un article du *Montreal Bulletin* retrace brièvement l'histoire de cette congrégation. L'ordre des Sœurs du Christ-Roi est fondé à Gaspé en 1928 par mère Marie du Sacré-

---

<sup>44</sup> *Ibidem*, page 34 – 35.

<sup>45</sup> Montreal Japanese Canadian History Committee, *op. cit.*, page 12.

Cœur et l'Évêque François-Xavier Ross<sup>46</sup>. Le premier pays choisi par l'évêque et la mère supérieure pour y ouvrir des missions est le Japon. Les premières sœurs y sont envoyées en 1932<sup>47</sup>. Quatre ans plus tard, les Sœurs font l'acquisition d'une maison à Montréal, située sur la rue Dorchester Ouest<sup>48</sup>.

Avec l'entrée en guerre du Japon contre les États-Unis, les Soeurs retournent au Canada. Puisqu'elles sont familières avec la culture japonaise, elles vont s'impliquer dans les camps de détention au Canada :

« During the years of evacuation, some of the Sisters were posted in Sandon to carry on their work where they conducted educational work amongst the young Niseis. One of the Sisters was Mother St. Peter who is now in charge of St.Raphael's House »<sup>49</sup>.

Ces dernières entretiennent d'ailleurs une correspondance régulière avec la maison-mère de Gaspé et la maison de Montréal, située au 2200 Dorchester Ouest, afin de les informer sur la vie dans les camps de détention<sup>50</sup>.

Lors de rénovations à leur maison en 1952, les Sœurs écrivent à un échevin afin d'avoir la permission de faire des travaux supplémentaires. Elles expliquent comment elles en sont venues à s'occuper des Japonais à Montréal :

En 1945, nous faisons l'acquisition de cette maison [située sur la rue Ontario] parce que celle que nous occupions à la rue Dorchester Ouest [...] n'était pas

---

<sup>46</sup> « St. Raphael's House », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 12 (déc. 1947), page 13.

<sup>47</sup> Sœur Antoinette Fournier, *L'histoire des débuts de la congrégation et de la fondation des missions au Japon*, pp. 19 – 20 [non publié].

<sup>48</sup> *Ibidem*, page 22.

<sup>49</sup> « St. Raphael's House », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 12 (déc. 1947), page 13.

<sup>50</sup> Il est probable qu'il s'agit du 2200 rue Dorchester. Un article du *Bulletin* indique qu'il y a des négociations impliquant l'Église catholique et mère Saint-Pierre afin que l'endroit devienne le lieu de rassemblement de la communauté japonaise. Voir : Lulu, « Montreal-Merry-go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 2 (fév. 1949), page 4.

assez grande pour recevoir, à la demande des Autorités ecclésiastiques, comme en un foyer, les jeunes filles japonaises dont les familles étaient restées dans l'Ouest après la sortie des camps de concentration. Cette demande nous avait été faite parce que nous avions accepté d'aller faire de l'enseignement aux enfants japonais dans l'une de ces villes fantômes où ils étaient réunis. Cette maison de l'avenue Ontario était celle qui répondait mieux à notre besoin, parce que nous prévoyions, connaissant la mentalité japonaise, qu'à mesure que les Japonais émigraient vers l'Est, les familles se réuniraient de nouveau et nous aurions alors bien peu de ces jeunes filles à héberger<sup>51</sup>.

La lettre explique également qu'à l'époque, l'inspecteur municipal a suggéré aux Sœurs du Christ-Roi de « [...] prendre quelques blanches avec nos janaise [japonaises?], pour éviter les susceptibilités de ceux qui verraient d'un mauvais oeil une maison entièrement japonaise »<sup>52</sup>. Cependant, le document ne fait pas mention de comportements hostiles des Montréalais à l'égard des pensionnaires japonaises.

Cet établissement devient rapidement un lieu d'accueil pour les jeunes *Nisei*. En plus de leur contact direct avec la communauté japonaise, les sœurs peuvent compter sur l'appui de certains Japonais. Le journal des Soeurs mentionne le rôle du docteur George Hori, un membre important de la communauté japonaise :

Ce soir, pendant la récréation, le Dr Hori téléphone et M. M. de Saint-Pierre est toute désignée pour aller lui répondre. Quand elle revient, elle nous dit qu'elle est toute heureuse d'avoir parlé à un Japonais. Mais ce n'est pas tout dit-elle. Il promet de nous envoyer deux jeunes filles japonaises dans quelques jours. L'une d'elles est malade actuellement à l'Hôpital et a déjà hâte de venir rester avec nous<sup>53</sup>.

---

<sup>51</sup> Québec, Laval, Archives des Sœurs du Christ-Roi, Fonds 16-72 (Fondation Canada Est), « Lettre adressée à Monsieur Louis A. Lapointe, Directeur du Service de Logis », 10 mars 1952.

<sup>52</sup> *Ibid.*

<sup>53</sup> Québec, Laval, Archives des Sœurs du Christ-Roi, Fonds 90-72 (Canada-Est), dossier 1945, « Journal de la Maison de Montréal », 9 février 1945. Pour plus de détails sur le docteur Hori, voir la section qui lui est consacrée au chapitre VIII.

Le journal de bord n'explique pas davantage le rôle du médecin. Il semble que sa profession, ainsi que son appartenance à l'Église catholique, aient fait de lui un intermédiaire naturel entre les gens dispersés et les religieuses établies au Québec.

Les premières migrantes s'installent dans la maison de la rue Dorchester. Sur une période de deux semaines, le journal de la maison montréalaise mentionne l'arrivée de trois pensionnaires, dont une le 29 avril :

Une jeune dame japonaise, mariée depuis peu demande une chambre. Nous l'acceptons avec plaisir. Elle arrive cette [sic] après-midi et son mari viendra la rejoindre la semaine prochaine<sup>54</sup>.

Le mois suivant, le journal mentionne que le couple s'est finalement installé à la maison des Sœurs :

Puisse notre bonne Mère nous bénir et faire prospérer notre œuvre avec les Japonais. Cet après-midi, notre jeune couple prend possession de la chambre. Tous deux semblent bien gentils<sup>55</sup>.

Les deux entrées suivantes dans le journal font état de l'arrivée de nouvelles pensionnaires les jours suivants<sup>56</sup>.

La congrégation semble être victime de son succès car les Sœurs font état d'un manque d'espace dans la maison de la rue Dorchester :

Les courses recommencent encore cette année afin de trouver une maison plus grande et plus appropriée à nos besoins présents et futurs car l'œuvre japonaise semble progresser. Mère Ass. Et S. Supérieure après en avoir vu plusieurs cette semaine vont en visiter une belle cet après-midi et nous en font la description<sup>57</sup>.

---

<sup>54</sup> Québec, Laval, Archives des Sœurs du Christ-Roi, Fonds 90-72 (Canada-Est), dossier 1945, « Journal de la Maison de Montréal », 29 avril 1945.

<sup>55</sup> *Ibidem*, 1<sup>er</sup> mai 1945.

<sup>56</sup> *Ibidem*, 2 mai 1945 ; *Ibidem*, 4 mai 1945.

<sup>57</sup> *Ibidem*, 17 mai 1945, page 62.

Peu de temps après, les Sœurs décrivent la visite d'un édifice :

Nos mères vont visiter une autre maison cette [sic] après-midi et nous reviennent lorsque nous achevons de souper. Elle est située sur l'avenue Ontario, nous disent-elles elle n'est pas aussi grande que celle située sur la rue Drummond [vue lors d'une précédente visite] mais beaucoup plus belle et très propre<sup>58</sup>.

Les Sœurs veulent faire de cet endroit un pensionnat pour les jeunes femmes d'origine japonaise, comme l'explique la Sœur Supérieure à monseigneur Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal : « Nous vous avons déjà soumis le projet de faire l'acquisition d'une maison voisine de la nôtre aux fins de notre apostolat auprès des jeunes filles japonaises de la ville »<sup>59</sup>. Rapidement, les Sœurs obtiennent de la part de la Délégation apostolique le droit de faire un emprunt de 35 000\$ pour « encourager l'apostolat en faveur de la colonie Japonaise de Montréal »<sup>60</sup>. De plus, la Congrégation de la Propagande envoie un montant de 2 000\$ aux Sœurs du Christ-Roi afin de soutenir leur effort auprès de la communauté japonaise<sup>61</sup>.

Les archives de la communauté ne mentionnent pas si cet argent a servi à faire l'acquisition du bâtiment. Les Sœurs déposent une première offre d'achat le 5 juin 1945, alors que la Délégation apostolique donne son autorisation d'emprunt le 6 juillet de la même année<sup>62</sup>. Quoi qu'il en soit, la mère supérieure dépose une nouvelle

---

<sup>58</sup> *Ibidem*, 31 mai 1945.

<sup>59</sup> Québec, Laval, Archives des Sœurs du Christ-Roi, Fonds 16-72 (Fondation Canada Est), « S.E. Mgr Joseph Charbonneau, Archevêque de Montréal », 2 février 1945.

<sup>60</sup> Québec, Laval, Archives des Sœurs du Christ-Roi, Fonds 16-72 (Fondation Canada Est), « Delegatio Apostolica », 6 juillet 1945.

<sup>61</sup> *Ibid.*

<sup>62</sup> *Ibidem*, 4 juin 1945.

offre au mois de juin, qui est acceptée. Les Sœurs prennent possession de leur nouvelle maison, située au 3467 avenue Ontario, le 16 juillet 1945<sup>63</sup>.

### 5.2.2 Les Sœurs missionnaires de l'Immaculée-Conception

Étrangement, le rôle des Sœurs de l'Immaculée-Conception n'est pas abordé dans les pages du *Montreal Bulletin*. Fondé en 1902, l'ordre se consacre rapidement aux œuvres missionnaires en Asie<sup>64</sup>. Les religieuses vont tout d'abord s'établir en Chine, puis se rendent au Japon et aux Philippines. Les archives de la communauté japonaise démontrent que cet ordre a joué un rôle important dans l'établissement des Japonais, comme l'explique Sœur François-Xavier :

« It was January 29, 1945 that the Missionary Sisters of the Immaculate Conception formally began their work in favor of the Japanese Colony in Montreal. Already in the fall of 1944, they had met a few displaced families ordered East by the Canadian government. The Sisters of our Japanese missions forcibly repatriated in 1943, were overjoyed to meet again with their beloved Nipponese and to help them as far as their power lay, in Montreal »<sup>65</sup>.

La congrégation assiste les Japonais dans leur recherche d'emploi et de logement et sert même d'interprète pour les migrants qui ne connaissent pas le français ni l'anglais<sup>66</sup>. Sœur François-Xavier mentionne que sa communauté a même été félicitée par monseigneur Charbonneau, qui avait insisté afin que les Japonais reçoivent un accueil cordial :

---

<sup>63</sup> Québec, Laval, Archives des Sœurs du Christ-Roi, Fonds 90-72 (Canada-Est), dossier 1945, « Journal de la Maison de Montréal », 15 juin 1945.

<sup>64</sup> Missionnaires de l'Immaculée-Conception, « Fondatrice – Biographie », <http://www.soeurs-mic.qc.ca/biographie.php>. Consulté le 16 janvier 2015.

<sup>65</sup> Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c. 35, Dossier 44 (Missionary Sisters of the Immaculate Conception, 1945), « The Sisters of the Immaculate Conception », non daté, page 1. Le document a été rédigé en 1946 ou ultérieurement.

<sup>66</sup> *Ibid.*

« He then insisted on the cordiality to be shown the Japanese. "Montreal has accepted them and has given them the rights of citizens. They must be made to feel completely at home among us" »<sup>67</sup>.

En somme, les Soeurs de l'Immaculée Conception ont accompli le même rôle que leurs consœurs du Christ-Roi.

Les religieuses se sont appuyées également sur l'aide des médecins canadien-français. Sœur François-Xavier mentionne dans un autre document que des patients japonais ont pu bénéficier de soins gratuits :

« Our Canadian doctors often gave their services gratuitously to special cases. We are happy to mention expecially [sic] Doctors Georges Cousineau and Fernand Hébert who have always shown such deep-felt sympathy and unstinted [sic] generosity towards Japanese patients »<sup>68</sup>.

La fin du document est consacrée à la situation actuelle de la communauté japonaise en 1946. Sœur François-Xavier indique qu'elle est composée de 784 personnes et qu'elle grandit encore. Elle croit que les nouveaux arrivants sont plus chanceux, car ils peuvent désormais compter sur l'aide des autres migrants : « Those who had arrived ahead of the others, helped the newcomers to find lodgings, more often than not, sacrificing their own comfort to accomodate their compatriots »<sup>69</sup>. La congrégation semble se détacher quelque peu des Japonais avec l'acquisition de la maison Saint-Raphaël par les Sœurs du Christ-Roi, qui devient le centre communautaire. Sœur François-Xavier explique que les *Issei* et les *Nisei* ont maintenant un lieu de rassemblement. De plus, les Sœurs de l'Immaculée Conception

---

<sup>67</sup> *Ibidem*, page 2.

<sup>68</sup> Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c. 35, Dossier 44 (Missionary Sisters of the Immaculate Conception, 1945), « It was January 29 1945 ... », non daté, page 2.

<sup>69</sup> *Ibid.*



ne peuvent plus se consacrer entièrement aux Japonais. Cependant, elles continuent de visiter à l'occasion certains d'entre eux<sup>70</sup>.

### 5.2.3 Impact de l'Église catholique sur la communauté japonaise

Selon les catholiques japonais du Québec, c'est en 1945 que naît véritablement leur communauté, grâce à l'acquisition par les Sœurs du Christ-Roi du bâtiment de la rue Dorchester Ouest<sup>71</sup>. Certains prêtres ont aussi œuvré auprès des Japonais, mais ils ne restaient pas longtemps et n'ont donc pas eu le même impact :

« A number of priests were assigned for varying lengths of time to look after the needs of the Japanese community. It was only in 1951 that a permanent priest was appointed by the Bishop »<sup>72</sup>.

Le prêtre en question est le père Labrecque, qui marquera l'ensemble de la communauté japonaise<sup>73</sup>.

Les efforts de l'Église catholique, et plus particulièrement des Sœurs du Christ-Roi sont considérables, compte tenu du nombre relativement faible de migrants japonais qui s'installent au Québec. Cependant, cette prise en charge immédiate de la communauté japonaise en formation permet aux catholiques de convertir un certain nombre de migrants. Par exemple, un article du *Bulletin* mentionne que le révérend Alphonse Murata baptise trois Nisei en 1947 : Masao John Shiomi, Yoko Mary

---

<sup>70</sup> *Ibid.*

<sup>71</sup> Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c. 1, Dossier 10 (Roman Catholic Church – Support of Japanese Canadians Montreal 1945), « The Japanese Catholic Community in Montreal », non daté.

<sup>72</sup> *Ibid.*

<sup>73</sup> Voir le chapitre VIII.

Cecilia et Kinuye Mary Clara<sup>74</sup>. Les parrains sont aussi identifiés, soit le notaire Hector Beaudin, la docteure Mary Manley, monsieur et madame Shiomi et le docteur George Hori qui représente par procuration « monsieur et madame Gerald Shaw ». Un mois plus tard la *Japanese Canadian Catholic Youth* (JCCY) qui, comme son nom l'indique est affiliée à l'Église catholique, élit un conseil de direction dans lequel on retrouve certains noms mentionnés plus haut. Le docteur Hori, le révérend Murata et mère Saint-Pierre agissent en tant que conseillers pour les jeunes catholiques<sup>75</sup>.

Fait intéressant, l'article mentionne également que l'Église catholique offrira des cours de langue française qui vont débiter au mois de juin pour les membres de la JCCY<sup>76</sup>. Les cours sont offerts à la population en général à partir d'août 1947 et s'adressent autant aux gens qui entreprennent leur apprentissage qu'à ceux qui maîtrisent davantage le français<sup>77</sup>. Il en coûte 50 sous par mois pour y assister<sup>78</sup>.

Toujours sur le plan linguistique, l'Église catholique annonce dans le *Bulletin* que des cours de langue japonaise vont être donnés dès 1950<sup>79</sup>. L'article spécifie que grâce aux efforts du père Langlois et de la QJCCA, ces cours supervisés par la commission scolaire seront offerts gratuitement à tous les gens qui désirent y participer. L'enseignante est une certaine madame Miyazaki<sup>80</sup>. Quelques mois auparavant, la chronique mondaine du *MB* expliquait qu'avec la disparation des « tensions » envers

---

<sup>74</sup> « Japanese Enter Catholic Church », *Montreal Bulletin*, vol 2, no. 4 (avril 1947), page 3.

<sup>75</sup> « Japanese Canadian Catholic Youth », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 5 (mai 1947), page 2.

<sup>76</sup> « Japanese Canadian Catholic Youths », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 6 (juin 1947), page 2.

<sup>77</sup> « French Classes », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 9 (août 1947), page 2.

<sup>78</sup> *Ibid.*

<sup>79</sup> « Japanese Language School in Full Swing », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 12 (décembre 1949), page non identifiée.

<sup>80</sup> *Ibid.*

la communauté japonaise, il est maintenant possible de suivre de tels cours et que les gens peuvent maintenant reprendre contact avec leurs racines orientales<sup>81</sup>. En effet, les dernières mesures discriminatoires contre eux ont été levées en avril de la même année. Il n'a donc plus de crainte d'être déporté au Japon ou encore d'être emprisonné<sup>82</sup>.

En somme, l'Église catholique permet aux gens de la communauté japonaise d'améliorer leurs habiletés dans les deux langues. Si le succès est limité du côté des cours de français, il en est autrement du côté anglophone<sup>83</sup>. Les cours se poursuivent au cours des années 1950 et les gens demandent même à ce qu'on crée une école japonaise, qui offrirait à la fois des cours de langue et de culture japonaises<sup>84</sup>. Toutefois, l'article spécifie que les jeunes enfants ont un horaire très chargé et que l'Église catholique a déjà la gentillesse d'offrir ces cours gratuitement<sup>85</sup>.

#### 5.2.4 La maison Saint-Raphaël

Les Japonais de Montréal ont deux endroits où ils peuvent se rassembler. Le premier est situé à la maison-mère des Sœurs du Christ-Roi, située au 2000 rue Dorchester Ouest. Ce bâtiment joue le rôle de « *Community Hall* », qui peut accueillir 300 personnes<sup>86</sup>. Les Sœurs mettent également un local à la disposition de la

---

<sup>81</sup> « Montreal Merry-go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 6 (juin 1949), page 3.

<sup>82</sup> Voir le chapitre III.

<sup>83</sup> Un article du mois de janvier 1950 indique qu'il y aura moins de cours qui vont être offerts, car l'assistance n'est pas suffisamment nombreuse. Voir : « French Classes », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 1 (janvier 1950), page 3

<sup>84</sup> « Time for a Japanese School? », *Montreal Bulletin*, vol. 6, no. 5 (mai 1951), page 3.

<sup>85</sup> *Ibid.*

<sup>86</sup> « Community Hall », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 3 (mars 1949), page 1.

communauté. Celui-ci doit servir de lieu de réunion pour le conseil d'administration de la *Japanese Canadian Citizens Association (JCCA)*<sup>87</sup>.

La maison Saint-Raphaël, située au 3467 avenue Ontario et administrée aussi par les Soeurs du Christ-Roi, joue davantage le rôle de centre culturel. Tout comme celle de la rue Dorchester, elle sert à des réunions. Toutefois, l'éventail d'organismes qu'elle abrite est beaucoup plus vaste. Le document « Ganbari : un chez-soi retrouvé » en fait une liste :

Des groupes jeunesse, comme le Club pour les pré-adolescentes, l'Organisation de la jeunesse Nisei [le *Nisei Fellowship Group*], et le Club athlétique pour filles, se rencontraient à la maison Saint-Raphaël. En fait, la Maison servait déjà de lieu de rencontre pour plusieurs organismes communautaires, jusqu'à ce que le Centre de la rue Sherbrooke soit utilisé à cette fin<sup>88</sup>.

La maison Saint-Raphaël a une vocation multiconfessionnelle : elle n'abrite pas uniquement des organisations catholiques. Par exemple, le *NFG* est un regroupement d'étudiants de l'Université McGill et de Sir-George-Williams, affilié à l'Église Unie. Ses membres se réunissent entre autres pour socialiser et mieux s'intégrer à leur société d'accueil<sup>89</sup>.

Des articles du *MB* démontrent que l'endroit sert également aux organisations qui ont une vocation plus politique. La *Montreal Japanese Welfare Federation* fondée en 1946 y tient ses rencontres jusqu'à sa dissolution en 1947<sup>90</sup>. Au cours de la même année, les Nisei se réunissent à la maison Saint-Raphaël afin de créer une organisation centrale pour la communauté. L'article mentionne que le futur

---

<sup>87</sup> *Ibid.* Au sujet de cette organisation, voir le chapitre suivant.

<sup>88</sup> Montreal Japanese Canadian History Committee, *op. cit.*, page 12.

<sup>89</sup> Kuniko Kondo, *Les Canadiens d'origine japonaise à Montréal : leur processus d'intégration à la vie canadienne*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université de Montréal, 2001, page 124.

<sup>90</sup> « The Welfare Federation Dissolves », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 4 (avril 1947), page 1. Pour savoir le rôle de cette organisation, voir le chapitre suivant.

regroupement « [...] will not infringe on the rights of any existing group and which will be beneficial to all »<sup>91</sup>. En effet, on voudrait y intégrer des représentants de tous les groupes communautaires. La future organisation envisage de se réunir le premier lundi de chaque mois à la maison catholique. Le projet va se concrétiser quelques mois plus tard : le *Bulletin* annonce la fondation de la *QJCCA* intégrée dans une organisation nationale, la *National Japanese Canadian Citizens Association* (NJCCA)<sup>92</sup>. Cependant, les premières réunions de la *QJCCA* ont lieu à la maison-mère de la rue Dorchester.

Finalement, la plupart des événements spéciaux sont organisés à l'édifice de l'avenue Ontario. Par exemple, lors de sa venue au Québec, le secrétaire du conseil d'administration de la *NJCCA*, George Tanaka y prononce une conférence<sup>93</sup>. L'homme fait une tournée qui a débuté dans l'Ouest canadien afin d'inciter les gens d'origine japonaise à s'impliquer dans la nouvelle organisation centrale. Par ailleurs, il donne les plus récentes informations sur le combat juridique mené contre le gouvernement fédéral<sup>94</sup>. La fête pour souligner le départ du père Murata vers le Japon est également célébrée à la maison Saint-Raphaël, tout comme la visite de l'ambassadeur du Japon à Montréal<sup>95</sup>.

Quant à elle, la maison-mère des Sœurs du Christ-Roi de la rue Dorchester perd graduellement son rôle de lieu de rassemblement. En janvier 1950, la *QJCCA* y

---

<sup>91</sup> « Central Committee », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 7 (juillet 1947), page 1.

<sup>92</sup> « Quebec Chapter of the National Organization », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 9 (août 1947), pages 1 et 3.

<sup>93</sup> « JCCA News », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 3 (mars 1948), page 2.

<sup>94</sup> *Ibid.*

<sup>95</sup> Pour le départ du père Murata : « Father Murata Leaves for Japan », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 8 (août 1948), page 3. Pour la visite de l'ambassadeur japonais : « Japanese Ambassador Visits Montreal », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 7 (juillet 1952), page 7.

annonce son assemblée générale du 4 février<sup>96</sup>. Toutefois, elle organise la plupart de ses activités à la maison Saint-Raphaël à partir de l'année 1951. Par exemple, une cérémonie de thé faite en l'honneur des étudiants finissants de McGill a lieu à cet endroit<sup>97</sup>. Ni le *Montreal Bulletin* ni les archives des Sœurs du Christ-Roi indiquent le moment précis où la maison de la rue Dorchester a cessé de jouer son rôle de salle communautaire. Toutefois, l'Église catholique décide en 1953 de fournir un lieu de rassemblement qui servira uniquement aux Japonais du Québec. Pour ce faire, elle fera l'acquisition d'un bâtiment, situé au 175 rue Sherbrooke Est<sup>98</sup>. Cet événement sera abordé plus en détails au chapitre VIII.

### 5.3 L'Église Unie (*United Church*)

Ken Adachi a mentionné que la religion protestante était beaucoup plus populaire au sein de la communauté japonaise que la religion catholique. Cette situation semble avoir joué en faveur des protestants, qui s'organisent très rapidement à Montréal à la suite de la dispersion de 1942 :

En 1944, le *Tomonokai* (réunion des fidèles) est fondé et tient ses réunions au domicile de certains membres; la première célébration publique a lieu à l'occasion de la fête des Mères dans un local du YWCA. Cette même année, le *Tomonokai* procède à un service mensuel à la « Church of All Nations », et au mois d'octobre, une missionnaire canadienne qui était au Japon depuis 30 ans, dirige le service.

[...] Après la guerre, en octobre 1945, le *Tomonokai* et le *Nisei Fellowship Group* co-organisent une assemblée spéciale à la salle de l'Église Unie Erskin

---

<sup>96</sup> « JCCA General Meeting », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 1 (janvier 1950), page 3.

<sup>97</sup> « Tea for Graduates », *Montreal Bulletin*, vol. 6, no. 5 (mai 1951), page non-identifiée. Voir également : « New Executive for the JCCA », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 3 (mars 1953), page 3.

<sup>98</sup> « Grand Opening - Japanese Canadian Community », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 4 (avril 1953), page 4.

et Américaine, sur le thème de « *Goodwill* », dont le but est de promouvoir l'amitié entre les Canadiens et les Japonais. En 1946, l'Église unie japonaise est inaugurée et le missionnaire résident arrive à Montréal<sup>99</sup>.

En plus du nombre important de fidèles, la communauté peut compter sur la famille Powles, qui a aidé les premiers migrants japonais à s'établir au Québec.

### 5.3.1 Le rôle de la famille Powles

Le révérend Powles et sa femme ont œuvré au Japon dès 1916, où leurs enfants naissent<sup>100</sup>. Forcés de quitter le pays peu avant l'attaque de Pearl Harbor, ils retournent au Canada, où ils vont aider les gens d'origine japonaise au moment de la dispersion<sup>101</sup>. Dès 1942, la famille Powles est établie à Montréal à la mission Emmanuel située au 3631 Lorne Crescent<sup>102</sup>.

Une entrevue faite avec le fils du révérend nous apprend pourquoi ses parents se sont préoccupés du sort des Japonais du Québec :

« [...] I think that was how it started, they got signals from the west that these people were coming and they just helped to get them settled in. And then of

---

<sup>99</sup> Kuniko Kondo, « Les Canadiens d'origine japonaise à Montréal », *op. cit.*, page 130. À cette époque, le Bulletin fait référence à deux religieux qui célèbrent les mariages pour l'Église Unie : le révérend Komiyama et le révérend Suzuki. Voir : « Easter Service », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no.4 (avril 1947), page 2 et « Montreal Japanese United Church », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 9 (août 1947), page 3.

<sup>100</sup> Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c. 33, Dossier 16 (Powles, Rev. And Mrs), « Interview with Reverend Powles Son's and his Wife », page 1. Le document a été caviardé par les archives et donc certains noms de lieux ou de personnes ne sont pas disponibles.

<sup>101</sup> *Ibid.* Voir aussi : Montreal Japanese Canadian History Committee, *op. cit.*, page 11.

<sup>102</sup> Bibliothèque et Archives Nationales du Québec, « Annuaire Lovell de Montréal et sa banlieue, Série principale (1942), <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/lovell/>. Site consulté le 28 juillet 2014

course the Interchurch Committee got started in Toronto here and a branch of that was formed in Montreal and my father was the chair of that »<sup>103</sup>.

Le fils du révérend explique également qu'un lien naturel s'est créé entre les Japonais du Canada et ses parents. Ces derniers étaient habitués aux coutumes japonaises, à la langue, à la nourriture, etc<sup>104</sup>.

Questionné au sujet de l'hébergement de jeunes *Nisei*, le fils du révérend révèle que ces derniers avaient de la difficulté à se trouver un logement à Montréal :

« [...] my memory is that members of the Jewish and French communities were more receptive than the Anglo community. They got quite a lot of sympathy from Outremont and the Jewish regions in finding employment and that sort of thing »<sup>105</sup>.

Ainsi, les migrants auraient reçu un accueil relativement sympathique de la part de ces groupes.

Le fils Powles se prononce également sur l'adaptation des Japonais à leur nouvelle vie. Selon lui, les migrants ont fait preuve d'une certaine passivité :

« It was kind of shock reaction. I can remember my parents having to push some of these kids to go out and have interviews. I guess the basic thing to say was that they were scared. You couldn't blame them »<sup>106</sup>.

En effet, la plupart de ces jeunes ont dû quitter rapidement leur milieu de vie pour un endroit qu'ils ne connaissaient pas. Et, au moment où la famille Powles accueille des Japonais, la communauté est en pleine formation. Les nouveaux venus ne peuvent donc pas s'appuyer sur leurs compatriotes.

---

<sup>103</sup> Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, Dossier 16 (Powles, Rev. And Mrs), « Interview with Reverend Powles Son's and his Wife », pièce C.33, page 3.

<sup>104</sup> *Ibidem*, pp. 4 – 5.

<sup>105</sup> *Ibidem*, page 7.

<sup>106</sup> *Ibidem*, page 9.



En plus d'accueillir les migrants japonais, les Powles s'impliquent également dans certains mouvements de contestation :

En tant que président du Comité montréalais pour la citoyenneté canadienne, le révérend Powles organisa, avec son fils Cyril, une manifestation contre la déportation des Canadiens japonais au Japon. Leur fille [sic] Joy mobilisa l'Association étudiante afin de convaincre l'Université McGill de lever l'interdit contre les étudiants canadiens-japonais, ce qui fut finalement fait en 1945<sup>107</sup>.

En effet, l'université anglophone avait décidé d'interdire son accès aux gens d'origine japonaise<sup>108</sup>.

Dans sa section *Personalities in Review*, le MB consacre un article à celui qui est surnommé « le père du bien-être japonais » (*Father of Japanese Welfare*) :

« With a Japanese vocabulary which would put even the native Japanese to shame, with a love for things Japanese from art to miso, Canon Powles found himself the logical person to be approached by Mr. Trueman, placement officer from Toronto, to keep an eye on evacuees to arrive in Montreal. Thus, the Nisei Sponsoring Committee came into existence, with the Canon as the nucleus, assisted by interested Occidentals »<sup>109</sup>.

L'article explique également que la maison du révérend accueille les nouveaux arrivants depuis les premiers jours de l'évacuation et que de nombreux Japonais s'y sont installés tout près : « the district around Lorned [sic] Crescent, Hutchison, University, which house a large Japanese Community, is mute example of the

---

<sup>107</sup> *Ibid.*

<sup>108</sup> Greg Robinson, « Deux autres solitudes? Historical Encounters Between Japanese Canadians and French Canadians », in Ada Savin (éd.), *Journey Into Otherness: Essays In North American History, Culture, and Literature*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2005, page 150. Sur la politique d'exclusion de McGill, voir le chapitre précédent.

<sup>109</sup> « Personalities on Review : Canon P.S.C. Powles », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 2 (mai 1946), page 4.

Sponsoring Committee's efforts to find rooms for the boys »<sup>110</sup>. Cette concentration de gens d'origine japonaise dans un même endroit, tout comme l'effort de l'Église Unie de loger ces gens dans ce secteur vient donc en contradiction avec deux thèses bien précises. D'une part, celle partagée par Keibo Oiwa et par Rei Nishio et Kuni Uchida sur la dispersion de la communauté japonaise<sup>111</sup>. D'autre part, cet établissement de migrants dès le début de l'évacuation vient en contradiction avec l'idée avancée par David Dowe disant que l'Église a collaboré avec l'État canadien pour disperser tout d'abord la population japonaise à l'est des Rocheuses puis à l'intérieur même des villes qui vont les accueillir <sup>112</sup>. Toutefois, il est important de mentionner que le Lovell de 1942 et de 1943 ne fait pas état d'une présence japonaise dans le secteur rapporté par l'article du *Montreal Bulletin*<sup>113</sup>.

Au moment de l'article, soit en 1946, le révérend Powles est toujours en lien avec la communauté. On indique qu'il connaît tous les gens par leur prénom, quel que soit leurs loisirs ou leur implication dans la communauté et que par-dessus tout il croit que « [...] the Niseis have a wonderful chance to assimilate in Montreal »<sup>114</sup>. Par ailleurs, le révérend croit que cette assimilation passe par l'Église, dans la mesure où les gens d'origine japonaise vont devoir entrer en contact avec les Occidentaux.

---

<sup>110</sup> *Ibid.*

<sup>111</sup> Voir le chapitre précédent.

<sup>112</sup> David Dowe, *op. cit.*, page 56.

<sup>113</sup> Bibliothèque et Archives Nationales du Québec, « Annuaire Lovell de Montréal et sa banlieue, Série principale (1942), <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/lovell/>. Consulté le 14 décembre 2011 ; Bibliothèque et Archives Nationales du Québec, « Annuaire Lovell de Montréal et sa banlieue, Série principale (1943), <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/lovell/>. Consulté le 14 décembre 2011.

<sup>114</sup> « Personalities in Review », *op. cit.*, page 4.

Malgré sa sympathie pour la communauté japonaise de Montréal, le révérend retourne au Japon dès 1947<sup>115</sup>.

### 5.3.2 Une congrégation distincte

Après s'être appuyés sur l'Église Unie qui était déjà présente dans la métropole, les gens d'origine japonaise vont former leur propre congrégation, la *Montreal Japanese United Church* (MJUC) reconnue officiellement par le *Montreal Presbitary* en avril 1947<sup>116</sup>. Malgré cette reconnaissance, les pratiquants n'ont pas leur propre lieu de culte et doivent se réunir à la *Church of All Nations*, située au 1135 square Amherst. Il faudra attendre 1959 avant qu'ils aient leur propre église<sup>117</sup>. Le *Bulletin* mentionne d'ailleurs que la messe de Pâques a été un très grand succès et que la communauté Nisei s'est présentée en grand nombre<sup>118</sup>. Fait à noter, la cérémonie a été prononcée à la fois en anglais et en japonais pour les *Issei*. Toutefois, le caractère bilingue de la cérémonie était exceptionnel. En effet, il faut attendre 1949 avant que l'église célèbre des messes en anglais au bénéfice des plus jeunes membres de la communauté<sup>119</sup>. Cependant la mesure n'est pas permanente : moins d'un an plus tard, le journal communautaire indique que les messes en anglais seront suspendues pour une période de deux mois<sup>120</sup>.

---

<sup>115</sup> « Our Town », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 1 (janvier 1947), page 3.

<sup>116</sup> Voir : « Montreal Japanese United Church », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 4 (avril 1948), page 2 et « Montreal Japanese United Church News », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 5 (mai 1948), page 2.

<sup>117</sup> Kuniko Kondo, *op. cit.*, page 131.

<sup>118</sup> « Easter Service », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 4 (avril 1947), page 2.

<sup>119</sup> « Montreal Japanese United Church », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 3 (mars 1949), page 2. Voir aussi Kuniko Kondo, *op. cit.*, page 130.

<sup>120</sup> « Montreal Japanese United Church », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 7 (juillet 1950), page 2.

La très grande majorité des célébrations de l'Église Unie japonaise se font à la *Church of All Nations*. On y célèbre les grandes fêtes religieuses, que ce soit Pâques, Noël ou même la fête du Nouvel An<sup>121</sup>. Les membres de cette communauté sont aussi particulièrement actifs en ce qui a trait au mariage<sup>122</sup>. D'ailleurs, le *Bulletin* accorde au moins une page complète pour souligner ces cérémonies, que ce soit pour un ou plusieurs couples<sup>123</sup>. Par exemple, la chronique mondaine du mois de février 1948 porte entièrement sur le mariage entre Hideo Nishimura et Yaeko Ono<sup>124</sup>. L'événement est célébré par le révérend Komiyama, à la *Church of All Nations*. Au mois d'août de la même année, une page entière est consacrée à deux mariages : celui de Sumi Okuda avec Minato Sasaki et celui de Ruth Sayako et Shizu Kobayashi<sup>125</sup>. La première cérémonie est célébrée à la *Verdun United Church*, tandis que la deuxième est célébrée à l'église de Montréal. L'article mentionne également l'endroit où les réceptions seront données, soit au Peking Café (64 rue de la Gauchetière Ouest) et au Rice Bowl. Ces deux restaurants sont d'ailleurs les plus souvent fréquentés pour les réceptions de mariage<sup>126</sup>. Ces chroniques particulières expliquent également la provenance de chacun des mariés, le nom de leurs parents, la profession du marié et la plupart du temps l'endroit où les époux prévoient s'installer après leur mariage.

---

<sup>121</sup> Pour Pâques, voir « Easter Service », *op. cit.* ; « Montreal Japanese United Church », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 4 (avril 1949), page 2. Pour la fête de Noël : Kuniko Kondo, *op. cit.*, page 130. Pour le Nouvel an : « Montreal Japanese United Church », vol. 3, no. 12 (décembre 1948), page 6.

<sup>122</sup> Pour la période comprise entre 1946 et 1949, le *Bulletin* ne fait pas mention d'un seul mariage catholique.

<sup>123</sup> À l'exception de la première chronique de juin 1946. Voir : « Our Town », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 4 (juin 1946), page 5.

<sup>124</sup> « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no.2 (février 1948), page 5.

<sup>125</sup> *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 9 (août 1948), page 4.

<sup>126</sup> Voir : « Orange Blossom », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 12 (décembre 1948), page 16 ; « Miss Amy Yamamoto becomes the Bride of George [...] », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 4 (avril 1949), page 4. Ces restaurants seront également fréquentés au cours des années 1950.

### 5.3.2.1 Les organisations liées à la *Montreal Japanese United Church*

En plus d'être active dans les cérémonies religieuses, la *MJUC* parraine quelques regroupements. Le plus ancien est le *Montreal Japanese Welfare Federation* (MJWF), fondé en 1946 et dissous en avril 1947<sup>127</sup>. La *MJWF* s'occupe de problèmes particuliers liés à la migration des gens d'origine japonaise à Montréal, par exemple la distribution du riz<sup>128</sup>. De plus, l'organisation tente d'implanter une structure centralisatrice qui permettrait de regrouper les différentes organisations communautaires japonaises. Toutefois, cette volonté semble ne pas fonctionner, car la *Welfare Federation* interpelle la communauté au début de l'année 1947, en disant qu'elle est sans cesse critiquée et qu'elle a très peu d'appuis<sup>129</sup>. Un mois plus tard, un nouvel article est publié et explique pourquoi la *MJWF* n'arrive pas à s'implanter dans la communauté. On mentionne que les différents groupes communautaires ne veulent pas la joindre, puisqu'ils craignent que la fédération finisse par tous les englober<sup>130</sup>.

Le *Nisei Fellowship Group* (NFG) est l'organisation la plus active à l'intérieur du journal communautaire. Créé en 1943, le regroupement visait à aider les Nisei dans à leur transfert à Montréal et à promouvoir la citoyenneté canadienne grâce à différentes activités (par des congrès, des activités sportives, etc.)<sup>131</sup>. L'organisme se

---

<sup>127</sup> « The Welfare Federation Dissolves », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 4 (avril 1947), page 1.

<sup>128</sup> « Montreal Japanese Welfare Federation », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 1 (avril 1946), page 3.

<sup>129</sup> « General Meeting and Election », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 1 (février 1947), pages 1 et 3.

<sup>130</sup> « Japanese Canadian Welfare Federation », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 3 (mars 1947), page 1.

<sup>131</sup> Kuni Uchida et Rei Nishio, *The Japanese in Montreal : An Ecological and Sociological Survey*, Montréal, Social Welfare Committee of the Quebec Chapter JCCA, mars 1953 [non publié], page 16.

réunit de façon mensuelle et élit un nouveau conseil d'administration à la fin de chaque année<sup>132</sup>.

D'ailleurs, les pages du *Montreal Bulletin* illustrent bien le foisonnement d'activités auxquelles l'organisation participe. Sur le plan de la politique fédérale, le *NFG* organise des soirées afin que ses membres connaissent chacun des grands partis canadiens. Le premier orateur qui se présente devant les Canadiens d'origine japonaise est Peter Scott, du club de la *Cooperative Commonwealth Federation* (CCF) de l'université McGill. La soirée se déroule à la *St. James United Church*<sup>133</sup>. Un mois plus tard, c'est un membre du club progressiste-conservateur de McGill, William Archer qui vient présenter son parti<sup>134</sup>. Les libéraux ont également envoyé un représentant de leur club politique de McGill, Robert Patterson<sup>135</sup>.

Le *NFG* permet à ses membres de créer des liens avec d'autres communautés et plus particulièrement avec les Chinois. Au début de 1949, le *MB* mentionne que les jeunes Nisei ont été reçus par un club d'étudiants chinois<sup>136</sup>. Un débat portant sur les mariages entre les Occidentaux et les Orientaux a été organisé et c'est le « pour » qui l'a remporté<sup>137</sup>. Quelques mois plus tard, les membres des deux communautés se rencontrent pour une soirée dansante au club des étudiants chinois de McGill, situé au 690 rue Sherbrooke Ouest<sup>138</sup>.

---

<sup>132</sup> Voir par exemple : « Nisei Fellowship Group », vol. 3, no. 1 (janvier 1948), page 2.

<sup>133</sup> « Nisei Fellowship Group », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 10 (octobre 1948), page 2.

<sup>134</sup> « Nisei Fellowship Group », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 11 (novembre 1948), page non-identifiée.

<sup>135</sup> « Nisei Fellowship Group », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 12 (décembre 1948), page 15.

<sup>136</sup> « Montreal Nisei Fellowship Group », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 3 (mars 1949), page 2.

<sup>137</sup> *Ibid.*

<sup>138</sup> « Nisei Fellowship Group », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 10 (octobre 1949), page 2

Des liens sont également créés avec la communauté noire : dans les pages mondaines du *MB*, le *NFG* mentionne que le groupe aura comme invité le groupe social des Noirs (*Negro Social Group*) le 24 mars 1950<sup>139</sup>. Le regroupement répond bien à sa mission d'établir des contacts avec les autres communautés ethniques de la ville. Toutefois, il y a une absente de taille : la communauté québécoise est très peu abordée dans les chroniques du *NFG*. La seule référence concerne une conférence donnée par un certain docteur Wadworth, dont l'exposé portait sur l'histoire de la Ville de Montréal, de sa fondation jusqu'aux années 1940<sup>140</sup>. Sinon, il faut attendre les années 1950 avant que le *NFG* s'intéresse plus particulièrement à la société québécoise.

Le groupe va même jusqu'à tenter de rapprocher les *Issei* et les *Nisei*. Un article de 1948 explique que le groupe a été l'hôte d'une soirée visant à rassembler les deux groupes qui vivent des tensions importantes<sup>141</sup>. Les conflits portent essentiellement sur l'heure des sorties, l'habillement des jeunes, leurs fréquentations et leurs activités. Dans le même numéro, on mentionne également qu'il y a des tensions quant aux relations entre les jeunes hommes et les jeunes femmes de la communauté<sup>142</sup>.

#### 5.4 Le cas particulier de l'Église bouddhiste

Le bouddhisme est présent au Québec depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle avec la migration chinoise qui s'est établie principalement à Montréal. Cependant, la pratique de cette

---

<sup>139</sup> « Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no 3 (mars 1950), page 3. Il s'agit de la première mention de liens entre les deux communautés dans le *Bulletin*.

<sup>140</sup> « Nisei Fellowship Group », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 6 (juin 1947), page 2.

<sup>141</sup> « Nisei Fellowship News », vol. 3, no. 5 (mai 1948), page 2.

<sup>142</sup> « Montreal Merry-go-Round », vol. 3, no. 5 (mai 1948), page [?].

religion diminue alors que le nombre de Chinois augmente<sup>143</sup>. Selon Denise Helly, cette situation s'explique par le taux de conversion important des Chinois vers le catholicisme et le protestantisme<sup>144</sup>. Le déclin est d'ailleurs très important : Frédéric Castel estime qu'il y a environ 110 bouddhistes au Québec au recensement de 1941, dont une dizaine sont d'origine japonaise<sup>145</sup>.

Les migrants japonais qui arrivent à Montréal à partir de 1942 ne peuvent pas se joindre à la communauté bouddhiste chinoise pour une raison fort simple : les deux groupes ne pratiquent pas la même forme de religion. Le bouddhisme, originaire de l'Inde s'est répandu en Chine au cours du 1<sup>er</sup> siècle après Jésus-Christ<sup>146</sup>. Les Chinois ont adopté le courant *Mahayana* (ou grand véhicule) qui met l'accent sur l'intercession d'hommes saints et sur des divinités qui peuvent conduire les pratiquants à l'illumination<sup>147</sup>. Ce courant va se répandre à travers le pays au cours des siècles suivants avant d'être introduit en Corée, puis au Japon en 552<sup>148</sup>. À cette époque, une partie de l'aristocratie japonaise voulait adopter cette religion et réformer profondément la société japonaise en copiant bon nombre de structures chinoises. L'autre partie de la Cour, plus attachée à la religion nationale, le *shintô*, tente de combattre la tendance sinophile, en vain. Le bouddhisme s'implante donc de façon

---

<sup>143</sup> Frédéric Castel, *La dynamique de l'équation ethnoconfessionnelle dans l'évolution récente de la structure du paysage religieux québécois. Les cas du façonnement des communautés bouddhistes et musulmanes, 1941 – 2001*, Thèse de doctorat en science des religions, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2010, page 210.

<sup>144</sup> Denise Helly, *Les Chinois à Montréal, 1877 – 1951*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, 315 pages. Citée par Frédéric Castel.

<sup>145</sup> Castel, *op. cit.*, page 210.

<sup>146</sup> H. Paul Varley, *Japanese Culture (Third edition)*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 1984, p.16.

<sup>147</sup> Craig A. Lockard, *Southeast Asia in World History*, New York, Oxford University Press, 2009, page 23.

<sup>148</sup> Varley, *op. cit.*, page 17.



durable à la fin du 6<sup>e</sup> siècle<sup>149</sup>. Par la suite, des moines bouddhistes chinois amèneront avec eux des textes sacrés et vont enseigner cette religion à la Cour japonaise<sup>150</sup>. Malgré l'arrivée de cette religion étrangère, le *shintô* va survivre et intégrer les dieux du bouddhisme, qui en viennent à être considérés comme des *kami*, des divinités typiquement japonaises<sup>151</sup>.

Toutefois, le bouddhisme japonais n'atteint pas immédiatement la majorité du peuple. Edwin Reischauer mentionne :

Les deux principales sectes, nées à l'époque de la fondation de Kyoto [794], se plaisaient à distiller une scolastique formaliste et désuète. Elles s'intitulaient *Shingon*, c'est-à-dire secte de la Parole Vraie, et *Tendai*. [...] Le *Shingon* et le *Tendai* se caractérisaient par le goût des incantations magiques, des cérémonies grandioses et des représentations picturales de la théologie bouddhiste. Si les aristocrates de la cour se montraient fort attachés aux liturgies de ces deux sectes, les couches populaires et provinciales y étaient en revanche peu sensibles. [...]

Le *Tendai* [...] fut à l'origine de toutes les sectes nouvelles. La première fut fondée en 1175 par le moine Honen et prit le nom de secte de la Terre Pure ou *Jodoshu* que l'on pourrait traduire approximativement par « secte du Paradis ». [...] Un disciple de Honen, Shinran, créa en 1224 la Vraie secte de la Terre Pure ou *Shinshu* dont la popularité éclipsa bientôt celle de toutes ses rivales. [...] Ces deux sectes furent la première expression nationale du sentiment religieux des couches populaires. Elles gagnèrent les esprits les plus frustes grâce à leurs prédicateurs populaires qui parlaient un langage simple et annonçaient un salut accessible à tous<sup>152</sup>.

---

<sup>149</sup> *Ibidem*, page 20

<sup>150</sup> *Ibidem*, page 21.

<sup>151</sup> *Ibidem*, page 20.

<sup>152</sup> Edwin O. Reischauer, *Histoire du Japon et des Japonais : des origines à 1945*, Paris, Éditions du Seuil, 1997, page 76.

Entres autres bouleversements, des moines de la secte *Shinshu* vont traduire en japonais des textes qui étaient alors écrits en chinois classique<sup>153</sup>. Vers 1250, une secte plus vindicative fondée par le moine Nichiren va également faire son apparition, de même que le bouddhisme zen, pratiqué davantage par les *samurai*, la classe guerrière dirigeante<sup>154</sup>. Cette période d'effervescence religieuse conduit le bouddhisme japonais à s'éloigner de sa contrepartie chinoise :

Les réformateurs religieux du Japon féodal ont plus d'un trait commun avec ceux du XVI<sup>e</sup> siècle européen; au nombre des analogies les plus évidentes figurent : la traduction des Écritures en langue vulgaire [le japonais], l'institution de congrégations laïques, le mariage des prêtres, le fanatisme militant et le nationalisme sous-jacent<sup>155</sup>.

Les Japonais vont donc avoir leurs propres écoles, de même que leurs propres textes sacrés. Et, à partir de 1600 avec l'instauration du régime shogunal des Tokugawa, le pays va évoluer pratiquement en vase clos jusqu'à la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle<sup>156</sup>.

La situation change rapidement avec la chute du régime des Tokugawa et la création d'un nouveau régime politique qui place l'empereur japonais au centre de l'État en 1868. En plus de moderniser ses institutions à l'occidentale, le Japon veut mettre en valeur les traditions séculaires du pays. Le *shintô*, considéré comme étant la véritable religion du pays va être favorisée au détriment du bouddhisme, considéré comme une doctrine importée<sup>157</sup>. Le Japon cesse donc d'appuyer financièrement les monastères et le bouddhisme devient rapidement une religion indésirable. Ce climat, combiné à

---

<sup>153</sup> *Ibid.*

<sup>154</sup> *Ibidem*, pp. 77 – 78.

<sup>155</sup> *Ibidem*, page 78.

<sup>156</sup> *Ibid.* Voir les chapitres 6 et 7 de Reischauer.

<sup>157</sup> Terry Watada, *Bukkyo Tozen : A History of Jodo Shinshu Buddhism in Canada, 1905 – 1995*, Toronto, HPF Press, 1996, chapitre 2.

l'émigration récente des Japonais à Hawaïi, fait en sorte que le courant du *Shinshu* va se répandre en Amérique du Nord.

#### 5.4.1 Introduction du bouddhisme japonais au Canada

Les pratiquants japonais qui arrivent au Canada n'ont pas d'infrastructures pour les accueillir, pour se réunir, pour pratiquer leurs rites, etc. Ils doivent donc créer pratiquement l'Église à partir de zéro. Et il est important de le faire rapidement :

« Buddhist Japanese immigrants began to realize the importance of teaching their children about their Buddhist religion. This was important not just for the religious doctrines, but also because it taught manners and moral education, including loyalty and obedience to the emperor, to their teachers, and especially to their parents »<sup>158</sup>.

Les bouddhistes japonais écrivent donc à la maison-mère du *Shinshu*, située à Kyôto, afin qu'on leur envoie un prêtre. Au mois d'octobre 1905, le révérend Senjû Sasaki, accompagné de son épouse, arrive à Vancouver et va célébrer deux semaines plus tard la première cérémonie bouddhiste japonaise dans une salle municipale<sup>159</sup>. Peu de temps après, la communauté va s'établir dans la chambre d'une auberge, où on va installer une statue du Bouddha, ainsi qu'un autel : « The congregation named the room "the Temple" and declared the foundation date December 12, 1905 »<sup>160</sup>. La communauté bouddhiste japonaise va connaître une progression rapide et va amasser

---

<sup>158</sup> Masako Iino, « Bukkyôkai and the Japanese Canadian Community in British Columbia », dans Duncan Ryûken Williams et Tomoe Moriya (dir.), *Issei Buddhism in the Americas*, Chicago, University of Illinois Press, 2010, page 28.

<sup>159</sup> *Ibidem*, page 31

<sup>160</sup> *Ibid.*

des fonds lui permettant de faire construire un temple qui sera complété en février 1911<sup>161</sup>.

Au cours des deux décennies suivantes, cette religion va se répandre à travers la Colombie-Britannique et même se rendre jusqu'en Alberta. En 1931, les bouddhistes japonais du Canada envoient une pétition à la maison-mère afin que l'Église bouddhiste canadienne devienne indépendante :

« During the first three decades of a Buddhist presence in Canada, Bukkyôkai were regarded as part of the Buddhist Mission of North America, which had its headquarters in United States »<sup>162</sup>.

L'Église est alors en pleine expansion et compte environ 1 500 membres<sup>163</sup>. Cette popularité du bouddhisme au Canada entraîne un malaise important au sein de la communauté :

« The attraction of Buddhism lay, indeed, in the fact that those of the immigrant generation especially valued their link with the culture of Japan and felt that the Japanese were superior to other races in moral qualities »<sup>164</sup>.

En somme, le bouddhisme est de plus en plus accolé à une certaine forme de conservatisme de la part des *Issei*. On accuse ces derniers de ne pas vouloir s'intégrer à la vie canadienne, en se réfugiant dans une religion qui ne peut pas être comprise par l'ensemble de la population. De plus, l'attitude agressive du Japon sur la scène internationale amène un climat de tension entre ce pays et le Canada<sup>165</sup>. Cette

---

<sup>161</sup> *Ibid.*

<sup>162</sup> *Ibid*

<sup>163</sup> *Ibid.* Toutefois l'auteure ne mentionne pas si cette demande va leur être accordée.

<sup>164</sup> Adachi, *op. cit.*, page 113.

<sup>165</sup> Greg Robinson, *A Tragedy of Democracy*, pp. 29 – 31.

situation va se répercuter sur les gens d'origine japonaise et attiser la méfiance de la population blanche envers les pratiquants de la religion bouddhiste.

Paradoxalement, le bouddhisme canadien s'éloigne de la religion pratiquée au Japon en s'occidentalisant au cours de cette même période. Terry Watada démontre l'influence de la terminologie chrétienne au cours des années 1930 :

« The Buddhist Church in Canada was flourishing. At the same time, a "Christianization" of Buddhism seemed to be taking place. The church adopted terms like "Bishop", "minister", "priest", "offertory" and "church". Bazaars and concerts were held to raise money »<sup>166</sup>.

L'auteur avance d'ailleurs l'hypothèse que les membres les plus anciens de la communauté ont décidé d'adapter leur religion afin d'attirer les jeunes *Nisei* qui sont de plus en plus nombreux. Il ajoute également que des initiatives telles que l'école du dimanche et les garderies chapeautées par l'Église bouddhiste s'inspirent directement de ce qui se fait du côté catholique et protestant.

La détention des gens d'origine japonaise durant la Deuxième Guerre mondiale et leur expulsion de la Colombie-Britannique porte un coup très dur à la communauté bouddhiste japonaise. Selon Akira Ichikawa, l'Église ne pouvait pas être dissoute, car elle était protégée par la liberté de religion<sup>167</sup>. Cependant, il existait une méfiance envers elle et elle était accusée de maintenir des liens importants avec le Japon<sup>168</sup>. Également, suite à la politique de dispersion du gouvernement canadien, la *Buddhist Churches of Canada* (BCC) qui chapeaute les différentes églises est déstabilisée au cours de cette période. Les pratiquants qui se réfugient à l'est n'ont donc pas à leur disposition les mêmes ressources que les catholiques ou les protestants.

---

<sup>166</sup> Terry Watada, *op. cit.*, page 97.

<sup>167</sup> Akira Ichikawa, *Canadian Treatment of Jodo Shinshu Ministers During World War II*, cité par Terry Watada, pp. 108 - 109.

<sup>168</sup> *Ibidem*, chapitre 9.

#### 5.4.2 L'établissement d'une communauté bouddhiste japonaise au Québec

Malgré l'absence d'une communauté bouddhiste au Québec, les pratiquants peuvent tout de même compter sur l'aide des autres Églises :

« No matter what choice they made, Japan or East of the Rockies, they moved out of the camps to an uncertain future. One practical option seemed available. The Christian Church instituted resettlement and employment programs to eastern Canada to help internees. Many Buddhists took advantage of the opportunity »<sup>169</sup>.

Au moment précis de la dispersion, le but premier des Églises est donc d'encadrer les nouveaux arrivants qui choisissent de s'installer à Montréal. D'ailleurs, un pratiquant de cette religion dénote une différence importante entre la doctrine bouddhiste d'avant-guerre et d'après-guerre :

« In prewar days, the Buddhist Church did militate against effective Canadianization in segregated Japanese communities. It was an unavoidable situation, since the culture patterns which accompanied religious worship in the first generation church were naturally distinctively Japanese [...].

The new second generation church, however, can be markedly different and can exist as a far more progressive influence. American experience and, in fact, tentative beginnings in Vancouver itself before the war have shown that around the central core of Buddhist teaching can be built an organizational framework that does not in the last emphasize the importance of Japanese culture. So long as this is true of the *Nisei* Church in Toronto – and we believe it will be – we wish it every success »<sup>170</sup>.

En somme, le bouddhisme a complété sa transformation avec la dispersion de la communauté japonaise à travers le Canada. En plus de l'adoption d'un nouveau vocabulaire d'influence catholique, les liens avec la mère patrie se brisent et une

---

<sup>169</sup> *Ibidem*, page 125.

<sup>170</sup> Article du *New Canadian* (1946) cité par Watada, *op. cit.*, page 294.

communauté va se créer autour de trois pôles à l'est du Canada, soit Hamilton, Thunder Bay et Montréal<sup>171</sup>.

La toute première cérémonie bouddhiste, le *Obon* (ou fête des morts) est célébrée à Montréal le 21 juillet 1946<sup>172</sup>. Un article du *Bulletin* mentionne qu'une centaine de personnes y ont assisté. La cérémonie a été célébrée au 34 rue University et une somme de 83,50 \$ a été amassée, ce qui couvre les dépenses de la cérémonie qui se chiffrent à 72,15 \$<sup>173</sup>. Le célébrant de cette première messe est le révérend Kenryu Tsuji, qui a fondé les églises bouddhistes de Toronto, d'Hamilton et de Montréal, entre lesquelles il va partager son temps jusqu'en 1959<sup>174</sup>.

Un article du *Bulletin*, daté de 2004 retrace la vie de cet homme qui a été très impliqué dans l'Église bouddhiste canadienne<sup>175</sup>. Il est né en 1919, dans la ville de Mission City en Colombie-Britannique. Après avoir fréquenté l'Université de la Colombie-Britannique, le futur révérend se rend au Japon, où il est ordonné à la maison-mère du bouddhisme *shinshu*. Il retournera au Canada peu de temps avant le début de la Deuxième Guerre mondiale et agit comme célébrant jusqu'au début de 1942 dans un petit temple bouddhiste de Vancouver. Après la construction des camps de détention, le révérend Tsuji est envoyé au camp de Slocan et il est nommé directeur de l'école élémentaire de Bayfarm.

---

<sup>171</sup> Voir le chapitre « The Movement East : Thunder Bay, Hamilton and Montreal » in Watada, *op. cit.*, pp. 241 – 258.

<sup>172</sup> « Bon Ceremony: Great Success », *Montreal Bulletin*, août 1946 (vol. 1, no. 6), page 2. L'article mentionne qu'il s'agit de la première cérémonie du genre à Montréal.

<sup>173</sup> *Ibid.*

<sup>174</sup> Terry Watada, *op. cit.*, page 289.

<sup>175</sup> Montreal Buddhist Church, « In memory of Rev. Kenryu Takashi Tsuji », *Montreal Bulletin*, vol. 59, no. 4 (avril 2004), page 4. Toutes les informations de ce paragraphe proviennent de cet article.

Avec la fin de la guerre, le révérend va s'installer dans les environs de Toronto, où il va fonder l'Église bouddhiste de Toronto<sup>176</sup>. Un an plus tard, il va établir les églises d'Hamilton et de Montréal. Le *Montreal Bulletin* décrit le style du révérend :

« Although so many members of the Montreal Buddhist Church from the late '40s and '50s are no longer with us, those who are will remember the services that were held at Moose Hall and Carpenter's Hall. [...] He was a dynamic speaker with a warm smile and a strong and distinct voice. Also, he was so calm and at peace »<sup>177</sup>.

Après s'être retiré de l'Église bouddhiste canadienne, le révérend oeuvre à l'intérieur de la *Buddhist Churches of America*. Sa dernière visite à Montréal va s'effectuer en 1986, alors qu'il vient pour le 25<sup>e</sup> anniversaire du *Montreal Dana Fujinkai* (un regroupement de femmes)<sup>178</sup>.

La date de la première cérémonie bouddhiste à Montréal est toutefois contredite par Terry Watada :

« Buddhists in the Montreal area first gathered at the home of J. Hori on February 2, 1947. The modest gathering of six soon led to a larger general meeting a month later at St. Raphael's House »<sup>179</sup>.

Il poursuit en écrivant que l'organisation a tenu son premier service le 6 avril pour la cérémonie du *Hanamatsuri* (fête des fleurs) qui souligne la fête du Bouddha<sup>180</sup>. Watada a probablement confondu deux dates : celle de la première cérémonie bouddhiste à Montréal et celle de la fondation officielle de l'Église bouddhiste. Un article publié dans le *Bulletin* en août 1996 souligne les cinquante ans de la *Japanese*

---

<sup>176</sup> *Ibid.*

<sup>177</sup> *Ibid.*

<sup>178</sup> Kuniko Kondo, *op. cit.*, page 127.

<sup>179</sup> Terry Watada, *op. cit.*, page 245.

<sup>180</sup> *Ibid.*



*Buddhist Church*, ce qui correspond à l'année 1946<sup>181</sup>. On y souligne également l'inauguration officielle de l'église, située au 5250 rue Saint-Urbain, qui eut lieu en mars 1947<sup>182</sup>.

D'ailleurs, le bouddhisme est suffisamment bien établi à Montréal en 1947, pour que de jeunes pratiquants s'organisent entre eux. La *Montreal Young Buddhist Society* (MYBS) fait sa première réunion le 27 avril 1947<sup>183</sup>. Son but est de rassembler les jeunes pratiquants âgés de 18 à 30 ans<sup>184</sup>. Lors de cette première réunion, les membres élisent un premier conseil d'administration, composé des personnes suivantes : Kiyoshi Suga, président; Toby Shinohara, vice-président; Hideo Yamada, trésorier ; Fred Okimura, secrétaire général; Bessie Miyake, secrétaire responsable des procès-verbaux (*recording secretary*); Miyori Miyake, organisateur religieux (*religious convenor*); Mas Ishihara organisateur sportif (*sports convenor*) ; Sam Hashimoto, organisateur social (*social convenor*) et Josie Omoto, organisatrice pour le membership (*membership convenor*)<sup>185</sup>.

La particularité du MYBS est de regrouper autant les hommes que les femmes. Un regroupement semblable, qui avait vu le jour en 1905 à Vancouver rassemblait uniquement des hommes (la *Young Men's Buddhist Association*), tandis que d'autres groupes étaient réservés uniquement aux femmes<sup>186</sup>.

---

<sup>181</sup> « 50<sup>th</sup> Anniversary of the Japanese Buddhist Church », *Montreal Bulletin*, vol 51, no. 8 (août 1996), page 19.

<sup>182</sup> *Ibid.*

<sup>183</sup> « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no.5 (15 avril 1947), page 4.

<sup>184</sup> Kuniko Kondo, *op. cit.*, page 127.

<sup>185</sup> *Montreal Bulletin*, vol. 2, no.5 (15 avril 1947), page 4.

<sup>186</sup> Watada, *op. cit.*, page 41.

Dès sa fondation, la *MYBS* occupe une place importante dans le journal communautaire. Une demi-page est généralement consacrée à ses activités ou à ses réunions. Évidemment, l'association organise des cérémonies religieuses. Dès le mois d'août, elle parraine une cérémonie pour les morts qui a lieu au *Polish War Veterans' Hall* et célébrée par le révérend Tsuji<sup>187</sup>. Deux mois plus tard, l'organisation avance l'idée de créer une école du dimanche (*Sunday school*) pour les jeunes bouddhistes et de mettre également sur pied des groupes d'études<sup>188</sup>.

Cependant, la *MYBS* n'est pas cantonnée uniquement au domaine religieux : elle fait la promotion de différentes activités et va organiser la projection de films japonais ou encore parrainer une équipe féminine de balle molle<sup>189</sup>. Chaque année, les jeunes bouddhistes publient un bilan de l'année dans le numéro spécial de Noël. On y mentionne les changements de conseils d'administration, les conférences importantes de l'année ou encore un élément marquant pour la communauté. Par exemple, dans l'édition de 1947 l'organisme mentionne que pour la première fois « à l'est du Canada » s'est tenu une école du samedi en date du 7 décembre<sup>190</sup>.

#### 5.4.3 La lutte pour la reconnaissance de l'Église bouddhiste au Québec

En 1948, la *MYBS* annonce la création de l'*Eastern Canada Young Buddhist League* (ECYBL)<sup>191</sup>. Celle-ci regroupe les chapitres de Montréal, de Toronto et d'Hamilton. Son but est de faire connaître la parole du Bouddha dans l'Est du Canada, mais

---

<sup>187</sup> « Montreal Young Buddhist Society » *Montreal Bulletin*, vol. 2., no. 8 (19 août 1947), page 5.

<sup>188</sup> « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 10 (17 octobre 1947), page 4.

<sup>189</sup> *Ibid.*

<sup>190</sup> « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 12 (décembre 1947), page 8.

<sup>191</sup> « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 12 (décembre 1948), page 14.

surtout de faire reconnaître officiellement la religion bouddhiste au Québec<sup>192</sup>. La ligue se réunit une fois par année et Montréal va accueillir sa première réunion en 1953<sup>193</sup>.

La reconnaissance est fondamentale pour la *ECYBL* car le gouvernement de Maurice Duplessis refuse d'accorder un statut officiel à cette religion<sup>194</sup>. Une première demande d'incorporation est refusée en 1949, ce qui fait en sorte que les célébrations religieuses de l'Église bouddhiste (naissances, mariages, décès) n'ont aucune valeur civile. Les pratiquants doivent donc passer par le greffier municipal qui transmet les informations au secrétaire de la province<sup>195</sup>. La situation du bouddhisme au Québec deviendra un cheval de bataille pour l'*ECYBL*<sup>196</sup>. Un article daté de 1953 souligne d'ailleurs que le Québec est la seule province à ne pas reconnaître officiellement le bouddhisme<sup>197</sup>.

La lutte pour la reconnaissance de l'Église n'est pas limitée à la ligue des jeunes bouddhistes. Les membres de la communauté font des levées de fonds pour soutenir l'action juridique visant à donner un statut officiel à leur Église<sup>198</sup>. La *MYBS* se prononce également en faveur de cette reconnaissance officielle :

---

<sup>192</sup> *Ibid.*

<sup>193</sup> « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 2 (février 1953) page 2

<sup>194</sup> Les raisons de ce refus ne sont pas clairement documentées ni appuyées. La question mériterait donc d'être approfondie.

<sup>195</sup> Merci à monsieur Sylvio Lussier, doyen de la faculté de droit de l'Université Laval qui a fourni ces informations précieuses.

<sup>196</sup> Voir : « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 12 (décembre 1948) ; vol. 6, no. 4 (avril 1951), page 2 ; vol. 8, no. 2 (février 1953) page 2 et vol. 8, no. 5 (mai 1953), page 4.

<sup>197</sup> « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, 23 mai 1953 (vol. 8, no. 5), page 4.

<sup>198</sup> Kuniko Kondo, *op. cit.*, page 128.

« The need for a Buddhist Church in Montreal is great, the need for provincial recognition of Buddhism is great. Let us all strive toward these two objectives with all our vim, vigor and vitality »<sup>199</sup>.

La communauté bouddhiste va donc se mobiliser autour de cet enjeu qui va être fondamental dans les dix premières années d'existence de l'Église. Malgré cette mobilisation, le gouvernement provincial maintiendra sa position et l'action combinée de l'*ECYBL* et de la communauté montréalaise s'essoufflera au cours des années 1960<sup>200</sup>.

## Conclusion

La religion a donc joué un rôle fondamental dans l'établissement de la communauté japonaise au Québec. Les trois confessions présentes au sein de la communauté ont bien sûr joué un rôle essentiel au plan spirituel. De plus, les églises déjà implantées dans la métropole ont fourni aux migrants un réseau social sur lequel ils pouvaient compter dans un contexte politique difficile pour eux. Ils ont été hébergés temporairement et ainsi la transition a été plus aisée pour les Issei et les Nisei qui ne connaissaient rien de Montréal.

Dans le cas de l'Église catholique, elle fut active auprès de la communauté japonaise dès la dispersion de 1942. Il faut souligner le rôle des missionnaires, que ce soit les Franciscains ou encore les Sœurs du Christ-Roi. Les religieux de ces deux congrégations ont acquis l'expérience et surtout la maîtrise de la langue japonaise qui va leur permettre d'entrer en contact avec tous les membres de la communauté, qu'ils

---

<sup>199</sup> « Montreal Young Buddhist Society News », *Montreal Bulletin*, avril 1950 (vol. 5, no. 4), page 2. À cette époque l'organisation avait deux co-président, soit Harding Yasui et Hideo Yamada. Cependant, l'article ne mentionne pas lequel a pris position sur cette question.

<sup>200</sup> Voir le chapitre VIII.

soient *Issei* ou *Nisei*. En plus de poursuivre leur travail de conversion, les Pères et les Sœurs vont fournir une éducation aux jeunes enfants qui demeurent dans les camps de détention. Une fois arrivés à Montréal, les migrants peuvent encore compter sur l'appui des communautés religieuses, particulièrement celui des Sœurs du Christ-Roi qui abritent les jeunes femmes qui arrivent dans la métropole. Ces mêmes religieuses fournissent également des locaux aux nombreuses organisations communautaires. L'Église catholique va également permettre aux gens d'origine japonaise d'établir des contacts timides avec la communauté francophone du Québec, en offrant des cours de langue française jusque dans les années 1950. Cette aide constante va permettre à l'Église de gagner des adeptes à l'intérieur de la communauté japonaise. En effet, avant la dispersion, une faible partie de la communauté *Nikkei* était catholique.

Quant à elle, l'Église Unie était déjà bien établie dans la communauté au moment de la dispersion. Ce lien historique va permettre à la *United Church* d'encadrer très rapidement les nouveaux arrivants et de jouer un rôle actif à l'intérieur de la nouvelle communauté. L'implication du révérend Powles qui a vécu 25 ans au Japon et qui maîtrisait parfaitement la langue de ce pays permettra également à l'Église de jouer un rôle actif auprès des nouveaux arrivants. Bien qu'il n'y ait pas de chiffres précis, il semble que cette communauté croisse au cours des années quarante, comme en témoigne le nombre de mariages qui sont mentionnés dans les pages du *Montreal Bulletin*. D'autres organismes de l'Église Unie, comme la *Nisei Fellowship Group* jouent aussi un rôle important dans l'intégration des Nisei dans leur nouvelle ville.

L'Église bouddhiste représente un cas particulier. Elle naît au même moment que la communauté japonaise du Québec. Bien qu'elle parte de zéro, la communauté bouddhiste japonaise s'organise rapidement et va devenir très active dans la dernière moitié des années 1940. Toutefois, elle se retrouve face à un défi important : le gouvernement québécois refuse de la reconnaître en tant que religion officielle. Ce

refus est déterminant pour l'Église bouddhiste, qui va tenter de remédier à la situation au cours des années 1950. Malheureusement pour elle, ses différentes initiatives échoueront.

La présence de trois grandes Églises à l'intérieur d'une si petite population (1137 personnes au recensement de 1951) peut étonner. Toutefois, il n'y a pas de véritable division à l'intérieur de la communauté japonaise. Chacune des églises fonctionne de façon autonome, sans qu'il y ait de véritables contacts entre elles. Les activités présentées dans le *Bulletin* s'adressent exclusivement aux pratiquants et il faut attendre les années cinquante avant de voir l'apparition d'activités qui accordent une place aux gens extérieurs à la communauté. Cette division bien nette des activités religieuses semble contredire l'un des objectifs principaux qui est de regrouper la communauté plutôt que de la diviser. Toutefois, il faut noter que cette fermeture relative ne s'applique pas uniquement aux organisations religieuses. Comme le montrera le chapitre suivant, les différentes tentatives pour créer une organisation centrale à l'intérieur de la communauté japonaise de Montréal n'aboutissent pas.

## CHAPITRE VI

### LA VIE POLITIQUE DE LA COMMUNAUTÉ JAPONAISE DE MONTRÉAL

Étant donnée sa taille, la communauté japonaise de Montréal a une vie communautaire très active. Au début des années 1950, elle abrite plus de 33 organisations pour une population totale de 1139 individus. En plus, le portrait est varié : les regroupements sportifs côtoient des associations à vocation religieuse et même une association d'adolescents et d'étudiants universitaires.

Parmi tous ces groupes, une catégorie particulière retient l'attention. Il s'agit de celle des organismes à vocation centralisatrice. Plutôt que de se concentrer sur un aspect précis de la vie communautaire, ces derniers visent à rassembler tous les Japonais de Montréal, peu importe leur âge, leur profil socio-économique ou leur religion. Le *Montreal Bulletin*, qui partage ce même objectif, est le véhicule idéal pour faire la promotion de ce type d'organisme. Quelles sont les réactions de la communauté à l'égard de ce type de tentatives? Et quels points rassembleurs sont mis de l'avant par les membres impliqués dans ce type d'association ? En somme, il s'agit de déterminer si les Japonais du Québec désiraient s'assembler autour d'une cause commune. De même pour les arguments avancés pour appuyer ou non ce type d'initiative.

Dispersés à travers le Canada, les Japonais se regroupent autour d'une association nationale à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ils mettent de l'avant différents enjeux afin d'interpeller les différentes communautés japonaises. Mais surtout, la nouvelle association crée des sections à travers le pays, dont une à Montréal. Comment les *Issei* et les *Nisei* du Québec se sont positionnés quant à cette initiative

pan-canadienne? Et surtout, se sont-ils senti interpellés par les enjeux défendus par l'association nationale? L'objectif est de voir si les Japonais de Montréal veulent maintenir des liens avec les autres communautés du pays ou s'ils préfèrent passer à autre chose.

## 6.1 Les organismes centraux

Les nouveaux migrants désirent créer un pôle autour duquel les Japonais qui sont disséminés à travers la ville de Montréal peuvent se rencontrer. Leur but est de former une véritable communauté japonaise. Par ailleurs, la fin de la guerre ne signifie pas la fin de la discrimination pour la communauté japonaise du Canada<sup>1</sup>. Les Nisei n'ont toujours pas le droit de vote et ne peuvent retourner en Colombie-Britannique. En plus de ces enjeux, des citoyens canadiens font face à la déportation vers le Japon. Ces différentes politiques sont donc abordées régulièrement dans le *Bulletin* et font l'objet d'articles détaillés. D'ailleurs, le tout premier texte du journal se prononce sur cette question de la déportation<sup>2</sup>. Des organismes visant le regroupement des Japonais et la défense de leurs droits vont rapidement faire leur apparition.

### 6.1.1 Les premières tentatives

L'un des premiers organismes de la communauté, le *Standing Committee* (SC) est créé expressément pour résoudre les problèmes auxquels font face les nouveaux arrivants. Avec la fin de la guerre, la question de la déportation vers le Japon devient un enjeu fondamental pour le comité qui se prononce sur la question :

---

<sup>1</sup> Sur cette question voir : Stephanie Bangarth, *Voices Raised in Protest : Defending Citizens of Japanese Ancestry in North America, 1942 – 1949*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2008, 280 pages.

<sup>2</sup> À ce sujet, voir la dernière section du présent chapitre.



« One of the most important jobs the Committee has undertaken so far has been the city-wide canvas for funds in a joint action with corresponding organization across Canada in order to place the « test case » before the Supreme Court. Despite the fact that the constitutionality of the Federal Government's Orders-in-Council were upheld, the case has forced the Government to shelve its mass deportation policy and it now appears that whatever the outcome of the appeal to the Privy Council, a more moderate course will be taken by the Government »<sup>3</sup>.

Le SC poursuit en expliquant ses nouveaux objectifs pour les années à venir : 1) aider les Japonais à devenir des citoyens canadiens à part entière; 2) publier le *Bulletin* tant que ses finances le permettront et que cette publication sera pertinente; 3) poursuivre un travail d'éducation lorsqu'il y a des enjeux particuliers; 4) créer des liens avec les autres communautés, peu importe la race, la couleur de la peau ou la religion<sup>4</sup>. Le comité explique également qu'il désire créer des liens avec les autres communautés japonaises du Canada et souhaite que tous les gens installés à Montréal s'impliquent dans cette cause.

Toutefois, le SC vise d'abord et avant tout à faire connaître l'enjeu de la déportation. Au mois d'avril, le journal rapporte qu'une rencontre s'est tenue à Toronto entre une délégation composée de députés libéraux et du *Co-operative Commonwealth Federation* (CCF) et le premier ministre Mackenzie King<sup>5</sup>. L'article rapporte que le gouvernement s'est montré sensible à la cause des Japonais et que le premier ministre est conscient que la déportation pourrait être nuisible sur le plan des droits de la personne et même entacher l'image du Canada à travers le monde. Le même numéro fait également état d'une conférence prononcée par B. K. Sandwell, rédacteur en chef

---

<sup>3</sup> « Restatement of Purpose of Standing Committee », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 1 (mars 1946), page 1.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> « The Toronto Cooperative Committee : In the Prime Minister's Room, Ottawa », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 2 (mai 1946), page 3.

du *Saturday Night* et par maître Jacques Perreault, professeur en droit à l'Université de Montréal<sup>6</sup>. Selon l'article, les deux conférenciers ont demandé à ce que la population appuie le travail du *Montreal Committee on Canadian Citizenship* concernant la bataille contre la politique de déportation qui doit se rendre devant le Conseil Privé de Londres. Sandwell souligne que, malgré la contestation juridique, il est possible que des citoyens canadiens soient déportés contre leur volonté. Quant à la présentation de maître Jacques Perreault le *Bulletin* mentionne : « Mr. Perreault presented the philosophic view in the French language, which rounded out very satisfactorily the entire evening »<sup>7</sup>. D'ailleurs, maître Perreault fait partie du conseil d'administration du *Montreal Committee on Canadian Citizenship* en compagnie de Thérèse Casgrain et de Roger Ouimet<sup>8</sup>.

Le journal communautaire parle également de la politique de dispersion qui a été abordée lors de la rencontre avec le premier ministre :

« The deputation pointed out that more than one-third of the Japanese-Canadians are already dispersed throughout the Prairie Provinces and Eastern Canada, thus greatly relieving the problem formerly felt by B.C. It was urged that the restrictions on purchase of property and freedom of movement be removed immediately, so as to enable these who have resettled to become established in normal life. This would also result in increased numbers leaving the relocation centres »<sup>9</sup>.

Le comité, tout comme la députation qui se rend à Ottawa, ne conteste pas en tant que tel la politique de dispersion qui a effectivement réglé en bonne partie le « problème »

---

<sup>6</sup> « Don't Burn Down Parliament Bldgs », *Montreal News Bulletin*, vol. 1, no. 2 (mai 19), page 1.

<sup>7</sup> *Ibidem*, page 3.

<sup>8</sup> Greg Robinson, « Deux autres solitudes? Historical Encounters Between Japanese Canadians and French Canadians », in Ada Savin (éd.), *Journey Into Otherness: Essays In North American History, Culture, and Literature*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2005, page 152.

<sup>9</sup> *Ibid.*

de la concentration des Japonais en Colombie-Britannique. On demande plutôt la fin de son application afin que les migrants puissent retrouver une vie normale. L'article mentionne également l'existence de centres de transferts, dont celui de Farnham<sup>10</sup>. À cette époque, ces établissements accueillent les Japonais qui viennent de quitter les centres de détention. Par la suite, le centre devait faciliter l'établissement des migrants au Québec, et non pas uniquement à Montréal<sup>11</sup>.

Malgré la pertinence de sa lutte, le SC disparaît au cours de l'année 1946. En août, le journal communautaire annonce la fusion de ce comité avec la *Welfare Federation*. L'article du *Montreal Bulletin* (MB) mentionne :

« At separate meetings held last week, the Standing Committee and the executive of the existing Welfare Federation decided unanimously to merge, thus settling a matter of much discussion and debate within the community. This is the first step in Montreal to link up with other groups across Canada [...] »<sup>12</sup>.

Cette décision fut prise, car le comité n'arrivait pas à déterminer s'il devait se concentrer dans la sphère sociale ou politique et surtout si le SC devait défendre ou non l'assimilation des Japonais à la société canadienne<sup>13</sup>. Toutefois, la nouvelle entité avertit bien les lecteurs quant au rôle qu'elle entend jouer :

« Amalgamation, however, it must be clearly understood, will not mean that the newly merged organization will have undisputed power over the workings of other existing organizations, but rather will work as a co-operating body [...] to assist any individual groups or persons who may require help »<sup>14</sup>.

---

<sup>10</sup> Voir le chapitre IV.

<sup>11</sup> « Federal Government Hostel's Plan », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 4 (juin 1946), page 1.

<sup>12</sup> « Proposed Federation of Standing Committee and Welfare », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 6 (août 1946), page 1.

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> *Ibid.*

Le nouveau groupe doit se réunir le 21 août et discuter de la forme que prendra l'organisme.

Le *Bulletin* ne fait nullement mention des tensions qui ont conduit le *Standing Committee* à se dissoudre dans une nouvelle entité. On mentionne uniquement que la disparition du comité met fin à une source de « discussions et de débats » à l'intérieur de la communauté. Est-ce que ces débats portaient sur la pertinence de l'organisme ? De ses objectifs ? Des enjeux défendus ? La question mériterait d'être approfondie, car le *SC* avait en principe des objectifs rassembleurs, soit de faciliter l'intégration des gens d'origine japonaise et de défendre leurs droits sur la scène nationale. Le questionnement face à l'assimilation ou non des Japonais à la société canadienne est également révélateur de l'état d'esprit qui prévalait durant la première phase de la communauté montréalaise, qui n'est pas encore pleinement établie dans la métropole et qui s'interroge sur son avenir à court terme au Québec.

Le nouvel organisme créé à la suite de la fusion, la *Japanese Canadian Welfare Federation* (JCWF) n'a pas existé très longtemps. En effet, un article du mois de mars 1947 annonce sa dissolution. Le climat entourant la *JCWF* est expliqué : « Furthermore, the structure of the Federation was criticized for its bulk, for its top-heaviness, and for its impractical aims »<sup>15</sup>. On explique également que malgré les efforts du comité, l'apathie de la communauté a amené à la dissolution de la fédération. Une partie importante des Japonais de Montréal ne se reconnaît donc pas dans les causes défendues par le *Standing Committee* et par la suite la *JCWF*.

---

<sup>15</sup> « Japanese Canadian Welfare Federation », *Bulletin*, vol. 2, no. 3 (mars 1947), page 1.

## 6.2 La NJCCA et son chapitre provincial

Malgré l'échec des deux organismes mentionnés plus haut, des membres de la communauté croient fermement que des liens doivent être tissés avec la population japonaise dispersée à travers le Canada. Ces gens croient en un organisme qui pourrait représenter la voix de tous les gens, peu importe leur âge ou leur confession religieuse.

L'équipe éditoriale du *Montreal Bulletin* s'intéresse particulièrement à cette question. Deux mois après la dissolution de la JCWF, un article appelle à la formation d'une nouvelle organisation centrale<sup>16</sup>. On y explique l'importance d'avoir une fédération pour la communauté :

« There are, to be sure, numerous Issei and Nisei groups in the city, and a more responsible group could call a special meeting of the representatives of these many groups. But such a system is unwieldy, cumbersome, inefficient and slow. What is needed is a permanent central group meeting occasionally to settle emergency community matters »<sup>17</sup>.

Pour souligner cet état d'urgence, l'article décrit deux situations auxquelles la communauté de Montréal a dû faire face au cours des dernières semaines. La première concerne une demande faite par la *Japanese Canadian Committee for Democracy* (JCCD), une organisation basée à Toronto, visant entre autres à abolir les Ordres en conseil du gouvernement fédéral<sup>18</sup>. La JCCD demande à la communauté montréalaise sa position concernant la création d'une fédération nationale<sup>19</sup>.

---

<sup>16</sup> « The Need for a Central Organization », *Montreal Bulletin*, vo. 2, no. 5 (mai 1947), page 1.

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> Ken Adachi, *The Enemy That Never Was*, Toronto, McClelland & Stewart, 1976, page 291.

<sup>19</sup> « The Need for a Central Organization », *op. cit.*, page 1

La deuxième situation concerne une demande du *Montreal Committee on Canadian Citizenship* (MCCC), un groupe « [...]of interested *hakujin* [des « blancs »] men and women [sic] especially to protest the unfair treatment of evacuated Japanese »<sup>20</sup>. Ce groupe offre une aide juridique pour les membres de la communauté japonaise qui désirent se prononcer sur la question de la perte des biens (*property losses*)<sup>21</sup>. Le MCCC veut savoir ce que pensent les gens quant à cet enjeu et s'il y en a qui voudraient se rendre à Ottawa pour protester. Pour répondre à ces deux cas précis, l'article suggère la création d'un comité composé d'*Issei* et de *Nisei* afin de prendre une décision rapide quant à ces deux enjeux<sup>22</sup>.

Le 5 juin 1947, des représentants de toutes les organisations de la communauté japonaise se réunissent à la maison Saint-Raphaël, afin de discuter de la création d'un comité central. Ce dernier pourrait se prononcer sur des questions particulières et coordonner en même temps les nombreuses organisations<sup>23</sup>. Une fois de plus, l'article mentionne qu'il existe des tensions importantes, mais que tous se sont entendus sur la pertinence de créer un tel comité. Une équipe de transition a été nommée afin de préparer la prochaine rencontre. Les responsables sont : Amy Yamamoto, Kunio Hidaka, le docteur George Hori, monsieur Miyazaki et « deux représentants de toutes les organisations *Issei* et *Nisei* [traduction libre] »<sup>24</sup>.

Le groupe se réunit à nouveau le 7 juillet et on s'entend sur la création d'un nouvel organisme, avec la résolution suivante : « [...] to form a Central Committee which "will not infringe on the rights of any existing group and which will be beneficial to

---

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> Voir la section *Les compensations financières et la commission Bird* du présent chapitre.

<sup>22</sup> « The Need for a Central Organization », *op. cit.*, page 1.

<sup>23</sup> « Central Organization Planned », *Montreal Bulletin*, vol 2, no. 6 (juin 1947), page 1

<sup>24</sup> *Ibid.*

all” was adopted unanimously »<sup>25</sup>. Le comité doit se réunir le premier lundi de chaque mois et on demande à tous les groupes de la communauté de contribuer financièrement afin de soutenir le comité central. Malgré leur désir de se regrouper, les différentes organisations se méfient toujours d’un organisme central. La résolution explique très clairement que chaque regroupement demeurera autonome.

Sur la même page, un autre article traite d’un congrès *nisei* qui s’est tenu à Toronto au cours du mois de juin. Les participants se sont prononcés en faveur de la création d’une organisation nationale afin de défendre les droits des gens d’origine japonaise et dans une moindre mesure ceux de tout autre groupe minoritaire<sup>26</sup>. La toute première conférence nationale aura lieu du 30 août au 1<sup>er</sup> septembre 1947. Les organisateurs tentent de savoir ce que pensent les différentes provinces quant à cette idée de rassemblement national. L’équipe éditoriale du *Bulletin* donne son appui au projet :

« A National Organization is as necessary for the Japanese in Canada as the Central Committee for the many groups in Montreal. It is a happy coincidence that the two are being planned at the same time »<sup>27</sup>.

Le texte conclut sur le fait qu’une des premières décisions que le comité central de Montréal prendrait serait d’envoyer des délégués à la convention nationale.

Le 4 août 1947, le *Montreal Committee for Japanese Canadians* (MCJC) est créé officiellement. Le *MB* décrit le rôle du comité :

« The constitution further lists the objects of the organization to be to coordinate the activities of the Japanese groups in Montreal, to attend to matters of community interest and to cooperate with other organizations with similar

---

<sup>25</sup> « Central Committee », *Montreal Bulletin*, vol 2, no. 7 (juillet 1947), page 1.

<sup>26</sup> « National Convention in Toronto », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 7 (juillet 1947), page 1.

<sup>27</sup> *Ibid.*

aims. Membership is open to all Montreal Japanese organizations, each of which may send two representatives to the meetings of the Committee »<sup>28</sup>.

Ce comité n'a pas encore tenu d'élection, car certaines organisations n'ont pas envoyé de délégués pour les représenter. Également, le *MCJC* doit se pencher sur la question des membres autonomes<sup>29</sup>.

Malgré le fait qu'il ait été longtemps désiré, le *MCJC* va survivre à peine plus d'un mois. La raison est fort simple : à la suite de la conférence nationale qui s'est tenue à Toronto, les Japonais se sont dotés d'une organisation nationale, dont le nom n'est pas encore déterminé au moment de la parution du *Montreal Bulletin*<sup>30</sup>. On demande à la communauté de se mobiliser afin de soutenir financièrement le nouveau comité national et on fixe l'objectif pour le Québec à 1200 \$, ce qui représente « un minimum d'un dollar par personne ayant un travail<sup>31</sup>. De ce montant, 800 \$ serait envoyé au chapitre national et « a further \$400 must be raised to meet the running expenses of the Quebec chapter for the coming year, the objective of the Financial Drive is set at \$1200 »<sup>32</sup>. Cette fois, les Japonais du Québec pourront se regrouper autour d'une organisation nationale.

Le *Montreal Bulletin* annonce la dissolution de la *MCJC* :

« At a General Meeting held on September 15, the recently formed Montreal Committee for Japanese Canadians was formally dissolved and in its place was born the Quebec Japanese Canadian Citizens Association, a chapter of the

---

<sup>28</sup> « Montreal Committee for Japanese Canadians », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 8 (août 1947), page 1.

<sup>29</sup> *Ibid.*

<sup>30</sup> « 1200 \$ is Needed at Once », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 9 (septembre 1947), page 1.

<sup>31</sup> *Ibid.* Traduction libre.

<sup>32</sup> « Quebec Chapter Formed », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 9 (septembre 1947), page 3.



recently initiated National Organization with which it will work hand in hand »<sup>33</sup>.

Cette dissolution peut sembler étrange dans la mesure où le *MCJC* vient à peine d'être créé et que son but principal était de représenter les nombreux comités et les associations existant à l'intérieur de la communauté. En principe, l'organisation défunte n'empiétait donc pas sur les objectifs de la nouvelle association nationale. Cependant, puisqu'elle n'avait pas de liens avec la nouvelle entité nationale, la *MCJC* ne pouvait pas créer des liens avec les autres communautés japonaises du Canada. Ainsi, elle aurait été condamnée à demeurer une organisation locale.

En octobre 1947, le *Bulletin* annonce les grands objectifs de la *National Japanese Canadian Citizens Association* (NJCCA) :

« “To enable Japanese Canadian organizations in Canada to work together as a unified whole in order to undertake active and collective action for the betterment and advancement of the welfare of Canadians of Japanese ancestry [...]”

“To foster and spread the true spirit of Canadian democracy;

“To cooperate and work with all Canadian groups whose aim it is to extend to each and every Canadian citizen the fundamental democratic rights and liberties irrespective of race, creed or colour; and

“To cooperate with organizations in other countries with similar aims.” »<sup>34</sup>.

D'autre part, la NJCCA a aussi des objectifs plus spécifiques. Parmi les plus importants : la lutte pour obtenir une compensation financière après l'évacuation; la fin des restrictions qui visent spécifiquement les gens d'origine japonaise et les empêchent de circuler librement à travers le Canada ; une enquête sur les citoyens canadiens qui sont forcés de demeurer au Japon; faciliter le processus de

---

<sup>33</sup> « Quebec Chapter of the National Organization Formed », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 9 (septembre 1947), page 1.

<sup>34</sup> « [Sans titre] », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 10 (octobre 1947), page 1.

naturalisation pour les Issei; documenter l'évacuation de la population japonaise et lutter pour que le Canada se dote d'une charte des droits<sup>35</sup>.

Le même numéro du *Bulletin* détaille également le rôle de la délégation provinciale, de sa direction ainsi que le résultat de la première collecte faite à Montréal. On détaille tout d'abord les gens qui composent le premier comité exécutif de la *Quebec Japanese Canadian Citizens Association* (QJCCA). Les membres sont les suivants : Hiroshi « Rosie » Okuda, président; Charlie Tanaka, vice-président; Bill Iwasaki, deuxième vice-président; Kunio Hidaki, directeur ; T. Nishimura, directeur adjoint; Kim Nakashima [rédacteur du *Bulletin*] secrétaire général; Miyo Ishiwata, secrétaire; Eiko Henmi, publicité ; Tommy Yamamoto, trésorier; Fred Kobayashi, aide-trésorier; Eiji Yatabe, John Fukasawa et Bill Sakamoto, administrateurs<sup>36</sup>. Plusieurs de ces personnes ont joué un rôle important dans la communauté. Hiroshi Okuda va oeuvrer dans la *QJCCA* durant de nombreuses années<sup>37</sup>. Même chose pour Charlie Tanaka, qui est également membre du conseil d'administration de la *Quebec Japanese Golf Club*, tout comme Fred Kobayashi<sup>38</sup>. Quant à lui, Bill Iwasaki est décrit comme étant le premier évacué à avoir mis les pieds à Montréal<sup>39</sup>. Cette situation lui a permis d'aider les Japonais canadiens qui l'ont suivi. Miyo Ishiwa est le responsable de la chronique *Montreal-Merry-go-Round*, de 1946 jusqu'à 1956 où il part pour Vancouver<sup>40</sup>. Quant à elle, Eiko Henmi est l'une des fondatrices du *Bulletin*<sup>41</sup>.

---

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> « Executive – Quebec Chapter », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 10 (octobre 1947), page 2.

<sup>37</sup> « Okuda Heads JCCA for a Second Term », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 3 (mars 1949), page 1 ; « New Executive for JCCA », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 3 (mars 1952), page 3 ; « New Executive for the JCCA », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 3 (mars 1953), page 3.

<sup>38</sup> « Quebec Japanese Golf Club », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 10 (oct. 1953), page 2.

<sup>39</sup> « Till We Meet Again », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 11 (nov. 1948), page 2.

<sup>40</sup> « Montreal Merry-go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 11, no. 9 (sept. 1956), page 4.

Tommy Yamamoto est élu au poste de trésorier de la JCCA deux ans plus tard, mais n'est plus mentionné dans le journal par la suite<sup>42</sup>. John Fukasawa participe à la vie religieuse, comme en témoigne son implication dans l'Église catholique<sup>43</sup>. Les noms des autres membres du conseil d'administration (Kunio Hidaki, T. Nishimura et Bill Sakamoto) ne reviennent pas dans le *MB*. Il semble donc que la JCCA mobilise les membres actifs de la communauté japonaise.

Le président de la section québécoise, Hiroshi Okuda explique aux lecteurs du *Bulletin* la division des pouvoirs à l'intérieur de la NJCCA : « The National Council serves as a brake on certain powers of the National Executive Committee and as a check on the National Executive Secretary »<sup>44</sup>. Ce conseil national est composé des représentants de chaque province, qui ont tous le même nombre de délégués. Ainsi, le Québec a le même poids politique que la Colombie-Britannique ou que l'Ontario, bien que ces communautés soient bien plus importantes numériquement<sup>45</sup>. Quant au secrétariat exécutif national, il est le « porte-parole, dont le mandat est d'incarner les opinions publiques des Canadiens-japonais, de protéger leurs droits et de défendre leurs libertés »<sup>46</sup>. Finalement, le chapitre provincial décrit son rôle à l'intérieur de la structure nationale et fait un appel à la communauté montréalaise :

« You may wonder how the Quebec Japanese Canadian Citizens' Association ties in with the national set-up. The local J.C.C.A. is the provincial chapter of

---

<sup>41</sup> « Turning Back to 1946 », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 7 (juil. 1948), page 4.

<sup>42</sup> « JCCA Election Results », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 3 (mars 1949), page 6.

<sup>43</sup> « Japanese Canadian Catholic Youth », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 5 (avril 1947), page 2 ; « Japanese Catholic Group », *Montreal Bulletin*, vol. 16, no. 2 (fév. 1961), page 2.

<sup>44</sup> Hiroshi Okuda, « The Quebec Chapter in Relation to Montreal J.C.C.A. », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 10 (octobre 1947), page 2.

<sup>45</sup> Voir le tableau 3.2.

<sup>46</sup> Hiroshi Okuda, *op. cit.*, page 2. Traduction libre.

the National J.C.C.A. It is the leading organization in this province, and it acts as the connecting link between the local and national set-up.

Problems indigenous to the province will be handled through the Quebec J.C.C.A., whereas all other problems will be undertaken by the National J.C.C.A. The relation, therefore, is one of close coordination.

From the provincial standpoint, we consider the Quebec J.C.C.A. as our organization. From the national viewpoint, we must also consider the National J.C.C.A. as our organization. Therefore, your wholehearted support, financial or otherwise, will not only give credence to the local province chapter but also to the national organization .

Without local public support, the Quebec J.C.C.A. will not be a strong organization, well modulated and well coordinated. Let us, therefore, resolve to give our provincial J.C.C.A. our full confidence, our wholehearted cooperation, our unbounded support; and further resolve to make this an organization of, by and for the Japanese Canadians »<sup>47</sup>.

Si les problèmes nationaux sont bien identifiés, ce n'est pas le cas pour les problèmes dits « locaux ». De même, leur importance ne semble pas faire l'unanimité au sein de la population japonaise du Québec. Comme cela a été mentionné plus haut, les membres de la communauté n'arrivent même pas à s'entendre sur la création d'une organisation centrale pouvant chapeauter les différentes organisations communautaires.

Le *MB* du mois d'octobre fait état d'une collecte de fonds qui vise à financer la NJCCA (voir la figure 6.1.). L'édition du mois de novembre fait aussi état des dons individuels, compris entre 2 et 25 \$, en plus d'un don anonyme de 100 \$. Le plus important donateur est Samuel Hayakawa (arrivé à Montréal avant la Deuxième Guerre mondiale), suivi par M. Yoshida qui a donné 20 \$ . Le bilan de fin d'année de la campagne de financement de la J.C.C.A. fait état d'un montant total de 969,50 \$. De ce montant, 800 \$ est transféré à l'organisation nationale, ce qui correspond à la part demandée au Québec :

---

<sup>47</sup> *Ibid.*

Figure 6.1 Campagne de financement pour JCCA, 1947

S. of Mt. Royal)	\$ 75.00
E. of Park Ave.)	
E. of Park to Peel	28.00
Peel to Atwater	99.00
Ville St.Laurent ) Hampstead ) Snowdown ) Westmount, E. of Park ) Between Mt. Royal & ) Beaubien )	126.00
Denormandie District	85.50
Rosemount	44.00
Verdun	113.00
M.N.A.C.	42.00
St Raphael	26.00
Westmount, N.D.G.	25.00
Total	\$ 663.50

Source : « J.C.C.A. Financial Drive », *Bulletin*, vol. 2, no. 10 (sept. 1947), page 2

La différence est versée à la section provinciale qui souhaite toujours amasser un montant de 400 \$<sup>48</sup>. Une initiative semblable aura lieu au mois d'août de l'année suivante. Cette fois, l'objectif national est fixé à 8750 \$<sup>49</sup>. En décembre 1948, le

<sup>48</sup> *Ibid.* Voir également « Quebec Chapter Formed », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 9 (septembre 1947), page 3.

<sup>49</sup> « J.C.C.A. Fund Raising Campaign », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 8 (août 1948), page 1.

*Bulletin* mentionne que le montant amassé jusqu'à présent pour la *QJCCA* correspond à 90 % total visé, soit à 700 \$, ce qui représente une légère baisse comparativement à la somme de l'année précédente<sup>50</sup>.

#### 6.2.1 Initiatives locales de la *JCCA*

La maison Saint-Raphaël va abriter les réunions mensuelles de la *QJCCA* et de ses différents comités. En plus de se prononcer sur les grandes questions nationales touchant les gens d'origine japonaise, la section provinciale met de l'avant plusieurs initiatives afin de rassembler les membres de la communauté et surtout de se faire connaître.

Dès la fin de 1947, la *QJCCA* met sur pied un sous-comité chargé de créer un bottin téléphonique regroupant le nom et le prénom chrétien, l'adresse (actuelle et passée) et évidemment le numéro de téléphone du répondant<sup>51</sup>. On demande également le nom de toute personne de plus de 20 ans vivant à la même adresse (figure 6.2.). Le bottin est mis à jour dès l'année suivante et cette fois, on demande aux gens d'envoyer leurs coordonnées en japonais et en anglais. Par ailleurs, il faut attendre l'édition de 1949 avant que le répertoire intègre les commerçants d'origine japonaise à Montréal. Par la suite, le document va intégrer le nom de tous les enfants de plus de dix ans et mentionner le nombre d'enfants âgés de moins de dix ans. La réalisation du bottin téléphonique sera interrompue en 1966, avant de reprendre en 1976 dans le cadre du projet du centenaire :

---

<sup>50</sup> « J.C.C.A. News », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 12 (déc. 1948), page 3.

<sup>51</sup> « J.C.C.A. News », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 12 (déc. 1947), page 4.

Figure 6.2      Fiche d'inscription au bottin téléphonique

JAPANESE CANADIAN CITIZENS ASSOCIATION  
Directory of Japanese in Montreal

I would like to have my name included in the Directory of Japanese in Montreal.

Surname \_\_\_\_\_ Christian names \_\_\_\_\_

Address \_\_\_\_\_

Old address (if any) \_\_\_\_\_

Telephone \_\_\_\_\_

Christian names of children over 10 yrs. of age living with you \_\_\_\_\_

Source : « J.C.C.A. News », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 12 (déc. 1947), page 4

Par ailleurs, le bottin inspire également le *Nisei Fellowship Group* en 1949. Le regroupement veut publier un répertoire de tous les jeunes de la communauté, qu'ils fassent partie ou non d'une organisation<sup>52</sup>.

La *JCCA* organise aussi des activités récréatives afin que la population japonaise se familiarise avec elle. Elle annonce une activité de danse au début de l'année 1948. L'événement doit avoir lieu le 13 février au *Polish Veterans Hall*, situé au 57 rue Prince Arthur Est<sup>53</sup>. L'article explique le but de cette soirée :

« This is the first social function sponsored by the recently formed Japanese Canadian Citizens Association. [...] The purpose of the gathering is to give the Japanese community a chance to meet the executive of the J.C.C.A. and at the same time to meet themselves in an atmosphere of conviviality created by a cup of tea »<sup>54</sup>.

<sup>52</sup> « Teen-Age Directory », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 1 (jan. 1949), page 6.

<sup>53</sup> « Japanese Canadian Citizens Association », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 1 (janv. 1948), page 1.

<sup>54</sup> *Ibid.*

La soirée de danse doit également servir de campagne de fonds et on incite les participants à donner un montant laissé à leur discrétion. L'événement a été un succès, car on annonce un mois plus tard que 400 personnes y ont participé<sup>55</sup>.

Vu le succès de cette soirée dansante, la *JCCA* va renouveler l'expérience l'année suivante<sup>56</sup>. D'autres initiatives vont également être mises de l'avant, dont une « série de petits rassemblements, organisés afin d'expliquer les objectifs et les réussites » de la *JCCA* à la communauté *nisei* de Montréal<sup>57</sup>. La direction prévoit également la tenue d'une soirée de films et d'une assemblée générale au cours de l'année 1949. On revient également sur les défis relevés par l'organisation :

« With such energy and enthusiasm the Quebec Chapter is bound to sail ahead. Its executive members deserve commendation not only for present progress, but also for staying with the ship during the rough sailing of the past two years »<sup>58</sup>.

Cependant, l'article ne précise pas les difficultés rencontrées par la section provinciale au cours de ces deux années. Jusqu'à ce jour, le *Montreal Bulletin* a véhiculé une image positive de la *QJCCA* et n'a pas fait état d'une quelconque tension ou opposition à l'égard de l'association.

Le président Okuda est réélu pour un deuxième mandat au printemps 1949 :

« Conscientious past president Hiroshi Okuda has been renamed to the helm of the local Japanese Canadian Citizens Association. The new executive body supporting the president is large, youthful and energetic. The combination promises much »<sup>59</sup>.

---

<sup>55</sup> « J.C.C.A. News », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 2 (fév. 1948), page 3.

<sup>56</sup> « J.C.C.A. on the March », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 1 (janv. 1949), page 1.

<sup>57</sup> *Ibid.* Traduction libre.

<sup>58</sup> *Ibid.*

<sup>59</sup> « Okuda Heads J.C.C.A. For Second Term », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 3 (mars 1949), page 1.



Fait à noter, seuls les postes de secrétaire général, de trésorier et d'aide-trésorier sont occupés par les mêmes personnes<sup>60</sup>. Le *Bulletin* en profite pour annoncer que la *QJCCA* a mis sur pied de nouvelles initiatives pour rejoindre la communauté montréalaise. La première est la création d'un comité athlétique et la deuxième est la mise sur pied d'un comité social<sup>61</sup>.

L'implication de la JCCA dans le sport se concrétise très rapidement alors qu'elle va commanditer le deuxième tournoi international de basketball pour Niseis<sup>62</sup>. La première édition a été organisée par le *Montreal Nisei Athletic Club* (MNAC). Toutefois, on indique dans le *Bulletin* que :

« [...] the M.N.A.C has passed the sponsorship of the Tournament into the hands of the Quebec Chapter of the J.C.C.A. This new arrangement it is believed, will add much to the social section of the J.C.C.A. while at the same time it will place the Tournament itself on a stronger foundation »<sup>63</sup>.

Le tournoi regroupe quatre équipes, une de New York, une de Boston (les champions de la dernière édition), une de Toronto et une équipe d'étoiles pour représenter la ville de Montréal<sup>64</sup>. L'événement doit se tenir soit au gymnase *Sir Arthur Currie Memorial* sur l'avenue des Pins Ouest, soit au centre communautaire Notre-Dame-de-Grâce ou encore à la Palestre nationale, tout dépendant de la disponibilité des salles<sup>65</sup>.

---

<sup>60</sup> « J.C.C.A. Election Results », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 3 (mars 1949), page 6.

<sup>61</sup> *Ibid.*

<sup>62</sup> « Basketball Tourney Under Sponsorship of Quebec J.C.C.A. », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 3 (mars 1949), page 4.

<sup>63</sup> *Ibid.*

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> *Ibid.*

La tentative de centraliser les différents clubs et associations de la communauté japonaise a beaucoup mieux fonctionné qu'avec le *Standing Committee* ou encore la très éphémère *JCWF*. Les activités organisées par la *JCCA* semblent remporter un franc succès et les grandes causes défendues par l'organisation nationale trouvent un écho favorable à l'intérieur du journal communautaire. Et, malgré la mention d'une période de turbulence, il n'y a pas, au cours de la fin des années 1940, de véritable remise en question de la *NJCCA* ou de la section montréalaise. Cette dernière vise surtout à se faire connaître et ne semble pas prendre position sur des enjeux précis.

#### 6.2.2 Les enjeux nationaux et la position de la communauté japonaise du Québec

Si la *Japanese Canadian Citizens Association* est si présente à l'intérieur de la communauté à la fin des années 1940, c'est qu'elle cherche à se faire connaître et par ricochet à faire connaître des enjeux dits nationaux. Cette préoccupation a été partagée par le *Standing Committee* qui a publié dans le premier numéro du *MB* un article portant sur la lutte juridique entamée par la communauté contre le gouvernement fédéral<sup>66</sup>. Le texte mentionne également la possibilité de mettre sur pied un « *test case* » afin de contester les lois discriminatoires du Canada. D'ailleurs, au cours de 1946, une délégation composée de « blancs » et de Nisei va rencontrer le Premier ministre Mackenzie King afin de faire lever l'interdiction pour les Japonais d'acquérir une propriété ou un terrain<sup>67</sup>. La délégation veut également faire lever la restriction qui empêche les gens d'origine japonaise de se promener librement au Canada (c'est-à-dire de pouvoir retourner en Colombie-Britannique).

---

<sup>66</sup> « Restatement of purpose of Standing Committee », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no.1 (mai 1946), page 1.

<sup>67</sup> « The Toronto Cooperative Committee », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 2 (juin 1946), page 3.

Le *Montreal Bulletin* se charge au cours des années 1940 de renseigner ses lecteurs sur les enjeux importants concernant l'acquisition de la citoyenneté canadienne et sur les démarches juridiques pour faire cesser la discrimination à leur égard. La venue de la commission Bird, qui doit statuer sur la compensation financière à accorder aux évacués de la Côte-Ouest va aussi influencer les articles de la fin de cette période.

#### 6.2.2.1 La question de la citoyenneté

Malgré les difficultés rencontrées par le *SC* puis la *JCWF* à la fin de 1946 et au début de 1947, les enjeux nationaux sont mentionnés régulièrement dans le journal communautaire. Plutôt que de viser une mobilisation des gens d'origine japonaise installés au Québec, le *Bulletin* vise surtout à sensibiliser ses lecteurs quant aux problèmes qui touchent l'ensemble de la communauté.

Par exemple, en janvier 1947 un article traite de l'entrée en vigueur de la loi sur la citoyenneté canadienne [*Canadian Citizenship Bill*], présentée par le ministre Paul Martin<sup>68</sup>. Après une brève description de ses objectifs, le *Bulletin* explique l'impact de cette nouvelle loi sur la population nisei :

« Niseis immediately have the status of Canadian citizens as a right of birth. Under the Act, if you are a native born Canadian, or a British subject with domicile in the country, or a naturalized Canadian, you automatically will become a Canadian citizen »<sup>69</sup>.

Par la suite, le texte présente ce qui se passe pour les citoyens naturalisés, les femmes étrangères qui marient un citoyen et les enfants nés à l'étranger. Finalement, on

---

<sup>68</sup> « Canadian Citizenship », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no.1 (janv. 1947), page 1.

<sup>69</sup> *Ibid.*

explique les démarches à suivre pour le processus de naturalisation<sup>70</sup>. Le lecteur est donc renseigné sur l'enjeu global de la nouvelle loi sur la citoyenneté<sup>71</sup>.

Le texte se poursuit en page deux et le ton est tout à fait différent, particulièrement dans la dernière partie, intitulée « *A Controversial Question* »<sup>72</sup>. On y aborde la problématique de la citoyenneté pour les *Nisei* :

« The new Citizenship Bill brings hope to the niseis but with some feeling of trepidation. Were we not Canadian citizens by right of birth previous? World War II uprooted a number of nisei's value of Canadian Citizenship. What becomes of the War Measures Act which set into enforcement many difficulties into the nisei's path? Are we to interpret that the Citizenship Bill supersedes the War Measures Act, and that we can really consider ourselves to be Canadians without any strings attached to it ? »<sup>73</sup>.

En somme, le *Montreal Bulletin* démontre à ses lecteurs que la question de la citoyenneté n'est pas close avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi du ministre Martin. Cependant, il n'y a pas d'appel à la mobilisation et aucun organisme *nisei* n'est impliqué à ce moment dans cette cause. Le journal souligne que la question de la citoyenneté est importante pour la réputation du Canada, qui a la chance de démontrer qu'il est une terre d'accueil pour tous<sup>74</sup>.

Entre la dissolution des premières organisations centrales et la création de la *NJCCA*, il y a une période de flottement de neuf mois, c'est-à-dire entre janvier et octobre 1947, avant que la question de la citoyenneté ne refasse surface dans le *Bulletin*, après

---

<sup>70</sup> *Ibid.*

<sup>71</sup> La question de la « double-citoyenneté » est aussi abordée dans le Bulletin. Voir : « Cancellation of Dual Nationality », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 12 (déc. 1948), pages 3, 6 et 10.

<sup>72</sup> *Ibidem*, page 2

<sup>73</sup> *Ibid.*

<sup>74</sup> *Ibid.*

la première conférence nationale qui s'est tenue entre le 30 août et le 1<sup>er</sup> septembre<sup>75</sup>. LA *QJCCA* vise d'abord et avant tout la cohésion à l'intérieur de la communauté japonaise de Montréal et laisse donc ce type de question être débattue à l'intérieur de la NJCCA. D'ailleurs, le président de la *QJCCA* décrit le champ de compétence du national :

« The National J.C.C.A. is our insurance against unfair legislation, unfair treatment and discrimination. It is, therefore, an investment worthy of our wholehearted support and endorsement, financial or otherwise »<sup>76</sup>.

En résumé, le comité québécois refuse de se prononcer dans un premier temps sur la question de la citoyenneté, laissant ce champ entièrement libre à la conférence nationale.

Cependant, le mois suivant on rappelle aux lecteurs du journal qu'ils doivent s'intéresser à ce problème et que la *JCCA* a été formée spécifiquement en ce sens : « A few have come to realize that liberty and equality are things to be earned and not inheritances to be obtained gratuitously [sic] »<sup>77</sup>. Et dans son bilan de la fin d'année, le président de la *QJCCA* explique que plusieurs comités ont été formés et qu'un plan pour les années futures est en préparation<sup>78</sup>. Toutefois, l'article ne précise pas si les actions visent à faire connaître les enjeux nationaux de l'organisation ou la section provinciale, plutôt orientée vers le regroupement des différentes organisations *nikkei* de Montréal.

---

<sup>75</sup> Toutefois, durant cette période, le journal va s'intéresser particulièrement à la création d'une commission fédérale qui doit porter sur la question de compensation financière pour les évacués. Voir : « [Sans titre] », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 10 (oct. 1947), page 1.

<sup>76</sup> Hiroshi Okuda, « The Quebec Chapter in Relation to Montreal J.C.C.A. », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 10 (oct. 1947), page 4.

<sup>77</sup> « [Sans titre] », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 11 (nov. 1947), page 1.

<sup>78</sup> « J.C.C.A. News », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 12 (déc. 1947), page 4.

En observant le *MB* des mois suivants, on voit que le président Okuda et son exécutif ont décidé de mettre de l'avant les objectifs nationaux. À l'exception du mois de janvier, où le *Bulletin* mentionne le succès de la soirée de danse commanditée par la QJCCA, l'organisation ne fait pas état de ses actions locales. C'est la convention nationale, prévue à Winnipeg qui occupe le plus de place dans le journal local. Outre la question de la compensation financière, la prolongation de la *Transitional Measures Act* est mentionnée dans le journal communautaire. On définit cet acte légal comme suit :

« With the cessation of hostilities all Orders-in-Council regarding the Japanese were set aside except for two which were included in The Continuation of Transitional Measures Act, 1947 which was later extended to March 31, 1948. The two Orders-in-Council are :

P. C. 251 – (January 13, 1942) No person of Japanese ancestry may receive commercial fishing licenses nor serve on fishing boats in British Columbia

P.C. 946 – (February 5, 1943) All Japanese in Canada are controlled and restricted re : 1) Residence in British Columbia ; 2) Movement in British Columbia and especially in the coastal "Protected Area" »<sup>79</sup>.

Cette situation est très particulière puisqu'il n'y a plus de guerre justifiant cette mesure discriminatoire contre les gens d'origine japonaise. Le *MB* mentionne qu'il est question de reporter l'acte pour un an de plus, malgré le fait qu'il contienne deux mesures discriminatoires (le P.C. 251 et le 946)<sup>80</sup>. L'article rappelle que la *JCCA*, en collaboration avec des *Co-operative Committees* et des groupes de défenses de libertés civiles à travers le Canada, demande l'abolition de ces deux mesures discriminatoires. On termine le papier en invitant les communautés locales à se

---

<sup>79</sup> « The Transitional Measures Act, 1947 », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 3 ( mars 1948), page 1.

<sup>80</sup> *Ibid.*

mobiliser et à écrire aux membres influents du gouvernement King afin d'abroger ces deux mesures<sup>81</sup>.

Autre événement important mentionné au cours du mois : la venue du secrétaire-exécutif de la NJCCA, George Tanaka<sup>82</sup>. Après une tournée de trois semaines dans les provinces de l'Ouest, ce dernier doit se rendre à Ottawa afin de faire pression sur le gouvernement fédéral pour abroger l'acte des mesures transitoires. Il en profite donc pour faire un bref passage à Montréal, où il prévoit informer la communauté des résultats de sa tournée dans l'ouest et faire part des actions politiques de la NJCCA. Lors de son passage dans la ville de Lethbridge en Alberta, Tanaka parle même des bienfaits de la dispersion pour les Japonais du Québec :

« Mr Tanaka says in a interview that he would not advise Japanese Canadians to return to British Columbia. They were better off in Quebec, Ontario and the prairie provinces where there was practically no racial discrimination »<sup>83</sup>.

Le *Bulletin* mentionne également que George Tanaka est ouvert aux critiques et aux conseils et qu'il s'attend à être questionné sur les points plus vagues<sup>84</sup>. Fait à noter, la réunion est prévue à la maison Saint-Raphaël. On y invite toute la population, mais particulièrement les représentants des différents groupes communautaires.

Malgré l'importance de cette réunion, le *Bulletin* ne fait pas état du déroulement de la conférence, ni si elle a été un succès auprès de la population japonaise de Montréal. Toutefois, il est probable que l'expérience ait été positive, car un an plus tard, le

---

<sup>81</sup> *Ibid.*

<sup>82</sup> « J.C.C.A. News », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 3 (mars 1948), page 2.

<sup>83</sup> « Niseis Better Off East of Rockies Says Tanaka », *The New Canadian*, 18 mai 1948, page 1. Sur la dispersion des Canadiens d'origine japonaise, voir également : Stephanie Bangarth, « Religious Organizations and the "Relocation" of Persons of Japanese Ancestry in North America: Evaluating Advocacy », *American Review of Canadian Studies*, vol. 34, no. 3 (2004), pp. 511 – 540.

<sup>84</sup> *Ibid.* Traduction libre.

journal communautaire annonce à nouveau la venue de George Tanaka à Montréal<sup>85</sup>. Cette fois, il fait une tournée pancanadienne et il prévoit compléter cette visite au Québec le 4 avril<sup>86</sup>. Cependant, sa conférence a passé inaperçue : ni le *Bulletin* ni le *New Canadian* en ont parlé.

#### 6.2.2.1 Les compensations financières et la commission Bird

Au moment de leur évacuation en 1942, les *Issei* et les *Nisei* durent laisser entre les mains du gouvernement certains biens qui ne pouvaient être déplacés. Alors qu'ils devaient être protégés durant la guerre, les maisons et autres propriétés furent, pour la plupart, vendues à l'encan, souvent en deçà de leur valeur marchande<sup>87</sup>. Des bateaux qui devaient être entretenus adéquatement ont également été endommagés.

Après des années de pressions provenant de *Niseis* et de groupes de défense des droits civiques, le gouvernement fédéral va mettre sur pied une commission royale en 1947. Dirigée par le juge de la Cour suprême de la Colombie-Britannique Henry Bird, la commission doit enquêter sur les biens perdus durant la guerre par la population japonaise<sup>88</sup>. Très rapidement, le *New Canadian* publie l'avis de la commission Bird dans ses pages. S'adressant aux « personnes de race japonaise évacuées de la zone protégée de la Colombie-Britannique » le texte mentionne que :

« TAKE NOTICE THAT by Order-in-Council P.C. 1810 dated July 18, 1947, as amended by Order-in-Council P.C. 2727, dated Septer 17, 1947, His

---

<sup>85</sup> « J.C.C.A. National Secretary to Speak », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 3 (mars 1949), page 1.

<sup>86</sup> *Ibid.*

<sup>87</sup> Ken Adachi, *The Enemy that Never Was*, Toronto, McClelland and Stewart, 1976, page 324 ; Ann Gomer Sunahara, *The Politics of Racism : The Uprooting of Japanese Canadians During the Second World War*, Ottawa, Ann Sunahara, 2000, page 133 [version électronique].

<sup>88</sup> *Ibidem*, page 325.



Excellency The Governor-General in Council has authorized the appointment of The Honourable Mr. Justice Henry Irvine Bird, a Justice of the Court of Appeal for the Province of British Columbia as a Commissioner [...] to inquire into and report upon the claim of any of the before mentioned persons of the Japanese Race [...] »<sup>89</sup>.

Cependant, Ken Adachi mentionne que le mandat est très limité : « But its terms of reference were ludicrously limited, pertaining only to losses suffered if it could be proved that the Custodian had failed “to exercise reasonable care” in the supervision or sale of property [...] »<sup>90</sup>. Il ajoute également que ce sont les Japonais évacués qui ont le fardeau de la preuve<sup>91</sup>. Par ailleurs, Ann Gomer Sunahara souligne le caractère singulier de la commission Bird :

« [...] the Cooperative Committee and the National Japanese Canadian Citizens’ Association (NJCCA) plunged into a judicial process without precedent in Canadian history. Although judicial commissions had previously investigated compensation claims, no commission ever had been required to examine so many claims on so many different types of property sold under such unusual conditions and owned by people scattered across Canada. To the practical difficulties were added complicated legal questions and the difficulties inherent in establishing the value of property abandoned in the turmoil of a forced uprooting and sold one to four years later »<sup>92</sup>.

Le *New Canadian* arrive au même constat dès les premiers jours de la commission Bird. Le journal mentionne que la tâche de déterminer les pertes encourues est très complexe. Les cas sont nombreux et ne peuvent pas tous être entendus par le commissaire<sup>93</sup>.

---

<sup>89</sup> « Notice », *The New Canadian*, 27 sept. 1947, page 11.

<sup>90</sup> *Ibid.*

<sup>91</sup> *Ibidem*, page 326.

<sup>92</sup> Ann Gomer Sunahara, *op. cit.*, page 138.

<sup>93</sup> « Commission Faces Immense Task Determining Evacuation Loss », *The New Canadian*, 17 avril 1948, page 1.

Le *Bulletin* mentionne la question des compensations pour la première fois au début de l'année 1947. Un article du journal indique la première étape qui vise à amasser les informations sur les pertes des *Nisei*: « Economic Loss Survey forms to determine the extent of losses suffered as a result of evacuation are now being distributed among British Columbia evacuees in Montreal »<sup>94</sup>. Cette démarche a été entreprise par deux organismes de défense des Japonais, la *Japanese Canadian Committee for Democracy* et le *Co-operative Committee on Japanese Canadians (CCJC)*<sup>95</sup>. Ces deux comités veulent connaître le plus précisément possible les pertes encourues à la suite de l'évacuation, afin de se préparer adéquatement à leur rencontre avec le gouvernement King. Les sondages sont disponibles aux quatre endroits suivants : chez monsieur J. Hori, résidant au 5347 rue Saint-André; chez monsieur Kubo, demeurant au 143 rue Milton; chez monsieur Okuda, au 713 avenue Moffat et finalement chez monsieur Shiomi, au 3679 rue Saint-Urbain<sup>96</sup>. Des sondages sont également disponibles à la *Japanese United Church* de la rue Amherst. On demande aux victimes de remplir le sondage au plus tard à la fin du mois de février et une contribution volontaire de 2 \$ par personne est demandée, pour couvrir les frais de cet exercice.

La création d'une commission royale est évoquée pour une première fois au cours du mois de juillet 1947. Le *MB* rapporte les propos de deux journaux, soit le *New Canadian [NC]* qui est le journal *nisei* et le *Montreal Star*, quant aux démarches entreprises au national. Le *NC* explique que la Chambre des Communes a approuvé de façon unanime la mise sur pied d'une commission royale d'enquête portant sur les

---

<sup>94</sup> « Property Loss Forms », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 2 (fév. 1942), page 2.

<sup>95</sup> *Ibid.* Voir également Ann Gomer Sunahara, *op. cit.*, page 138.

<sup>96</sup> « Property Loss Forms », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 2 (fév. 1942), page 2.

réclamations des gens d'origine japonaise<sup>97</sup>. Quant au *Star*, il rapporte les propos du secrétaire d'État Colin Gibson qui dit souhaiter annoncer rapidement la mise sur pied de cette commission royale d'enquête<sup>98</sup>.

Un mois plus tard, le *MB* fait état de la création de la commission Bird, en publiant plusieurs extraits d'un texte du *CCJC* qui se montre très critique à l'égard de l'initiative gouvernementale. Le texte mentionne que cette commission est tellement limitée qu'elle en est pratiquement inutile<sup>99</sup>. De plus, on dénonce le fait que le fardeau de la preuve appartient aux plaignants, qui doivent prouver que leurs biens n'ont pas été préservés ou protégés adéquatement. L'article déplore particulièrement ce dernier point :

« The claimants have never based their case for compensation on the lack of care by the Custodian who in most if not in all cases may be presumed to have done the best possible in the circumstances »<sup>100</sup>.

En effet, les *Niseis* remettent surtout en question la vente aux enchères de leurs biens, cédés très en deçà de leur valeur marchande :

« [...] in these circumstances of wholesale evacuation, it was inevitable that market values should be abnormally low and the major losses sustained were caused by the Government's policy of enforced evacuation [...] »<sup>101</sup>.

De même, la commission ne s'intéresse pas aux biens qui ont été endommagés après avoir été saisis, particulièrement les bateaux des pêcheurs de saumon. En résumé, la commission ne convient pas aux demandes de la communauté sous sa forme actuelle.

---

<sup>97</sup> « Royal Commission to Investigate Japanese Property Disposal », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 7 (juil. 1947), page 2.

<sup>98</sup> *Ibid.*

<sup>99</sup> « Property Claim Commission », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 8 (août 1947), page 1.

<sup>100</sup> *Ibid.*

<sup>101</sup> *Ibid.*

Les gens qui fondaient de l'espoir dans la création de cette entité jugent que le gouvernement a encore la possibilité de changer d'idée et de donner plus de pouvoirs au commissaire, afin que justice soit rendue<sup>102</sup>.

Malgré cette critique importante de la commission Bird, le sujet des compensations est laissé de côté dans le journal montréalais jusqu'à la fin de l'année 1947. Plutôt que de traiter des limites de la commission ou de formuler de nouvelles critiques à son égard, l'article publié dans le *Bulletin* du mois de novembre demande aux gens de remplir leur demande de réclamation d'ici le 30 novembre 1947<sup>103</sup>. Fait à noter, c'est le président de la *QJCCA*, Hiroshi Okuda qui chapeaute ce dossier à Montréal. En effet, l'article mentionne que les demandeurs doivent aviser le président Okuda s'ils ne sont pas capables de remplir la demande d'ici la fin du mois. Ce dernier pourra ensuite aviser la *NJCCA* qui elle fera une demande au gouvernement canadien afin de prolonger la période d'inscription<sup>104</sup>. C'est l'association nationale qui coordonne l'effort des gens d'origine japonaise à travers le pays et qui participe activement à la commission Bird<sup>105</sup>. L'article précise par ailleurs que les demandeurs doivent payer des frais pour que leur dossier soit évalué : « Claimants are requested to enclose the 1% retainer fee when making application »<sup>106</sup>. Quant aux personnes incapables de payer ces frais, elles peuvent quand même dans certains cas voir leur demande être acheminée, grâce à l'assistance de la *CCJC*. Et s'il y a un nombre « anormalement

---

<sup>102</sup> *Ibid.*

<sup>103</sup> « Special Notice to Property Owner », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 11 (nov. 1947), page 1.

<sup>104</sup> *Ibid.*

<sup>105</sup> Ann Gomer Sunahara, *The Politics of Racism*, page 139. Voir également : « JCCA Provides Forms, Will Assist In Arranging Return of Stranded », *The New Canadian*, 11 août 1948.

<sup>106</sup> Ann Gomer Sunahara, *op. cit.*, page 139

élevé » de personnes qui réclament cette aide, il est possible qu'on demande à tous de payer les frais demandés<sup>107</sup>.

L'appel fait à la communauté de Montréal semble avoir eu un impact limité. Dans son bilan de la fin d'année 1947, le président Okuda présente des statistiques en lien avec la commission Bird. Au 4 décembre, plus de 1000 réclamations ont été envoyées au commissaire et les formulaires rentrent à un rythme de 50 à 100 par jour sur le plan national<sup>108</sup>. De ce total, 50 demandes ont été envoyées par des membres de la communauté japonaise du Québec<sup>109</sup>. Autre statistique intéressante : le montant total des réclamations dépasse trois millions de dollars. Le président rappelle que la date limite pour les demandes a été retardée au 15 janvier 1948 et que les gens doivent donc faire rapidement.

Six mois plus tard, le nombre de réclamations issues du Québec n'a pas dépassé le nombre de 50<sup>110</sup>. Le ton de l'article, qui divulgue cette information, est très révélateur de l'attitude adoptée par la communauté japonaise quant à la commission Bird qui a siégé pendant une semaine à Montréal :

« Commissioner Bird came to Montreal. He sat for a week hearing the claims of evacuees who had suffered material loss. Among the majority in the Japanese community his visit aroused little interest. They were not interested in the activities of Royal Commissions unless they themselves were directly affected »<sup>111</sup>.

En somme, cette commission jugée comme ayant une importance fondamentale par les instances politiques a soulevé peu de passions auprès de la communauté

---

<sup>107</sup> *Ibid.*

<sup>108</sup> « Property Loss Claims », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 12 (déc. 1947), page 3.

<sup>109</sup> *Ibid.*

<sup>110</sup> « The Visit of the Royal Commission », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 6 (juin 1948), page 1.

<sup>111</sup> *Ibid.*

montréalaise. Seul point positif : selon le *Bulletin*, les réclamations provenant de Montréal représentent un montant total de 100 000 \$, soit une moyenne de 2 000 \$ par demandeur<sup>112</sup>. Également, un homme qui s'est présenté à l'audience de Montréal prend la peine de remercier la JCCA :

« As one of the property loss claimants numbering more than fifty in Montreal, I wish to express my sincere thanks to the JCCA for taking up the matter of the property claims and giving us very valuable assistance. [...] Without the JCCA assistance we would have been helpless, individually »<sup>113</sup>.

Le participant remercie également Hiroshi Okuda qui a assisté à toutes les rencontres et qui a offert ses services en tant qu'interprète<sup>114</sup>.

Ce rare témoignage ne compense pas pour la relative indifférence de la communauté montréalaise à l'égard de la commission Bird. En effet, le *MB* revient sur la question uniquement au mois d'août 1949. Un article de quelques lignes en bas de page mentionne qu'il y a de la protestation du côté de Toronto quant au pourcentage suggéré par le commissaire Bird pour régler les demandes de compensation<sup>115</sup>. Cette fois, le texte semble démontrer la lassitude de la JCCA face à l'absence d'implication de sa communauté :

« In Montreal, the protests recorded earlier this year were few in number. However, if there are any who would now like to change their stand and join forces with those in Toronto in a protest to Commissioner Bird, please write the local office of the J.C.C.A. [...] »<sup>116</sup>.

---

<sup>112</sup> *Ibid.*

<sup>113</sup> « Thanks JCCA Claims Assistance », *The New Canadian*, 14 juil. 1948, page 2.

<sup>114</sup> *Ibid.*

<sup>115</sup> « Property Loss Claimants », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 9 (août 1949), page 2.

<sup>116</sup> *Ibid.*

L'organisation laisse donc le choix aux rares personnes qui se sont intéressées à cette question d'appuyer la communauté torontoise qui se bat pour améliorer la proposition qui a été soumise par le commissaire.

L'étude de l'impact de la commission Bird sur la communauté japonaise de Montréal est très révélatrice. Cet enjeu est fondamental pour la *NJCCA* qui y fonde beaucoup d'espoirs, afin de réparer une injustice commise contre les Japonais en période de guerre. D'autre part, la *QJCCA* s'assure de jouer un rôle de coordination entre la population japonaise de Montréal et l'instance nationale. Quant à elle, la communauté ne s'intéresse pas vraiment à la venue du commissaire, ce qui représente tout de même un événement important. Cette dichotomie entre les préoccupations de la *NJCCA* et celles de ses membres va aller en s'accroissant au fil des années.

Par ailleurs, la *NJCCA* s'est discréditée à cause de la commission Bird :

« Despite dissension among Japanese Canadians, the National Japanese Canadian Citizens Association [...] accepted Brewin's advice and agreed to the totally inadequate settlement offered by the Bird Commission. Because of internal disputes and general community indifference, the NJCCA gradually died as a national entity [...] »<sup>117</sup>.

Les Japonais du Québec partagent aussi ce constat d'échec :

Une commission d'enquête royale, présidée par le juge H. I. Bird de Colombie Britannique fut instituée, mais pataugea en découvrant la complexité du problème. La compensation offerte par le gouvernement en 1950 fut jugée insuffisante<sup>118</sup>.

---

<sup>117</sup> Multicultural Canada, « Japanese – Politics », *Encyclopedia of Canada's People*, <http://www.multiculturalcanada.ca/Encyclopedia/A-Z/j2/10>. Consulté le 23 mars 2014. Voir la section suivante quant au rôle joué par l'avocat Andrew Brewin auprès de la communauté japonaise du Canada.

<sup>118</sup> *Ganbari : un chez-soi retrouvé*, Montréal, Montreal Japanese Canadian History Committee, 1998, page 11

Entre autres choses, la commission Bird a jugé qu'il y avait peu de preuves quant au fait que les biens des Japonais aient été vendus à perte durant la guerre<sup>119</sup>. Les sommes payées par la Commission sont aussi considérées comme étant insuffisantes. Adachi rapporte le cas d'un *Issei* qui a perdu sa ferme durant la guerre. Devenu trop vieux pour cultiver, il a reçu une compensation financière de 412,50 \$<sup>120</sup>. La même chose s'est aussi produite pour des commerçants qui ont perdu leur moyen de subsistance.

La commission Bird a donc créé plus de problèmes qu'elle en a réglés au sein de la communauté japonaise du Canada. En plus, le gouvernement fédéral, alors dirigé par Louis Saint-Laurent, estime qu'il a rempli ses obligations à l'égard des Japonais<sup>121</sup>. Les conflits résultant de ce règlement insatisfaisant vont se poursuivre au cours des années 1950 et 1960.

#### 6.2.2.1 La question de la déportation et du rapatriement

En dehors de la création d'une organisation centrale et de la mise sur pied de la commission Bird, le *Montreal Bulletin* s'est intéressé à d'autres enjeux. Notons par exemple, l'état du Japon suite à l'utilisation de l'arme atomique ou encore la pénurie de riz à Montréal<sup>122</sup>.

---

<sup>119</sup> Ken Adachi, *The Enemy That Never Was*, Toronto, McClelland & Stewart, 1976, page 331.

<sup>120</sup> *Ibidem*, page 332.

<sup>121</sup> *Ibidem*, page 333.

<sup>122</sup> Kuniko Kondo, *Les Canadiens d'origine japonaise à Montréal : leur processus d'intégration à la vie canadienne*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université de Montréal, 2001, page 123. Voir également « Good News Regarding Rice Problem », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 2, page 1 ; « Rice Distribution », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 5 (juil. 1946), page 1. Sur l'arme atomique : « Atomic Bomb and World Government » *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 1 (mai 1946), page 1.



Le journal communautaire dénonce également d'autres mesures discriminatoires prises à l'égard de la population japonaise du Canada. C'est le cas par exemple de la politique de déportation qui est maintenue par le fédéral bien après la fin de la Deuxième Guerre mondiale<sup>123</sup>. Dès 1943, une organisation, le *Japanese Canadian Committee for Democracy* (JCCD) a été créée afin de défendre les droits des Nisei dispersés à travers le Canada<sup>124</sup>. À la suite de la menace de déportation qui se concrétise en 1945, la JCCD en compagnie de groupes de défense composés de Blancs (*Caucasian organization*) met sur pied le *Cooperative Committee on Japanese Canadians* (CCJC)<sup>125</sup>. Comme mentionné par Sunahara, ce comité ne fait pas que s'opposer à la déportation :

« [...] the Cooperative Committee sought to demonstrate that all Canadians were not anti-Japanese and that many were very disturbed by the wartime treatment of Japanese Canadians. They circulated a petition deploring the repatriation survey and the continuing restrictions on Japanese Canadians »<sup>126</sup>.

Les Nisei de Montréal ont aussi formé leur propre organisme, le *Standing Committee*, qui s'intéresse aussi à la question de la déportation.

En quoi consiste cette politique qui est appliquée uniquement au Canada? Greg Robinson explique les deux courants de pensée qui existent au sein du gouvernement fédéral :

Au printemps 1944, on chargea Norman Robertson et son ministère [des Affaires étrangères] de formuler des plans d'actions pour s'occuper des Canadiens japonais une fois la guerre terminée. À la recherche donc d'une

---

<sup>123</sup> Sur cette question spécifique de la déportation des Canadiens d'origine japonaise, voir : Ann Gomer Sunahara, *op. cit.*, chapitre 7. À noter qu'il s'agit d'une version numérique de l'ouvrage paru en 1986 et rééditée par l'auteure.

<sup>124</sup> *Ibidem*, page 119.

<sup>125</sup> *Ibidem*, page 120.

<sup>126</sup> Ann Gomer Sunahara, *The Politics of Racism*, page 119.

« solution » au « problème japonais », ces fonctionnaires eurent à subir les pressions constantes du Parlement et de la côte Ouest. Ces pressions venaient essentiellement des partisans d'une déportation vers le Japon imposée à tous les ressortissants d'origine japonaise, dès la guerre terminée [...]. Un autre groupe, lui aussi très actif auprès des fonctionnaires [...] préconisait la déportation massive comme la solution idéale, mais étaient prêts à appuyer au besoin une formule plus « modérée », par exemple, autoriser les Canadiens japonais à rester au pays, mais à condition de les disperser dans différentes provinces<sup>127</sup>.

La solution modérée va être finalement acceptée. Pour faire le tri entre les Japonais qui doivent rester et ceux qui doivent être expulsés, le Canada va mettre sur pied un questionnaire en février 1945<sup>128</sup>. La question posée aux Nisei et aux Issei est simple : on leur demande s'ils préfèrent être envoyés à l'est du Canada ou s'ils préfèrent être rapatriés vers le Japon<sup>129</sup>. Cependant, comme Robinson le mentionne, ce sondage est biaisé : il y a des primes pour ceux qui choisissent la déportation. On leur fournit un billet gratuit pour « retourner » au Japon et leur argent est dégelé. Quant à ceux qui refusent de quitter la Colombie-Britannique, ils sont considérés comme étant consentants à leur déportation. En plus, les gens ont peu de temps pour y répondre et « L'arbitraire de la politique d'Ottawa à leur égard leur faisait craindre, non sans raison, que les promesses de justice des autorités restent lettre morte »<sup>130</sup>. Bref, les gens d'origine japonaise avaient le choix entre être déplacés dans l'Est du Canada sans savoir ce que cette décision impliquait ou être envoyés dans un pays qu'ils ne connaissaient pas et dont la plupart ne maîtrisait pas la langue.

Le *CCJC* se prononce très rapidement sur cette question dans les pages du *Montreal Bulletin*. En juin 1946, Andrew Brewin, qui agit en tant qu'avocat pour ce comité,

---

<sup>127</sup> Greg Robinson, *Un drame de la Deuxième Guerre : le sort de la minorité japonaise aux États-Unis et au Canada*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2011, page 261.

<sup>128</sup> *Ibidem*, page 263.

<sup>129</sup> Fait à noter le terme rapatriement était utilisé autant pour les immigrants non-naturalisés que pour les citoyens canadiens d'origine japonaise.

<sup>130</sup> Greg Robinson, *op. cit.*, page 264.

doit se rendre à Londres pour aller débattre de cette question devant le Conseil Privé. Il affirme qu'il est très difficile de faire une prédiction quant à l'issue du débat juridique, car la politique de déportation du gouvernement canadien est unique<sup>131</sup>. Cependant, le Conseil Privé de Londres ne va pas statuer sur la validité de la loi en elle-même, mais va plutôt déterminer si le gouvernement a le pouvoir de promulguer une telle loi. Si Londres valide la loi et qu'Ottawa va de l'avant, Brewin mentionne que la *CCJC* devra se lancer dans une campagne publique pour sensibiliser la population canadienne à ce sujet<sup>132</sup>. De fait, le Conseil Privé de Londres statue que le gouvernement canadien a le pouvoir de faire cette loi et la communauté japonaise, appuyée par différents groupes de défense, se mobilise pour contrer les effets de la politique de la déportation. Pendant que cette notion est débattue, le gouvernement fédéral va appliquer cette loi en envoyant des citoyens canadiens au Japon<sup>133</sup>.

Malgré cette question primordiale de la déportation, la communauté japonaise de Montréal s'intéresse davantage au retour des citoyens canadiens qui sont déjà au Japon. Le *MB* explique que le gouvernement a récemment pris une décision à ce sujet<sup>134</sup>. Il demande aux gens qui désirent revenir au Canada d'entrer en contact avec la mission canadienne de liaison, située à Tokyo. Toutefois, les citoyens canadiens doivent avoir leur acte de naissance afin que la mission puisse leur donner toutes les autorisations nécessaires<sup>135</sup>. Cette question de rapatriement revient au cours de l'année 1948. Le président de la *QJCCA* rappelle aux lecteurs du journal communautaire les démarches à suivre pour faire revenir un proche au Canada. Les expatriés doivent prendre contact avec la mission de liaison au Japon. Quant à leurs

---

<sup>131</sup> « Deportation Case », *Montreal News Bulletin*, vol. 1, no. 4 (juin 1946), page 1.

<sup>132</sup> *Ibid.*

<sup>133</sup> Greg Robinson, *op. cit.*, page 271.

<sup>134</sup> « Canadian Nisei in Japan Coming Home », *Montreal Bulletin*, vol.2, no. 12 (déc. 1947), page 3.

<sup>135</sup> *Ibid.*

proches qui demeurent au Canada, ils doivent prendre contact avec l'agent local d'immigration, situé au 1162 rue Saint-Antoine Ouest et fournir les informations suivantes concernant leur proche : la durée de son dernier séjour au Canada; le moment où il est parti pour le Japon; pourquoi et les circonstances entourant son départ pour le Japon et la raison pour laquelle il désire revenir au Canada. La famille doit aussi fournir une preuve de citoyenneté canadienne<sup>136</sup>. L'agent d'immigration envoie son rapport à la mission de liaison qui prend la décision.

Le mois suivant, la *JCCA* mentionne dans les pages du *Bulletin* qu'elle a reçu une lettre de l'agent d'immigration J. M. Langlais<sup>137</sup>. En plus de mentionner les différentes informations demandées à la parenté qui demeure au Canada, l'agent demande à ce que les membres de la famille qui désirent faire revenir un des leurs fournissent le certificat d'entrée des parents du demandeur [*landing certificate*]<sup>138</sup>. On demande également de fournir une lettre de la banque mentionnant les avoirs du migrant et une autre lettre provenant de l'employeur de l'expatrié. En somme, même si ce sont des citoyens canadiens, ils doivent remplir des conditions strictes, souvent imposées à des immigrants qui veulent entrer au Canada.

## Conclusion

De prime abord, la communauté japonaise de Montréal ne semble pas vouloir d'une organisation centrale, qui puisse coordonner les très nombreuses associations existantes. Les deux premières tentatives seront vouées à l'échec. Il faut attendre 1947, soit près de cinq ans après l'arrivée massive de Nikkei dans la métropole, avant

---

<sup>136</sup> « Stranded in Japan », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no.5 (mai 1947), page 1.

<sup>137</sup> « For Those Stranded in Japan », *Montreal Bulletin*, vol. 3., no. 6 (juin 1948), page 1.

<sup>138</sup> *Ibid.*

que la *Japanese Canadians Citizens Association* réussisse à s'implanter, à la fois au provincial et au national. Toutefois, la partie québécoise de la *JCCA* doit rassurer la population quant à ses intentions. Le *Bulletin* rapporte à de nombreuses reprises que l'organisation veut créer un pont entre les différentes organisations communautaires et que surtout, on vise la représentation de tous ces groupes. Par ailleurs, la *QJCCA* a pour principal objectif de se faire connaître à la fin des années 1940. En parrainant des activités de danses ou encore un tournoi de basketball, l'organisation voulait se faire connaître auprès de la jeune population *nisei* de Montréal.

La *QJCCA* a aussi tenté de jouer un rôle de coordination afin de rapprocher Montréal des autres communautés japonaises du Canada. Des enjeux nationaux tels que la question de la citoyenneté, la commission Bird ou encore le problème de la déportation ont été portés à la connaissance des lecteurs du journal communautaire. Toutefois, il semble que ces enjeux aient eu un faible écho auprès de ces gens. Par exemple, la commission royale d'enquête sur les compensations est très peu populaire, ce qui est déploré par la direction de la *JCCA*. D'autre part, l'enjeu de la déportation se transforme rapidement à l'intérieur des pages du *Bulletin*. Plutôt que de parler des enjeux juridiques ou des actions à mener auprès de la population canadienne afin de la sensibiliser, le journal va se concentrer sur les démarches à suivre pour faire revenir un membre de la famille coincé au Japon. En somme, il est plus important pour le journal de se concentrer sur des aspects précis ou concrets de ces différents problèmes.

La population japonaise du Québec ne s'est jamais vraiment reconnue dans la *NJCCA*. En effet, les enjeux nationaux sont très peu abordés et très rapidement, le *Montreal Bulletin* va se concentrer, à partir des années 1950 sur des sujets beaucoup plus concrets, comme l'intégration à la société québécoise et à la réussite socioprofessionnelle de ses membres. L'équipe éditoriale du *Bulletin* et les dirigeants

de la *QJCCA* considéraient que ces enjeux pouvaient diviser la population de Montréal et par le fait même n'ont pas voulu les aborder.

## PARTIE II : DE 1950 À 1970

## CHAPITRE VII

### PORTRAIT DE LA COMMUNAUTÉ JAPONAISE DE MONTRÉAL : 1950 – 1970

À partir de 1950, la communauté japonaise du Québec entre dans une nouvelle phase. Malgré le fait qu'ils peuvent maintenant retourner en Colombie-Britannique, la majorité des Japonais du Québec décident de demeurer dans leur nouvelle province d'accueil. Et, l'apport de l'immigration en provenance du Japon étant pratiquement nul au cours de la période comprise entre 1950 et 1970, la communauté du Québec va s'accroître de façon naturelle.

Quelles sont les bases de sa démographie? S'agit-il d'une communauté relativement jeune ou encore est-elle composée majoritairement des *Nisei* qui sont dans la force de l'âge? Quelle est la part des immigrants ? Y-a-t-il beaucoup d'enfants qui sont nés au Québec ? La communauté connaît-elle une croissance ou une baisse démographique? Quelles langues sont parlées à l'intérieur de la communauté? Quelles sont les autres statistiques pertinentes fournies par les recensements? En somme, quelle est l'évolution démographique de cette communauté qui est la seule à évoluer dans une société francophone?

Le *Montreal Bulletin* reste une des institutions les plus importantes de la communauté. Est-ce que le journal est affecté par les départs ou les arrivées de nouveaux bénévoles? La question du traitement de l'information se doit également d'être abordée, tout comme les impacts de ces mouvements de population sur le contenu du *MB*. Ces changements affectent forcément son lectorat. Est-ce que le



journal mobilise autant la population qu'à ses débuts? De manière générale, quel est son rôle dans la communauté japonaise du Québec qui est en pleins changements?

Le chapitre précédent a traité de la *National Japanese Canadian Citizens Association* (NJCCA) et de son volet québécois. Ce dernier a organisé plusieurs activités locales afin de rassembler la population japonaise du Québec. Mais quelle a été la position de cette dernière quant aux enjeux nationaux au cours de la période 1950 – 1970? S'est-elle sentie interpellée par les actions de la *NJCCA*? Est-ce que les Japonais du Québec ont joué un rôle quelconque dans l'organisation nationale au cours de cette période? Leur attitude à l'égard de l'organisme, dont l'un des buts est d'unir les différentes communautés japonaise du Canada, est donc révélatrice quant au sentiment identitaire de ces Québécois d'adoption.

### 7.1 Portrait statistique de la communauté (1950 – 1970)

Après avoir atteint un sommet de 1300 individus en mars 1949<sup>1</sup>, la communauté redescend à 1137 (580 hommes, 557 femmes) au recensement de 1951<sup>2</sup>. Dix ans plus tard, les chiffres démontrent que la population *nikkei* du Québec est en croissance : il y a désormais 1459 personnes (751 hommes et 708 femmes) d'origine japonaise<sup>3</sup>. L'augmentation se poursuit au recensement de 1971, avec 1745 personnes (830 hommes et 835 femmes) qui déclarent avoir cette origine.

Le recensement de 1951 fournit des données particulièrement intéressantes quant à la composition de la communauté japonaise du Québec. Il contient des informations sur

---

<sup>1</sup> Ken Adachi, *The Enemy that Never Was*, Toronto, McClelland & Stewart, 1976, page 416.

<sup>2</sup> Bureau de la Statistique du Canada, *Neuvième Recensement du Canada, 1951 (vol. 2 : classements recoupés des caractéristiques)*, Canada, Ministère du Commerce, tableau 5.

<sup>3</sup> Bureau de la Statistique du Canada, *Neuvième Recensement du Canada, 1951 (vol. 2 : classements recoupés des caractéristiques)*, Canada, Ministère du Commerce, tableau 36.

les différentes tranches d'âges à l'intérieur de la communauté, sur le statut matrimonial pour les gens de 15 ans et plus et des données sur la langue maternelle (également par tranches d'âge). En somme, ces informations permettent de tracer un portrait relativement complet de cette communauté qui n'a pas tout à fait dix ans en 1951.

Malheureusement, les statistiques ne sont pas aussi précises pour les recensements subséquents. Il existe des données concernant les tranches d'âges ou le statut matrimonial pour les années 1961 et 1971. Cependant, elles sont regroupées sous le nom générique « Asiatique ». Il n'est pas possible de connaître précisément les données pour les gens d'origine japonaise. Seules les données générales (nombre total d'hommes et de femmes) sont fournies pour les statistiques concernant la langue maternelle ou bien le pays d'origine.

Les données de 1951 livrent des informations précieuses quant à l'importance des différentes catégories d'âge à l'intérieur de la communauté japonaise du Québec (tableau 7.1). Ces chiffres révèlent qu'elle est jeune : plus du quart de ses membres (29,5 %) est âgé de moins de 20 ans et le deux tiers (66,5 %) est âgé de moins de 35 ans. Puisqu'ils sont majoritaires, ces jeunes ont un impact significatif sur les associations et regroupements existant au sein de la communauté. Les ligues sportives (quilles, baseball, golf, basketball), les associations étudiantes ou de jeunes (McGill Nisei Campus Club, Nisei Fellowship Group et autres), les danses et autres événements sociaux témoignent de ce dynamisme. La démographie des Japonais du Québec explique aussi en partie le nombre important de jeunes finissants au secondaire, au collégial et à l'université, dont les noms sont mentionnés dans le journal communautaire<sup>4</sup> :

---

<sup>4</sup> Voir la section *Les réussites académiques* du présent chapitre.

Tableau 7.1 Tranches d'âge de la population d'origine japonaise au Québec, 1951

Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Total
0 – 4 ans	43	42	<b>85</b>
5 – 9 ans	36	39	<b>75</b>
10 – 14 ans	38	38	<b>76</b>
15 – 20 ans	41	58	<b>99</b>
20 – 24 ans	57	82	<b>139</b>
25 – 34 ans	154	128	<b>282</b>
35 – 44 ans	71	56	<b>127</b>
45 – 64 ans	103	103	<b>206</b>
65 ans et plus	37	11	<b>48</b>
Total	<b>580</b>	<b>557</b>	<b>1137</b>

Source : Bureau de la Statistique du Canada, Neuvième Recensement du Canada, 1951 (vol. 2 : classements recoupés des caractéristiques), Canada, Ministère du Commerce, tableau 5

Autre donnée révélatrice : un peu plus d'un Japonais sur vingt (20,8 %) est né au Québec ou est arrivé dans la province à un très jeune âge. Ce pourcentage comprend les enfants âgés de 0 à 14 ans. C'est donc dire qu'une partie non négligeable de cette communauté a grandi et a reçu son éducation à Montréal. Ils se distinguent donc de leurs aînés qui sont nés et qui ont été éduqués pour la plupart en Colombie-Britannique.

Le poids des adultes âgés de 35 à 64 ans n'est pas négligeable : ils représentent un peu plus de 29 % de la population d'origine japonaise au Québec. Ces derniers ont influencé eux aussi le développement de leur communauté. Cependant, leur impact est plus difficile à mesurer. Se sont-ils impliqués davantage dans les associations

politiques? Étaient-ils davantage interpellés par les enjeux nationaux touchant à la communauté japonaise ou, au contraire, étaient-ils désintéressés par ces questions? Une analyse détaillée de la communauté permettrait de mieux saisir la dynamique interne de cette deuxième génération au cours de cette période.

On constate également un déséquilibre des sexes, à l'exception des enfants. Pour les 15 à 19 ans, il y a un avantage net pour les femmes. Pour le groupe d'âge de 20 à 34 ans, on constate un déséquilibre marqué du côté des hommes. Il y a un retour à la normale pour les tranches d'âges de 35 à 64 ans. Dans la catégorie des 65 ans et plus, il y a un retour au déséquilibre en faveur des hommes. Ce fait s'explique par la migration japonaise qui était presque exclusivement masculine jusqu'en 1907<sup>5</sup>.

Les données concernant l'état matrimonial des gens d'origine japonaise sont également disponibles pour 1951 (tableau 7.2). La proportion des célibataires (45,9 %) est peu surprenante en raison de la jeunesse de la communauté japonaise. D'ailleurs, les jeunes âgés de 15 à 24 ans représentent plus de la moitié de cet effectif. Le nombre de célibataires est particulièrement élevé chez les 25 – 34 ans : la majorité de ce sous-groupe (52,1%) est célibataire. Sans surprise, ce taux chute chez les catégories plus âgées. La politique de dispersion semble donc avoir eu un effet important sur les jeunes adultes de la communauté, ces derniers préférant avoir un emploi stable ou terminer leurs études avant de fonder une famille (tableau 7.2.).

D'ailleurs, ce phénomène touche davantage les hommes que les femmes. Par la suite, le nombre de célibataires chute rapidement chez les 35 – 44 ans, dont la très grande majorité est mariée. Les veufs ou les divorcés sont peu nombreux à l'intérieur de la communauté (tableau 7.3.).

---

<sup>5</sup> Voir le chapitre III.

Tableau 7.2 Célibataires et personnes mariées d'origine japonaise au Québec, 1951

État matrimonial	Âge	Hommes	Femmes	Total
Célibataires	15-19	41	58	99
	20-24	56	70	126
	25-34	100	47	147
	35-44	17	7	24
	45-54	5	2	7
	55-64	6	0	6
	65+	5	0	5
	<b>Total</b>	<b>230</b>	<b>184</b>	<b>414</b>
Mariés	15-19	0	0	0
	20-24	1	12	13
	25-34	54	81	135
	35-44	53	49	102
	45-54	42	43	85
	55-64	48	36	84
	65+	26	3	29
	<b>Total</b>	<b>224</b>	<b>224</b>	<b>448</b>

Source : Bureau de la Statistique du Canada, Neuvième Recensement du Canada, 1951 (vol. 2 : classements recoupés des caractéristiques), Canada, Ministère du Commerce, tableau 30.

Tableau 7.3 Veufs et divorcés d'origine japonaise au Québec, 1951

État matrimonial	Âge	Hommes	Femmes	Total
Veufs et divorcés	15-44	1	0	1
	45-54	0	10	10
	55-64	2	12	14
	65+	6	8	14
	<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>30</b>	<b>39</b>

Source : Bureau de la Statistique du Canada, Neuvième Recensement du Canada, 1951 (vol. 2 : classements recoupés des caractéristiques), Canada, Ministère du Commerce, tableau 30.

Sur une population totale de 1137 personnes, 382 sont originaires du Japon, comme le démontre le tableau 7.4 :

Tableau 7.4 Personnes nées au Japon et résidant au Québec, selon la période d'immigration, 1951

	Période d'immigration								Total
	Avant 1911	1911-1920	1921-1930	1931-1940	1941-1946	1946	1947-1948	1949-1951	
<b>H.</b>	70	68	43	16	6	1	3	11	218
<b>F.</b>	24	58	58	20	1	0	2	1	164
<b>Total</b>	94	126	101	36	7	1	5	12	382

Source : Bureau de la Statistique du Canada, Neuvième Recensement du Canada, 1951 (vol. 2 : classements recoupés des caractéristiques), Canada, Ministère du Commerce, tableau 56.

Sans surprise, la quasi-totalité de ces immigrants (naturalisés ou non) est arrivée au Canada avant la Deuxième Guerre mondiale. Quant à leur proportion à l'intérieur de la communauté du Québec, elle est de 33,6 %, ce qui est plus haut que la moyenne canadienne (28,8 %) . Une chose est particulièrement importante : il y a un sommet d'immigration pour la période 1911 – 1920. Cette donnée peut sembler incongrue, car dès 1907 le Canada négociait une entente avec le Japon afin de limiter le nombre d'immigrants . Ce chiffre s'explique sans doute par la présence des femmes, dont l'immigration n'était pas limitée par l'entente entre le gouvernement canadien et nippon.

Finalement, le recensement de 1951 fournit des informations détaillées sur la langue maternelle (tableau 7.5.):

Tableau 7.5 Population du Québec ayant le japonais comme langue maternelle,  
1951

Âge	0-4	5-9	10-14	15-19	20-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65-69	70 et +	Total
H.	22	21	24	33	46	130	56	46	58	19	19	474
F.	24	26	26	38	64	100	50	49	51	7	5	440
Total	46	47	50	71	110	230	106	95	109	26	24	914

*Source : Bureau de la Statistique du Canada, Neuvième Recensement du Canada, 1951 (vol. 2 : classements recoupés des caractéristiques), Canada, Ministère du Commerce, tableau 22*

Cette donnée est étonnante à plus d'un titre. Tout d'abord, le nombre lui-même est impressionnant. Il contredit la croyance, partagée entre autres par Ken Adachi, voulant que les *Nisei* n'aient pas retenu grand-chose de cette langue qu'ils devaient

apprendre par obligation dans les classes de fin de semaine<sup>6</sup>. Et, malgré le fait qu'ils aient été brimés à cause de leur origine ethnique, la plupart des gens de la deuxième génération s'identifient malgré tout à la langue de leurs ancêtres.

Même s'ils ne fournissent pas autant de détails, les recensements de 1961 et de 1971 permettent de tracer les grandes lignes de l'évolution de la communauté japonaise du Québec. Sans surprise, la majorité vit sur l'île de Montréal (tableau 7.6) :

Tableau 7.6 Population d'origine japonaise pour la région métropolitaine de recensement de Montréal, 1951 - 1971

Année de recensement	Hommes	Femmes	Total	Total <i>Québec</i>
<b>1951</b>	516	489	<b>1 005</b>	1 137
<b>1961</b>	685	650	<b>1 335</b>	1 459
<b>1971</b>	830	835	<b>1 670</b>	1 745

Source : Bureau de la Statistique du Canada, Recensements 1951, 1961 et 1971

Cette situation se reflète entre autres dans la vie politique et culturelle. Comme son nom l'indique, le *Montreal Bulletin* traite de ce qui se passe dans la métropole. Le journal ne couvre pas les Japonais qui ne vivent pas sur l'île, exception faite de Farnham. De même pour les associations et les églises de la communauté, qui sont toutes situées sur le territoire de Montréal.

Quant à eux, les chiffres concernant les immigrants japonais démontrent l'impact du changement des règlements sur l'immigration en 1967 (voir tableau 7.7). À partir de cette date, il n'y a plus de mesures restrictives pour les migrants japonais<sup>7</sup>. Avec

<sup>6</sup> Ken Adachi, *op. cit.*, page 129.

<sup>7</sup> Ninette Kelley et Michael Trebilcock, *The Making of the Mosaic: A History of Canadian Immigration Policy*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, pp. 358 – 359.



l'accroissement naturel de la communauté et la disparition graduelle des gens de la première génération, les chiffres devraient diminuer. Or, il y a un bond spectaculaire entre le recensement de 1961 et celui de 1971. L'impact de ce courant migratoire sur la communauté japonaise du Québec sera abordé au chapitre IX.

Tableau 7.7 Population du Québec née au Japon, 1951 - 1971

<b>Année de recensement</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Total</b>
<b>1951</b>	218	164	<b>382</b>
<b>1961</b>	231	201	<b>442</b>
<b>1971</b>	380	365	<b>740</b>

*Source : Bureau de la Statistique du Canada, Recensements 1951, 1961 et 1971*

L'arrivée de migrants ne signifie pas pour autant que la langue japonaise est plus utilisée, au contraire (tableau 7.8.) :

Tableau 7.8 Population du Québec dont la langue maternelle est le japonais, 1951 - 1971

<b>Année de recensement</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Total</b>
<b>1951</b>	474	440	<b>914</b>
<b>1961</b>	460	415	<b>875</b>
<b>1971</b>	330	320	<b>650</b>

*Source : Bureau de la Statistique du Canada, Recensements 1951, 1961 et 1971*

Le poids du japonais comme langue maternelle diminue à chaque recensement. La baisse de locuteurs semble négligeable entre 1951 et 1961. Cependant, il faut rappeler que la communauté passe de 1137 à 1459 individus au cours de cette période. En 1961, 60 % de ses membres désignent le japonais comme langue maternelle, ce qui représente une chute de près de 20 % par rapport à 1951. Pour l'année 1971, la baisse est encore plus marquée : seulement 650 personnes, sur un total de 1745, considèrent le japonais comme leur langue maternelle, soit 37,2 % des membres de la communauté. Ce phénomène s'explique facilement : les jeunes de la troisième et même de la quatrième génération considèrent l'anglais comme étant leur langue maternelle. D'ailleurs, la plupart d'entre eux affirment ne pas avoir côtoyé de familles japonaises durant leur enfance<sup>8</sup>.

Ces statistiques démontrent plusieurs points importants. Dans un premier temps, la communauté connaît une croissance naturelle soutenue. En effet, au moment du recensement de 1961, les dernières restrictions quant à l'immigration japonaise ne sont pas encore levées. Le Québec ne peut donc pas bénéficier d'un apport extérieur. Également, les statistiques démontrent que les Nisei forment le cœur de la communauté. Par le fait même, ce sont les préoccupations de cette génération qui vont se retrouver à l'intérieur du *Montreal Bulletin*<sup>9</sup>. Une dernière tendance est visible : les *Nikkei* s'intègrent à la communauté anglophone de Montréal et à ses institutions et ce, malgré les efforts de l'Église catholique qui tente de les franciser.

## 7.2 Évolution du *Montreal Bulletin*

Au cours de la période comprise entre 1950 et 1970, le journal change d'adresse à quelques reprises. Le premier changement a lieu en 1950, alors que le *Bulletin*

---

<sup>8</sup> Tomoko Makabe, *The Canadian Sansei*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, page 68.

<sup>9</sup> Voir la section suivante.

déménagement au 7495 rue Papineau<sup>10</sup>. Un autre aura lieu en 1962, alors que le *MB* se déplace au 1595 boulevard Édouard-Laurin, appartement 5<sup>11</sup>. Deux ans plus tard, le journal change encore de lieu de publication. Cette fois, c'est au 4628 avenue Melrose<sup>12</sup>. Un article daté de juillet 1963 retrace les différentes adresses du *Bulletin* :

« With this issue, The Bulletin settles into its fourth home in 18 years of publication. For the first two years after its founding in 1945 [sic] by the Montreal Standing Committee, The Bulletin came out regularly from the old Shimotakahara store on St. Catherine St., next to Loew's theatre. Then, for six long years the Bulletin gang cranked out the issues at the Prud'homme Ave. home of the Uchidas. When Mr. and Mrs. Uchida moved out to Vancouver, The Bulletin moved to Papineau Ave. Ten years later, we're still with the Nakashimas, now in these temporary digs in the suburb of St. Laurent »<sup>13</sup>.

Ces nombreux changements viennent contredire une affirmation de Kondo: « De 1947 à aujourd'hui, le journal a toujours été édité à la maison résidentielle de son rédacteur en chef, soit au 4628 avenue Melrose, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce de Montréal »<sup>14</sup>. Par ailleurs, la consultation de l'annuaire Lovell démontre également que le *Bulletin* n'a pas toujours été publié à partir de la maison de l'éditeur. La première adresse, soit le 7495 rue Papineau, abrite T. Nakashima qui est probablement le père de l'éditeur Kimiaki Nakashima<sup>15</sup>. Étrangement, le résidant du 1595 boulevard Édouard-Laurin n'est pas d'origine japonaise. En 1962, le *Lovell* mentionne un certain Barbott et en 1963 c'est un Mc Kenna qui réside à

<sup>10</sup> *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 7 (juillet 1950), page 1.

<sup>11</sup> *Montreal Bulletin*, vol. 17, no. 7 (août 1962), page 1.

<sup>12</sup> *Montreal Bulletin*, vol. 19, no. 8 (sept. 1964), page 1.

<sup>13</sup> « Montreal-Merry-go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 18, no. 7 (juillet 1963).

<sup>14</sup> Kuniko Kondo, *Les Canadiens d'origine japonaise à Montréal : leur processus d'intégration à la vie canadienne*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université de Montréal, 2001, page 121.

<sup>15</sup> Bibliothèque et Archives Nationales du Québec, « Annuaire Lovell de Montréal et sa banlieue, Série principale (1951), <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/lovell/>. Consulté le 14 décembre 2011

l'appartement 5<sup>16</sup>. Quant au 4628 avenue Melrose, il correspond bel et bien à l'adresse de Kimiaki Nakashima<sup>17</sup>. Un article de juillet 1964 parle de ce déménagement sur l'avenue Melrose:

« This Bulletin issue, the last to come out of Edouard Laurin Blvd., is being put out by a skeleton staff, what with vacations and staff departures, and the usual deadline atmosphere seems even more urgent as we toil amidst piles of packed boxes, signs of the editor's imminent move to 4628 Melrose Av. in N.D.G. Along with the move, we're taking our second annual August holiday, resuming regular monthly publication in September »<sup>18</sup>.

En effet, l'équipe éditoriale du *Bulletin* fait relâche au cours du mois d'août depuis 1963. Cette mesure devient permanente et, à compter de cette date, le journal est publié onze fois par année. Les éditeurs font un résumé des activités estivales au mois de septembre. Afin qu'il n'y ait pas de trop grand écart dans les nouvelles, le *Bulletin* est publié plus tard au mois de juillet et plus tôt au mois de septembre<sup>19</sup>.

Des quatre éditeurs qui ont démarré le *Bulletin* en 1946, deux sont partis au cours des deux années suivantes :

« The editors who started those issues rolling were Eiko Henmi, Roy Nose who shortly left for Boston and Jimmy Suzuki who moved out to Vancouver the following year »<sup>20</sup>.

---

<sup>16</sup> Bibliothèque et Archives Nationales du Québec, « Annuaire Lovell de Montréal et sa banlieue, Série principale (1951), <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/lovell/>. Consulté le 14 décembre 2011 ; Bibliothèque et Archives Nationales du Québec, « Annuaire Lovell de Montréal et sa banlieue, Série principale (1963), <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/lovell/>. Consulté le 14 décembre 2011.

<sup>17</sup> Bibliothèque et Archives Nationales du Québec, « Annuaire Lovell de Montréal et sa banlieue, Série principale (1965 – 1966) », <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/lovell/>. Consulté le 14 décembre 2011.

<sup>18</sup> « The Montreal-Merry-go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 17, no. 7 (juillet 1964).

<sup>19</sup> « Summer Issues of the Bulletin », *Montreal Bulletin*, vol. 16, no. 6 (juin 1963), page 5.

<sup>20</sup> « Turning back to 1946 », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 7 (juillet 1948), page 4.

Malgré ces deux départs majeurs, le journal survit et il est repris par d'autres bénévoles qui assurent sa publication tous les mois. La rotation à l'intérieur de l'équipe éditoriale se poursuit au cours des années 1950 et 1960. Par exemple, la chroniqueuse du *Montreal-Merry-Go-Round* (la section mondaine du journal) et l'une des fondatrices déménage à Vancouver au cours de l'année 1957<sup>21</sup>. Sous son nom de plume de Lulu, Eiko Henmi partage ses premières impressions sur la Côte-Ouest :

« I am about to spend my first Christmas on the Pacific Coast since evacuation. As far as I can gather the commercial bustle of 'Christmas-ites' is about the same here as in Montreal »<sup>22</sup>.

Elle poursuit en parlant du climat de Vancouver, des traditions de Noël, etc. Cependant, Lulu et d'autres Nisei qui sont demeurés à Montréal se servent de l'expérience acquise dans le *MB* : ils vont contribuer à la fondation d'un journal issu de la communauté japonaise de Vancouver<sup>23</sup>. C'est la section locale de la *JCCA* qui s'occupe de ce journal publié une fois par mois et qui existe encore de nos jours<sup>24</sup>.

Généralement, l'équipe éditoriale travaille de façon anonyme. Mais, il arrive à l'occasion qu'on souligne le travail bénévole de ces personnes. C'est le cas en 1962 lors de l'édition de Noël. Les membres des deux équipes éditoriales (anglaise et japonaise) sont nommés. Pour la section anglophone, l'éditeur est Kim Nakashima et son équipe est composée de Sadie Kawabata, d'Alice Kudo, d'Iku Matsushita, d'Henry et de Ruiko Moritsugi, de Tak Negoro, de Nora Shinde et de Tom

---

<sup>21</sup> Lulu, « A Postscript from Vancouver », *Montreal Bulletin*, vol. 11, no. 1 (janv. 1957), page 1.

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> « Vancouver JCCA Launches Monthly Bulletin », *Montreal Bulletin*, vol. 13, no. 5 (mai 1958), page 1.

<sup>24</sup> *Ibid* ; Greater Vancouver Citizens' Association, « The Bulletin: A Journal of Japanese Canadian Community History + Culture Since 1958 », mis à jour en 2013, <http://jccabulletin-geppo.ca/> . Consulté le 15 octobre 2013.

Yamashita<sup>25</sup>. Quant à elle, la section japonaise est composée de Tomoaki Kobayashi, de Jack Kudo et du révérend Yoshio Ono, de la *United Church*<sup>26</sup>. L'édition japonaise a un défi important à relever: il n'est pas possible pour les éditeurs de travailler à la dactylo. Par le fait même, les pages japonaises du *Bulletin* seront manuscrites jusque dans les années 1980<sup>27</sup>.

L'année 1964 est particulièrement mouvementée pour l'équipe éditoriale qui fonctionne avec un personnel réduit de moitié :

« Our depleted staff of five regulars this month, (as compared with the usual eight to 10 people) has had a fine helping hand in Paul Ono. Any other persons who may like to join us in our monthly gatherings with the Nakashimas are most welcome. Next meeting is Sept. 12 »<sup>28</sup>.

En plus du déménagement sur l'avenue Melrose, le *Bulletin* a perdu deux membres de son équipe. Sadie Kawabata qui était typographe a quitté Montréal pour aller travailler à la base de la *U.S. Air Force* à Goose Bay au Labrador<sup>29</sup>. Quant à Tak Negoro qui agissait à titre « d'artiste pour le journal », il a déménagé à Vancouver, où il travaille désormais pour une firme d'ingénieurs<sup>30</sup>. Quelques années plus tard, le *MB* perd un autre bénévole. Cette fois, il s'agit du révérend Ono qui travaillait pour la section japonaise du journal. Ce dernier quitte Montréal pour aller pratiquer à la

---

<sup>25</sup> « Bulletin Staff Acknowledgement », *Montreal Bulletin*, vol. 17, no. 12 (déc. 1962), page 12.

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> Kuniko Kondo, *op. cit.*, page 124

<sup>28</sup> « The Montreal-Merry-go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 17, no. 7 (juillet 1964).

<sup>29</sup> *Ibid.*

<sup>30</sup> *Ibid.*

*Kelowna United Church*<sup>31</sup>. Madame Asazuma qui écrivait la section *Montreal-Merry-go-Round* et qui a succédé à Eiko Henmi quitte Montréal pour Toronto en 1969<sup>32</sup>.

Le *Bulletin* fait face à un autre problème : celui du contenu à publier. En 1957, les éditeurs font un appel à leurs lecteurs :

« A common problem facing all newspapers is the accurate gathering of news items of interest to its subscribers. This difficulty is even more acute for the *Bulletin* because we lack the trained, paid reporters of larger and more affluent city dailies. Consequently, only such news as is specifically brought to our attention or which we happen to hear about is passed on to you »<sup>33</sup>.

Avec la participation du lectorat, le *Bulletin* ne peut qu'être meilleur selon ses éditeurs. Ces derniers mentionnent « qu'une équipe de neuf ou dix volontaires se réunissant une fois par mois ne peut pas suivre 900 Japonais dispersés dans une ville d'un million et demi de personnes [traduction libre] »<sup>34</sup>.

Le *MB* semble avoir de la difficulté à susciter l'intérêt de ses lecteurs, comme en témoigne l'appel à tous de 1957 et même celui lancé en 1946<sup>35</sup>. Cette situation favorise donc les organismes qui sont mieux structurés ou dont les activités sont les plus populaires. Ainsi, en tenant compte des périodes 1942 – 1949 et 1950 – 1970, les communautés religieuses sont les mieux représentées en ce qui a trait à la couverture médiatique du *Bulletin*. Suivent de près les nouvelles touchant à la *JCCA* qui compte sur une structure locale et nationale relativement forte. Certains événements

---

<sup>31</sup> « Maze Koze », *Montreal Bulletin*, vol. 23, no. 6 (juin 1968), page 5.

<sup>32</sup> « Montreal-Merry-go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 24, no. 9 (oct. 1969).

<sup>33</sup> « Please Send In Your News », *Montreal Bulletin*, vol. 12, no. 8 (août 1957), page 1.

<sup>34</sup> *Ibid.*

<sup>35</sup> « What is Wrong With the Bulletin? It's You! », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 5 (juillet 1946), page 1.

ponctuels, comme le projet du centième anniversaire de la Confédération ou encore la tenue d'Expo 67 à Montréal sont aussi davantage couverts par le journal.

Du point de vue technologique, le *Bulletin* change peu durant les années 1950 et 1960. Seule innovation au cours de cette période : le *MB* a besoin d'une nouvelle machine à polycopier. Les éditeurs décident donc de lancer une campagne de financement :

« Having completed the Tenth Anniversary issue in March, we decided it was time to give our old duplicating machine a rest. This month's issue is printed on a used machine which is costing us \$315.00. We hesitated before committing ourselves to such a purchase, but in spite of the fact that our funds were low, it could not be denied that we needed another machine.

We decided therefore to buy the machine we needed and to appeal to our subscribers for assistance in paying for it. The Treasury is transferring \$115.00 towards the machine fund so that the appeal is for \$200.00.

We have taken the liberty of transferring all Tenth Anniversary donations to the machine fund. To date, we have \$76.00 so that a balance of \$124.00 is being requested »<sup>36</sup>.

Cette dette est importante, car le journal est financé uniquement par le prix de l'abonnement et les dons faits par certains individus<sup>37</sup>. Les lecteurs répondent rapidement à l'appel et dès le mois de juin, le *MB* annonce que la campagne de financement est un franc succès. À lui seul, le docteur George C. Hori fait un don de 50 \$<sup>38</sup>.

Le contenu du *Bulletin* se modifie sensiblement au cours des années 1950 et 1960. À l'exception des mesures restrictives quant à l'immigration qui vont tomber en 1967,

---

<sup>36</sup> « The Tenth Anniversary and a Bulletin Appeal », *Montreal Bulletin*, vol. 11, no. 5 (mai 1956), page 1.

<sup>37</sup> Kuniko Kondo, *op. cit.*, page 122.

<sup>38</sup> « Tenth Anniversary and Machine Fund », *Montreal Bulletin*, vol. 11, no. 6 (juin 1956).



les gens d'origine japonaise ne sont plus victimes de discrimination législative au Canada<sup>39</sup>. Les débats sur la politique fédérale prennent donc de moins en moins de place. Les tensions grandissantes à l'intérieur de la *JCCA* font aussi en sorte que les *Nikkei* du Québec s'éloignent temporairement des autres communautés japonaises à travers le Canada. Au même moment, ils amorcent un rapprochement avec les francophones du Québec. Par exemple, le *Bulletin* traite de la politique municipale et provinciale et incite même les gens à participer aux fêtes du 24 juin<sup>40</sup>.

En somme, le roulement de personnel et la difficulté qu'a l'équipe éditoriale de fournir des nouvelles d'intérêt démontrent bien que, malgré son importance, le *Bulletin* est une institution fragile. À une époque où les gens d'origine japonaise se sentent moins concernés par leur communauté, le journal doit trouver des sujets qui intéressent son lectorat, ce qui n'est pas une tâche évidente pour l'équipe de bénévoles. Cependant, de nouvelles personnes investissent l'équipe éditoriale et réussissent à maintenir cette institution au cours des décennies suivantes.

### 7.2.1 Les réussites académiques

Une autre information tirée du *MB* est révélatrice de l'intégration réussie des Nisei à la communauté anglophone de Montréal : la publication des résultats scolaires à chaque année, généralement au cours du mois de juin. En plus de donner un aperçu des domaines d'études les plus populaires parmi les jeunes de la communauté, cette liste indique aussi quelles sont les institutions les plus prisées.

---

<sup>39</sup> Patricia E. Roy, *The Triumph of Citizenship : The Japanese and Chinese in Canada, 1941-67*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2007, page 262.

<sup>40</sup> Voir le chapitre suivant.

Pour l'année 1950 et les années subséquentes, le *Bulletin* tire ces informations d'un autre journal anglophone : le *Montreal Daily Star*<sup>41</sup>. En plus de l'institution, la liste mentionne le nom et le prénom de l'étudiant, le niveau (pour les élèves qui sont au *high school*) et le nombre de récompenses (*honours*) reçues par l'étudiant. Voici deux listes détaillées pour cette année 1950. Fait à noter : pour le niveau universitaire, certains étudiants sont dans plus d'un programme (tableau 7.9.). Premier constat : les membres de la communauté japonaise sont présents uniquement dans les institutions anglophones de Montréal. Autre point intéressant : près de la moitié des étudiants (cinq sur douze) se retrouvent dans un domaine d'études lié au commerce.

Tableau 7.9 Champs de spécialisations des diplômés d'origine japonaise et leur établissement universitaire, 1950

Institution	Nombre d'étudiants	champs de spécialisation
Collège Sir-George-Williams	6	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sciences 1 (4)</li> <li>- Sciences 2 (1)</li> <li>- Commerce III (1)</li> </ul>
Université Mc Gill (école de commerce)	4	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Éléments de comptabilité</li> <li>- Mathématique intermédiaire</li> <li>- Mathématique finale</li> <li>- Travaux de secrétaires</li> <li>- Lois commerciales</li> <li>- Comptabilité intermédiaire et vérifications</li> </ul>
Université Mc Gill (conservatoire de musique)	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pianoforte</li> <li>- Clarinette</li> </ul>

Source : *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 6 (juin 1950)

<sup>41</sup> « ---- », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 6 (juin 1950). Cette liste de diplômés apparaît également dans le *New Canadian*.

Le même nombre se consacre aux sciences. Finalement, le nombre total d'étudiants diplômés est important, compte tenu de la taille de la communauté. Pour l'année 1951, Statistique Canada mentionne qu'il y a un total de 139 personnes d'origine japonaise à Montréal (57 hommes et 82 femmes), âgés de 20 à 24 ans<sup>42</sup>. C'est donc dire que plus d'un jeune sur dix aurait obtenu un diplôme universitaire pour cette seule année. La liste des étudiants de niveau secondaire (*high school*) démontre également la très forte prédominance des écoles anglophones (tableau 7.10.).

Les données démontrent également que la population japonaise de la grande région de Montréal est dispersée sur le territoire. La liste de l'année 1951 donne un résultat semblable quant aux établissements fréquentés. Cette fois, deux bacheliers en sciences et deux autres en ingénierie obtiennent leur diplôme de l'Université Mc Gill

Une finissante du Conservatoire de Musique et deux finissants de l'école de commerce complètent leurs études à cette même université et une jeune femme obtient son diplôme de l'école Phillips d'infirmerie<sup>43</sup>. Le *Bulletin* poursuit avec la liste des finissants du *high school*. Fait à noter, il inclut les résultats du Conservatoire Royal de musique (*Royal Conservatory of Music*) de Toronto où cinq étudiantes *nisei* ont obtenu une mention. En 1952, la prédominance de l'université Mc Gill se poursuit<sup>44</sup>.

À plus long terme, la liste d'établissements scolaires fréquentés par la communauté japonaise s'allonge. Pour l'année 1958, la majorité des finissants proviennent de l'université McGill.

---

<sup>42</sup> Bureau de la Statistique du Canada, *Neuvième Recensement du Canada, 1951 (vol. 2 : classements recoupés des caractéristiques)*, Canada, Ministère du Commerce, tableau 5.

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> « Tea For Graduates », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 5 (juil. 1952), page 1.

Tableau 7.10 Niveau d'études complété des jeunes d'origine japonaise et leur établissement scolaire, 1950

Niveau d'études	Nombre d'étudiants	Établissements
<i>Senior matriculation</i>	2	- Cowansville - <i>Montreal High</i>
<i>Junior matriculation</i>	8	- <i>Montreal High</i> (2) - <i>Girls High</i> (2) - <i>Strathcona</i> (1) - <i>Verdun</i> (1) - <i>Westmount Senior</i> (2)
<i>High School</i> (8 <sup>ème</sup> année)	12	- <i>Montreal High</i> (3) - <i>Girls High</i> (2) - <i>Lachine High</i> (1) - <i>Peace Centennial</i> (2) - <i>Académie Strathcona</i> (1) - <i>Verdun High</i> (2) - <i>William Dawson</i> (1)
<i>High School</i> (9 <sup>ème</sup> année)	19	- <i>Montreal High</i> (2) - <i>Girls High</i> (5) - <i>Commercial High</i> (1) - <i>Strathearn High</i> (4) - <i>Verdun High</i> (2) - <i>William Dawson</i> (5)
<i>High School</i> (10 <sup>ème</sup> année)	16	- <i>Montreal High</i> (7) - <i>Girls High</i> (2) - <i>Commercial High</i> (1) - <i>Lachine High</i> (1) - <i>Académie Strathcona</i> (1) - <i>Verdun High</i> (3) - <i>West Hill</i> (1)
<i>High School</i> (11 <sup>ème</sup> année)	1	- <i>Commercial High</i>

Source : *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 6 (juin 1950)

Toutefois, ces derniers proviennent d'horizons plus diversifiés : dentisterie, ingénierie, arts (premier et deuxième cycle), sciences et même science de l'art ménager (*household science*)<sup>45</sup>.

L'Université de Montréal fait son apparition dans le palmarès. Sur quatre finissants, trois proviennent du département de théologie (tous avec mention). Le quatrième a complété son doctorat en chimie<sup>46</sup>. Le *Bulletin* mentionne également qu'un étudiant a obtenu sa maîtrise en architecture à l'université du Manitoba, tandis qu'un autre a complété ses études en médecine à l'Université de la Colombie-Britannique<sup>47</sup>. Le journal communautaire laisse tomber les résultats pour les élèves du *high school* qui ne sont plus affichés à partir de ce moment. Seuls les finissants du collège et des universités sont mentionnés.

Pour l'année 1963 le *Bulletin* publie les résultats scolaires sur deux mois, soit en juin et en juillet. Une nouveauté s'ajoute : cette fois le journal mentionne tous les finissants d'origine japonaise, qu'ils soient ou non de Montréal. Par exemple, deux étudiants en provenance du Japon obtiennent leur diplôme cette année-là. Le premier, originaire de Tokyo a obtenu son diplôme en pathologie à McGill et le deuxième, originaire d'Osaka, a complété un programme en arts à Sir-George-Williams<sup>48</sup>. De même pour une étudiante, originaire de Vancouver, qui étudiait en sciences infirmières. Les résultats du mois de juillet concernent des étudiantes du Conservatoire Royal de musique de Toronto ainsi qu'un étudiant qui a fini sa troisième année de médecine<sup>49</sup>.

---

<sup>45</sup> *Montreal Bulletin*, vol. 13, no. 6 (juin 1958), page 3.

<sup>46</sup> *Ibid.*

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> « This Year Graduates », *Montreal Bulletin*, vol. 16, no. 6 (juin 1963), page 5.

<sup>49</sup> « Examination Results », *Montreal Bulletin*, vol. 16, no. 7 (juillet 1963), page 1.

L'affichage des résultats académiques va se poursuivre jusqu'aux années 1970. L'attrait de la communauté à l'égard de l'université Mc Gill est indéniable : la grande majorité des étudiants universitaires passent par cette institution. D'ailleurs, le *McGill Nisei Campus Club (MGNCC)* publie à l'occasion des nouvelles dans le *Montreal Bulletin*. Signe que l'association est dynamique : pour l'année 1952, elle a réuni 33 étudiants pour l'élection du conseil d'administration<sup>50</sup>. Ce chiffre est impressionnant si l'on considère le fait que la population japonaise de Montréal est composée de 1137 individus. En plus de regrouper les étudiants d'origine japonaise, la *MGNCC* organise des débats politiques sur le campus et des cérémonies de thé pour les étudiants finissants<sup>51</sup>. Toutefois, l'appartenance à ce club ne se limite pas aux étudiants de l'université anglophone : dans son bilan de l'année 1953, l'association mentionne que des étudiants de l'Université de Montréal font aussi partie de son conseil d'administration<sup>52</sup>.

### 7.3 L'évolution de la *JCCA*

L'association la plus active à l'intérieur de la communauté, du moins pour les années 1950, est la *JCCA*. Comme mentionné dans le chapitre précédent, elle a une double vocation : offrir une organisation centralisée aux Japonais de Montréal et assurer un lien avec les autres communautés *nikkei* du Canada. Au cours des années 1940, la *JCCA* s'acquitte fort bien de ces deux tâches. Mais pour la décennie suivante, les liens avec l'association nationale se relâchent et l'association va être surtout active à l'échelle locale.

---

<sup>50</sup> « The Mc Gill Nisei Campus Club », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 12 (déc. 1952), page 14.

<sup>51</sup> « Tea For Graduates », *Montreal Bulletin*, vol. 6, no. 5 (mai 1951) ; « Tea For Graduates », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 5 (mai 1952), page 1.

<sup>52</sup> « The McGill Nisei Campus Club », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 12 (déc. 1953), page 10.

Elle s'intéresse aux résultats académiques des étudiants, aux personnes âgées, met sur pied des pique-niques pour l'ensemble de la communauté, etc. Par exemple, à la fin de l'année 1949, l'association organise une soirée afin d'honorer les personnes âgées de la communauté. Dans le premier numéro du mois de janvier 1950, un bilan est fait de cette activité qui a été un franc succès. Près de 40 donateurs ont contribué à cette soirée et de nombreux prix ont été distribués<sup>53</sup>. Cette activité reviendra annuellement, en exploitant chaque fois de nouveaux thèmes, car il s'agit d'abord et avant tout d'une revue de l'année qui se termine<sup>54</sup>.

Même si la JCCA est très impliquée dans la communauté montréalaise, elle n'est pas à l'abri des critiques<sup>55</sup>. À la suite des élections de janvier 1950, l'association fait le bilan de son assemblée générale :

« The recent General Meeting and election of the local J.C.C.A. show that there still are many public spirited individuals who are not afraid of community work nor of public criticism »<sup>56</sup>.

Cette affirmation est intrigante, car la JCCA ne fait pas l'objet de critiques directes, du moins dans les pages du *Bulletin*. De plus, il semble y avoir un certain intérêt de la communauté quant à cette organisation, car le tiers du conseil d'administration a été renouvelé après l'élection<sup>57</sup>. Donc, il ne manque pas de volontaires. Cependant, en regardant attentivement les textes concernant la JCCA, on constate qu'il y a des

---

<sup>53</sup> « JCCA Shinnen-Shimboku-Keiro-Kai », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 1 (janv. 1950), page 3.

<sup>54</sup> « Annual JCCA Shin-boku-kai », *Bulletin*, vol. 6, no. 1 (janv. 1952), page 1 ; « Your Local J.C.C.A. in the News », *Bulletin*, vol. 7, no. 1 (janv. 1952), page 1.

<sup>55</sup> Voir également la section *Les compensations financières et la commission Bird* du précédent chapitre.

<sup>56</sup> « J.C.C.A. Elects New Officers », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 2 (fév. 1950), page 1.

<sup>57</sup> *Ibid.*

divergences d'opinions au sein de la communauté, principalement sur la pertinence de la maintenir.

Au mois de mai 1950, la *JCCA* annonce sa priorité pour les prochaines années : « In its coming fund drive to be held from May 26th to June 5th, the Quebec J.C.C.A. Campaign committee headed by Rosie Okuda stresses the need of funds for increased local activities »<sup>58</sup>. L'article mentionne également que le budget annuel de l'association est de 1500 \$. Cette dernière estime qu'il y a environ 500 Japonais qui travaillent à Montréal. Ils doivent donc fournir 3,00 \$ chacun afin que la *JCCA* respecte son objectif financier<sup>59</sup>. L'argent va être amassé par des volontaires qui font du porte-à-porte :

« This year's canvassing is based on the Pyramid Club idea, so that each team of canvassers (an Issei and a Nisei) turns in collections to the district captain who in turn transmits to the local treasurer [...]. The city is divided into 9 districts with 9 captains and each district has from 2 to 4 canvassing team »<sup>60</sup>.

Dans cette même édition du *Bulletin*, la *JCCA* explique en quoi consiste l'objectif de 1500 \$ (tableau 7.11.). En plus de la contribution versée au national, les sommes se répartissent également entre différents comités, qu'ils soient *issei* ou *nisei*.

C'est donc 60 % (900\$) du budget total qui est consacré à l'association nationale. Il est probable que cette situation financière ait contribué à éloigner les Japonais du Québec de la structure nationale (voir plus bas).

---

<sup>58</sup> « J.C.C.A. Programme Stresses Local Activities », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 5 (mai 1950), page 1.

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> *Ibid.*



Tableau 7.11 Dépenses de la division québécoise de la JCCA, 1950

Dépenses	Montant total
Montant à verser à l'association nationale (Balance de l'année 1948)	200 \$
Montant à verser à l'association nationale (1949 – 1950)	700 \$
Section Issei de la JCCCA	200 \$
Projets spéciaux (réceptions, etc.)	150 \$
Location	100 \$
Stationnement, frais postaux, etc.	100 \$
Divers	50 \$
<b>Total</b>	<b>1500 \$</b>

*Source : Montreal Bulletin, vol. 5, no. 5 (mai 1950)*

L'année 1951 est « historique » pour la section québécoise de la JCCA. En effet, l'assemblée annuelle du national aura lieu à Montréal durant la fin de semaine de Pâques. Le journal explique la portée de cet événement et surtout ce que représentait le Québec pour les gens d'origine japonaise durant la Deuxième Guerre mondiale :

« For the first time in the history of Japanese in Canada, a full scale conference nationally recognized and supported Japanese Canadian Citizens Association is to be held in Montreal. For the first time delegates will be coming to Montreal representing Japanese communities in almost every province in Canada.

Years ago on the West Coast, as we dragged ourselves to school and later went out to work, we knew little about Montreal. We might have thought, "It's that inland seaport with a famous university, isn't it? Or is McGill in Quebec City?" Suddenly through the vagaries of war, we were scattered throughout Canada and our enlarging vocabulary picked up the names of strange and unheard

towns and hamlets. [...] A few scattered seeds fell in Montreal and soon a Japanese community sprang up. Now with a population approximately one thousand, the period of change movement and readjustment is over. Now the community is ready to rise above the daily task of earning a living and finding shelter. It is ready to meet the overall problems that confront the community as a whole »<sup>61</sup>.

Cet extrait est très riche en informations. Tout d'abord, il indique la perception qu'avaient les gens d'origine japonaise du Québec et surtout de Montréal. La seule chose qu'ils connaissaient de la province est une institution anglophone, l'Université McGill. Ensuite, le texte révèle l'état d'esprit des *Nisei* du Québec. Leur communauté, qui s'est formée à la suite de la politique de dispersion du gouvernement fédéral, est maintenant stable. De plus, elle n'est plus en mode survie et elle peut désormais se consacrer à d'autres problèmes. Cet argument sera repris pour critiquer l'existence d'une association nationale.

Le mois suivant, le *Bulletin* offre un résumé de cette assemblée annuelle à ses lecteurs. Alors qu'on pourrait s'attendre à un bilan positif, le ton du texte est plutôt réservé. Dans un premier temps, on mentionne que cette rencontre a démontré la pertinence d'une organisation telle que la *JCCA*<sup>62</sup>. La réunion a permis de cibler de nombreuses sphères d'intervention: politique, culturel, éducation, bien-être commun et autres [traduction libre]<sup>63</sup>. Cependant, le ton du texte change rapidement :

« [...] but at the same time that the conference developed an enlarged programme for National Headquarters, it reduced considerably the provincial contribution to the National Treasury »<sup>64</sup>.

---

<sup>61</sup> « Fourth National J.C.C.A. Conference », *Montreal Bulletin*, vol. 6, no. 3 (mars 1951), page 1. Voir également : Ottawa, Ontario, Bibliothèque et Archives Canada, Japanese Canadian Citizens Association Fonds, MG 28 V7 (Bulletins and Minutes).

<sup>62</sup> « The Future of the J.C.C.A. », *Montreal Bulletin*, vol. 6, no. 4 (avril 1951), page 1.

<sup>63</sup> *Ibid.*

<sup>64</sup> *Ibid.*

L'auteur de l'article démontre que cette idée est « déraisonnable ». Selon lui, une organisation qui veut intervenir dans plusieurs domaines doit forcément avoir plus de financement. Par le fait même, il est paradoxal que les provinces acceptent un programme national ambitieux et qu'en même temps, elles votent pour réduire leur participation financière<sup>65</sup>. Le ton est même particulièrement sévère envers les sections provinciales qui ne seraient pas en mesure de fournir leur part :

« If any province finds that it cannot contribute on a fair and proportionate basis, it should delve into the reasons for its inability. It should re-organize itself from the ground up and each local chapter should aim toward becoming an active organization »<sup>66</sup>.

Le texte se conclut sur cette note, en expliquant que l'avenir de la *JCCA* passe par des organisations provinciales efficaces.

Au mois de mai, un article au ton complètement différent est publié. Cette fois, l'article trace un portrait positif quant à l'allègement du fardeau financier des sections provinciales. Grâce à cette situation, l'association québécoise pourrait organiser plusieurs activités :

« Now that more funds are available for local use, a more comprehensive and appealing programme was compiled at a recent meeting. Future plans include a Tea for Graduates; Young People's Hikes; a Girls Softball League; a Mixed Tennis Club; Prices and Scholarships for High School Graduates; an Oratorical Contest; a Bowling League; a "Go-Shoji" Tournament; Classes in Flower Arrangement and Artificial Flowers »<sup>67</sup>.

Ce programme ambitieux entre en contradiction avec le texte du mois précédent qui déplorait la baisse de la contribution des provinces au national. Ce texte semble, au

---

<sup>65</sup> *Ibid.*

<sup>66</sup> *Ibid.*

<sup>67</sup> « J.C.C.A. Future Programme Necessitates Financial Drive », *Montreal Bulletin*, vol. 6, no. 5 (mai 1951), page 1.

contraire, bien s'accommoder de cette situation. D'ailleurs, on y précise que l'objectif financier pour l'année 1951 est encore de 1500 \$. Les bénévoles qui s'occupent de la collecte visent donc une contribution de trois dollars pour chaque personne qui a un travail<sup>68</sup>.

Deux visions du financement de l'association nationale se sont donc affrontées à l'intérieur de la communauté. Toutefois, il n'y a pas de trace visible d'un conflit quelconque dans les pages du *Bulletin*. Ce qui est sûr, c'est que l'insatisfaction des *Nikkei* québécois quant à la *JCCA* grandit. Lors du résumé de l'assemblée générale de 1952, le *MB* rapporte que trois résolutions ont été votées. La première touche directement la contribution financière de chaque province. Selon les membres québécois de l'association, le nouveau mode de financement devrait être *per capita*<sup>69</sup>. On peut donc présumer que ses membres considèrent qu'elle donne beaucoup trop d'argent relativement à son poids démographique et/ou que d'autres provinces ne contribuent pas suffisamment.

La deuxième résolution concerne une demande qui devra être adressée à la *Canadian Newspapers' Association* afin qu'elle n'utilise plus le terme « *Jap* ». La troisième résolution vise également la *JCCA*, quoique de façon moins équivoque : « That the new executive give more consideration to the social, welfare and educational activities of the younger members of the community »<sup>70</sup>. En résumé, les Japonais du Québec considèrent qu'ils versent trop d'argent au national et que la section provinciale devrait se consacrer aux enjeux locaux. Fait à noter, le nouveau président pour le Québec est Kimiaki Nakashima, l'éditeur du *Montreal Bulletin*<sup>71</sup>.

---

<sup>68</sup> *Ibid.*

<sup>69</sup> « J.C.C.A. General Meeting », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 2 (fév. 1952), page 1.

<sup>70</sup> *Ibid.*

<sup>71</sup> « New Executive for J.C.C.A. », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 3 (mars 1952), page 3.

La situation se dégrade en 1953. Au mois de mars, le *Bulletin* annonce que le nouveau président Sam Toguri va représenter le Québec à la cinquième conférence nationale de la *JCCA*<sup>72</sup>. La suite de l'article est sans équivoque :

« To most of us who attended the combined General Meeting and Provincial Conference of the Quebec J.C.C.A. held on February 2[?]<sup>th</sup>, this announcement came as a surprise. The General Meeting had gone on record that the Quebec Chapter would not send an official delegate to the National Conference because the Quebec J.C.C.A. felt

1. that a reorganization of the present set-up of the National J.C.C.A. was now imperative; and
2. that National Conferences, as presently constituted, are no longer effective. Sound resolutions are arrived at but seldom carried out »<sup>73</sup>.

Le débat est rendu au-delà de la simple question financière. En effet, les *Nisei* québécois accusent carrément la direction nationale de ne pas tenir compte des résolutions provinciales. La suite de l'article constitue un ultimatum et surtout une critique adressée à l'association nationale :

« This meeting further decided that “should the Fifth National Conference re-affirm the policies of the National J.C.C.A. as presently in force, the Quebec J.C.C.A. will not support them.” The meeting felt that a full-time paid National Executive Secretary was no longer required because “the sense of urgency has disappeared” and Provincial chapters are having difficulty meeting their financial obligations to the National treasury. There has been a general shift in the emphasis of J.C.C.A. programmes from the National to the Provincial and Local levels »<sup>74</sup>.

L'article ne mentionne pas les politiques de la *JCCA* qui posent problème. Cette dernière est consciente des tensions existantes et évoque même l'idée de changer de

---

<sup>72</sup> « Sam Toguri To Be Delegate to National J.C.C.A. Conference », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 3 (mars 1953), page 1.

<sup>73</sup> *Ibid.*

<sup>74</sup> *Ibid.*

structure à la suite du congrès national<sup>75</sup>. Cet extrait est très révélateur du changement radical dans les relations entre les deux niveaux de l'organisation. Lors de la venue de l'assemblée générale au Québec deux ans plus tôt, le *MB* publiait justement un article qui défendait l'implication de la *JCCA* dans des causes « non urgentes »<sup>76</sup>. Par ailleurs, si l'apport financier du Québec a été débattu au cours des années précédentes, ce n'était pas dans l'optique d'abolir des postes au national. Pour terminer, l'assemblée générale du Québec propose une solution afin de dénouer le conflit :

« The General Meeting and Provincial Conference recommended a National organization in which the headquarters would move on a rotating basis from province to province and in which the annual budget would be \$1,500.00 »<sup>77</sup>.

En somme, les dissidents proposent de réduire le budget national au même montant que celui du provincial. Quant au principe de rotation, il vise vraisemblablement à donner plus de responsabilités aux plus petites communautés, comme celle du Québec.

Toutes ces demandes visent une refonte majeure de la *JCCA*. De façon étonnante, cette dernière va en accepter la majorité. En effet, au mois d'avril le *Bulletin* publie un article dont le titre est : *An Era Passes*. Ce texte explique que les délégués présents à la cinquième conférence nationale « reduced drastically the functions and operation of National Headquarters »<sup>78</sup>. On y ajoute que la majorité des activités ont été

---

<sup>75</sup> « Ont. JCCA to Meet in Toronto for Sixth Annual Conference, Mayor Lamport Guest Speaker », *The New Canadian*, 11 fév. 1953, page 1. Étrangement, cet article fait référence à la 6<sup>ème</sup> conférence, tandis que celui du *Bulletin* parle de la cinquième conférence nationale.

<sup>76</sup> Voir plus haut.

<sup>77</sup> *Ibid.*

<sup>78</sup> « An Era Passes », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 4 (avril 1953), page 1.

transférées au provincial. L'article mentionne également que c'est une bonne chose, car les Japonais du Canada n'ont plus besoin de se mobiliser comme avant :

« During the past few years, we have begun to blend more and more into the economic and social structure of our new localities. The lack of pressing national problems has given us time to look around, take stock of ourselves and settle down »<sup>79</sup>.

L'auteur du texte croit également qu'en se repliant sur eux-mêmes, les gens d'origine japonaise finiraient par vivre dans des ghettos (*Li'l Tokyos*) et devenir des ermites<sup>80</sup>. Au contraire, en s'ouvrant à leur ville d'adoption et aux autres groupes ethniques qui la composent, les Japonais du Canada ne peuvent que s'enrichir. Le texte se termine en insistant à nouveau sur le fait que les *Nikkei* doivent agir localement<sup>81</sup>.

Cependant, le *Bulletin* ne révèle pas quel a été le rôle exact des dissidents montréalais quant à ce changement de direction à l'intérieur de la *JCCA*. En 1951, la communauté japonaise du Québec est la cinquième en importance au Canada (derrière l'Ontario, la Colombie-Britannique, l'Alberta et le Manitoba) et ne représente que 5,2 % des *Nikkei* au pays<sup>82</sup>. Donc, il est peu probable que ce petit groupe ait réussi à changer profondément la structure de l'association nationale sans qu'il y ait eu une alliance avec une province plus importante au plan démographique. Par ailleurs, il est vrai qu'un certain climat de tension existe à l'intérieur de la *JCCA* depuis la fin des années 1940. Patricia E. Roy démontre qu'avec la fin de la discrimination officielle, beaucoup de Nisei se sont interrogés quant à la pertinence de maintenir une

---

<sup>79</sup> *Ibid.*

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> *Ibid.*

<sup>82</sup> Voir le chapitre II, tableau 2.

association nationale<sup>83</sup>. Cependant, le court laps de temps entre ce questionnaire et les résultats de la cinquième conférence nationale a de quoi surprendre.

Autre changement lié à la cinquième réunion nationale : la direction de la *JCCA* se fera selon un principe d'alternance, un point qui était défendu par les Québécois d'adoption, qui sont d'ailleurs les premiers à hériter de cette tâche :

« The Fifth National J.C.C.A. Conference which convened during the Easter Week-end in Vancouver transferred to the Quebec J.C.C.A. the honour and at the same time the responsibility of National headquarters for the next two years. [...] National Headquarters will rotate every two years among the various provincial chapters of the J.C.C.A. and concentrate its efforts on political action »<sup>84</sup>.

Toutefois, le *Bulletin* ne traite pas des activités en lien avec cette tâche. D'ailleurs, la seule fois où le journal communautaire parle de l'association nationale, c'est au moment où la permanence de la *JCCA* est transférée à Winnipeg<sup>85</sup>. On y explique également le fonctionnement de l'association :

« The National executive composed almost entirely of local J.C.C.A. executives met monthly during the two years to handle matters which were beyond the jurisdiction of local and provincial bodies. Questions which were on a national scale were referred to National Headquarters and were dealt with there »<sup>86</sup>.

« L'honneur » d'avoir obtenu la direction de l'association pour une période de deux ans n'a donc pas eu d'écho dans le *Bulletin*.

Une nouvelle période de réflexion s'amorce en 1957 lorsque la direction est transférée en Ontario. Le *MB* reproduit un article écrit par l'éditeur d'*Outlook*, une

---

<sup>83</sup> Patricia. E. Roy, *The Triumph of Citizenship*, op. cit., page 232.

<sup>84</sup> « National J.C.C.A. Comes to Quebec », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 5 (mai 1953), page 1.

<sup>85</sup> « National J.C.C.A. Moves to Winnipeg », *Montreal Bulletin*, vol. 10, no. 8 (août 1955), page 1.

<sup>86</sup> *Ibid.*



publication mensuelle de la *JCCA* au Manitoba. Ce dernier défend l'association nationale et croit que ses concitoyens devraient s'y intéresser davantage :

« The Ontario chapter of the J.C.C.A. will undertake to run the national office of the organization for the next two years. Theirs will be a difficult and taxing job. They must maintain and strengthen if possible an organization beset with slackening support and apathy on the part of JC's as a whole »<sup>87</sup>.

L'auteur explique que le principal défi du Manitoba au cours de ce mandat de deux ans était de garder l'association en vie. Par ailleurs, Oike croit qu'une organisation nationale est pertinente, car il y a encore des enjeux importants pour la communauté japonaise : l'immigration, les relations avec les autres groupes ethniques et les lois provinciales et fédérales<sup>88</sup>.

Cette réflexion amorcée par le Manitoba se poursuit dans les pages du *Bulletin*. En décembre 1957, Akira Kawai qui est un membre du conseil d'administration de la *JCCA* au Québec écrit sur ce sujet. Il explique que l'association québécoise a réfléchi sur ses relations avec les autres provinces et surtout sur celles avec l'association nationale<sup>89</sup>. Il reprend également l'argument que les Nisei font preuve d'apathie et ne s'y intéressent pas. Selon Kawai, ce désintéressement s'explique aisément :

« Many will state that this tendency is natural for we have become more dispersed in the city subsequent to the migration after the war. Thus we have become more and more independent and secure in our daily life. Furthermore, they believe that when the J.C.C.A. was first formed the requirement of such an organization was more acute with problems relating to property, discrimination, immigration, civil rights, etc »<sup>90</sup>.

---

<sup>87</sup> E. Oike, « National J.C.C.A. Merits Our Support », *Montreal Bulletin*, vol. 12, no. 10 (oct. 1957), page 1.

<sup>88</sup> *Ibid.*

<sup>89</sup> Akira Kawai, « Japanese Canadian Citizens Association », *Montreal Bulletin*, vol. 12, no. 12 (déc. 1957), page 4.

<sup>90</sup> *Ibid.*

Toutefois, il passe sous silence le fait que sa propre association considérait justement que la *JCCA* n'avait plus sa raison d'être avec la fin des politiques discriminatoires du gouvernement fédéral. Kawai croit également que l'association nationale pourrait servir de lieu de discussion sur des sujets tels que la citoyenneté canadienne, ce qui permettrait d'échanger avec les immigrants japonais qui arrivent au Canada<sup>91</sup>.

Akira Kawai semble faire de la *JCCA* son cheval de bataille. Deux ans plus tard, il résume une rencontre des délégués de l'Est du Canada (Toronto, Hamilton, Québec et même l'association nationale)<sup>92</sup>. Il explique que l'association semble avoir un regain de vie et que les *Sansei* commencent à s'y impliquer. Il mentionne par ailleurs que l'association envisage la rédaction d'un ouvrage sur l'histoire des Japonais et qu'elle a retenu Ken Adachi pour faire le travail<sup>93</sup>. Cependant, cet enthousiasme de Kawai n'est pas suffisant, comme en témoigne un article publié deux mois plus tard. Intitulé sobrement *Quebec JCCA News*, le texte reprend une résolution adoptée le 21 mars 1959 :

« Whereas the Japanese Community interest in the Quebec JCCA has declined in the past several years and whereas the attendance at the General Meeting was TEN in number, be it resolved that the Quebec JCCA deems it necessary to suspend operations until public interest revives, and be it furthermore resolved that a COMMITTEE be elected to act as trustees for the present funds and all tangible assets »<sup>94</sup>.

Si ce texte laisse entendre que l'association provinciale cesse temporairement ses activités, ce n'est pas le cas du bilan qui est tracé dans ce même numéro du *Bulletin*. Le ton de l'article donne plutôt l'impression que la *JCCA* ne reprendra pas ses

---

<sup>91</sup> *Ibid.*

<sup>92</sup> Akira Kawai, « Notes from the JCCA Round Table Talks », *Montreal Bulletin*, vol. 14, no. 2 (fév. 1959), page 1.

<sup>93</sup> *Ibid.* Voir aussi la section *Les célébrations* du chapitre X.

<sup>94</sup> « Quebec JCCA News », *Montreal Bulletin*, vol. 14, no. 4 (avril 1959), page 2.

activités<sup>95</sup>. L'auteur, qui s'identifie avec les lettres S.D.F., reprend l'argumentaire classique des opposants de l'association : pendant et immédiatement après la guerre, la communauté avait besoin d'une seule voix pour défendre ses intérêts. Maintenant, la situation des gens d'origine japonaise a changé et ce type d'organisme n'est plus pertinent.

Dans un premier temps, S.D.F. trace un bilan positif de la *JCCA* qui a lutté efficacement contre la discrimination et qui a établi des ponts avec les autres groupes ethniques<sup>96</sup>. Du même souffle, il dénonce les têtes dirigeantes de la *JCCA* qui ne sont pas représentatives de la communauté et qui ont leurs propres idées de ce que sont les problèmes des *Nikkei* au Canada<sup>97</sup>.

Plus tard dans l'année, le *Bulletin* fait part de la réaction de la section manitobaine de la *JCCA* qui déplore l'arrêt des activités de sa consœur québécoise<sup>98</sup>. La réponse à cette réaction du Manitoba trahit une certaine amertume : on y explique que les choses qui étaient « bonnes du temps de nos pères ne le sont plus nécessairement aujourd'hui [traduction libre] »<sup>99</sup>. Surtout, le texte du *MB* explique que la communauté japonaise elle-même est en train de se dissoudre. D'une part les *Issei* vieillissent, ils sont de moins en moins actifs dans la communauté et sont isolés par la barrière de la langue. Quant aux *Nisei*, ils sont passés à autre chose et ne sont plus aussi soudés. L'auteur explique également que les églises qui étaient autrefois très fréquentées sont aujourd'hui désertées<sup>100</sup>. Un lecteur du *Bulletin* écrit une lettre au

---

<sup>95</sup> S.D.F., « The JCCA », *Montreal Bulletin*, vol. 14, no. 4 (avril 1959), page 6.

<sup>96</sup> *Ibid.*

<sup>97</sup> *Ibidem*, page 7.

<sup>98</sup> « The Need for Nisei Organization », *Montreal Bulletin*, vol. 14, no. 9 (août 1959), page 1.

<sup>99</sup> *Ibid.*

<sup>100</sup> *Ibid.*

journal quelques mois plus tard, dans laquelle il critique ce bilan. Selon lui, les Japonais ont encore besoin d'une association centrale, car ils sont encore victimes de discrimination et de racisme<sup>101</sup>. Cependant, le lecteur ne se prononce pas à savoir si la *JCCA* est la meilleure organisation pour défendre les intérêts de la communauté.

Malgré cet arrêt de leur association, les Japonais du Québec suivent de près l'évolution de la *JCCA*. Un participant revient même avec l'idée de la faire revivre au Québec<sup>102</sup>. Cependant, cette suggestion ne sera pas retenue. Quelques années plus tard, en 1967, le *Bulletin* annonce la dissolution définitive de cette association au Québec :

« The Quebec J.C.C.A. has been in a state of suspension since March 21st, 1959 when at a general meeting, a board of trustees was elected as caretaker of the assets of the organization until a need for or an interest in the JCCA should re-occur [...].

Now after more than 8 years of inactivity and no sign of renewed interest, the board of trustees after consulting with the following past presidents, H. Okuda, K. Nakashima, S. Toguri, M. Ochiai and J. Tanaka has decided to wind up the Quebec J.C.C.A. »<sup>103</sup>.

Cette annonce est suivie du bilan financier de l'association qui avait 1410,58 \$ de côté depuis la suspension de ses activités en 1959. Cette somme est redistribuée à plusieurs organismes, comme en témoigne le tableau 7.12. Fait intéressant : l'association donne à part égale aux trois grandes Églises de la communauté pour qu'elles acquièrent un immeuble. De l'argent est également donné au bottin téléphonique qui a longtemps été sous la supervision de la *JCCA*. La somme la plus importante est réservée au projet de jardin botanique, dont la réalisation prendra beaucoup de temps (voir le chapitre X).

---

<sup>101</sup> G. K., « Letter to the Editor », *Montreal Bulletin*, vol. 14, no. 11 (nov. 1959), page 1.

<sup>102</sup> « National JCCA Conference », *Montreal Bulletin*, vol. 16, no. 7 (juil. 1961), page 1.

<sup>103</sup> « Quebec J.C.C.A. Winds Up », *Montreal Bulletin*, vol. 22, no. 6 (juin 1967), page 3.

Tableau 7.12 Dernier bilan financier de la division québécoise de la JCCA, 1967

Type de don	Somme
Dépenses courantes	48,41 \$
Don pour le <i>Japan's Flood Disaster</i>	150,00 \$
Don au fonds immobilier de l'Église bouddhiste	250,00 \$
Don au fonds immobilier de la <i>Japanese United Church</i>	250,00 \$
Don au fonds immobilier de l'Église catholique	250,00 \$
Don pour le projet de bottin téléphonique	30,00 \$
Don au <i>Montreal Bulletin</i>	50,00 \$
Don au comité des Japonais de Montréal pour le projet de centième anniversaire (jardin)	350,00 \$
Dépenses pour la dissolution de l'association	32,17 \$
<b>Total</b>	<b>1410,58 \$</b>

Source : *Montreal Bulletin*, vol. 22, no. 6 (juin 1967), page 3

Finalement, l'association a fait un don de 150 \$ pour les victimes d'un typhon qui a touché le Japon.

La saga de la JCCA au Québec se termine donc à la suite de cette dissolution. En rétrospective, le *Bulletin* démontre qu'une variété d'opinions se sont confrontées à l'intérieur de la communauté japonaise quant à cette association. Dès ses premiers pas, elle a fait l'objet de certaines critiques et les premiers conseils d'administration firent tout leur possible pour que la communauté s'y intéresse. Des débats, des pique-niques, des cérémonies pour les étudiants finissants et d'autres activités organisées

par la *JCCA* ont été populaires<sup>104</sup>. Cependant, l'intérêt de la communauté se limitait à ces activités locales. La majorité des gens considéraient qu'il n'y avait plus d'intérêt à maintenir une organisation nationale. Certains dirigeants ont tenté de combattre ce manque d'enthousiasme, mais ces tentatives étaient vouées à l'échec. En effet, les *Nikkei* du Québec ont désormais un sentiment d'appartenance envers leur nouvelle communauté. Et, il semble qu'au cours des années 1950, ils veulent laisser de côté leur expérience de la Deuxième Guerre mondiale et se consacrer à leur nouvelle vie. Par ailleurs, les *Nisei* du Québec ne sont pas différents de ceux du reste du Canada : Ayukawa explique qu'au début des années 1960, la *NJCCA* fait face à une indifférence générale et s'éteint malgré quelques efforts pour la faire revivre<sup>105</sup>.

## Conclusion

Malgré la possibilité de retourner en Colombie-Britannique, la majorité des gens d'origine japonaise décident de rester au Québec après 1949. Les recensements de 1951 et de 1961 démontrent que cette communauté est implantée durablement dans la métropole francophone. Elle connaît une croissance naturelle importante et les *Nisei* en constituent le cœur. Et, sans surprise, cette communauté est majoritairement anglophone comme en témoignent les chiffres révélés par le recensement de 1951.

Le *Montreal Bulletin* représente cette communauté qui se transforme graduellement entre 1950 et 1970. Malgré un roulement de personnel important, le journal communautaire maintient son rythme de publication jusqu'en 1961. À partir de ce moment, il fait relâche durant la période estivale. Toutefois, l'équipe éditoriale couvre cette période du mieux qu'elle peut en publiant plus tard au mois de juillet et

---

<sup>104</sup> Voir le chapitre suivant.

<sup>105</sup> Midge Michiko Ayukawa, « Japanese – Politics », *Encyclopedia of Canada's People*, <http://www.multiculturalcanada.ca/Encyclopedia/A-Z/j2/10>. Consulté le 14 novembre 2013.

plus tôt au mois de septembre. L'équipe de rédaction qui travaille bénévolement fait face à d'autres défis : manque de temps pour trouver des nouvelles et manque d'argent. D'ailleurs, le journal devra organiser une collecte de fonds pour s'acheter une nouvelle machine à dupliquer.

Une tradition importante du *Bulletin* est révélatrice à la fois de l'intégration des Nisei à la communauté anglophone de Montréal et aussi à l'importance qu'ils accordent à la scolarité. En effet, à la fin de chaque année scolaire, le journal publie la liste des étudiants finissants, avec leur champ d'études et les mentions qu'ils ont obtenues. Dans un premier temps, cette liste comprend autant les étudiants universitaires et collégiaux que ceux du niveau *high school*. Par la suite, le *MB* va uniquement mentionner les étudiants de niveau postsecondaire. De plus, ce type de publication démontre que les *Nisei* se concentrent principalement dans le domaine des sciences et du commerce. Autre fait non négligeable, ces étudiants fréquentent majoritairement des établissements anglophones. L'Université de Montréal finira par accueillir des étudiants d'origine japonaise. Toutefois, ces derniers y vont surtout pour les études en théologie.

Le cas de la *JCCA* démontre aussi une facette importante de l'identité de la communauté japonaise du Québec. Cette dernière qui a toujours été réticente quant à l'organisation centrale et/ou nationale s'y est peu intéressée. En effet, la majorité ne croit plus en la pertinence d'une association qui défend la cause des Japonais au Canada. La Deuxième Guerre mondiale est terminée depuis longtemps et les dernières mesures restrictives du gouvernement fédéral sont tombées à la fin des années 1940. Les *Nisei* et la nouvelle génération, les *Sansei* sont davantage préoccupés par la vie locale. Et surtout, la communauté s'ouvre graduellement au fait francophone.

## CHAPITRE VIII

### INSTITUTIONS DE LA COMMUNAUTÉ JAPONAISE, 1950 – 1970

Parmi les nombreuses raisons évoquées par les Japonais du Québec pour justifier leur séparation de la *Japanese Canadian Citizens Association*, il y a l'argument lié à l'intégration à leur nouveau milieu de vie. Maintenant établis à Montréal, ces derniers ne se sentent plus interpellés par les enjeux dits nationaux défendus par les autres communautés japonaises à travers le Canada. Les *Nisei* et leurs parents désirent plutôt se concentrer sur leur vie au quotidien.

Comment se traduit ce nouvel intérêt de la communauté à l'intérieur des pages du journal communautaire? Est-ce que le *Bulletin* ouvre ses pages aux nouvelles locales ou mêmes provinciales? Si c'est le cas, est-ce que le journal s'intéresse davantage à la politique, à la culture ou à d'autres aspects spécifiques au Québec? De façon générale, est-ce que le *MB* donne des indices quant à l'intégration ou non de la communauté japonaise à la société québécoise?

Le chapitre IV a démontré que les protestants et les catholiques ont joué un rôle important dans l'établissement des Japonais au Québec. Est-ce que l'Église catholique s'est intéressée aux Japonais dans les années 1950 et 1960? S'est-elle désintéressée de la communauté ou a-t-elle joué un rôle plus important au cours de cette période? Cette question mérite qu'on s'y attarde, car les Japonais de Montréal sont les seuls au Canada à évoluer dans un milieu majoritairement catholique. Quant à l'Église Unie, qui a aussi joué un rôle important au moment de l'arrivée des *Nikkei*



au Québec, quelle a été son évolution durant ces vingt années ? De même pour l'Église bouddhiste. Cependant, son cas est particulier, car cette religion n'est pas reconnue par l'État québécois. Quelle est l'importance de cette question pour les bouddhistes? Ont-ils été appuyés par les autres Japonais ou se sont-ils trouvés des alliés dans cette croisade? Est-ce qu'ils se sont mobilisés pour d'autres enjeux ou est-ce que le mouvement de reconnaissance constitue le fait marquant de la communauté bouddhiste pour les années 1950 et 1960?

### 8.1 L'ouverture au Québec

Avant les années 1950, le *Bulletin* ne s'attarde pas aux nouvelles locales ou provinciales. Comme mentionné dans les chapitres précédents, la communauté est davantage intéressée par les enjeux nationaux. Avec la fin de la discrimination officielle en 1949 (exception faite des règlements quant à l'immigration asiatique), les Japonais ont désormais le choix de demeurer où ils veulent au Canada. Ceux qui choisissent de rester au Québec vont s'y intéresser à partir des années 1950. Les *Nikkei* s'ouvrent graduellement à la culture québécoise : ils participent au défilé de la Saint-Jean-Baptiste, s'intéressent à la vie politique municipale et provinciale et au fait francophone.

Deux mémoires de maîtrise se sont intéressés à la question d'assimilation ou d'intégration des Japonais au Québec. Le premier, rédigé par Keiko Minai, s'intéresse davantage aux migrants japonais qui arrivent à Montréal au cours de la période d'après-guerre et plus particulièrement à la fin des années 1960<sup>1</sup>. Ces derniers doivent s'intégrer à la fois à la société québécoise et à la communauté japonaise de Montréal, composée majoritairement de *Nisei*.

---

<sup>1</sup> Keiko Minai, *The Japanese in Montreal : Socio-Economic Integration and Ethnic Identification of an Immigrant Group*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université McGill, 1977, 210 pages. Voir aussi le chapitre suivant.

Quant à elle, Kuniko Kondo porte son étude sur « les immigrants d'origine japonaise arrivés au Canada avant 1941, en nous limitant à ceux de la première génération (*Issei*) et à leurs descendants »<sup>2</sup>. Dans le chapitre II, Kondo analyse l'évolution de l'identité de la communauté, en la divisant sous deux thèmes : les aspects extérieurs (langue, tradition, fréquentations, participations aux activités communautaires) et les aspects intérieurs (obligations morales, mariage endogame et la notion de famille)<sup>3</sup>. En plus de cela, elle se base sur le *Montreal Bulletin* afin de voir quel est « le processus d'intégration des Japonais à la vie montréalaise »<sup>4</sup>. Kondo s'attarde principalement aux années 1940, en mentionnant la difficulté de se trouver un logement (ce qui n'était pas uniquement le cas des gens d'origine japonaise) ou encore de certains exemples de discrimination à leur égard<sup>5</sup>. Finalement, Kondo retrace l'évolution des principales institutions (religieuses, politiques et culturelles) de la communauté. Cependant, cette analyse n'inclut pas les contacts avec les Québécois, l'auteure se concentrant uniquement sur l'évolution interne des institutions qu'elle étudie.

Or, la communauté japonaise s'ouvre peu à peu à la vie montréalaise. L'exemple le plus significatif est sans contredit la participation de la communauté au défilé de la Saint-Jean-Baptiste, annoncée dans le *Bulletin* en juin 1950. L'article explique que la Société Saint-Jean-Baptiste a « invité la communauté japonaise, ainsi que les autres minorités raciales, à se joindre au défilé du 24 juin [traduction libre] »<sup>6</sup>. Le journal mentionne qu'il s'agit d'une tâche imposante, mais que la communauté s'est lancée

---

<sup>2</sup> Kuniko Kondo, *Les Canadiens d'origine japonaise à Montréal : leur processus d'intégration à la vie canadienne*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université de Montréal, 2001, page 3.

<sup>3</sup> *Ibidem*, page 89.

<sup>4</sup> *Ibidem*, page 90

<sup>5</sup> *Ibidem*, pp. 95 – 101.

<sup>6</sup> « Japanese Float Joins Montreal's Biggest Annual Parade », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 6 (juin 1950), page 1.

avec enthousiasme dans le projet de construire un char allégorique, composé de fleurs de cerisier ainsi que de branches de glycine (*wisteria*)<sup>7</sup>. Les Japonais du Québec veulent atteindre deux objectifs en participant au défilé. D'une part, ils veulent faire connaître la culture japonaise :

« Ventures such as this show the larger Montreal community the beauty and colour of Japanese custom and folklore. It shows them in miniature what Japan itself is like and the existence in their midst of a small but dynamic minority group »<sup>8</sup>.

D'autre part, la communauté japonaise veut se doter d'un objectif rassembleur : « Projects of this type also bring together the Japanese community as a whole in one common effort »<sup>9</sup>. Sans contredire la thèse d'assimilation, ces deux points démontrent que la communauté mise en partie sur son héritage japonais, qu'elle veut faire connaître aux autres Montréalais. De plus, les Japonais du Québec considèrent que la participation au défilé permettra de resserrer les liens intercommunautaires. Ils veulent démontrer que leur communauté est bien vivante et possède sa propre culture. Le but n'est donc pas de démontrer leur parfaite assimilation à la vie montréalaise.

Alors que cette participation concerne l'ensemble de la communauté, c'est la chronique catholique *Echoes of Saint [sic] Raphael's House* qui fait le compte rendu de l'événement<sup>10</sup>. Intitulé « Les Japonais de Montreal [sic] », l'article mentionne que :

« Saturday, June 24th, was a memorable date for the Japanese Community and for the personnel of this House. Everyone was very proud to view the beautiful float as it passed by during the parade of 'la Saint Jean Baptiste', and we at

---

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> *Ibid.*

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> Voir la section portant sur l'Église catholique.

Saint [sic] Raphael's House were greatly honoured to have the float visit our House even for a brief moment »<sup>11</sup>.

Mais surtout, le texte souligne l'opportunité que peut représenter le défilé pour la communauté :

« May this intimate contact with our French-Canadians increase your confidence in that we regard it as an honour to have you in the Province of Quebec, and especially in our beloved city of Montreal, where so much efforts is spent in allowing each individual to gain its rights according to his own merits and personality and not by race and colour »<sup>12</sup>.

L'Église catholique encourage donc les contacts de la communauté avec les francophones de Montréal. D'ailleurs, la participation au défilé de la Saint-Jean-Baptiste devient une tradition au sein de la communauté. Les Japonais du Québec s'y joignent à chaque année au cours de la décennie 1950<sup>13</sup>.

Le désir de l'Église catholique de mieux faire connaître la communauté japonaise, combiné à la volonté des *Nikkei* de faire connaître leur culture, permet à ces derniers de faire graduellement leur place dans la métropole francophone. D'ailleurs, cette notion d'intégration ne se limite pas aux actions de l'Église catholique : le *Nisei Fellowship Group* (NFG), un groupe affilié à la *First United Church* encourage également les contacts avec les autres groupes ethniques de Montréal.

Le groupe mentionne dans son bilan de la fin de l'année 1950 que : « During the year we held socials with other ethnic groups, and enjoyed evenings of games, fun entertainment and movies »<sup>14</sup>. Grâce à ses activités, la *NFG* favorise donc, tout

---

<sup>11</sup> « Les Japonais de Montreal », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 7 (juillet 1950).

<sup>12</sup> *Ibid.*

<sup>13</sup> « St. Jean Baptiste Parade », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 6 (juin 1953), page 1 ; « Community Float », *Bulletin*, vol. 10, no. 6 (juin 1955), page 1 ; « The Japanese Catholic Church », *Montreal Bulletin*, vol. 14, no. 7 (juil. 1959).

<sup>14</sup> « The Year in Review », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 12 (déc. 1950), page 5.

comme l'Église catholique, les contacts entre ses membres et les gens issus d'autres communautés culturelles<sup>15</sup>. Les ligues sportives, principalement de baseball et de quilles vont également permettre aux *Niseis* de tisser des liens avec les autres groupes ethniques présents à Montréal. Dès 1948, le *Bulletin* annonce la création d'une équipe de baseball qui affrontera d'autres équipes de Montréal dans une ligue<sup>16</sup>. Fait à noter, l'équipe *nisei* est dirigée par Ty Suga, considéré comme l'un des meilleurs lanceurs des Asahi, une équipe de baseball de Vancouver qui a gagné dix championnats, de 1919 à 1940<sup>17</sup>.

#### 8.1.1 La politique municipale et provinciale

Autre signe de l'intérêt grandissant des *Nisei* à l'égard de leur nouvel environnement : le *Bulletin* accorde plus de place à la politique municipale et provinciale. Le journal incite ses membres à aller voter, tout en s'abstenant de se prononcer en faveur d'un parti ou d'une idée. La politique municipale occupe également peu de place dans le journal communautaire. L'un des rares politiciens à être nommé dans le *MB* est l'ancien maire Camillien Houde, qui a côtoyé des gens d'origine japonaise lors de son emprisonnement durant la Deuxième Guerre mondiale.

Dans l'édition du mois d'octobre 1954, le journal rappelle à ses lecteurs qu'il y aura des élections le 25 de ce mois<sup>18</sup>. Il explique les critères pour être considéré comme un électeur : être âgé de 21 ans ou plus et être un sujet britannique. Les propriétaires

---

<sup>15</sup> Voir également le chapitre IV pour davantage d'informations sur le *NFG*.

<sup>16</sup> « Montreal Nisei Baseball Team Makes Debut in City », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 5 (mai 1948), page 4.

<sup>17</sup> Musée national du Patrimoine Nikkei, *Asahi, Légendes du baseball canadien*, Musée national du Patrimoine Nikkei, 2007, <http://www.museevirtuel-virtualmuseum.ca/sgc-cms/expositions-exhibitions/asahi/index2.php?loc=fr-CA>, consulté le 15 janvier 2014.

<sup>18</sup> « Civic Elections – October 25<sup>th</sup> », *Montreal Bulletin*, vol. 9, no. 10 (oct. 1954).

ont le droit de voter pour le maire, pour trois conseillers « A » et trois conseillers « B »<sup>19</sup>. Quant à eux, les locataires peuvent voter pour le maire et trois conseillers « B »<sup>20</sup>. Toutefois, l'article ne fait pas mention des candidats ou d'enjeux précis. L'élection sera gagnée par Jean Drapeau. Le sort de Camillien Houde, le maire sortant, préoccupe davantage les lecteurs du *Bulletin* que le résultat des élections : « Since the new Montreal Mayor took over office, there has been no news about Camillien Houde. Wonder where he keeps himself these days... »<sup>21</sup>. Le *Bulletin* ne creuse pas davantage la question. Cependant, la mort de Houde, qui surviendra en 1958, est soulignée par le journal qui mentionne que l'ancien maire était bien connu et apprécié des Canadiens d'origine japonaise<sup>22</sup>.

La première mention de la politique provinciale a lieu en 1952, à la suite d'une nouvelle victoire électorale du Premier ministre Maurice Duplessis. Le *Bulletin* se contente de rapporter les résultats, en mentionnant que l'Union Nationale demeure le premier choix des Québécois, mais que le Parti Libéral du Québec (PLQ) a gagné plusieurs voix<sup>23</sup>. De plus, le journal écrit qu'à la vue des résultats électoraux, les Québécois ne sont pas intéressés par les politiques du *Co-operative Commonwealth Federation* (CCF). En effet, le Parti Social Démocratique qui défend un programme semblable à celui du CCF ne recueille que 0,96% des voix<sup>24</sup>.

---

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> « Montreal Merry-go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 10, no. 1 (janv. 1955), page 2.

<sup>22</sup> « Montreal Merry-go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 13, no. 9 (sept. 1958), page 4.

<sup>23</sup> « Montreal Merry-go-round », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 7 (juil. 1952), page 4.

<sup>24</sup> Jean-Herman Guay (dir.), *16 juillet 1952 : L'apogée d'une redoutable machine électorale*, Le Bilan du Siècle, Université Laval, <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pagesElections.jsp?annee=1952>. Consulté le 15 janvier 2014.

Il faudra attendre l'année 1960 avant que le journal ne s'intéresse à nouveau à la politique provinciale. Pour l'occasion, le *MB* explique que toutes les communautés ethniques de Montréal doivent aller voter même si elles sont sous-représentées par les partis politiques<sup>25</sup>. On incite également les électeurs à bien étudier les plateformes électorales afin de faire un choix éclairé. Et surtout, l'article y va d'une mise en garde importante : dans certaines circonscriptions, des candidats ont le même prénom et le même nom de famille. Par exemple, pour le comté de Laurier, il y a un René Lévesque pour le PLQ et un autre qui est candidat pour l'Union Nationale. De même pour Maisonneuve, où il y a deux « Maurice Dupres [sic] »<sup>26</sup>. Le journal ne commente pas rapidement la victoire libérale. Il faut attendre la revue de l'année 1960 avant que le *MB* ne se prononce sur le sujet. On y écrit : « The two words that seem to characterize this fateful year 1960 are “change” and “activity” »<sup>27</sup>. Ces deux mots sont en lien direct avec la victoire des libéraux de Jean Lesage. Selon le journal, le gouvernement Lesage amène une nouvelle ère de coopération avec Ottawa<sup>28</sup>.

Le *MB* a un ton légèrement différent en ce qui concerne la politique fédérale. Sans avoir une position éditoriale claire, le journal se prononce davantage sur cette question. Au sujet des élections fédérales de juin 1957, on rappelle que le Parti libéral est au pouvoir depuis 1936, ce qui constitue un record<sup>29</sup>. Par ailleurs, le *Bulletin* souligne ce qui lui semble être un paradoxe : alors que les libéraux sont très forts sur la scène nationale, ils ne sont au pouvoir que dans trois provinces canadiennes. Ce portrait ne constitue pas une charge contre le gouvernement libéral. Cependant, le

---

<sup>25</sup> « Quebec Election June 22<sup>nd</sup> », *Montreal Bulletin*, vol. 15, no. 6 (juin 1960), page 1.

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> « The Year in Retrospect », *Montreal Bulletin*, vol. 15, no. 12 (déc. 1960), page 2.

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> « Vote on June 10<sup>th</sup> », *Montreal Bulletin*, vol. 12, no. 5 (mai 1957), page 1.

*Bulletin* n'a pas fait un tel bilan du gouvernement de l'Union Nationale, qui domine pourtant la scène électorale provinciale depuis 1944.

L'élection fédérale sera remportée par le Parti conservateur de John Diefenbaker. Le *Bulletin* se réjouit particulièrement de l'élection de Douglas Jung, qui devient le premier député d'origine chinoise à siéger à la Chambre des Communes : « For the Nisei Jung's success as a P.C. candidate is something to give sober thought to. At some future date, Nisei's too may be sitting in Parliament »<sup>30</sup>. En effet, les *Nisei* n'ont pas réussi à percer sur la scène politique. L'un des seuls à l'avoir fait est Tom Shoyama, ancien éditeur du *New Canadian*, qui sera nommé en tant que conseiller économique pour le gouvernement CCF de la Saskatchewan<sup>31</sup>.

Moins d'un an après l'élection de 1957, une nouvelle campagne électorale fédérale est déclenchée<sup>32</sup>. Le *MB* en profite pour tracer un portrait des deux grands partis fédéraux :

« Traditionally the Liberal Party is the small man's party – labour groups, small business men and shopkeepers usually vote Liberal. The Conservative party is traditionally the party of big business and its major support normally comes from big corporations. This party [...] is usually associated with high tariffs. A high tariff wall is supposed to protect small manufacturers, to encourage infant industries and to hasten industrialization, but usually ends up in a higher cost of living for all and larger profits for huge corporations »<sup>33</sup>.

Bien que le journal ne se prononce pas contre le gouvernement Diefenbaker, il critique ses politiques économiques en général. Une fois de plus, le journal ne se permet pas de telles observations pour la politique municipale ou provinciale du Québec.

---

<sup>30</sup> « Thoughts on the Results », *Montreal Bulletin*, vol. 12, no. 6 (juin 1957), page 1.

<sup>31</sup> Maze Kozé, « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 16, no. 11 (oct. 1961), page 7.

<sup>32</sup> Craig Brown (dir.), *Histoire générale du Canada*, Montréal, Boréal Compact, 1990, page 600.

<sup>33</sup> « Thoughts on Election Day – March 31 », *Montreal Bulletin*, vol. 12, no. 3 (mars 1958), page 1.



#### 8.1.1.1 Le séparatisme

De façon générale, le *MB*, ses éditeurs et même les lecteurs ne prennent pas position quant à un parti politique, à un candidat ou encore une idéologie. Cette situation change en 1966, alors que le *Bulletin* publie en première page une causerie de madame M. Asazuma devant le *Dana Club* (un regroupement de femmes bouddhistes). Il s'agit probablement de Mary Asazuma, une collaboratrice régulière du *MB* et qui écrit aussi des lettres d'opinions dans le *Montreal Star*<sup>34</sup>.

Le texte, qui s'étale sur deux pages et demie, fait la présentation de ce que la conférencière décrit comme étant une maladie : le séparatisme<sup>35</sup>. Elle considère que son regard, qui n'est pas celui d'une des deux races fondatrices, peut jeter un nouvel éclairage sur cette question controversée :

« Tonight, I am hoping to extend the current controversial disease or DISEASE that besets this fair province – Separatism – onto a Third Dimensional plane – that is the viewpoint of a non-member of neither of the so called founding nations of Canada – and as my active contributory opinion as a Canadian citizen to a fairer solution on this difficult controversy »<sup>36</sup>.

Elle ajoute également que, en tant qu'individu qui a vécu la discrimination une bonne partie de sa vie, elle ne peut concevoir que deux peuples, avec une culture et une langue différente, n'arrivent pas à s'entendre. Selon madame Asazuma, la faute revient autant aux Anglais qu'aux Français<sup>37</sup>. Elle croit que l'avenir du Canada passe par le travail et la collaboration de tous ses groupes ethniques. D'ailleurs, la

<sup>34</sup> Maze Koze, « The Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 24, no. 9 (oct. 1969), page [?].

<sup>35</sup> M. Asazuma, « Separatism – Three Dimensional », *The Montreal Bulletin*, vol. 21, no. 4 (avril 1966), pp. 1, 3, 4.

<sup>36</sup> *Ibidem*, page 1.

<sup>37</sup> *Ibid.*

conférencière mentionne que son point de vue est partagé par d'autres gens issus de groupes ethniques<sup>38</sup>. Elle en profite également pour mentionner que tous doivent faire partie du Canada et pas seulement les deux nations fondatrices. Selon elle, la diversité du pays pourrait constituer sa force dans le monde.

Dans la deuxième partie de son texte, la conférencière s'attaque à la notion de séparatisme. Son argument : si les Canadiens français considèrent qu'ils n'ont jamais vraiment fait partie du Canada, alors ils ne peuvent pas vraiment s'en séparer<sup>39</sup>. Elle explique également qu'il ne faut pas insister sur le séparatisme, mais plutôt sur l'unionisme, c'est-à-dire considérer le Canada comme étant une seule entité géographique. En reconnaissant cette union, les Canadiens français pourront alors être pleinement acceptés par le Canada anglais. Asazuma mentionne également que si le reste du Canada suivait la logique séparatiste, il serait aussi très divisé, car il y a plusieurs groupes ethniques : on ne pourrait plus « parler de deux solitudes, mais de plusieurs solitudes [traduction libre] ». <sup>40</sup> Elle insiste une fois de plus sur la diversité ethnique du Canada. Ce point doit constituer une force et non une faiblesse pour le pays :

« Surely it is time for a more sophisticated Canada to look into all the backyards to form a most interesting mosaic for itself. If this attitude had prevailed in 1941, there need never [sic] been have the disgraceful evacuation of the J.C.s [...] » <sup>41</sup>.

Elle considère que la création d'un centre d'études asiatiques à l'Université de la Colombie-Britannique constitue un geste d'ouverture à l'égard des Japonais du Canada, mais que ce centre arrive 58 ans trop tard.

---

<sup>38</sup> *Ibidem*, pp. 1 – 2.

<sup>39</sup> *Ibidem*, page 3.

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> *Ibid.*

Le texte d'Asazuma se distingue des autres écrits publiés dans le *MB* à plusieurs égards. Dans un premier temps, il s'agit d'un des rares textes d'opinion signés. Également, la critique qu'elle fait de la notion des deux peuples fondateurs est intéressante. Selon elle, cette idée laisse de côté plusieurs groupes ethniques qui ont également contribué à façonner le Canada. L'idée des plusieurs solitudes est également évocatrice : selon elle, les différents groupes ethniques doivent faire des efforts afin de tous se comprendre. Cependant, Mary Asazuma est très critique envers la doctrine du séparatisme, dont elle ne reconnaît pas la légitimité. D'ailleurs, son argumentaire est plus faible à ce niveau, surtout lorsqu'elle mentionne que les Canadiens français ne peuvent pas se séparer d'une entité dont ils n'ont jamais fait partie (du moins en principe). Cependant, elle mentionne clairement que :

« From a 3rd party viewpoint – and especially from the viewpoint of a person who lived through almost half a lifetime of discrimination and thus ending up on future that has been blighted by past frustration – the idea that people of a different tongue and tradition cannot hope to understand each other must be blamed on both side »<sup>42</sup>.

Selon cet argument, les gens d'origine japonaise ont donc un rôle à jouer afin de mieux se faire connaître et ainsi, faire diminuer la discrimination à leur égard.

En résumé, l'ouverture de la communauté japonaise à la vie montréalaise et québécoise s'est faite graduellement. Après une participation réussie au défilé de la Saint-Jean-Baptiste, elle s'est davantage intéressée à ce qui se passait autour d'elle. Le *Bulletin* a fait une place timide à des informations plus locales. Le journal a maintenu sa mission première, soit d'offrir des nouvelles qui puissent intéresser l'ensemble des Japonais au Québec. De même, sa position éditoriale a peu changé et, à quelques exceptions près, le *MB* ne s'est pas prononcé en faveur d'un candidat, d'un parti ou d'une idéologie, à l'exception du texte de M. Asazuma sur la maladie du séparatisme. Cette réflexion n'a pas suscité de débat à l'intérieur des pages du

---

<sup>42</sup> *Ibidem*, page 1.

journal. Il n'y eut pas de réaction en faveur ou en défaveur de la position de madame Asazuma et le journal n'a pas récidivé avec d'autres textes d'opinion au cours de cette période.

### 8.1.2 Début des relations avec le Québec

Le *Montreal Bulletin* ne se limite pas à la couverture politique ou religieuse du Québec. Il s'ouvre peu à peu à la culture et à l'actualité québécoise. Par exemple, le journal parle de la possible mise en scène à Broadway du spectacle *Fridolin*, écrit par Gratien Gélinas<sup>43</sup>. Le *Bulletin* se prononce aussi sur les émeutes qui ont lieu à Montréal à la suite de la suspension du joueur de hockey Maurice Richard, le 17 mars 1955. Publié à peine deux jours plus tard, le *MB* mentionne que cet événement est tout à fait regrettable, ayant causé des milliers de dollars de dommage<sup>44</sup>. Le journal mentionne que la suspension imposée à Richard est une décision dure mais juste et rappelle que le joueur n'en était pas à sa première infraction. Au cours de cette même année, le *Montreal Bulletin* rapporte le grand succès de la télésérie « La famille Plouffe » et mentionne que l'émission reviendra pour une nouvelle année, au grand plaisir de tous les téléspectateurs<sup>45</sup>.

La communauté songe également à faire connaître la culture japonaise aux Montréalais, à la même époque où elle participe aux défilés de la Saint-Jean-Baptiste. Le prétexte est la signature du traité de San Francisco en 1951, qui met fin officiellement à la guerre entre le Japon et les principaux pays alliés<sup>46</sup>. On songe à présenter des arrangements floraux ainsi que la cérémonie du thé. Selon l'article,

<sup>43</sup> « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 12 (déc. 1950), page 8.

<sup>44</sup> « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 10, no. 3 (mars 1955), page 4.

<sup>45</sup> Lulu, « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 10, no. 7 (juil. 1955), page [?].

<sup>46</sup> « Japan Display », *Montreal Bulletin*, vol. 6, no. 9 (15 sept. 1951), page 1.

l'événement serait un bon moyen de créer des liens avec les Québécois. L'idée est acceptée et au mois d'octobre, le journal annonce que la *JCCA* a parrainé un festival des fleurs qui a été un grand succès et qui a même été couvert par le *Montreal Gazette* (figure 9.1.)<sup>47</sup>.

Figure 8.1 Spectacle d'arrangement floral, 1951



Source : *The Montreal Gazette*, 15 octobre 1951, page 19.

L'article du *MB* souligne également que la proposition venait de la section *issei* de l'organisme. Cette dernière s'est occupée des arrangements floraux, tandis que les *Nisei* se sont occupés de l'accueil des visiteurs. Le *Bulletin* explique que l'événement est un succès et permettra à la communauté de « [...] increase in stature as a distinct ethnic group »<sup>48</sup>. Cette initiative de rapprochement est d'ailleurs l'une des premières qui n'est pas liée directement à l'intervention de l'Église catholique. Ainsi, la *JCCA* ne se limite pas uniquement à des actions à l'intérieur de sa communauté : elle tente également de bâtir des ponts avec les autres groupes ethniques de Montréal et surtout

<sup>47</sup> « JCCA Holds Flower Festival to Commemorate the Peace Treaty », *Montreal Bulletin*, vol. 6, no. 10 (20 oct. 1951), page 1.

<sup>48</sup> *Ibid.*

de faire connaître les Japonais. Fait à noter : la photographie met en vedette Seisho Kuwabara, future membre de l'Ordre du Canada<sup>49</sup>.

Les Québécois anglophones s'intéressent également à la petite communauté japonaise, à commencer par le *Montreal Star* qui publie régulièrement des lettres de Mary Asazuma, ainsi que les résultats scolaires des jeunes membres de la communauté. Les radios et la télévision font également connaître les Japonais du Québec. Ainsi, le *Bulletin* du mois de septembre 1952 explique qu'une équipe de la *Canadian Broadcasting Corporation* (CBC) était de passage à la garderie de la communauté. On affirme que l'équipe de tournage a été enchantée par le spectacle, qu'elle diffusera au cours du mois d'octobre<sup>50</sup>.

Un organisme est également fondé en 1960 afin de rapprocher les cultures canadienne et japonaise. Le *Montreal Bulletin* rapporte la fondation en juin 1960 de la *Japan Society of Canada* (JSC). Son objectif est simple :

« Col. Maurice Halle acted as chairman for the evening. Col. Halle spoke on the background of the organization and explained that its formation is owed to the efforts of interested individuals in Montreal (principally non-Japanese) who sought some means of enlarging their knowledge and understanding of Japanese culture »<sup>51</sup>.

Le docteur Hori fait partie du premier conseil d'administration de la JSC, ainsi que deux professeurs de l'Université de Montréal, Robert Garry (géographe) et L. V. Randall (historien de l'art)<sup>52</sup>. Les trois occupent un poste d'administrateur. À la fin de leur première rencontre, les membres de la JSC font part d'un souhait : « Members

---

<sup>49</sup> Voir le chapitre X. La légende de la photographie l'identifie erronément sous le nom de Kuwawara.

<sup>50</sup> « September Echoes from St. Raphael's – TV At our Kindergarten », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 9 (20 sept. 1952), page [?].

<sup>51</sup> « Japan Society of Canada », *Montreal Bulletin*, vol 15, no. 7 (16 juil. 1960), page 2.

<sup>52</sup> *Ibid.*

present expressed the hope that both niseis and isseis would attend future meetings and participate in the activities of the Society »<sup>53</sup>. La société projette ensuite un film sur le mariage du prince Akihito, un autre sur l'art de la charpenterie au Japon et finalement un film sur la musique japonaise<sup>54</sup>.

La *Japan Society of Canada* publicise à l'occasion ses activités dans le journal communautaire et offre un résumé de ses assemblées générales annuelles<sup>55</sup>. Pour l'année 1961, deux Japonais siègent au c.a. : un occupe le poste de premier vice-président et l'autre celui de trésorier<sup>56</sup>. L'année suivante, un seul *Nisei* œuvre au sein de l'organisme. Cette tendance se poursuivra au cours des années suivantes : les non Japonais sont majoritaires dans les postes administratifs de la *JSC*.

Le nombre de membres est évocateur de l'engouement à l'égard de la culture japonaise. Au cours de son bilan pour l'année 1961 – 1962, la présidente mentionne que 135 personnes ont joint les rangs de la *JSC* depuis sa fondation. Ses membres ont droit à des projections de films japonais ou encore à des conférences sur l'art traditionnel de ce pays. Pour l'année 1963, l'organisme en propose quatre portant respectivement sur l'art de la calligraphie, sur la taille de pierre, sur les estampes japonaises et sur l'influence des dynasties chinoises sur l'art japonais<sup>57</sup>. Quant aux films japonais, ils sont généralement projetés à la fin des assemblées générales annuelles.

---

<sup>53</sup> « Japan Society of Canada », *Montreal Bulletin*, vol 15, no. 7 (16 juil. 1960), page 3.

<sup>54</sup> *Ibid.*

<sup>55</sup> Par exemple : « Japan Society of Canada », *Montreal Bulletin*, vol. 16, no. 4 (avril 1961), page 4 ; « Japan Society of Canada », *Montreal Bulletin*, vol. 17, no. 6 (juin 1962), page 4.

<sup>56</sup> « Japan Society of Canada », *Montreal Bulletin*, vol. 16, no. 4 (avril 1961), page 4.

<sup>57</sup> « Japan Society of Canada », *Montreal Bulletin*, vol. 18, no. 2 (16 fév. 1963), page 7.

Malgré que son centre d'intérêt soit davantage tourné vers le Japon, la *Japan Canada Society* établit des liens avec la communauté japonaise du Québec. Celle-ci participe à plusieurs des activités de la *JCS*, que ce soit des danses traditionnelles, des démonstrations de judo ou d'*ikebana*<sup>58</sup>. La société offre également des cours de langue japonaise à ses membres. Donnés par une enseignante d'origine japonaise, ils sont très populaires. Le c.a. mentionne d'ailleurs que plusieurs membres veulent suivre ces cours<sup>59</sup>. En mai 1965, la *JCS* fait le compte-rendu de l'une de ses activités :

« The Japan Society of Canada reports they held a very successful social evening at the Centre Sociale [sic] of the University of Montreal [...]. Delicious Japanese food prepared by the Dana Club was the first treat of the evening. The buffet was followed by a film and a talk on Japanese dress. Various types of odori were performed and the evening ended with members participating in a tanko-bushi [danse traditionnelle japonaise] »<sup>60</sup>.

En plus des spectacles, la communauté des femmes bouddhiste fournit les mets japonais

Même si elle s'intéresse d'abord et avant tout à la culture japonaise traditionnelle, la *JSC* est l'une des premières organisations non religieuses à s'intéresser aux Japonais du Québec. Elle constitue un lieu d'échange et d'apprentissage où deux cultures se côtoient. Cependant, son influence est difficilement mesurable. Dans la mesure où les conférences portaient sur des sujets pointus, la *JSC* devait attirer davantage les milieux universitaires et d'affaires, comme en témoigne son conseil d'administration.

### 8.1.3 Le cas du docteur Hori

<sup>58</sup> « Japan Society of Canada », *Montreal Bulletin*, vol. 17, no. 6 (16 juin 1962), page 4.

<sup>59</sup> « Japan Society of Canada », *Montreal Bulletin*, vol. 18, no. 7 (27 juil. 1963), page 2.

<sup>60</sup> Maze Koze, « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 20, no. 4 (mai 1965), page [?].



Le docteur George C. Hori représente le parfait exemple d'intégration des migrants japonais à Montréal. Il naît en 1911 à Okayama au Japon<sup>61</sup>. Sa mère et lui prennent le bateau huit ans plus tard à destination de Vancouver<sup>62</sup>. Après avoir fait ses études en médecine en Colombie-Britannique, George Hori se rend aux États-Unis où il passe six ans. Il revient au Canada peu de temps avant l'attaque de Pearl Harbor et sera arrêté quelques jours plus tard par des officiers de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC)<sup>63</sup>. Le docteur Hori est tout d'abord envoyé aux bureaux d'immigration, où il est incarcéré pendant quarante jours. Par la suite, il est transféré au camp de Petawawa, où il fait la rencontre du maire de Montréal, Camillien Houde. C'est grâce à cet homme que le docteur Hori va éventuellement se rendre au Québec :

« He and I got to know one another and soon became friends. When I and other Japanese internees were being transferred to another camp, he told me to get out of the internment camps and go to Montreal. He said he had a number of friends in Montreal, some of whom were quite prominent, who could be able to help me out »<sup>64</sup>.

Le médecin établit donc des contacts avec le milieu politique de Montréal bien avant son arrivée dans la ville. Peu de temps après cette rencontre, Hori est transféré au camp d'Angler<sup>65</sup>. Soutenant la politique de dispersion du gouvernement fédéral qui

---

<sup>61</sup> « Dr. Chikao George Hori », *Montreal Bulletin*, vol. 55, no. 2 (fév. 2000), page 13. Sa date de naissance n'est pas mentionnée, mais l'article précise qu'il est mort le 11 décembre 1999 à l'âge de 88 ans.

<sup>62</sup> Dr. C. G. Hori, « My life in internment camps », *The New Canadian*, vol 58, no. 3 (13 janv. 1994), page 1. Merci à Greg Robinson qui m'a transmis cet article.

<sup>63</sup> *Ibid.*

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> *Ibid.*

représente, selon lui, une opportunité pour les jeunes *nisei*, il est rapidement considéré comme un collaborateur par ses codétenus<sup>66</sup>.

Après cet incident, la GRC rencontre le docteur Hori et lui demande de participer au transfert des Japonais dans l'Est du Canada<sup>67</sup>. Il explique alors avoir été transféré au camp de Slocan, en compagnie de ses parents, où ses talents médicaux sont mis au service d'une compagnie forestière<sup>68</sup>. Insatisfait de son expérience de travail, il rencontre les responsables de la *British Columbia Security Commission* (BCSC) et il demande à être transféré à Montréal, où il sera aidé par les amis du maire Houde<sup>69</sup>. Il fait ensuite une demande d'admission à McGill qui lui refuse sous prétexte qu'il est un *enemy alien*<sup>70</sup>. Hori se plaint à la BCSC et peu de temps après sa demande d'admission est acceptée.

Le médecin s'implique rapidement auprès de la communauté japonaise de Montréal. Il semble près de l'Église catholique. Par exemple, il est l'un des responsables de la fête soulignant le départ de sœurs missionnaires pour le Japon et fait également de nombreux dons<sup>71</sup>. La famille Hori encourage également d'autres causes touchant la communauté japonaise de Montréal<sup>72</sup>. Par exemple, il donne 2000 \$ à l'Église

---

<sup>66</sup> Ann Gomer Sunahara, *The Politics of Racism : The Uprooting of Japanese Canadians During the Second World War*, Ottawa, Ann Sunahara, 2000, page 78.

<sup>67</sup> Dr. C. G. Hori, « My life in internment camps », *op. cit.*, page 1.

<sup>68</sup> *Ibid.*

<sup>69</sup> *Ibid.*

<sup>70</sup> Voir le chapitre IV concernant la politique d'exclusion de l'Université McGill.

<sup>71</sup> « Farewell Party for Sisters of the Immaculate », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 8 (août 1946), page 2 ; « Echoes from St.Raphael's House », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 4 (avril 1952), page 4 ; « Echoes from St.Raphael's House », *Montreal Bulletin*, vol. 6, no. 12 (déc. 1951). Voir également la section *Les Soeurs du Christ-Roi* dans le chapitre IV quant aux liens entre le médecin et les sœurs missionnaires.

<sup>72</sup> Voir entre autres : « The Bulletin Acknowledge », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 5 (août 1946) ; « Shuichi Kusaka Memorial Fund », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 10 (oct. 1948), page 2 ; « Donations

bouddhiste qui a mis sur pied une fondation afin d'acquérir un bâtiment<sup>73</sup>. Ce don s'explique probablement par le fait que son père, Jujiro, est bouddhiste<sup>74</sup>.

Le docteur Hori ne limite pas son implication à la communauté japonaise. Mettant rapidement à profit ses contacts montréalais, il décide de construire un hôpital privé situé au coin de la rue Jean-Talon Est et de la rue De Lanaudière<sup>75</sup>. Le contrat pour la construction de l'édifice est accordé dès octobre 1953 à une firme montréalaise pour le montant de 261 385 \$. Cette première phase comprend une salle d'opération, une salle d'accouchement, une pouponnière, des bureaux administratifs, une pharmacie, des laboratoires, des cuisines et un total de 54 lits<sup>76</sup>. Voulant aller chercher davantage de subventions gouvernementales, le docteur Hori cède son hôpital à une corporation, moyennant une compensation financière : « In April 1954, the Corporation of Jean Talon Hospital came into being, with a Provincial Charter as a charitable non-profit institution »<sup>77</sup>. L'hôpital Jean-Talon semble être très fréquenté, car dès la fin de l'année 1955, un nouveau contrat est accordé pour la construction d'une nouvelle aile, pour un montant de 480 000\$. Une résolution du c.a. au sujet de la construction d'un nouvel étage fait grimper la facture à 631 000 \$<sup>78</sup>. Cette section

---

», *Montreal Bulletin*, vol. 10, no. 5 (mai 1955), page 1. Le docteur Hori est également l'un des principaux donateurs pour le *Nisei Baseball Club*.

<sup>73</sup> «Montreal Buddhist Church - Building Fund », *Montreal Bulletin*, vol. 14, no. 6 (juin 1959), page 3.

<sup>74</sup> R.P. Grégoire Léger, *En mission dans les camps d'internement japonais en Colombie-Britannique*, Québec, Missions franciscaines, 1944, page 12.

<sup>75</sup> « Montreal Jean Talon Hospital To Be Enlarged », *The Continental Times*, 23 janvier 1959, page 1. Merci à Greg Robinson qui m'a transmis cet article.

<sup>76</sup> Commission d'enquête sur l'organisation et l'administration de l'hôpital Jean-Talon, *Rapport de la Commission d'enquête sur l'organisation et l'Administration de l'Hôpital Jean-Talon*, Québec, Gouvernement du Québec, 1961, page 19.

<sup>77</sup> « Montreal Jean Talon Hospital To Be Enlarged », *The Continental Times*, 23 janvier 1959, page 1.

<sup>78</sup> Commission d'enquête sur l'organisation et l'administration de l'hôpital Jean-Talon, *op. cit.*, page 21.

doit comprendre entre autres un service de radiographie, une salle d'urgence et plus d'espace pour accueillir des patients. Un nouveau projet d'agrandissement sera approuvé en 1959. À terme, l'hôpital doit contenir 450 lits et atteindre dix étages, sans compter les nombreux services médicaux de pointe qui y seront offerts<sup>79</sup>.

Le docteur Hori souligne l'importance de construire un hôpital dans ce secteur : « [...] avec le déménagement de l'hôpital Sainte-Justine, l'hôpital Jean-Talon se retrouve seul pour desservir une population totale de 300 000 personnes »<sup>80</sup>. Cet objectif est d'autant plus méritoire que la clientèle desservie est majoritairement ouvrière et francophone. Le médecin souhaite également offrir des soins de qualité et peu coûteux à la population. D'ailleurs, le médecin souligne que l'équipement moderne de l'établissement lui permettra de traiter un volume important de patients. Un centre de détection de cancer y est même prévu<sup>81</sup>.

La construction de l'hôpital et ses nombreux agrandissements n'auraient pas pu se faire sans l'appui du milieu financier et politique de Montréal et même du Québec. Ses contacts semblent démontrer qu'il était bien accepté par les milieux politiques à tous les niveaux, que ce soit municipal, provincial ou même fédéral avec le sénateur Courtemanche, comme en témoigne une photo tirée du *Continental Times*. Le journal identifie les hommes sur la photo, ainsi que leur titre. De gauche à droite : monsieur Roberge, directeur général de la Banque Canadienne Nationale à Montréal; le sénateur Henri Courtemanche; le docteur George Hori, président de l'hôpital Jean-Talon; F. [sic] Fournier, maire de Montréal; docteur Jean Rochefort, directeur

---

<sup>79</sup> « Montreal Jean Talon Hospital To Be Enlarged », *op. cit.*, page 1.

<sup>80</sup> « Since the move of St. Justine Hospital from St. Denis St. especially, explained Dr. Hori, Jean Talon Hospital has been alone to answer the growing needs of a 300,000 population in the north of the city ». « Montreal Jean Talon Hospital To Be Enlarged », *op. cit.*, page 1.

<sup>81</sup> *Ibidem*.

médical de l'hôpital Jean-Talon et J. C. Van Horne, président de la compagnie *Webb and Knapp*<sup>82</sup> :

Figure 8.2 Photographie du docteur Hori avec des connaissances



Source : *The Continental Times*, 23 juin 1959, page 1.

Il faut également noter que le sénateur Henri Courtemanche est le neveu de l'ancien ministre de la Santé Albin Paquette, membre du gouvernement de l'Union Nationale dirigée par Maurice Duplessis<sup>83</sup>. Grâce à l'appui de ces différentes personnalités, le docteur Hori a bénéficié d'une visibilité importante pour son hôpital, qui s'est développé très rapidement. De même pour les différentes campagnes de financements qui ont reçu l'appui du milieu des affaires, ainsi que de la Ville de Montréal<sup>84</sup>.

<sup>82</sup> « Montreal's Jean Talon Hospital To Be Enlarged », *The Continental Times*, 23 janvier 1959, page 1.

<sup>83</sup> « Sensation à l'enquête : 10% au sénateur Courtemanche sur les octrois à Jean-Talon », *La Presse*, 17 juin 1961, page 1 ; Guy Lamarche, « Jean-Talon : « l'agent d'affaires » du Dr Hori affirme : Le sénateur Courtemanche a exigé et reçu 10 p.c. des subventions », *Le Devoir*, 17 juin 1961, page 1.

<sup>84</sup> « Montreal's Jean Talon Hospital To Be Enlarged », *The Continental Times*, 23 janvier 1959, page 1.

### 8.1.3.1 Le scandale de l'hôpital Jean-Talon et la commission d'enquête

Cependant, la situation de l'hôpital Jean-Talon n'est pas aussi reluisante qu'elle le semble. Grâce à une série d'articles publiés à partir du 21 mars 1961, *Le Devoir* et le journaliste Guy Lamarche dévoilent des aspects troublants concernant la gestion de l'établissement. Tout d'abord, le docteur Hori et sa femme font le commerce de produits pharmaceutiques, qu'ils revendent à l'hôpital Jean-Talon<sup>85</sup>. Cette situation pose évidemment problème, car, en tant que président et directeur-général de l'hôpital, le docteur Hori surveille toutes les affaires commerciales de son établissement, incluant l'achat des produits pharmaceutiques<sup>86</sup>. Le deuxième problème est plus inquiétant : « L'hôpital n'est pas accrédité par le conseil canadien d'accréditation des hôpitaux à cause de certaines déficiences administratives et médicales »<sup>87</sup>. Le jour suivant, *Le Devoir* apprend à ses lecteurs que Jean-Talon a obtenu une accréditation temporaire en 1958, mais qu'elle n'a pas été renouvelée. Guy Lamarche croit que le fait qu'un seul homme (le docteur Hori) ait le contrôle sur pratiquement tout ce qui se passe à l'hôpital explique en partie le non-renouvellement de l'accréditation<sup>88</sup>. Le lendemain, un article explique que le conseil des ministres du Québec s'est réuni afin de discuter spécifiquement de l'hôpital Jean-Talon<sup>89</sup>. Le texte révèle également qu'une commission d'enquête serait mise sur pied avec, à sa tête, un médecin représentant Québec et un autre représentant le Collège des médecins.

---

<sup>85</sup> Guy Lamarche, *Situation scandaleuse à Jean-Talon*, 21 mars 1961, page 1.

<sup>86</sup> *Ibid.*

<sup>87</sup> *Ibid.*

<sup>88</sup> « Des questions troublantes viennent à l'esprit : pourquoi Jean-Talon s'est-il vu refuser l'accréditation? », *Le Devoir*, 21 mars 1961, page 1.

<sup>89</sup> « Hôpital Jean-Talon : le Dr. Couturier discute du projet d'enquête avec le Collège des médecins », *La Presse*, 22 mars 1961, page 3.

Le 24 mars, un arrêté ministériel crée la commission d'enquête sur l'hôpital Jean-Talon. Les deux commissaires sont le docteur Henri Charbonneau, professeur à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal et représentant du Collège des médecins, ainsi que le docteur Auger<sup>90</sup>. Un troisième commissaire, le juge Victor Chabot va s'ajouter à l'enquête un peu moins d'un mois plus tard<sup>91</sup>. Selon ce que rapporte *La Presse*, les commissaires doivent agir rapidement : ils auront jusqu'au 31 mai pour écrire le rapport<sup>92</sup>. Mais, vu l'ampleur des travaux, le dépôt va être reporté à deux reprises et le rapport sera finalement publié le 15 décembre 1961<sup>93</sup>.

Les travaux de la commission vont révéler plusieurs irrégularités, la plupart touchant directement le docteur Hori. Entre autres, le médecin a acheté de nombreux terrains qui ont été revendus, avec des profits considérables, à la corporation de l'hôpital Jean-Talon<sup>94</sup>. Fait encore plus troublant, le médecin d'origine japonaise a commis des actes répréhensibles sur le plan médical. Lors des audiences de la commission, un témoin rapporte que Hori préparait ses patients et les opérait trop rapidement, en plus de faire des suivis postopératoires bâclés<sup>95</sup>. Les commissaires retiennent ce reproche

---

<sup>90</sup> « Le Collège des médecins nomme un autre enquêteur », *La Presse*, 24 mars 1961, page 1.

<sup>91</sup> « Un troisième enquêteur à l'hôpital Jean-Talon », *La Presse*, 21 avril 1961, page 1 ; « Hôpital Jean-Talon : le juge Chabot présidera l'enquête », *Le Devoir*, 21 avril 1961, page 1.

<sup>92</sup> « Hôpital Jean-Talon : les enquêteurs devront procéder avec célérité », *La Presse*, 25 mars 1961, page 3.

<sup>93</sup> Commission d'enquête sur l'organisation et l'administration de l'hôpital Jean-Talon, *op. cit.*, page 2

<sup>94</sup> Guy Lamarche, « Même pendant la campagne de souscription pour « aider Jean-Talon à grandir » Hori a acheté terrains et immeubles pour les revendre à gros profit à son hôpital », *Le Devoir*, 25 mars 1961, page 2.

<sup>95</sup> « Jean-Talon : trois médecins témoignent », *Le Devoir*, 13 avril 1961, page 2.

dans leur rapport final. Ils parlent également d'un autre dossier impliquant le docteur Hori, en mentionnant qu'il ne peut s'agir que d'incompétence ou de malhonnêteté<sup>96</sup>.

Le rapport adresse aussi des reproches sévères à un autre membre en vue de la communauté japonaise de Montréal, le pathologiste Satoru « Swat » Watanabe, considéré comme un médecin peu digne de confiance<sup>97</sup>. Kimiaki Nakashima, éditeur du *Montreal Bulletin*, est aussi écorché par la commission d'enquête. Comptable de formation, il a siégé au conseil d'administration de l'hôpital, en plus d'en faire la comptabilité, ce qui était formellement interdit par les statuts de l'établissement. Nakashima est aussi demeuré vague sur certains faits, dont la vente de l'hôpital par le docteur Hori à la Corporation<sup>98</sup>.

Les articles de journaux, ainsi que le rapport de la commission, révèlent également le rôle-clé du sénateur Henri Courtemanche. Ce dernier a été approché par le docteur Hori en 1953, lorsque l'hôpital devient public. Le sénateur promet alors d'aller chercher des subventions pour l'établissement, à condition qu'il obtienne 10 % de tous les octrois (fédéraux et provinciaux). Hori trouve que la commission du sénateur est élevée mais il accepte tout de même<sup>99</sup>. Cette histoire aura des répercussions importantes et se rendra même à la Chambre des Communes, où le premier ministre Diefenbaker devra répondre de la nomination du sénateur Courtemanche<sup>100</sup>. La commission d'enquête révèle également les liens entre le docteur Hori et l'Union

---

<sup>96</sup> Commission d'enquête sur l'organisation et l'administration de l'hôpital Jean-Talon, *op. cit.*, page 146.

<sup>97</sup> *Ibidem*, page 148.

<sup>98</sup> « Sans discussion et sans explications : Le prix de l'hôpital privé de Hori est passé de un million à \$600,000 », *Le Devoir*, 28 juin 1961, page 1.

<sup>99</sup> Raymond Guérin, « M. H. Courtemanche aurait reçu 10 p. 100 de nombreux octrois », *La Presse*, 16 juin 1961, page 1

<sup>100</sup> « Diefenbaker se porte garant de l'honnêteté du sén. Courtemanche », *La Presse*, 20 juin 1961, page 1.



Nationale. Un organisateur de ce parti auprès de la communauté italienne, Laurent Molini, affirme avoir reçu la somme de 12 000 \$ de la part du médecin<sup>101</sup>.

La commission termine ses audiences le 30 juin. Le bilan est impressionnant : trois mois d'audience, comparution d'une douzaine de témoins, dépôt de près de 200 pièces et examen de 1000 dossiers médicaux<sup>102</sup>. Cependant, le fait marquant de la dernière journée d'audience est un plaidoyer fait par un des avocats de la commission, Me Jérôme Choquette. Ce dernier croit que le gouvernement du Québec devrait mettre de l'avant une nouvelle législation afin de mieux contrôler les établissements publics et défend l'idée d'une loi sur les hôpitaux<sup>103</sup>.

Le rapport de décembre 1961 reprend cette idée d'une loi « basée sur l'application des règles établies et suivies par les différents organismes d'accréditation des hôpitaux en vue de favoriser le plus haut niveau d'efficacité possible dans la qualité du traitement médical »<sup>104</sup>. Les réactions quant au rapport ne se font pas attendre. Le Collège des médecins y réagit favorablement et précise qu'il se réunira entre Noël et le jour de l'An afin de discuter du cas du docteur Hori<sup>105</sup>. Le 27 décembre, *La Presse* et *Le Devoir* annoncent qu'un comité de discipline va être saisi de l'affaire<sup>106</sup>.

---

<sup>101</sup> « \$20,000 pour « la cause », *La Presse*, 17 juin 1961, page 1.

<sup>102</sup> Raymond Guérin, « L'enquête sur l'hôpital Jean-Talon est terminée », *La Presse*, 30 juin 1961, page 1.

<sup>103</sup> « Québec doit créer par une loi une régie des hôpitaux », *Le Devoir*, 3 juil. 1961, page 1.

<sup>104</sup> Commission d'enquête sur l'organisation et l'administration de l'hôpital Jean-Talon, *op. cit.*, page 9.

<sup>105</sup> « La commission d'enquête sur l'hôpital Jean-Talon CONDAMNE le sénateur Courtemanche [...] », *op. cit.*, page 1.

<sup>106</sup> « Un comité de discipline du Collège des médecins serait saisi du cas du Dr Hori », *Le Devoir*, 27 déc. 1961, page 1 ; « Décision demain : Quel sort attend le Dr Hori ? », *La Presse*, 27 déc. 1961, page 1.

Mais surtout, la commission d'enquête sur Jean-Talon conduira à l'adoption d'une loi sur les hôpitaux en 1962 :

Sanctionnée le 6 juillet 1962, la Loi des hôpitaux privés et publics encadre de façon beaucoup plus serrée l'administration et la gestion générale des centres hospitaliers. Elle exige la constitution d'un conseil des médecins responsable des soins médicaux et de l'organisation scientifique de l'hôpital vis-à-vis du conseil d'administration, ou du propriétaire, s'il s'agit d'un hôpital privé. Dans ses recommandations, le rapport Chabot avait insisté pour que le contrôle de l'acte médical « relève exclusivement de la compétence professionnelle du médecin ». Le rôle de l'administration devait se limiter à s'assurer qu'un tel contrôle soit fait par l'entremise des conseils de médecins<sup>107</sup>.

Une telle loi était nécessaire, car les faits qui se sont produits à Jean-Talon étaient « hautement répréhensibles », mais pas illégaux<sup>108</sup>. D'ailleurs, Robert Gagnon et Denis Goulet mentionnent que les événements qui se sont déroulés dans cet établissement ont mis en lumière les lacunes de la loi québécoise sur les hôpitaux, ce qui a forcé le gouvernement libéral de Jean Lesage à agir rapidement<sup>109</sup>.

### 8.1.3.2 La couverture médiatique

Le scandale de l'hôpital Jean-Talon a été un des événements les plus médiatisés de l'année 1961. De façon générale, la couverture médiatique a été objective. Les critiques adressées à Hori étaient basées sur des preuves écrites ou sur des témoignages. L'origine ethnique du médecin a rarement été mise à l'avant-scène. Le *Devoir* s'est interrogé une fois sur ce qui a permis à un médecin d'origine japonaise

---

<sup>107</sup> Denis Goulet, *L'hôpital Maisonneuve – Rosemont : une histoire médicale, 1954 -2004*, Québec, Éditions du Septentrion, 2004, page 67.

<sup>108</sup> *Ibid.*

<sup>109</sup> Denis Goulet et Robert Gagnon, *Histoire de la médecine au Québec, 1800 – 2000*, Québec, Éditions du Septentrion, 2014, page 244.

d'acquérir un tel pouvoir sur un hôpital<sup>110</sup>. De son côté, *La Presse* souligne que le docteur Hori est né à Vancouver [sic], de parents d'origine japonaise<sup>111</sup>. À aucun moment, les journaux ne véhiculent des stéréotypes sur les Japonais ou ne lient des agissements du médecin à son origine ethnique.

Le *Montreal Bulletin* garde le silence sur le scandale en tant que tel, sur l'implication de George Hori et sur celle de son éditeur, Kimiaki Nakashima. La seule fois où le *MB* mentionne l'hôpital Jean-Talon, il n'est même pas question de son fondateur<sup>112</sup>. Le nom du docteur Hori est mentionné une dernière fois durant les années 1960, lors de la fondation de la *Japan Society of Canada*, où il agit en tant qu'administrateur<sup>113</sup>. Sa nécrologie, publiée dans le *Bulletin* passe rapidement sur ses années troubles :

« [...] Dr Hori lived in Vancouver and Montreal, Quebec, where he practiced medicine and was a founder of the Jean Talon Hospital. In 1951 [sic], he moved to Cambridge, Mass., where he began his 25 years in pathology »<sup>114</sup>.

Que cette erreur de date soit volontaire ou non, elle est évocatrice quant au malaise laissé par le scandale de l'hôpital Jean-Talon, qui a impliqué certains des membres les plus en vue de la communauté japonaise du Québec. D'ailleurs, ce malaise n'existe pas chez les autres journaux canado-japonais. Le *Continental Times*, un journal de Toronto, a couvert le procès et a informé ses lecteurs au sujet des sanctions imposées au docteur Hori<sup>115</sup>. De même pour le *New Canadian* qui suit cette affaire<sup>116</sup>.

---

<sup>110</sup> « La clef du succès du Dr Hori : la protection des politiciens », *Le Devoir*, 27 mars 1961, page 1.

<sup>111</sup> Guy Lamarche, « L'épouse du fondateur abandonne ses fonctions à l'hôpital JEAN-TALON : Le Dr HORI DÉMISSIONNE – Le collège des médecins jugera les médecins blâmés », *La Presse*, 29 déc. 1961, page 1.

<sup>112</sup> « Jean-Talon Hospital », *Montreal Bulletin*, vol. 14, no. 5 (mai 1959), page 1.

<sup>113</sup> « Japan Society of Canada », *Montreal Bulletin*, vol. 15, no. 10 (oct. 1960), page 1.

<sup>114</sup> « Dr. Chiako George Hori », *Montreal Bulletin*, vol. 55, no. 2 (fév. 2000), page 13.

<sup>115</sup> « Dr Hori Lawyer Questions Suspension », *Continental Times*, 18 juin 1963, page 1.

Les journaux anglophones de Montréal traitent également du scandale. Cependant, la couverture médiatique n'est pas aussi importante que celle du côté francophone. Le *Montreal Star* consacre un premier article à cette affaire le 7 avril 1961, soit un peu plus de deux semaines après la série d'articles de Guy Lamarche<sup>117</sup>. La couverture est semblable du côté de la *Montreal Gazette*. Le journal publie un court article le 7 avril 1961 sur l'hôpital Jean-Talon. On y mentionne que le procureur-général de la province a demandé une enquête à ce sujet<sup>118</sup>. Le lendemain, le journal anglophone récapitule les principaux faits et souligne le rôle du *Devoir* qui a déterré cette histoire, ainsi que le rôle central du docteur Hori dans ce scandale<sup>119</sup>.

L'histoire de George C. Hori est tout de même remarquable. Grâce à ses efforts et à ses contacts, il est devenu rapidement un personnage en vue de la communauté japonaise du Québec et de Montréal. Il était suffisamment intégré pour y construire un hôpital qui desservait une clientèle majoritairement francophone. La série d'articles du journal *Le Devoir* ainsi que les travaux de la commission d'enquête ont démontré que le docteur Hori a profité de cette situation pour s'enrichir. Cependant, l'établissement qu'il a fondé a rempli ses fonctions et il demeure que le médecin s'est préoccupé de sa société d'accueil. D'ailleurs, l'hôpital n'aurait jamais existé sans les liens créés par le médecin japonais dès son arrivée à Montréal. Son parcours est donc singulier, mais témoigne également de la réussite d'un certain nombre de *Nisei* à s'intégrer et même à prospérer au Québec.

---

<sup>116</sup> Voir par exemple : « Dr. Hori, Wife Quit Hospital », *The New Canadian*, vol. 26, no. 1 (6 janvier 1962), page 1.

<sup>117</sup> Fred Polland, « Hospital Inquiry Adjourned », *The Montreal Star*, 7 avril 1961, page 1.

<sup>118</sup> « Hospital Probe Opens; 'Influence-Peddlers' Hit », *The Montreal Gazette*, 7 avril 1961, page 3.

<sup>119</sup> Herbert Lampert, « Hospital Probe Opens: All Records 'Under Key' », *The Montreal Gazette*, 8 avril 1961, page 3.

## 8.2 L'Église catholique

Après avoir aidé les gens d'origine japonaise à s'établir au Québec, l'Église catholique poursuit ses efforts afin de les intégrer. Cette dernière fait la promotion des cours de français dans le journal communautaire. Le clergé et plus particulièrement le cardinal Léger, veulent également faire connaître l'existence des Japonais aux autres Montréalais. Par ailleurs, l'Église catholique continue de jouer un rôle rassembleur : le centre communautaire, qui est toujours sous sa responsabilité, accueille autant les assemblées de la *JCCA* que les messes des bouddhistes.

Avant les années 1950, le fait francophone est peu abordé dans la communauté. Le seul et unique article qui traite de cette question au cours de cette période est publié en août 1946. L'auteur du texte, un certain Jack Lee, explique à ses lecteurs que la langue française est plus facile à parler qu'à écrire<sup>120</sup>. Selon lui, il faut prendre exemple sur les jeunes enfants qui ne s'encombrent pas des règles grammaticales et qui répètent uniquement ce qu'ils entendent.

Suivent alors trois conseils pratiques afin de maîtriser la nouvelle langue : 1) porter attention aux conversations en français, même si elles sont incompréhensibles de prime abord ; 2) après avoir acquis certaines phrases clés, demander à un francophone bilingue de les valider ou de les corriger ; 3) pratiquer à voix haute jusqu'à ce que la prononciation soit correcte et que « les sons du français vous deviennent aussi familiers que ceux de l'anglais et du japonais [traduction libre] »<sup>121</sup>. L'article de Jack Lee fait donc preuve d'une certaine sensibilité quant au fait francophone de la métropole. Cependant, l'auteur ne spécifie pas les raisons pour lesquelles les *Nisei* devraient maîtriser cette langue. Plutôt, il exhorte les lecteurs à laisser leur fierté de côté et de se lancer dans l'étude du français.

---

<sup>120</sup> Jack Lee, « Do you Want to Speak French? », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 4 (août 1946), page 7.

<sup>121</sup> *Ibid.*

En tant que principal agent d'intégration de la communauté japonaise au Québec, l'Église catholique va favoriser l'apprentissage du français<sup>122</sup>. À partir de 1947, les jeunes catholiques mentionnent dans leur chronique mensuelle du *Bulletin* que des cours de langue française vont être offerts sous peu chaque mardi<sup>123</sup>. Deux mois plus tard, l'organisation écrit que les leçons de français ont débuté. Elle prévoit même organiser un pique-nique pour les élèves<sup>124</sup>. Les cours se donnent à la maison Saint-Raphaël et coûtent 50 sous par mois<sup>125</sup>. Ils s'adressent autant aux débutants qu'aux gens qui maîtrisent davantage la langue<sup>126</sup>.

Le faible coût de ces cours ainsi que leur fréquence ne sont pas suffisants pour attirer les *Nisei*. Au mois de janvier 1950, le *MB* déclare qu'il n'y a pas assez d'élèves et que le nombre de cours va être réduit<sup>127</sup>. Cette mesure est temporaire : quelques mois plus tard, le journal communautaire annonce que les cours reprennent de plus belle<sup>128</sup>. Il y aura une classe pour les débutants et une autre pour les étudiants plus avancés. Les cours de français vont être offerts gratuitement, car les enseignants seront « prêtés » par la commission scolaire catholique<sup>129</sup>.

Cette mesure a été probablement prise par l'Église ou à tout le moins par les Sœurs du Christ-Roi afin d'augmenter la popularité des cours. Cependant, cette gratuité a un

---

<sup>122</sup> Elle a fait de même pour la communauté chinoise de Montréal. Voir : Denise Helly, *Les Chinois à Montréal : 1877 – 1951*, Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1987, pp. 175 – 210.

<sup>123</sup> « Japanese Canadian Catholic Youth », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 4 (avril 1947), page 2.

<sup>124</sup> « Japanese Canadian Catholic Youth », *Montreal Bulletin*, vol. 2, no. 6 (juin 1947), page 2.

<sup>125</sup> « French Classes », *Montreal News Bulletin*, vol. 2, no. 9 (août 1947), page 2.

<sup>126</sup> *Ibid.*

<sup>127</sup> « French Classes », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 1 (janv. 1950), page 3.

<sup>128</sup> « Echoes of St. Raphael's House », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 9 (août 1950), page 3.

<sup>129</sup> *Ibid.*

« coût » pour la maison Saint-Raphaël. Un article du *Bulletin*, daté du mois de novembre 1950 fait état d'une tombola qui est organisée par les Sœurs missionnaires<sup>130</sup>. Ces dernières rappellent que leur maison est ouverte depuis six ans et qu'elle a abrité de nombreux comités de la communauté japonaise, dont le comité exécutif de la *Japanese Canadian Citizens Association* (JCCA). Elles mentionnent également que la maison Saint-Raphaël offre des cours de langue française et japonaise et qu'elles n'ont jamais demandé d'argent auparavant<sup>131</sup>. Cependant, la situation financière de l'établissement a changé et les Sœurs ont un besoin urgent d'argent. Plusieurs activités sont prévues pour ce faire : un bingo ainsi que d'autres jeux de hasard vont être organisés et de la nourriture japonaise sera vendue aux participants<sup>132</sup>. Le mois suivant, les Sœurs rapportent dans l'édition de Noël du *Bulletin* que la tombola a permis d'amasser un montant de 500\$<sup>133</sup>.

L'initiative de la maison Saint-Raphaël n'a pas été suffisante pour assurer la popularité du cours. Un article publié au cours du mois de septembre 1952 laisse entendre que les cours de français ont été temporairement abandonnés. On mentionne dans la chronique *Echoes from St. Raphael's* que :

« Many have expressed the wish that some opportunity might be afforded them to learn French Conversation; it would add both to their Business and Cultural abilities. Our School Commission offers to send us a Teacher. And if need be, let us use one of their School Halls, for a series of FRENCH CONVERSATION SESSIONS [dans le texte] »<sup>134</sup>.

---

<sup>130</sup> « Tombola at St. Raphael's House », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 11 (nov. 1950), page 1.

<sup>131</sup> *Ibid.*

<sup>132</sup> *Ibid.*

<sup>133</sup> « Echoes of St. Raphael's House », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 12 (déc. 1950), page 5.

<sup>134</sup> « The Social Way to French », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 9 (sept. 1952), page [?].

Malgré tout, les catholiques ne laissent pas tomber l'idée d'offrir des leçons de français. L'article poursuit en expliquant l'horaire et surtout la façon dont se déroulerait le cours :

« As it is felt that intensive work can give results in a relatively short time, the Sessions will be held after work hours, twice a week, on nights which will suit the majority of the Students. The opportunity of practical conversation will be increased by the fact that "good will" well educated French People, both from Canada and France will take part in the Conversation; no fee is accepted, this being a public and friendly service to the Japanese Community in Montreal »<sup>135</sup>.

L'accès au cours est limité à 25 personnes et les premiers arrivés seront les premiers servis. Les gens intéressés doivent contacter le père Claude Labrecque, au 2065 rue Sherbrooke Ouest<sup>136</sup>. Cette adresse correspond à la faculté de théologie de l'Université de Montréal<sup>137</sup>. Cette initiative est répétée un an plus tard. En plus de la commission scolaire catholique, le ministère fédéral de la Citoyenneté et de l'Immigration fait la promotion des cours de langue<sup>138</sup>.

Ces efforts semblent porter des fruits, car les contacts entre les Nikkei et les Québécois francophones sont de plus en plus fréquents au cours des années 1950<sup>139</sup>. Cependant, il ne faut pas surestimer l'impact des cours de français. D'une part, ils sont peu populaires comme en témoignent les nombreuses tentatives du clergé. Même gratuits, ces cours attirent peu d'étudiants. D'autre part, les gens d'origine japonaise de Montréal, principalement les *Nisei*, sont déjà intégrés à l'autre grande communauté linguistique de Montréal, c'est-à-dire les anglophones. En effet, la grande majorité

---

<sup>135</sup> *Ibid.*

<sup>136</sup> *Ibid.*

<sup>137</sup> Bibliothèque et Archives Nationales du Québec, « Annuaire Lovell de Montréal et sa banlieue, Série principale (1952), <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/lovell/>. Consulté le 14 décembre 2011.

<sup>138</sup> « Free Education in French and English », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 8 (août 1953), page 6.

<sup>139</sup> Voir plus bas.



d'entre eux ont étudié dans cette langue en Colombie-Britannique avant le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale (voir le chapitre III). Toutefois, les attentes sont différentes à l'égard des *Sansei* (la troisième génération). On attend d'eux qu'ils apprennent le français, l'anglais ainsi que le japonais. Selon la chronique *Montreal Merry-go-round* de décembre 1966, ces jeunes ont la chance de baigner dans un milieu où les trois langues sont présentes<sup>140</sup>.

Le virage timide de la communauté japonaise vers le français devient plus important à la fin des années 1960. On écrit dans la chronique mondaine du mois d'octobre 1969 que :

« Looking at the changes of address section makes you realize how much movement is taking place from Montreal to points west – mainly Ontario and B.C. Those of us who are hold outs will have to face the fact that living in Quebec will mean acquiring a working knowledge of the French language. So it is opportune that Father Dupont and the Catholic Mission are undertaking two classes – beginners and advanced [...] »<sup>141</sup>.

Ce constat (*will have to face*) est étonnant, dans la mesure où la communauté est établie au Québec depuis plus de 25 ans. L'auteur fait probablement état de la présence plus grande des *Sansei* qui sont élevés justement dans un environnement qui est beaucoup plus francophone que celui de leurs parents.

Par ailleurs, l'Église catholique octroie une mission réservée uniquement à la population japonaise de Montréal. L'église Saint-Paul-Ibaraki, ainsi qu'un nouveau centre communautaire, tous deux situés au 8155 rue Rousselot, sont inaugurés officiellement en 1964 par le cardinal Léger<sup>142</sup>. Un article du *Montreal Star* relate la cérémonie :

---

<sup>140</sup> « Montreal Merry-go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 21, no. 12 (déc. 1966), page 16. Voir également le chapitre suivant qui traite de cette troisième génération.

<sup>141</sup> Maze Koze, « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 24, no. 9 (oct. 1969).

<sup>142</sup> Kuniko Kondo, *Les Japonais à Montréal*, page 131.

« The first permanent Japanese Catholic chapel and community centre in Canada was blessed by Paul-Emile [sic] Cardinal Léger.

Practically all of Montreal's 200 Catholic Japanese Canadians attended along with many of the Buddhist and Protestant Japanese in the community.

Cardinal Léger, who spent six years in Japan as a missionary in the 1930s, delighted his audience by speaking in their native tongue. Noting that many of the younger people didn't understand him, he urged their parents to teach them their native tongue.

"It would be a great tragedy if these children are allowed to grow up without speaking the language of their forefathers," he said.

This was the main reason, the cardinal said, for the building of the new St. Paul Ibaraki Japanese Mission at 8155 Raoul street in the north-end of the city »<sup>143</sup>.

L'article souligne bien la particularité de la communauté catholique japonaise de Montréal, qui est la plus importante au pays (même si elle ne comporte que 200 personnes selon l'article) et surtout la première à avoir sa propre mission. Également, le discours du cardinal Léger démontre bien que pour lui, la sauvegarde de la langue japonaise peut aller de pair avec l'intégration de la communauté japonaise à Montréal.

La deuxième partie de l'article précise la perception qu'a le cardinal Léger des *Nikkei*. Le centre communautaire, qui a coûté 100 000\$, contient une chapelle, une salle de danse et une garderie administrée par la commission scolaire catholique. Et, tout comme la maison Saint-Raphaël, le centre offre des cours de japonais et de français chaque samedi pour les enfants plus vieux<sup>144</sup>. Au sujet de la culture japonaise, le cardinal mentionne :

---

<sup>143</sup> « Japanese RC Chapel Blessed », *The Montreal Star*, 2 mars 1964, page 1. Fait à noter, l'adresse mentionnée dans l'article, la rue Raoul, est l'ancienne appellation de la rue Rousselot, qui a changé de nom au cours de cette année. Voir : Bibliothèque et Archives Nationales du Québec, « Annuaire Lovell de Montréal et sa banlieue, Série principale (1964 – 1965), <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/lovell/>. Consulté le 14 décembre 2011.

<sup>144</sup> *Ibid.*

« “During my years in Japan, I found them to be a gentle, loving people. Teach your young the traditional Buddhist virtue of charity... don't be afraid to teach children the virtues of their ancestors.” the cardinal urged those present »<sup>145</sup>.

La mission a donc un double objectif. Elle offre à ses membres « un lieu de culte et un endroit pour tenir des activités sociales et culturelles »<sup>146</sup>. D'autre part, le bâtiment veut jouer un rôle rassembleur et n'exclut pas les autres confessions religieuses qui existent à l'intérieur de la communauté japonaise.

### 8.2.1 La chronique catholique du *Montreal Bulletin*

L'Église catholique occupe également une place privilégiée dans les pages du *Bulletin*, du moins au cours de la période comprise entre mai 1949 et janvier 1953. À l'exception du mois de décembre, le journal communautaire n'accorde généralement que la page deux aux différentes confessions religieuses. Celles-ci publient les célébrations à venir ou encore des nouvelles en lien avec leur communauté (brunch, pique-nique, bazar, etc.). Dans le cas de l'Église catholique, elle se voit accorder une page entière, intitulée *Echoes of St. Raphael's House*. Bien que la maison Saint-Raphaël ait une vocation communautaire plutôt que religieuse, cette page sert essentiellement à donner des informations sur les rites catholiques ou encore à donner l'opinion de l'Église catholique sur des sujets particuliers.

Les textes de cette partie sont diversifiés. Le premier texte, publié en mai 1949, fait le compte rendu d'une conférence donnée par le recteur du Collège Loyola. Le sujet était : « How Catholic Truths answer the desires of Man's Heart »<sup>147</sup>. Un autre texte, publié cette fois en juillet 1950, traite de la participation de la communauté japonaise

---

<sup>145</sup> *Ibid.*

<sup>146</sup> Kuniko Kondo, *op. cit.*, page 131.

<sup>147</sup> « Echoes of Saint Raphael's House », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 5 (avril 1949), page 3.

au défilé de la Saint-Jean-Baptiste. L'article explique que c'est un honneur pour le Québec d'avoir une telle communauté et qu'à Montréal, chaque individu peut réaliser son plein potentiel, peu importe sa race ou sa couleur de peau<sup>148</sup>. Dans une chronique publiée en janvier 1951, l'Église donne la recette afin de passer une bonne année. Il faut douze onces de courage, onze onces de gentillesse, dix de patience, etc<sup>149</sup>. Dans sa deuxième partie, le texte prend la forme question/réponse. La première est : « Why is religion necessary if happiness can be attained without it? I feel perfectly happy »<sup>150</sup>. L'auteur répond en disant que le but de l'homme est d'être au service de Dieu : « If you are able to be happy, you owe it to God that you exist and that those things exist which give you happiness »<sup>151</sup>. La deuxième question s'interroge sur l'existence de la guerre, alors que les gens de toutes les religions prient afin qu'elle arrête. À ceci, le chroniqueur répond que la souffrance causée par la guerre n'est pas inutile et que les hommes devraient en tirer une leçon.

Le mois suivant, le père Henri Langlois écrit un texte portant sur le mariage. Il explique entre autres qu'il s'agit d'une « institution divine », qui ne peut pas être brisée par une intervention humaine<sup>152</sup>. Selon lui, le mariage permet aussi à l'humanité de se perpétuer. Le père Langlois poursuit en décrivant les bénéfices que peuvent retirer un homme et une femme d'un mariage. Ensuite, il décrit ce que représente le mariage pour les « Orientaux » :

« If the attitude before marriage of the Oriental people differs somewath [sic] from thatof [sic] the people in the Western world, it is surely not out of the range of comparison. If the people of the Orient seem to marry without love,

---

<sup>148</sup> *Ibid.*

<sup>149</sup> « Echoes of Saint Raphael's House », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 1 (janv. 1951).

<sup>150</sup> *Ibid.*

<sup>151</sup> *Ibid.*

<sup>152</sup> Henri Langlois, « Echoes of Saint Raphael's House », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 2 (fév. 1951).

which is not true, they rightly possess a deeper knowledge of the consequences of the act they perform than the Occidentals, who too often acquire this knowledge and understanding only after experience dissipates their marvelous illusions »<sup>153</sup>.

Cette comparaison du père Langlois entre les Orientaux et les Occidentaux est particulière. En effet, il parle aux *Nisei* en les intégrant dans la première catégorie. Or, il devrait être bien placé pour savoir que la deuxième génération, hormis les traits physiologiques et certaines traditions, a peu à voir avec les Orientaux. D'ailleurs, un des reproches que les *Issei* adressent à leurs enfants concerne justement leur manque de respect à l'égard de la culture de leurs ancêtres<sup>154</sup>.

Le père Langlois, qui est l'aumônier pour les Japonais catholiques, tombe gravement malade au cours de cette année 1951 et doit démissionner<sup>155</sup>. L'archevêque de Montréal nomme alors le père Labrecque pour le remplacer. Le religieux a un parcours académique impressionnant : après avoir obtenu une médaille du gouverneur général pour ses études collégiales, il obtient son baccalauréat avec mention<sup>156</sup>. Il se rend ensuite à l'université d'Oxford, où il étudie la philosophie, la politique et l'économie. De retour à Montréal durant la Deuxième Guerre mondiale, il entre au Grand Séminaire de Montréal et suit également des cours à l'école de théologie de l'Université de Montréal. Il est ordonné prêtre quatre ans plus tard. En 1947, il adhère à la Compagnie des Pères de Saint-Sulpice qui l'envoie au Japon<sup>157</sup>. Il y passe deux ans, où il va enseigner la philosophie et apprendre la langue. Bien qu'il se dise peiné d'avoir dû quitter ce pays, le père Labrecque se dit consolé par sa nouvelle affectation auprès des Japonais du Québec, qui va durer près de dix ans, soit jusqu'en 1961. À ce

---

<sup>153</sup> *Ibid.*

<sup>154</sup> Ken Adachi, *The Enemy That Never Was*, Toronto, McClelland and Stewart, 1976, chapitre VII.

<sup>155</sup> « Happy to be back with the Japanese », *Montreal Bulletin*, vol. 6, no. 5 (avril 1951), page 3.

<sup>156</sup> *Ibid.*

<sup>157</sup> *Ibid.*

moment, le père Labrecque quitte la métropole pour se rendre en Colombie. Un banquet sera organisé peu de temps avant son départ<sup>158</sup>.

La chronique catholique ne sert pas uniquement à « convertir » ou encore à faire connaître les positions de l'Église sur des sujets particuliers. Elle sert également à publier des nouvelles d'intérêt général. Par exemple, en août 1950, on y annonce le cinquième anniversaire de la maison Saint-Raphaël, qui sera célébré sous peu<sup>159</sup>. Un mois plus tard, des cours de langue française sont présentés<sup>160</sup>. Quelques années plus tard, la chronique annonce l'ordination d'un prêtre japonais, Joseph Fukahori Satoshi, à la cathédrale Saint-Jacques<sup>161</sup>. Il a rencontré le père (et futur cardinal) Léger au Japon. C'est probablement pour cette raison que le père Satoshi a choisi Montréal pour faire ses études. Le nouveau prêtre mentionne par ailleurs qu'il retournera au Japon après avoir complété son programme à l'Université de Montréal<sup>162</sup>. D'autres Japonais viendront étudier à Montréal. En 1958, le *Bulletin* fait état de deux prêtres, Francis Hama et Nicolas Iwamura, tous deux originaires du Japon, qui sont ordonnés prêtres par le cardinal Léger<sup>163</sup>. Le journal annonce également que le révérend Hama traitera de sa conversion au catholicisme lors d'une rencontre avec les fidèles<sup>164</sup>. Montréal représente donc un attrait important pour les Japonais catholiques qui désirent parfaire leurs connaissances quant à cette religion.

---

<sup>158</sup> « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 16, no. 8 (juil. 1961), page 4.

<sup>159</sup> « Echoes of Saint Raphael's House », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 8 (août 1950), page 3.

<sup>160</sup> « Echoes of Saint Raphael's House », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 9 (sept. 1950), page 3.

<sup>161</sup> « Echoes of Saint-Raphael's House », *Montreal Bulletin*, vol. 6, no. 1 (janv. 1951), page 3.

<sup>162</sup> *Ibid.*

<sup>163</sup> « Catholic Church », *Montreal Bulletin*, vol. 13, no. 6 (juin 1958), page 3.

<sup>164</sup> *Ibid.*

Le *Bulletin* rapporte un article du journal *La Presse* mentionnant que des jeunes Japonais ont volé la vedette lors d'un spectacle mettant en vedette des enfants de dix-sept nationalités différentes<sup>165</sup>. Le *MB* mentionne :

« As the Curtain rose, the huge audience whispered with awe and admiration, and started applauding, as the Misses Julie Watanabe, Geraldine Sakamoto, and Nancy Ishii stepped forward [...]. Without a trace of bashfulness or embarrassment, they performed briskly and carried the House's biggest applause of the evening! »<sup>166</sup>.

Selon le journal communautaire, l'archevêque Léger, qui assiste au spectacle, a même mentionné le spectacle des jeunes Japonais lors de son discours. Mais surtout, il dit souhaiter que toutes les nations du monde, qui collaborent à Montréal, soient unies sous les auspices de l'Église catholique<sup>167</sup>.

La chronique sert même à annoncer des cours de langue japonaise, commandités par la commission scolaire catholique de Montréal<sup>168</sup>. Ces cours sont également offerts à la garderie, elle aussi sous la supervision de l'Église catholique. La maison Saint-Raphaël qui héberge ce service, demeure sous la direction des Sœurs du Christ-Roi. Sœur Saint-Jean est la supérieure de la maison jusqu'en 1953. Elle sera alors remplacée par Sœur Marie de la Paix<sup>169</sup>. Par ailleurs, Mère Saint-Pierre, une des membres des Sœurs du Christ-Roi, agit en tant que directrice de la garderie<sup>170</sup>. Les jeunes enfants se voient offrir des cours d'anglais, de français et même de japonais<sup>171</sup>.

---

<sup>165</sup> « Three Stars Feature Carries the House », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 5 (mai 1952).

<sup>166</sup> *Ibid.*

<sup>167</sup> *Ibid.*

<sup>168</sup> « Echoes of Saint Raphael's House », *Montreal Bulletin*, vol. 6, no. 10 (oct. 1951), page 3.

<sup>169</sup> « New Mother Superior at St. Raphael's », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 8 (août 1953), page 6.

<sup>170</sup> *Ibid.*

<sup>171</sup> « Free Education in French and English », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 8 (août 1953), page 6.

Le service de garderie semble être apprécié et reconnu, car moins d'un an après son ouverture, il passe à la télévision. En effet, on annonce que la *CBC* va diffuser le spectacle de Pâques de la garderie<sup>172</sup>.

### 8.2.2 Le centre culturel

Avant la construction de la chapelle et du centre communautaire sur la rue Rousselot, les Japonais du Québec avaient leur quartier général au 175 rue Sherbrooke Est. Cet emplacement a été choisi afin qu'il soit accessible au plus grand nombre :

« Its central location, ease of accessibility, casual atmosphere and hospitality all add to the value of the building as a meeting place for Japanese in Montreal. We have waited a long time for such a home where small groups could meet for various activities without hesitation »<sup>173</sup>.

Le père Jean-Claude Labrecque est le principal responsable de cette acquisition :

En 1953, le père Labrecque obtint un don de 25 000\$ de l'Archevêque de Montréal, Paul-Émile Léger (devenu par la suite le Cardinal Léger), et acheta un immeuble situé au 175, rue Sherbrooke Est<sup>174</sup>.

L'inauguration officielle a lieu le 18 avril de cette année, en la présence d'un représentant de la mairie<sup>175</sup>. L'administration du centre mise sur la culture japonaise : *l'ikebana* (arrangements floraux), les films japonais et un service de thé sont à l'honneur<sup>176</sup>.

---

<sup>172</sup> « TV at our Kindergarten (Echoes from SR) », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 8 (sept. 1952), page 4.

<sup>173</sup> « A Community Center and the Nisei », *Montreal Bulletin*, vol. 9, no. 2 (fév. 1953), page 1.

<sup>174</sup> *Ganbari : un chez-soi retrouvé*, op. cit., page 12.

<sup>175</sup> « Grand Opening – Japanese Canadian Community », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 4 (avril 1953), page 4. Le nom du représentant n'est pas mentionné.

<sup>176</sup> *Ibid.*



Ce premier centre a plusieurs vocations. Entre autres, il abrite la *Quebec Japanese Canadian Citizens Association* (QJCCA), qui est particulièrement active au cours des années 1950<sup>177</sup>. D'ailleurs, dans son bilan de l'année 1958, le conseil d'administration du centre communautaire fait la liste des activités qui s'y sont déroulées : projections de films japonais, bazar annuel, réception pour des généticiens japonais, fête du cinquième anniversaire du centre, concours d'arrangements floraux, bal de mai, tournoi de bridge, danses, cours de langues et réunions de différentes associations<sup>178</sup>. De même, le 175 Sherbrooke Est abrite les locaux de l'Église bouddhiste jusqu'au moment où elle déménage dans son propre bâtiment en 1960<sup>179</sup>.

Bien que le centre serve à rassembler les gens d'origine japonaise, il a aussi la vocation de créer des liens avec les Montréalais :

« We should remember that we cannot live within ourselves nor within our community alone. We are surrounded by a larger community on which we depend and to which we have a responsibility »<sup>180</sup>.

Le texte explique que les activités ne doivent pas être uniquement centrées sur les *Nisei*. Ces derniers doivent, selon l'article, entretenir les liens qu'ils ont en dehors de la communauté, tout en ne négligeant pas les activités intracommunautaires : « The suggestion is that we plan our time to give a share of ourselves both to the Nisei and to the larger community »<sup>181</sup>. Cette « plus grande communauté » n'est pas expliquée. S'agit-il des anglophones? Des francophones? De l'ensemble des communautés vivant à Montréal? Quoi qu'il en soit, l'auteur du texte estime qu'en s'ouvrant aux

<sup>177</sup> « New Executive for the JCCA », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 3 (mars 1953), page 3. Voir également le chapitre précédent.

<sup>178</sup> « Community Centre News », *Montreal Bulletin*, vol. 14, no. 12 (déc. 1958), page 16. Voir également : *Ganbari : un chez-soi retrouvé*, page 12.

<sup>179</sup> Voir la section suivante.

<sup>180</sup> « A Community Center and the Nisei », *Montreal Bulletin*, vol. 9, no. 2 (fév. 1953), page 1.

<sup>181</sup> *Ibid.*

autres, les *Nikkei* ne peuvent que bénéficier de ce contact. On estime également qu'ils peuvent contribuer à la vie montréalaise.

En dépit de ce désir d'ouverture, le centre communautaire sert principalement pour les activités intracommunautaires. Par exemple, lors de sa tournée au Canada, le prince héritier Akihito s'arrête à Montréal, où il sera accueilli triomphalement<sup>182</sup>. Toujours en lien avec la politique japonaise, les *Nikkei* du Québec soulignent en avril 1954 la venue de l'ambassadeur japonais, Koto Matsudaira. Pour l'occasion, la *QJCA* organise une fête au centre communautaire<sup>183</sup>. Un mois plus tard, la chronique mondaine du *Bulletin* apprend à ses lecteurs qu'une aile, servant pour la pratique du judo, sera construite en annexe au bâtiment principal<sup>184</sup>. Et, comme mentionné plus haut, la plupart des activités et des organisations qui s'y trouvent sont essentiellement tournées vers la communauté japonaise.

Afin d'assurer le bon fonctionnement de ce centre, les *Nisei* mettent sur pied un conseil d'administration. Également, on organise un bazar annuel afin d'assumer, du moins en partie, les frais d'entretien du bâtiment. Cette tradition débute en 1954. Toutefois, en dehors des remerciements adressés aux participants, on ne fait pas mention des activités ou encore de l'argent amassé<sup>185</sup>. L'assemblée générale du

---

<sup>182</sup> « Montreal Merry-go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 3 (mars 1953), page 5 ; « Tentative Itinerary Of Royal Tour », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 4 (avril 1953), page 1. Le *New Canadian* a également traité abondamment de cette visite royale. Voir entre autres : « Akihito Will Visit Vancouver, Toronto », *The New Canadian*, 7 mars 1953, page 1 ; « Slate Meeting for Akihito Welcome », *The New Canadian*, 28 mars 1953, page 4 ; « Kamloops JCCA to Give Prince Akihito White Cowboy Hat As Gift », *The New Canadian*, 4 avril 1953, page 1 ; « Prince Akihito Arrives in Canada This Weekend, Communities Prepare to Welcome Him on Tour », *The New Canadian*, 4 avril 1953, page 1 ; « Booming Welcome Given Akihito on Arrival, JC's Gather at Stanley Park for Reception », *The New Canadian*, 15 avril 1953, page 1.

<sup>183</sup> « Quebec JCCA News », *Montreal Bulletin*, vol. 9, no. 5 (avril 1954). À chaque visite de l'ambassadeur japonais à Montréal, la *QJCCA* organise une fête. Voir également : « Montreal Merry-go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 13, no. 3 (mars 1958), page 5.

<sup>184</sup> « Montreal Merry-go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 9, no. 6 (juin 1954), page 4.

<sup>185</sup> « Catholic Group Bazaar », *Montreal Bulletin*, vol. 10, no. 5 (avril 1954), page 2.

centre communautaire en 1957 donne un meilleur aperçu de cette collecte de fonds. Selon le *Bulletin*, l'enjeu principal abordé au cours de cette réunion concernait justement l'argent qui doit être versé à la maison Saint-Raphaël. L'assemblée s'est fixée un objectif de 1000\$ : This amount is only a small portion of the total expenses, but it is considered a fair share of the burden »<sup>186</sup>. Le c.a. sollicite les gens de la communauté afin qu'ils donnent ce qu'ils peuvent pour le bazar, que ce soit un gâteau, une robe, des vêtements pour enfants ou encore des livres<sup>187</sup>.

Un mois plus tard, le c.a. de la maison Saint-Raphaël remercie les gens qui ont participé à l'événement :

« The Directors also wish to thank all the firms who donated generously to this worthwhile cause. The total income from the Community Centre Bazaar was \$1,182.28 »<sup>188</sup>.

Comme l'événement n'a coûté que 110 dollars à organiser, le bazar a engendré un profit de 1000\$, ce qui représente environ le cinquième du montant annuel alloué à l'entretien<sup>189</sup>. D'ailleurs, le bazar constitue le principal effort financier de la communauté et revient l'année suivante, toujours avec l'objectif de recueillir 1000\$<sup>190</sup>. Le bazar reste une activité très courue et existe toujours à la fin des années 1960<sup>191</sup>. De son côté, la maison Saint-Raphaël va abriter le centre communautaire jusqu'à l'inauguration de la mission Saint-Paul-Ibaraki en 1964.

---

<sup>186</sup> « Japanese Canadian Community Centre », *Montreal Bulletin*, vol. 12, no. 4 (avril 1957), page 1.

<sup>187</sup> *Ibid.*

<sup>188</sup> « Japanese Canadian Community Centre », *Montreal Bulletin*, vol. 12, no. 4 (mai 1957), page 3.

<sup>189</sup> *Ibid.*

<sup>190</sup> « The Japanese Community Centre News », *Montreal Bulletin*, vol. 13, no. 4 (avril 1958), page 1.

<sup>191</sup> « The Japanese Catholic Bazaar », *Montreal Bulletin*, vol. 22, no. 4 (avril 1967), page 2b.

En somme, l'Église catholique a joué un double rôle pour la communauté japonaise. Dans un premier temps, elle vise son intégration graduelle à la vie montréalaise. La participation au défilé de la Saint-Jean-Baptiste et l'offre de cours de français, généralement gratuits, ont été faites en ce sens. D'autre part, les catholiques, influencés par le cardinal Léger, respectent la culture japonaise et font en sorte que la communauté ait accès à des cours de langue. Ils favorisent également les activités permettant à tous les gens d'origine japonaise de se rassembler sous un seul toit.

### 8.3 L'Église bouddhiste

Selon Terry Watada, l'Église bouddhiste est particulièrement active au Québec lors des années 1950<sup>192</sup>. En plus du combat pour sa reconnaissance officielle, ses membres se sont impliqués dans la création de plusieurs associations et ils ont procédé à l'achat d'un bâtiment, en plus de retenir les services d'un révérend qui réside en permanence à Montréal<sup>193</sup>.

Après avoir été associé aux immigrants japonais dans la période d'avant-guerre, le bouddhisme s'intéresse particulièrement aux Nisei dans les années 1950. De nombreux faits démontrent cette ouverture. En 1952, le *Lord Abbott* Ohtani, un chef religieux rattaché au temple de Kyôto (chef-lieu du bouddhisme des Japonais au Canada) fait une visite au Canada. Son premier arrêt est à Montréal, où il prononce un sermon en anglais<sup>194</sup>. Les bouddhistes du Québec se disent doublement honorés, car

---

<sup>192</sup> Terry Watada, *Bukkyo Tozen : a History of Jodo Shinshu Buddhism in Canada, 1905-1995*, Toronto, HpF Press, 1996, page 246.

<sup>193</sup> Kuniko Kondo, *Les Canadiens d'origine japonaise à Montréal : leur processus d'intégration à la vie canadienne*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université de Montréal, 2001, page 127.

<sup>194</sup> « Montreal Young Buddhists' [sic] Society », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 12 (déc. 1952), page 11. Sur les particularités du bouddhisme japonais, voir le chapitre IV.

l'abbé Ohtani sort rarement du Japon. Le *Montreal Gazette* souligne d'ailleurs l'importance de cette visite :

« Lord Ohtani, whose position is comparable to that of the Pope in the Roman Catholic Church will be accompanied on his first visit to the city by his wife Lady Ohtani, an aide, Rev. Miyasaka of Kyoto ; Bishop Shigefuji, head of the Buddhist churches in America, and Rev. Tsuji of Toronto »<sup>195</sup>.

L'article mentionne également que le chef religieux va visiter l'hôtel-de-ville, les universités Mc Gill et de Montréal, ainsi que des centres communautaires chrétiens et juifs<sup>196</sup>.

En 1953, la MYBS accueille le révérend Shodo Tsunoda, qui officie à Denver, au Colorado. Le révérend Tsunoda est le premier *Nisei* d'Amérique du Nord à avoir suivi un entraînement bouddhiste au Japon<sup>197</sup>. Lors de son passage à Montréal, il souligne le caractère particulier de cette ville : « I am fascinated by the uniqueness of this city, its people, place names and bilingual signs. It is not Americanized like the other cities I've visited »<sup>198</sup>. Il profite de sa visite pour présider une cérémonie en anglais, accompagné du révérend Tsuji, qui publiera un livret portant sur le bouddhisme en 1955. Comme le mentionne le *Montreal Bulletin* :

« This booklet, especially adaptable to the English speaking young generation is, we believe, of great value to each and every young Buddhist to enable us to gain further knowledge of our Buddhist teaching »<sup>199</sup>.

---

<sup>195</sup> « Lord Ohtani, Japan Buddhists' Leader To Visit Montreal », *The Montreal Gazette*, 22 oct. 1952, page 9.

<sup>196</sup> *Ibid.*

<sup>197</sup> « Montreal young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 10 (oct. 1953), page 2.

<sup>198</sup> *Ibid.*

<sup>199</sup> « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 10, no. 2 (fév. 1955), page 3.

Dans son ouvrage portant sur les différents courants bouddhistes à Toronto, Janet McClelland précise que le révérend Tsuji a joué un rôle fondamental dans la redéfinition du bouddhisme japonais d'après-guerre :

« He was the first English-speaking nisei minister in Canada to help bridge religious differences between issei and nisei. He pushed the young nisei away from an adherence to blind faith and towards an intellectual understanding of the religion itself. Nisei were encouraged to accept the fundamental doctrines of Buddhism as a viable philosophical attitude, not just as an ethnic heritage or psychological support. He also encouraged interfaith and interreligious activities among the various Japanese-Canadian groups in Toronto »<sup>200</sup>.

Cette description s'applique également à Montréal. En effet, le révérend Tsuji est le responsable de l'Église bouddhiste au Québec, de sa fondation jusqu'à 1959 où il sera remplacé par le révérend Ishiura<sup>201</sup>. Cette ouverture à la deuxième génération et surtout à la langue anglaise permettra à un groupe tel que la MYBS de jouer un rôle important au sein de l'Église<sup>202</sup>.

En excluant le mouvement de reconnaissance, qui sera traité dans la prochaine section, les *Bussei* (fidèles) du Québec consacrent leurs efforts à l'acquisition d'un immeuble pouvant servir d'église. La première cérémonie, célébrée en 1947, a lieu chez Jujiro Hori, le père du docteur Hori<sup>203</sup>. Le nombre de fidèles augmente rapidement et les bouddhistes doivent se trouver un autre local, cette fois à la maison Saint-Raphaël (administrée par les Sœurs du Christ-Roi)<sup>204</sup>. L'acquisition d'un

---

<sup>200</sup> Janet McClelland, *Many Petals of the Lotus: Five Asian Buddhist Communities in Toronto*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, pp. 54 – 55.

<sup>201</sup> Terry Watada, *op. cit.*, page 246. Voir également la section « L'enjeu de la reconnaissance » pour plus d'informations sur le révérend Ishiura.

<sup>202</sup> Voir plus bas.

<sup>203</sup> Terry Watada, *op. cit.*, page 245.

<sup>204</sup> *Ibid.* Voir également Kondo, *op. cit.*, page 127.

immeuble devient rapidement un enjeu important pour la communauté bouddhiste. Malheureusement, la section anglophone du *Bulletin* ne fournit pas beaucoup d'informations sur les différentes campagnes de financement et les autres initiatives mises de l'avant par les *Bussei* afin d'acquérir leur propre bâtiment. Des fonds ont été amassés par l'entremise du fonds immobilier (*building funds*). Par exemple, le docteur Hori a versé un montant de 2000\$ à ce fonds en 1959<sup>205</sup>. La *JCCA*, au moment de sa dissolution en 1967, verse une somme de 350\$ à ce même fonds<sup>206</sup>.

Les bouddhistes acquièrent finalement un immeuble, situé au 5250 rue Saint-Urbain au coût de 12 500\$<sup>207</sup>. Terry Watada et Kuniko Kondo mentionnent que l'édifice est acheté en 1961, mais un article du *MB* démontre que les bouddhistes en ont fait l'acquisition dès 1960. Dans l'édition de mai, on annonce que le « nouveau temple des Japonais est actuellement en rénovation et qu'il pourra bientôt être utilisé<sup>208</sup>. Les bouddhistes prévoient d'ailleurs célébrer la fête de *l'hanamatsuri* (anniversaire de Bouddha) le 24 avril<sup>209</sup>. Il est probable que les deux auteurs aient confondu la date d'achat avec la cérémonie d'inauguration, présidée par l'évêque Hanayama, qui était assisté par les révérends Yamada et Ishiura<sup>210</sup>.

L'acquisition d'un immeuble permettra aux bouddhistes d'avoir un prêtre résident. Shigi Okada, qui arrivé directement du temple de Kyôto, s'installe à Montréal dès 1964<sup>211</sup>. Après avoir étudié l'anglais à l'Université McGill, il s'installe dans

<sup>205</sup> « Montreal Buddhist Church - Building Fund », *Montreal Bulletin*, vol. 14, no. 6 (juin 1959), page 3.

<sup>206</sup> « Quebec J.C.C.A. Winds Up », *Montreal Bulletin*, vol. 22, no. 6 (juin 1967), page 3

<sup>207</sup> Terry Watada, *op. cit.*, page 248 ; Kuniko Kondo, *op. cit.*, page 127

<sup>208</sup> « Montreal Buddhist Church », *The Montreal Bulletin*, vol. 15, no. 4 (avril 1960), page 1.

<sup>209</sup> *Ibid.*

<sup>210</sup> Terry Watada, *op. cit.*, page 248.

<sup>211</sup> « Montreal Merry-go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 21, no. 8 (sept. 1964).

l'immeuble de la rue Saint-Urbain<sup>212</sup>. Il va demeurer en poste à Montréal jusqu'en 1971<sup>213</sup>.

### 8.3.1 L'enjeu de la reconnaissance

Le principal combat de l'Église bouddhiste est sa tentative d'obtenir une reconnaissance officielle du gouvernement québécois. Alors que le fédéral a reconnu cette religion dès 1909, le Québec n'a jamais accordé de statut officiel au bouddhisme<sup>214</sup>. Cette lutte va durer plus de dix ans, sans que ses pratiquants n'obtiennent gain de cause. L'enjeu de la reconnaissance mobilise également les jeunes bouddhistes de Toronto et d'Hamilton. Le 6 et le 7 mai 1950, Montréal accueille la conférence de la *Eastern Canada Young Buddhists League*. Les délégués des trois grandes villes ont discuté des difficultés rencontrées par l'Église bouddhiste dans l'Est du Canada et plus particulièrement au Québec<sup>215</sup>. Me Paul Massey, qui est l'avocat consulté par les bouddhistes de Montréal, affirme que la demande d'incorporation coûterait 2000\$<sup>216</sup>.

La *Montreal Young Buddhist Society (MYBS)* est très active au cours des années 1950 quant à la promotion de la religion bouddhiste. Comme mentionné plus haut, leur principal objectif est la reconnaissance de leur Église par le gouvernement du Québec. Dès le mois d'avril 1950, le conseil d'administration énonce ses deux objectifs : 1) achat d'un bâtiment qui servira d'église ; 2) reconnaissance de l'Église

---

<sup>212</sup> *Ibid.*

<sup>213</sup> Terry Watada, *op. cit.*, page 246.

<sup>214</sup> Janet McClelland, *op. cit.*, page 42.

<sup>215</sup> « Busseis Hold Successfull Convention », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 5 (mai 1950), page 1.

<sup>216</sup> Terry Watada, *op. cit.*, pp. 251 – 252.



bouddhiste par le gouvernement du Québec<sup>217</sup>. Comme mentionné plus haut, la *MYBS* peut compter sur le soutien des communautés bouddhistes de l'est du Canada qui se réunissent à Montréal au mois de mai.

D'ailleurs, les délégués de la *ECYBL* donneront leur appui à cette lutte, comme en témoigne le *Bulletin* :

« Delegates from Hamilton and Toronto joined local representatives at the conference table to trash out problems facing Y.B.S. groups in eastern Canada. Special attention was given to the problem of receiving recognition for the Buddhist Church in the Province of Quebec »<sup>218</sup>.

Par ailleurs, les représentants des trois villes s'entendent sur trois points qui sont, selon eux, fondamentaux : 1) la mise sur pied d'une campagne de financement en vue de faire passer une loi privée afin que le bouddhisme soit reconnu officiellement par le gouvernement du Québec ; 2) la création d'un système d'éducation standard pour tous les membres de l'Église ; 3) l'établissement d'un programme de cours portant sur le leadership<sup>219</sup>. L'enjeu de la reconnaissance est donc fondamental pour les bouddhistes de l'est du Canada. Fait à noter, le président élu à la tête de la *ECYBL* en 1950 est le montréalais Kiyoshi Suga<sup>220</sup>.

Les jeunes bouddhistes rappellent également que la campagne de financement pour la charte est sur le point de se terminer. Ils invitent tous les fidèles de contribuer généreusement<sup>221</sup>. Dans son bilan de l'année, la *MYBS* se dit confiante que ce dossier se règle au cours de l'année 1951 :

---

<sup>217</sup> « MYBS News », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 4 (avril 1950), page 2.

<sup>218</sup> « Busseis Hold Successful Convention », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 5 (mai 1950), page 1.

<sup>219</sup> *Ibidem*, page 2.

<sup>220</sup> « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 12 (déc. 1950).

<sup>221</sup> *Ibid.*

« Application has now been made to the Legislative Assembly of the Legislative Council of the Province of the Province of Quebec at their next session for an Act incorporating the Buddhist Church of Quebec »<sup>222</sup>.

L'article revient sur le fait qu'une réponse positive de la part du gouvernement permettrait aux bouddhistes d'émettre des actes d'état civil et surtout de tenir un registre. La *MYBS* prévoit que la loi privée devrait être présentée au cours du mois de janvier ou de février 1951<sup>223</sup>.

Étrangement, cet enjeu capital n'est pas abordé avant le mois de mai 1951 et ce, de façon indirecte. En effet, les jeunes bouddhistes expliquent que les profits qu'ils ont faits grâce à un spectacle vont servir à financer leur lutte pour la reconnaissance<sup>224</sup>. Ni le *Bulletin* ni l'association des jeunes bouddhistes n'expliquent ce qui s'est passé avec le projet de loi qui devait être présenté au début de l'année. Ce n'est qu'à la fin de l'année que la *MYBS* revient sur cette question :

« Although the initial attempt to petition the provincial government for a chart for the local church has ended in failure, the E.C.Y.B.L. has once again pledged their full support towards obtaining this charter »<sup>225</sup>.

L'enjeu de la reconnaissance est peu abordé au cours de l'année 1952. Une fois de plus, c'est lors du bilan annuel que la *MYBS* fait le point sur cette question. À la suite du congrès annuel de la *ECYBL* qui avait lieu à Toronto, deux résolutions ont été adoptées par l'assemblée générale : 1) que la ligue poursuive son combat pour la reconnaissance du bouddhisme au Québec ; 2) que la ligue mette sur pied des cours

---

<sup>222</sup> « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 12 (déc. 1950).

<sup>223</sup> *Ibid.*

<sup>224</sup> « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 6, no. 5 (mai 1951), page 2.

<sup>225</sup> Sam Hashimoto, « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 6, no. 12 (déc. 1951), page 9.

de leadership pour les *Bussei*<sup>226</sup>. Concernant le premier point, l'auteur du bilan explique que ce combat a été : « temporarily shelved due to adverse conditions »<sup>227</sup>. Cependant, la MYBS estime qu'avec l'appui de tous les bouddhistes et de leurs amis, le combat pour la reconnaissance devrait connaître éventuellement un heureux dénouement<sup>228</sup>.

Malgré ces bons sentiments, le dossier n'avance pas plus au cours de l'année 1953. Cependant, les délégués du congrès annuel, qui a lieu à Montréal, reçoivent un nouvel appui. Il s'agit du révérend Kono de Chicago qui agit en tant que conférencier<sup>229</sup>. Ce dernier déclare qu'il n'était pas au courant que les bouddhistes du Québec n'avaient pas de charte<sup>230</sup>. Il compte informer ses fidèles de cette situation dès qu'il retournera aux États-Unis.

Par la suite, le combat des bouddhistes n'est plus mentionné dans les pages du *Bulletin*. Ce silence est particulier, dans la mesure où cette lutte mobilise à la fois la communauté bouddhiste du Québec, de l'Ontario et dans une moindre mesure aux États-Unis. Dans son ouvrage, Terry Watada explique que la croisade de la *ECYBL* est menée par son président, le montréalais Kiyoshi Suga. Celui-ci désire intensifier les pressions afin de faire passer une loi privée au Québec. Il investit 2000\$ dans ce combat qu'il perdra :

---

<sup>226</sup> Tosh Oike, « Montreal Young Buddhists' [sic] Society », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 12 (déc. 1952), page 10.

<sup>227</sup> *Ibid.*

<sup>228</sup> *Ibid.*

<sup>229</sup> Aki Kobayakawa, « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 12 (déc. 1953), page 8.

<sup>230</sup> *Ibid.*

« After the successful raising of the funds, Kiyoshi Suga of the Montreal Young Buddhist Association [sic] led the fight for the Quebec Charter through legal means and spent the \$2000 from the ECYBL, but all efforts failed.

In the 1950s, the ECYBL wanted to stage an all Canada conference of youth group members to discuss such issues as the Quebec situation. The enormous logistics involved, however, discouraged further pursuit. Instead, the annual conferences with locations on a rotational basis continued »<sup>231</sup>.

Watada ne mentionne pas à quel moment ces événements se sont produits. Toutefois, en recroisant ces informations avec les articles du *Bulletin*, on peut déduire que l'échec des bouddhistes s'est produit en 1952, alors que la *MYBS* explique que le combat pour la reconnaissance a été suspendu temporairement, en raison de l'adversité<sup>232</sup>. Est-ce que cet échec a découragé la *ECYBL* de poursuivre ses efforts? Ni Watada, ni le *Bulletin* ne le mentionnent. Quoi qu'il en soit, le mouvement des jeunes bouddhistes s'essouffle au milieu des années 1950<sup>233</sup>. Les pratiquants se tournent vers d'autres associations, qui s'intéressent peu ou pas à la question de la reconnaissance au Québec. Watada mentionne que Kiyoshi Suga, « frustré et seul dans sa lutte pour la reconnaissance au Québec » a abandonné sa cause et quitté l'Église au début des années 1960<sup>234</sup>.

La question de la reconnaissance refait surface au début des années 1960. N'ayant pas de statut officiel, l'Église bouddhiste ne peut tenir de registre civil et donc n'est pas autorisée à enregistrer les actes de naissance, de mariage et de décès. Le révérend Tsuji, qui est le premier célébrant bouddhiste japonais à avoir officié à Montréal, croit qu'il faut à nouveau soumettre une demande d'incorporation<sup>235</sup>. Un fidèle, F. Y.

---

<sup>231</sup> Terry Watada, *op. cit.*, page 245.

<sup>232</sup> Tosh Oike, « Montreal Young Buddhists' [sic] Society », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 12 (déc. 1952), page 10.

<sup>233</sup> Terry Watada, *op. cit.*, page 254.

<sup>234</sup> *Ibid.*

<sup>235</sup> *Ibidem*, page 251.

Okimura demande un avis légal à une firme d'avocat en 1965<sup>236</sup>. Celle-ci mentionne que la loi de la liberté de culte de 1964 (*Freedom of Worship Act*) donne le droit aux bouddhistes d'exercer leur religion et d'en profiter. Cependant, le Code civil prévoit que les mariages et les funérailles doivent être enregistrés par un responsable reconnu par la loi, c'est-à-dire : « [...] priests, rectors, ministers and other officers of the Catholic, Protestant and Jewish faiths only »<sup>237</sup>. Devant cette situation, l'Église bouddhiste du Québec a deux solutions : s'incorporer selon la loi des compagnies du Québec ou faire des pressions sur Québec afin d'obtenir une loi privée<sup>238</sup>. L'idée d'incorporation permettrait aux bouddhistes de célébrer des mariages et des funérailles, sans pour autant leur permettre de tenir un registre. Quant à elle, l'idée de la loi privée se base sur une initiative du Centre Islamique du Québec (*Islamic Centre of Quebec*) qui a réussi à se faire incorporer<sup>239</sup>. Cependant, les bouddhistes considèrent que cette solution est trop coûteuse.

L'évêque Ishiura, qui est devenu responsable de l'Église bouddhiste à Toronto, utilise une nouvelle approche afin de faire avancer le dossier de la reconnaissance au Québec<sup>240</sup>. Plutôt que d'aller du côté législatif, l'évêque mise sur le fait que la liberté de religion des bouddhistes est brimée. Il tente donc de chercher l'appui de personnalités afin que cette cause soit davantage connue. Ses propos sont rapportés par Watada :

---

<sup>236</sup> *Ibidem*, page 252 ; Kuniko Kondo, *op. cit.*, page 129. Kondo cite l'ouvrage de Watada, en précisant qu'Okimura est un fidèle. Quant à lui, Watada mentionne uniquement que cet individu a demandé un avis légal.

<sup>237</sup> Terry Watada, page 252.

<sup>238</sup> *Ibid.*

<sup>239</sup> *Ibid.*

<sup>240</sup> Terry Watada, « Looking East : Japanese Canadians and Jodo Shinshu », in John S. Harding, Victor Sôgen Hori et Alexandre Soucy (éd), *Wild Geese : Buddhism in Canada*, Montréal, McGill – Queen's University Press, 2010, page 79.

« The Lieutenant Governor (I forget his name) was also open for suggestion...In fact, for the Montreal problem, he wanted to step in, but the Montreal Buddhist Church said no...In Chicago I met Martin Luther King's (man), one of the big shots [Dr. Ralph Abernathy]. I mentioned [the Montreal situation] to him and he went to see King. He says, "My boss is willing to come up and march." But the Montreal Church didn't want to rock the boat...Another [Canadian] Senator, a lady, was willing to come in and help and the Lieutenant Governor too. But the Montreal Church members didn't want to rock the boat any more »<sup>241</sup>.

Cette attitude est étrange, étant donné que les bouddhistes du Québec se battent depuis plus de quinze ans pour faire reconnaître leur religion. Les appuis qu'ils auraient obtenus, particulièrement celui de Martin Luther King, auraient forcément donné une visibilité importante à leur cause. L'évêque Ishiura explique que ses coreligionnaires du Québec ne veulent pas « mettre en péril leur place à l'intérieur de la communauté japonaise » [traduction libre]<sup>242</sup>. En quoi cette lutte aurait-elle pu nuire à la réputation des bouddhistes? Avaient-ils peur d'attirer l'attention sur leur communauté? Auraient-ils menacé l'image « d'assimilation » des Japonais au Québec en défendant une religion peu connue? L'évêque ne le mentionne pas. Cependant, le bouddhisme suscite toujours une certaine méfiance:

« There was a feeling among a number of Japanese Canadians that the forced resettlement to eastern Canada was a time for them to prove that they were Canadian first of all. Conversion would be essential proof of their assimilation »<sup>243</sup>.

Quoi qu'il en soit, l'évêque Ishiura s'incline devant la décision de ses coreligionnaires et cesse sa croisade. Le mouvement de reconnaissance s'éteint rapidement.

---

<sup>241</sup> Terry Watada, *Bukkyo Tozen*, *op. cit.*, page 255. Les crochets, qui précisent certains faits, sont de l'auteur.

<sup>242</sup> *Ibid.*

<sup>243</sup> Janet McClelland, *op. cit.*, page 53.

### 8.3.2 Les jeunes bouddhistes

Les jeunes bouddhistes ne font pas qu'amasser des fonds afin de faire reconnaître leur Église. Ils organisent également des activités afin de mieux se faire connaître. L'une de ces activités est le pique-nique estival à l'île Sainte-Hélène. L'événement attire une centaine de personnes en 1950. Plusieurs activités sont au programme, dont une qui attire particulièrement l'attention des autres pique-niqueurs : le *suika-wari*<sup>244</sup>. Cette activité consiste à frapper avec un bâton un melon d'eau suspendu à une corde. Ces pique-niques vont revenir tout au long des années 1950. Cependant, ils changent régulièrement de lieu. En 1954, l'activité a lieu à Plattsburgh, dans l'état de New York<sup>245</sup>. Un an plus tard, la rencontre se déroule à la plage *Rogers* de Saint-Eustache<sup>246</sup>.

L'année 1951 marque le cinquième anniversaire de l'association. Afin de souligner cet événement, la *MYBS* envisage plusieurs nouvelles activités : publication d'un bulletin portant sur les activités des bouddhistes (voir plus bas), parrainage d'une ligue de quilles au cours de l'automne et meilleure publicité concernant l'assemblée générale<sup>247</sup>. À ceci s'ajoutent les autres activités traditionnelles des jeunes bouddhistes : pique-nique, concert traditionnel, ainsi qu'une excursion automnale<sup>248</sup>. D'ailleurs, le *New Canadian* publie un article qui souligne l'anniversaire du groupe :

---

<sup>244</sup> « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 8 (août 1950), page 2.

<sup>245</sup> « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 9, no. 12 (déc. 1954), page 5.

<sup>246</sup> « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 10, no. 12 (déc. 1955), page 6.

<sup>247</sup> « Montreal Young Buddhist League [sic] », *Montreal Bulletin*, vol. 6, no. 3 (mars 1951), page 3.

<sup>248</sup> *Ibid.*

« Formed in spring last year to fill a long-felt need in the Montreal church for a young adults group, the Sangha has, in its short time since inception, taken a most active and helpful part in the activities of the church »<sup>249</sup>.

Parmi les trois premières initiatives, la ligue de quilles est la seule à avoir un avenir durable<sup>250</sup>.

Dans un premier temps, la célébration du cinquième anniversaire est prévue pour le 23 juin au *Carpenters Union Hall*, situé au 3560, boulevard Saint-Laurent<sup>251</sup>. Pour une raison inconnue, cette date n'est pas retenue et le cinquième anniversaire sera finalement souligné au mois d'octobre<sup>252</sup>. Cependant, les activités sont maintenues. Par exemple, les jeunes bouddhistes organisent une danse à laquelle tous les membres de la communauté sont invités. Également, une messe anniversaire présidée par le révérend Tsuji est prévue le 7 octobre, suivie d'un banquet<sup>253</sup>. À cette occasion, il prononce un discours en anglais et en japonais portant sur l'avenir du bouddhisme au Canada et sur les responsabilités des *Bussei* afin de faire connaître leur religion<sup>254</sup>.

Les jeunes bouddhistes ont accroché particulièrement sur ce point car en mars 1952, ils lancent une nouvelle publication, le *Sangha* :

---

<sup>249</sup> « 2<sup>nd</sup> General Meeting of Montreal Sangha Slated Feb. 26 », *The New Canadian*, 18 fév. 1956, page 1.

<sup>250</sup> Voir entre autres : « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 12 (déc. 1953), page 9 ; « The Bussei Bowling News », *Montreal Bulletin*, vol. 12, no. 3 (mars 1957), page 2 ; « Montreal Sangha Ten Pin Bowling League », *Montreal Bulletin*, vol. 20, no. 1 (janv. 1965) ; « Montreal Sangha Ten Pin Bowling League », *The Montreal Bulletin*, vol. 20, no. 2 (fév. 1965), page 1 ; « Montreal Sangha Ten Pin Bowling League », *Montreal Bulletin*, vol. 21, no. 1 (jan. 1966), page 3 ; « Montreal Sangha Ten Pin Bowling League », *Montreal Bulletin*, vol. 22, no. 8 (sept. 1967), page 4.

<sup>251</sup> « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 6, no. 6 (juin 1951), page 2.

<sup>252</sup> « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 6, no. 9 (sept. 1951), page 2.

<sup>253</sup> *Ibid.*

<sup>254</sup> « Montreal Young Buddhist Society Celebrate Fifth Anniversary With Service, Banquet », *The New Canadian*, 13 oct. 1951, page 8.



« It was eleven pages of local Bussei news – religious, social and athletic. It contained articles for the thinker and news of interest for all. It was, in fact, a publication for the local Nisei community with emphasis on the Bussei »<sup>255</sup>.

Le *Bulletin* souligne également le dynamisme de la MYBS qui a mis sur pied une école du dimanche, un groupe d'étude sur le bouddhisme et la ligue de quilles. On rappelle également que les jeunes bouddhistes de Montréal jouent un rôle prépondérant dans la ECYBL et qu'ils sont impliqués dans un mouvement de reconnaissance de leur religion<sup>256</sup>.

Malgré le désir des jeunes d'en faire une publication mensuelle, la revue *Sangha* n'aura pas d'autre numéro au cours de l'année 1952. Dans son bilan annuel, la MYBS écrit que le conseil d'administration de la revue n'a pas été en mesure de publier une deuxième édition, compte tenu de « circonstances »<sup>257</sup>. Cependant, l'organisme mentionne que les responsables de la revue travaillent activement sur le prochain numéro qui devrait paraître prochainement. Cependant, le projet n'a pas été plus loin, car le *Bulletin* ne fait plus mention de la revue *Sangha*, qui n'a pas laissé de traces.

La MYBS est également à la base de l'école du dimanche (*Sunday School*). La première rencontre a lieu le 27 novembre 1952 :

« After a long period of research and study of Buddhism and the manner of conducting the services, the Sunday School committee, under the capable leadership of Jesse Nishihata, has drawn up interesting programmes for young and old alike. During the past two services, there has been a large attendance, and great interest is shown by the children. It is the hope of the M.Y.B.S that the weekly service will be a permanent one »<sup>258</sup>.

---

<sup>255</sup> « The New M.Y.B.S. Publication », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 3 (mars 1952), page 1.

<sup>256</sup> *Ibid.*

<sup>257</sup> *Ibid.*

<sup>258</sup> « Montreal Young Buddhists' [sic] Society », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 12 (déc. 1952), page 11.

L'article ne mentionne pas quel est le cursus de l'école. Toutefois, ces cours du dimanche accaparent les ressources des jeunes bouddhistes. Ces derniers expliquent : « During the past month, the activities of the Busseis has been concentrated entirely on the Sunday School and Bussei Services »<sup>259</sup>. Concernant l'école du dimanche, les participants ont été répartis dans quatre groupes, en fonction de leur âge et de leur scolarité. L'article ajoute :

« These groups after their service are now studying the Life of Buddha under conscientious Bussei members who believe that their time is well spent if it means a unified group among these youngsters »<sup>260</sup>.

Afin de bien encadrer l'enseignement de ses bénévoles, l'Église bouddhiste du Canada offre des formations afin que tous les bouddhistes à travers le pays aient le même type d'enseignement. D'ailleurs, le congrès de la *ECYBL* qui a lieu en 1953 veut : [...] to conduct a Sunday School Teachers' Seminar and a Leadership Training Course during the summer months at some central location such as Toronto »<sup>261</sup>. La formation aura effectivement lieu, car dans son bilan annuel, la *MYBS* mentionne que les enseignants des cours du dimanche ont suivi une série de séminaires à Toronto au courant de l'été<sup>262</sup>. Le texte souligne également le premier anniversaire du *Sunday School*, qui attire chaque semaine un grand nombre d'étudiants<sup>263</sup>. Ces cours, tout comme la formation, semblent efficaces puisque neuf ans plus tard, ces deux activités ont toujours lieu<sup>264</sup>. Fait à noter, la formation de 1962 a lieu à New York.

---

<sup>259</sup> « Montreal young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 1 (janv. 1953), page 2.

<sup>260</sup> *Ibid.*

<sup>261</sup> « Young Buddhists of Canada », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 5 (avril 1953), page 3.

<sup>262</sup> « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 12 (déc. 1953), page 9.

<sup>263</sup> *Ibid.*

<sup>264</sup> « Montreal Buddhist Church », *Montreal Bulletin*, vol. 17, no. 4 (avril 1962), page 4.

En plus de cela, les jeunes *Bussei* se voient offrir des cours de leadership. Une première résolution est adoptée en ce sens dès 1952<sup>265</sup>. Cependant, il faudra attendre un an avant que ces cours soient offerts. Bien que le titre laisse supposer que ces cours portent sur le leadership, le contenu semble davantage orienté vers la connaissance de la religion : « The program is designed to impart to Busseis and non-Busseis alike, a sound fundamental knowledge of Buddhism »<sup>266</sup>. Le révérend Tsuji donne ces cours, qui sont parrainés par la *ECYBL*<sup>267</sup>. Selon le *Bulletin*, la matière enseignée est divisée en trois parties. La première, qui s'est donnée à Toronto, visait à former les enseignants des cours du dimanche<sup>268</sup>. La deuxième partie était composée d'une série de lectures portant sur le bouddhisme et ses différents aspects. La troisième phase se déroule à Montréal. Elle vise à entraîner ces futurs leaders. Les *Busseis* qui auront complété cette formation avec succès obtiendront un certificat<sup>269</sup>.

Ces initiatives semblent également fonctionner, car la *MYBS* et la *ECYBL* sont particulièrement actives au cours des années 1950. Comme mentionné précédemment, ils sont impliqués dans le mouvement de reconnaissance, dans les écoles du dimanche, dans les pique-niques, etc. Toutefois, le mouvement des jeunes bouddhistes s'essouffle au début des années 1960. La dernière élection du conseil d'administration, rapportée par le *Bulletin*, a lieu en 1962<sup>270</sup>. Par la suite, il n'y a plus de nouvelles de l'organisation, qui s'éteint au cours de cette décennie. Terry Watada

---

<sup>265</sup> « Montreal Young Buddhists' Society », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 12 (déc. 1952), page 10.

<sup>266</sup> « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 9, no. 5 (mai 1954), page 2.

<sup>267</sup> *Ibid.*

<sup>268</sup> « Montreal Young Buddhist Society News », *Montreal Bulletin*, vol. 9, no. 12 (déc. 1954), page 2.

<sup>269</sup> *Ibid.*

<sup>270</sup> « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 17, no. 6 (juin 1963), page 3.

avance l'idée que les membres des jeunes bouddhistes sont allés vers d'autres mouvements, ce qui amené la *ECYBL* à cesser ses activités :

« By the 1960, the TYBS [*Toronto Young Buddhist Society*] membership had dwindled to rather low numbers as did the other member temples. Many have moved to the older Sangha group. The TYBS then folded operations in 1962. With it went the Eastern Canada Young Buddhist League »<sup>271</sup>.

Avec la fermeture du chapitre le plus important, celui de Toronto, puis la fin de la *ECYBL*, la *MYBS* perd de sa pertinence. En effet, le mouvement a toujours mis l'accent sur la collaboration et le réseautage avec les autres mouvements de jeunes. Et, à Montréal, se produit le même phénomène qu'à Toronto : de nouveaux groupes religieux font leur apparition

### 8.3.3 Les autres organisations bouddhistes

Le virage *nisei* de l'Église bouddhiste à Montréal débute en 1955 alors que la *Montreal Sangha Society* (*MSS*) est formée<sup>272</sup>. La distinction entre ce groupe et la *MYBS* n'est pas faite. Cette dernière semble être derrière la création de ce nouveau groupe. Dans son bilan de l'année 1955 elle mentionne : « We welcome into our ranks, the young adult group, the "Sanga" [sic], certainly a credit to our efforts »<sup>273</sup>. Il n'y a pas plus de précisions quant à la *MSS*. Il faut attendre le début des années 1960 avant que le groupe devienne particulièrement actif, du moins dans les pages du *Montreal Bulletin*. À partir de ce moment, le journal communautaire rapporte les assemblées générales ainsi que la composition du conseil d'administration de la *MSS*.

---

<sup>271</sup> Terry Watada, *op. cit.*, page 254.

<sup>272</sup> *Ibidem*, page 247.

<sup>273</sup> « Montreal Young Buddhist Society », *Montreal Bulletin*, vol. 10, no. 12 (déc. 1955), page 6.

D'ailleurs, cette dernière a élu des représentants qui siégeront au conseil d'administration de l'école du dimanche<sup>274</sup>.

L'organisation s'occupe de plus en plus de dossiers qui appartiennent à la MYBS. En 1963, la *Montreal Sangha Society* annonce, suite à l'élection du conseil d'administration, son programme pour les prochaines années : 1) organisation d'un concert pour l'été ; 2) location d'un site pour un camp d'été ; 3) relancer la lutte législative afin de faire reconnaître l'Église bouddhiste au Québec ; 4) organisation d'un pique-nique ; 5) mobiliser à nouveau les *Bussei*<sup>275</sup>. Pratiquement tous ces points représentent des dossiers qui ont été défendus ou mis sur pied par la MYBS au cours des années 1950.

De même, la MSS décide de se rapprocher de ses organisations sœurs de Toronto et d'Hamilton. En 1965, les trois se réunissent pour la première fois à Montréal<sup>276</sup>. Selon le MB, cette rencontre a permis aux délégués de comparer leurs notes et de faire connaissance. Ces derniers ont également discuté de la pertinence de créer une ligue regroupant les trois villes. Il n'y a pas eu d'entente formelle, mais les gens se sont entendus pour se rencontrer à Toronto le mois suivant, afin de discuter spécifiquement de cette question<sup>277</sup>. Malgré cette réunion, il faudra attendre deux ans avant que la *Eastern Canada Sangha/Dana League (ECSDL)* soit créée<sup>278</sup>. Les délégués discutent des changements à apporter à l'Église, mais également d'un nouveau conflit générationnel :

---

<sup>274</sup> « Montreal Sangha Society », *Montreal Bulletin*, vol. 15, no. 4 (avril 1961), page 2.

<sup>275</sup> « Montreal Sangha Society », *Montreal Bulletin*, vol. 17, no. 2 (fév. 1963), pp. 3 – 4.

<sup>276</sup> Terry Watada, *op. cit.*, page 255 ; « Tri-City Sangha Conference », *Montreal Bulletin*, vol. 20, no. 5 (mai 1965), page 2.

<sup>277</sup> « Tri-City Sangha Conference », *op. cit.*, page 2.

<sup>278</sup> Terry Watada, *op. cit.*, page 255 ; « Montreal Sangha Society », *Montreal Bulletin*, vol. 22, no. 3 (mars 1967), page 4.

« The Sansei-Nisei bridge was also a contentious, problematical discussion that issued from the evaluation period of conference. The conference revealed that similar problems were the concern of all the three centers regardless of the population or membership count »<sup>279</sup>.

Cette distance entre les deux générations est également évoquée par Watada. Selon lui, l'un des principaux objectifs de la ligue est justement d'encourager les *Sansei* à s'impliquer dans le mouvement bouddhiste grâce à différentes activités<sup>280</sup>. Par ailleurs, la ligue garde le principe d'alternance instauré par la *ECYBL*. En 1967, c'est Toronto qui reçoit la première conférence. L'année suivante, le congrès se déroule à Montréal et finalement en 1969, la ville d'Hamilton accueille les délégués des trois villes. La *ECSDL* va exister jusqu'en 1985, au moment où elle fusionne avec la *Eastern Buddhist Church League*<sup>281</sup>.

Le *Montreal Dana-Fujinkai*, créé en 1961, est une autre organisation affiliée directement à l'Église bouddhiste. Watada explique la signification du mot *dana* ainsi que l'objectif de cette organisation :

« The name "Montreal Dana Club" seemed appropriate since *dana* means "to give to others". The purpose was to promote fellowship among its members, the church and affiliated bodies »<sup>282</sup>.

Le *Dana-Fujinkai* qui sera rebaptisé le *Dana Club* est composé uniquement de femmes. Le club tisse des liens avec la *MSS* et sera intégré dans la *Eastern Canada Sangha/Dana League* en 1967. Cependant, le principal rôle du *Dana Club* consiste à mieux faire connaître la culture japonaise, comme en témoigne sa participation à des cérémonies parrainées par *Japan Society of Canada*. Dès sa création, le *Dana Club* offre des cours de cuisine asiatique, d'*ikebana* (art de l'arrangement floral), de danse

---

<sup>279</sup> « Montreal Sangha Society », *Montreal Bulletin*, vol. 22, no. 3 (mars 1967), page 2a.

<sup>280</sup> Terry Watada, *op. cit.*, page 255.

<sup>281</sup> *Ibidem*, page 257.

<sup>282</sup> *Ibidem*, page 249.

traditionnelle japonaise et même de décoration intérieure<sup>283</sup>. Le club a sa propre section dans le *Montreal Bulletin*, dans la page consacrée aux trois grandes Églises de la communauté, où il annonce ses activités. Terry Watada rapporte qu'en 1991, le club est toujours en activité<sup>284</sup>.

#### 8.4 La Kensington Presbyterian Church et la First United Church

À l'exception de quelques annonces générales, l'Église presbytérienne est peu présente dans les pages du *Bulletin*. D'ailleurs, dans son mémoire de maîtrise, Kuniko Kondo précise qu'il y a trois Églises dans la communauté : la bouddhiste, la catholique et l'Église Unie japonaise. Au sujet des autres religions, elle mentionne « Il y a aussi d'autres cultes, mais leurs adeptes sont peu nombreux »<sup>285</sup>. En 1961, l'Église presbytérienne annonce dans les pages du *MB* qu'elle offrira des services en japonais<sup>286</sup>. Cette confession a droit à sa propre section dans le journal communautaire. Toutefois, il y a peu d'information à en tirer. Par exemple, en octobre 1963, on annonce que le sermon du 20 portera sur la Sainte communion ; celui du 27 portera sur le « livre de la vie » et celui du 3 novembre s'intitule « He raiseth up the poor »<sup>287</sup>. Sur la même page, l'Église mentionne l'existence d'une ligue de petites quilles (*duck-pin bowling*) qui entreprend sa quatrième saison et qui a passé de deux à six équipes<sup>288</sup>. De même, il y a un regroupement de femmes, la *Women's*

---

<sup>283</sup> *Ibid.*

<sup>284</sup> *Ibidem*, page 251.

<sup>285</sup> Kuniko Kondo, *Les Japonais à Montréal*, page 126.

<sup>286</sup> « K. C. Kensington Presbyterian Church News », *Montreal Bulletin*, vol. 16, no. 6 (juin 1961), page 2.

<sup>287</sup> « K. C. Kensington Presbyterian Church News », *Montreal Bulletin*, vol. 17, no. 9 (oct. 1962), page 2.

<sup>288</sup> « Knox Crescent & Kensington Bowling League », *Montreal Bulletin*, vol. 17, no. 9 (oct. 1962), page 2.

*Guild* qui se rencontre une fois par mois, après la messe<sup>289</sup>. Finalement, l'Église presbytérienne organise un bazar annuel afin de financer les réparations et/ou l'entretien de son temple<sup>290</sup>.

La *First United Church* est plus présente à l'intérieur de la communauté japonaise, qu'elle soutient depuis le début des années 1940. Dans son mémoire de maîtrise, Kuniko Kondo fait un résumé assez succinct des années 1950 : il y a eu la formation d'une section *nisei* dans l'Église et la création d'une école du dimanche la même année, soit en 1952<sup>291</sup>. Or, les *Nisei* ont le droit à leur service en anglais depuis mars 1949. Cette messe particulière a lieu le dernier samedi de chaque mois à la *Church of All Nations*<sup>292</sup>. Cependant, la messe en anglais n'a pas lieu chaque mois et il arrive qu'elle soit interrompue pendant un certain temps. Par exemple, en 1950, la messe en anglais est suspendue pour le mois de juillet et d'août<sup>293</sup>.

De plus, l'Église Unie offre des messes bilingues (japonais – anglais), nommées *joint service*. Ces messes reviennent régulièrement et il arrive qu'elles soulignent des occasions spéciales, comme Pâques<sup>294</sup>. La mise sur pied d'une congrégation *nisei* semble appréciée. Le premier rapport annuel précise :

---

<sup>289</sup> « Women's Guild », *Montreal Bulletin*, vol. 17, no. 9 (oct. 1962), page 2.

<sup>290</sup> « Women's Guild », *Montreal Bulletin*, vol. 17, no. 9 (oct. 1962), page 2 ; « Our Annual Bazaar », *Montreal Bulletin*, vol. 17, no. 11 (nov. 1962), page 3 ; « K. C. Kensington Presbyterian Church News », *Montreal Bulletin*, vol. 21, no. 11 (nov. 1966), page 2.

<sup>291</sup> Kuniko Kondo, *op. cit.*, page 130.

<sup>292</sup> « Montreal Japanese United Church », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 3 (mars 1949), page 2.

<sup>293</sup> « Montreal Japanese United Church », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 7 (juil. 1950), page 2.

<sup>294</sup> « United Church News continued », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 4 (avril 1950), page 5 ; « Montreal Japanese United Church », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 2 (fév. 1952) ; « Montreal Japanese United Church – Joint Communion Service », *Montreal Bulletin*, vol. 10, no. 6 (juin 1955), page 2 ; « Montreal Japanese United Church », *Montreal Bulletin*, vol. 15, no. 4 (avril 1960), page 1 ;



« The Annual Meeting of the Nisei Congregation of the Montreal Japanese United Church was held after the service on January 25th, with the minister, Rev. T. Komiyama, presiding. Reports for 1952 were presented by the various officers of the Nisei congregation and revealed that the first year of the Nisei Church had been a satisfactory one »<sup>295</sup>.

On mentionne également que les *Nisei* ont leur propre conseil d'administration. Le révérend Komiyama a d'ailleurs joué un rôle important dans l'Église Unie japonaise. Dans un article de novembre 1955 qui souligne son départ, on mentionne qu'il a passé près de 10 ans à Montréal<sup>296</sup>. À la suite du départ du révérend Komiyama, c'est le révérend Gordon Imai qui prend la relève. Originaire du Canada, il va demeurer en poste à Montréal jusqu'en 1962, alors qu'il sera transféré dans une mission au Japon. À ce sujet, le *MB* explique que : « This is the first time in Canadian church history a Canadian of Japanese ancestry has been appointed to go from Canada to a mission in Japan »<sup>297</sup>. Malgré son départ, le révérend Imai garde contact avec la communauté montréalaise. Au mois de décembre, il écrit au *MB* afin de donner de ses nouvelles : « Rev. Gordon Imai writes from Yokohama, where with his wife and children he is getting settled down for a period of mission work [...] »<sup>298</sup>. C'est ensuite le révérend Yoshio Ono qui prend la relève dès la fin de l'année 1962<sup>299</sup>.

Jusqu'en 1959, les fidèles japonais doivent assister à la messe à la *Church of All Nations*, située au 1135 Carré Amherst. La communauté met sur pied une campagne de financement dès 1956 afin d'avoir sa propre chapelle. L'objectif de 22 000\$ est atteint en trois ans. Le *building committee* qui est en charge du dossier annonce dans

---

<sup>295</sup> « Montreal Japanese United Church – Nisei Church Annual Meeting », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 2 (fév. 1953), page 3.

<sup>296</sup> « United Church News », *Montreal Bulletin*, vol. 10, no. 11 (nov. 1955).

<sup>297</sup> « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 17, no. 5 (mai 1962) page 5.

<sup>298</sup> « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 17, no. 12 (déc. 1962), page 11.

<sup>299</sup> « Bulletin Staff Acknowledgment », *Montreal Bulletin*, vol. 17, no. 12 (déc. 1962), page 12.

les pages du *Bulletin* qu'une rencontre est prévue afin de présenter différentes propositions (soit l'achat d'un immeuble existant ou encore de construire un nouvel édifice)<sup>300</sup>. Il semble que la communauté ait choisi de faire construire une chapelle, car Kondo explique : « En 1959, la chapelle et la résidence du missionnaire actuel, sur la rue Champagneur, sont construites »<sup>301</sup>. Cependant, il n'y a pas d'autres détails disponibles quant à cette campagne de financement ou encore concernant la construction de la chapelle. En 1962, la *United Church* annonce dans les pages du *Bulletin* qu'une deuxième campagne de financement (*second building fund campaign*) vient d'être mise sur pied<sup>302</sup>. L'objectif est de 17 500\$. Toutefois, on ne précise pas à quoi servira ce montant.

Kuniko Kondo mentionne également que l'activité la plus populaire de la *First United Church* est le bazar annuel, organisé au mois d'octobre<sup>303</sup>. En plus d'amasser de l'argent, cette activité permet aux Japonais de Montréal d'entrer en contact avec les « Occidentaux » :

« The bazaar, held on October 17th under the auspices of the Woman's Association of the Japanese United Church, assisted by the Nisei Church members was a very successful one. The event was well attended by both Occidentals and the Japanese residents of Montreal »<sup>304</sup>.

Ces bazars sont très populaires et rapportent une bonne somme d'argent à la communauté : pour l'année 1963, 2 300\$ sont amassés<sup>305</sup>. L'année suivante, ce

---

<sup>300</sup> « Building Committee », *Montreal Bulletin*, vol. 14, no. 6 (juin 1959), pp. 2 – 3.

<sup>301</sup> Kuniko Kondo, *op. cit.*, page 131.

<sup>302</sup> « United Church News – Second Building Fund Campaign », *Montreal Bulletin*, vol. 17, no. 3 (mars 1962), page 2.

<sup>303</sup> *Ibid.*

<sup>304</sup> « Montreal Japanese United Church », *Montreal Bulletin*, vol. 8, no. 10 (oct. 1953), page 2.

<sup>305</sup> « Montreal Japanese United Church – Bazaar Results », *Montreal Bulletin*, vol. 18, no. 10 (oct. 1963), page 2.

montant est dépassé d'au moins 400\$<sup>306</sup>. Donc, sous l'impulsion de la deuxième génération, la congrégation s'ouvre graduellement aux Occidentaux.

Les différents anniversaires de la congrégation sont également soulignés dans le *Bulletin*. En 1950, l'Église Unie du Canada célèbre son « jubilaire d'argent ». Afin de souligner cette date importante, l'Église organise une messe pour tous ses membres (anglophones et japonais). Il est précisé que « Miss Lily Uyeda, who graduated from the United Church Training school on May 9th in Toronto, will speak in English to the young people »<sup>307</sup>. Le sermon japonais va être prononcé par le révérend en place. La jeune communauté célèbre également son cinquième anniversaire le 11 mai 1952. Cependant, le journal ne précise pas en quoi consisteront les célébrations<sup>308</sup>. Évidemment, en 1957, le dixième anniversaire est souligné. Pour cette occasion, le révérend Komiyama, qui est toujours à Hamilton se rend à Montréal afin de prononcer un sermon<sup>309</sup>. En novembre 1967, la chronique mondaine du *Bulletin* mentionne que la *Montreal Japanese United Church* célèbre ses 20 ans d'existence avec une messe spéciale. À cette occasion, deux anciens ministres du culte, le révérend Komiyama et le révérend Gordon Imai vont être parmi les invités<sup>310</sup>.

---

<sup>306</sup> « United Church News », *Montreal Bulletin*, vol. 19, no. 10 (oct. 1964), page 3.

<sup>307</sup> « Japanese United Church », *Montreal Bulletin*, vol. 5, no. 5 (mai 1950), page 2.

<sup>308</sup> « Montreal Japanese United Church – 5<sup>th</sup> Anniversary Commemoration », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 4 (avril 1952), page 3. La *First United Church* souligne même son 7<sup>ème</sup> anniversaire : « Montreal Japanese United Church », *Bulletin*, vol. 9, no. 3 (mars 1954), page 3.

<sup>309</sup> « 10<sup>th</sup> Aniversar Service », *Montreal Bulletin*, vol. 12, no. 5 (mai 1957), page 2.

<sup>310</sup> Maze Koze, « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 22, no. 10 (nov. 1967).

## Conclusion

Les décennies 1950 et 1960 ont été particulièrement importantes pour la communauté japonaise. Cette dernière s'est ouverte progressivement à sa nouvelle société d'accueil. Cette prise de contact avec les francophones n'a pas entraîné de bouleversement majeur, du moins dans les pages du *Montreal Bulletin*. Celui-ci accorde un peu plus d'importance aux nouvelles locales, sans pour autant délaisser sa vocation première, soit demeurer un lieu de rassemblement pour les Japonais dispersés sur le territoire montréalais. À l'exception d'un article portant sur les dangers du séparatisme, le journal ne s'est jamais positionné sur un quelconque enjeu québécois. Et malgré ses dérives, le docteur Horii représente le parfait exemple de l'intégration des Japonais au Québec.

Par ailleurs, l'Église catholique a joué un rôle important quant à l'intégration graduelle des gens d'origine japonaise. Après avoir aidé les jeunes migrants à se trouver un emploi et un logement au Québec, l'Église s'est employée à mieux faire connaître les Japonais à Montréal. De plus, les Sœurs du Christ-Roi puis la commission scolaire catholique ont mis à la disposition de la communauté des cours de français. Cette initiative n'a pas été un franc succès, les *Nisei* étant déjà une communauté anglophone. Mais, à la fin des années 1960, le français devient plus important alors que la troisième génération, les *Sansei*, prend davantage de place. Par ailleurs, l'Église catholique encourage les Japonais à maintenir leur culture, leur langue et même leurs valeurs traditionnelles. En effet, le centre communautaire qui est parrainé par les catholiques, offre des cours de japonais mais permet aussi à tous les Japonais, peu importe leur confession religieuse, de se rassembler sous un même toit.

Quant à eux, les bouddhistes doivent faire face à un enjeu important : leur religion n'est pas reconnue par le gouvernement du Québec. Cet état de fait réussit à mobiliser une partie importante des *Bussei* (fidèles). Malgré tous les efforts humains et

financiers, la tentative de faire reconnaître officiellement leur religion échoue et les bouddhistes doivent abandonner leur quête. Cependant, ils ne connaissent pas que des échecs au cours de cette période. L'Église est particulièrement dynamique sous l'impulsion des jeunes bouddhistes qui agissent à Montréal, mais également à l'intérieur d'une ligue regroupant aussi Toronto et Hamilton. De plus, les Bouddhistes réussissent à amasser suffisamment d'argent pour acheter un édifice qui abritera leurs cérémonies.

Finalement, la *First United Church* ralentit quelque peu ses activités au cours des années 1950 et 1960. Mais, tout comme l'Église bouddhiste, elle entreprend un virage jeunesse. Cette religion, qui était davantage l'apanage de la première génération, accorde de plus en plus de place aux *Nisei* anglophones. Quant à elle, l'Église presbytérienne qui compte peu d'adeptes est peu présente à l'intérieur du *Bulletin*, excepté dans la partie réservée à la religion.

L'évolution de la communauté japonaise au cours de cette période démontre qu'il y a un glissement qui s'est produit. Les *Issei*, de moins en moins nombreux, ont laissé la place aux *Nisei* qui ont une grande influence sur le développement de la communauté. Par ailleurs, un nouveau conflit générationnel se dessine alors que les *Sansei* grandissent. Ces jeunes n'ont pas connu l'expérience de la discrimination de leurs parents et sont nés et ont vécu toute leur vie au Québec. Aussi, la communauté japonaise doit accueillir de nouveaux immigrants japonais à partir de la fin des années 1960. Tout comme la jeune génération, ces migrants n'ont pas le même parcours de vie que les *Nisei*, auxquels ils s'identifient peu. L'équilibre de la communauté se retrouve donc ébranlé et le défi pour les décennies suivantes sera donc de faire une place à ces nouveaux venus, qui ont tous leur propre vision de l'identité japonaise au Québec.

### PARTIE 3 : DE 1970 À 1989

## CHAPITRE IX

### ÉVOLUTION DE LA COMMUNAUTÉ JAPONAISE DU QUÉBEC, 1970 – 1989

La communauté japonaise du Québec fait face à de nombreux changements au cours des années 1970. L'un des plus importants est l'arrivée de nouveaux immigrants japonais, dont l'arrivée est favorisée par l'assouplissement des règles migratoires du Canada à la fin des années 1960. Parmi eux, un certain nombre choisit de s'établir au Québec. L'impact de ce courant sur la petite communauté de Montréal doit donc être mesuré. Les migrants représentent-ils une faible proportion des effectifs japonais au Québec ou ont-ils un impact démographique significatif ? Par ailleurs, ces nouveaux venus arrivent avec leur propre bagage socio-professionnel, culturel et même linguistique, les *Nisei* étant généralement tous des anglophones. La question de leur intégration à la communauté japonaise existante doit donc être posée. Est-ce que les immigrants représentent le renouveau de cette dernière ou, au contraire, représentent-ils une division ?

La communauté doit également faire la place à la troisième génération, les *Sansei*. Les questions d'identité et d'intégration se posent également à leur sujet. Leur parcours est différent de celui des deux générations précédentes. La plupart d'entre eux n'a pas connu la dispersion des années 1940 et sont nés au Québec, où ils ont grandi dans un milieu urbain, majoritairement francophone et catholique. Ces deux éléments les distinguent à la fois de leurs aînés et des autres *Sansei* à travers le Canada. En quoi ces facteurs influencent ou non le sentiment d'appartenance de cette génération à l'égard de la communauté japonaise ? La question inverse doit aussi être

posée : quelle place leur a été accordée par les *Issei* et les *Nisei* ? L'historiographie a beaucoup insisté sur les tensions existant entre les différentes générations à l'intérieur d'une communauté ethnoculturelle. Il faut donc voir si la communauté japonaise du Québec se conforme parfaitement au modèle traditionnel ou si elle possède ses propres caractéristiques.

### 9.1 Portrait des immigrants japonais au Québec

Comme cela a été mentionné au chapitre II, l'immigration japonaise est freinée par le Canada à partir de 1907, avec le *Gentlemen's agreement*. Il faut attendre jusqu'en 1952, soit un an après la signature du traité de paix entre le Japon et le Canada, pour que ce dernier assouplisse ses règles quant à la venue de migrants nippons<sup>1</sup>. Les Canadiens d'origine japonaise peuvent alors parrainer certains membres de leur famille qui sont demeurés en Asie.

Ce n'est qu'à partir de 1966, à la suite d'un nouveau règlement sur l'immigration, que les citoyens japonais peuvent soumettre leur propre candidature afin d'émigrer au Canada. Comme en témoignent les données tirées du recensement, ce changement entraîne une hausse importante du nombre de Japonais au Québec lors du recensement de 1971.

Première constatation : le nombre d'immigrants a toujours représenté une partie non-négligeable de la communauté japonaise du Québec (tableau 9.1.). On constate une aberration pour le recensement de 1941 : Statistique Canada fait état de 68 immigrants japonais alors qu'il n'y a que 48 personnes de cette origine au Québec. Cet écart important s'explique par la présence de citoyens britanniques nés au Japon :

---

<sup>1</sup> Keiko Minai, *The Japanese in Montreal – A Socio-Economic Integration and Ethnic Identification of an Immigrant Group*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université McGill, 1977, page 6.



Tableau 9.1 Nombre d'immigrants japonais et de gens d'origine japonaise au Québec, 1941 - 1991

Année de recensement	Immigrants japonais			Gens d'origine japonaise		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
<b>1941</b>	38	29	<b>68</b>	28	20	<b>48</b>
<b>1951</b>	228	164	<b>392</b>	580	557	<b>1 137</b>
<b>1961</b>	231	201	<b>432</b>	751	708	<b>1 459</b>
<b>1971</b>	380	365	<b>745</b>	885	860	<b>1 745</b>
<b>1981</b>	260	300	<b>560</b>	700	690	<b>1 395</b>
<b>1986</b>	235	345	<b>585</b>	935	955	<b>1 895</b>
<b>1991</b>	350	410	<b>760</b>	1350	1330	<b>2 680</b>

*Source : Statistique Canada, recensements de 1941 à 1991*

Par la suite, la proportion d'immigrants japonais à l'intérieur de la communauté de Montréal diminue mais reste tout de même importante.

Un sommet migratoire est atteint en 1971, alors que 745 immigrants japonais vivent au Québec. Toutefois, cette statistique n'est pas représentative comme en témoignent les données des recensements précédents et celles de 1986. Ce nombre élevé d'immigrants pour une si petite communauté a été probablement stimulé par la tenue de l'Expo 67 ainsi que celle d'Osaka au Japon en 1970. Ces deux événements internationaux ont créé des liens entre ce pays et le Québec. Leur impact sera abordé dans le dernier chapitre.

Fait à noter, la population japonaise diminue au recensement de 1981, ce qui représente une première dans l'histoire de la communauté. Bien qu'elles ne puissent pas être vérifiées directement, plusieurs hypothèses peuvent expliquer cette baisse. Il est probable que les Japonais, davantage associés à la communauté anglophone du Québec, aient quitté la province en raison du contexte politique (élection du Parti Québécois ; premier référendum) et linguistique. Le contexte économique de la province peut également expliquer cette baisse :

La province, avec seulement environ 15% des personnes admises au Canada, attire moins que sa voisine, l'Ontario, dont la croissance est plus rapide. Montréal subit de plein fouet la désindustrialisation<sup>2</sup>.

L'immigration japonaise s'inscrit également dans une tendance plus globale : le Québec attire une faible portion de l'immigration asiatique<sup>3</sup>. Parmi les autres tendances observées dans le tableau 9.1, il y a le nombre de femmes immigrantes qui se rapproche de celui des hommes, avant de le dépasser à partir du recensement de 1971. Quant à la proportion d'hommes, elle joue entre 40 et 45% des effectifs d'immigrants japonais.

Pour les recensements suivants, la proportion d'immigrants au sein de la communauté diminue en raison de l'augmentation importante des Québécois d'origine japonaise. Il faut mentionner qu'à partir de 1986, Statistique Canada permet aux répondants de fournir plus d'une origine ethnique (tableau 9.2.). Ce choix fait donc augmenter considérablement le nombre de gens d'origine japonaise. Entre le recensement de 1981 et celui de 1986, le nombre de réponses unique diminue de 110 alors que la population d'origine japonaise augmente de 500 personnes. L'impact des réponses multiples est beaucoup moins grand au recensement de 1991 (tableau 9.2) :

---

<sup>2</sup> Paul-André Linteau, « Les grandes tendances de l'immigration au Québec (1945 – 2005) », *Migration*, vol. 34, no. 2 (2009), pp. 37 – 38.

<sup>3</sup> *Ibidem*, page 39.

Tableau 9.2 Population d'origine japonaise du Québec, 1981 - 1991

	Origine déclarée	Hommes	Femmes	Total
<b>1981</b>	<i>Unique</i>	700	690	<b>1 395</b>
<b>1986</b>	<i>Unique</i>	660	620	1 285
	<i>Multiple</i>	270	340	610
	<i>Total</i>	935	955	<b>1 895</b>
<b>1991</b>	<i>Unique</i>	920	940	1 860
	<i>Multiple</i>	430	390	820
	<i>Total</i>	1 350	1 330	<b>2 680</b>

Source : Statistique Canada, recensements de 1981 à 1991

Cette catégorie augmente de 210 personnes, alors que la population d'origine japonaise connaît un bond de près de 800 personnes. Cette progression s'explique en partie par une légère hausse du nombre d'immigrants lors de cette année (voir tableau 9.1).

#### 9.1.1 Les données québécoises

Le Québec compile ses propres statistiques quant au nombre de nouveaux immigrants qui viennent s'établir sur son territoire à chaque année. Les données commencent à partir de 1973 (tableau 9.3.). Pour chaque année, le ministère de l'Immigration fournit trois types de donnée pour les immigrants, qui sont classés en fonction de leur pays de naissance, de leur pays de citoyenneté et de leur dernier pays de résidence. Cette dernière catégorie est moins pertinente, puisqu'elle regroupe des immigrants

qui ont passé au moins un an au Japon au cours de l'année précédente. Ils ne sont donc pas nécessairement d'origine japonaise. Les écarts entre les deux catégories du tableau 9.3. sont peu importants, compte tenu de la taille des effectifs. Par ailleurs, les données compilées par le Québec donnent un portrait dynamique de l'immigration japonaise. On peut donc savoir, pour chaque année, le nombre exact de Nippons qui viennent s'établir au Québec :

Tableau 9.3 Répartition des immigrants nés au Japon ou de citoyenneté japonaise admis au Québec, 1973 - 1992

Période	Pays de naissance	Pays de citoyenneté
1973 - 1977	299	282
1978 - 1982	174	159
1983 - 1987	125	115
1988 - 1992	205	170

Source : *L'immigration au Québec – Bulletin statistique annuel, 1973 – 1992*

Les données québécoises démontrent sensiblement la même chose que les recensements canadiens. Le nombre de migrants diminue de façon importante au cours des années 1980, avant de reprendre tranquillement son essor à la fin de cette période (tableau 9.3). Bien que ces chiffres ne représentent qu'une très faible partie de l'immigration qui aboutit au Québec, l'impact est significatif pour la communauté japonaise de Montréal.

La chute est très nette entre la première et la deuxième période : près de la moitié moins d'immigrants japonais choisissent le Québec comme destination. Cette tendance se poursuit jusqu'à 1987. Un creux historique est d'ailleurs atteint en 1985, alors que seulement 14 immigrants japonais ont choisi le Québec, soit un de moins

qu'en 1984. Comme mentionné plus haut, le contexte économique a très probablement éloigné les immigrants japonais de Montréal.

Le bulletin des statistiques annuelles fournit d'autres types de données intéressantes. Parmi elles, il y a la connaissance des langues officielles du Canada. De 1973 à 1978, on prend comme base la citoyenneté de l'immigrant. Puis les données sont divisées en quatre catégories : connaissance du français ; connaissance de l'anglais et du français ; connaissance de l'anglais, connaissance d'une autre langue. Sans surprise, les immigrants qui parlent français sont peu nombreux. Pour la période 1974 – 1978, 11 immigrants ayant la citoyenneté japonaise affirment connaître seulement le français sur un total de 240 admis, soit 4,6%<sup>4</sup>. 13 immigrants disent connaître l'anglais et le français (5,4 %) ; 120 maîtrisent l'anglais (50%) et 96 ne connaissent ni l'anglais ni le français (40%)<sup>5</sup>. En incluant les francophiles et les bilingues, seulement 10% des immigrants japonais parlent français.

De 1979 à 1987, le ministère de l'Immigration utilise les mêmes catégories., mais en prenant comme base le pays de naissance. Une fois de plus, les immigrants francophones ne sont pas très nombreux, comparativement à ceux qui affirment maîtriser l'anglais. Sur un total de 266 immigrants japonais admis au cours de cette période, 36 (13%) affirment connaître le français ou être bilingues (français et anglais)<sup>6</sup>. Aucun immigrant francophile n'est venu s'établir au Québec en 1982, en

---

<sup>4</sup> Ministère de l'Immigration du Québec, *L'immigration au Québec*, Direction de la Recherche, Québec, années 1974 à 1978. Fait à noter, les données pour l'année 1973 sont disponibles uniquement dans la catégorie « dernière résidence ».

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> Ministère de l'Immigration du Québec, *L'immigration au Québec*, Direction de la Recherche, Québec, années 1978 à 1987.

1984 et en 1987. 113 (42,5%) connaissent l'anglais et finalement 117 (44%) sont allophones<sup>7</sup>.

Le ministère fournit également des informations ponctuelles, souvent publiées lors d'une seule année. La publication de 1973 fait état du degré de scolarité des immigrants japonais. Sur les 52 admis au Québec cette année-là, tous ont au moins 9 ans de scolarité<sup>8</sup>. 28 d'entre eux ont entre 10 et 15 ans de scolarité et 21 ont plus de 15 ans de scolarité. De ce nombre, 4 ont passé plus de 20 ans dans le réseau scolaire de leur pays d'origine<sup>9</sup>. Ce degré de scolarité élevé chez les immigrants japonais a été confirmé par Keiko Minai dans le cadre de son mémoire de maîtrise<sup>10</sup>.

L'éducation poussée des immigrants japonais se reflète également dans un autre ensemble de données fournies par le ministère, soit le secteur d'emploi dans lequel ils prévoient travailler. Les catégories utilisées, au nombre d'une vingtaine, vont du secteur agricole aux mathématiques ou encore à la direction d'entreprise. La catégorie qui regroupe le plus d'immigrants est celle des « travailleurs qualifiés dans des services » avec 23 personnes<sup>11</sup>. Suit la catégorie « travailleurs des sciences naturelles » avec sept immigrants, puis la catégorie des enseignants avec quatre personnes. D'autres catégories, telles que l'industrie de la transformation ou le personnel médical regroupent deux immigrants. Les métiers manuels ou nécessitant peu de qualifications ne sont pas populaires chez les immigrants japonais. Les secteurs de l'agriculture, du bâtiment, de l'exploitation ou du transport, de la

---

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> Ministère de l'Immigration du Québec, *L'immigration au Québec*, Direction de la Recherche, Québec, 1973, tableau 17.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> Voir plus bas.

<sup>11</sup> Ministère de l'Immigration du Québec, *L'immigration au Québec*, Direction de la Recherche, Québec, 1973, tableau 14.

manutention ou des ouvriers qualifiés n'ont pas attiré un seul Japonais pour l'année 1973<sup>12</sup>. De même, il n'y a aucun membre d'un clergé ou encore d'artiste japonais qui vient s'établir au Québec pour cette même période.

Les statistiques sur l'emploi projeté par les immigrants reviennent en 1981. Étant donné la taille des effectifs pour cette année, soit la moitié moins d'immigrants comparé à 1973, il n'est pas possible de définir une tendance particulière chez les Japonais (voir tableau 9.1.). Cependant, la prédominance de certaines catégories d'emplois est encore nette. Tout comme pour l'année 1973, c'est la catégorie des travailleurs qualifiés dans des services, avec cinq immigrants, qui est la plus populaire. La deuxième est celle des professionnels des domaines artistiques et littéraires, avec quatre individus. Il est possible qu'un spectacle ou un événement impliquant des artistes japonais ait gonflé cette statistique. Suivent ensuite les catégories d'entrepreneurs et d'enseignants avec deux immigrants. Une fois de plus, les secteurs manufacturiers, de la construction ou du transport n'attirent pas de Japonais.

#### 9.1.2 Une étude sur les immigrants japonais

Un mémoire de maîtrise en sociologie, réalisé par Keiko Minai à l'Université McGill, s'est concentré sur les migrants japonais établis au Québec au cours des années 1960 et 1970. Son analyse est basée sur des entrevues menées auprès de 86 hommes et de 98 femmes en 1977<sup>13</sup>. Sont exclus de l'étude : les jeunes enfants et les parents des immigrants, ainsi que les employés transférés temporairement à Montréal, de même

---

<sup>12</sup> *Ibid.*

<sup>13</sup> Keiko Minai, *The Japanese in Montreal – A Socio-Economic Integration and Ethnic Identification of an Immigrant Group*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université McGill, 1977, page 49.

que leur famille<sup>14</sup>. L'auteure se concentre sur les efforts d'intégration de ces immigrants à Montréal et plus globalement à la société canadienne. Ainsi, elle laisse de côté les rapports entre le Québec et ces nouveaux arrivants. De même, les relations entre ces derniers et la communauté japonaise de Montréal ne sont pratiquement pas abordées.

Les statistiques récoltées par Keiko Minai démontrent que les *shin-issei* sont très éduqués, ce qui confirme les données du bulletin statistique de 1973. Sur l'échantillon total de 184 personnes, seulement 4 ont l'équivalent d'une formation primaire (*junior high school*), tandis que 49 ont une formation de niveau secondaire (*high school*), 50 ont une formation de niveau collégial et 81 ont une formation universitaire<sup>15</sup>. Ce niveau d'éducation est largement au-dessus de la moyenne au Japon, où plus de la moitié de la population n'a pas dépassé le *junior high school*<sup>16</sup>. Comme le souligne Minai, ce niveau d'éducation a un impact sur le type de profession exercé par l'immigrant japonais. Parmi les personnes en âge de travailler, plus du quart (26 %) occupent un poste de col blanc. Suivent l'enseignement, autant de niveaux primaire, secondaire, collégial ou universitaire (13,6 %) ; les autres emplois professionnels (8,9 %) ; et finalement, les postes en recherche et en ingénierie (7,1 %)<sup>17</sup>. Ces informations sont également corroborées par les données du ministère de l'Immigration.

Le mémoire s'attarde brièvement à la question du mariage :

« 148 that is 80,4% of the sample were married, 71 of them before emigrating from Japan, 53 were married in Canada, 18 went back to Japan to get married

---

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> *Ibidem*, page 58.

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> *Ibidem*, page 59.



and 6 were married outside both Canada and Japan. Inter-marriage was most frequent with French Canadians (15 persons), 5 married English Canadians, 6 married other Asians, and 9 married other ethnic groups »<sup>18</sup>.

Plusieurs de ces immigrants maîtrisent suffisamment le français pour fréquenter et même épouser un(e) francophone. Toujours dans cette optique linguistique, le mémoire de Minai présente un tableau de la maîtrise des deux langues officielles des immigrants japonais. Fait à noter, il s'agit d'une auto-évaluation faite par ces derniers (tableau 9.4.) :

Tableau 9.4 Auto-évaluation de 184 immigrants japonais établis au Québec de leur maîtrise des deux langues officielles

Maîtrise de la langue	Anglais	Français
Excellente	22	2
Très bonne	44	17
Bonne	72	17
Correcte	33	39
Faible	13	60
Aucune	0	49
Total	184	184

Source : Keiko Minai, *The Japanese in Montreal*, page 73.

La maîtrise de l'anglais par les *shin-Issei* s'explique aisément : au Japon, les enfants apprennent cette langue à partir de la 7<sup>e</sup> année. Pour sa part, le français y est enseigné uniquement au niveau collégial et universitaire au Japon et est considéré comme une

---

<sup>18</sup> *Ibidem*, page 70.

langue optionnelle<sup>19</sup>. Malgré cette situation, 40 % des immigrants japonais estiment avoir à tout le moins une maîtrise correcte de la langue française. Ces données ne correspondent pas à celles fournies par le ministère de l'Immigration. Est-ce que les Japonais ont acquis ces connaissances à la suite de leur déménagement au Québec? Minai ne le mentionne pas. Il aurait été pertinent de savoir si l'influence du milieu de travail, du voisinage ou des amis a joué ou non sur la maîtrise du français par les Japonais.

Le mémoire de Keiko Minai s'intéresse également au réseau social des immigrants japonais. Ces derniers peuvent compter sur deux associations qui leur sont réservées : le *New Immigrant Club* et le *Club Montreal Academie*<sup>20</sup>. De même, les *shin-Issei* ont accès à toutes les églises communautaires et autres associations à vocation culturelle, sportive ou autres. Pour l'année 1977, Minai dénombre dans la communauté japonaise de Montréal : 17 associations à vocation ethnique, 43 associations professionnelles, 50 associations socioculturelles ou sportives, 6 syndicats et finalement une association parent – enseignants (*PTA*)<sup>21</sup>. Cependant, les *shin-Issei* fréquentent peu ces associations : 30 % affirment ne pas en fréquenter une, 19 % affirment appartenir à deux associations et 20 % participent à plus de trois associations<sup>22</sup>.

Les immigrants japonais semblent surtout fréquenter les églises de la communauté japonaise de Montréal :

« “We have already mentioned that the Japanese community has been dispersed between the four churches, thus social activities are more

---

<sup>19</sup> *Ibidem*, page 74.

<sup>20</sup> *Ibidem*, pp. 96 – 97.

<sup>21</sup> *Ibidem*, page 97.

<sup>22</sup> *Ibid.*

efficiently organized within each church group than on the total community basis. The new immigrants are free to enter any of these churches (sometimes regardless of religious faith) and some of them actually enjoy social rather than religious activities of these churches. [...] 36 of the respondents maintain some sort of contacts with one of the four Japanese-Canadian churches, either as members or as non-members” »<sup>23</sup>.

Bien qu’un certain nombre des *shin-Issei* fréquentent les Églises de la communauté, leur présence n’est pas évoquée, du moins dans les pages anglophones du *Montreal Bulletin*. Le journal ne mentionne pas la présence de ces nouveaux venus, ni leur impact et leur implication (ou non) au sein de ces communautés relativement petites en taille. Or, comme le dit Minai, les communautés religieuses semblent constituer le principal lieu de contact entre la population canadienne-japonaise et les immigrants japonais d’après-guerre. Cependant, l’auteure n’a pas développé ce sujet<sup>24</sup>.

Le mémoire s’est aussi intéressé à l’origine ethnique de ceux qui emploient les *shin-Issei*, ainsi que la durée de séjour de ces derniers au Canada (tableau 9.5.). Ces statistiques recèlent beaucoup d’informations. À première vue, il semble que les Japonais se concentrent surtout dans les entreprises anglophones, à près de 41 % de l’échantillon, ce qui inclut les entreprises juives. Ce phénomène contredit l’affirmation de Minai quant à l’attrait des compagnies japonaises.

Cependant, la durée de séjour de l’immigrant influence fortement cette statistique : sur le total de 47 travailleurs, 22 ont passé plus de dix ans au Canada. Cette concentration représente d’ailleurs près de 54 % du nombre total d’immigrants dans cette catégorie. Il est possible que, grâce à cette longue expérience du pays, les *shin-Issei* aient davantage maîtrisé la langue anglaise, ce qui leur a permis d’avoir un emploi dans une firme anglophone (tableau 9.5) :

---

<sup>23</sup> *Ibidem*, page 99.

<sup>24</sup> Voir également la partie suivante du présent chapitre.

Tableau 9.5 Employeurs des immigrants japonais classés selon l'origine ethnique

Employeurs selon l'origine ethnique	Durée de la résidence			Total
	10 ans et +	7 – 9 ans	- de 7 ans	
<b>Japonais</b>	5	5	11	21
<b>Anglais</b>	17	7	7	31
<b>Français</b>	3	3	5	11
<b>Gouvernement</b>	4	3	2	9
<b>Juif</b>	5	6	5	16
<b>Américain</b>	4	4	7	15
<b>Autres</b>	3	5	4	12
<b>Total</b>	<b>41</b>	<b>33</b>	<b>41</b>	<b>115</b>

Source : Keiko Minai, *The Japanese in Montreal*, page 117.

Les données concernant les employés de firmes japonaises appuient également cette idée : la moitié de ces travailleurs ont passé moins de sept ans au Canada. Ainsi, leur maîtrise de l'anglais serait moindre ou encore ils sont de passage au pays uniquement pour cet emploi.

Les entreprises juives viennent au troisième rang. Cette fois, la durée du séjour au Canada ne semble pas avoir d'influence sur l'échantillon de travailleurs japonais, qui sont répartis équitablement dans les trois catégories. Des informations sur le type d'entreprise juive auraient permis d'en apprendre davantage. S'agit-il de petits commerces ou de manufactures qui emploient ces immigrants, comme ce fut le cas pour les *Nisei* qui arrivèrent à Montréal dans les années 1940? Si c'est le cas, la maîtrise de l'anglais est moins importante pour ce type de travail. Les entreprises francophones viennent à l'avant-dernier rang, juste devant les emplois

gouvernementaux (fédéral et provincial)<sup>25</sup>. Le pourcentage est faible, soit 9,5 %, mais il démontre tout de même que certains immigrants s'intègrent au marché du travail francophone. Cette expérience augmente leur maîtrise du français et le nombre de contacts qu'ils ont avec les Québécois francophones.

L'auteure du mémoire s'est également intéressée à la question de la discrimination à l'égard de ces immigrants, mais aussi à l'égard des Canadiens d'origine japonaise. Par exemple, Minai leur a demandé : « pensez-vous que les immigrants japonais et les Canadiens d'origine japonaise sont victimes de discrimination lorsqu'ils se cherchent un emploi ? »<sup>26</sup>. De façon générale, les immigrants se disent satisfaits de leur vie au Canada et affirment avoir atteint un certain statut social et économique et n'ont donc pas souffert de discrimination<sup>27</sup>. D'ailleurs, 56 % d'entre eux mentionnent que leur situation financière s'est améliorée (un peu ou beaucoup), tandis que 39 % croient qu'il n'y a pas de différence avec leur vie précédente au Japon<sup>28</sup>. Toutefois, la discrimination ne se limite pas au marché de l'emploi et il aurait été intéressant de connaître l'expérience des immigrants japonais à ce sujet. Ainsi, il aurait été possible de la comparer avec celle des *Issei* et des *Nisei* qui ont connu une discrimination officielle durant la Deuxième Guerre mondiale. De même, Minai ne mentionne pas si les cas de discrimination proviennent davantage des francophones ou des anglophones, ce qui aurait donné un portrait plus juste de la discrimination à l'égard des *shin-Issei*.

Le mémoire de maîtrise de Kuniko Kondo, consacré quant à lui à la communauté *nisei*, n'aborde pas non plus les relations que cette dernière entretient avec les

---

<sup>25</sup> *Ibidem*, page 121.

<sup>26</sup> "Do you feel Japanese immigrants and Japanese-Canadians are discriminated against in trying to get à job?", *ibidem*, page 129.

<sup>27</sup> *Ibidem*, pp. 132 – 134.

<sup>28</sup> *Ibidem*, page 134.

immigrants japonais<sup>29</sup>. Et, de façon générale, la grande majorité des ouvrages portant sur l'histoire des Japonais au Canada font également cette césure entre les deux groupes. Étant donnée l'arrivée de nombreux immigrants japonais au Canada et au Québec dès 1971, il est primordial de savoir quelles relations se sont établies entre les deux groupes qui ont peu en commun, à l'exception de leur apparence physique. De même, quels changements ont été apportés ou non par les immigrants japonais? Ont-ils donné de nouvelles forces à la communauté japonaise de Montréal? Ou, au contraire, les *Nisei* se sont-ils repliés sur eux-mêmes face à l'arrivée de ces nouveaux venus?

## 9.2 Les changements à l'intérieur de la communauté japonaise

Les immigrants ne constituent pas la seule source de changement au sein de la communauté japonaise du Québec. La place des nouvelles générations devient un enjeu important dès la fin des années 1960. Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre VIII, les différentes Églises accordent de plus en plus de place aux *Sansei*. La *First United Church* a entrepris un virage anglophone. De son côté, l'Église catholique redouble d'efforts afin de franciser les membres de la communauté. Finalement, les organisations bouddhistes, qui étaient particulièrement actives dans les années 1950, orientent davantage leurs actions vers l'encadrement des jeunes bouddhistes au cours des décennies suivantes.

Évidemment, les communautés japonaises à travers le Canada s'interrogent sur la place qui doit être accordée à ces jeunes. Certaines tensions existent entre les *Nisei* et les *Sansei*. Les parents reprochent à la nouvelle génération de penser, de parler et

---

<sup>29</sup> Kuniko Kondo, *Les Canadiens d'origine japonaise à Montréal*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université de Montréal, 2000, 178 pages.

d'agir comme des Blancs<sup>30</sup>. Certains vont même plus loin, en allant jusqu'à dire que leurs enfants pensent qu'ils sont réellement des Blancs<sup>31</sup>.

Cette question d'identité est intimement liée aux générations qui succèdent aux *Nisei*. Ces derniers s'interrogent sur la place qui doit être accordée à ces jeunes qui ne parlent pas du tout japonais, qui n'ont pas grandi à l'intérieur de cette communauté et qui, parfois, sont issus d'un mariage mixte. Par ailleurs, ces jeunes se questionnent eux-mêmes sur leur identité. Portent-ils une culture francophone, anglophone ou japonaise? Il est difficile de répondre à cette question du point de vue francophone puisque les quelques études qui se sont intéressées à la troisième et la quatrième génération n'ont pas abordé le cas particulier du Québec. Toutefois, certains articles tirés du *Montreal Bulletin* et du journal *Asian Leader* offrent des pistes de réflexion quant à cette situation.

### 9.2.1 La place des nouveaux immigrants

Le *Montreal Bulletin* ne traite pas vraiment de l'immigration japonaise, sauf lors de rares exceptions. La plus importante est sans doute le dossier des rapatriés, qui est défendu par la *JCCA* à la fin des années 1940<sup>32</sup>. En une autre occasion, le *MB* fait état de pressions menées par *JCCA* à la fin des années 1950 afin que le gouvernement fédéral assouplisse ses règles quant à l'immigration des Asiatiques<sup>33</sup>. En 1962, le

---

<sup>30</sup> "They think, speak, and act like *hakujin*". Tomoko Makabe, *The Canadian Sansei*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, page 5.

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> Voir : « Stranded in Japan », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 5 (mai 1948), page 1 ; « For those stranded in Japan », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 6 (juin 1948), page 1 ; « 2,000 Japanese to Meet in Lethbridge », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 10 (oct. 1949), page 1.

<sup>33</sup> « National JCCA Merits our Support », *Montreal Bulletin*, vol. 12, no. 10 (oct. 1957), page 1 ; « Asian Delegation Meets Mrs. Fairclough », *Montreal Bulletin*, vol. 13, no. 6 (juin 1958), pages 1, 3 ; « A Christmas Present for Mr. Diefenbaker? », *Montreal Bulletin*, vol. 16, no. 11 (nov. 1961), page 1.

*Bulletin* fait état de nouvelles règles d'immigration qui doivent prendre effet en janvier 1963. L'article mentionne qu'en principe, il n'y a plus de discrimination dans la loi, mais qu'en fait, certains pays sont favorisés (dont les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France). En somme, le journal communautaire se fait écho des débats nationaux et considère l'immigration japonaise uniquement sous l'optique des problèmes législatifs.

Un des seuls articles à traiter de l'immigration japonaise le fait de façon indirecte. Le premier numéro de 1966 fait état de l'explosion de la population d'origine japonaise en Amérique du Nord :

« The Japanese population in the United States has more than tripled during the past decade [...] while the total population has increased only about 30%. Meanwhile in Canada where restrictions are much more severe against Asiatics, the Japanese population according to the 1961 census has increased by about 35% as compared to a total increase of only 30%. And among new Canadians of foreign origin, the Japanese had the highest growth rate – 85% during the 10 years from 1955 to 1965 »<sup>34</sup>.

Une fois de plus, l'article analyse l'immigration japonaise d'un point de vue législatif. Cette croissance spectaculaire du nombre de *shin-Issei* n'est pas expliquée et son impact sur la communauté japonaise du Canada n'est pas mentionné. À cette exception près, le *MB* accorde peu de place aux nouveaux arrivants ou aux témoignages de ces derniers au cours des décennies suivantes.

Le *Asian Leader* (AL), un mensuel publié entre 1984 et 2005, donne une meilleure couverture, quoique sommaire, quant à cette période. Son éditorialiste est Kasey Oyama, qui a été à la tête du journal le *New Canadian* jusqu'en 1949, année où il déménage à Montréal<sup>35</sup>. En plus de ses éditoriaux dans l'*Asian Leader*, Oyama a aussi publié plusieurs textes dans *The Gazette*. L'*AL* publie des nouvelles concernant

<sup>34</sup> « Japanese Population Explosion in Canada », *Montreal Bulletin*, vol. 21, no. 1 (janv. 1966), page 1.

<sup>35</sup> Kathlyn Horibe, « Journalist Kasey Oyama », *Montreal Bulletin*, vol. 61, no. 9 (sept. 2006), page 17.



les différentes communautés asiatiques de Montréal. Pour chaque édition, le journal publie la photographie d'une jeune femme en page couverture<sup>36</sup>. Pour le numéro de juillet 1991, c'est une Japonaise d'origine, Mari Sato qui est en vedette. Pratiquant le métier d'actrice, la jeune femme est venue à Montréal pour le tournage d'un film. Bien qu'elle soit retournée dans son pays après le tournage, Sato revient quelques années plus tard à Montréal pour se marier avec Keibo Oiwa qu'elle avait rencontré durant ce tournage<sup>37</sup>. Bien qu'étant depuis peu au Québec au moment où l'article est publié, l'ancienne actrice s'est déjà trouvé un emploi et promet d'apprendre le français<sup>38</sup>.

L'édition du mois de septembre 1991 contient un article consacré à une Japonaise qui est de passage à Montréal. Encore une fois, sa photographie est publiée en première page. Mannequin, elle a un visa de travail<sup>39</sup>. Le texte mentionne que, parmi toutes les destinations possibles en Amérique du Nord, elle a porté son choix sur la ville de Montréal. L'article précise que : « Montreal may not know it but it could well be the next mecca for affluent Japanese tourists »<sup>40</sup>. L'article ne se base pas sur une étude ou sur des statistiques, mais plutôt sur les impressions de la jeune femme. Cette dernière mentionne que Montréal est une destination de choix à cause de son histoire, mais

---

<sup>36</sup> « ---- », *Asian Leader*, vol. 7, no. 7 (juillet 1991), page 1.

<sup>37</sup> « Film actress finds life exciting in Montreal », *Asian Leader*, vol. 7, no. 7 (juillet 1991), page 11. Oiwa, qui est un anthropologue de formation, a déjà publié un article sur le rôle des Églises dans la dispersion des Japonais à l'est du Canada. Voir : Keibo Oiwa, « The Structure of Dispersal : The Japanese-Canadian Community of Montreal, 1942-1952 », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 26, no. 2 (1986), pp. 20-37. Oiwa a également publié un livre portant sur les témoignages des *Issei* durant la Deuxième Guerre mondiale : Keibo Oiwa, *Stone Voices : Wartime Writings of Japanese Canadian Issei*, Véhicule Press, Montréal, 1991, 205 pages.

<sup>38</sup> « Film actress finds life exciting in Montreal », *Asian Leader*, vol. 7, no. 7 (juillet 1991), page 11.

<sup>39</sup> « Montreal attracts Japanese tourists », *Asian Leader*, vol. 7, no. 9 (sept. 1991), page 1.

<sup>40</sup> *Ibid.*

aussi à cause du mélange entre la nouveauté et l'ancienneté<sup>41</sup>. D'ailleurs, elle apprécie le vieux Montréal pour cet aspect précis. Finalement, elle compte rester encore un an au Canada, mais ne sait pas encore si elle restera à Montréal<sup>42</sup>.

En résumé, la question des immigrants n'a pas été abordée de façon exhaustive par le *Montreal Bulletin*. Ce dernier, du moins dans sa section anglophone, s'est peu intéressé à cette question, sauf pour l'aspect législatif qui a été débattu dans les années 1960. Ce silence semble démontrer un certain malaise : alors que l'immigration japonaise reprend de la vigueur à partir des années 1970, le journal communautaire n'en parle pratiquement pas.

#### 9.2.1.1 Les associations d'immigrants japonais

Minai rapporte que les immigrants japonais n'ont que deux associations qui leur sont réservées, le *Club Montreal Academie* et le *New Immigrant Club*. Or, Kuniko Kondo rapporte dans son mémoire que le consulat japonais a créé deux autres institutions. La première, qui se nomme le *Hoshuko* est une école de rattrapage, fondée en 1972, pour les jeunes enfants japonais qui sont temporairement à Montréal<sup>43</sup>. Au moment où le mémoire est déposé, soit en 2000, le nombre de compagnies japonaises a beaucoup diminué à Montréal. Auparavant située à Westmount, l'école déménage au *Trafalgar School for Girls* au centre-ville de Montréal<sup>44</sup>. Kondo décrit ainsi le programme :

À cette école, les matières d'enseignement sont limitées à la langue japonaise, aux mathématiques, et à l'étude de diverses disciplines de base dans les

---

<sup>41</sup> “[...] because of its history and promise of a distinct blend of the old and new [...]”, *ibid.*

<sup>42</sup> *Ibid.*

<sup>43</sup> Kuniko Kondo, *Les Japonais à Montréal*, page 133.

<sup>44</sup> *Ibidem*, page 134.

domaines sociaux et scientifiques. Le tout est basé sur le programme d'études au Japon. [...]. L'école reçoit l'aide du ministère de l'Éducation japonais et aussi d'autres organismes comme la Fondation du Japon qui donne des livres<sup>45</sup>.

Ces cours s'adressent aux jeunes de 7 à 16 ans et coûtent 1360 \$ par enfant. Les immigrants japonais ont également fondé en 1977 un centre de langue japonaise, placé sous la responsabilité de l'Église bouddhiste. Ces cours sont offerts à l'ensemble de la communauté japonaise, mais également à toute personne qui désire apprendre cette langue. Fait nouveau : le gouvernement japonais finance en partie l'école de langue, ce qui illustre bien le fait que l'immigration japonaise a repris. L'autre partie du budget provient des frais de scolarité. Kondo estime qu'il y a environ 70 élèves de tous les âges et qui sont répartis entre 14 classes<sup>46</sup>. Les parents assument en partie l'administration du centre :

Dans ce centre les familles fournissent le transport et aident aux devoirs. Cette implication s'explique par l'intérêt qu'ont les parents, notamment dans le cas de mariages mixtes où l'environnement n'est pas propice à l'utilisation du japonais, de donner à leurs enfants une structure les obligeant à parler cette langue. Pour quelle raison ces enfants viendraient-ils à l'école japonaise et étudieraient-ils le japonais le samedi? La réponse à cette question réside en la conscience de leur « identité ethnique » et en la reconnaissance de leur « héritage » familial. On doit noter à cet égard l'encouragement que représente la promotion du multiculturalisme au Canada<sup>47</sup>.

Il est difficile de croire que de jeunes enfants veuillent suivre des cours de langue japonaise à cause de leur « identité ethnique ». Cette même notion chez les adultes de troisième et de quatrième générations n'est pas toujours bien définie. Comme cela sera mentionné dans la prochaine section, plusieurs d'entre eux ne savent pas si leur héritage est canadien ou japonais. Il est encore moins probable que cette réflexion existe chez de jeunes enfants. Kondo note que, rendu à la troisième génération,

---

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> *Ibidem*, page 135.

<sup>47</sup> *Ibid.*

l'anglais est la langue maternelle chez presque tous les gens d'origine japonaise<sup>48</sup>. Il est plus probable que les *Sansei* et les *Yonsei* envoient leur enfant à cette école afin de leur apprendre la langue de leurs ancêtres. L'impact du multiculturalisme sur le centre de langue japonaise est aussi discutable. Comme mentionné par l'auteure, ce centre est subventionné en grande partie par le gouvernement japonais, et non pas le gouvernement canadien.

Les immigrants, dont le nombre a augmenté rapidement entre les recensements de 1961 et de 1971, semblent ne pas avoir eu de véritable impact sur la communauté japonaise du Québec. À l'exception de la fréquentation des Églises, il semble y avoir peu de contact entre ces groupes. Par ailleurs, les *shin-Issei* qui arrivent au Québec sont bien informés quant aux particularités linguistiques de cette province. Certains d'entre eux ont même choisi cette province pour cette caractéristique. Bien que la majorité d'entre eux maîtrisent davantage l'anglais que le français, les *shin-Issei* semblent bien s'adapter à la vie montréalaise et occupent un emploi intéressant.

### 9.2.2 Les *Sansei*

L'ouvrage le plus important consacré à la troisième génération est celui de Tomoko Makabe<sup>49</sup>. Cette dernière a interviewé 64 *Sansei* (36 hommes et 28 femmes), de partout à travers le Canada, incluant Montréal<sup>50</sup>. Toutefois, la majorité de son échantillonnage vit à Toronto, qui abrite la plus grande communauté japonaise<sup>51</sup>. L'ouvrage de Makabe se concentre sur la notion d'identité de cette génération. Elle

---

<sup>48</sup> *Ibidem*, page 137.

<sup>49</sup> Tomoko Makabe, *op. cit.*, 218 pages.

<sup>50</sup> *Ibidem*, page 10.

<sup>51</sup> *Ibidem*, p. 10 – 11.

s'interroge, entre autres, sur ce que signifie être un Canadien d'origine japonaise pour les *Sansei* : « [...] the effects of the Nisei parents' quest for achievement and assimilation on their children's socialization and ethnic identity »<sup>52</sup>. Cette « quête pour l'assimilation » s'explique, selon Makabe, par l'expérience traumatisante du transfert durant la Deuxième Guerre mondiale. Cet événement, qui a été occulté par un grand nombre de *Nisei*, a forcément eu un impact sur le sentiment d'appartenance des *Sansei* face à la communauté japonaise. Conséquemment, Makabe se demande comment ces derniers ont pu négocier avec la campagne de reconnaissance au cours des années 1980<sup>53</sup>. Finalement, Makabe s'interroge sur l'avenir de la communauté japonaise. Les *Sansei* semblent plus ou moins impliqués dans les institutions japonaises (politiques, religieuses ou autres) et se marient majoritairement avec des non Japonais.

À une seule exception près, Makabe ne traite pas des *Sansei* qui ont grandi au Québec. Or, le témoignage d'un homme, dénommé Brian, démontre bien le contexte particulier du Québec :

« I was born in 1954. We lived in the east end of Montreal, a predominantly French neighbourhood, hardly any Orientals there, and no Japanese. The kids I grew up with were all French Canadian. That's why I speak fairly good French. I went to a private English school instead of the local French school. French is my second language, and I can get by with it without much difficulty »<sup>54</sup>.

Le jeune homme passait pour un Chinois à l'école, ce qui l'ennuyait. Et, bien qu'il ait grandi dans un milieu francophone, il avait quand même des liens avec la communauté japonaise, puisqu'il fréquentait le temple bouddhiste, ainsi que l'école du dimanche. Il a également suivi des cours de langue japonaise. De plus, son père

---

<sup>52</sup> *Ibidem*, page 8.

<sup>53</sup> *Ibidem*, page 9.

<sup>54</sup> *Ibidem*, page 63.

était plus à l'aise dans cette langue, ayant fait sa scolarité au Japon. Finalement, ses grands-parents paternels vivaient dans sa maison, ce qui fait dire au jeune homme qu'il se débrouille relativement bien dans cette langue<sup>55</sup>. Bien qu'intéressant, le cas de ce jeune *Sansei* est atypique. En effet, la plupart des membres de cette génération ne parlent que l'anglais et ne connaissent pratiquement aucun mot de japonais.

Le journal *Asian Leader* publie quelques témoignages de *Sansei* québécois. Le premier est celui d'une jeune femme de 19 ans, Natalie Miyake, dont la mère est une francophone et le père, d'origine japonaise<sup>56</sup>. Au sujet de cet héritage, elle mentionne :

« A child of intermarriage has one main problem that remains unfocused – the problem of identity. [...] I find it difficult at times to understand who I am, or who I represent within the community. In fact, I wonder if I am actually part of the JC [Japanese Canadian] community »<sup>57</sup>.

Elle avance l'hypothèse que les enfants nés d'une union mixte craignent peut-être de ne pas faire réellement partie de la communauté japonaise. Pour cette raison, peu d'entre eux participent à ses activités.

Miyake explique qu'un « atelier » [workshop], commandité par la *National Association of Japanese Canadians* (NAJC) et le centre communautaire japonais de Montréal, s'est penché sur le phénomène de l'exogamie et sur son impact sur les *Sansei*. La conclusion de cette rencontre est simple : ces jeunes ont leur place à l'intérieur de la communauté. Cependant, il est difficile pour eux de passer par-dessus leur sentiment de non-appartenance : « There are times that I myself felt that I wasn't part of the community. It seemed that my acceptance was only a show put on

---

<sup>55</sup> *Ibidem*, page 64.

<sup>56</sup> *Asian Leader*, vol. VII, no. 4 (avril 1991), page 1.

<sup>57</sup> Natalie Miyake, « Child of intermarriage has identity problem », *Asian Leader*, vol. VII, no. 4 (avril 1991), page 6.

by others who were trying to be courteous »<sup>58</sup>. Miyake explique que c'est en vieillissant que les jeunes apprécient davantage la communauté japonaise canadienne et qu'ils en tirent des bénéfices.

Selon elle, les jeunes d'origine japonaise n'évoluent pas dans le même contexte de discrimination que leurs parents : « [...] one had much to say about this question. We didn't really go too deeply in the subject because no one had any experience with this type of discrimination »<sup>59</sup>. Miyake ne le mentionne pas, mais ce point précis a probablement éloigné les jeunes de la communauté japonaise. En effet, le mouvement de reconnaissance, initié par les gens qui ont vécu l'internement ou la politique de dispersion, s'est basé en grande partie sur la discrimination vécue par les Japonais depuis leur arrivée au Canada<sup>60</sup>. Au moment où l'article de Miyake est publié, le gouvernement canadien a présenté, depuis peu, ses excuses et offert une compensation financière aux victimes. Cependant, l'enjeu de la discrimination demeure bien présent pour les *Nisei* et les débats entourant cette question ont occupé une bonne partie des discussions à l'intérieur de la communauté au cours des années 1970 et 1980.

Miyake traite également de l'impact que peut avoir la pratique du mariage exogame sur la culture japonaise. Selon elle, il ne faut pas faire de lien entre ces deux concepts, car il y a de « véritables Japonais » qui ne participent pas alors que des « non-Japonais » veillent au maintien de la culture japonaise. Selon elle, la communauté doit s'interroger sur l'implication ou non de ses membres.

Pour terminer, elle revient sur la question de la double identité :

---

<sup>58</sup> *Ibid.*

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> Sur le courant historiographique de la discrimination à l'égard des Japonais, voir le chapitre II.

« Although we are a mixture of different other cultures, the Japanese culture was the only one that we had a feeling of sharing in common. For example, we may share in common another culture, be they English, or French Canadian or whatever, but they did do not give us the same feeling of kinship that comes in the case of Japanese culture. This was a great feeling »<sup>61</sup>.

Cet extrait révèle deux points importants. Selon elle, les jeunes de la communauté s'identifient particulièrement à leurs racines japonaises, contrairement à ce que leurs parents ou leurs grands-parents pourraient croire. D'autre part, la question de la culture semble davantage diviser la nouvelle génération. Les jeunes peuvent être partagés entre les cultures francophone et anglophone. Cette situation, qui est unique aux *Sansei* du Québec n'a pas été abordée dans la littérature. Est-ce que ces jeunes se sentent davantage interpellés par la culture japonaise que les autres *Sansei* du Canada qui n'ont pas à choisir entre la culture anglophone et francophone? Cette question mériterait d'être étudiée.

L'année suivante, *Asian Leader* raconte l'histoire d'une autre jeune femme issue d'un mariage « mixte ». En page couverture, le journal présente la photo d'Allison Shiraga, en mentionnant dans la légende :

« There is a growing number of young Canadians who can be described as builders of a bridge between the East and the West. They are the children of international marriages »<sup>62</sup>.

Le terme « international » n'est pas approprié dans ce cas puisque son père est un Canadien d'origine japonaise et sa mère est une Canadienne-anglaise<sup>63</sup>.

La jeune femme affirme que son origine ne lui a jamais causé de problèmes. Par ailleurs, elle considère que son éducation anglophone lui est bénéfique et que de cette

---

<sup>61</sup> *Ibid.*

<sup>62</sup> *Asian Leader*, vol. 8, no. 9 (oct. – nov. 1992), page 1.

<sup>63</sup> « Child of an Interracial Marriage », *Asian Leader*, vol. 8, no. 9 (oct. – nov. 1992), page 6.



façon, elle n'aura pas à se limiter au Québec pour se chercher un emploi.<sup>64</sup> L'article aborde également la question de son identité :

« Asked if she identified more closely with Japanese or English, she said she could not say. She had never become involved in Japanese culture or with Japanese boyfriends because she was never exposed to either »<sup>65</sup>.

Et, bien qu'elle ait fréquenté la *First United Church* lorsqu'elle était enfant, elle n'a pas fait partie d'un groupe et n'a donc pas tissé de liens avec ses coreligionnaires. Finalement, au sujet de son apparence, elle est consciente qu'elle est différente des autres Canadiens, mais elle considère cela comme un avantage.

Ces deux entrevues révèlent que la question d'identité est incontournable lorsqu'il s'agit d'aborder les *Sansei*. Dans le premier cas, l'auteur de l'article a réfléchi à cette question, en affirmant que l'appartenance à la communauté des Canadiens-japonais ne se limite pas à l'apparence physique ou à la langue, mais plutôt à l'implication de l'individu. Quant au deuxième cas, la jeune femme ne se prononce pas sur cette question. Elle va même jusqu'à mentionner qu'elle aurait aimé être Juive, parce qu'elle en a beaucoup côtoyé lorsqu'elle était jeune<sup>66</sup>.

#### 9.2.2.1 Les réactions face à la troisième génération

Les Japonais du Québec se préoccupent de la place accordée aux jeunes dès les années 1960. Un article du *MB* présente deux solutions : recréer une section de la *JCCA* au Québec afin de maintenir des liens avec les autres communautés ou donner

---

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> *Ibid.*

<sup>66</sup> *Ibid.*

le mandat à un organisme existant de transmettre la culture japonaise à ces jeunes<sup>67</sup>. Les rédacteurs du texte expliquent que, pour le moment, il n'y a que des cours de judo et d'arrangement floraux qui sont offerts aux *Sansei*. Ils croient également que les deux heures de cours de l'école du dimanche ne sont pas suffisants :

« [...] a true solution seems to us to be a Japanese parochial school recognized by the Protestant School board where the whole school curriculum is conducted entirely in Japanese. Then we may be able to instill some Japanese culture into our kids in spite of Beatlemania »<sup>68</sup>.

Le mois suivant, le même plaidoyer revient. Cette fois, le (s) auteur (s) insistent sur l'urgence d'agir et demandent aux gens d'écrire afin de proposer des solutions<sup>69</sup>. Il est probable que cette initiative n'ait pas récolté beaucoup d'appuis, car le *Bulletin* ne reviendra plus sur cette question.

Fait intéressant, le journal communautaire présente en mars 1969 une étude intitulée *The Japanese in Montreal* et faite par le sociologue Elmer Morishita. Les grandes lignes du rapport, ainsi que ses conclusions sont publiées dans le *Bulletin*. Le texte est particulièrement intéressant, car il traite des relations entre les différents groupes : les *Issei*, les *Nisei*, les *Sansei* ainsi que les nouveaux immigrants.

L'échantillon qu'il utilise pour son étude n'est pas très considérable. Il y a 18 *Issei*, 28 *Nisei*, 19 *Sansei* et 14 immigrants<sup>70</sup>. Malgré cela, la plupart de ses conclusions sont intéressantes. Premier constat du sociologue : la communauté japonaise est en voie de disparition. Cette dernière laisse tomber ses spécificités et s'assimile à la

---

<sup>67</sup> « Japanese Culture and the Sansei », *Montreal Bulletin*, vol. 19, no. 10 (24 oct. 1964), page 1.

<sup>68</sup> *Ibid.*

<sup>69</sup> « Japanese Culture and the Sansei – Continued from October Issue », *Montreal Bulletin*, vol. 19, no. 11 (14 nov. 1964), page 1.

<sup>70</sup> Elmer Morishita, « The Japanese in Montreal », *Montreal Bulletin*, vol. 24, no. 3 (22 mars 1969), page 1.

grande communauté anglophone de Montréal. L'auteur juge que cette situation est particulière, puisque la majorité du Québec est francophone. Morishita ne compte pas sur les *Sansei* qui, selon lui, poursuivent cette assimilation<sup>71</sup>.

Il constate également une scission entre la communauté japonaise de Montréal et les immigrants nippons : « [...] that is, there is little contact between the two Japanese communities »<sup>72</sup>. Malgré cela, Morishita considère que les immigrants et les *Sansei* se ressemblent beaucoup d'un point de vue sociologique : ils sont jeunes, très instruits et pratiquent l'exogamie<sup>73</sup>. À ce sujet, l'auteur du rapport a questionné les *Issei* et les *Nisei* sur cette pratique. La première génération valorise davantage les unions avec un Japonais et condamne les mariages avec les Noirs et les Chinois<sup>74</sup>. Quant à elle, la deuxième génération préfère une union entre deux Canadiens d'origine japonaise. Les *Nisei* ont aussi de la difficulté avec le fait qu'un de leurs enfants puisse se marier avec un Chinois ou un Noir<sup>75</sup>. En conclusion, Morishita soutient que : 1) le degré d'intégration de la communauté japonaise augmente à chaque génération ; 2) il y a peu ou pas d'interactions entre cette communauté et les immigrants japonais ; 3) le maintien de la culture japonaise et le désir de maintenir une communauté forte diminue à chaque génération<sup>76</sup>.

Évidemment, le constat du sociologue ne s'est pas concrétisé et la communauté n'est pas disparue. De plus, certaines questions auraient mérité d'être approfondies, telle la question sur le mariage avec d'autres groupes ethniques. Cependant, Morishita

---

<sup>71</sup> *Ibid.*

<sup>72</sup> *Ibid.*

<sup>73</sup> *Ibidem*, page 5.

<sup>74</sup> *Ibid.*

<sup>75</sup> *Ibid.*

<sup>76</sup> *Ibidem*, page 6.

semble avoir bien cerné la séparation qui existe entre les Japonais du Québec et les immigrants japonais. Comme nous l'avons vu plus haut, ce groupe forme une partie non-négligeable de la communauté à partir du recensement de 1971. Or, les *shin-Issei* (littéralement « nouvelle première génération ») ne sont pas très présents dans le *Montreal Bulletin* et ils semblent avoir leurs propres institutions.

#### 9.2.2.2 Les fêtes du centenaire et la perception à l'égard des *Sansei*

Les fêtes du centième anniversaire de la présence japonaise au Canada semblent avoir changé la perception de la communauté à l'égard de la troisième génération<sup>77</sup>. Plutôt que de penser uniquement à leur absence de culture japonaise, les aînés de la communauté tentent d'impliquer les plus jeunes afin de les sensibiliser à leur héritage asiatique.

Dans le cadre de ces fêtes du centenaire, la communauté organise un rassemblement de jeunes (*jamboree*) pour les *Sansei*, mais également les *Yonsei* (la quatrième génération). Le but de l'événement est simple :

« Youths 15 years of age and up will be embroiled in discussions, demonstrations and crafts in an attempt to give them the background against which they can evaluate their own assessment of their Japanese racial heritage »<sup>78</sup>.

L'événement connaîtra un grand succès. Le *New Canadian* mentionne que des jeunes de Toronto, d'Hamilton, de Kenora, d'Ottawa, de Montréal, de Peace River et d'autres endroits à travers le Canada se sont réunis pour l'occasion<sup>79</sup>.

---

<sup>77</sup> Voir la première partie du chapitre X.

<sup>78</sup> « Youth Jamboree For Sansei and Yonsei », *Montreal Bulletin*, vol. 32, no. 4 (16 avril 1977), page 1.

<sup>79</sup> David Fujino, « Where Do We Go From Here? Summer : The Teen Jamboree 1977 », *The New Canadian*, 30 déc. 1977, page 7.

Au début de l'année 1977, un jeune *Sansei* de la ville d'Hamilton lance un appel dans les pages du *MB*. Il croit que sa génération doit s'impliquer davantage au sein de la *JCCA*, qui est actuellement en période de transition. Il base son argumentaire sur la victoire de René Lévesque et du Parti Québécois aux élections de 1976 :

« I was excited to watch the very emotional victory speech by Rene Levesque. There was a very vital spirit moving across that scene which the people seemed to share and which was reflective of a kinship above and beyond the mere political.

I am not advocating a frenzied, romantic excursion into our Japaneseness here – just using the achievement of the French-Canadians and the Parti Quebecois as an example of ethnicity being a positive, exuberant and mobilizing force »<sup>80</sup>.

L'auteur veut donc que cette énergie qui existe au Québec soit transposée aux jeunes Canadiens d'origine japonaise. Il est aussi intéressant de voir qu'il analyse la victoire du Parti Québécois sous un aspect positif, c'est-à-dire une expression d'ethnicité mobilisatrice. Le texte cite également une étude au sujet de la troisième génération, menée par le docteur Gordon Hirabayashi qui est un *Nisei* originaire des États-Unis. Selon lui, les *Sansei* en arrivent à un point tournant de leur existence, où ils vont commencer à se questionner sur leur identité<sup>81</sup>. Ce discours considère donc que la troisième génération peut assurer la relève de la communauté japonaise.

Un mois plus tard, le *MB* publie une nouvelle concernant la formation d'une organisation de *Sansei*, la *Montreal Sansei Organization*. L'article lance un appel à tous les jeunes âgés de plus de 18 ans, afin qu'ils se rassemblent :

---

<sup>80</sup> Bryce Kanbara, « Committee for Sansei Involvement », *Montreal Bulletin*, vol. 32, no. 1 (15 janv. 1977), page 7.

<sup>81</sup> *Ibid.*

« The aim of the organization will be to further Montreal Sansei community affairs (for example representation of our Sansei community at the next National J.C. Youth Conference at Vancouver »<sup>82</sup>.

La naissance d'une organisation *sansei* semble être en lien direct avec le désir de la *NJCCA* de voir les jeunes s'impliquer. En effet, la section nationale annonce au début de l'année qu'elle a créé trois comités en ce sens, soit le comité des affaires culturelles, le comité des dossiers politiques et externes, ainsi que le comité pour l'implication des *Sansei*<sup>83</sup>. Le *New Canadian* mentionne d'ailleurs que ces trois sections sont dirigées par des jeunes et réitère que la *Japanese Canadian Citizens Association* veut savoir l'opinion de cette génération montante.

Le pessimisme partagé par plusieurs *Nisei* quant à l'avenir de leur communauté se dissipe donc à la fin des années 1970. En plus de cet appel à l'échelle nationale, les jeunes *Sansei* s'interrogent sur leur identité et s'impliquent davantage dans la communauté de leurs parents et grands-parents.

### 9.2.3 La question des mariages exogames

La pratique des mariages par la communauté japonaise du Québec est étudiée dès 1965. Deux étudiantes en travail social de l'Université McGill, Beatrice Mah et Rosalie Rumanek, soumettent un rapport basé sur des entrevues menées auprès de quinze couples dits « mixtes » de cette communauté<sup>84</sup>. Malgré cet échantillon relativement petit, les deux auteures tirent des conclusions importantes quant à la pratique du mariage exogame à l'intérieur de la communauté japonaise.

---

<sup>82</sup> « Montreal Sansei Organization », *Montreal Bulletin*, vol. 33, no. 2 (19 fév. 1977), page 3.

<sup>83</sup> « Sansei Involment [sic] Wanted By N. JCCA », *The New Canadian*, 28 janv. 1977, page 1.

<sup>84</sup> Beatrice Mah et Rosalie Rumanek, *The Interracial Marriage in a Canadian Japanese Community*, Mémoire de maîtrise en travail social, Montréal, Université McGill, 1965, 150 pages.

Les couples de l'étude ont été classés en trois catégories : ceux qui considèrent ne pas avoir de problèmes, ceux qui ont des problèmes mais qui ne sont pas liés au facteur racial et finalement ceux qui ont des problèmes liés à la « différence de race ». Plus de la moitié de l'échantillon, soit seize personnes appartiennent à la dernière catégorie<sup>85</sup>. Mah et Rumanek étudient ensuite différents aspects problématiques (éducation des enfants, réaction de l'entourage, réactions de la société, tensions entre les conjoints, différences culturelle et autres, etc.). Parmi les différentes conclusions des deux auteures : les unions connaissant le plus de problèmes impliquent généralement une femme francophone et catholique. Le mémoire considère que cette dernière est plus fortement attachée à sa culture d'origine et à sa religion, ce qui explique les tensions importantes dans son couple<sup>86</sup>. Les couples composés d'un immigrant japonais, homme ou femme, ont également plus de tensions que ceux impliquant un(e) *Nisei*.

Bien qu'il porte sur une question intéressante, le mémoire comporte de nombreuses lacunes. Par exemple, les deux auteures considèrent *de facto* que la communauté japonaise évolue dans un milieu strictement anglophone. Pour elles, la volonté du conjoint francophone d'éduquer ses enfants dans sa culture d'origine représente une aberration :

« Closely related to religion was education in the province of Quebec due to the sectarian nature of the school system. The Protestant Japanese husbands wanted their children to attend Protestant schools, and their wives preferred the Roman Catholic schools; even a Japanese husband who had converted to Roman Catholicism stated that his wife over-emphasized the religious philosophical outlook and lacked practicality. However, this issue was not major for any of the couples, and the feeling generally on this matter was represented by the

---

<sup>85</sup> *Ibidem*, page 19.

<sup>86</sup> *Ibidem*, pp. 35 – 36.

following statement: “I think my wife will consent to sending our children to the Protestant schools if they are better than the Roman Catholic ones” »<sup>87</sup>.

Mah et Rumanek se basent sur un très petit échantillon pour tirer de telles conclusions. En effet, sur les quinze couples étudiés, seulement quatre comprennent une femme francophone et catholique<sup>88</sup>. De même, les auteures expliquent que les tensions linguistiques sont plus importantes quand il y a un conjoint francophone. Or, il est peu probable qu’il y ait un tel type de conflit dans un couple Japonais – anglophone, car il n’y a qu’un seul choix possible : l’école anglaise. La situation est forcément plus complexe lorsqu’il y a un conjoint francophone.

Parmi les aspects intéressants du mémoire, il y a la question de l’avenir des enfants issus de mariages exogames. Les parents craignent qu’ils soient à la fois rejetés par la communauté québécoise et japonaise :

« Another Japanese mother stated that “the child may have problems if the Japanese traits are apparent”, and her husband observed that the Japanese persons remark on how white the child looks while Caucasian persons remark on how Japanese the child looks [...] »<sup>89</sup>.

Cette situation de double identité sera en effet rapportée par les *Sansei* lorsqu’ils seront plus vieux<sup>90</sup>. D’autre part, le mémoire démontre que, bien que les mariages exogames suscitent au départ des réactions négatives, les familles occidentales et japonaises finissent par s’accommoder de la situation.

---

<sup>87</sup> *Ibidem*, page 60. Voir également la page 80 sur cette question du fort attachement des Québécoises à la religion catholique.

<sup>88</sup> *Ibidem*, page 143.

<sup>89</sup> *Ibidem*, page 56.

<sup>90</sup> Voir plus bas.



### 9.2.3.1 Le *Montreal Bulletin* et l'exogamie

Le *Montreal Bulletin* traite également des mariages mixtes, quoique de façon indirecte. Le révérend Powles révèle, dans l'une des premières éditions du journal, qu'il est en faveur de ce type d'union, pourvu que les deux parties aient acquis une certaine expérience auparavant<sup>91</sup>. Les nouvelles de la section *Montreal Merry-Go-Round* (la chronique mondaine) rapportent régulièrement des mariages. De même, le journal consacre parfois une page entière à certains mariages. Dans ce cas, l'article donne le nom des époux, de leurs parents, ainsi que le nom du célébrant, de l'église où eut lieu l'événement et la salle de réception. Ainsi, cette section du journal donne un bon aperçu des débuts de la pratique d'exogamie au cours des années 1940.

La question du mariage mixte est débattue pour une première fois en 1949. Le journal communautaire rapporte que le *Montreal Nisei Fellowship Group* a débattu avec un club d'étudiants chinois. Le thème était le mariage entre les Occidentaux et les Orientaux<sup>92</sup>. Les deux groupes s'entendent à savoir que ce type d'union est possible et envisageable. Toutefois, il faut attendre juin 1954 avant qu'un premier mariage mixte soit rapporté par le journal communautaire. À cette date, Ronald B. Mowry se marie à Nete Ikeda<sup>93</sup>. Une fois de plus, le mariage a été célébré à la *First United Church*. Évidemment, le journal ne souligne pas l'événement sous l'angle du mariage exogame.

Moins d'un an plus tard, le *MB* rapporte un nouveau mariage de ce type. Une fois de plus, le mariage implique un homme occidental et une femme d'origine japonaise. L'événement a lieu à la *St. James United Church*<sup>94</sup>. La tendance des mariages

---

<sup>91</sup> « Personalities on Review: Canon P.S.C. Powles », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 2 (mai 1946), page 4.

<sup>92</sup> « Montreal Nisei Fellowship Group », *Montreal Bulletin*, vol. 4, no. 3 (mars 1949), page 2.

<sup>93</sup> « Mowry – Ikeda », *Montreal Bulletin*, vol. 9, no. 6 (juin 1954), page 5.

<sup>94</sup> « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 10, no. 5 (mai 1955), page 4.

exogames se poursuit au cours des années suivantes. En mai 1957, le *Bulletin* annonce un nouveau mariage, cette fois entre Kathleen Kazue Hayami, originaire de Montréal, et Rene H. Z'Graggen, de Levittown en Pennsylvanie<sup>95</sup>. Fait intéressant, ce mariage se déroule à la *Knox Crescent & Kensington Presbyterian Church*. Les nouveaux mariés, qui résident sur l'avenue du Parc à Montréal, ont célébré leur mariage au *New Lotus Café*, dans le quartier chinois<sup>96</sup>. Les annonces de fiançailles, publiées également dans la chronique mondaine, dénotent également cette pratique des mariages exogames. Ainsi, en juillet 1963, monsieur et madame Hogan de Terre-Neuve annoncent les fiançailles de leur fille Joan avec le docteur Yosh Taguchi, résidant à Rosemont<sup>97</sup>. Deux ans plus tard, le *Bulletin* annonce le mariage du docteur et de madame Yoshinori Taguchi à l'église St. Patrick<sup>98</sup>. Par ailleurs, les mariages entre les gens d'origine japonaise et les Occidentaux se poursuivent tout au long des années 1960<sup>99</sup>.

La question des mariages est aussi abordée sous l'angle de la différence confessionnelle. Un prêtre catholique prononce une conférence sur cette question en mai 1958. Sa présentation, intitulée *How to Make Mixed Marriage Successful*, traite uniquement de la question des mariages sous le thème de la différence religieuse<sup>100</sup>. Le conférencier, le révérend Power croit que ces mariages seront courants d'ici quelques années au sein de la communauté japonaise.

---

<sup>95</sup> « Z'Graggen – Hayami », *Montreal Bulletin*, vol. 12, no. 5 (mai 1957), page 3.

<sup>96</sup> *Ibid.*

<sup>97</sup> Maze Koze, « Montreal Merry Go Round », *Montreal Bulletin*, vol. 18, no. 7 (juil. 1963).

<sup>98</sup> Maze Koze, « Montreal Merry Go Round », *Montreal Bulletin*, vol. 20, no. 10 (sept. 1965).

<sup>99</sup> Voir entre autres : Maze Koze, « Montreal Merry Go Round », *Montreal Bulletin*, vol. 19, no. 7 (juil. 1964) ; Maze Koze, « Montreal Merry Go Round », *Montreal Bulletin*, vol. 20, no. 10 (oct. 1965).

<sup>100</sup> « How to Make Mixed Marriage Successful », *Montreal Bulletin*, vol. 13, no. 5 (mai 1958), page 3.

Malgré tout, peu de mariages catholiques sont célébrés. En 1951, la chronique *Echoes of St. Raphael* rapporte une telle union. La cérémonie, qui se déroule à la cathédrale Saint-Jacques, est célébrée par l'archevêque de Montréal, Paul-Émile Léger. L'article mentionne d'ailleurs : « His Excellency first spoke in flawless Japanese – which he could still remember since his six years stay in Japan [...] »<sup>101</sup>. La réception, qui a lieu à la maison Saint-Raphaël, est également décrite dans la chronique. On y indique qu'un homme a proposé que le docteur Hori fasse un discours, au nom du groupe catholique :

« All of the one hundred and twenty five guests at the reception knew of the wit and ability of Doctor Hori's as a speaker. In a very pleasant manner, he congratulated Jack [le marié] and Jackie [la mariée] [...] ; he also thanked the Sisters of Christ the King for their hospitality [...] »<sup>102</sup>.

De par l'ampleur de la cérémonie, de la description qui en a été faite et par les personnes impliquées, il semble que ce mariage revêtait une grande importance pour les catholiques japonais. En 1965, le *Bulletin* annonce le mariage de Marguerite Fortin et de Don Yamasaki à la mission Saint-Paul Ibaraki en 1965<sup>103</sup>. Toutefois, l'événement n'a pas l'ampleur du mariage célébré par l'archevêque Léger, ne faisant l'objet que d'un entrefilet dans la chronique mondaine du journal.

#### 9.2.3.2 Le phénomène de l'exogamie dans les années 1970

La pratique du mariage exogame s'accélère lorsque la troisième génération est en âge de se marier. Dans son ouvrage qui traite des *Sansei*, Tomoko Makabe traite de la

---

<sup>101</sup> « Unforgettable Marriage », *Montreal Bulletin*, vol. 6, no. 6 (juin 1951), page 5.

<sup>102</sup> *Ibid.*

<sup>103</sup> Maze Koze, « Montreal Merry Go Round », *Montreal Bulletin*, vol. 20, no. 10 (oct. 1965).

question du mariage exogame chez les membres de cette génération<sup>104</sup>. Selon l'auteure, cette pratique s'explique en partie parce qu'ils ont peu ou pas du tout côtoyé d'autres membres de la communauté japonaise<sup>105</sup>. Par le fait même, les *Sansei* sont davantage en contact avec les Occidentaux et il est donc plus probable qu'ils développent des relations à long terme avec eux. Ceux qui ont des amis d'origine japonaise les côtoient dans de rares occasions<sup>106</sup>.

Ce qui frappe particulièrement dans le cas des *Sansei*, c'est la fréquence à laquelle ces jeunes se marient à l'extérieur de leur groupe ethnique :

« An unusual aspect to this accomplishment by a visible Canadian minority group is that the process has taken place very quickly – in just one generation, from the second to the third »<sup>107</sup>.

D'ailleurs, Makabe constate le phénomène parmi les *Sansei* qu'elle a interviewé :

« Thirty-nine out of the forty-nine respondents both currently married (including common-law relationships) and previously married had non-Japanese spouses or partners »<sup>108</sup>.

D'ailleurs, cette pratique est tellement courante que Makabe mentionne que les *Sansei* ont atteint un point où la distinction entre le mariage et l'exogamie disparaît<sup>109</sup>.

---

<sup>104</sup> Tomoko Makabe, *The Canadian Sansei*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, pp. 111 – 138.

<sup>105</sup> *Ibidem*, page 120.

<sup>106</sup> *Ibidem*, page 121.

<sup>107</sup> *Ibid.*

<sup>108</sup> *Ibidem*, page 122.

<sup>109</sup> 'The Canadian Sansei group has thus reached the point where the distinction between marriage and intermarriage vanishes [...]', *ibidem*, page 125.

Ce « problème » existe pour la communauté japonaise de Montréal. Dès 1976, soit au moment où les Japonais se préparent à célébrer le centième anniversaire de leur présence au Canada, le *MB* souligne les dates et les événements importants<sup>110</sup>. L'article souligne la vie difficile des *Issei* et tente également de bâtir un pont entre cette génération et les *Sansei* :

« At the same time that we would be honoring our issei, the centennial celebration would open the eyes of their grandchildren, the sansei, who as they grow up are becoming more and more concerned about their roots and their identity »<sup>111</sup>.

Le ton est pessimiste quant à l'avenir de la communauté à moyen terme :

« Since relocation, the Japanese have become scattered across Canada and with more and more intermarriages the so called Japanese community is disintegrating [sic] fast. Therefore, this may be the last time that we will be having an across Canada celebration of this type »<sup>112</sup>.

Évidemment, la communauté japonaise ne s'est pas désintégrée, mais le phénomène s'est poursuivi au cours des décennies suivantes.

Le sujet est suffisamment intéressant pour que les Japonais du Québec organisent un symposium sur cette question en février 1991. La responsable de l'événement, la géographe Audrey Kobayashi, débute avec la sémantique du mot *intermarriage*<sup>113</sup>. Ainsi, le terme anglophone peut référer à un mariage entre deux personnes de culture ou de religion différente ; en japonais, le terme fait référence à l'aspect interracial ; en

---

<sup>110</sup> « Japanese Canadian Centennial », *Montreal Bulletin*, vol. 31, no. 4 (avril 1976), pp. 1 – 2.

<sup>111</sup> *Ibidem*, page 1.

<sup>112</sup> *Ibidem*, page 2.

<sup>113</sup> Audrey Kobayashi sera très impliquée dans le mouvement de reconnaissance au Canada et fera partie du chapitre québécois de la *NAJC*. Voir la dernière partie du chapitre X.

français, le terme mariage mixte fait référence à un mélange<sup>114</sup>. En arrivant au Canada, les Japonais ont dû changer leurs habitudes : la tradition voulait que, au Japon, les conjoints proviennent de la même préfecture (*ken*). Les immigrants ont dû passer outre cette coutume avec les restrictions sur l'immigration japonaise à partir de 1907<sup>115</sup>. Quant aux *Nisei*, la dispersion à travers le Canada a fait en sorte qu'ils ont dû commencer à se marier avec des non-Japonais. Kobayashi mentionne par ailleurs que ce type de mariage permettait aux Japonais de démontrer qu'ils faisaient bel et bien partie de la société canadienne<sup>116</sup>.

Kobayashi démontre également que le taux de mariages exogames est particulièrement élevé dans la communauté japonaise, comparativement aux autres groupes ethniques :

« One would think that the longer an ethnic community is established in Canada the higher the rate of intermarriage. But surprisingly that is not the case. Compared to the Chinese community (which has been established here even longer), and the Italian and Jewish communities, the JC community has a much higher rate of intermarriage. The WWII dispersal of the JC communities meant the breakdown of traditional marriages as well as the loosening of social practices which led to marriage control »<sup>117</sup>.

Cependant, la dispersion n'explique pas complètement ce haut taux de mariage exogame. Évidemment, si la majorité de communauté japonaise était demeurée en Colombie-Britannique, la pratique des mariages exogames aurait été retardée. Néanmoins, cette situation n'aurait rien changé au fait que les Japonais étaient relativement peu nombreux à cette époque. Contrairement aux Chinois, aux Juifs ou

---

<sup>114</sup> « Symposium : Intermarriage and the Changing Japanese Canadian Community », *Montreal Bulletin*, vol. 56, no. 3 (mars 1991), page 5.

<sup>115</sup> Voir la première section du chapitre III.

<sup>116</sup> « Symposium : Intermarriage and the Changing Japanese Canadian Community », *Montreal Bulletin*, vol. 56, no. 3 (mars 1991), page 5.

<sup>117</sup> *Ibid.*

aux Italiens, ils ne pouvaient pas compter sur des effectifs nombreux, permettant aux nouvelles générations de se marier plus facilement à l'intérieur de leur groupe ethnique.

Parmi les particularités québécoises, Kobayashi démontre que : « [...] in the Province of Quebec, 21,4% of these Japanese immigrant women are intermarried, twice as many as in other provinces »<sup>118</sup>. Selon elle, deux explications sont plausibles : soit les Japonaises veulent rejeter l'histoire douloureuse de leur communauté grâce au mariage exogame ; soit ces femmes démontrent qu'elles ont accepté de faire partie de la société où chacun peut maintenir son identité ethnique<sup>119</sup>. Une fois de plus, cette explication doit être remise en cause. En raison du nombre restreint de Japonais au Québec, il est plus difficile pour ces femmes de rencontrer un conjoint ayant la même origine ethnique qu'elles. D'ailleurs, Kobayashi compare la ville de Montréal à celle de Toronto, qui abrite la plus importante communauté japonaise du Canada, en mentionnant que dans cette ville, le taux de mariages exogames est plus bas<sup>120</sup>.

À la page suivante, le *Bulletin* fait un résumé des différents groupes de discussion du symposium. Le premier groupe donne la parole aux enfants de couples mixtes. La jeune femme qui prend la parole, Natalie Miyake, fait part des différents enjeux qui touchent les nouvelles générations, principalement la discrimination et la menace de disparition de la culture japonaise<sup>121</sup>. Le groupe a aussi abordé le rôle des parents non japonais afin que leurs enfants s'impliquent dans la communauté. L'atelier semble avoir encouragé les jeunes, car Miyake mentionne :

---

<sup>118</sup> *Ibid.*

<sup>119</sup> « '[...] or a complete acceptance of being part of the general society where one can retain Japanese ethnicity'. *Ibid.*

<sup>120</sup> *Ibid.*

<sup>121</sup> « NAJC – Symposium », *Montreal Bulletin*, vol. 56, no. 3 (mars 1991), page 6. La jeune femme a également livré un témoignage au journal *Asian Leader*. Voir la section *Les Sansei*.

« At the end of our workshop everyone seemed to leave with great insight and enthusiasm. For some of the children, it was the first time they could relate to others in the same situation. We all came away with a sense of pride and closeness to the Japanese community »<sup>122</sup>.

En somme, le symposium a permis à ces jeunes de côtoyer des gens d'origine japonaise et d'échanger avec eux au sujet de leurs expériences communes.

Un groupe francophone a aussi été formé. La discussion semble avoir porté davantage sur la discrimination et la tolérance, comme en témoigne l'une des participantes :

« From the French-speaking group, Louise Yoshinaka stated that because the Quebec culture feels threatened, tolerance varies with location. In the City of Montreal, there is much more tolerance than in the Quebec countryside »<sup>123</sup>.

L'orientation de cette discussion est particulière, dans la mesure où la très forte majorité des gens d'origine japonaise vivent sur l'île de Montréal. Par ailleurs, le groupe francophone a remarqué un engouement pour la culture japonaise dans l'ensemble du Québec. Ainsi, même si l'avenir de la communauté est en péril, la culture japonaise va demeurer selon les conclusions du groupe<sup>124</sup>.

Finalement, le dernier groupe composé de locuteurs japonais, a discuté du mariage exogame qui est particulièrement populaire chez les femmes. Selon elles, avec la libéralisation de la femme occidentale, les Canadiens se sont intéressés davantage aux femmes asiatiques, considérées plus soumises et féminines<sup>125</sup>. Au contraire, les femmes occidentales devaient trouver que les hommes japonais étaient davantage chauvins et moins attirants que les Occidentaux, ce qui explique le fait que ces immigrants se marient moins avec des non-Japonaises.

---

<sup>122</sup> *Ibid.*

<sup>123</sup> *Ibid.*

<sup>124</sup> « NAJC – Symposium », *Montreal Bulletin*, vol. 56, no. 3 (mars 1991), page 6.

<sup>125</sup> *Ibid.*



En résumé, le mariage exogame qui était peu courant dans les années 1940 devient pratiquement la norme quarante ans plus tard. Cette question a été débattue parmi les membres de la communauté japonaise, qui s'est questionnée quant à son avenir à long terme. Cependant, les rares études et les quelques articles qui sont consacrés à ce phénomène se sont peu intéressés aux particularités du Québec, soit la prédominance de la religion catholique et du français. Ces deux facteurs ont créé des difficultés supplémentaires aux couples mixtes vivant dans la province.

## Conclusion

À la suite d'un changement des règles sur l'immigration dans les années 1960, de nouveaux immigrants japonais arrivent au Canada. Tout d'abord stimulée par les liens établis entre le Québec et le Japon à la suite d'Expo 1967 et d'Osaka, cette migration diminue rapidement dans les années 1980, puis reprend de la vigueur au cours de la décennie suivante. Les statistiques compilées par le Ministère de l'Immigration du Québec donnent plus de précisions sur ce courant migratoire. Les Japonais s'intègrent surtout à la communauté anglophone mais environ 10% d'entre eux maîtrisent le français.

Malgré sa faible taille, l'immigration post-1967 en provenance du Japon a un impact démographique important sur la communauté japonaise du Québec, qui est composée au recensement de 1971 de près de 43% d'immigrants. Or, cet impact démographique n'est pas représenté dans les pages du *Montreal Bulletin*, du moins dans sa section anglophone. De même pour les nombreuses organisations de la communauté, qui attirent peu ou pas du tout les immigrants japonais. Un mémoire de maîtrise consacré à ces derniers démontre d'ailleurs qu'ils ont fondé leurs propres institutions. À l'exception des églises, les *shin-Issei* ne côtoient pas véritablement la communauté *nisei* de Montréal.

Les *Sansei* représentent un autre défi. Ces jeunes, qui ont grandi pour la plupart au Québec ont fréquenté peu ou pas du tout les organisations japonaises, ayant pour la plupart côtoyé des Québécois. Les *Sansei* sont aussi davantage portés à fréquenter et à se marier avec des non-Japonais. De prime abord, les aînés de la communauté sont pessimistes : ils estiment que leur communauté est vouée à disparaître puisque la troisième génération ne semble pas avoir de liens avec la culture de leurs ancêtres. Profitant des fêtes du centenaire de la présence japonaise au Canada, les *Nisei* sensibilisent la nouvelle génération à son héritage culturel et créent des liens entre cette dernière et les *Issei*, présentés comme étant des pionniers. Les *Sansei* ne sont pas non plus des acteurs passifs : ils s'intéressent à la culture japonaise et vont s'impliquer au sein de plusieurs organismes.

La question du mariage exogame a aussi été abordée à de nombreuses reprises, que ce soit à l'intérieur des pages du *MB* ou dans certaines études. Peu répandue dans les années 1940, cette pratique devient la norme trois décennies plus tard. En ce sens, les *Sansei* ne se distinguent pas des autres jeunes issus d'une communauté ethnoculturelle. Cependant, l'exogamie est beaucoup plus pratiquée par les jeunes Japonais d'origine. Plusieurs raisons ont été avancées pour expliquer cet état de fait : absence de liens avec leur communauté ; perte des traditions à cause de la politique de dispersion ; popularité des femmes japonaises auprès des hommes occidentaux, etc. Ces explications laissent de côté un fait important. Les *Sansei* côtoient beaucoup plus les « Blancs » que les membres de la communauté japonaise, que ce soit dans la vie de tous les jours ou encore dans leur parcours socio-professionnel. La taille de la communauté explique également cette situation. Étant peu nombreux, les jeunes ont peu de chance d'entrer en contact avec d'autres Japonais d'origine.

La situation des *Sansei* au Québec est encore plus particulière : ils ont grandi dans une province francophone et à prédominance catholique. Ces facteurs devraient les éloigner davantage de la culture de leurs ancêtres. Or, les études consacrées à

l'exogamie de ces jeunes évacuent systématiquement cet enjeu. Une étude approfondie devrait donc être menée afin de découvrir la réalité des *Sansei* du Québec, dont l'identité intègre ces éléments uniques à la province.

## CHAPITRE X

### LES ENJEUX DE LA COMMUNAUTÉ JAPONAISE DU QUÉBEC

La composition de la communauté japonaise du Québec s'est modifiée sensiblement au cours des années 1970 et 1980. Tout d'abord, elle fait face à un courant migratoire en provenance du Japon. Cependant, ces nouveaux immigrants se mélangent peu à la communauté déjà en place et vont fréquenter leurs propres organismes. En second lieu, les *Issei* et les *Nisei* sont inquiets quant à l'avenir de la culture. En effet, les *Sansei*, dont le sentiment d'appartenance à l'égard de la communauté japonaise semble faible, sont arrivés à l'âge adulte et se marient davantage avec des non-Japonais.

Des éléments extérieurs influencent également le développement de la communauté. Les célébrations du centième anniversaire de la présence japonaise au Canada représentent un bon exemple. L'événement, qui est célébré à travers le pays, vise en partie à créer des liens entre les différentes communautés nippones. Évidemment, les Japonais du Québec participent aux réjouissances. Cependant, leur contribution au mouvement est méconnue, de même que l'impact des fêtes du centième sur leur communauté. Est-ce que les Québécois d'adoption se sont impliqués peu ou pas du tout dans les célébrations nationales? Est-ce que l'événement a créé un véritable sentiment d'appartenance à l'égard de la communauté japonaise du Canada? Par ailleurs, les impacts locaux de ces célébrations doivent être abordés, particulièrement sous l'aspect identitaire. Est-ce que les Japonais ont initié des projets afin de se faire

connaître par les Québécois? Et, est-ce que les immigrants japonais et les nouvelles générations ont été intégrées à ce projet qui se voulait rassembleur ?

Le chapitre VIII a démontré qu'un rapprochement timide s'est amorcé entre la communauté et le Québec au cours des années 1960. Évidemment, ces rapports évoluent au cours des deux décennies suivantes. L'intérêt est de voir si les Japonais poursuivent leurs efforts en vue de se faire reconnaître par les Québécois. Inversement, est-ce que les Québécois prennent conscience de l'existence de cette petite communauté ethnoculturelle? Par ailleurs, les années 1970 représentent une période de bouleversements importants sur le plan politique. En plus de l'élection du Parti Québécois en 1976, la province connaîtra un premier référendum en 1980. La communauté japonaise, étant d'abord et avant tout anglophone, a sûrement réagi à ces changements importants. Quelles ont été les réactions et surtout les commentaires des Japonais à cet égard ?

À la fin de cette période, les Japonais du Canada entreprennent une réflexion sur le passé, qui débouche sur le mouvement de réparation. Certains *Nisei* veulent des excuses officielles du gouvernement, tandis que d'autres veulent une compensation financière individuelle et/ou collective pour les torts subis durant la Deuxième Guerre mondiale. Le gouvernement fédéral présentera finalement ses excuses officielles et versera une compensation financière individuelle et collective en 1988. Ce mouvement a été largement étudié et a fait l'objet de plusieurs monographies et de témoignages personnels. Or, la contribution des Japonais du Québec a été négligée jusqu'à maintenant. Est-ce que ces derniers ont joué un rôle quelconque dans ce mouvement? Étaient-ils divisés sur la question de la reconnaissance? En somme, il s'agit de déterminer si les *Nikkei* du Québec se sont distingués dans un mouvement qui a mobilisé la communauté japonaise à l'échelle du Canada.

La tenue de l'Expo 67 à Montréal, suivie de l'Expo 70 à Osaka au Japon, a-t-elle permis d'établir des relations durables entre les deux territoires? Et, de façon

générale, est-ce que les Québécois connaissent davantage le Japon que la communauté japonaise du Québec?

### 10.1 Les activités de la communauté japonaise

Le projet le plus important au sein de la communauté japonaise du Canada, excepté le mouvement de reconnaissance des années 1980, est la célébration du centième anniversaire de la présence japonaise au Canada. En 1877, Manzo Nagano mettait les pieds au Canada, devenant le premier immigrant japonais à entrer officiellement au pays.

Cent ans plus tard, l'ensemble de la communauté japonaise profite de cet événement pour lancer des célébrations à travers le pays. Comme le mentionne Tomoko Makabe :

« For Japanese Canadians in Canada 1977 had a special meaning, as the year was celebrated as their centennial year, commemorating the first documented arrival in 1877 of a Japanese immigrant in Canada. It was celebrated across the country with various joint events organized to link the widely scattered communities »<sup>1</sup>.

Par exemple, l'ouvrage de Ken Adachi est publié dans cette optique du centième anniversaire et sa vente financera en partie les fêtes du centième anniversaire. De même, un livre trilingue, *A Dream of Riches* va également être publié<sup>2</sup>.

De nombreux projets furent également mis sur pied à Montréal afin de souligner cet événement important dans la communauté. Des archives furent constituées, un centre culturel fut créé et les Japonais du Québec se sont impliqués dans un projet de

---

<sup>1</sup> Tomoko Makabe, *The Canadian Sansei*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, page 34.

<sup>2</sup> The Japanese Canadian Centennial Project, *A Dream of Riches – The Japanese Canadians 1877 – 1977*, Toronto, Gilchrist – Wright, 1978, 190 pages.

construire un jardin japonais à l'intérieur du Jardin Botanique. À ce titre, le *Montreal Bulletin* représente une source d'informations incontournable afin de mieux connaître les projets lancés par la communauté pour souligner le centenaire de la venue de Manzo Nagano au Canada.

#### 10.1.1 Les célébrations

Le *Bulletin* publie de nombreux articles portant sur le 100<sup>e</sup> anniversaire de la communauté. Le premier, datant d'avril 1976, souligne l'arrivée de Manzo Nagano au Canada et mentionne que son fils Frank s'est installé à Farnham, où il est mort en 1967. L'article souligne que sa femme lui a survécu, ainsi que cinq de ses filles et un fils<sup>3</sup>.

On rappelle également qu'au cours de ses cent ans, la communauté japonaise a souvent été harcelée, opprimée et humiliée :

« It is only in the past 25 years as these proud, tough, tenacious issei move into their twilight years that the Japanese have enjoyed full rights as citizens of Canada »<sup>4</sup>.

L'article souligne le combat de la première génération et espère que la nouvelle génération (les *Sansei*) profitera des fêtes du 100<sup>e</sup> pour prendre conscience de l'histoire de ses ancêtres. En deuxième page, le *Bulletin* rappelle qu'une campagne de financement sera mise sur pied afin de souligner les célébrations à travers le pays. Des subventions du gouvernement québécois et fédéral sont également prévues<sup>5</sup>. Le

---

<sup>3</sup> « 1977 Japanese Canadian Centennial », *Montreal Bulletin*, vol. 31, no. 4 (avril 1976), page 1.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> *Ibidem*, page 2.

*MB* rappelle finalement qu'il est essentiel de célébrer l'anniversaire, probablement le premier (et le dernier) qui sera fêté par tous les Japonais du Canada.

Un nouvel article à ce sujet est publié en juin 1976. On souligne une fois de plus la contribution des *Issei* :

« One of the purposes of these celebrations is to honor our proud and tough Issei pioneers who struggled in a strange and hostile land. What better time than the centennial project while the Issei are still with us »<sup>6</sup>.

L'article ramène également l'idée d'ouvrir les yeux aux *Sansei*, afin qu'ils soient davantage conscients de leur identité ethnique. Un nouveau point est aussi abordé : grâce à des expositions et différents projets, on souhaite que les autres Canadiens s'intéressent à la contribution des Japonais au pays<sup>7</sup>. L'article rappelle finalement la création d'un organisme à Montréal, le *Centennial Committee*, dont l'objectif est de monter un programme des fêtes adapté à la vie montréalaise. Le *Bulletin* affirme qu'il présentera des rapports réguliers.

À la page suivante, le journal mentionne que la journée officielle du 100<sup>e</sup> anniversaire sera le 14 mai 1977. C'est en effet à cette date précise que, cent ans plus tôt, Manzo Nagano serait arrivé au Canada<sup>8</sup>. Ensuite, le *MB* présente sept arguments justifiant les célébrations : 1) c'est une fête qui ne se produit qu'une seule fois ; 2) en reconnaissant Nagano comme un pionnier, ce sont tous les *Issei* qu'on honore ; 3) la plupart des Canadiens ne savent pas qu'il y a des Japonais dans leur pays depuis cent ans ; 4) grâce à ces célébrations, la communauté pourra démontrer son apport à la vie canadienne ; 5) les *Sansei* et les jeunes générations à la recherche de leurs racines pourront en apprendre davantage sur leur communauté ; 6) au cours de cette période

---

<sup>6</sup> « Centennial Celebrations – May 1977 », *Montreal Bulletin*, vol. 31, no. 6 (juin 1976), page 1.

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> « 1977 – JC Centennial », *Montreal Bulletin*, vol. 31, no. 6 (juin 1976), page 2.



de 100 ans, les Japonais ont été victimes de harcèlement, d'oppression et d'humiliation pendant près de 70 ans, il faut donc souligner cette situation ; 7) les fêtes permettraient de rassembler la communauté japonaise, qui est fragmentée depuis la dispersion de 1942<sup>9</sup>.

En page 3, le *Montreal Bulletin* décrit les activités qui sont prévues. Tout d'abord, une cérémonie commémorative sera organisée, impliquant toutes les communautés japonaises du Canada. Il y aura ensuite dévoilement d'une plaque, un arbre sera planté et des cadeaux, ainsi que des prix de reconnaissance, seront distribués<sup>10</sup>. Il semble que chaque communauté japonaise aura droit à ses propres célébrations :

« In Toronto, for instance, reservations have been placed with the Prince Hotel for a Centennial Dinner. Each community could work out some official opening program that would best reflect its desires and capacity in addition to the ceremony and the dinner [...] »<sup>11</sup>.

Également, le *MB* dévoile que le symbole des fêtes du 100e anniversaire a été créé : il s'agit d'une fleur de cerisier qui entoure une feuille d'érable. Toutefois, le logo n'a pas été reproduit dans les pages de cette édition. Finalement, le comité national du centenaire désire publier un livre rapportant l'histoire photographique de la communauté japonaise. Pour ce faire, un appel à tous est lancé afin d'alimenter ce projet<sup>12</sup>.

---

<sup>9</sup> « Why a Centennial? », *Montreal Bulletin*, vol. 31, no. 6 (juin 1976), page 2.

<sup>10</sup> « Centennial Day », *Montreal Bulletin*, vol. 31, no. 6 (juin 1976), page 2.

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> « Cultural Centre Undertakes Pictorial History », *Montreal Bulletin*, vol. 31, no. 6 (juin 1976), page 3. Ces photographies vont également servir à illustrer une exposition sur la vie des Japonais avant la guerre. Voir : « Old and new photos sought by JCCS », *Montreal Bulletin*, vol. 31, no. 11 (nov. 1976), page 10. Ce projet va aboutir à la production d'un livre trilingue (anglais, français et japonais) *A Dream of Riches*. Voir plus bas.

Le journal communautaire s'interroge également sur le financement de toutes ces activités. Selon ses éditeurs, la communauté est en mesure de s'attendre à ce que les différents gouvernements collaborent, grâce à des subventions et des dons. Le *Bulletin* souligne également que le gouvernement japonais et des compagnies nippones œuvrant au Canada feront des dons pour l'événement<sup>13</sup>. Cependant, la communauté croit que, puisqu'il s'agit d'abord et avant tout de sa fête, c'est elle qui doit assumer une partie des coûts, que ce soit par des campagnes de souscription, des loteries, des contributions individuelles, etc. La communauté montréalaise incite également ses membres à s'impliquer en tant que bénévoles, car les célébrations vont demander beaucoup de travail.

Le *Montreal Japanese Canadian Centennial Committee* (MJCCC) se réunit dès le 28 juin 1976 afin de discuter du 100<sup>e</sup> anniversaire<sup>14</sup>. Après avoir choisi ses dirigeants, il met sur pied plusieurs sous-comités, dont ceux de la loterie, des relations publiques en français, en anglais et en japonais, des représentants *Issei* et *Nisei*, etc<sup>15</sup>. Le MJCCC a déjà établi des contacts avec l'organisation nationale et une loterie pan-canadienne est déjà mise sur pied. Sur le coût total du billet, soit 1 \$, la communauté japonaise de Montréal va avoir 25 sous pour toutes les ventes faites au Québec. On s'attend à ce que 15 000 \$ de billets soient vendus dans la province et qu'à l'échelle nationale, la loterie rapporte environ 100 000 \$<sup>16</sup>. Le comité a également commandé des livres de Ken Adachi afin qu'ils soient vendus pour amasser des fonds pour la fête.

---

<sup>13</sup> « Funding the Centennial », *Montreal Bulletin*, vol. 31, no. 6 (juin 1976), page 8.

<sup>14</sup> « Montreal Japanese Canadian Centennial Committee », *Montreal Bulletin*, vol. 31, no. 7 (août 1976), page 1.

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> *Ibidem*, page 3.

Lors du numéro spécial de décembre 1976, le comité fait une revue de la dernière année et mentionne les activités qui sont prévues pour l'année du centenaire. Le festival des Tulipes, qui aura lieu du côté d'Ottawa, ouvrira les célébrations<sup>17</sup>. Le musée national de l'Homme a aussi exprimé le désir de participer au projet du centenaire, en rendant ses installations disponibles pour la communauté japonaise. Entre autres, l'institution muséale abritera l'exposition de photographies et va même en assurer la traduction en français<sup>18</sup>.

Le journal souligne également les différentes initiatives à travers le Canada. Le maire d'Hamilton a déclaré que la semaine du 16 mai 1977 sera officiellement dédiée aux Canadiens japonais<sup>19</sup>. Le *Centennial Committee* a aussi décidé que les *Issei* arrivés au Canada avant la Deuxième Guerre mondiale et les *Nisei* nés avant 1911 seront commémorés<sup>20</sup>. Du côté d'Edmonton, la communauté organise un tournoi de curling, tandis que la ville de Winnipeg va être la ville-hôte du tournoi de quilles du centenaire<sup>21</sup>.

La liste des activités prévues à Montréal pour les fêtes du centième est longue. Dès le mois de janvier, le *MB* annonce la création d'une chorale du centenaire<sup>22</sup>. Les répétitions du groupe auront lieu au centre communautaire japonais. En raison de son succès, la chorale va être maintenue bien après les festivités<sup>23</sup>. Le journal en profite également pour présenter le calendrier officiel des fêtes. Pour le 7 mai : danse et

---

<sup>17</sup> « Japanese Canadian Centennial – 1977 », *Montreal Bulletin*, vol. 31, no. 11 (déc 1976), page 3.

<sup>18</sup> *Ibid.*

<sup>19</sup> *Ibidem*, page 8.

<sup>20</sup> « Issei Recognition Gift », *Montreal Bulletin*, vol. 31, no. 11 (déc. 1976), page 8.

<sup>21</sup> « Sports Tournament », *Montreal Bulletin*, vol. 31, no. 11 (déc. 1976), page 8.

<sup>22</sup> « Centennial Choir to be Formed », *Montreal Bulletin*, vol. 32, no. 1 (janv. 1977), page 1.

<sup>23</sup> « On Conducting the Centennial Project », *Montreal Bulletin*, vol. 32, no. 6 (juin 1977), page 5.

banquet à l'hôtel Mont-Royal<sup>24</sup>. Du 15 au 22 mai, l'Université Concordia abrite le festival de films japonais du centenaire [Centennial Japanese Film Festival]. Le 28 mai, la communauté honore ses aînés avec le *Centennial Keiro Kai*<sup>25</sup>. Les activités reprennent ensuite au mois de juillet avec le festival *Odori* [danse bouddhiste] du centenaire<sup>26</sup>. Malgré le fait que l'horaire soit planifié, le *MB* demande à ses lecteurs d'envoyer de nouvelles suggestions pour les fêtes et de s'impliquer dans les différents comités du centenaire<sup>27</sup>.

En février 1977, le journal fait le suivi des différentes activités. La réalisation du prochain bottin téléphonique avance à grands pas et le comité chargé du suivi croit que l'impression se fera au cours du mois de mars<sup>28</sup>. On annonce également dans le journal communautaire qu'une deuxième édition du livre de Ken Adachi sera disponible, au coût de 10 \$<sup>29</sup>. Les bénéfices iront directement aux fêtes du centenaire. Une campagne de financement est aussi organisée et des chandails, ainsi que des calendriers du centenaire sont aussi en vente pour financer les différentes activités<sup>30</sup>.

Le *MB* souligne également à sa manière les fêtes du centième anniversaire. Pour l'occasion, il publie quelques articles qui reviennent sur le passé de la communauté japonaise du Québec. D'ailleurs, le journal lance un appel à tous, afin que cette

---

<sup>24</sup> « Montreal's Centennial Calendar », *Montreal Bulletin*, vol. 32, no. 1 (janv. 1977), page 1.

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> 'Remember, its only for this year and it happens only once in 100 years', *ibid.*

<sup>28</sup> « Centennial Telephone Directory », *Montreal Bulletin*, vol. 32, no. 2 (fév. 1977), page 1.

<sup>29</sup> « Ken Adachi's book in second printing », *Montreal Bulletin*, vol. 32, no. 2 (fév. 1977), page 1.

<sup>30</sup> « Fund Raising », *Montreal Bulletin*, vol. 32, no. 2 (fév. 1977), page 1 ; « Centennial T-Shirts », *Montreal Bulletin*, vol. 32, no. 2 (fév. 1977), page 1

mémoire ne se perde pas<sup>31</sup>. Le premier témoignage est livré par Kathleen Kazue, qui raconte son expérience à Farnham<sup>32</sup>. Elle souligne que son père a travaillé pour un homme du département du Travail, Oscar Beaudet. Le rôle de ce dernier consistait à trouver des emplois pour les migrants qui arrivaient au Québec<sup>33</sup>.

Le mois suivant, c'est au tour de June Tanaka, qui est arrivée à Montréal en 1944, de témoigner. Après avoir eu de la difficulté à se trouver un logement, elle emménage dans le district Saint-Dominique<sup>34</sup>. Elle côtoie ainsi de nombreux francophones, dont la plupart n'étaient même pas au courant que des Japonais avaient été évacués de la Colombie-Britannique. De façon générale, son expérience s'est bien passée et elle a apprécié son contact avec la culture francophone.

Le texte du mois de mai est encore plus intéressant : cette fois, il s'agit du témoignage de Betty Kobayashi Issenman, dont la famille est arrivée à Montréal dès 1925<sup>35</sup>. Il s'agissait donc d'une des rares familles japonaises de l'époque. Son père a travaillé comme consul et s'est par la suite lancé dans le monde des affaires. L'article met surtout l'accent sur la vie de cet homme, qui a passé peu de temps au Canada. Alors qu'il revenait d'un voyage d'affaires au Japon, son bateau a été intercepté, conséquence de l'attaque à Pearl Harbour. Ses biens ont été saisis et il a été renvoyé dans son pays d'origine, dont il n'est jamais ressorti, bien qu'il fût un ancien combattant de la Première Guerre mondiale<sup>36</sup>.

---

<sup>31</sup> « Thoughts on the 100<sup>th</sup> Anniversary », *Montreal Bulletin*, vol. 32, no. 4 (avril 1977), page 8.

<sup>32</sup> Kathleen Kazue Z'Graggen, « Farnham », *Montreal Bulletin*, vol. 32, no. 3 (mars 1977).

<sup>33</sup> *Ibid.*

<sup>34</sup> June Tanaka, « Reflexions », *Montreal Bulletin*, vol. 32, no. 4 (avril 1977), page 8.

<sup>35</sup> Betty Kobayashi Issenman, « Reflexions », *Montreal Bulletin*, vol. 32, no. 5 (mai 1977), page 6. Voir également le chapitre IV pour l'histoire de la communauté japonaise pré – 1942.

<sup>36</sup> *Ibid.*

Au mois d'avril 1977, soit un mois avant la date officielle du centième anniversaire, le *MB* fait état des nombreuses célébrations qui auront lieu. Dans un premier temps, un rassemblement [*jamboree*] est prévu pour les *Sansei* et les *Yonsei* du côté de Toronto. Le but de l'événement est de donner à ces jeunes : « [...] the background against which they can evaluate their own assessment of their Japanese racial heritage »<sup>37</sup>. L'événement aura lieu au cours du mois d'août, à environ 100 kilomètres de la ville de Toronto. Une fois de plus, le journal insiste sur le devoir de mémoire que ces jeunes doivent faire, en signe de respect pour les *Issei*.

D'autres activités sont également organisées au courant de l'été et de l'automne. Le plus important est sans doute le pique-nique organisé le 24 juin 1977 à Long Sault en Ontario. Le *MB* mentionne que l'événement a attiré plus de 700 Montréalais d'origine japonaise, ce qui en fait l'événement le plus populaire dans l'histoire de la communauté<sup>38</sup>. Le spectacle d'*odori* a aussi été un franc succès. Le club de danse de Montréal s'est joint à d'autres groupes afin de présenter un spectacle de cette danse traditionnelle à Toronto<sup>39</sup>. L'événement d'*ikebana* [arrangement floral] qui est organisé au Château Champlain au mois d'octobre a aussi été très populaire. le *Bulletin* mentionne qu'une partie de la présentation a été diffusée aux nouvelles du soir à la CBC<sup>40</sup>.

Dans son rapport final, publié en avril 1979, le *Japanese Canadian Centennial Society* [JCSS] fait un bilan des différentes activités et surtout des finances de l'organisation. Sur un budget total 41 750,60 \$, les Japonais du Québec ont dépensé

---

<sup>37</sup> « Youth Jamboree for Sansei and Yonsei », *Montreal Bulletin*, vol. 32, no. 4 (avril 1977), page 1.

<sup>38</sup> « Centennial Picnic », *Montreal Bulletin*, vol. 33, no. 7 (juil. 1977), page 2.

<sup>39</sup> « Montreal Japanese Folk Dance Society », *Montreal Bulletin*, vol. 32, no. 7 (juil. 1977), page 2.

<sup>40</sup> « Centennial Ikebana », *Montreal Bulletin*, vol. 32, no. 10 (oct. 1977), page 8.

un montant total de 37 779,51 \$<sup>41</sup>. Les surplus sont versés à plusieurs organismes. Les services communautaires bénéficient du plus grand montant (tableau 10.1). Cette situation semble logique, dans la mesure où les fêtes du centième anniversaire visaient principalement à rassembler tous les membres de la communauté. Les bourses d'études, pour leur part, aideront les jeunes *Sansei* et *Yonsei* à poursuivre leurs études. Le *MB* n'explique pas en quoi consiste le programme pour les jeunes, qui obtient 800\$. Un montant de 500\$ est aussi accordé aux archives. Avec la mise sur pied des différentes activités et surtout l'envoi de photos par les gens de la communauté, un tel projet est devenu nécessaire (tableau 10.1) :

Tableau 10.1 Organismes subventionnés par les surplus des fêtes du centenaire

Projet	Montant alloué
Bourses d'études	1200 \$
Programmes pour les jeunes	800 \$
Archives	500 \$
Services communautaires	1471,09 \$
<b>Total</b>	<b>3 971,09</b>

Source : *Montreal Bulletin*, vol. 34, no. 4 (avril 1979)

Le fonds d'archives est d'ailleurs sous la responsabilité de Kim Nakashima, l'un des éditeurs du *MB*, et de son épouse Rei qui est très impliquée dans la communauté.

<sup>41</sup> « Japanese Canadian Centennial Society – Quebec », *Montreal Bulletin*, vol. 34, no. 4 (avril 1979), page 2.

Cette dernière va s'occuper des archives de la communauté jusqu'en 2005, année où elle fait don de ces documents à l'Université McGill<sup>42</sup>.

Pour en revenir au rapport final d'activités, le *JCCS* remercie tous les gens qui ont participé ou qui ont contribué financièrement aux fêtes du centenaire. Selon le texte, les fêtes ont permis non seulement aux Japonais de se rassembler, mais elles ont aussi permis à la société canadienne d'entrer en contact avec la culture japonaise. Le comité espère également que ces fêtes auront une répercussion dans le futur :

« We hope that the community interest aroused not only by the Centennial but also by the survey that followed will continue to give impetus to much needed community activities and services, such as the welfare of the aging issei and nisei population, aid to new immigrants, youth programs, etc »<sup>43</sup>.

Les auteurs du rapport terminent en souhaitant que les fonds versés au centre communautaire puissent encourager les gens d'origine japonaise à s'y intéresser.

Un livre trilingue (anglais, français et japonais) intitulé *A Dream of Riches* est également publié<sup>44</sup>. Composé de photos et de textes assemblés dans le cadre de la fête du centenaire, l'ouvrage retrace les grandes lignes de l'histoire de la communauté japonaise du Canada et est le fruit de la collaboration des trois générations de la communauté, en plus des immigrants<sup>45</sup>. Quelques lignes sont consacrées au Québec, dont le témoignage du montréalais Kim Nakashima :

À la recherche de mon premier emploi, je me suis présenté auprès d'un grand nombre de sociétés anglo-saxonnes de comptables agréés, mais les Anglais ne

---

<sup>42</sup> Voir plus bas.

<sup>43</sup> Kim Nakashima et Tsukasa Yoshinaka, « Japanese Canadian Centennial Society – Final report », *Montreal Bulletin*, vol. 34, no. 4 (avril 1979).

<sup>44</sup> The Japanese Canadian Centennial Project, *A Dream of Riches – The Japanese Canadians 1877 – 1977*, Toronto, Gilchrist – Wright, 1978, 190 pages.

<sup>45</sup> *Ibidem*, pp. 3 – 5.



nous engageaient pas... C'est enfin auprès d'une société israélite que j'ai trouvé un emploi... Les Juifs sont beaucoup plus compréhensifs parce qu'ils ont été eux-mêmes victimes d'une injustice<sup>46</sup>.

Des photos illustrent également la vie des Japonais à Montréal : participation au défilé de la Saint-Jean-Baptiste, photographies de la famille Nakashima ainsi que du révérend Labrecque ou de Sœur Saint-Pierre<sup>47</sup>.

#### 10.1.2 Le centre culturel

Le centre culturel des Japonais-Canadiens [*Japanese Canadian Cultural Centre*] est également formé dans la foulée des célébrations du 100<sup>e</sup> anniversaire. Dans l'édition du mois d'octobre 1976, le *Bulletin* fait état de sa création :

« The Japanese Canadian Cultural Centre (J.C.C.C.) of Montreal Inc. has been formed as a chartered organization under the Quebec Company's Act. This organization's mandate includes the promoting of the cultural heritage of Japanese Canadians and in this process, cultivating the exchange of cultures within the context of Canadian Society »<sup>48</sup>.

Au moment de sa création, le centre culturel (CCJC) sert principalement à faire la promotion de la fête du centenaire. Il veut également reprendre la production du bottin téléphonique, qui regrouperait les noms, adresses et numéros de téléphone de tous les membres de la communauté. Cette réalisation, qui avait débuté en 1948, avait été abandonnée en 1966<sup>49</sup>. L'article demande aux lecteurs d'envoyer leurs coordonnées le plus rapidement possible afin que le bottin soit mis sous presse

---

<sup>46</sup> *Ibidem*, page 129.

<sup>47</sup> *Ibidem*, pp. 23, 128 – 131, 135, 149, 153 – 154.

<sup>48</sup> « The Japanese Canadian Cultural Centre », *Montreal Bulletin*, vol. 31, no. 8 (oct. 1976), page 1.

<sup>49</sup> « JCCA Prints Japanese Directory », *Montreal Bulletin*, vol. 3, no. 4 (avril 1948), page 1 ; « The Japanese Canadian Cultural Centre », *Montreal Bulletin*, vol. 31, no. 8 (oct. 1976), page 8.

rapidement. Signe de changement à l'intérieur de la communauté : on demande aux lecteurs s'ils connaissent des femmes japonaises mariées à des Occidentaux. De même, le *MB* demande aussi de lui communiquer le nom des Japonais qui demeurent à l'extérieur de Montréal<sup>50</sup>.

Dans l'édition du mois de décembre, le *Bulletin* fait état des activités du centre culturel pour l'année 1976 :

« The J.C.C.C. is the centre of cultural activity in Montreal, operating the centre at 8155 Rousselot Street, supporting fledgling groups, promoting the Centennial celebration to take place in 1977, assembling information for a new telephone directory and initiating, supporting and promoting the many other cultural activities that demand attention »<sup>51</sup>.

Le *JCCC* a ses bureaux dans le centre communautaire, qui appartient à l'église Saint-Paul-Ibaraki, jusqu'en 1997<sup>52</sup>. Par ailleurs, le centre mentionne qu'il est composé de 29 membres, représentant les différents éléments de la communauté japonaise.

Le *JCCC* permet également aux Japonais de négocier avec la paroisse Saint-Paul-Ibaraki. Cette dernière songe à faire payer un loyer minime à certaines associations. Cependant, la plupart n'a pas les moyens de payer un tel montant :

« The Community Centre Organization [...] therefore arranged with the owners to take over the hall on a pro rata basis contributing close to \$4,000.00 a year inclusive of all rentals. This was reached outside of a lease »<sup>53</sup>.

---

<sup>50</sup> « The Japanese Canadian Cultural Centre », *Montreal Bulletin*, vol. 31, no. 8 (oct. 1976), page 8.

<sup>51</sup> « Japanese Canadian Cultural Centre », *Montreal Bulletin*, vol. 31, no. 11 (déc. 1976), page 9.

<sup>52</sup> Kuniko Kondo, *Les Canadiens d'origine japonaise à Montréal*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université de Montréal, 2000, page 105. Le *CCCJ* pourra faire cet achat grâce à la compensation financière versée par le gouvernement fédéral. Au sujet de la discorde sur l'emplacement du centre, voir les pages 113 à 120.

<sup>53</sup> « The Japanese Canadian Cultural Centre of Montreal Inc. », *Montreal Bulletin*, vol. 33, no. 7 (juil. 1977), page 6.

En contrepartie, le *JCCC* peut mettre tous les locaux du centre à la disposition de la communauté japonaise. Le comité rappelle qu'il a aussi mis en œuvre de nombreux projets et que sa plus grande ambition est d'avoir son propre immeuble, ce qui n'est pas possible pour le moment<sup>54</sup>.

En 1978, le comité lance un sondage afin de mieux connaître les besoins de la communauté japonaise du Québec. Profitant d'un programme du gouvernement fédéral, le centre culturel compte embaucher deux ou trois étudiants<sup>55</sup>. L'offre d'emploi affichée dans le journal communautaire mentionne que les étudiants devront piloter un sondage afin de découvrir les besoins et les problèmes des *Issei*. De plus, ils joueront un rôle de conseiller auprès des différents organismes communautaires japonais. Les étudiants recherchés devront avoir étudié soit la sociologie, la psychologie ou en travail social. De plus, les postulants devront parler japonais<sup>56</sup>.

Un mois plus tard, le *JCCC* annonce qu'il a déjà reçu plusieurs candidatures pour les postes étudiants. Il annonce que le sondage est en lien direct avec les fêtes du centenaire, un projet rassembleur pour les Japonais du Québec :

« During the first year for the first time the whole community turned out and participated but at the same time it was noticed that many members of the community were growing old, losing mobility, becoming housebound »<sup>57</sup>.

Le *JCCC* a à sa disposition un budget de 12 500 \$ (10 000 \$ en subvention du gouvernement fédéral et 2 500 \$ provenant des fêtes du centenaire) pour le projet de sondage. Sur ce total, la majorité du budget est allouée aux salaires des étudiants<sup>58</sup>.

---

<sup>54</sup> *Ibid.*

<sup>55</sup> « Montreal Community Survey », *Montreal Bulletin*, vol 34, no. 3 (mars 1978).

<sup>56</sup> *Ibid.*

<sup>57</sup> « The Japanese Canadian Cultural Centre – Survey Committee », *Montreal Bulletin*, vol. 34, no. 4 (avril 1978), page 3.

<sup>58</sup> *Ibid.*

Et, en fonction des résultats du sondage, il est possible que le *JCCC* postule pour une nouvelle subvention gouvernementale afin d'en approfondir quelques aspects.

Le centre culturel annonce à la fin de l'année 1978 que le sondage va être publié sous peu<sup>59</sup>. L'organisme explique qu'il y a un délai important en raison de la traduction du rapport en anglais et en français. Si certains résultats du sondage sont mentionnés dans le *MB*, le document n'est pas publié dans son intégralité. Par exemple, au mois de janvier 1979, le journal mentionne que le sondage a mis en lumière que les personnes âgées de la communauté désirent lire des ouvrages en japonais<sup>60</sup>. Ces ouvrages seront disponibles au centre culturel, mais également à la bibliothèque du Centre d'études est-asiatiques (CÉTASE) de l'Université de Montréal<sup>61</sup>.

Le recours aux sources de la communauté est donc nécessaire afin de connaître le contenu détaillé du sondage. Un rapport présente tout d'abord le conseil d'administration du *JCCC* puis présente ses objectifs :

« A non-profit agency providing a centre to which representatives from churches, organizations and individuals initiate or co-ordinate activities sponsored by the Centre. Activities [...] include dances, Montreal Chorale Society, picnics, Keirokai, Community Directory, scholarships, library collection, and bazaar. Its facilities include : a large hall, rooms with kitchen facilities »<sup>62</sup>.

Le sondage fait aussi état des différents groupes et associations existants (tableau 10.2). La présence de trois écoles différentes d'arrangement floral peut surprendre.

---

<sup>59</sup> « The Community survey », *Montreal Bulletin*, vol. 34, no. 10 (11 nov. 1978), page 1.

<sup>60</sup> « The Community survey », *Montreal Bulletin*, vol. 35, no.1 (13 janv. 1979), page 4.

<sup>61</sup> Voir la dernière section du chapitre sur les relations entre le Japon et le Québec.

<sup>62</sup> Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c. 7, Dossier 2 (Montreal Japanese Canadian Community Survey), « Montreal Japanese Canadian Community Survey », pièce 2005-236, page 88.

Cependant, cette popularité s'explique par la présence de Seisho Kuwabara, dont le travail de pionnière dans l'*ikebana* a été reconnu à l'échelle nationale<sup>63</sup>.

Tableau 10.2 Associations et regroupements de la communauté japonaise de Montréal, *circa* 1979

Catégorie	Noms
Églises	Église bouddhiste, Église Saint-Paul-Ibaraki, <i>Montreal Japanese United Church</i> , <i>Knox Kensington Presbyterian</i>
Groupes de langue japonaise	<i>Nikkeijin Kai</i> (Association des Canadiens japonais de Montréal), <i>Akebono-Kai</i> (projection de films), <i>Koyu Kai</i> (activités diverses, dont des voyages organisés)
Groupes de jeunes	<i>Sei Nen Kai (Sansei)</i> , <i>Young Sansei</i> (âgés de 14 à 17 ans)
Apprentissage de langues	<i>Japanese Language Centre</i> (cours de français, d'anglais et de japonais)
Arts	<i>Minyo Kai</i> (danse traditionnelle), <i>Ikenobo</i> (arrangements floraux), <i>Sogetsu Ryu</i> (arrangements floraux), <i>Takeya Ryu</i> (arrangements floraux), <i>Montreal Shigin-Renraku-Bu</i> (lecture de poèmes), école de koto (instrument de musique japonais), <i>Montreal Japanese Chorale Society</i> , <i>Ballroom Dance Group</i>
Sports	<i>Mixed Duck Pin Bowling League</i> , <i>Montreal Sangha Ten Pin Bowling league</i>
Arts martiaux	Club de karaté de Montréal, Académie de judo Seidokwan, Académie Shidokan (judo)

Source : « *Montreal Japanese Canadian Community Survey* », pièce 2005-236 C.23, page 88

<sup>63</sup> Voir la section *Reconnaissance des Japonais du Québec* dans le présent chapitre.

De façon générale, le domaine des arts est bien représenté. Sur les cinq regroupements, trois sont voués à des pratiques issues de la culture japonaise (*ikebana*, *koto* et le groupe de lecture de poèmes). Cette présence importante compense pour la faible représentation d'organismes uniquement japonais. La culture japonaise est donc plus populaire que la langue au sein de la communauté.

Le centre culturel est particulièrement actif dans les années 1980. En plus d'abriter la plupart des organismes de la communauté, il sert aussi de centre névralgique pour plusieurs nouveaux projets. Le *History Project Committee* y est formé en avril 1982<sup>64</sup>. Le but de ce nouveau comité est de rédiger l'histoire de la communauté, mais également de ramasser des témoignages oraux, ainsi que les archives. C'est ainsi que le *Bulletin* va s'enrichir d'articles portant sur l'histoire personnelle de certains membres de la communauté japonaise<sup>65</sup>.

Un sondage est aussi mené par la communauté au sujet du *Montreal Bulletin*. L'objectif est de savoir ce que les lecteurs aiment ou pas du journal. Les résultats sont publiés au mois d'août 1982. Les gens apprécient les nouvelles locales en général, ainsi que les informations sur les activités et les groupes religieux<sup>66</sup>. Quant aux critiques, elles témoignent du changement qui s'opère à l'intérieur de la communauté. Parmi les plus fréquentes : les lecteurs considèrent qu'il y a peu ou pas de nouvelles sur les immigrants et les jeunes, peu de variété d'articles, aucun contenu pour les

---

<sup>64</sup> « History Project Committee », *Montreal Bulletin*, vol. 37, no. 4 (17 avril 1982), page 4.

<sup>65</sup> Par exemple : « Senior Profile – Tomahara Nisuke, a tribute », *Montreal Bulletin*, vol. 46, no. 5 (avril 1991), page 4 ; « Profile : Tom Yamashita WW II Veteran », *Montreal Bulletin*, vol. 46, no. 10 (nov. 1991), page 4 ; « Profile : Masato Hayami », *Montreal Bulletin*, vol. 46, no. 11 (déc. 1991), page 12. Sur les dons de ces documents à l'Université McGill, voir : Frédérique Doyon, « Archives de la communauté japonaise de Montréal », *Montreal Bulletin*, vol. 61, no. 9 (6 sept. 2006), page 9. Voir également : « Japanese Canadian History Archives », *Montreal Bulletin*, vol. 62, no. 1 (janv. 2007), page 17.

<sup>66</sup> « Results of Survey », *Montreal Bulletin*, vol. 37, no. 8 (août 1982), page 10.

francophones, nombreuses répétitions des nouvelles, activités désordonnées, etc<sup>67</sup>. Ces critiques semblent avoir été entendues, du moins en ce qui concerne les francophones : le premier article entièrement en français est publié dans le journal en février 1983. Il porte sur un tournoi de *go* qui a été organisé au centre culturel<sup>68</sup>. Le mois suivant, le journal intègre une « section française » qui deviendra permanente. Cette section fait un sommaire des activités à venir et résume certains articles du *Bulletin*.

En somme, le centre culturel occupe une place importante au sein de la communauté. Il abrite la plupart des associations japonaises et offre un espace relativement peu coûteux à ces dernières. Cependant, le centre appartient à l'église Saint-Paul-Ibaraki. Les Japonais du Québec vont remédier à cette situation à la fin des années 1990.

#### 10.1.2.1 L'achat du centre culturel

À la suite du mouvement de reconnaissance des années 1980, la communauté japonaise du Canada obtient une compensation pour la détention et la dispersion de ses membres durant la Deuxième Guerre mondiale. Une partie du montant accordé aux Japonais du Québec servira à l'achat d'un bâtiment pour y établir un centre culturel. Le mémoire de Kondo analyse le débat entourant cette question à partir du *MB*.

Un an après l'entente entre le gouvernement fédéral et la *National Association of Japanese Canadians*, soit en 1989, les Montréalais fondent un comité, le *Montreal Capital Project* (MCP), chargé de trouver un édifice qui pourrait abriter le futur

---

<sup>67</sup> *Ibid.*

<sup>68</sup> « Tournoi du Consulat '83 », *Montreal Bulletin*, vol. 38, no. 1 (22 jan. 1983), page 11.

centre culturel<sup>69</sup>. Les démarches du *MCP* durent quatre ans, durant lesquelles aucune acquisition ne se fait. Le comité propose alors cinq possibilités: 1) acheter une maison au centre-ville ; 2) acheter un duplex au centre-ville qui servirait de lieu de réunion et continuer la location du centre actuel ; 3) poursuivre la location du centre culturel qui appartient à la mission catholique ; 4) louer le centre culturel, mais en exigeant un bail à long terme ; 5) louer un bâtiment au centre-ville avec un bail à long terme<sup>70</sup>. Le comité défend l'option 1, en se basant sur un sondage indiquant que plusieurs utilisateurs trouvent que le centre culturel est trop éloigné du centre-ville (sur la rue Rousselot, près du parc Villeray) et par le fait même de la population japonaise de Montréal.

Après un débat, il semble que la deuxième option représente la meilleure solution :

Le compromis qu'offre l'une des propositions, soit de maintenir la location du site actuel et d'acheter, avec les fonds du Redressement, une petite maison annexe facilement accessible au centre-ville, a été considéré le meilleur, tant par les gens qui optent pour déménager [...] que ceux qui sont sensibles aux bienfaits du lieu actuel de la Mission catholique<sup>71</sup>.

Un bâtiment est identifié dans le quartier Côte-des-Neiges en 1993, mais le *MCP* reçoit une proposition de la mission catholique qui est prête à vendre le bâtiment après avoir hésité longuement<sup>72</sup>. Après des négociations entre les deux parties et une consultation publique, le *MCP* va de l'avant et adopte une résolution en août 1993 pour faire une levée de fonds afin d'amasser la somme manquante pour faire

---

<sup>69</sup> Kuniko Kondo, *Les Canadiens d'origine japonaise à Montréal*, mémoire de maîtrise en sociologie, Université de Montréal, 2000, page 114.

<sup>70</sup> *Ibid.*

<sup>71</sup> *Ibidem*, page 116.

<sup>72</sup> Bien qu'il ne soit pas situé au centre-ville, le bâtiment situé sur la rue Mountain Sights était facilement accessible par métro et par l'autoroute. *Ibidem*, page 117.



l'acquisition du bâtiment<sup>73</sup>. À la suite de la campagne de financement, qui a dépassé l'objectif de 200 000\$, « le CCJMCM prend possession de la maison et du terrain du Centre »<sup>74</sup>.

## 10.2 La communauté japonaise et le Québec

La tradition du *Bulletin* de ne pas évoquer les élections québécoises se poursuit au cours des années 1970. Par exemple, le journal n'évoque ni la campagne électorale de 1976, ni l'élection du Parti Québécois au cours de cette même année. Il faut attendre le référendum de 1980 avant que le *MB* ne rompe avec cette habitude. Toutefois, ce silence ne veut pas dire pour autant que la communauté ne se soucie pas du Québec. De nombreux membres travaillent au rapprochement entre les deux cultures. Ces gens verront leur travail être récompensé, que ce soit par une reconnaissance officielle ou par la visibilité qu'ils obtiendront.

### 10.2.1 Le Jardin botanique

Le jardin japonais est l'un des principaux attraits du Jardin Botanique de Montréal. Inauguré en juin 1988, sa réalisation s'est échelonnée sur plus de vingt ans. D'abord lancé pour souligner le centenaire de la Confédération en 1967, le projet est abandonné puis relancé dans les années 1980 par le directeur-général du Jardin Botanique, Pierre Bourque. Par ailleurs, le jardin représente la principale trace de la présence japonaise dans la métropole.

---

<sup>73</sup> *Ibidem*, page 118.

<sup>74</sup> *Ibidem*, page 120.

Le projet d'intégrer un jardin japonais à l'intérieur du Jardin botanique de Montréal date de 1967. Cette année-là, le *Montreal Bulletin* annonce que la communauté japonaise a décidé, lors d'une assemblée générale, de créer un véritable jardin japonais à Montréal<sup>75</sup>. Ce projet vise surtout à souligner le centième anniversaire de la Confédération. Un comité, le *Montreal Japanese Centennial Project* (MJCP), est mis sur pied afin de piloter le projet. L'article du *Bulletin* mentionne que l'objectif principal du comité est de trouver un architecte paysagiste japonais et aussi de fournir les matériaux pour le futur pavillon japonais<sup>76</sup>. On mentionne également que les travaux vont être entrepris sous peu par le Jardin Botanique de Montréal et que ce dernier assurera l'entretien du site. Les travaux doivent débiter au cours de l'automne 1967 et le *MB* estime que le projet sera prêt à la fin de l'année 1969 ou au début de l'année 1970.

À la suite à cette rencontre, le *MJCP* convoque une assemblée générale afin d'informer les gens sur les délais liés au projet. La rencontre, qui se tient au mois de juin 1967, permet la création d'une campagne de financement, dont l'objectif est de 10 000 \$. Ce montant est dépassé facilement : en effet, près de 17 700 \$ ont été amassés<sup>77</sup>. Au dépôt du premier budget, seulement 2 563 \$ ont été dépensés, en grande majorité pour les honoraires de l'architecte (2000 \$).

Le projet a l'oreille attentive du directeur du jardin botanique, Yves Desmarais, qui envoie une lettre au comité. Le *Bulletin* en publie le contenu intégral au mois de juillet 1967. Le directeur souligne les efforts du *MJCP* et dit que le jardin japonais sera un ajout précieux au jardin botanique<sup>78</sup>. Il se dit également rassuré par le fait que

---

<sup>75</sup> « Montreal Japanese Centennial Project », *Montreal Bulletin*, vol. 22, no. 6 (juin 1967), page 1.

<sup>76</sup> *Ibid.*

<sup>77</sup> *Ibidem*, page 5.

<sup>78</sup> « Montreal Centennial Project », *Montreal Bulletin*, vol. 21, no. 7 (juil. 1967), page 1.

les plans aient été conçus par un architecte japonais, ce qui permettra au jardin de refléter la véritable culture de ce pays. Au mois d'octobre, le *MB* explique à ses lecteurs que l'architecte choisi, Ken Nakajima, vient tout juste d'envoyer une copie des plans par avion, qui arriveront sous peu à Montréal<sup>79</sup>.

Le comité remet finalement les plans à la Ville de Montréal en décembre 1967. Cette information est confirmée par un article du journal *Le Devoir*, indiquant qu'Hiroshi Okuda, le vice-président du *MJCP* a remis les documents au maire de Montréal, Jean Drapeau<sup>80</sup> L'article mentionne que:

Ce jardin qu'on aménagera au Jardin botanique de Montréal est l'œuvre de l'un des plus grands architectes paysagistes japonais, M. Ken Nakajima. En plus d'offrir les plans, le comité de Montréal [le *MJCP*] fera venir le fameux architecte paysagiste pour la surveillance des travaux devant commencer au printemps prochain<sup>81</sup>.

L'auteure ajoute que Nakashima est l'architecte du pavillon japonais d'Expo 1967. Le *Montreal Star* publie également une nouvelle concernant la construction du futur pavillon japonais. L'article mentionne que le maire Jean Drapeau a fait une déclaration à l'hôtel de ville<sup>82</sup>. Il croit que : « [...] the garden would be one of the highlights of the Botanical Garden. "We all know how popular the Japanese Garden was at Expo 67", he said »<sup>83</sup>. Le journal a également interrogé le directeur du Jardin

---

<sup>79</sup> « Montreal Japanese Committee for Centennial Project », *The Montreal Bulletin*, vol. 21, no. 10 (oct. 1967), page 1.

<sup>80</sup> ----, *Le Devoir*, 15 décembre 1967, page 1. À l'exception des informations tirées du *Montreal Bulletin*, tous les articles de journaux ont été pris parmi les coupures de presse des Archives de la Ville de Montréal, VM6, dossier 1927.3 – 3, bobine 263.

<sup>81</sup> *Ibid.*

<sup>82</sup> « City Gets Japanese Garden », *The Montreal Star*, 15 décembre 1967.

<sup>83</sup> *Ibid.*

Botanique, qui affirme que les travaux débiteront au printemps 1968 et qu'ils dureront environ trois ans.

Cet échéancier ne fut pas respecté, comme l'explique le *Bulletin* :

« We had hoped that in the Spring of 1968 the First Phase of the Garden Project would be initiated, but Man and His World took precedence. Great expectations were forecast [...] but it did not prove to be a financial success. This and other contributing factors resulted in an austerity directive bringing to a standstill all approved and new projects »<sup>84</sup>.

Ainsi, la direction des parcs et des terrains de jeux n'a pas approuvé de projets au cours des années suivantes, excepté ceux jugés essentiels. Or, le jardin japonais ne fait pas partie de cette catégorie.

Malgré ce gel de budget, le *MJCP* est demeuré en contact avec le directeur du Jardin botanique de Montréal. Ce dernier a conseillé aux Japonais de relancer les démarches auprès du directeur des parcs et des terrains. Cette idée semble avoir fonctionné, car l'article mentionne que les plans pour le pavillon japonais sont actuellement étudiés par l'architecte-paysagiste de la Ville. Le *MJCP* semble sûr de voir le projet être intégré à l'ordre du jour du prochain conseil municipal. À ce titre, le comité prévoit rencontrer le directeur des Parcs et l'architecte-paysagiste au cours du mois d'octobre 1971<sup>85</sup>.

Dans l'édition de décembre 1971, le *MJCP* rapporte qu'il a tenu son assemblée générale au début du mois<sup>86</sup>. Le vice-président Harry Okuda, présent depuis le début du projet, rapporte que les négociations sont toujours en cours avec la Ville de

---

<sup>84</sup> « The Montreal Japanese Committee for Centennial Project », *Montreal Bulletin*, vol. 25, no. 10 (oct. 1971), page 4

<sup>85</sup> *Ibidem*, page 5. Le dossier d'Yves Desmarais aux archives de la Ville de Montréal est muet au sujet de ses contacts avec la communauté japonaise de Montréal.

<sup>86</sup> « The Montreal Japanese Committee for Centennial Project », *Montreal Bulletin*, vol. 26, no. 12 (déc. 1971), page 7.

Montréal. Fait intéressant, l'article ajoute qu'une discussion animée a eu lieu durant cette assemblée :

« A heated discussion ensued with a dissident faction calling for more vigorous action and for the instituting of a deadline after which alternative projects would be considered »<sup>87</sup>.

Cette impatience de la faction dissidente s'explique, sans doute, par le fait que le projet traîne depuis maintenant quatre ans. Cependant, l'article révèle que la modération a pris le dessus et que le vice-président a obtenu le mandat d'écrire à la Ville afin d'avoir plus d'informations au sujet du budget consacré au jardin<sup>88</sup>.

Cependant, le dossier n'a pas fini de traîner. Le *Montreal Bulletin* annonce que le comité responsable du dossier s'est réuni en mars 1977, soit dix ans après le centenaire de la Confédération. Le *MJCP* a discuté des : « [...] many aspects of the problem created by the apparent inability of the City of Montreal to proceed with this Centennial project as planned »<sup>89</sup>. Trois ans plus tard, le dossier n'a toujours pas avancé :

« Chaired by T. Shinohara, president H. R. Okuda gave a brief resume from January 1967 when the idea of the creation of an authentic Japanese Garden within the Montreal Botanical Garden complex was first adopted »<sup>90</sup>.

Suit alors un budget des dépenses et des revenus, du 10 juillet 1967 jusqu'au 29 septembre 1980. Les dépenses liées au projet sont demeurées à 2563,64\$, soit le montant déboursé au cours de l'année 1967. Quant à eux, les revenus ont augmenté

---

<sup>87</sup> *Ibid.*

<sup>88</sup> *Ibid.*

<sup>89</sup> « Japanese Garden Committee Meets », *Montreal Bulletin*, vol. 32, no. 3 (mars 1977), page 1.

<sup>90</sup> « Montreal Japanese Community », *Montreal Bulletin*, vol. 35, no. 9 (oct. 1980), page 1.

fortement. Sur le montant amassé de 14 840 \$ au cours de cette année, les Japonais ont reçu des intérêts de 17 512 \$<sup>91</sup>.

Le journal ajoute que l'assemblée générale a voté pour que la communauté japonaise cesse officiellement le projet de jardin à la fin du mois de septembre. À la page suivante, le comité fait état de certaines frustrations à l'égard de la Ville de Montréal. Après avoir mentionné que les plans ont été remis à l'administration municipale en décembre 1967, le *MB* écrit :

« The City, however honourable its original intentions, was masked under layers of political red tape and austerity directives and postponed, delayed and side stepped the issue for 13 years. It was further noted that some years ago, our Executive Committee had submitted a time limit to the City of Montreal – that if it could not accept the project or show signs of its implementation, we would cancel our obligation »<sup>92</sup>.

L'article précise que, suite à la réponse reçue de la Ville, il est clair que l'entente entre la communauté et l'administration municipale ne peut plus être maintenue ('clearly and permanently severed')<sup>93</sup>. Il s'agit d'une des rares fois où le journal communautaire critique directement l'administration municipale. Par ailleurs, le projet de jardin, qui devait être unificateur et souligner la contribution des Japonais à la vie montréalaise a complètement raté ses deux objectifs.

L'assemblée générale décide de verser les fonds accumulés, soit un montant total de 29 788 \$ à la création d'un service d'infirmerie pour les personnes âgées de la communauté<sup>94</sup>. Cependant, les règles administratives empêchent le comité de verser l'argent directement à ce nouveau projet. Il a donc la possibilité de reverser les

---

<sup>91</sup> *Ibid.*

<sup>92</sup> *Ibidem*, page 10.

<sup>93</sup> *Ibid.*

<sup>94</sup> *Ibid.*

contributions à chaque donateur de 1967 avec les intérêts ou de recevoir un consentement écrit de chaque personne afin que la somme puisse être versée pour les soins infirmiers. Évidemment, l'une ou l'autre des solutions nécessite une somme de travail importante :

« A great deal of planning and sacrifice of time and effort was required to gather the original donation for the garden and for the executives responsible for this fund it is a painful exercise to have to undo this great effort at this time »<sup>95</sup>.

En effet, plusieurs donateurs sont décédés ou ont quitté le Québec. Le comité incite les gens à répondre le plus rapidement possible et de soumettre, s'ils le souhaitent, d'autres projets qui pourraient servir à l'ensemble de la population japonaise.

Au sujet du projet d'infirmierie pour les personnes âgées, l'article mentionne :

« We are not pioneers in the field of organizing nursing care facilities for the aged. Other Japanese Canadian Communities are considerably ahead in these endeavours. With your consent and co-operation, we are only now hopefully in the process of initiating a project as vital, necessary and inevitable as any other community »<sup>96</sup>.

L'article conclut sur le fait que la communauté en entier doit s'impliquer dans ce projet, qui bénéficiera autant aux aînés qu'aux générations futures.

Le mois suivant, le *Bulletin* publie un nouvel article au sujet de l'argent provenant du projet de jardin japonais. Cette fois, le comité propose quatre solutions : 1) retourner l'argent aux donateurs, avec intérêt ; 2) donner le montant pour une maison de soins infirmiers pour les personnes âgées ; 3) créer un fonds pour des bourses d'études ; 4) une combinaison de ces différentes solutions<sup>97</sup>. Par ailleurs, l'article fait état de

---

<sup>95</sup> *Ibid.*

<sup>96</sup> *Ibid.*

<sup>97</sup> « Centennial Garden Project – \$27,000 », *Montreal Bulletin*, vol. 35, no. 7 (août 1980), page 1.

certaines personnes qui désirent se faire rembourser et mentionne que ces gens auront leur argent dès qu'un comité des donateurs se sera réuni. Toutefois, le *Bulletin* déplore une telle demande, en disant que ça serait une honte de briser en morceaux un fonds de 27 000 \$. Cependant, aucune des quatre options envisagées par le comité ne sera retenue. En janvier 1983, le *Bulletin* annonce que le montant total sera versé à un fonds appartenant au centre culturel japonais<sup>98</sup>.

#### 10.2.1.1 La relance du projet de jardin japonais

Malgré le désengagement de la communauté japonaise de Montréal, le projet de jardin japonais verra le jour vers la fin des années 1980, grâce au travail du directeur du jardin botanique, Pierre Bourque, et du révérend bouddhiste Takamichi Takahatake.

Dans un article daté du 18 juillet 1987, *Le Devoir* souligne le travail du futur maire de Montréal :

Ses premiers échanges avec le Japon remontent à 1984. À l'occasion de la visite d'un chef spirituel japonais à Montréal, il avait planté 120 ormes de Sibérie sur le terre-plein du boulevard Dorchester. Peu à peu, il a établi par la suite des contacts avec la communauté japonaise de Montréal et avec le gouvernement japonais<sup>99</sup>.

La revue de l'association des retraités du Jardin botanique, *L'Iris*, précise que le chef religieux en question est le « [...] Lord Abbot Koshin Ohtani, chef spirituel de

---

<sup>98</sup> « The Montreal Japanese Committee for Centennial Project », *Montreal Bulletin*, vol. 38, no. 1 (jan. 1983), page 10.

<sup>99</sup> Pierre Cayouette, « Une capsule de civilisation japonaise en plein Montréal », *Le Devoir*, 18 juillet 1987, page 1.



plusieurs millions de bouddhistes japonais »<sup>100</sup>. Le révérend avait déjà visé le Québec à quelques reprises<sup>101</sup>.

L'ouvrage *Le Jardin botanique de Montréal : esquisse d'une histoire* mentionne que le directeur-général du Jardin a aussi été encouragé par le succès public d'une exposition portant sur des arbres miniatures chinois :

Stimulé par cet engouement, Pierre Bourque [le d.g. du Jardin] poursuit dans cette voie. Le révérend Takamichi Takahatake, religieux bouddhiste qui réside à Montréal depuis plusieurs années, le rencontre pour lui suggérer de créer un jardin japonais. Pierre Bourque se passionne pour ce nouveau projet et obtient l'autorisation de l'administration Drapeau – Lamarre ainsi que les sommes requises de la part de la Ville de Montréal et des gouvernements du Québec et du Canada<sup>102</sup>.

Le projet s'appuie sur les plans de l'architecte Ken Nakajima. Cependant, on ne mentionne pas s'il s'agit des documents originaux de 1967 ou si le jardin a été entièrement repensé. La première pelletée de terre officielle a lieu au mois de juin 1987<sup>103</sup>.

Le jardin japonais est financé par les gouvernements québécois et canadien, ainsi que par des entreprises privées et des organismes du Japon. Comme le souligne *La Presse* :

---

<sup>100</sup> Louis Rinfret, « Petit historique du Jardin japonais du Jardin botanique de Montréal », *L'Iris*, vol 2, no. 1 (15 avril 2011), page 4. Sur l'abbé Ohtani, voir également la section *L'Église bouddhiste*, chapitre VIII.

<sup>101</sup> Montreal Young Buddhists' [sic] Society », *The Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 12 (déc. 1952), page 11.

<sup>102</sup> André Bouchard et Francine Hoffman, *Le Jardin botanique de Montréal : esquisse d'une histoire*, Montréal, Fides, 1998, pp. 77 – 78.

<sup>103</sup> « Le Jardin botanique de Montréal à l'heure du Japon », *La Presse*, 27 juin 1987.

Lors d'une récente tournée officielle au Japon, une délégation du jardin botanique a récemment obtenu des dons totalisant \$600 000 d'organismes voués à la promotion de la culture japonaise dans le monde<sup>104</sup>.

Quant à la communauté japonaise de Montréal, elle doit assurer l'animation du pavillon, qui « [...] regroupera un étang, des pagodes, des pergolas et un salon de thé »<sup>105</sup>. La direction du Jardin Botanique mise gros sur ce projet, qui lui permettrait d'atteindre la cote trois étoiles du Guide Michelin et d'attirer 130 000 visiteurs supplémentaires par année<sup>106</sup>.

Un peu plus d'un an après le début des travaux, le jardin japonais ouvre ses portes le 28 juin 1988. La journaliste Marie-Claude Lortie parle du rôle joué par l'architecte :

M. Nakashima vient régulièrement du Japon retoucher son œuvre, accompagné d'un de ses fils et d'un assistant. Le petit personnage au sourire en coin, coiffé d'un couvre-chef jaune serin fait déplacer et replacer les buissons à quelques centimètres près, jusqu'à ce que tout soit parfait, comme un poète qui hésite avant de placer une virgule<sup>107</sup>.

L'article souligne que les différents aspects symboliques du jardin sont expliqués par des panneaux. De même, la journaliste rappelle que ce jardin a bénéficié de l'appui du Japon, qui a fourni plus de 6000 végétaux provenant de toutes ses régions.

L'inauguration officielle est faite le 29 juin 1988 par le maire Jean Doré ainsi que le consul-général du Japon, Tsukasa Abe<sup>108</sup>. Selon le directeur-général du Jardin botanique : « Avec le jardin des bonsaï et le futur pavillon culturel du Japon, dont le

---

<sup>104</sup> *Ibid*

<sup>105</sup> *Ibid.*

<sup>106</sup> *Ibid.*

<sup>107</sup> Marie-Claude Lortie, « Les fleurs de l'amitié vont bientôt éclore à Montréal », *La Presse*, 20 mai 1989.

<sup>108</sup> Florian Bertrand, « Le plus beau jardin japonais d'Amérique du Nord », *La Presse*, 29 juin 1988 ; « Gardens get Japanese boost », *Montreal Daily News*, 29 juin 1988.

salon de thé, Montréal sera doté des plus importants éléments culturels japonais en Amérique du Nord [...] »<sup>109</sup>. Plus de 1000 personnes assistent à l'événement.

De son côté, *Le Devoir* explique comment a été réparti le coût total du projet, qui s'élève à 1,3 millions de dollars :

La contribution du Japon s'élève à 500,000\$ et celles des gouvernements du Canada et du Québec à 275,000\$. S'il n'a nécessité qu'une année de travaux, de juillet 1987 à juin 1988, ce jardin japonais, une initiative du chef spirituel de la communauté japonaise de Montréal, le Révérend Takamachi [Takahatake], a exigé plus de deux années de planification<sup>110</sup>.

Le révérend, ainsi que sa conjointe Masako, seront nommés les hôtes officiels du jardin pour une période de deux ans<sup>111</sup>.

Cependant, le jardin n'est pas entièrement complété : il manque le pavillon principal, qui doit abriter une bibliothèque, une galerie d'art et un salon de thé<sup>112</sup>. La construction de cet édifice, toujours dirigée par l'architecte Ken Nakajima, débute en 1988 et sera complétée un an plus tard<sup>113</sup>. Comme le raconte la journaliste de *La Presse* Marie-Claude Lortie :

En effet, un peu plus d'un an après l'inauguration du jardin nippon au Jardin botanique de Montréal, un pavillon japonais vient d'ouvrir ses portes à la population montréalaise. Ce petit centre culturel calqué sur le modèle des

---

<sup>109</sup> *Ibid.*

<sup>110</sup> Isabelle Ferland, « Un peu d'âme japonaise s'épanouira lentement au voisinage du stade », *Le Devoir*, 29 juin 1988.

<sup>111</sup> André Cyr, *Pierre Bourque : le jardinier et l'ingénieur*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1995, page 124.

<sup>112</sup> Isabelle Ferland, « Un peu d'âme japonaise s'épanouira lentement au voisinage du stade », *Le Devoir*, 29 juin 1988.

<sup>113</sup> Florian Bernard, « La cérémonie du thé au jardin japonais », *La Presse*, 26 mai 1989.

maisons japonaises traditionnelles, sera animé toute l'année par des membres de la communauté japonaise de Montréal<sup>114</sup>.

Tout comme le jardin, le pavillon japonais met en scène plusieurs éléments de la culture nippone. En plus d'une salle d'exposition, le nouveau bâtiment abritera des cours d'art japonais ainsi que sur la cérémonie du thé<sup>115</sup>. *Le Devoir* précise quant à lui qu'il y aura également « [...] des expositions, conférences, films et cours sur la culture japonaise »<sup>116</sup>. Le maire Jean Doré, le ministre de la technologie Guy Rivard, le consul-général Tsukasa Abe et la fille du ministre des Postes japonais ont assisté à la cérémonie<sup>117</sup>. La présence de cette dernière n'est pas expliquée par les différents articles de l'époque.

Le jardin japonais, ainsi que son pavillon, constituent un événement important pour la ville de Montréal. Ces deux lieux soulignent les nouveaux liens qui se tissent entre le Japon et le Canada et servent de lieu de diffusion pour la culture nippone. Or, il semble que ces deux espaces aient suscité peu d'intérêt au sein de la communauté japonaise de Montréal. Au cours des années 1980, seulement deux articles ont été publiés à ce sujet. Le premier texte, paru en août 1989, porte sur l'inauguration officielle du pavillon japonais. Le journal communautaire y précise que le jardin, ainsi que le pavillon, visent à améliorer la compréhension des Canadiens à l'égard des Japonais<sup>118</sup>. Il mentionne que le projet total a coûté 500 millions de yens, dont la moitié a été fournie par le Japon. Fait à mentionner : l'article a été rédigé par le

---

<sup>114</sup> Marie-Claude Lortie, « Le jardin japonais a désormais son pavillon, ouvert aux Montréalais », *La Presse*, 23 juin 1989.

<sup>115</sup> *Ibid.*

<sup>116</sup> « Pavillon japonais au Jardin botanique », *Le Devoir*, 23 juin 1989.

<sup>117</sup> « ---- », *The Gazette*, 4 juillet 1989.

<sup>118</sup> Takamichi Takahatake, « The Japanese Garden and Pavilion Foundation of Montreal », *Montreal Bulletin*, vol. 44, no. 7 (26 août 1987), page 17. Le fait que l'inauguration du pavillon ait été rapportée plus de deux mois plus tard s'explique par le fait que le *Bulletin* fait relâche au mois de juillet.

révérend Takahatake, l'un des principaux responsables de la relance du projet de jardin japonais. Le deuxième article, publié le mois suivant, fait état de la visite d'ambassadeurs de bonne volonté, en provenance de la ville d'Hiroshima<sup>119</sup>. Il précise qu'il y a eu une démonstration de la cérémonie du thé et d'*ikebana*.

Le silence du journal communautaire au sujet du projet de jardin japonais à Montréal est intéressant. Le projet des années 1960 visait à rassembler la communauté et à faire connaître cette dernière auprès des autres Montréalais. En raison de coupures budgétaires, il est mis de côté par la Ville au cours des années 1970. Il faut attendre 1984 avant que le directeur du jardin botanique et le révérend Takahatake ne relancent l'idée. Cette nouvelle version du projet mise davantage sur les relations politiques et économiques avec le Japon. Elle a donc peu à voir avec la communauté japonaise de Montréal. Le manque d'intérêt relatif du *MB* s'explique aisément. Au moment où les travaux pour le jardin japonais débutent, la communauté est impliquée dans le mouvement de reconnaissance, qui mobilise une bonne partie de ses membres et des pages du journal communautaire. Par ailleurs, il est peu probable qu'un tel projet se soit fait sans la collaboration des Japonais du Québec, qui assurent en partie l'animation du pavillon et du jardin japonais.

#### 10.2.2 Le référendum de 1980

Dès le mois de mai 1979, le *Bulletin* annonce un séminaire, organisé par la Fédération des Groupes Ethniques du Québec, dont le titre est *The Ethnic Communities and Constitutional Options*<sup>120</sup>. La communauté japonaise est invitée à participer au

---

<sup>119</sup> « Fondation du jardin et du pavillon japonais de Montréal, *Montreal Bulletin*, vol. 44, no. 8 (23 sept. 1989), page 12.

<sup>120</sup> « The Ethnic Communities and Constitutional Option », *Montreal Bulletin*, vol. 34, no. 5 (mai 1979), page 7.

séminaire, qui doit se tenir à la mi-septembre. On annonce que les principaux chefs des partis politiques y seront : René Lévesque (PQ), Claude Ryan (PLQ), Rodrigue Biron (Union Nationale) et Camil Samson (Les Démocrates). Malgré la présence de ces politiciens, l'événement se veut non-partisan :

« No pamphlets or partisan party signs will be allowed, no motions or resolutions will be made. Each of the hour-long speeches will be followed by an equally long question-and-answer period [...] »<sup>121</sup>.

Les organisateurs ont aussi programmé deux panels de discussion portant sur les impacts économiques et culturels des options constitutionnelles sur les communautés ethniques.

L'article précise également qu'une traduction simultanée de toutes les discussions sera offerte tout au long du séminaire. Le *Bulletin* fait de nouveau la publicité de l'événement un mois avant sa tenue. L'article rappelle que pour un coût modique, soit 1 \$, les participants pourront entendre les quatre principaux chefs de partis et en plus auront deux repas gratuits<sup>122</sup>. L'événement a lieu au cégep du Vieux-Montréal et le *MB* explique à ses lecteurs : « Get background for the referendum and how it affects the ethnic groups especially the Japanese »<sup>123</sup>. Le journal reproduit également un formulaire d'inscription pour les lecteurs qui désireraient participer à l'événement.

Par ailleurs, la communauté se prépare à la tenue du référendum dès le mois de septembre 1979. Le *Bulletin* informe ses lecteurs qu'un débat aura lieu au centre culturel japonais, sur la rue Rousselot<sup>124</sup>. Le sujet du débat, qui met en vedette deux

---

<sup>121</sup> *Ibid.*

<sup>122</sup> « The Referendum and the Japanese Community », *Montreal Bulletin*, vol. 34, no. 7 (août 1979), page 1.

<sup>123</sup> *Ibid.*

<sup>124</sup> « Referendum », *Montreal Bulletin*, vol. 34, no. 8 (sept. 1979), page 7. Fait à noter, l'article est publié de façon intégrale le mois suivant. Voir : « Referendum », *Montreal Bulletin*, vol. 34, no. 9 (oct. 1979), page 1.

hommes du Collège Dawson est « le référendum, une tactique politique »<sup>125</sup>. L'article spécifie également qu'il y aura une période de questions, afin que les intervenants puissent répondre aux inquiétudes des gens.

En avril 1980, le journal publie en première page la réaction d'une immigrante japonaise au sujet de cette consultation<sup>126</sup>. Elle mentionne être arrivée au Québec en 1967, seule, sans argent et sans famille. Depuis ce temps, elle s'est mariée, s'est fait des amis et a voyagé à travers le Canada. L'auteure du texte explique qu'elle se sent privilégiée de pouvoir vivre au Québec et de marcher dans les traces de ceux qui ont bâti cette province. Mais, selon elle, les choses ne sont pas au beau fixe :

« During the last decade, we went through a social turmoil. Now, we are facing an eruption brought ahead about by the pequiste government equal to an eruption of Mount St. Helen after a century of dormancy »<sup>127</sup>.

Elle poursuit son texte en disant que chaque vote compte et que les citoyens doivent décider s'ils veulent rester au Canada ou « s'expatrier de leur pays d'adoption »<sup>128</sup>.

L'auteure de l'article avance plusieurs raisons qui expliquent pourquoi elle va voter non à ce référendum. Le premier argument est simple : en votant pour la souveraineté-association, les gens perdraient leur citoyenneté canadienne. La deuxième raison : le gouvernement péquiste a peur de poser une question claire. Il préfère poser une question avec des promesses, pour attirer des gens qui ne pensent

---

<sup>125</sup> *Ibid.* Le texte ne donne pas d'autre informations sur ces intervenants, que ce soit leur profession ou encore leur parcours académique.

<sup>126</sup> Ayako Nishi-Naud, « A Thought for the Coming Referendum from a New Canadian », *Montreal Bulletin*, vol. 35, no. 4 (avril 1980), page 1.

<sup>127</sup> *Ibid.*

<sup>128</sup> 'to step out, to expatriate ourselves from our adopted country', *Ibid.*

pas trop <sup>129</sup>. Ensuite, la question laisse les gens complètement dans le noir concernant la prochaine question référendaire et ce qui va se passer par la suite.

La quatrième raison est la plus élaborée. Selon l’auteure, en disant non [en français dans le texte], cela signifie qu’elle souhaite que le Québec reste dans le Canada et qu’il y ait une négociation pour une nouvelle Constitution canadienne. Elle ajoute :

« I do believe that a new constitution negotiated from a basis of partners’ mutual will to live together is the only way to do it. In the absence of such mutual will, the bargaining power is almost non-existent [sic] »<sup>130</sup>.

Elle termine ce point en mentionnant que c’est impossible de rejeter le partenaire actuel qu’est le Canada pour ensuite renégocier une nouvelle entente à partir de conditions que personne ne connaît. Le cinquième et dernier point concerne l’économie du Québec. En se séparant, les Québécois perdraient une partie des richesses qui sont réparties entre les différentes provinces canadiennes.

La lettre se termine sur un appel au vote, quelle que soit la conviction politique des lecteurs. Ainsi, les gens doivent s’assurer qu’ils sont sur la liste électorale, afin de pouvoir faire valoir leur opinion<sup>131</sup>. Justement, dans ce même numéro, le *Bulletin* publie la question référendaire. L’article mentionne que chaque personne qui fait partie de la liste électorale a le droit de voter au référendum<sup>132</sup>. On rappelle aux lecteurs les critères à remplir pour avoir ce droit, dont : 1) demeurer au Québec depuis au moins un an, en date de l’approbation de la question référendaire ; 2) être âgé de 18 ans ou plus le jour du vote ; 3) être un citoyen canadien<sup>133</sup>. Les gens

---

<sup>129</sup> *Ibidem*, page 13.

<sup>130</sup> *Ibid.*

<sup>131</sup> *Ibid.*

<sup>132</sup> « Make sure your name is on the electoral list », *Montreal Bulletin*, vol. 35, no.4 (avril 1980), page 14.

<sup>133</sup> *Ibid.*



doivent également s'assurer que les informations sur la liste électorale sont correctes. Si ce n'est pas le cas, le *MB* fournit un numéro de téléphone où les électeurs doivent appeler.

À l'exception du texte d'avril 1980, le *Montreal Bulletin* ne publie pas d'article sur le référendum ni ne précise une quelconque position éditoriale à ce sujet. Ainsi, pour savoir ce que les membres de la communauté japonaise pensent du climat politique lié à l'élection du PQ en 1976, d'autres sources doivent intervenir. Keiko Minai, dans le cadre de son mémoire de maîtrise déposé en 1977, a abordé cette question. Après avoir écrit qu'un certain nombre de Japonais résidant dans des quartiers francophones de Montréal se disent insatisfaits de ne pas pouvoir communiquer avec leurs voisins, elle explique :

« 13% of the respondents stated that they will definitely leave the province if Quebec becomes independent, 24,5% said they will probably leave, while an almost similar percentage [sic] said they will definitely remain (16,3%) and 22,3% said they would probably remain. The rest of the interviewees are still undecided, or think it depends on their jobs and employers, but "moving out" has been a main topic among the immigrants »<sup>134</sup>.

En somme, une petite partie de la communauté japonaise envisage véritablement de quitter le Québec s'il devient indépendant. Minai précise également que, avant de poser la question à ce sujet, elle a demandé aux immigrants japonais s'ils envisageaient de s'établir définitivement au Québec. Le pourcentage de réponse est, selon elle, relativement semblable (37 % positif, 34 négatif et 29 % d'indécis)<sup>135</sup>. Elle s'est intéressée particulièrement aux *shin-Issei* qui veulent rester au Québec. Plus du tiers de ces personnes, soit 36,4 %, considèrent que Montréal est plus agréable que les

---

<sup>134</sup> Keiko Minai, *The Japanese in Montreal – Socio-Economic Integration and Ethnic Identification of an Immigrant Group*, mémoire de maîtrise en sociologie, Université McGill, 1977, page 76.

<sup>135</sup> *Ibid.*

autres grandes villes canadiennes<sup>136</sup>. Plusieurs autres raisons sont avancées quant au choix de rester à Montréal ou au Québec : le conjoint veut y rester (18,2 %); le conjoint vient de cet endroit (12,5 %) ; finalement, la sécurité d'emploi 13,6 %<sup>137</sup>. Minai ne précise pas quels sont les 20 % manquants à cet échantillon.

Elle a analysé aussi les raisons qui poussent les immigrants japonais à quitter la province. Le climat politique est évoqué :

« Although there has been continuous geographical mobility among the new Japanes [sic] immigrants, the political and economic unrest in Quebec is, no doubt accelerating further mobility. If the survey had been conducted five years earlier, the results may have been quite different »<sup>138</sup>.

On doit noter que dans ce cas précis l'auteure utilise le conditionnel. En effet, cette analyse se base davantage sur une impression que sur des faits tirés de sa grille d'entrevue. Elle précise sa pensée, en mentionnant que les conditions actuelles au Québec favorisent le départ des *shin-Issei* du Québec<sup>139</sup>.

En dépit de son enjeu important, le référendum n'a pas été beaucoup traité dans les pages du journal communautaire. Cette situation ne veut pas dire pour autant que les Japonais du Québec ne se sont pas intéressés à cette question. Peu de temps avant la consultation, ces derniers eurent accès à des débats et même à un sommet sur les groupes ethniques afin de les informer sur les différents enjeux constitutionnels. Cependant, les pages du *Bulletin*, à l'exception du témoignage d'une immigrante arrivée au Québec en 1967, révèlent peu d'informations sur l'état d'âme de la communauté japonaise face à ce moment important de l'histoire québécoise.

---

<sup>136</sup> *Ibidem*, pp. 76 – 77.

<sup>137</sup> *Ibid.*

<sup>138</sup> *Ibidem*, page 77.

<sup>139</sup> *Ibid.*

Quant à lui, le journal *Asianadian* se prononce sur la loi 101, ainsi que sur le référendum. L'éditorialiste Siukeong Lee, d'origine chinoise, se prononce sur la consultation populaire. Fait à noter, son texte est écrit en partie en anglais et en français. Il explique les origines du nationalisme québécois :

« French nationalism in today's Quebec originates from over a century of economic, social and cultural deprivation experienced by French Quebecers, who as minority within Canada finds itself to be a class of secondary citizens denied of certain powers and privileges »<sup>140</sup>.

Lee explique la résurgence du nationalisme québécois avec la Révolution tranquille et sa radicalisation à la suite de la crise d'octobre 1970. Selon le journaliste, le Québec a atteint un point culminant avec l'élection du Parti Québécois en 1976 :

« [...] the PQ government has not shown itself to be truly and meaningfully sympathetic towards the rights of minorities. We shall not forget the basically chauvinistic nature of Bill 101 »<sup>141</sup>.

Lee estime donc que la province va beaucoup trop loin. Il croit que la communauté chinoise a prouvé qu'une minorité pouvait lutter pour ses droits, en collaboration avec d'autres groupes ethniques. Il termine son éditorial en français : « Il adviendra, un jour, que toutes les nations vont, ensemble, s'unir contre les conditions, la haine et les préjugés qui opposèrent leurs ancêtres les uns contre les autres »<sup>142</sup>. En somme, l'éditorialiste est sympathique à l'égard du nationalisme québécois mais ne partage pas du tout les solutions mises en place par le Parti Québécois.

La même édition du journal contient un article consacré uniquement à la loi 101. L'auteure, qui est d'origine japonaise, dit ne pas comprendre la législation du Québec. Elle donne l'exemple de deux enfants. Le premier va à l'école anglophone,

---

<sup>140</sup> Siukeong Lee, « Editorial », *The Asianadian*, vol. 2, no. 4 (été 1983), page 2

<sup>141</sup> *Ibid.*

<sup>142</sup> *Ibidem*, page 4.

tandis que le deuxième fréquente l'école francophone<sup>143</sup>. Or, les deux sont originaires du Japon et sont arrivés au Québec depuis peu de temps. Selon l'auteure, le problème est que le deuxième enfant est arrivé après l'adoption de la loi 101. Comme ses parents n'ont pas eu une éducation dans une école anglaise du Québec, il doit aller du côté francophone<sup>144</sup>. Okuda déplore également le fait que la loi ne fait pas la distinction entre les migrants provenant du Canada ou d'ailleurs dans le monde. Elle croit qu'à long terme, le processus de francisation du Québec fera fuir les compagnies ainsi que plusieurs travailleurs qualifiés<sup>145</sup>.

En résumé, le *MB* ne constitue pas un bon baromètre afin d'évaluer l'humeur politique de la communauté japonaise du Québec à la suite de l'élection du Parti Québécois en 1976 et surtout sur le référendum de 1980. Le journal garde sa ligne éditoriale qui existe depuis sa fondation, soit de ne pas commenter l'actualité politique. Il faudra attendre les années 1990 et la tenue d'un deuxième référendum avant que cette situation ne change.

### 10.2.3 Reconnaissance des Japonais du Québec

Certains membres de la communauté japonaise du Québec ont vu leur travail ou leur implication être reconnue. Le cas le plus impressionnant est celui de l'artiste peintre Miyuki Tanobe. Cette femme, née au Japon en 1937, a reçu une formation dans ce pays, ainsi que dans les institutions les plus prestigieuses de la France, dont l'École

---

<sup>143</sup> Shima Okuda, « Two Worlds Apart : The Aftermath of Bill 101 », *Asianadian*, vol. 2, no. 4, page 3.

<sup>144</sup> *Ibid.*

<sup>145</sup> *Ibidem*, page 5.

nationale supérieure des beaux-arts<sup>146</sup>. Elle y rencontre un Québécois francophone. Après avoir entretenu une correspondance avec lui, elle va le rejoindre au Québec en 1971 et se marie avec lui<sup>147</sup>.

Installée à Montréal, l'artiste-peintre se familiarise avec l'histoire québécoise :

Et puis j'ai fait mes devoirs. J'ai passé de longues heures à la Bibliothèque centrale de Montréal, qui se trouvait juste à côté de chez-moi. J'ai fouillé dans tous les livres qui me tombaient sous la main pour connaître le Québec<sup>148</sup>.

L'artiste est également fascinée par la vie dans les quartiers de Montréal et dans les petites municipalités :

« This Quebecer, by adoption, paints scenes of daily life, and using humour, she strives to depict the common people. While she chooses the city as decor, she prefers working class neighbourhoods, their alleys and their celebrations »<sup>149</sup>.

Ses toiles, qualifiées d'art naïf, deviennent rapidement populaires. La Galerie l'Art français lui consacre une exposition dès 1972<sup>150</sup>. En plus d'être reçue membre de l'Ordre du Canada en 2002, Miyuki Tanobe est aussi officier de l'Ordre national du Québec et membre du Conseil canadien des arts, en plus de nombreuses autres distinctions artistiques<sup>151</sup>.

---

<sup>146</sup> Robert Bernier, *Miyuki Tanobe*, Montréal, Éditions de l'Homme, 2004, page 23. Son conjoint est Maurice Savignac, fils de Jean-Marie qui a occupé plusieurs postes sous l'administration des maires Camillien Houde et Sarto Fournier.

<sup>147</sup> *Ibidem*, page 28. Voir également : « Miyuki Tanobe », *Montreal Bulletin*, vol. 57, no. 7 (17 août 2002), page 4.

<sup>148</sup> Robert Bernier, *op. cit.*, page 28.

<sup>149</sup> « Miyuki Tanobe », *Montreal Bulletin*, vol. 57, no. 7 (17 août 2002), page 4.

<sup>150</sup> Robert Bernier, *op. cit.*, pp. 37 – 38.

<sup>151</sup> « Miyuki Tanobe », *Montreal Bulletin*, vol. 57, no. 7 (17 août 2002), page 4.

Betty Kobayashi Issenman, qui a fourni de nombreux témoignages sur la vie des Japonais à Montréal, devient aussi membre de l'Ordre du Canada en 2002<sup>152</sup>. née d'une mère écossaise et d'un père japonais, elle est établie à Montréal depuis 1926<sup>153</sup>. Sa nomination à l'Ordre du Canada vise à souligner les recherches qu'elle a faites sur l'habillement des Inuits<sup>154</sup>.

Toutefois, la première Japonaise de Montréal à recevoir l'Ordre du Canada est Seisho Kuwabara, qui est à la tête d'une école d'arrangement floral Takeya. En plus de former des élèves à cet art traditionnel japonais, la professeure donne des ateliers aux gens qui sont intéressés par l'*ikebana*<sup>155</sup>. L'école participe également à des démonstrations. Par exemple, en mars 1960, Seisho Kuwabara se rend à Ottawa, où l'ambassadeur du Japon parraine une exposition de fleurs. Pour cette occasion, l'école de Montréal a présenté 31 compositions florales<sup>156</sup>. En 1965, l'école participe à une compétition qui se déroule au musée des Beaux-arts à Montréal. À cette occasion, l'école remporte plusieurs prix, dont une première place remise à la fondatrice. Cette dernière lancera en 1977 un ouvrage portant sur l'*ikebana*<sup>157</sup>. Le *Bulletin* résume l'ouvrage :

---

<sup>152</sup> Voir aussi la section *Les célébrations* du présent chapitre.

<sup>153</sup> « Betty Kobayashi Issenman », *Montreal Bulletin*, vol. 57, no. 7 (17 août 2002), page 4.

<sup>154</sup> *Ibid.* Pour lire son ouvrage sur la question : Betty Kobayashi Issenman, *Sinews of Survival : The Living Legacy of Inuit Clothing*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1997, 274 pages.

<sup>155</sup> « Montreal Flower Club Holds Annual Social and General Meeting », *The New Canadian*, 1er fév. 1956, page 7.

<sup>156</sup> « Seisho-Kai News », *The Montreal Bulletin*, vol. 15, no. 4 (avril 1960), page 1.

<sup>157</sup> Seisho Kinako Kuwabara, *Ikebana and I : A Complete Course on Japanese Flower Arrangement in Twenty Five Months*, Montréal, P. Des Marais, 1977, 137 pages.

« It is the result of a lifetime of devoted work in the field of Ikebana – teaching and demonstrating not only to Japanese students but also to English and French Canadian groups »<sup>158</sup>.

La publication de cet ouvrage au Québec démontre donc qu'il y a un certain intérêt quant à l'arrangement floral. D'ailleurs, l'école Takeya a fait l'objet de quelques reportages télévisés. Par exemple, la dirigeante a participé à l'émission *Rendez-vous avec Michèle*, à Radio-Canada<sup>159</sup>. Au cours de la même année, le poste de radio CFCF fait un reportage sur l'école ainsi que sur cette mode de l'*ikebana*<sup>160</sup>.

En 1977, la communauté japonaise du Canada obtient une entente avec le Secrétariat des distinctions du Canada (*Honours Secretariat*). Ce dernier a accepté d'accorder l'Ordre du Canada à des Canadiens d'origine japonaise, en l'honneur du centième anniversaire leur présence au pays<sup>161</sup>. Le journal communautaire lance un appel à tous :

« Toronto Head Office will screen the names of worthy candidates before forwarding to Government House, Ottawa. The Montreal society will be discussing the names of worthy Candidates from this area [...]. If you have any suggestion, please phone [...] »<sup>162</sup>.

Le nom de Seisho Kuwabara est retenu dès 1978 et elle obtient l'Ordre du Canada en même temps que Tom Shoyama, ancien éditeur du *New Canadian* et homme politique, et que T. Sato, le fondateur de l'école de langue japonaise de Vancouver<sup>163</sup>.

---

<sup>158</sup> « Mrs. K. Kuwabara's Ikebana Book », *Montreal Bulletin*, vol. 33, no. 6 (juin 1977), page 9.

<sup>159</sup> « Seisho-Kai News », *The Montreal Bulletin*, vol. 15, no. 6 (11 juin 1960), page 4.

<sup>160</sup> « Seisho-Kai News », *The Montreal Bulletin*, vol. 15, no. 4 (9 avril 1960), page 1.

<sup>161</sup> « Order of Canada », *The Montreal Bulletin*, vol 33, no. 6 (juin 1977), page 9.

<sup>162</sup> *Ibid.*

<sup>163</sup> « 3 Japanese Canadians on This Year's List of 60 Order of Canada Recipients », *The New Canadian*, 21 juil. 1978, page 1.

Le site web de la *National Association of Japanese Canadian* mentionne qu'elle a obtenu cet honneur grâce à son enseignement de la culture japonaise, qui date d'avant la Deuxième Guerre mondiale et qui a « culminé avec une école d'arrangement floral à Montréal »<sup>164</sup>.

### 10.3 Le mouvement de reconnaissance et de compensation financière

À la fin des années 1970, la communauté japonaise du Canada s'interroge sur son passé et plus particulièrement sur la politique de dispersion du gouvernement fédéral. Les *Nisei* qui n'avaient pas témoigné de leur expérience commencent à s'ouvrir davantage, que ce soit par le biais des ouvrages historiques ou de fiction. Greg Robinson explique le contexte particulier de cette époque :

On trouve une illustration frappante de ce nouvel esprit d'affirmation dans la publication coup sur coup du roman *Obasan* de Joy Kogawa (1975; version française 1989), qui allait devenir un classique de la littérature canadienne; l'étude historique de Ken Adachi, *The Enemy That Never Was* (1976); et le texte commémorant le centenaire, *Un rêve de richesses* en 1978<sup>165</sup>.

D'autres événements, comme l'ouverture de certains dossiers gouvernementaux datant de la Deuxième Guerre mondiale ou encore les fêtes du centième anniversaire, ont contribué à cette situation:

En 1977, la communauté célébrait son centenaire. La combinaison de la mise à jour des documents nouvellement récupérés, et de la célébration de leur fierté culturelle incita plusieurs Canadiens japonais à relater l'histoire de leur

---

<sup>164</sup> « [...]culminated in a Canadian school of Japanese flower arrangement in Montreal". National Association of Japanese Canadians, «Order of Canada ». [http://www.najc.ca/thenandnow/second\\_order.php](http://www.najc.ca/thenandnow/second_order.php), 2005. Consulté le 27 juin 2014.

<sup>165</sup> Greg Robinson, *Un drame de la Deuxieme Guerre : Le sort de la minorité japonaise aux États-Unis et au Canada*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2011, page 313.



déracinement. Leur silence sur le passé, qui durait depuis 35 ans, était finalement rompu<sup>166</sup>.

La formation de la *National Association of Japanese Canadians* (NAJC), qui remplace la défunte *JCCA*, va également contribuer à l'essor du mouvement de réparation et de reconnaissance au début des années 1980.

Les Japonais canadiens, qui s'inspirent de la lutte de leurs confrères états-uniens, se lancent dans le mouvement de reconnaissance (*redress*) et de compensation financière. Cependant, la communauté canadienne est divisée en deux principaux camps : certains prônent uniquement des excuses officielles de la part du gouvernement, et les autres exigent une compensation financière individuelle et/ou collective<sup>167</sup>. Avec l'élection d'un gouvernement conservateur favorable à la compensation des Canadiens d'origine japonaise et une mobilisation à l'échelle nationale, les tenants de la compensation financière individuelle et collective auront finalement gain de cause. Le 26 août 1988, le premier ministre Brian Mulroney signe l'entente de reconnaissance avec la *NAJC*<sup>168</sup>. Ainsi :

[...] le gouvernement canadien promet une compensation monétaire : soit 21 000\$ pour chaque survivant né avant le 1<sup>er</sup> avril 1949 et qui fut interné, relocalisé ou déporté durant la Seconde Guerre mondiale; 12 millions pour

---

<sup>166</sup> *Repartir à zéro : L'expérience des Canadiens d'origine japonaise au Québec*, Montréal, Centre culturel japonais canadien de Montréal, 1987, page 19. Ces documents retrouvés ont été à la base du livre d'Ann Gomer Sunahara, *The Politics of Racism : The Uprooting of Japanese Canadians during the Second World War*, Toronto, Lorimer, 1981, 170 pages.

<sup>167</sup> *Repartir à zéro*, *op. cit.*, page 20.

<sup>168</sup> *Ibidem*, page 25. Pour différents textes portant sur le mouvement de reconnaissance au Canada, voir entre autres: Roy Miki, *Redress : Inside the Japanese Canadian Call for Justice*, Vancouver, Raincoast Books, 2004, 361 pages ; Audrey Kobayashi, « The Japanese-Canadian Redress Settlement and its implications for Race Relations », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 24, no. 1 (1992), pp. 1 – 19 ; Maryka Omatsu, *Bittersweet Passage : Redress and the Japanese Canadian Experience*, Toronto, Between the Lines, 1992, 118 pages.

rétablir les activités communautaires des Japonais, et 12 millions pour développer des activités multiculturelles au Canada<sup>169</sup>.

Du côté montréalais, cette entente permettra entre autres à la communauté d'acquérir le centre culturel de la rue Rousselot<sup>170</sup>.

Le mouvement de réparation a alimenté l'historiographie des vingt dernières années. Plutôt que de couvrir cet événement, la présente section va se concentrer sur ses particularités au Québec. Qu'est-ce que les Japonais du Québec pensaient de ce mouvement? Est-ce qu'ils étaient aussi divisés sur la question que les autres communautés? Y-a-t-il eu dissension de leur part face à la *NAJC*? Ont-ils joué un rôle fondamental ou mineur dans le mouvement de reconnaissance canadien? Quelles sont les personnes-clés du mouvement au Québec? Les réponses permettront de voir en quoi la communauté japonaise de Montréal se distingue, ou non, des autres communautés au Canada.

### 10.3.1 Le rôle du *Montreal Redress Committee*

En tant que directeur du *Montreal Redress Committee* (MRC), Victor « Vic » Ogura joue un rôle fondamental dans ce mouvement. Arrivé à Montréal en 1943 en compagnie de son père, il travailla comme plongeur, en plus d'entreprendre des études en philosophie à l'université *Sir-George-Williams*<sup>171</sup>. Après avoir occupé

---

<sup>169</sup> Roy Miki et Cassandra Kobayashi, *Justice in our Time : The Japanese Canadian Redress Settlement*, Toronto, Talonbooks, 1991, pp. 138 – 139. Cité par : Kuniko Kondo, *Les Canadiens d'origine japonaise à Montréal*, mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université de Montréal, 2000, page 86.

<sup>170</sup> Voir la sous-section portant sur le centre culturel.

<sup>171</sup> Victor Ogura, *Canadian Samurai : The Writings of Victor Nobuo Ogura*, Montréal, Price-Patterson Ltd., 2002, pp. 13 – 14.

plusieurs emplois, il se lance dans l'industrie textile et fondera sa propre compagnie de vêtements pour femmes dans les années 1980<sup>172</sup>.

La publication de son recueil, composé de textes adressés au *New Canadian*, au *Canada Times* et à des publications comme le *Montreal Bulletin* vise deux objectifs. Le premier consiste à montrer que son parcours personnel est semblable à celui des autres. Le deuxième objectif est davantage politique :

« The second part is directed especially to the younger generation of Japanese Canadians to clarify and bring into focus the numerous acts of deception and manipulation committed by the National Association of Japanese Canadians during the [Art] Miki tenure »<sup>173</sup>.

Ogura en a à la fois contre le fonctionnement de l'association mais également contre les décisions prises à l'échelle nationale et contre les dirigeants à la tête de la *NAJC*. Évidemment, ces textes critiques à l'égard de cette association ne sont pas représentatifs de tous les débats qui eurent lieu à l'intérieur de la communauté japonaise. Cependant, ils sont révélateurs quant au rôle important joué par un Montréalais à l'intérieur du mouvement de compensation. De plus, Ogura a été appuyé non seulement par ses membres mais également par des Canadiens d'origine japonaise à l'extérieur du Québec. Il avait également une vaste audience, puisque plusieurs de ses textes sont publiés dans le *New Canadian*.

Dans un texte daté du mois de septembre 1983, Ogura fait part du mandat qui lui a été donné par la communauté japonaise de Montréal :

« When I went to the recent national gathering in Toronto, it was with the reality in mind that a unanimous overwhelming majority of JCs in Montreal favoured redress. The simple question they were asked was: "Would you support us in our movement for redress?" Having received that support, I had

---

<sup>172</sup> *Ibidem*, pp. 14 – 16.

<sup>173</sup> *Ibidem*, page 5.

gone to Toronto to handle all the different *approaches*, so that I could then return to Montreal and report accordingly

But first we had to get a mandate. This was simple and basic. There were other centres with similar realistic approaches. Once the meeting started, however, it was obvious that certain centres had come with no mandate and no realistic approach so as to expedite matters »<sup>174</sup>.

Cette réunion de Toronto a démontré qu'il y avait un manque de cohérence au sein de la communauté quant au mouvement de reconnaissance. Il mentionne que les deux plus grands centres, Toronto et Vancouver, sont arrivés chacun avec leur propre organisation et avaient pour objectif de saboter la rencontre<sup>175</sup>.

Ogura mentionne que, à la suite de cette rencontre, le comité montréalais du *redress* s'est réuni. Ses membres ont demandé aux autres comités à travers le Canada de mettre de côté leur égo et de travailler pour le bien de la communauté<sup>176</sup>. Le *MRC* vise d'abord et avant tout à amorcer une discussion au sujet du mouvement de reconnaissance et surtout, de créer un certain consensus autour d'un organisme qui pourrait représenter toutes les victimes de la dispersion et de l'emprisonnement. Ogura mentionne également que les Japonais de Montréal croient qu'il doit y avoir une compensation financière et une reconnaissance officielle de la part du gouvernement, mais qu'on ne sait pas encore sous quelle forme<sup>177</sup>.

Le président de la *NAJC*, Gordon Kadota, donne sa version des faits quant aux dissensions mentionnées par Ogura. Dans une lettre adressée au *Montreal Bulletin*, il

---

<sup>174</sup> Vic Ogura, « Reality vs Perception », in *Canadian Samurai: The Writings of Victor Nobuo Ogura*, Montréal, Price-Patterson Ltd., 2002, pp. 153 – 154.

<sup>175</sup> Vic Ogura, « The Power of Abuse, the Abuse of Power », *Canadian Samurai*, page 155.

<sup>176</sup> 'We're saying they should put aside personal ego and group factionalism and work cooperatively for the community as a whole". *Ibidem*, page 156.

<sup>177</sup> « Winnipeg NAJC Conference a Success », *The Montreal Bulletin*, vol. 39, no. 2 (11 fév. 1984), page 8.

explique qu'il y a un sentiment d'urgence au sein de la communauté, ainsi qu'un certain manque de leadership. Il affirme également qu'une nouvelle réunion, incluant les principaux chapitres de la *NAJC*, dont celui de Montréal, aura lieu au cours du mois de septembre 1983<sup>178</sup>. Kadota ouvre même la porte aux groupes dissidents de Toronto et de Vancouver.

Cette réunion a réglé temporairement les problèmes, selon ce qu'affirme Vic Ogura dans son bilan de l'année 1983<sup>179</sup>. Ce climat de bonne entente est visible à la conférence nationale du *Redress Committee*. Selon le *Bulletin*, trois résolutions ont été adoptées à l'unanimité : 1) la *NAJC* demande une reconnaissance officielle du gouvernement fédéral quant aux torts qui ont été commis à l'égard de la communauté japonaise ; 2) cette reconnaissance doit prendre la forme d'une compensation financière ; 3) la *NAJC* veut finalement une révision et un amendement de la Loi sur les mesures de guerre afin qu'un événement tel que la dispersion ne se reproduise plus<sup>180</sup>. Cependant, les Canadiens d'origine japonaise abandonneront cette dernière résolution à la demande du gouvernement fédéral<sup>181</sup>.

Ce climat de bonne entente ne subsiste pas très longtemps. Dans un texte non daté, probablement écrit vers 1985, Ogura déplore que le mouvement de compensation divise la communauté et affirme que la *NAJC* est dirigée par des extrémistes<sup>182</sup>. Il

---

<sup>178</sup> Gordon R. Kadota, « NAJC – Status Report of Redress Issue », *Montreal Bulletin*, vol. 38, no. 9 (22 oct. 1983), pp. 7 – 8.

<sup>179</sup> Vic Ogura, « Redress Up-Date », *Montreal Bulletin*, vol. 38, no. 11 (10 déc. 1983), page 7.

<sup>180</sup> « Winnipeg NAJC Conference a Success », *The Montreal Bulletin*, vol. 39, no. 2 (11 fév. 1984), page 12.

<sup>181</sup> « Redress Update », *The Montreal Bulletin*, vol. 40, no. 3 (10 mars 1985), page 7.

<sup>182</sup> “[...] that a militant extremist faction has taken over the NAJC [...]”. Vic Ogura, « Overview of a Conflict (Undated), in *Canadian Samurai: The Writings of Victor Nobuo Ogura*, Montréal, Price-Patterson Ltd., 2002, page 148.

dénonce également le fait que le mouvement de compensation ne représente pas la majorité des Canadiens d'origine japonaise :

« To get down to specifics, at a conference in Vancouver in April, 1984, the NAJC passed a demand for \$500 million from the government even though the Toronto, Vancouver and Montreal chapters, representing more than 80 per cent of the JC population, argued against and voted against the motion »<sup>183</sup>.

Il mentionne que les groupes de Victoria et de Vernon en Colombie-Britannique, ainsi que celui de Régina en Saskatchewan, représentant moins de 2% de la population japonaise, ont voté pour la motion et qu'elle a été adoptée<sup>184</sup>. Il rappelle également qu'un chapitre torontois de la *JCCA*, qui représente la plus grosse partie de cette communauté, a recommandé de faire une étude socio-économique afin d'établir la crédibilité d'une demande de compensation<sup>185</sup>.

Comme plusieurs résidents de Montréal, Ogura croit également que l'association devrait viser d'abord et avant tout des excuses officielles de la part du gouvernement. Il rappelle que les États-Unis, par l'entremise du président Gerald Ford, ont présenté leurs excuses dès 1976<sup>186</sup>. Il explique que le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau a fait une démarche semblable mais qu'elle a été refusée :

« In other words, it was the Government of Canada that offered what the majority of Japanese Canadian citizens wanted as an initial action, and it was the NAJC that refused it, a fact that made me shudder with embarrassment »<sup>187</sup>.

Il vise le nouveau président de la *NAJC*, Art Miki, qui a refusé cette proposition et qu'il accuse également de manquer de respect à l'égard des *Issei*, qui veulent obtenir

---

<sup>183</sup> *Ibidem*, page 149.

<sup>184</sup> *Ibid.*

<sup>185</sup> *Ibid.*

<sup>186</sup> *Ibidem*, page 150.

<sup>187</sup> *Ibid.*

des excuses mais qui ont trop de dignité pour les demander<sup>188</sup>. Ogura appuie également son argument sur le fait que les *Issei* sont vieillissants et que des excuses officielles doivent venir le plus rapidement possible avant qu'ils ne meurent.

La direction nationale de la *NAJC* finit par se laisser des positions d'Ogura. Au début de l'année 1985, son président et elle font des pressions sur le *Montreal Redress Committee* afin qu'il se débarrasse du représentant Ogura. Lors d'une réunion tenue au cours du mois de mars 1985, le comité répond à cette demande avec un vote de non-confiance à l'égard de la *NAJC* et un vote de confiance pour Vic Ogura<sup>189</sup>. Art Miki écrit alors une lettre, publiée dans le *Bulletin*, dans laquelle il dit souhaiter se rendre à Montréal afin de clarifier la position de son association<sup>190</sup>. Cette visite semble s'être concrétisée entre l'envoi de la lettre et la publication du journal, car le même numéro du *Bulletin* mentionne que le président de la *NAJC* assistera à une réunion publique au centre culturel japonais le 28 avril, en compagnie de Vic Ogura<sup>191</sup>.

Le mois suivant, le *Bulletin* fait un compte-rendu très sommaire de l'événement, qui a attiré une quarantaine de personnes<sup>192</sup>. On mentionne que les deux hommes ont répondu aux questions, mais l'article n'indique pas le climat de l'assemblée, ni le type de questions qui ont été posées. Cependant, l'auteur de l'article note que la *NAJC* est sortie gagnante de l'exercice, avec 28 votes sur 32 en faveur d'une motion de confiance à son égard<sup>193</sup>. De son côté, le *New Canadian* mentionne que le vote a

---

<sup>188</sup> *Ibid.*

<sup>189</sup> « Redress Update », *Montreal Bulletin*, vol. 40, no. 3 (10 mars 1985), page 7.

<sup>190</sup> Art Miki, « Redress Update », *Montreal Bulletin*, vol. 40, no. 4 (13 avril 1985), page non identifiée.

<sup>191</sup> *Ibidem*, page 17. L'événement en question est annoncé par une publicité.

<sup>192</sup> « Redress Update », *Montreal Bulletin*, vol. 40, no. 5 (15 mai 1985), page 20.

<sup>193</sup> *Ibid.*

été gagné à 18 voix contre 4<sup>194</sup>. Peu importe les chiffres, le vote de non-confiance du *MRC* à l'égard de la *NAJC* est annulé.

Vic Ogura fait également référence à cette rencontre dans un texte daté du mois de mai 1985. Dans un premier temps, il mentionne qu'une véritable délégation est venue appuyer Art Miki lors de la réunion tenue à Montréal. Ogura souligne entre autres la présence de l'écrivaine Joy Kogawa. Selon lui, cette dernière s'est lancée dans un véritable plaidoyer en faveur du président Miki :

« Montreal wanted some answers on various issues, but all it got was an oration by Joy Kogawa explaining why she was in “pain” and extolling the endless virtue of Art Miki »<sup>195</sup>.

D'ailleurs, l'écrivaine avait déjà fait l'objet d'une critique de la part d'Ogura, qu'elle appréciait peu<sup>196</sup>. Malgré tout, Ogura pose de nombreuses questions au président Miki qui se cache, dit-il, derrière les jupes de Joy Kogawa<sup>197</sup>.

Tout comme *le Bulletin*, le représentant montréalais croit que la *NAJC* a remporté la bataille de l'opinion publique :

« [...] the meeting ended in discord. At the end, the majority of those still present voted to support the NAJC, something we in Montreal have always done. We had voted non-confidence in the NAJC strictly on redress – and pathetically, we were stopped from discussing redress issues »<sup>198</sup>.

---

<sup>194</sup> « Montreal Redress meeting expresses support for NAJC and its president Art Miki », *The New Canadian*, 24 mai 1985, page 1.

<sup>195</sup> Vic Ogura, « Hiding Behind Skirts », *Canadian Samurai*, page 203.

<sup>196</sup> *Ibid.* À ce sujet, elle a dit : « It has been one of the most painful experience of my life to have been publicly vilified, lied about and identified as an enemy by some Japanese Canadians ».

<sup>197</sup> *Ibid.*

<sup>198</sup> *Ibidem*, page 204.



Les relations ne semblent pas s'améliorer, puisque le président de la *NAJC* écrit de nouveau au *MRC* le 9 juin 1985, afin qu'il démette Vic Ogura de ses fonctions de représentant<sup>199</sup>. Le comité répond uniquement au mois d'octobre, après les vacances estivales :

« “The unanimous decision of the Montreal Redress Committee is that Mr. Ogura will continue as our official representative. The silent majority is dependent to a large extent on the reports brought back by our representatives, the reports in *The New Canadian*, *Canada Times* and local publications, the *NAJC* Newsletter, etc. On many issues confusing in the public mind, Mr. Ogura's factual reports have been a solitary light in the darkness [...]” »<sup>200</sup>.

Pour la deuxième fois en moins d'un an, le *MRC* refuse donc d'appuyer la direction du *NAJC* qui souhaite se débarrasser de Vic Ogura.

Ce dernier semble même avoir une certaine légitimité politique, car le ministre responsable du multiculturalisme, David Crombie, demande à le rencontrer au cours de l'année 1987<sup>201</sup>. Ogura mentionne que le ministre semble ouvert au dialogue, mais qu'il déplore la division qui existe au sein la communauté japonaise. Le délégué de la *MRC* explique au ministre qu'il ne peut pas y avoir d'harmonie, car la question implique quatre générations de Japonais canadiens et qu'en plus, les immigrants japonais d'après-guerre s'impliquent dans le débat<sup>202</sup>.

Malgré quelques désaccords mineurs, la rencontre entre les deux hommes s'avère positive : « We both agreed that redress essentially should be directed towards those who suffered the most directly, especially the elders »<sup>203</sup>. Quelques mois plus tard, le

---

<sup>199</sup> Vic Ogura, « Solitary Light », dans *Canadian Samurai*, page 211.

<sup>200</sup> *Ibid.* Voir également : Vic Ogura, « When The Heart Stops Beating the Body Dies », *The New Canadian*, 6 décembre 1985, pp. 1 – 4.

<sup>201</sup> Vic Ogura, « Meeting the Minister », *Canadian Samurai*, page 227.

<sup>202</sup> *Ibidem*, page 228.

<sup>203</sup> *Ibid.*

ministre Crombie propose à la communauté des excuses officielles ainsi qu'une compensation de 12 millions de dollars versés à un fonds administré par les Canadiens d'origine japonaise<sup>204</sup>.

La *NAJC* refuse cette proposition, en mentionnant qu'elle a obtenu le mandat d'obtenir une compensation individuelle pour toutes les victimes de la dispersion. Ogura se prononce contre cette idée car c'est l'ensemble de la communauté qui a été ciblée par le gouvernement durant la guerre. De plus :

« The irony in this scenario is that most of those who suffered the most financially and otherwise have died, and those still living who watch and listen to the NAJC's self-righteous stance can only hang their heads in dismay and disgust »<sup>205</sup>.

Il dénonce la logique de l'association nationale voulant que les souffrances individuelles vécues par les Japonais durant la guerre nécessitent une compensation financière individuelle.

L'entente qui survient finalement entre la *NAJC* et le gouvernement canadien en 1988 ne satisfait pas Ogura. Dans un texte récapitulatif rédigé en 1993, il revient sur de nombreux aspects. Une fois de plus, il critique la direction d'Art Miki. Il souligne également que, malgré l'entente, la communauté est divisée comme jamais :

« What would I suggest at this juncture to truly begin the healing process within the Japanese Canadian community? Primarily, we should all remember that bad things happened on the road to redress, even if the end result seemed satisfactory. Painful and troublesome as it often is, history should be recorded honestly and accurately as it happened – not cauterized and distorted to suit the “winners” among the protagonists »<sup>206</sup>.

---

<sup>204</sup> « Proposal and response », dans *Canadian Samurai*, pp. 229 – 230.

<sup>205</sup> *Ibidem*, page 230.

<sup>206</sup> Vic Ogura, « Summing up », *Canadian Samurai*, page 247.

En résumé, Ogura veut démontrer que le mouvement de reconnaissance n'a pas laissé que des sommes d'argent, mais également des blessures. Plusieurs *Issei*, dont son père, sont morts avant même d'avoir obtenu des excuses de la part du gouvernement. Par ailleurs, les divisions à l'intérieur de la *NAJC* et de la communauté japonaise démontrent bien que le mouvement n'est pas un succès total.

### 10.3.2 La communauté japonaise de Montréal et le mouvement de reconnaissance

En février 1982, le *MB* fait état de la création du *Redress Committee* par la *NAJC*<sup>207</sup>. Le journal mentionne que le but du comité est d'étudier l'idée d'une compensation financière pour les Canadiens d'origine japonaise qui ont vécu la dispersion. Afin d'expliquer le mouvement qui prend naissance, le comité a rédigé sept questions-réponses : 1) Qu'est-ce que le mouvement de reconnaissance ; 2) Quelle forme devrait prendre un tel mouvement ; 3) Pourquoi entreprendre ces démarches maintenant ; 4) pourquoi retourner dans le passé ; 5) Comment mesurer les pertes et les blessures du passé ; 6) Qui devrait recevoir une compensation monétaire ; 7) Pourquoi demander une compensation, alors que plusieurs considèrent la dispersion comme étant une bénédiction déguisée (*blessing in disguise*)<sup>208</sup>? En somme, le nouveau comité vise davantage à défendre sa légitimité que de présenter une position officielle sur le sujet de la compensation. Sur la même page, le *Bulletin* publie un article sur le mouvement aux États-Unis, qui mise à la fois sur une compensation individuelle et collective<sup>209</sup>.

---

<sup>207</sup> « Redress of Japanese Canadians », *Montreal Bulletin*, vol. 37, no. 2 (13 fév. 1982), page 1.

<sup>208</sup> *Ibidem*, pp. 1, 6, 7.

<sup>209</sup> « Japanese Americans Propose Redress Plans », *Montreal Bulletin*, vol. 37, no. 2 (13 fév. 1982), page 1.

Jusqu'à la venue de la *NAJC* et du président Art Miki, la communauté semble s'être rangée derrière Vic Ogura. Toutefois, les choses changent rapidement et la division devient nette au cours de l'année 1986. En avril de cette année, le *Bulletin* mentionne qu'il y a deux groupes qui sont divisés quant au mouvement de reconnaissance. Le premier partage la position de la *NAJC*, soit une compensation financière individuelle et collective, des excuses officielles, ainsi que l'amendement de la loi sur les mesures de guerre<sup>210</sup>. Le deuxième groupe, surnommé « les survivants », vise d'abord et avant tout une reconnaissance officielle, ainsi que la création d'une fiducie qui gérerait la somme accordée par le gouvernement afin de mener, entre autres, des recherches sur la discrimination et sur l'injustice<sup>211</sup>.

La coexistence de ces groupes ne semble pas harmonieuse. Une annonce, publiée dans ce même numéro du *MB* est très claire : « Montréal has reached a decisive point in redress, Should we separate from NAJC and join the coalition? Come and discuss this crucial question and decide one way or the other »<sup>212</sup>. Les Montréalais tranchent le débat rapidement. En juin 1986, le journal communautaire annonce que le *Montreal Redress Committee* s'est détachée de la *NAJC* et a rejoint une faction dissidente de Toronto, la *Coalition of Concerned Japanese Canadians*<sup>213</sup>. Au sujet de ce changement d'allégeance, Vic Ogura mentionne que c'est la communauté en entier, et pas uniquement le *MRC*, qui a pris cette décision<sup>214</sup>.

Ce vote exprime beaucoup plus une insatisfaction à l'égard des stratégies de la *NAJC* qu'une absence d'appui au mouvement de reconnaissance. L'association a envoyé un

---

<sup>210</sup> « Redress Public Meeting », *Montreal Bulletin*, vol. 41, no. 4 (12 avril 1986), page 15.

<sup>211</sup> *Ibid.*

<sup>212</sup> « Community Redress Meeting », *Montreal Bulletin*, vol. 41, no. 4 (12 avril 1986), page 7.

<sup>213</sup> « Redress Memo », *Montreal Bulletin*, vol. 41, no. 6 (14 juin 1986), page 12.

<sup>214</sup> Vic Ogura, « Risking Redundancy », *Canadian Samurai*, page 224.

questionnaire à ce sujet. Sur un total de 340 Japonais de Montréal, 193 personnes y ont répondu<sup>215</sup>. Cet échantillon est faible, étant donné que la communauté est composée de 1895 individus. Malgré tout, la *NAJC* indique que le soutien à sa position est presque unanime. Selon elle, 89% des répondants appuient le mouvement de reconnaissance<sup>216</sup>. Du côté de la compensation financière, les avis sont plus partagés : 42,3% des répondants appuient une compensation financière individuelle, près de 24% une compensation collective, 22% appuient les deux mesures, 1% appuient une autre idée et près de 11% n'ont pas d'opinion sur le sujet<sup>217</sup>. En somme, le sondage illustre que les Japonais du Québec veulent avoir des excuses officielles d'abord et avant tout.

Pour en revenir à la séparation entre le *MRC* et la *NAJC*, un article publié dans le *Canada Times* et le *New Canadian* explique ce qui s'est passé. On y apprend qu'un groupe de Canadiens d'origine japonaise en provenance de Montréal, d'Hamilton et de Toronto se sont rencontrés afin de discuter des nombreux problèmes qui affectent leur communauté<sup>218</sup>. Ces gens en sont venus à la conclusion que la *NAJC* a perdu sa crédibilité auprès du gouvernement mais aussi à l'intérieur de la communauté japonaise du Canada. Après avoir tout tenté, les dissidents en sont venus à la conclusion que :

« [...] THAT A COALITION OF CONCERNED JAPANESE CANADIANS BE FORMED ACROSS CANADA TO COMMUNICATE ON VITAL MATTERS, OBTAIN CONSENSUS, THEN ACT WITH DIGNITY AND

---

<sup>215</sup> « Redress Memo », *Montreal Bulletin*, vol. 41, no. 6 (14 juin 1986), page 12.

<sup>216</sup> Voir le tableau 9.1.

<sup>217</sup> « Redress Memo », *op. cit.*, page 12.

<sup>218</sup> Montreal Redress Committee, « Montreal Redress Update », *Montreal Bulletin*, vol. 41, no. 8 (27 sept. 1986), page 10.

RESPONSIBILITY FOR THE GOOD OF THE COMMUNITY AS A WHOLE” [en majuscules dans le texte] »<sup>219</sup>.

On mentionne également que la coalition a déjà rencontré le ministre Crombie et qu'elle a reçu une lettre de la part du premier ministre Mulroney. Cette information recoupe donc le texte d'Ogura relatant sa rencontre avec le politicien.

Malgré cet échec partiel, la *NAJC* tente de maintenir une présence au Québec. Dans la chronique *Redress Memo*, l'association rappelle qu'elle est actuellement en négociations avec le ministre Crombie<sup>220</sup>. Mais surtout, la *NAJC* mentionne qu'un bureau québécois vient d'être créé et qu'il y aura des élections bientôt. Le but premier de cette nouvelle section sera d'informer les Japonais de Montréal quant aux négociations<sup>221</sup>. Moins d'un mois plus tard, un comité *ad hoc* de la *NAJC* est créé à Montréal. Il est composé de Kathleen Hayami, de Rei Nakashima (éditrice du *Bulletin*), d'Audrey Kobayashi (une sociologue de formation) et de Kasey Oyama, ancien éditeur du *New Canadian*<sup>222</sup>. Sans surprise, le comité *ad hoc* appuie les démarches de la *NAJC* et mentionne que la grande majorité de la communauté est d'accord avec la question de compensation financière.

Évidemment, le *Montreal Redress Committee* réagit à la création du nouveau comité. À la suite de deux réunions, ses membres en sont venus à la conclusion qu'il est hors de question d'appuyer la *NAJC*<sup>223</sup>. Du même souffle, le *MRC* reconnaît qu'une petite communauté comme celle du Québec ne peut pas se permettre de conflits internes.

---

<sup>219</sup> *Ibid.*

<sup>220</sup> « Redress Memo », *Montreal Bulletin*, vol. 42, no. 1 (17 jan. 1987), page 15.

<sup>221</sup> *Ibid.*

<sup>222</sup> Ad Hoc Committee of the NAJC Montreal, « Redress Memo », *Montreal Bulletin*, vol. 42, no. 2 (14 fév. 1987), page 8.

<sup>223</sup> « Report from the Montreal Redress Committee », *Montreal Bulletin*, vol. 42, no. 3 (14 mars 1987), page 9.

C'est pour cette raison que ses membres acceptent de rencontrer le comité *ad hoc*<sup>224</sup>. Le *Bulletin* ne revient pas sur cette rencontre. Toutefois, le journal apprend à ses lecteurs qu'un chapitre montréalais de la *NAJC* a été créé le 26 mars 1987, au centre culturel. La nouvelle branche de l'association fait part de son principal objectif : « The aim of the local chapter is to give strong support to the national organization in its efforts to reach a just resolution to the issue of redress »<sup>225</sup>. Ainsi, la division sur le mouvement de reconnaissance est officielle. C'est d'ailleurs le chapitre québécois de la *NAJC* qui finit par s'implanter dans la communauté, ainsi que dans le *Montreal Bulletin*. L'accord signé entre l'association et le gouvernement canadien vient également renforcer la position de cette dernière.

Particulièrement active dans les années 1990, l'association se prononce sur des sujets aussi divers que les anniversaires du mouvement de reconnaissance, la politique québécoise ou encore les relations à l'intérieur de la communauté<sup>226</sup>.

#### 10.4 Le Japon et le Québec

Au cours des années 1960, le Québec et le Japon développent des liens diplomatiques, économiques et culturels. Cette relation débute officiellement avec l'arrivée d'un Consulat-général du Japon à Montréal au début de l'année 1961. Les relations deviennent ensuite plus intenses avec l'Expo 67. En plus d'accueillir un pavillon japonais, l'organisation tisse des liens avec le comité organisateur de la future Expo 70 qui se tiendra au Japon. En plus de stimuler l'immigration nippone, ces liens créent un engouement au Québec pour la culture japonaise.

---

<sup>224</sup> *Ibid.*

<sup>225</sup> « Redress Memo », *Montreal Bulletin*, vol. 42, no. 4 (11 avril 1987), page 10.

<sup>226</sup> Voir : « Smashing Success », *Montreal Bulletin*, vol. 51, no. 4 (20 avril 1996), page 5 ; « Vancouver was hot », *Montreal Bulletin*, vol. 51, no. 8 (août 1996), page 5.

#### 10.4.1 L'établissement d'un consulat-général du Japon à Montréal

Le *Montreal Bulletin* fait mention de l'implantation possible d'un consulat à Montréal dès 1951 :

« As you know, Vancouver and Montreal will be represented with consuls. It seems that these two cities were particularly chosen because of their importance in the trade relations »<sup>227</sup>.

Toutefois, cette annonce est prématurée, puisque le premier ambassadeur japonais au Canada vient à peine d'être nommé. Il s'agit de Sadao Iguchi, en poste de 1952 à 1954<sup>228</sup>. La *Quebec Japanese Canadian Citizens Association* va souligner son départ, ainsi que l'arrivée de son successeur Koto Matsudaira<sup>229</sup>.

La visite de ce dernier à Montréal est soulignée dans le *Bulletin* du mois de juillet 1952. Cent *Issei* et *Nisei* ont participé à un souper à la maison Saint-Raphael pour accueillir le diplomate<sup>230</sup>. L'article rappelle que la deuxième génération est canadienne, de par son éducation et son environnement. Cependant :

« But in every one of us there is a small part which reminds us that our ancestry dates back to Japan. So that as proud as we are of Canada and her growing role in world affairs, we are equally proud of Japan's stature [...] »<sup>231</sup>.

Le *Bulletin* croit d'ailleurs que la présence de l'ambassadeur du Japon développera de bonnes relations entre les deux pays.

---

<sup>227</sup> Lulu, « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 6, no. 9 (15 sept. 1951), page 3.

<sup>228</sup> « Quebec J.C.C.A. To Hold Farewell Dinner for Ambassador Sadao Iguchi », *Montreal Bulletin*, vol. 9, no. 2 (13 fév. 1954), page 1.

<sup>229</sup> « Quebec J.C.C.A. News », *Montreal Bulletin*, vol. 9, no. 5 (15 mai 1954), page 1.

<sup>230</sup> « Japanese Ambassador Visits Montreal », *Montreal Bulletin*, vol. 7, no. 7 (19 juillet 1952), page 1.

<sup>231</sup> *Ibid.*



Ce n'est qu'en 1960 que l'ouverture du Consulat-général à Montréal est annoncée. La chronique mondaine du *Bulletin* mentionne que le diplomate choisi pour cette tâche est Katsuichi Igawa, qui occupe alors le poste de premier secrétaire à l'ambassade du Japon à Ottawa<sup>232</sup>. Igawa, un diplomate de carrière, a servi en France et il maîtrise parfaitement la langue de ce pays. Il sera accompagné de sa femme et de ses deux filles<sup>233</sup>. Sa nomination est confirmée deux mois plus tard, alors qu'il vient faire une première visite à Montréal, afin de préparer sa venue au début du mois de janvier 1961<sup>234</sup>. La résidence privée du consul, située au 365 rue Redfern, accueille une première réception officielle au mois de juin 1961<sup>235</sup>. Pour cette occasion, tous les membres de la communauté japonaise de Montréal sont invités.

Bien que les relations soient cordiales entre le consul et la population japonaise du Québec, certaines tensions existent. Ainsi, peu de temps après son établissement à Montréal, le gouvernement nippon a envoyé un questionnaire à tous les Japonais d'origine du Canada afin de les recenser<sup>236</sup>. Le Japon fait un tel recensement à tous les dix ans. En plus de la population *issei*, le gouvernement nippon ramasse des statistiques sur les *Nisei* qui ont la double-citoyenneté<sup>237</sup>. Or, le document n'est écrit qu'en japonais, ce qui heurte la sensibilité des *Nisei* qui maîtrisent peu ou pas du tout cette langue. Par le fait même, ces derniers ont fait part de leur mécontentement au consulat-général.

---

<sup>232</sup> « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 15, no. 8 (20 août 1960), page 3

<sup>233</sup> *Ibid.*

<sup>234</sup> « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 15, no. 10 (15 oct. 1960), page 3.

<sup>235</sup> « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 16, no. 6 (juin 1961), page 4.

<sup>236</sup> Mazé Kozé, « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 15, no. 10 (15 oct. 1960), page 3.

<sup>237</sup> « Census of Japanese Citizens in Canada », *Montreal Bulletin*, vol. 25, no. 10 (23 oct. 1970), page 1.

La fonction de consul-général est peu abordée dans la partie anglophone du journal communautaire. Celui-ci se contente de mentionner l'arrivée en poste ou le départ du diplomate. Dans le cas de certains événements, tels que l'Expo 1967 ou encore les Jeux Olympiques de 1976, le consulat est davantage actif. Dans le cas de l'Expo 67, le consulat organise la projection de films et de documentaires afin de faire connaître le Japon aux Québécois et à la communauté *nikkei*<sup>238</sup>. Pour les Jeux olympiques de 1976, il établit un partenariat avec la *Montreal Japanese Canadian Association* afin de trouver des chambres pour loger les Japonais qui viennent assister aux Jeux<sup>239</sup>.

#### 10.4.2 L'Expo 1967 et l'Exposition Universelle d'Osaka (1970)

L'Expo 1967 représente une occasion pour les Japonais de Montréal de se faire connaître auprès des autres communautés du Québec mais également de créer des liens avec le pays de leurs ancêtres, qui a son propre pavillon. Dès le mois de février 1966, le *New Canadian* annonce que les organisateurs sont à la recherche d'hôtesse qui doivent être bilingues. Ces dernières auront la chance d'avoir des cours de géographie, d'économie, d'étiquette et d'histoire du Canada<sup>240</sup>.

Le mois suivant, le journal canadien consacre deux articles à l'Expo de Montréal. Le premier fait état de dépenses de 2 millions qui serviront à la construction du pavillon japonais. Il doit inclure un restaurant japonais, ainsi qu'un jardin<sup>241</sup>. L'architecture du site permettra aux visiteurs de voir : « [...] a panorama of the St. Lawrence River and

<sup>238</sup> « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 22, no. 1 (21 janv. 1967).

<sup>239</sup> « The Montreal Japanese Canadian Association », *Montreal Bulletin*, vol. 31, no. 2 (21 fév. 1976), page 6.

<sup>240</sup> « Expo Looks For Hostesses With Language Ability », *The New Canadian*, 8 février 1966, page 7.

<sup>241</sup> « To Include Japanese Garden and Restaurant... \$2 Million for Japan's Expo 67 Pavilion », *The New Canadian*, 2 mars 1966, page 1.

the exciting Montreal skyline »<sup>242</sup>. Un autre court article, accompagné d'une photographie, mentionne que le pavillon sera divisé en trois thèmes : la vie au Japon, l'art au Japon et l'industrie au Japon<sup>243</sup>. On prévoit que la construction du site prendra environ six mois, mais les organisateurs n'ont pas prévu la grève des travailleurs affiliés à la Confédération des syndicats nationaux (CSN) un mois plus tard qui retarde le chantier<sup>244</sup>.

La communauté japonaise du Canada et du Québec se sent rapidement interpellée par l'événement, qui accorde une place aux différents groupes ethniques :

« Bands, orchestras, choirs, glee clubs, gymnasts and dance ensembles from the ethnic groups will be part of the constant kaleidoscope of color, music and fun at Expo »<sup>245</sup>.

Peu de temps après, le comité organisateur de l'Expo 67 invite plusieurs membres de la *Canada Ethnic Press Federation*, dont fait partie le *New Canadian*. Le journal envoie donc l'éditeur de la section japonaise du journal, Ken Mori<sup>246</sup>. Après avoir fait un compte-rendu de sa visite, Mori décrit le futur pavillon japonais :

« The Japanese Pavilion on St. Helen's Island is an ideal location, facing the waterfront of Montreal. The exterior of three exhibit buildings and restaurant are completed and a lovely waterfall »<sup>247</sup>.

---

<sup>242</sup> *Ibid.*

<sup>243</sup> « Model of Japan Expo '67 Pavilion », *The New Canadian*, 2 mars 1966, page 1.

<sup>244</sup> « Strike Halts Japan Pavillion at Expo », *The New Canadian*, 16 avril 1966, page 1. Le journal va suivre les différentes étapes de la construction du pavillon. Voir : « Japan Expo 67 Pavilion Comes in Parts », *The New Canadian*, 7 mai 1966, page 1.

<sup>245</sup> « ... The Really Big Show For 1967 – Ethnic Groups Invited to Participate At 1967 World Expo », *The New Canadian*, 23 avril 1966, page 1.

<sup>246</sup> Ken Mori, « NC's Ken Mori Tours Expo Site With Press », *The New Canadian*, 22 oct. 1966, page 1.

<sup>247</sup> *Ibidem*, page 8.

Les Japonais du Québec s'impliquent dans l'Expo 67. Le but principal est de tisser des liens avec le Japon et de faciliter la visite des touristes japonais. En février, le *MB* annonce que les organisateurs de l'Expo sont à la recherche d'interprètes japonais. Ces derniers doivent être disponibles jusqu'au mois d'octobre et peuvent travailler à temps plein ou à temps partiel<sup>248</sup>. La communauté organise également des spectacles, dont un *Bon Odori* [danse traditionnelle en lien avec la religion bouddhiste], qui doit être présenté au mois d'août 1967<sup>249</sup>. Le *Montreal Bulletin* fait aussi état de la popularité de l'événement :

« With Expo on our doorstep, visitors to Montreal have been many and numerous especially from Japan, whose Expo – 70 in Osaka is already being advertised in Montreal »<sup>250</sup>.

En effet, dès octobre 1966, le Japon lance une invitation à 123 nations pour l'exposition mondiale qui aura lieu du 15 mars au 13 septembre 1970<sup>251</sup>.

Les organisations de Montréal et d'Osaka ont rapidement créé des liens. À ce sujet, le *New Canadian* explique que : « An Expo 67 official said the other day, in revealing that he was host to a Japanese delegation, that “we knew as little when we started as they do, and we’re glad to help” »<sup>252</sup>. Toutefois, l'aide que Montréal veut accorder à Osaka est compliquée par la distance qui sépare les deux villes<sup>253</sup>. L'article trace également les similitudes et les différences entre les deux projets, principalement quant au site choisi. L'auteur explique que, tout comme Montréal, le comité d'Osaka

<sup>248</sup> « Japanese Interpreters », *Montreal Bulletin*, vol. 22, no. 2 (18 fév. 1967), page 5.

<sup>249</sup> « Expo Bon Odori », *Montreal Bulletin*, vol. 22, no. 5 (mai 1967), page 2.

<sup>250</sup> « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 22, no. 5 (mai 1967).

<sup>251</sup> Charles Lazarus, « Japan's 'Expo 70' Launches Publicity With \$3,000,000 Campaign This Year », *The New Canadian*, 15 octobre 1966, page 1.

<sup>252</sup> *Ibid.*

<sup>253</sup> *Ibidem*, pp. 1, 8.

espère attirer plus de 30 millions de visiteurs, dont 1 million provenant de l'extérieur<sup>254</sup>. Cependant, la ville d'Osaka n'a pas à construire le terrain pour l'événement, qui est déjà prêt<sup>255</sup>.

Bien que la communauté japonaise de Montréal soit enthousiasmée par l'événement en tant que tel, c'est davantage le Japon qui suscite l'intérêt du *MB*. En mai 1967, la chronique mondaine annonce la conférence du président de la compagnie Mitsubishi, portant sur la place du Japon dans l'industrie mondiale<sup>256</sup>. À la une du mois de juin, le journal annonce que le 12 juillet sera la journée du Japon :

« Place des Nations, Ile Ste. Helene, is to be the site of a Japanese extravaganza on the occasion of Japan Day at EXPO 67 on Wednesday, July 12th. According to the information booth at the Japanese Pavilion, Prince and Princess Takamatsu will be present representing the Government of Japan »<sup>257</sup>.

Le texte précise également qu'une troupe de danse traditionnelle fera un spectacle et qu'il y aura une cérémonie du thé, ainsi qu'une présentation d'*ikebana*<sup>258</sup>.

Le *MB* fournit le compte-rendu du jour du Japon le mois suivant. Selon le journal, c'est l'événement marquant de l'Expo 67 :

« A busy round of Expo visits and Expo visitors culminated in Japan Day at the Place des Nations where we witnessed formal ceremonies including the inspection of the guard of honor by Prince Takamatsu »<sup>259</sup>.

---

<sup>254</sup> *Ibidem*, page 8.

<sup>255</sup> *Ibid.*

<sup>256</sup> « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 22, no. 5 (mai 1967)

<sup>257</sup> « Japan Day At Expo », *Montreal Bulletin*, vol. 22, no. 6 (17 juin 1967), page 1.

<sup>258</sup> *Ibid.* Voir également, dans ce même numéro, la chronique mondaine *Montreal Merry-Go-Round*, page 4.

<sup>259</sup> « Montreal Merry-Go-Round », *Montreal Bulletin*, vol. 22, no. 7 (15 juil. 1967).

Le spectacle de la troupe de danse folklorique a aussi été très populaire. Elle prévoit faire des représentations dans d'autres pays. L'article souligne également la performance de la troupe de danse folklorique des Canadiens d'origine japonaise, qui étaient accompagnés au *shamisen* (une guitare japonaise)<sup>260</sup>.

Toutefois, ce spectacle n'a pas connu un grand succès critique. Au mois de septembre 1967, le *MB* explique à ses lecteurs qu'un journal japonais a émis des commentaires totalement désobligeants à l'égard de la performance des Japonais du Canada<sup>261</sup>. On reproche aux *Nisei* de ne pas connaître véritablement la culture japonaise :

« The article deplored the fact that Japanese culture is being presented to Canada and at Expo, to the world by Niseis who didn't know the first thing about it. Then, isn't it about time Japan's External Affairs Department bestirred itself to send a cultural group to Canada »<sup>262</sup>.

Le *Bulletin* explique que le marché canadien est trop petit et qu'à la limite, le Canada n'existe pas pour le Japon. Selon lui, les deux pays ont développé des liens commerciaux, mais qu'en ce qui concerne la culture, il n'y a rien.

La communauté japonaise se défend donc en ces termes :

« Under these circumstances, Canadians have no choices but to get Japanese culture via the efforts of the local Nisei. The Nisei is an amateur and in spite of great effort, the production is bound to be amateurish »<sup>263</sup>.

Toujours selon l'article, les gens qui veulent voir des professionnels à l'œuvre n'ont qu'à aller à la Place des nations et payer le coût d'entrée pour aller voir un véritable

---

<sup>260</sup> *Ibid.*

<sup>261</sup> "the article was un-complimentary and in fact full of downright derogatory comments about the quality of the dancing [...]". « Montreal Up in Arms », *Montreal Bulletin*, vol. 22, no. 9 (16 sept. 1967), page 1.

<sup>262</sup> *Ibid.*

<sup>263</sup> *Ibid.*

spectacle de danse traditionnelle ou encore de *kabuki* (une forme de théâtre). Du même souffle, le *MB* révèle qu'il y a un véritable engouement pour la culture japonaise : « The fact that all the performances were sold out, shows the great interest Canadian have in Japanese culture »<sup>264</sup>. L'article conclut en disant que, tant que le Japon ne daignera pas d'envoyer des troupes professionnelles à un prix raisonnable, les *Nisei* vont continuer d'apprécier leur propre danse traditionnelle, qu'ils partageront avec les autres Canadiens et ce, gratuitement<sup>265</sup>.

Cet article révèle plusieurs choses. Dans un premier temps, il y a un écart important entre la culture japonaise au Canada et celle du Japon contemporain. Les *Nisei* en sont conscients, mais ils tiennent malgré tout à leurs traditions en l'absence d'un encadrement professionnel. Également, l'article démontre qu'il y a une coupure entre la communauté *nikkei* et le gouvernement japonais. Ce dernier, selon les Canadiens d'origine japonaise, est intéressé à faire des affaires avec le Canada, mais sans tenir compte de l'existence de la culture japonaise au Canada.

Malgré cette tension, l'Expo 67 et la tenue du même événement à Osaka en 1970 vont créer des liens entre le Québec et le Japon. Le comité organisateur de Montréal offre son aide et son expérience à son homologue nippon. La province va même assurer une présence physique à l'Expo d'Osaka en ayant son propre pavillon. Représentant un investissement de 3 millions, il met en valeur les ressources naturelles du Québec<sup>266</sup>. Et, selon *Le Bilan du siècle*, le pavillon du Québec à Osaka constitue « la

---

<sup>264</sup> *Ibid.*

<sup>265</sup> "And unless Japan deigns to send a cultural troupe to Canada at reasonable prices, we Niseis will continue to enjoy our annual O-Bon odori before S.R.O. Canadian audience who will be enjoying our version of Japanese culture free of charge". *Ibid.*

<sup>266</sup> Jean-Herman Guay (dir.), *Le Bilan du siècle*, « Participation du Québec à l'ouverture de l'exposition universelle d'Osaka », Université de Sherbrooke, <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/2143.html>. Consulté le 30 décembre 2014.

plus importante représentation du Québec à l'étranger à ce jour » <sup>267</sup>. De plus, le pavillon favorise l'arrivée de Québécois, qu'ils soient des artistes, des étudiants ou de simples touristes. Le meilleur exemple est celui d'Alice Bolduc, qui sera décorée de l'Ordre du Trésor sacré, par le ministère japonais des affaires extérieures en 1999<sup>268</sup>. Cette femme, très impliquée dans la société Canada – Japon est allée à l'Expo 70 :

Tout a commencé par un voyage au Japon pour visiter l'Expo d'Osaka en 1970. Ce voyage était organisé par la Société, et madame Bolduc s'est immédiatement inscrite comme membre. Nous étions en 1969. En 1971, elle était nommée au Conseil de la Société, responsable des activités<sup>269</sup>.

Par la suite, Alice Bolduc occupera le poste de vice-présidente, puis de présidente de la société à deux reprises, soit de 1974 à 1979, puis de 1984 à 1997<sup>270</sup>.

#### 10.4.2.1 La délégation du Québec à Tokyo et le CÉTASE

Le Québec entreprend également des relations officielles avec le Japon. En 1972, soit deux ans après l'Expo d'Osaka, une délégation générale du Québec à Tokyo est créée. Le site du Consulat Général du Japon à Montréal mentionne d'ailleurs que : « Le Québec a été la première des provinces et territoires canadiens à établir un contact permanent avec le Japon »<sup>271</sup>. L'impact des deux expositions universelles sur les relations entre les deux territoires est donc indéniable. D'ailleurs, le Consulat-

---

<sup>267</sup> *Ibid.*

<sup>268</sup> Colette Nishizaki, « Madame Alice Bolduc décorée de l'Ordre du Trésor Sacré », *Montreal Bulletin*, vol. 55, no. 11 (nov. 1999), page 15.

<sup>269</sup> *Ibid.*

<sup>270</sup> *Ibid.* Au sujet de la Société Japon – Canada, voir le chapitre VIII.

<sup>271</sup> Consulat Général du Japon à Montréal, « Japon – Québec ». <http://www.montreal.ca.emb-japan.go.jp/fr/relations/quebec.htm>, 2012. Consulté le 28 juin 2014.



Général mentionne qu'en 2004, le Japon est devenu le quatrième partenaire commercial du Québec<sup>272</sup>.

Le Canada crée également des liens académiques avec le Japon. Parmi les plus importants pour le Québec, il y a la création du centre d'études de l'Asie de l'est (CÉTASE) à l'Université de Montréal, l'un des rares centres francophones consacré à l'étude du Japon<sup>273</sup>. L'objectif du CÉTASE est aussi précisé :

« Though the main purpose of the centre is to produce, educate, and train specialists in Japanese study and to raise interest among the people in Japan, another important task is to serve the Japanese Canadian in Quebec »<sup>274</sup>.

En plus d'offrir des cours dans différents champs de spécialisation, le CÉTASE offre 3500 ouvrages en japonais et 1400 en français et en anglais au sujet du Japon. Le *Bulletin* souligne également que le centre ouvrira ses portes au grand public dès le 1<sup>er</sup> février<sup>275</sup>.

Le Japon « prête » également au CÉTASE une bibliothécaire qui doit occuper son poste à partir du mois de novembre 1975. Cette entente sera renouvelée jusqu'en 2011, au moment où l'Université de Montréal doit revoir son budget<sup>276</sup>. L'article du *MB* mentionne qu'entre 1975 et 2010, 11 bibliothécaires japonaises sont venues

---

<sup>272</sup> *Ibid.*

<sup>273</sup> « The East-Asia Centre of the University of Montreal », *Montreal Bulletin*, vol. 34, no. 1 (janv. 1978), page [?].

<sup>274</sup> *Ibid.*

<sup>275</sup> *Ibid.*

<sup>276</sup> Yasunori Ueno, « Demise of a Canada – Japan Library Co-op Program », *The Montreal Bulletin*, vol. 66, no. 6 (11 juin 2011), page 3.

travailler à la bibliothèque du CÉTASE, affiliée à l'université<sup>277</sup>. L'auteur déplore qu'un lien académique important s'est rompu avec la fin de ce programme.

## Conclusion

Les célébrations entourant le centième anniversaire de la présence japonaise au Canada représentent une occasion pour la communauté de se rassembler. Les *Nisei* en profitent pour souligner les efforts de leurs parents qui ont vécu la discrimination et le racisme. Cet exemple doit également servir à faire prendre conscience à la troisième génération de leur héritage qu'ils connaissent peu. Par ailleurs, les fêtes du centenaire mettent de l'avant de nombreux projets. Les deux plus importants sont le centre culturel et le jardin japonais. Alors que le premier fonctionne très bien, le deuxième projet bat rapidement de l'aile. L'échec du jardin japonais dans les années 1970 constitue l'une des rares fois où le *Montreal Bulletin* va critiquer l'administration municipale. L'évolution du projet dans les années 1980 démontre par ailleurs que le gouvernement japonais et l'administration du jardin botanique ont pris le contrôle du projet. Le jardin devient alors une illustration des bonnes relations entre le Québec et le Japon.

Même le référendum québécois de 1980 ne fera pas un tel effet. Cet événement politique est relativement peu traité dans les pages du journal. À l'exception d'une lettre écrite par une femme qui justifie son vote pour le « non », le *Bulletin* n'offre pas de véritable couverture, que ce soit avant, pendant ou après le référendum. Ce traitement ne sera pas de mise pour le référendum de 1995, où l'équipe éditoriale et de nombreux lecteurs vont se prononcer sur la question à l'intérieur du journal. Cette situation ne veut pas dire pour autant que les Japonais du Québec ne se soucient pas

---

<sup>277</sup> *Ibid.*

de la province. D'ailleurs, le travail de certaines Japonaises qui établissent des contacts entre les deux cultures sera récompensé de l'Ordre du Canada.

D'ailleurs, les Japonais du Québec s'impliquent dans le mouvement de reconnaissance, qui divise la communauté à l'échelle du Canada. Celui qui aura le plus d'impact est sans contredit le Montréalais Victor Ogura. Représentant le *Montreal Redress Committee*, ce dernier veut d'abord et avant tout obtenir des excuses officielles du gouvernement fédéral, puis une compensation financière collective. En ce sens, il s'inscrit contre la *National Association of Japanese Canadian* qui veut négocier une entente globale avec le gouvernement, soit des excuses officielles accompagnées d'une compensation financière individuelle et collective. Ogura jouera un rôle clé dans l'opposition à la *NAJC* et critiquera même le règlement qui interviendra en 1988. Par ailleurs, le mouvement de reconnaissance, qui devait unifier la communauté japonaise du Canada fera le contraire. Les Japonais de Montréal n'échappent pas à cette situation.

Finalement, le Québec et le Japon établissent des liens à la fin des années 1970. Deux événements contribuent particulièrement à cette nouvelle entente : les expositions universelles de 1967 à Montréal et de 1970 à Osaka. À partir de cette période, un engouement se crée pour la culture japonaise qui obtient une bonne visibilité grâce au pavillon japonais. Cette nouvelle relation est facilitée par l'établissement d'un Consulat-général japonais à Montréal en 1961, ainsi que par la création d'une délégation générale du Québec à Tokyo en 1972. Les deux territoires iront même jusqu'à créer des liens avec l'établissement du Centre d'Études Est-asiatiques. En plus d'abriter une bibliothèque composée d'ouvrages de référence en langue japonaise, l'établissement emploie également des bibliothécaires « prêtés » par la Diète japonaise.

## CONCLUSION

La communauté japonaise du Québec n'existe pas avant 1942. Seuls quelques Japonais y vivaient. Ils n'avaient pas de lieu de rassemblement à Montréal et n'y résidaient que pendant un certain temps. Cette situation change à la suite de l'attaque japonaise de Pearl Harbor, en décembre 1941. Moins de deux mois plus tard, les gens d'origine japonaise sont forcés de quitter la Colombie-Britannique et doivent se disperser à l'est du Canada.

Ce moment constitue l'acte fondateur de la communauté japonaise du Québec, qui passe en quelques années de quarante-huit à plus de 1500 individus. Cette naissance difficile la distingue des autres communautés ethnoculturelles, car elle est le fruit d'une migration forcée. De plus, les premiers migrants ne peuvent pas compter sur une communauté existante pouvant les aider à s'installer à Montréal. Cependant, le Québec est relativement tolérant quant à leur arrivée, malgré le fait que le premier ministre Maurice Duplessis ait témoigné d'une certaine hostilité à leur égard.

En raison du contexte particulier de sa formation, l'histoire de la communauté japonaise du Québec offre des informations précieuses sur le processus d'intégration de nouveaux arrivants dans leur société d'accueil. Ne pouvant pas compter sur les leurs, les premiers migrants se font aider principalement par des institutions religieuses catholiques et protestantes, notamment les Sœurs du Christ-Roi ainsi que des missionnaires de la *First United Church* qui les côtoyaient alors qu'ils demeuraient encore en Colombie-Britannique. Une fois arrivés à Montréal, les Japonais d'origine étaient généralement accueillis par ces religieux, qui les aidaient à

se trouver un logement, puis un emploi. Rapidement, les migrants s'organisent et créent un organisme dès 1942, le *Nisei Sponsoring Committee*, qui vient en aide aux nouveaux arrivants. Il est composé à la fois de missionnaires blancs et d'*Issei* (des gens de la première génération) qui offrent leur soutien financier. Moins d'un an plus tard, le *Christian Nisei Fellowship* (qui deviendra le *Nisei Fellowship Group*) est créé. Bien que chapeauté par l'Église Unie, le groupe s'adresse aux jeunes japonais et offre des causeries et autres activités. Et, au cours de ses huit premières années d'existence, la communauté japonaise produit un nombre impressionnant de 33 organisations. Certaines d'entre elles ont des vocations plus pointues que ce soit sur le plan sportif, religieux ou autre, tandis que d'autres visent à rassembler tous les migrants japonais, peu importe leur âge ou leur confession religieuse.

Ce foisonnement d'activités et d'organisations vient contredire l'idée préconçue qui véhiculait l'image que, une fois arrivés à leur nouvelle destination, les Japonais d'origine voulurent passer inaperçus et « s'assimiler » le plus rapidement possible. Au contraire, ils ont plutôt cherché à se rassembler et à créer des liens entre eux à travers des organisations gérées essentiellement par les nouveaux arrivants. Plutôt que de favoriser l'assimilation, les différents regroupements avaient davantage pour but de renseigner les Japonais d'origine sur leur nouveau milieu de vie. L'exemple le plus probant est le *Montreal Bulletin (MB)*, fondé en 1946. En plus de s'intéresser à la question des loyers élevés à Montréal ou encore de la pénurie de riz dans la métropole, le journal communautaire informe ses lecteurs de première et de deuxième génération sur la politique fédérale à leur endroit. L'un des principaux objectifs du *MB* était de rassembler les migrants dispersés à travers la métropole et de favoriser un sentiment d'appartenance.

Malgré la fin de la guerre, le gouvernement fédéral maintient sa politique de dispersion. La migration des Japonais vers Montréal s'accroît alors que ces derniers sont menacés de déportation. Placés devant le choix d'être envoyés au Japon ou

d'aller s'installer à l'est des Rocheuses, la plupart d'entre eux choisirent de demeurer au pays. Cette nouvelle vague qui arrive au Québec peut désormais compter sur une communauté qui est bien établie. D'ailleurs, les nouveaux migrants s'installent tout près des autres membres de la communauté, comme en témoignent les différentes cartes utilisées par Nishio et Uchida en 1953. Cette concentration géographique contredit également l'idée voulant que les Japonais aient appliqué leur propre politique de dispersion dans leur ville d'accueil. Elle démontre également que les migrants veulent préserver leur identité japonaise tout en s'intégrant à leur nouveau milieu de vie.

Sur ce point précis, les Japonais du Québec peuvent compter sur les trois grandes confessions religieuses qui sont représentées à l'intérieur de la communauté, soit les bouddhistes, les protestants et les catholiques. De par leur importance au Québec, les deux dernières ont facilité l'arrivée et surtout l'intégration des nouveaux arrivants au cours des années 1950 et 1960. Les protestants ont été particulièrement actifs sur le plan socioculturel, en favorisant l'essor de groupes de discussion tels que le *Nisei Fellowship Group* qui organisait des débats avec les autres confessions religieuses, ainsi qu'avec d'autres groupes issus des différentes communautés ethnoculturelles de Montréal. De son côté, le clergé catholique a fait des efforts considérables compte tenu de la taille de la communauté. En plus de fournir un centre communautaire, les catholiques ont offert des cours de langue française aux Japonais de Montréal. Cependant, cet effort de francisation, dont l'impact a été limité, n'avait pas pour objectif principal d'assimiler les migrants, au contraire. Le cardinal Paul-Émile Léger, l'une des figures les plus connues de son époque, considérait que les Japonais devaient préserver la langue ainsi que la culture de leurs ancêtres. L'homme d'Église avait d'ailleurs passé de nombreuses années au Japon comme missionnaire durant les années 1930.

Le bouddhisme, dont les racines sont asiatiques, représente un cas à part. Malgré la présence d'une communauté chinoise à Montréal depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle, cette religion est quasi inexistante au Québec jusqu'à l'arrivée des migrants japonais au cours des années 1940. Accusés de ne pas vouloir s'assimiler à la société canadienne par certains des leurs et faisant face à une certaine hostilité de la part de l'État québécois, les bouddhistes réussissent malgré tout à implanter leur confession dans leur société d'accueil. Encore plus important, ils allient leurs efforts avec des coreligionnaires de l'est du Canada afin que le gouvernement québécois reconnaisse officiellement le bouddhisme. Malgré le fait qu'ils n'aient pas réussi cette croisade, les pratiquants ont pu établir une Église permanente à Montréal. Cette dernière a parrainé des groupes de jeunes, de femmes, ainsi que des équipes sportives. En résumé, plutôt que de se faire discrets, les bouddhistes ont revendiqué leur place au Québec et ont fait valoir leurs droits, afin de pratiquer leur religion.

La question d'intégration passe également par les diverses réactions de la société d'accueil à l'égard des Japonais. Les Canadiens français ont eu droit à une couverture médiatique relativement neutre sur la question japonaise au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Ainsi, l'arrivée des premiers migrants japonais à Montréal à partir de 1942 n'a pas été accompagnée par des mouvements de panique et n'a pas entraîné un sentiment d'hostilité à l'égard des Japonais. À ce sujet, deux exceptions notables : l'Université McGill qui a exclu les étudiants d'origine japonaise pendant un an et le premier ministre Duplessis qui s'est prononcé contre cette migration.

Étant d'abord et avant tout des anglophones, les *Nisei* ont établi plus facilement des contacts avec les autres communautés de Montréal qui partageaient cette langue. Ainsi, les Juifs ont été parmi les premiers à accueillir les migrants, en leur offrant un emploi et parfois même un logement. De même, certains membres influents de la communauté anglophone ont appuyé les Japonais dans leur lutte pour la

reconnaissance de leurs droits et ont milité afin que cesse la discrimination à leur égard.

Quelques francophones les ont également appuyés, par exemple Thérèse Casgrain. Cependant, le contact a été moins rapide. Le *Montreal Bulletin* rapporte un premier signe d'ouverture en 1950, alors que la Société Saint-Jean-Baptiste invite la communauté japonaise à participer au défilé du 24 juin. Cette dernière accepte et considère que c'est l'occasion idéale de faire connaître la culture japonaise à l'ensemble des Montréalais. L'événement se révèle être un grand succès et les Japonais vont renouveler l'expérience tout au long des années 1950. Les grands quotidiens montréalais, principalement les anglophones, ainsi que la télévision et la radio s'intéressent également à la présence japonaise au cours de cette période. Par exemple, le *Montreal Star* publie les résultats scolaires des jeunes Japonais et publie à l'occasion des lettres écrites par des membres de la communauté. De son côté, la *Canadian Broadcasting Corporation* (CBC) fait des reportages sur cette culture et s'intéresse même à la garderie japonaise.

Compte tenu des circonstances difficiles entourant sa naissance, la communauté japonaise s'intègre rapidement dans sa nouvelle société d'accueil. Identifiés comme étant des ennemis du Canada pendant la Deuxième Guerre mondiale et forcés de se rendre au Québec, ils ont mis sur pied des institutions assurant le maintien de leur culture et visant la cohésion de la communauté qui était alors en formation. Malgré le peu de points en commun avec la société d'accueil, l'arrivée d'un grand nombre de Japonais sur une courte période s'est faite sans heurts et s'est relativement bien déroulée, grâce à l'appui de Montréalais qui connaissaient déjà leur cause.



### *La question d'identité*

La question de l'identité des Japonais du Québec est complexe. La présence de trois grandes religions, les divisions entre la première et la deuxième génération et les différends politiques ne représentent que quelques aspects de cette notion. En somme, il n'y a pas qu'une seule identité japonaise. Plusieurs coexistent et c'est cet équilibre qui constitue la communauté japonaise du Québec.

La simple question de l'apparence physique est complexe. Les pages du MB ainsi que d'autres sources démontrent que cet aspect varie en fonction de l'époque et des individus. Parfois, les Japonais se considèrent comme étant parfaitement canadiens, en raison de leur éducation, de leur mode de vie et de leurs coutumes. D'autres fois, la société d'accueil est considérée par les *Nisei* comme étant composée d'*hakujin* (littéralement « personnes blanches »), qui ne partagent pas les mêmes valeurs et dont les coutumes sont différentes. Cette démarcation physique semble diminuer au cours des années 1970, alors que la communauté mise sur son histoire au Québec et réfère davantage à la culture de ses ancêtres. Les cours d'arrangement floral, l'*ikebana*, et de langue japonaise sont relativement populaires dans la communauté et même des Québécois commencent à s'y intéresser. D'ailleurs, quelques Japonais de Montréal se distinguent à l'échelle nationale, en mettant en valeur cette culture. Le meilleur exemple est celui de Seisho Kuwabara, dont l'école d'arrangement floral est reconnue à travers le Canada.

Au cours de cette même période, la communauté s'interroge sur son avenir. La raison est fort simple : les *Sansei* (la troisième génération) arrivent à l'âge adulte. La majorité d'entre eux se marient avec des non-Japonais, connaissent peu ou pas la langue de leurs ancêtres et n'ont pas de contacts fréquents avec la communauté japonaise. Autre fait important : plusieurs d'entre eux maîtrisent le français, ce qui les éloigne davantage des deux autres générations. De plus, les aînés de la communauté déplorent le manque de connaissance des jeunes quant à l'histoire de la présence

japonaise au Canada. Cependant, les *Issei* et les *Nisei* prennent une partie du blâme : souhaitant oublier la dispersion de 1942, ils n'ont pas enseigné leur passé aux nouvelles générations. En raison de tous ces facteurs, les deux premières générations craignent la disparition à moyen terme de leur communauté, que ce soit au Québec ou au Canada.

Deux événements viennent solidifier la cohésion entre ces générations : les fêtes du centenaire de la présence japonaise au Canada et le mouvement de reconnaissance. L'un des principaux objectifs des célébrations de 1977 est justement d'intéresser les plus jeunes à l'histoire de leur communauté. Ils sont invités à participer à des activités et un rassemblement s'adressant exclusivement à eux a lieu à Toronto au cours de cette année. La fête du centenaire vise également à créer un pont entre les *Issei* et les *Sansei*. On rappelle aux jeunes le sacrifice qui a été fait par leurs ancêtres qui ont quitté le Japon et qui ont travaillé fort afin d'assurer l'avenir des générations futures. Et, à la suite de ces célébrations, les Japonais mirent sur pied de nombreuses initiatives afin de maintenir l'intérêt des *Sansei* à l'égard de leur héritage. Par exemple, des chorales, des groupes de discussions et des concours s'adressant uniquement à eux furent mis sur pied.

Pour sa part, le mouvement de reconnaissance a intégré ces jeunes en partageant avec eux l'expérience des camps de détention, puis de la dispersion à l'est du Canada. Et, grâce aux compensations financières obtenues à la fin des années 1980, la communauté a pu mettre sur pied de nombreux projets rassembleurs, dont des centres communautaires un peu partout à travers le pays. Ces deux événements n'expliquent pas à eux seuls le fait que les *Sansei* se sont intéressés à leur héritage japonais. Toutes les communautés ethnoculturelles ont à faire face à ce dilemme, à savoir comment intégrer les nouvelles générations qui sont davantage en contact avec la société d'accueil. Ce qui distingue les Japonais, est le fait qu'ils ont été ciblés directement par une politique gouvernementale, basée exclusivement sur le racisme et qui visait

paradoxalement leur assimilation alors qu'on les considérait en tant qu'ennemis de l'État en raison de leur origine ethnique. Plusieurs d'entre eux considéraient ce passé comme étant honteux et ont préféré ne pas en parler avant les années 1970.

Après avoir limité l'immigration japonaise durant des décennies, le gouvernement fédéral assouplit ses règles au cours des années 1960. À la suite de ce changement, les Japonais peuvent désormais émigrer au Canada sans être parrainés. Une minorité d'entre eux choisissent de se rendre au Québec, la seule province qui est majoritairement francophone. Bien que ce courant migratoire soit timide, son impact démographique est important sur la communauté japonaise, dont les effectifs sont peu nombreux. Pour la période de 1973 à 1982, 473 immigrants ayant déclaré le Japon comme pays de naissance se sont rendus au Québec. Au recensement de 1981, 1395 personnes ont déclaré avoir une origine japonaise. Bien sûr, tous les immigrants japonais ne sont pas demeurés au Québec. Cependant, les chiffres donnent un ordre de grandeur quant à l'impact de leur arrivée sur la démographie des Japonais du Québec.

Or, les deux groupes ne semblent pas se fréquenter, sauf à l'occasion des messes célébrées en japonais. Les immigrants ont leurs propres organismes et les Japonais du Québec ont les leurs. Par ailleurs, les pages du journal communautaire, du moins celles rédigées en anglais, accordent peu de place à ces nouveaux arrivants. Bien que rédigé avant cette époque, un article du *Montreal Bulletin* donne un aperçu de la division qui existait entre les deux groupes. Les Japonais de Montréal ont offert une prestation de danse folklorique lors de l'Expo 67. La délégation japonaise n'a pas apprécié ce spectacle et a même déploré qu'il ait été présenté comme étant typiquement nippon.

Cet éloignement des deux groupes a été étudié par le sociologue Elmer Morishita qui mentionne que, depuis l'arrivée d'immigrants japonais, deux communautés existent désormais au Québec. Ce même auteur croit que ces nouveaux arrivants ressemblent

davantage aux *Sansei*, avec lesquels ils partagent plusieurs points en commun : ils sont jeunes, éduqués et se marient majoritairement avec des non-Japonais. Autre explication: la communauté japonaise du Québec est mobilisée autour de thèmes reliés à la discrimination et au racisme. Les années 1980 sont fortement marquées par le mouvement de reconnaissance et de compensation. Or, les nouveaux immigrants n'ont pas le même vécu que les Japonais du Canada et se sentent peu interpellés par cet événement qui est fondamental pour un grand nombre de *Nisei*. La barrière de la langue explique aussi en partie cette division. Évidemment, les immigrants maîtrisent le japonais, tandis que les *Nisei* et les *Sansei* ont l'anglais comme langue maternelle. Cependant, une majorité d'immigrants japonais estiment avoir au moins un niveau d'anglais correct, ce qui aurait dû leur permettre d'entrer en contact avec la communauté en place.

### *Les tensions internes*

Puisque seule la partie anglophone du *Montreal Bulletin* a été analysée, la position des *Issei* sur les différents enjeux n'a pas été abordée. Cependant, les *Nisei* représentent déjà en 1942 la majorité des gens d'origine japonaise, que ce soit au Québec ou à l'échelle nationale. Ils se sont donc prononcés sur de nombreuses questions qui ne faisaient pas l'unanimité au sein de la communauté que ce soit à travers leurs différents organismes ou même dans les pages du journal communautaire.

À ce sujet, l'un des premiers articles aborde les tensions qui existent entre la première et la deuxième génération. En résumé, les aînés reprochent aux plus jeunes « d'être non coopératifs, d'être apathiques et d'adopter une attitude de je-m'en-foutisme à

l'égard des choses importantes de la vie courante »<sup>1</sup>. Le jeune qui rapporte ces propos mentionne que seul le temps dira si ce constat est vrai. Il souligne également que sa génération a vécu des temps difficiles avec la migration forcée vers le Québec et que les *Issei* et les *Nisei* doivent faire preuve de tolérance et de compréhension les uns envers les autres. Les tensions entre les deux générations ne s'amenuisent pas rapidement, car le *MB* publie quelques autres articles à ce sujet. Le problème est suffisamment important pour que le *Nisei Fellowship Group* organise une soirée qui vise à rapprocher les aînés et les jeunes membres de la communauté en 1948.

Les tensions ne sont pas uniquement intergénérationnelles : les Japonais du Québec étaient aussi divisés sur des questions politiques et juridiques. De nombreuses tentatives ont été faites afin de mettre sur pied une organisation centrale, qui pourrait rassembler tous les Japonais, peu importe leur âge, leur confession religieuse ou leur statut socioprofessionnel. Toutefois, ces nombreuses tentatives ont échoué. Le *Standing Committee* qui est fondé en 1944 survit à peine deux ans, avant d'être fusionné à un autre organisme. Cette nouvelle entité va survivre à peine quelques mois, soit du mois d'août 1946 au mois de mars 1947. Afin d'expliquer le caractère éphémère du nouvel organisme, le *Montreal Bulletin* avance qu'il était critiqué en raison de sa structure trop lourde et de ses objectifs inatteignables.

Cette même année, les Japonais du Québec mettent sur pied un nouvel organisme, le *Montreal Committee for Japanese Canadians*. Ce dernier est dissout à peine un mois plus tard, pour une raison fort simple : un organisme national, qui vise le regroupement de toutes les communautés japonaises à travers le Canada vient d'être créé. En plus de cet objectif, la *National Japanese Canadian Citizens Association* (NJCCA) veut, entre autres choses, faire abolir les mesures discriminatoires contre les

---

<sup>1</sup> « [...] that we are lackadaisical and possess a "dont-care" attitude toward those things that should be paramount and of vital interest in our daily lives ». A Nisei, « Co-operation », *Montreal Bulletin*, vol. 1, no. 1 (mai 1946), page 1.

Japonais et obtenir une compensation financière à la suite de l'évacuation forcée de 1942. Autre aspect intéressant : une section est créée dans chaque province. La division des pouvoirs entre l'association nationale et provinciale est simple : la *NJCCA* s'occupe des enjeux nationaux, tandis que les problèmes locaux et autres initiatives sont du ressort des représentants québécois. Ces derniers remplissent bien leur mandat et mettent sur pied une fête communautaire du Nouvel An, organisent des concours oratoires et des remises de prix pour les étudiants, encouragent la publication d'un bottin téléphonique avec le nom de tous les Japonais du Québec, etc.

Le problème se situe plutôt au national : la *NJCCA* est contestée par les Montréalais, mais également par d'autres communautés à travers le Canada. En plus des tensions engendrées par la commission Bird, la direction nationale est critiquée en raison de ses objectifs qui intéressent peu ou pas les *Nisei*, particulièrement ceux de Montréal. Dans les pages du *MB*, ces derniers mentionnent qu'il est temps de passer à autre chose et que la *NJCCA* n'a plus forcément sa raison d'être. Les représentants québécois ont fait adopter des changements importants quant à l'organisation nationale, mais cette dernière ne survivra pas très longtemps. En résumé, pour les années 1950, les Japonais du Québec se sentent peu interpellés sur les enjeux nationaux.

Le mouvement de réparation, qui conduira à des excuses officielles et à une compensation financière de la part du gouvernement fédéral, représente le meilleur exemple de tensions importantes à l'intérieur d'une communauté. Le dernier chapitre de cette thèse démontre que les Japonais du Québec étaient divisés sur cette question : certains appuyaient la *National Association of Japanese Canadians* (NAJC) dans sa croisade, alors que d'autres s'y opposaient fermement. C'est ce dernier groupe qui semblait prédominer au début des années 1980. Critiquant la stratégie de négociation de la *NAJC* avec le gouvernement fédéral, les Montréalais représentaient une faction dissidente importante et influente à l'échelle nationale. Toutefois, la création d'une

division québécoise de la *NAJC* vient changer la donne. Cette fois, deux groupes organisés au sein de la communauté s'affrontent sur une question qui est fondamentale. Ayant peu d'appuis, la faction dissidente finit par perdre de son influence et la division québécoise de la *NAJC* gagne en légitimité et son point de vue dominera dans les pages du *MB* au cours des années suivantes.

Ces deux exemples ne signifient pas pour autant que la communauté japonaise est tout le temps divisée : de nombreux projets ont été mis sur pied et ont mobilisé une partie importante des Japonais du Québec. Le meilleur exemple est sans contredit l'enthousiasme soulevé par la commémoration du centième anniversaire de la présence japonaise au Canada. En plus des initiatives locales, les Montréalais ont participé activement à des rassemblements pancanadiens et ont contribué à l'ouvrage soulignant cette commémoration. Dans une moindre mesure, le projet de jardin japonais à Montréal représente également l'esprit de collaboration qui existe à l'intérieur d'une communauté qui voulait souligner sa présence dans la métropole francophone.

### *Pistes de réflexion*

En raison de leur grand nombre et de leur impact sur la société québécoise, les Juifs représentent le groupe ethnoculturel le plus étudié dans l'historiographie québécoise. Trop souvent, les études consacrées au sujet ont insisté fortement sur l'antisémitisme du clergé et des Québécois en général. Cette croyance a longtemps marqué la recherche. Or, l'hostilité du clergé catholique ne s'applique pas à la communauté japonaise du Québec.

Les missionnaires catholiques ont joué un rôle de premier plan dans l'établissement d'une communauté japonaise au Québec. La maîtrise de la langue japonaise leur a permis d'entrer facilement en contact avec les immigrants et leurs enfants nés au

Canada. Ils ont accueilli les premiers arrivants en 1942, en leur offrant un logement et les guidant dans leur démarche pour obtenir un emploi. Sans oublier que les missionnaires ont fait connaître la province à ces migrants anglophones qui avaient peu de raisons, de prime abord, de se rendre au Québec.

Leur rôle ne s'est pas arrêté là : une fois la communauté bien implantée à Montréal, le clergé a apporté son soutien aux Japonais sous plusieurs formes. Bien que peu populaires, des cours de français furent offerts gratuitement pendant une courte période. De même pour le centre communautaire, qui fut mis à la disposition de l'ensemble des organisations japonaises pendant près de quarante ans. La fondation de la paroisse japonaise de Saint-Paul-Ibaraki en 1964, une première au Canada, représente également un événement important. Bien qu'étant composée uniquement de 200 fidèles, la communauté catholique japonaise de Montréal est la plus importante au pays. Cependant, ses efforts ne visent pas à obtenir la conversion de tous les Japonais. Lors de l'inauguration officielle de la paroisse et d'un nouveau centre communautaire, le cardinal Léger met l'accent sur l'importance de maintenir la culture japonaise. Il exhorte également les membres les plus âgés de la communauté à transmettre leur histoire et surtout la langue de leurs ancêtres.

Les sources de l'archidiocèse n'étant pas accessibles, nous ne pouvons pas savoir quelles étaient les raisons de tous ces efforts faits pour une si petite communauté. La fondation de la paroisse et l'inauguration du centre communautaire en 1964 ont coûté près de 100 000 \$. Sans compter les cours de langue offerts par des membres du clergé et toutes les autres activités mises sur pied pour les Japonais du Québec. Le cardinal Léger, qui a œuvré comme missionnaire au Japon, dont il connaît la langue et apprécie la culture, explique en bonne partie ces efforts. Le rôle joué par l'Église catholique auprès de tous les Japonais du Québec, peu importe leur confession religieuse, démontre que cette dernière n'était pas systématiquement hostile à la présence d'immigrants anglophones et non-catholiques. Les efforts faits par les



catholiques dès la fondation de la communauté en 1942 et qui se sont poursuivis au cours des décennies suivantes prouvent davantage le contraire.

De façon plus générale, l'étude de la communauté japonaise démontre que les francophones n'ont pas manifesté d'hostilité à son égard, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres provinces. Or, l'apparence physique des Japonais, le contexte dans lequel ils sont arrivés au Québec et leur langue maternelle auraient dû en faire des cibles du racisme. Les journaux de l'époque démontrent une certaine indifférence à leur égard. Quant aux migrants qui ont vécu du racisme, leur témoignage démontre que ces incidents étaient isolés. Dès le début des années 1950, les francophones du Québec font preuve d'une certaine tolérance et apprennent à connaître les Japonais. Cette attitude va se maintenir et, grâce à l'intérêt porté par l'Église catholique, la communauté japonaise va se faire connaître des Québécois, malgré ses faibles effectifs.

Les ouvrages canadiens qui s'intéressent à l'histoire d'une communauté à l'échelle du pays évacuent généralement le Québec de leur analyse et les Japonais n'échappent pas à cette règle. Or, ces derniers vivent dans un contexte particulier, étant les seuls à vivre dans une société majoritairement catholique et francophone. Au sujet de ce dernier point, quelle a été son influence exacte sur l'évolution de la communauté?

Cette simple question nécessite une réponse à plusieurs volets. En tenant compte du *Montreal Bulletin*, la principale source de cette thèse, l'utilisation du français est négligeable jusqu'en 1986, année où est publiée une première chronique entièrement rédigée en français. Cependant, cette partie du *MB* est marginale et se contente souvent de résumer le contenu anglophone du journal. Étrangement, le français occupe une place beaucoup plus importante dans l'ouvrage *A Dream of Riches*, pourtant rédigé en 1977 et s'adressant à l'ensemble de la communauté japonaise du Canada. Cette langue occupe la même place que l'anglais ou le japonais. Quant aux efforts de francisation faits par l'Église catholique, ils ne remportent pas un grand

succès, comme en témoignent de nombreux articles du journal communautaire. L'analyse des résultats académiques démontre la prédominance des établissements anglophones, que ce soit au niveau primaire, secondaire ou universitaire. La situation change en partie avec les *Sansei*, dont la très grande majorité est née au Québec. D'ailleurs, quelques articles du *Montreal Bulletin* expliquent que cette génération est en contact avec les trois langues.

Malgré cette situation, les Japonais du Québec ont développé une sensibilité quant à la culture francophone. De nombreux témoignages de *Nisei* insistent sur l'accueil positif dont ils ont fait l'objet et incitent les Japonais à demeurer au Québec malgré l'obstacle que représente la langue française. De même pour la culture, qui entre timidement à l'intérieur des pages du *MB*, dont les pages mondaines rapportent les succès de certaines pièces de théâtre ou encore des résultats sportifs des équipes professionnelles de Montréal.

L'influence du facteur linguistique va se développer à plus long terme, avec la génération des *Sansei*. Ces derniers vont prendre beaucoup plus de place à partir des années 1990 et viennent en relève des *Nisei* qui se sont beaucoup impliqués dans le mouvement de reconnaissance. C'est d'ailleurs avec la nouvelle génération que des changements importants vont s'opérer dans le journal communautaire, mais également dans l'ensemble de la communauté. Cependant, la thèse ne couvre pas cette période plus récente de l'histoire des Japonais du Québec.

De façon générale, les Japonais du Québec se sont distingués à de nombreuses reprises sur la scène nationale. L'exemple le plus frappant est celui de la réforme de la *NJCCA*, peu populaire. Les délégués québécois, pourtant minoritaires dans l'organisme ont réussi à obtenir des concessions importantes et même à faire changer le fonctionnement de l'organisme. Le *MB* tout comme le *New Canadian* s'accordent pour dire que les Québécois ont joué un rôle important en ce sens. D'ailleurs, les *Nisei* de Montréal n'hésitent pas à manifester leur manque d'intérêt pour les causes

dites nationales et désirent plutôt se concentrer sur leur nouvelle vie. De même pour la commission Bird, qui a fait l'objet d'un long débat au national, mais qui a peu intéressé les Japonais du Québec. Ces derniers expliquent une fois de plus leur manque d'intérêt par le fait qu'ils sont passés à autre chose.

La situation est la même pour le mouvement de reconnaissance et de compensations. Les Québécois, et particulièrement le montréalais Vic Ogura, figurent parmi les plus critiques de l'approche de négociations proposée par la *NAJC*. Une fois de plus, ils jouent le rôle de chef de file de la contestation. Le délégué montréalais a d'ailleurs sa propre tribune à l'intérieur du journal le *New Canadian* qui est distribué à travers le pays. Les Montréalais résistent même aux pressions de la *NAJC* qui exige la démission d'Ogura. Cependant, l'organisme national réussit à se faire représenter par des Montréalais et rapidement la petite communauté est divisée en deux. Bien que les idées défendues par Ogura et son regroupement n'aient pas triomphé, cet exemple démontre que les Japonais du Québec jouent un rôle actif lorsqu'il est temps de défendre leurs opinions.

Les ouvrages consacrés aux groupes ethnoculturels tracent généralement une division nette entre le cœur de la communauté, composé de la première génération et surtout de leurs descendants, et des nouveaux immigrants. Cette séparation laisse de côté de nombreux aspects qui sont pourtant essentiels afin de mieux comprendre la communauté étudiée. Les Japonais du Canada se sont éloignés du pays de leurs ancêtres qui était mal perçu sur la scène internationale durant les années 1930. Malgré tout, ils ont été ciblés à la suite de l'attaque de Pearl Harbor. Après la guerre, la situation se détend et la communauté japonaise à l'échelle du Canada se soucie de l'avenir du Japon, dévasté par la guerre et surtout par les deux bombes atomiques. Par ailleurs, les *Issei* et les *Nisei* préservent tant bien que mal la culture japonaise en donnant des cours de calligraphie, d'*ikebana*, de danse traditionnelle et bien sûr de langue.

Ces différents points devraient permettre un rapprochement entre la communauté existante et les nouveaux immigrants japonais qui arrivent à partir des années 1970. Or, la situation ne se passe pas du tout de cette façon. Ces questionnements contribuent plutôt à l'éloignement des deux parties, dont le seul point en commun est l'apparence physique. La communauté montréalaise est dirigée par des *Nisei* qui connaissent peu ou pas le japonais et dont la culture est d'abord et avant tout canadienne. Pour leur part, les immigrants japonais de la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle ont peu à voir avec leurs prédécesseurs. À l'époque, ce sont surtout des jeunes provenant du milieu rural qui quittaient un pays qui tentait de rattraper son retard par rapport au monde occidental. Peu éduqués et ne parlant que leur langue, ils ont eu de la difficulté à s'intégrer au Canada. Pour leur part, les *shin-Issei* sont éduqués et proviennent de l'une des plus grandes puissances économiques mondiales et se reconnaissent peu dans la culture japonaise qui a perduré au Canada. Ce clivage qui est peu abordé dans la littérature historique démontre bien que la communauté ethnoculturelle a son évolution propre, qui a peu à voir avec le pays d'origine de ses ancêtres. Cela démontre qu'il ne suffit pas d'être un Japonais d'origine pour appartenir à la communauté japonaise du Canada ou du Québec : il faut partager sa culture, mais surtout son histoire.

L'analyse du journal de la communauté, soit le *Montreal Bulletin*, permet finalement de donner véritablement la parole aux Japonais du Québec. Le contenu du *MB* nous renseigne sur leurs préoccupations, leurs intérêts et sur l'évolution en général de leur communauté. Cependant, ce type de source comporte de nombreuses limites. Ne pouvant compter que sur des bénévoles, le journal n'a pas les ressources pour trouver de véritables nouvelles. Il doit donc se fier sur les informations que lui font parvenir les organismes. Et, comme l'a démontré le scandale de l'hôpital Jean-Talon et l'exemple du docteur Hori, le journal communautaire passe sous silence les événements controversés ou qui peuvent diviser la population.

De nombreux témoignages, que ce soit sous forme écrite ou orale, ont été compilés depuis les années 1970 afin de préserver la mémoire des Japonais du Canada. Cependant, la plupart d'entre eux ont servi à illustrer la vie dans les camps de détention, ainsi que la dispersion vers l'Est. Or, le *MB* et les sources de la communauté nous rappellent que ces témoignages couvrent une foule d'autres sujets, que ce soit sur le plan culturel, social et même politique. Ce type de sources favorise ainsi une analyse qui met l'accent sur la communauté plutôt que sur les réactions qu'elle suscite dans la société d'accueil.

#### *Aspects à creuser*

La période choisie pour l'analyse de la communauté japonaise du Québec est de 1942 à 1988. Le choix de ces deux dates se justifie aisément : la première constitue l'année de sa naissance, tandis que la dernière concerne l'entente conclue entre le gouvernement du Canada et la *NAJC*. Les excuses officielles et la compensation financière viennent donc clore le combat politique mené par les *Nisei* qui ont vécu l'expérience des camps de détention et surtout de la dispersion.

Évidemment, l'histoire des Japonais du Québec ne s'arrête pas avec ce règlement. La fin des années 1980 et surtout la décennie suivante voient des changements importants s'opérer à l'intérieur de la communauté. Cette dernière entretient des liens plus étroits avec la direction nationale de la *NAJC*. La position éditoriale du *MB* change également. Ce dernier, qui a fait preuve d'une certaine réserve à l'égard de la situation politique du Québec, publie désormais des éditoriaux signés et critiques quant à la question nationale et surtout la tenue d'un deuxième référendum. Et, à l'occasion, les Japonais font valoir leur opinion sur des sujets plus sensibles. Par exemple, ils ont dénoncé une photo du journaliste Franco Nuovo qui publiait des chroniques sur les Jeux olympiques de Nagano en 1998. Sur sa photo, Nuovo tirait

ses yeux en arrière, afin de les avoir bridés. Bien que les Japonais du Québec ne réussissent pas à faire retirer cette photo qu'ils jugent raciste, ils font parler d'eux et surtout prennent position. La décennie 1990 voit également les *Sansei* prendre davantage de place au sein de la communauté, dont ils commencent à prendre les rênes. L'analyse de cette période permettrait de mieux saisir davantage les spécificités de la communauté japonaise du Québec par rapport aux autres établies à travers le Canada.

Les réactions du gouvernement québécois à l'égard de la communauté n'ont pas été abordées, un des objectifs de la présente thèse étant de mettre plutôt l'accent sur les réactions des Japonais du Québec face à leur société d'accueil. Cependant, ce sujet mériterait d'être approfondi. Dans les premières années d'existence de la communauté, le gouvernement semble faire preuve d'une certaine hostilité à son égard, comme en font foi la déclaration du premier ministre Duplessis et le refus de l'État québécois de reconnaître l'Église bouddhiste. Est-ce que les gouvernements suivants ont adopté une attitude particulière à l'égard de cette communauté? Est-ce que les Japonais ont été consultés pour certains projets, par exemple lors de la rédaction du livre blanc du Parti Québécois? En résumé, est-ce que les Japonais du Québec ont eu un impact quelconque sur la politique et les politiques au Québec?

L'analyse de la partie japonaise du *Montreal Bulletin* permettrait d'en savoir beaucoup plus sur les *Issei* et sur leur vision du Québec. Comment ont-ils vécu la dispersion vers Montréal? Considéraient-ils la province comme une terre d'accueil? Quelles étaient leurs positions sur les principaux enjeux de leur communauté? Est-ce qu'ils étaient indifférents face à l'arrivée des immigrants japonais dans les années 1970? Quelle était leur vision de l'avenir pour les Japonais au Québec? En somme, quelle est l'histoire des *Issei* dans la province?

Tout au long de son histoire, le *Montreal Bulletin* a accordé une place importante au sport. D'ailleurs, une des premières personnalités à être présentée dans le journal a

mis sur pied une ligue de quilles. Cependant, le journal a surtout mis l'accent sur les résultats sportifs et a délaissé l'aspect social et culturel de la vie sportive des Japonais. Certains sports, principalement le baseball, ont permis aux membres de la communauté d'entrer en contact avec les autres groupes ethnoculturels de Montréal. L'exploitation de sources autres que le *MB* pourrait combler ces lacunes et donner un portrait plus juste de l'impact du sport sur l'intégration des Japonais dans leur nouvelle société d'accueil. De même, l'engouement des Québécois pour les arts martiaux japonais, principalement le karaté et le judo, permettrait de mieux saisir la popularité de la culture japonaise dans la province

Les relations avec les différents groupes ethnoculturels devaient occuper une place importante dans cette thèse. Or, les informations fournies par le *Montreal Bulletin* sont éparées et ne sont donc pas suffisantes pour creuser cette question. Le lien qui devrait être naturel entre les communautés chinoise et japonaise de Montréal n'est pratiquement pas abordé. De même, les liens entre la communauté noire et les Japonais du Québec n'ont pas été abordés. Quelques débats ont été organisés entre les deux, mais peu d'informations existent à ce sujet. Les relations avec la communauté juive, qui a pourtant aidé les premiers Japonais à se trouver un emploi, sont également peu ou pas abordées. L'analyse de ces relations permettrait d'en apprendre davantage quant au processus d'intégration de la communauté japonaise au Québec.

Les archives contiennent des informations intéressantes sur la répartition des Japonais à travers Montréal. En effet, un bottin téléphonique contenant le nom de tous les membres de la communauté, ainsi que leur adresse et même les commerces tenus par eux, a été publié durant de nombreuses années. Cette source qui n'est pas accessible aux chercheurs contient des informations précieuses sur l'évolution démographique et sur la répartition géographique de la communauté. Est-ce les Japonais se déplacent vers le centre-ville de Montréal ou vers des quartiers plus prestigieux? Dans quel type de commerces investissent-ils? Quelle est la place des médecins, des dentistes et des

autres professionnels à l'intérieur de la communauté? Et, de façon générale, est-ce que les Japonais améliorent leur sort au fil des années?

Les Japonais du Québec représentent une petite communauté dans la métropole. Peu étudiée à l'échelle provinciale et nationale, elle possède néanmoins une histoire riche en enseignements. Forcés de quitter leur milieu de vie, ces migrants de la côte Ouest ont dû repartir leur vie à zéro, dans des conditions qui leur étaient défavorables. Malgré ces obstacles, les *Issei* et les *Nisei* ont su établir les bases solides d'une communauté qui est toujours vivante et qui fait véritablement partie du paysage montréalais.



## BIBLIOGRAPHIE

### 1. Sources et archives

#### *Archives de l'Université Mc Gill*

Université McGill, Japanese Canadian History and Archives Committee of the Japanese Canadian Cultural Centre of Montréal Collection, MG4247, Montréal, Archives de l'Université McGill [non publié].

Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c.1, Dossier 10 (Roman Catholic Church – Support of Japanese Canadians Montreal 1945).

Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c. 2, Dossier 4 (Constitution – Quebec Chapter, NAJC), #2005-236.

Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c. 3, Dossier 5 (Japanese Canadian Cultural Centre of Montreal Inc – History Committee).

Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c.3, Dossier 21 (NAJC Montreal).

Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c.3, Dossier 32 (Redress – Montreal Chapter).

Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c. 3, Dossier 40 (Redress, opposition to...).

Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c. 7, Dossier 2 (Montreal Japanese Canadian Community Survey).

Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c.11-17, Montreal Bulletin, 1946 – 1981.

Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c.23, Dossier 11 (JCS Chronology Dec. 7, 1941 – Oct. 16, 1944).

Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c.32, Dossier 26 (Miyamoto, Dentaro + Mrs. Yone Miyamoto).

Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c.33, Dossier 16 (Powles, Rev. And Mrs).

Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c. 35, Dossier 13 (Japanese Canadians – Montreal – Community Organizations + Services, circa 1940s - 1987).

Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c.35, Dossier 14 (Japanese Canadians – Montreal – Geographical Distribution – 1944 ; 1947; 1952 ; 1953; 1989).

Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c. 35, Dossier 29 (Knox Crescent – Kensington Presbyterian Church, Montreal, 1965 – 1977).

Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c. 35, Dossier 39 (McGill University – Admissions Policy, 1943 – 1945).

Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c. 35, Dossier 44 (Missionary Sisters of the Immaculate Conception, 1945).

Québec, Montréal, Archives de l'Université Mc Gill, Fonds MG4247, c. 35, Dossier 47 (Montreal Committee on Canadian Citizenship, 1946).

*Archives de la Ville de Montréal*

Fonds VM074 (Fonds Comité exécutif), série 6 (Procès-verbaux), 1967 – 1968.

Fonds VM6, Dossier 1927.3 – 3, bobine 263 (Japonais).

Fonds VM94, SY, SS1, SSS5, dossier 6493 (M. Nakagima, architecte-paysagiste Japonais).

Fonds VM94, SY, SS1, SSS8, dossier 12 (Jardin botanique : J-928 Jardin japonais).

Fonds VM94, SY, SS1, SSS33 (Reportages photographiques 2008).

Fonds VM94, SY, SS1, SSS36, (Reportages photographiques 2011).

XCD00, pièce 6449 (Le jardin Japonais, essence de la beauté simple et raffinée).

*Bibliothèque et Archives du Canada*

Ottawa, Ontario, Bibliothèque et Archives Canada, Japanese Canadian Citizens Association Fonds, MG 28 V7 (Bulletins and Minutes).

Ottawa, Ontario, Bibliothèque et Archives Canada, Muriel Kitagawa Fonds, MG31-E26 (Personal papers, articles, and materials concerning the rights of Japanese Canadian citizens).

Ottawa, Ontario, Bibliothèque et Archives Canada, Archives du Séquestre des biens ennemis, bobines de microfilm C-9434-35, C-9470 et C-9471.

Ottawa, Ontario, Bibliothèque et Archives Canada, Archives du Parlement, RG 14, D1, vol. 653 (Comité permanent des comptes publics, procès-verbaux des réunions et pièces à conviction).

*Bibliothèques et Archives nationales du Québec, Montréal*

Annuaire Lovell de Montréal et sa banlieue, <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/lovell/>.  
Années 1942 – 1946, 1951, 1952, 1963, 1965 – 1966.

*Montreal Bulletin (English Edition)*, 1981 – 2013 (PER M-594).

*The Montreal Star*, années 1952 et 1961 (MIC/A23 #90).

*Le Devoir*, 1961 – 1962 (MIC/A21).

*La Presse*, 1961 - 1962, 1988 (MIC/A28).

*The Gazette*, années 1952, 1961 (MIC/A22).

*Site Internet Multicultural Canada*

New Canadian [newspaper], 1939 - 1985, <http://multiculturalcanada.ca/tnc>.

*Sœurs missionnaires du Christ-Roi*

Québec, Laval, Archives des Sœurs du Christ-Roi, Fonds 90-72 (Canada-Est), dossier 1945.

Québec, Laval, Archives des Sœurs du Christ-Roi, Fonds 16-72 (Fondation Canada Est).

Québec, Laval, Archives des Sœurs du Christ-Roi, Chronique Maison-mère, années 1941 – 1946.

## 2. Mémoires et thèses

Aiken, Rebecca B., *Montreal Chinese Property Ownership and Occupational Change, 1881-1981*, Thèse de Doctorat en Anthropologie, Montréal, Université McGill, 1984, 347 pages.

Bangarth, Stephanie D., *The Politics of Rights : Canadian and American Advocacy Groups and North America's Citizens of Japanese Ancestry, 1942-1949*, Thèse de doctorat en Histoire, Waterloo, Université Waterloo, 2003, 288 pages.

Cusinato, Kelly Bondy, *The Voice Appropriation Controversy in the Context of Canadian Cultural Practices*, Mémoire de maîtrise en Communications, Université de Windsor, 1995, 196 pages.

Castel, Frédéric, *La dynamique de l'équation ethnoconfessionnelle dans l'évolution récente de la structure du paysage religieux québécois. Les cas du façonnement des communautés bouddhistes et musulmanes, 1941 – 2001*, Thèse de doctorat en science des religions, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2010, 720 pages.

Iwama, Marilyn, *When Nikkei Women Write : Transforming Japanese-Canadian Identities, 1887-1987*, Thèse de Doctorat en Études Interdisciplinaires, Vancouver, Université de la Colombie-Britannique, 1998, 383 pages.

Koji, Junichiro, *Les réseaux sociaux d'acteurs et le changement des politiques publiques. Enquête sur la politique québécoise d'intégration des immigrants et des minorités ethnoculturelles, 1976 – 1991*, Thèse de doctorat en Études Politiques, Ottawa, Université d'Ottawa, 2011, 277 pages.

Kondo, Kuniko, *Les Canadiens d'origine japonaise à Montréal : leur processus d'intégration dans la vie canadienne*, Mémoire de maîtrise en Sociologie, Montréal, Université de Montréal, 2000, 178 pages.

Mah, Beatrice et Rosalie Rumanek, *The Interracial Marriage in a Canadian Japanese Community*, Mémoire de maîtrise en travail social, Montréal, Université McGill, 1965, 150 pages.

Minai, Keiko, *The Japanese in Montreal : Socio-Economic Integration and Ethnic Identification of an Immigrant Group*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université McGill, 1977, 210 pages.

Nakashima, Kimiaki, *Economic aspects of Japanese evacuation from the Canadian Pacific Coast: a Contribution to the Study of the Economic Consequences of the Relocation of Social Groups and Displaced Persons: a Thesis*, Thèse de maîtrise en Sociologie, Montréal, Université Mc Gill, 1946, 130 pages.

Nunoda, Peter Takaji, *A Community in Transition and Conflict: The Japanese Canadians, 1935-1951*, Thèse de doctorat en histoire, Winnipeg, Université du Manitoba, 1991, 413 pages.

Taschereau, Sylvie, *Pays et patries : mariages et lieux d'origine des italiens de Montréal : 1906-1930*, Mémoire de maîtrise en histoire, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1984, 194 pages.

### 3. Publications gouvernementales

Bouchard, Gérard et Charles Taylor (dir.), *Fonder l'avenir, le temps de la conciliation : rapport*, Québec, Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, 2008, 307 pages.

Commission d'enquête sur l'organisation et l'administration de l'hôpital Jean-Talon, *Rapport de la Commission d'enquête sur l'organisation et l'administration de l'Hôpital Jean-Talon*, Québec, Gouvernement du Québec, 1961, 220 pages.

Ministère de l'Immigration du Québec, *L'immigration au Québec*, Direction de la Recherche, Québec, 1973 – 1992.

Statistique Canada, *Statistique Canada*, recensements 1901, 1911, 1921, 1931, 1941, 1951, 1961, 1971, 1981, 1986, 1991, 1996, 2001, 2006, 2011.

### 4. Monographies et ouvrages généraux

Adachi, Ken, *The Enemy That Never Was*, Toronto, McClelland and Stewart, 1976, 456 pages.

Anctil, Pierre, *Le rendez-vous manqué. Les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux guerres*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, 366 pages.

Aterman, Peter, *Housing Policy and Immigration: The Case of the Chinese in Montreal*, Montréal, School of Urban Planning [Université McGill], 1993, 81 pages.

Avery, Donald, *Dangerous Foreigners: European Immigrant Workers and Labour Radicalism in Canada 1896-1932*, Toronto, McClelland and Stewart, 1979, 204 pages.

Ayukawa, Michiko Midge, *Hiroshima Immigrants in Canada, 1891-1941*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2008, 184 pages.

Backhouse, Constance, *Colour-Coded: A Legal History of Racism in Canada, 1900-1950*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, 485 pages.

Bangarth, Stephanie, *Voices Raised in Protest: Defending Citizens of Japanese Ancestry in North America, 1942-1949*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2008, 280 pages.

Bauer, Julien, *Les minorités au Québec*, Montréal, Éditions Boréal, 1994, 125 pages.

Bernier, Robert, *Miyuki Tanobe*, Montréal, Éditions de l'Homme, 2004, 160 pages.

Bodnar, John, *The Transplanted: A History of Immigrants in Urban America*, Bloomington, Indiana University Press, 1985, 295 pages.

Bouchard, André et Francine Hoffman, *Le Jardin botanique de Montréal : esquisse d'une histoire*, Montréal, Fides, 1998, 111 pages.

Bouchard, Gérard, *L'interculturalisme : un point de vue québécois*, Montréal, Boréal, 2014, 288 pages.

Bradbury, Bettina, *Familles ouvrières à Montréal. Âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 1995, 368 pages.

Broadfoot, Barry, *Years of Sorrow, Years of Shame: the Story of the Japanese Canadians in World War II*, Toronto, Doubleday Canada, 1977, 370 pages.



Brown, Craig (dir.), *Histoire générale du Canada*, Montréal, Boréal Compact, 1990, 704 pages.

Chan, Kwok B., *Smoke and Fire: The Chinese in Montreal*, Hong Kong, Chinese University Press, 1991, 338 pages.

Chan, Kwok B. et Louis-Jacques Dorais (dir.), *Adaptation linguistique et culturelle : l'expérience des réfugiés d'Asie du Sud-Est au Québec*, Québec, Centre international de recherches sur le bilinguisme, 1987, 221 pages.

Collomp, Catherine et Mario Menéndez (dir.), *Exilés et réfugiés politiques aux États-Unis, 1789-2000*, Paris, CNRS Éditions, 2003, 303 pages.

Conseil supérieur de la langue française, *Le Québec français et l'école à clientèle pluriethnique : contributions à une réflexion*, Québec, Conseil de la langue française, 1987, 349 pages.

Cyr, André, *Pierre Bourque : le jardinier et l'ingénieur*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1995, 198 pages.

Daniels, Roger, *Concentration Camps in North America: Japanese in the United States and Canada during World War II*, Malabar, R. E. Krieger Pub, 1981, 226 pages.

Daniels, Roger, *Guarding the Golden Door: Immigration Policy and Immigrants Since 1882*, New York, Hill and Wang, 2004, 328 pages.

Day, Richard J. F., *Multiculturalism and the History of Canadian Diversity*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, 288 pages.

Dorais, Louis-Jacques et Éric Richard, *Les Vietnamiens de Montréal*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2007, 235 pages.

Fournier, Sœur Antoinette, *L'histoire des débuts de la congrégation et de la fondation des missions au Japon*, [non publié], 90 pages.

Fujiwara, Aya, *Ethnic Elites and Canadian Identity : Japanese, Ukrainians, And Scots, 1919 – 1971*, Winnipeg, University of Manitoba Press, 2012, 256 pages.

Gabaccia, Donna, *From the Other Side: Women, Gender, and Immigrant Life in the U.S., 1820-1990*, Bloomington, Indiana University Press, 1994, 192 pages.

Gabaccia Donna et Vicki L. Ruiz (dir.), *American Dreaming, Global Realities. Rethinking U.S. Immigration History*, Chicago, University of Illinois Press, 2006, 576 pages.

Gay, Daniel, *Les Noirs au Québec, 1629-1900*, Québec, Éditions Septentrion, 2004, 514 pages.

Geiger, Andrea, *Subverting Exclusion : Transpacific Encounters with Race, Caste, and Borders, 1885 – 1928*, New Haven, Yale University Press, 2011, 304 pages.

Gibbon, John Murray, *Canadian Mosaic: the Making of a Northern Nation*, Toronto, McClelland and Stewart, 1938, 458 pages.

Goulet, Denis, *L'hôpital Maisonneuve – Rosemont : une histoire médicale, 1954 - 2004*, Québec, Éditions du Septentrion, 2004, 174 pages.

Goulet, Denis et Robert Gagnon, *Histoire de la médecine au Québec, 1800 – 2000*, Québec, Éditions du Septentrion, 2014, 450 pages.

Granger, Serge, *Le lys et le lotus : les relations du Québec avec la Chine de 1650 à 1950*, Montréal, VLB Éditions, 2005, 187 pages.

Handlin, Oscar, *The Uprooted*, Boston, Little, Brown and Company, 1951, 333 pages.

Harvey, Fernand, « Les communautés culturelles et le multiculturalisme : une comparaison des politiques québécoise et canadienne », dans Jean-Michel Lacroix et Fulvio Caccia (dir.), *Métamorphoses d'une utopie*, Paris, Presses de la Sorbonne, 1992, pp. 159 – 174.

Harzing, Christiane et Dirk Hoerder (éd.), *The Press of Labor Migrants in Europe and North America, 1800s to 1930s*, Bremen, Universität Bremen, 1985, 602 pages.

Helly, Denise, *Les Chinois à Montréal, 1877-1951*, Québec, Institut de recherche sur la culture, 1987, 315 pages.

Hoerder, Dirk, *Creating Societies: Immigrant Lives in Canada*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999, 375 pages.

Hoerder, Dirk, *Cultures in Contact: World Migrations in the Second Millennium*, Durham, Duke University Press, 2002, 779 pages.

Hoerder, Dirk et Leslie Page Moch (dir.), *European Migrants: Global and Local Perspectives*, Boston, Northeastern University Press, 1996, 329 pages.

Iacovetta, Franca, Paula Draper et Robert Ventresca (dir.), *A Nation of Immigrants. Women, Workers and Communities in Canadian History, 1840-1960s*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, 513 pages.

Iguartua, José E., *The Other Quiet Revolution: National Identities in English Canada, 1945-1971*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2006, 277 pages.

Ion, Hamish, *The Cross in the Dark Valley: The Canadian Protestant Missionary Movement in the Japanese Empire, 1931-1945*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1999, 428 pages.

Kelley, Ninette et Michael Trebilcock, *The Making of the Mosaic. A History of Canadian Immigration Policy*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, 621 pages.

King, Desmond S., *Making Americans: Immigration, Race, and the Origins of the Diverse Democracy*, Cambridge, Harvard University Press, 2000, 388 pages.

Kitagawa, Muriel, *This is My Own : Letters to Wes & Other Writings on Japanese Canadians, 1941 – 1948*, Vancouver, Talonbooks, 1985, 302 pages

Knowles, Valerie, *Strangers at our Gates: Canadian Immigration and Immigration Policy, 1540-2006*, 2007, 310 pages.

Kogawa, Joy, *Obasan*, Toronto, Lester & Orpen Dennys, 1981, 250 pages.

Lambertson, Ross, *Repression and Resistance: Canadian Human Rights Activists, 1930-1960*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, 523 pages.

La Grenade-Meunier, Monique et Paul Fehmiu-Brown, *La présence des Noirs dans la société québécoise d'hier et d'aujourd'hui*, Québec, Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des communautés culturelles, 1995, 37 pages.

La Violette, Forrest E., *The Canadian Japanese and World War II : a Sociological and Psychological Account*, Toronto, University of Toronto Press, 1948, 332 pages.

Leclerc, Richard, *Des lys à l'ombre du mont Fuji : histoire de la présence de l'Amérique française au Japon*, Québec, Éditions du Bois-de-Coulonge, 1995, 197 pages.

Leclerc, Richard, « God's Envoy : Canadian Catholic Missionaries in Japan, 1898 – 2000 », dans Ada Savin (dir.), *Journey Into Otherness: Essays In North American*

*History, Culture, and Literature* , Amsterdam, Amsterdam University Press, 2005, pp. 29 – 45.

Léger, Grégoire (R.P.), *En mission dans les camps d'internement japonais en Colombie-Britannique*, Québec, Missions franciscaines, 1944, 46 pages.

Linteau, Paul-André, « Les minorités ethnoculturelles dans l'historiographie québécoise », dans Beatrice Bagola (dir.), *Le Québec et ses minorités*, Tübingen, Max Niemayer Verlag, 2000, pp. 143 – 155.

Linteau, Paul-André, *Histoire de Montréal depuis la Confédération (2<sup>ème</sup> édition)*, Montréal, Éditions du Boréal, 2000, 662 pages.

Linteau, Paul-André et Jean-Michel Lacroix, *Vers la construction d'une citoyenneté canadienne*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2007, 247 pages.

Lockard, Craig A., *Southeast Asia in World History*, New York, Oxford University Press, 2009, 272 pages.

Lucassen, Leo et Jan Lucassen (dir.), *Migration, Migration History, History. Old Paradigms and New Perspectives*, Berne, Peter Lang, 1999, 454 pages.

MacKey, Frank, *L'esclavage et les Noirs à Montréal*, Montréal, Hurtubise, 2013, 662 pages.

Makabe, Tomoko, *Picture Brides: Japanese Women in Canada*, Toronto, Multicultural History Society of Toronto, 1995, 180 pages.

Makabe, Tomoko, *The Canadian Sansei*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, 218 pages.

Mar, Lisa Rose, *Brokering Belonging : Chinese in Canada's Exclusion Era, 1885 – 1945*, Oxford, Oxford University Press, 2010, 230 pages.

McClelland, Janet, *Many Petals of the Lotus: Five Asian Buddhist Communities in Toronto*, Toronto, University of Toronto Press, 352 pages.

McRoberts, Kenneth, *Un pays à refaire. L'échec des politiques constitutionnelles canadiennes*, Montréal, Éditions Boréal, 1997, 483 pages.

Meehan, John D., *The Dominion and the Rising Sun : Canada Encounters Japan, 1929 – 1941*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2004, 272 pages.

Méthot, Caroline, *Du Viêt-Nam au Québec : la valse des identités*, Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1995, 224 pages.

Miki, Roy, *Justice in Our Time: The Japanese-Canadian Redress Settlement*, Vancouver, Talonbook, 1991, 160 pages.

Miki, Roy et al., *Re-Shaping Memory, Owning History: Through the Lens of Japanese Canadian Redress*, Burnaby, Japanese Canadian National Museum, 2002, 84 pages.

Montreal Japanese Canadian History Committee, *Ganbari: Reclaiming Our Home/Ganbari:un chez-soi retrouvé*, Montréal, Montréal Japanese Canadian History Committee, 1998, 42 pages.

Nakano, Ujô, *Within the Barbed Wire Fence: a Japanese Man's Account of Internment in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1980, 126 pages.

Ogura, Victor Nobuo, *Canadian Samurai: The Writings of Victor Nobuo Ogura*, Montréal, Price-Patterson Ltd., 2002, 247 pages.

Oiwa, Keibo, *Stone Voices: Wartime writings of Japanese Canadian Issei*, Montréal, Véhicule Press, 1991, 205 pages.

Omatsu, Maryka, *Bittersweet Passage: Redress and the Japanese Canadian Experience*, Toronto, Between the Lines, 1992, 118 pages.

Pâquet, Martin, *Tracer les marges de la Cité : étranger, immigrant et État au Québec, 1627-1981*, Montréal, Boréal, 2005, 317 pages.

Patton, Janice, *The Exodus of the Japanese*, Toronto, McClelland and Stewart, 1973, 47 pages.

Price, John, *Orienting Canada : Race, Empire, and the Transpacific*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2011, 445 pages.

Ramirez, Bruno, *Les premiers italiens de Montréal : l'origine de la petite Italie du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1984, 136 pages.

Ramirez, Bruno, *Par monts et par vaux : Migrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique 1860-1914*, Montréal, Éditions du Boréal, 1991, 204 pages.

Reischauer, Edwin O., *Histoire du Japon et des Japonais : des origines à 1945*, Paris, Éditions du Seuil, 1997, 251 pages.

Robin, Martin, *Shades of Right: Nativists and Fascist Politics in Canada, 1920-1940*, Toronto, University of Toronto Press, 1992, 372 pages.

Robinson, Greg, *By Order of The President: FDR and the Internment of Japanese Americans*, Cambridge, Harvard University Press, 2001, 322 pages.

Robinson, Greg, « Two Other Solitudes: Historical Encounters between Japanese Canadians and French Canadians », dans Ada Savin (dir.), *Journey Into Otherness: Essays In North American History, Culture, and Literature*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2005, pp. 140 – 157.

Robinson, Greg, *A Tragedy of Democracy: Japanese Confinement in North America*, New York, Columbia University Press, 2009, 397 pages.

Robinson, Greg, *Un drame de la Deuxième Guerre : Le sort de la minorité japonaise aux États-Unis et au Canada*, Montréal, Les Presse de l'Université de Montréal, 2011, 317 pages.

Roy, Patricia, *A White Man's Province: British Columbia Politicians and Chinese and Japanese Immigrants, 1858-1914*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1989, 327 pages.

Roy, Patricia, *The Oriental Question: Consolidating a White Man Province, 1914-1941*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2003, 334 pages.

Roy, Patricia, *The Triumph of Citizenship: The Japanese and Chinese in Canada, 1941-1967*, University of British Columbia Press, 2007, 390 pages.

Sunahara, Ann Gomer, *The Politics of Racism: The Uprooting of Japanese Canadians During the Second World War*, Toronto, Lorimer, 1981, 222 pages.

Taddeo, Donat J. et Raymond C. Taras, *Le débat linguistique au Québec : la communauté italienne et la langue d'enseignement*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1987, 246 pages.

Takashima, Shizuye, *A Child in Prison Camp*, Montréal, Tundra Books, 1971, 74 pages.

Tardif, Francine, Gaétan Beaudet et Micheline Labelle, *Question nationale et ethnicité : le discours de leaders d'origine italienne de la région de Montréal*, Montréal, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, 1993, 104 pages.



The Japanese Canadian Centennial Project, *A Dream of Riches – The Japanese Canadians 1877 – 1977*, Toronto, Gilchrist – Wright, 1978, 190 pages.

Thistlethwaite, Frank, *The Great Experiment: an Introduction to the History of the American people*, Cambridge, Cambridge University Press, 1961, 335 pages.

Thompson, John Herd, *Ethnic Minorities During Two World Wars*, Ottawa, Canadian Historical Association, 1991, 20 pages.

Tsuchiya, Tomoko, « The Vancouver Shinpo's Roles as the Main News Media for both Japanese Immigrants and Visitors from Japan », dans Joseph Kess et Helen Lansdowne (dir.), *Why Japan Matters!*, Victoria, Centre for Asia-Pacific initiatives, 2005, pp. 574 – 584.

Tulchinsky, Gerald, *Immigration in Canada. Historical Perspectives*, Toronto, Copp Clark Longman Ltd, 1994, 417 pages.

Tulchinsky, Gerard, *Canada's Jews: a People's Journey*, Toronto, University of Toronto Press, 2008, 630 pages.

Uchida, Kuni et Rei Nishio, *The Japanese in Montreal: An Ecological and Sociological Survey*, Montréal, Social Welfare Committee of the Quebec Chapter JCCA, mars 1953 [non publié].

Varley, H. Paul, *Japanese Culture (Third edition)*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 1984, 319 pages.

Ward, W. Peter, *White Canada Forever: Popular Attitudes and Public Policy Toward Orientals in British Columbia*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1978, 205 pages.

Watada, Terry, *Bukkyo Tozen : A History of Jodo Shinshu Buddhism in Canada, 1905-1995*, Toronto, Toronto Buddhist Church, 1995, 425 pages.

Watada, Terry, « Looking East : Japanese Canadians and Jodo Shinshu », in John S. Harding, Victor Sôgen Hori et Alexandre Soucy (dir.), *Wild Geese : Buddhism in Canada*, Montréal, McGill – Queen's University Press, 2010, 464 pages.

Williams, Dorothy W., *The Road to Now: a History of Blacks in Montreal*, Montréal, Vehicle Press, 1997, 235 pages.

Williams, Dorothy W., *Les Noirs à Montréal, 1628 – 1986*, Montréal, VLB Éditeur, 1998, 212 pages.

Williams, Duncan Ryûken et Tomoe Moriya (éd.), *Issei Buddhism in the Americas*, Chicago, University of Illinois Press, 2010, 216 pages.

Woodsworth, James S., *Strangers Within Our Gates :Or Coming Canadians*, Toronto, F.C. Stephenson, 1909, 356 pages

Yim, Seong-Sook, *Immigrants coréens au Québec : la question de la communication interculturelle*, Paris, L'Harmattan, 2000, 271 pages.

Young, Charles H. et Helen R. Y. Reid, *The Japanese Canadians*, Toronto, University of Toronto Press, 1938, 295 pages.

## 5. Articles de périodiques

-----, « Repartir à zéro: L'expérience des Canadiens d'origine japonaise à Montréal, 1942-1952 », *Tribune Juive*, vol. 5, no. 1 (juillet - août 1987), 42 pages.

Austin, Daniel, « All Roads Led to Montreal: Black Power, The Caribbean, and the Black Radical Tradition in Canada », *Journal of African American History*, vol. 92, no. 4 (2007), pp. 516-539.

Akenson, Donald, « The Historiography of the English-Speaking Canada and the Concept of Diaspora: a Sceptical Appreciation », *The Canadian Historical Review*, vol. 76, no. 3 (sept. 1995), pp. 374 – 410.

Bangarth, Stephanie, « Religious Organizations and the “Relocation” of Persons of Japanese Ancestry in North America: Evaluating Advocacy », *American Review of Canadian Studies*, vol. 34, no. 3 (2004), pp. 511 – 540.

Bangarth, Stephanie, « The Long, Wet Summer of 1942 : The Ontario Farm Service Force, Small-Town Ontario and the Nisei », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 37, no. 1 (2005), pp. 40 – 62.

Chan, Sucheng, « Asian American Historiography », *The Pacific Historical Review*, vol. 65, no. 3 (août 1996), pp. 363 – 399.

Daniels, Roger, « No Lamps Were Lit for Them: Angel Island and the Historiography of Asian American Immigration », *Journal of American Ethnic History*, vol. 17, no. 1 (automne 1997), pp. 3 – 18.

Dowe, David, « The Protestant Churches and the Resettlement of Japanese Canadians in Urban Ontario, 1942-1945 », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 39, no. 1 – 2 (2007), pp. 51 – 77.

Gabaccia, Donna, « The Immigration History Research Center: Out of the Past, a Promising Future », *Journal of American Ethnic History*, vol. 25, no. 4 (été 2006), pp. 60 – 67.

Harney, Robert, « The *Padrone* and the Immigrant », *The Canadian Review of American Studies*, vol. 2 (1974), pp. 101-118.

Hoerder, Dirk, « From Immigration to Migration Systems: New Concepts in Migration History », *OAH Magazine of History*, vol. 14, no. 1 (printemps 1999), pp. 5 – 11.

Kobayashi, Audrey, « The Japanese-Canadian Redress Settlement and its implications for Race Relations », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 24, no. 1 (1992), pp. 1 – 19.

Lam, Lawrence, « The Role of Ethnic Media for Immigrants : A Case Study of Chinese Immigrants and Their Media in Toronto », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 12, no. 1 (1980), pp. 74 – 92.

Linteau, Paul-André, « Les grandes tendances de l'immigration au Québec », *Migrance*, vol. 34 (2009), pp. 30 – 41.

Makabe, Tomoko, « Ethnic Identity and Social Mobility: The Case of Second-Generation Japanese in Metropolitan Toronto », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 10, no.1 (1978), pp. 106 – 123.

Moch, Leslie Page, « Connecting Migration and World History: Demographic Patterns, Family Systems and Gender », *International Review of Social History*, vol. 52, no. 1 (2007), pp. 97 – 104.

Nugent, Amy, « Demography, National Myths, and Political Origins: Perceiving Official Multiculturalism in Quebec », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 38, no. 3 (2006), pp. 21 – 36.

Oiwa, Keibo, « The Structure of Dispersal: The Japanese-Canadian Community of Montreal, 1942-52 », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 28, no. 2 (1986), pp. 20 – 37.

Perin, Roberto, « Clio as an Ethnic: The Third Force of Canadian Historiography », *Canadian Historical Review*, vol. 64, no. 4 (1983), pp. 441 – 467.

Rinfret, Louis, « Petit historique du Jardin japonais du Jardin botanique de Montréal », *L'Iris*, vol 2, no. 1 (15 avril 2011), page 4.

Robinson, Greg, « Mona Oikawa, Cartographies of Violence : Japanese Canadian Women, Memory, and the Subjects of the Internment [compte-rendu] », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 22, no. 3 (2014), pp. 345 – 348.

Roy, Patricia E., « A Tale of Two Cities: The Reception of Japanese Evacuees in Kelowna and Kaslo, B.C. », *BC Studies*, no. 87 (automne 1990), pp. 23 – 47.

Sugiman, Pamela, « Passing Time, Moving Memories: Interpreting Wartime Narratives of Japanese Canadian Women », *Histoire Sociale/Social History*, vol. 37, no. 73 (2004), pp. 51 – 79.

Takai, Yukari, « These Japanese Continuously Violated the Alien-Contract Labour Laws': The Gendered Paths of Labourers, Farmers and Housewives from Japan Traversing the Canada-U.S. Border in the Early Twentieth Century », *Histoire Sociale/Social History*, vol. 80 (nov. 2007), pp. 297 – 322.

Vecoli, Rudolph, « Contadini in Chicago: A Critique of The Uprooted », *The Journal of American History*, vol. 51, no. 3 (1964), pp. 404 – 417.